

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°217

AVRIL 2003

~~ À NOS LECTEURS ~~

*En raison d'une actualité kurde abondante et des vacances,
ce numéro du Bulletin paraît avec du retard.
Nous prions nos lecteurs de bien vouloir
nous en excuser et espérons de résorber
rapidement le retard accumulé.*

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- IRAK : LA CHUTE DE LA DICTATURE DE SADDAM HUSSEIN
- VISITE AU KURDISTAN DE, JAY GARNER, L'ADMINISTRATEUR CIVIL PROVISOIRE DE L'IRAK
- ERBIL : LE PARLEMENT DU KURDISTAN PRONONCE LA FIN DE L'ETAT D'URGENCE DANS LA RÉGION
- ANKARA : SECONDE AUDIENCE DES DÉPUTÉS KURDES : NOUVEAU REFUS DE LIBÉRATION ET CACOPHONIE DANS LES TÉMOIGNAGES
- BRUXELLES: LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE UNE « FEUILLE DE ROUTE » À LA TURQUIE ET UNE AIDE FINANCIÈRE DE PLUS D'UN MILLIARD D'EUROS
- AINSI QUE...
- LA GUERRE EN IRAK VUE PAR LA PRESSE TURQUE : « LES STATUES »
- LU DANS LA PRESSE TURQUE : « LES GÉNÉRAUX À LA RETRAITE AIMENT-ILS TELLEMENT LES ARABES ? »

IRAK : LA CHUTE DE LA DICTATURE DE SADDAM HUSSEIN

Le régime dictatorial tant redouté de l'Irak s'est effondré dans la nuit du 8 au 9 avril. Poursuivant leur avancée vers le nord, les troupes américaines sont entrées dans Bagdad où hormis quelques accrochages mineurs il n'y a pas eu de combats. Contrairement à la rhétorique du dictateur irakien, la capitale irakienne n'est pas devenue Saddamgrad, en référence à la résistance célèbre de Stalingrad. Les gardes républicaines spéciales, les commandos des feddayins de Saddam qui pendant des semaines paraient martialement dans les rues de Bagdad et sur les écrans de

télévision se sont évanouis dans la nature, sans combattre, tout comme les hauts dirigeants du régime promettant chaque jour de « *se battre jusqu'à la dernière goutte de leur sang* ».

Le 9 avril, la population de Bagdad enfin libérée de la terreur de la tyrannie a donné libre cours à ses sentiments en déboulonnant les statues du dictateur déchu, en détruisant les symboles et les lieux de pouvoir de son régime et en accueillant les Américains en libérateurs. Dans cette immense effervescence populaire et les réjouissances de la libération, de nombreux excès, notamment des pillages, ont été commis. Ils

seraient pour les plus graves imputables aux réseaux du régime baasiste, qui, avant d'entrer dans la clandestinité, ont veillé à détruire les archives des ministères et administrations les plus sensibles, à confisquer à leur profit les réserves en devise de la banque centrale et d'autres banques et à saboter un grand nombre d'installations techniques et économiques.

La chute de Bagdad a accéléré l'effondrement des forces irakiennes dans le reste du pays, notamment dans le nord.

Le 10 avril, les forces spéciales kurdes ont libéré la ville de Kirkouk, la métropole pétrolière jusque-là sous administration irakienne et victime d'une politique

d'arabisation massive. C'est une unité d'élite formée de jeunes femmes combattantes kurdes qui est entrée en première dans Kirkouk où elle a été accueillie par une foule en liesse. Peu après, des forces de police dépêchées par le gouvernement du Kurdistan, sont arrivées pour assurer la sécurité. Elles ont pu en moins de deux jours maîtriser la situation, rétablir l'ordre et les services de base et prévenir d'éventuels règlements de compte inter-communautaires.

Quelques heures après la prise de Kirkouk par les peshmergas kurdes, le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül a annoncé qu'Ankara a envoyé des observateurs dans la ville. Le ministre turc des Affaires étrangères a déclaré avoir reçu des garanties de son homologue américain Colin Powell que les combattants kurdes irakiens ne seraient pas autorisés par les soldats américains à rester durablement dans cet important centre pétrolier. « Powell a donné sa parole que des soldats américains supplémentaires seraient envoyés à Kirkouk dans les heures qui viennent pour en faire sortir les peshmergas qui y sont entrés », a affirmé A. Gül à l'issue d'un entretien téléphonique avec le secrétaire d'Etat américain. Les Etats-Unis « n'accepteront pas une situation de facto ou un 'fait accompli' », a assuré M. Gül. « Des observateurs des

forces armées turques y entreront aussi », a-t-il ajouté. Mais, au vu des garanties fournies par les Etats-Unis, a-t-il précisé au cours d'un entretien sur la chaîne de télévision NTV, « il n'y a aucune raison de craindre des tensions ». Les autorités turques ont fait savoir qu'elles avaient déployé des dizaines de milliers de soldats près de la frontière avec le Kurdistan irakien, qu'ils pourraient franchir si Ankara estimait que les intérêts de la Turquie étaient menacés.

Les soldats américains ont commencé le 12 avril à prendre en main le rétablissement de l'ordre à Kirkouk. Les combattants kurdes (peshmergas) se sont retirés partiellement. Devant le palais dévasté du gouverneur, des hommes de la 173^{ème} division aéroportée américaine ont symboliquement pris leur place pour rassurer les Turcs et leur ôter tout prétexte d'intervention.

Pour administrer la ville pétrolière, un comité civil transitoire représentant les principales communautés a été créé. Il comprend des Kurdes, majoritaires dans la ville, des Arabes, des Turcomans et des Assyrio-chaldéens, chrétiens. Malgré leur importance numérique inégale, chacune des communautés est représentée par 6 membres dans le conseil municipal provisoire.

Le 11 avril, au lendemain de la libération de Kirkouk, les peshmergas du PDK, accompagnés des éléments de la 101^{ème} division aéroportée américaine, sont entrés dans Mossoul, pratiquement sans coup férir. Les dirigeants kurdes qui entretenaient depuis longtemps de contacts discrets avec le commandement militaire irakien de la région ont obtenu la reddition des troupes irakiennes fortes de plus de 40 000 hommes.

Un accord pour une capitulation sans combats est intervenu le 11 avril entre les commandants irakiens de l'armée régulière de Mossoul et les Etats-Unis. « Il y a eu un accord entre les Etats-Unis et les commandants irakiens » sur une reddition sans combats, a indiqué à Erbil Hoshyar Zebari, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Un cessez-le-feu formel a été signé par le commandant du 5^e corps d'armée irakien près de Mossoul (nord de l'Irak), a annoncé pour sa part le général Vincent Brooks, porte-parole du Commandement central américain (Centcom) basé au Qatar. « Un commandant des forces d'opérations spéciales de la coalition a accepté un cessez-le-feu signé du commandant du 5^e corps de l'armée régulière irakienne près de Mossoul », a déclaré le général Brooks.

Des membres du 5e corps d'armée irakien dans et autour de Mossoul se sont rendus, a précisé major Rumi Nielson-Green, porte-parole militaire américaine, estimant que ces soldats « *avaient pris la très sage décision de vivre pour un Irak libre plutôt que de mourir pour le régime de Saddam Hussein* ».

Les forces kurdes avaient entre temps libéré toutes les villes et localités kurdes de provinces de Mossoul, de Kirkouk et de Diyala jusqu'à contrôlées par le régime irakien, y compris Khanaqin, l'autre ville pétrolière kurde. Des personnels administratifs, techniques et de sécurité ont été dépêchés par le gouvernement régional kurde pour l'administration et la remise en état de ces territoires libérés. Le Kurdistan autonome de fait passe ainsi de 42 000 km² à près de 75 000 km².

Le 14 avril, une colonne blindée américaine est entrée à Tikrit, ville natale de Saddam Hussein et dernier bastion de ses partisans. D'autres villes sunnites arabes comme Samarra et Ramadi se sont rendues sans combats, après des accords convenus entre les chefs de tribus et les responsables américains. Les deux divisions de Gardes républicaines chargées de la défense de ces bastions sunnites se sont auto-dissoutes, probablement en dissimulant leurs armements

pour la conduite d'actions futures contre les Américains. Avec la chute de Tikrit, la guerre d'Irak a, pour l'essentiel, pris fin. Débute alors la difficile période de pacification et de reconstruction politique et matérielle du pays.

Un bilan provisoire rendu public le 15 avril établit comme suit les pertes subies depuis le début de cette guerre, le 20 mars :

121 soldats américains ont été tués, quatre sont portés disparus. Trente et un soldats britanniques ont été tués.

Du côté de la coalition américano-britannique, un peu plus de 300.000 hommes sont actuellement déployés dans la région, dont environ 255.000 Américains, 45.000 Britanniques, 2.000 Australiens, 400 Tchèques et Slovaques, 200 Polonais. Quelque 100.000 soldats américains sont attendus en renfort.

Pertes irakiennes: pas d'estimation officielle ni côté irakien, ni côté coalition. Toutefois, des responsables américains ont déclaré que plus de 4.000 soldats irakiens ont été tués. De son côté, Bagdad fait état de près de 600 civils tués et de plus de 4.000 blessés. Quelques jours plus tôt, le Pentagone avait déclaré que les forces américaines détenaient au moins 7.300 prisonniers de

guerre tandis que le gouvernement britannique annonçait que ses troupes détenaient 6.500 prisonniers au total. Un centre de détention pour les prisonniers de guerre est en cours de construction dans la ville méridionale d'Oum Qasr et aura une capacité de quelque 24.000 places.

Depuis le début du conflit, les forces de la coalition ont tiré plus de 800 missiles de croisière Tomahawk sur l'Irak. Selon le vice-amiral Timothy Keating, moins de dix « n'ont pas atteint la cible ». Par ailleurs, les avions basés sur des porte-avions ont réduit le nombre de leurs missions à 800 sorties quotidiennes, ne larguant qu'un peu moins de 200 bombes et missiles.

Plus de 43 millions de tracts ont été largués par les forces de coalition sur l'Irak.

Aide: le gouvernement des Emirats arabes unis et la Croissant Rouge ont coordonné la livraison de 772 tonnes de vivres, d'eau et d'équipement médical au port d'Oum Qasr. Deux navires britanniques, le RFA Sir Galahad et le RFA Sir Percivale, ont livré un total de 1.100 tonnes de vivres, de médicaments et d'eau à Oum Qasr. Les Etats-Unis ont envoyé deux navires avec plus de 50.000 tonnes de blé, alors que l'Australie achemine vers l'Irak 100.000 tonnes de blé.■

VISITE AU KURDISTAN DE JAY GARNER, L'ADMINISTRATEUR CIVIL PROVISOIRE DE L'IRAK

L'administrateur civil provisoire de l'Irak, le général américain Jay Garner, a évoqué le 23 avril à Erbil la vision américaine de la démocratie avec des responsables kurdes, au deuxième jour de son séjour dans le Kurdistan irakien. « *Notre mission ici, est de créer un environnement (..) où nous pouvons avoir un processus démocratique et où les Irakiens peuvent choisir leurs propres dirigeants (..) un gouvernement qui représente la volonté libre et élue de l'Irak* », a dit le général américain à des responsables kurdes à Erbil. « *Grâce à votre énergie, à votre intelligence et à votre processus démocratique, vous avez fait plus, au cours des dix dernières années, que ce qui avait été fait au cours des 20 années précédentes* », a ajouté le général américain âgé de 65 ans. « *Vous pouvez être un modèle pour vos frères et sœurs dans le sud (..) vous devez travailler avec eux pour créer un grand Irak démocratique* », a-t-il poursuivi.

Jay Garner est arrivé à Erbil à bord d'un hélicoptère de l'armée américaine, gardé par des soldats des forces spéciales armés de mitrailleuses. Il a inspecté une école, où de nombreuses personnes brandissaient des drapeaux kurdes, américains et britanniques en jetant sur son passage des pétales de fleurs.

Le général à la retraite avait, la veille, rencontré dans la localité kurde de Dokan près de Souleimaniyeh les dirigeants kurdes Jalal Talabani de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et Massoud Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les deux mouvements qui contrôlent le Kurdistan irakien depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991.

Jay Garner a ajouté lors de sa rencontre avec des responsables kurdes à Erbil avoir l'intention de se concentrer au cours des prochaines semaines sur le processus de construction des ministères et de la remise en état des services en Irak. Le général américain, qui a en outre visité le Parlement kurde à Erbil, a affirmé que la majorité d'Irakiens appréciait la présence américaine en dépit d'une série de manifestations anti-américaines. « *Je crois que ce que voyez là sont des manifestations organisées, mais à part cela, la majorité de la population est heureuse que nous soyons ici* », a affirmé le général Garner, qui s'est ensuite rendu dans la ville de Mossoul.

De son côté, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, a annoncé le 23 avril, après sa rencontre avec Jay Garner

qu'un comité sera mis en place sous la supervision des Etats-Unis pour assurer le retour de dizaines de milliers de Kurdes déplacés sous le régime de Saddam Hussein. « *Un comité représentant toutes les parties sera formé, sous la conduite des Etats-Unis, pour organiser le retour des gens dans leurs maisons de manière organisée et non dans le chaos* », a ajouté M. Talabani. « *Nous avons pris un engagement que nous avons répété hier* », a-t-il poursuivi.

Un responsable américain, qui accompagnait le général Garner lors de sa visite au Kurdistan a indiqué que quelques 200.000 Kurdes avaient été déplacés de la ville de Kirkouk sous le régime déchu, qui avait engagé une politique d'arabisation des zones kurdes.

Par ailleurs, les leaders kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani ont participé le 30 avril à Bagdad à une réunion de l'ex-opposition au régime de Saddam Hussein. Cette réunion importante rassemblait environ 300 personnalités kurdes et arabes.

Le 21 avril, le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avaient appelé les principaux partis d'opposition irakiens à participer à cette réunion. Celle-ci vise à préparer une conférence élargie de l'opposition pour examiner la formation d'un

gouvernement irakien de transition, représentatif de toutes les composantes de l'opposition. Lors de sa réunion à Salaheddine, l'opposition avait mis en place une direction collégiale composée de six membres, qui se voulait le noyau d'un gouvernement de l'après-Saddam Hussein.

Les membres de cette direction sont, outre M. Barzani, Jalal Talabani, chef de l'UPK, Ahmed Chalabi,

chef du Congrès national irakien, Adnan Pachachi, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Irak dans les années 1960 (indépendant), Abdel Aziz Al-Hakim, représentant de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii, principal mouvement d'opposition chiite, basé en Iran), et Iyad Al-Alaoui, de l'Entente nationale irakienne.

Une précédente réunion de ce type, le 15 avril, près de la

ville de Nassiriyah (sud de l'Irak), en présence de responsables américains, avait débouché sur l'adoption d'une déclaration en treize points en faveur d'une évolution vers la démocratie et la mise en place d'un Etat de droit. Une soixantaine d'Irakiens, représentant des mouvements chiites et sunnites modérés ou radicaux, les Kurdes et les monarchistes, avaient participé à la réunion de Nassiriyah.■

ERBIL : LE PARLEMENT DU KURDISTAN PRONONCE LA FIN DE L'ETAT D'URGENCE DANS LA RÉGION

Le Parlement régional kurde a prononcé le 20 avril la fin de l'état d'urgence qui prévalait depuis le 19 mars dans cette région.

Les députés kurdes, qui se réunissaient pour la première fois à Erbil depuis la guerre, ont également entendu le général américain à la retraite Bruce Moore, désigné pour gérer temporairement le Kurdistan irakien. Le général Moore les a rassurés que son équipe allait se concentrer sur les problèmes humanitaires et ne pas fonctionner comme un véritable gouvernement civil ou militaire. Il a également indiqué que son équipe avait vocation à devenir une instance de conseil pour l'administration intérimaire

irakienne lorsque celle-ci aura été formée.

Le général Moore a indiqué aux journalistes après la réunion que quelque 50.000 soldats américains allaient être déployés dans les grandes villes de la région, Kirkouk et Mossoul, pour veiller à la sécurité.

Le président du Parlement, Dr. Roj Nouri Shawesh, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a déclaré lors de la réunion que les Etats-Unis, plutôt que les Nations Unies, devraient superviser la reconstruction de l'Irak et l'organisation de l'aide humanitaire pendant la phase de transition pour éviter trop de bureaucratie.

Par ailleurs, le Parti

démocratique du Kurdistan (PDK) a indiqué le 19 avril avoir commencé à libérer des soldats irakiens qui s'étaient rendus ou avaient été faits prisonniers durant les combats dans le Kurdistan irakien. Les 750 prisonniers détenus au camp d'Achkawtan, à une centaine de kilomètres au nord d'Erbil, ont été divisés en trois groupes selon leur lieu de résidence, a indiqué Akram Soufi, un responsable du PDK qui supervisait le camp. Les prisonniers venant de la région de Mossoul et ceux originaires de Kirkouk ont été ramenés chez eux dans des bus fournis par une organisation non gouvernementale suédoise. Ceux résidant à Bagdad ou originaires des provinces du sud seront transférés tous vers la capitale d'où chacun devra rentrer chez lui par ses propres moyens, a indiqué M. Soufi.■

ANKARA :
SECONDE AUDIENCE DES DÉPUTÉS KURDES :
NOUVEAU REFUS DE LIBÉRATION ET CACOPHONIE
DANS LES TÉMOIGNAGES

LAu cours de la seconde audience du 25 avril, la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara a une nouvelle fois refusé la libération provisoire des ex-députés kurdes du parti de la Démocratie (DEP). L'audience, présidée par Mme Sureyya Gonul en raison de l'absence pour des raisons médicales du président de la Cour, Mehmet Orhan Karadeniz, a été poursuivie avec l'audition des « témoins-fonctionnaires » ayant déposé à charge lors du procès de 1994. Me Yusuf Alatas, avocat des défenseurs, a rappelé le fait qu'il y a dix ans ces mêmes témoins avaient tout simplement effectué leurs dépositions au parquet sans aucun interrogatoire ni contre-interrogatoire et a souhaité que cette procédure ne soit pas renouvelée à nouveau pour la bonne justice en demandant l'enregistrement vidéo et audio des témoignages et le droit d'interroger et de présenter des témoins. Mais la Cour s'est opposée à la requête et a procédé à l'audition pure et simple des témoins.

Ces derniers composés de 19 fonctionnaires dont 8 policiers se sont pour la plupart cantonnés à répéter leurs précédentes dépositions. Un autre témoin, Eyup Karakeçi, agriculteur à Urfa et membre

du parti DEP, a quant à lui, déclaré : « *le directeur de la branche anti-terreur à Urfa à l'époque des faits, Mustafa Tekin, m'a demandé de mettre fin à mes activités politiques ou de quitter Urfa en une semaine. Ne cédant pas, la police a perquisitionné ma maison et m'a mis en détention à Ankara en 1994 où j'ai été torturé. Ils m'ont alors fait la proposition de lever toute poursuite contre moi en échange d'un témoignage contre L. Zana et H. Dicle. Mais j'ai refusé* ». Un autre témoin, Kerem Ok, vendeur ambulant de pains de sésame à Bursa, a déclaré à la question « *dans une déposition à la police tu as affirmé que l'argent allait au PKK* », il a répliqué qu'il n'avait jamais fait une telle déposition et qu'il avait simplement signé un document préparé par la police.

Chef de la tribu Babat, Mehmet Tahir Babat, a réaffirmé sa déclaration tout en soulignant qu'il a été témoin d'un discours « *en kurde, mais je ne me souviens pas d'autres choses* ». Cinq témoins de la même tribu ont simplement affirmé que « *cela faisait trop longtemps* » donc ils ne se souvenaient pas.

Selim Sadak qui a été condamné sur la base de ces simples témoignages a rétorqué « *la tribu Babat nous calomnie. Cette tribu est impliquée dans des meurtres, le*

trafic de drogue et la contrebande ».

Par ailleurs, Mehmet Sevki Temel, père de trois enfants dont deux protecteurs de village et l'autre policier, a ajouté qu'un de ses fils étant kidnappé, il a ravi une personne à son tour et qu'à la suite de cela il a reçu la visite de Leyla Zana et qu'il voulait porter plainte contre L. Zana et H. Dicle. Un autre témoin, Abdullah Dursun, a réitéré sa première déposition en déclarant que Leyla Zana et Hatip Dicle avaient fait subir des préjudices à la population kurde.

La Cour s'est contentée de prononcer un mandat d'amener à l'encontre des témoins absents pour la prochaine audience et a statué contre la libération provisoire des anciens députés, en fixant au 23 mai la prochaine audience.

L'audience a été suivie par une délégation du Parlement européen composé de cinq députés et présidé par Joost Lagendijk, mais également par Mme Claudia Roth du parti Vert allemand et de nombreux observateurs d'organisations de défense des droits de l'homme. M. Lagendijk, également président de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie, a déclaré à la presse qu'il suivait de près les réformes entreprises par la Turquie « *mais, d'après ce que je puis constater aujourd'hui, le*

rejugement se présente comme une copie du procès de 1994. Je souhaite que le rejugement se déroule d'une manière juste et que l'on pourra voir l'application effective des réformes adoptées sur le papier ». La Cour a, par ailleurs, refusé dans la salle d'audience les roses apportées par C. Roth qui a déclaré : « Ce procès est très important pour les droits de l'homme et la démocratisation de

la Turquie. Je pense que la Turquie fera un pas important avec ce procès »

Par ailleurs, une conférence de presse s'est tenue le 23 avril en présence de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés et du CILDEKT, de Mme Ségolène Royal, députée des Deux-Sèvres et de Kendal Nezan,

président de l'Institut kurde de Paris, au Centre d'accueil de la presse étrangères (CAPE) pour faire le point sur la situation des députés et alerter l'opinion publique sur le sort des prisonniers d'opinion en Turquie. La conférence a été suivie de la projection du film de Kudret Gunes consacré à Leyla Zana « *Leyla Zana, le cri au-delà de la voix étouffée* » ■

BRUXELLES :

LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE UNE "FEUILLE DE ROUTE" À LA TURQUIE ET UNE AIDE FINANCIÈRE DE PLUS D'UN MILLIARD D'EUROS

La Commission européenne vient de proposer une « feuille de route » à la Turquie qui, si elle était suivie, lui permettrait d'adhérer à l'Union européenne. « Les exigences que nous fixons à la Turquie sont élevées, mais la gageure peut être relevée », a déclaré le commissaire européen à l'élargissement, Günter Verheugen. En décembre 2002, les Quinze avaient assuré à la Turquie que des négociations d'adhésion seront entamées fin 2004 si des progrès décisifs étaient réalisés vers les critères fixés par l'Union européenne. Bruxelles jouera un rôle crucial en rédigeant à l'intention des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union un rapport déterminant sur le respect de ces critères par Ankara.

Concrètement, la Commission propose aux Quinze d'octroyer une aide financière de 1,05 milliard d'euros sur la période 2004-2006, soit le double du niveau actuel.

Mais en contrepartie, la Turquie devra faire preuve de la plus extrême retenue au Kurdistan irakien, alors qu'Ankara souhaite y envoyer des milliers d'hommes sous couvert d'aide humanitaire aux réfugiés irakiens. « Il est clair que toute incursion turque dans le Nord de l'Irak ne serait pas souhaitable, serait déplacée », a-t-il déclaré. « On pourrait difficilement faire une bétise plus grave en pleine crise », a-t-il ajouté. « S'il y avait une incursion, cela aurait des conséquences sérieuses pour l'avenir des relations entre l'Union européenne et la Turquie ». Bruxelles souhaite

aussi que les autorités turques fassent pression sur les dirigeants de la communauté chypriote turque afin qu'un accord de paix soit conclu permettant l'adhésion à l'UE d'une île réunifiée. Le Conseil national de sécurité (MGK) devra également être réformé afin de desserrer le contrôle de l'armée turque sur le pouvoir civil. Le parlement et le gouvernement turcs doivent contrôler l'armée, a estimé le commissaire européen, « et pas l'inverse ». Les autorités turques devront également ratifier la Convention internationale sur les droits politiques et civils, appliquer des mesures de lutte contre la torture et garantir « dans la pratique » le droit à la défense des prisonniers. Enfin, la liberté d'expression et d'association devra être réelle et les droits des minorités, notamment kurde, garantis par le biais de l'accès à la télédiffusion et à l'éducation. ■

• AINSI QUE...

• **COLIN POWELL EN VISITE EN TURQUIE POUR APLANIR LES DIVERGENCES.** Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a, le 2 avril, obtenu l'assistance logistique de la Turquie pour le ravitaillement des forces américaines, positionnées au Kurdistan Irakien, tout en réaffirmant l'opposition de son pays à une intervention turque dans cette région. Ce soutien logistique, qui selon M. Powell concerne principalement « le carburant, la nourriture et d'autres types de ravitaillement », va donner un coup de pouce aux forces américaines aéroportées au Kurdistan irakien au moment où la guerre s'intensifie.

S'exprimant lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Abdullah Gul, M. Powell s'est félicité du soutien de la Turquie « un membre important de la coalition » engagée contre l'Irak et qui aura un « rôle important à jouer dans l'effort de reconstruction » de ce pays après la guerre. M. Powell, arrivé, le 1^{er} avril à Ankara, s'est entretenu le 2 avril successivement avec M. Gul, avec le président Ahmet Necdet Sezer et avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, pour tenter d'aplanir les différences qui ont surgi entre les deux pays concernant l'Irak. Il devait également rencontrer le chef d'état-major de l'armée, le général Hilmi Ozkok.
« La relation américano-turque

est forte et dure depuis plus de 50 ans », a affirmé M. Powell qui a reconnu que son pays avait toutefois été déçu par le rejet par le Parlement turc, le 1er mars, d'une demande d'autorisation pour le déploiement de 62.000 soldats américains dans le pays afin d'ouvrir un front nord contre l'Irak. Ce refus a remis en cause les plans de campagne des Etats-Unis en Irak et M. Powell a reconnu que « la campagne se déroule de façon différente à ce qui avait été envisagé ». La coopération turque se limite actuellement à l'ouverture de l'espace aérien du pays aux avions et missiles de la coalition.

Il a estimé par ailleurs que les forces turques n'avaient aucune raison, à l'heure actuelle, de passer au Kurdistan irakien, la situation étant « sous contrôle » du fait de la présence des forces américaines. « Les forces turques n'ont aucun besoin de passer la frontière », a-t-il déclaré.

Le secrétaire adjoint américain à la Défense Paul Wolfowitz, avait, le 27 mars, critiqué le gouvernement turc en déclarant que celui-ci « ne savait pas très bien ce qu'il faisait » en ne parvenant pas à obtenir de son Parlement qu'il autorise le déploiement de forces terrestres américaines en vue d'ouvrir un second front en Irak. Pour lui, Ankara a commis là « une grosse, grosse erreur », même s'il a reconnu que Washington en

avait demandé beaucoup à la Turquie et que ce pays avait tout de même accepté d'ouvrir son espace aérien à l'aviation américaine. M. Wolfowitz comparaisait devant une sous-commission des finances de la Chambre des représentants pour défendre la demande du président Bush d'accorder une aide d'un milliard de dollars à la Turquie dans le cadre d'une rallonge budgétaire de 74,7 milliards de dollars pour la guerre en Irak.

• **DOMINIQUE DE VILLEPIN EN VISITE OFFICIELLE EN TURQUIE.** Dominique de Villepin, ministre français des affaires étrangères en visite officielle à Ankara a été, le 22 avril, reçu par son homologue turc Abdullah Gul. « La France a beaucoup apprécié la retenue, la modération et la maturité dont la Turquie a fait preuve » durant l'offensive américano-britannique en Irak, a déclaré Dominique de Villepin, qui a exprimé le soutien de la France à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. « Il y a plusieurs arguments en faveur de cette candidature, qu'ils soient stratégiques, économiques, liés à la sécurité ou à la diversité culturelle », a noté le chef de la diplomatie française. « Nous voyons la profonde aspiration de la Turquie à rejoindre l'Union et la France prévoit de rester à vos côtés sur cette voie, qui est la voie de la démocratie, du développement économique et de la cohésion sociale », a-t-il déclaré. L'UE

doit annoncer fin 2004 si elle ouvre ou non les négociations d'adhésion avec Ankara.

Ankara a, quant-à-lui, vivement protesté contre la décision de la municipalité de Paris qui a érigé la statue du musicien arménien Komitas sur une place parisienne le 24 avril 2003 en commémoration du génocide arménien. « *Ce n'est pas cela l'amitié* » titrait *Hurriyet* le 22 avril pour la visite de M. de Villepin.

• **UNE ERREUR DE TIR A COUTÉ LA VIE À 17 PESHMERGAS ET 45 BLESSÉS DONT WAJIH BARZANI, LE CHEF DES FORCES SPÉCIALES DU PDK.** Dix-huit Kurdes - 17 combattants et un interprète de la BBC - sont morts, 45 ont été blessés lorsque deux avions américains ont, le 6 avril, fait une « erreur » de tir, selon le porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Hoshyar Zebari.

Le pilote américain aurait confondu les positions des forces kurdo-américaines, qui avaient tout juste récupéré des chars irakiens, avec celles des troupes de Saddam Hussein qui venaient de se replier pratiquement sans combat mais tentaient après-coup une contre-attaque.

À 12H30 (08H30 GMT), les onze véhicules, 4x4 américains ou kurdes qui finiront carbonisés sont à l'arrêt sur le haut d'une

colline de Dibagah. Les combattants kurdes sont assis dans leur véhicule ou dehors en train de discuter. Ils attendent le soutien aérien rapproché que l'équipe de quatre ou cinq membres des forces spéciales viennent de demander pour bombarder les forces irakiennes. A 12h32, il ne reste plus rien qu'une scène de dévastation.

Plusieurs hauts responsables militaires du PDK étaient présents pour cette opération kurdo-américaine. Le commandant Kawrini ou le général Mustafa Kakamine, commandant en chef pour la région d'Erbil en sont sortis indemnes. Mais pas Wajih Barzani, le jeune frère du chef du PDK, Massoud Barzani. Grièvement blessé, le jeune homme, chef des forces spéciales du PDK, a été évacué par les Américains vers l'Allemagne.

« *Le pilote a été induit en erreur, ceux qui l'avaient dirigé se sont trompés. Ce n'est pas la faute des Etats-Unis mais d'un officier qui a donné une mauvaise information* », a estimé le général Kakamine. Les forces spéciales américaines travaillent au sol conjointement avec les peshmergas pour faire du radioguidage et permettre aux pilotes d'atteindre leurs cibles, généralement de façon très précise. « *Ce n'est pas la première fois que cela arrive. Il y a déjà eu de telles erreurs en Afghanistan ou dans le sud de l'Irak, c'est la guerre* », a ajouté

le général très ému.

M. Zebari a assuré pour sa part que cette « malencontreuse erreur » ne « *sapera* » la résolution des Kurdes à travailler avec les Américains pour « libérer » l'Irak.

• **ARRESTATION PAR LES FORCES AMÉRICAINES À KIRKOUK DE 23 MEMBRES DES FORCES SPÉCIALES TURQUES SOUPÇONNÉS D'ACTES DE PROVOCATION.** Selon l'hebdomadaire *Time* daté du 24 avril, les forces américaines à Kirkouk ont arrêté 23 membres des forces spéciales turques (TIM) soupçonnés de provocation et de manœuvre de déstabilisation de la région. Arrêtés lors d'un contrôle, en civil, ils étaient lourdement équipés d'armes, dont de nombreuses Kalachnikov, des M4, des grenades et même des mines antipersonnelles.

Bill Mayville, le commandant américain de l'armée de l'air, a déclaré qu'ils avaient eu des informations et que les forces spéciales turques étaient attendues. « *Leur but était de créer une situation nécessitant l'envoi des militaires turcs à Kirkouk* » en ajoutant que les « *Turcs ont d'abord agi dans le cadre humanitaire mais qu'après ils se sont livrés à d'autres œuvres* ». Il a également ajouté que les organisations agissant sous le drapeau du Front Turcoman d'Irak, obéissent aux ordres et aux

demandes turcs et qu'ils projettent avec l'aide des forces spéciales turques de provoquer l'intervention turque.

Les membres du TIM ont été remis à la Turquie qui dans un premier temps s'est étonnée que leur allié américain divulgue l'information et qui plus tard s'est contentée de nier les faits en invoquant des raisons humanitaires pour la présence de ses soldats d'élite aussi lourdement équipés.

• **VISITE À ANKARA DU CHEF DE LA DIPLOMATIE IRANIENNE : LA QUESTION KURDE « UN SUJET D'INQUIÉTUDE COMMUN À L'IRAN, LA TURQUIE AINSI QU'À LA SYRIE ».** La Turquie et l'Iran ont exprimé le 6 avril lors d'une visite à Ankara du chef de la diplomatie iranienne Kamal Kharazi, leur volonté d'engager un dialogue avec la Syrie sur l'Irak et plus particulièrement la situation dans le Kurdistan irakien. « *La relance du mécanisme de consultation entre la Turquie, l'Iran et la Syrie est une nécessité. Nous sommes en faveur de réunions à trois en ce sens* », a dit M. Kharazi lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue Abdullah Gul. Ce dernier a indiqué de son côté qu'il se rendrait le 13 avril à Damas à l'invitation du ministre syrien des Affaires étrangères Farouk al-Chareh pour évoquer la question irakienne. « *Il n'y a rien de plus naturel que les pays*

de la région discutent » de la guerre en Irak, a-t-il déclaré, indiquant que son pays et l'Iran « *partagent les mêmes préoccupations* » concernant notamment le Kurdistan irakien.

M. Kharazi avait déjà présenté la question kurde comme « *un sujet d'inquiétude commun à l'Iran et la Turquie ainsi qu'à la Syrie* », pays où vivent les Kurdes. M. Kharazi a affirmé dans ce contexte que l'Iran et la Turquie avaient des « *intérêts communs* » au sujet de l'avenir politique de l'Irak et que « *sans le soutien des pays voisins, il n'est pas possible d'assurer la stabilité en Irak* ».

Les deux ministres se sont en outre fermement prononcés en faveur de la sauvegarde de l'intégrité territoriale de l'Irak. M. Kharazi a également ajouté : « *Le fait que nous nous opposons à la guerre (contre l'Irak) ne veut pas dire que nous soutenons le régime de Saddam Hussein* » Les dirigeants iraniens, dont le pays se trouve comme l'Irak sur « *l'axe du mal* » dénoncé par le président George W. Bush, s'inquiètent de voir l'état américain se resserrer sur eux. Le ministre iranien a accusé Washington de mener une « *guerre contraire au droit international* » contre l'Irak et a appelé les Nations Unies à « *intervenir* » pour mettre un terme à l'opération américano-britannique.

M. Kharazi s'est également entretenu avec le Premier

ministre Recep Tayyip Erdogan avant de quitter Ankara.

• **ANKARA EXPULSE TROIS DIPLOMATES IRAKIENS.** Ankara a ordonné à trois diplomates irakiens de quitter la Turquie parce qu'ils auraient pris part à des activités étrangères à leur mission diplomatique, a affirmé le ministère des affaires étrangères. Le ministère n'a pas précisé ce dont sont exactement soupçonnés les diplomates, mais il semblerait qu'ils soient accusés d'espionnage.

Les Etats-Unis ont demandé à tous les pays possédant une ambassade irakienne d'expulser les diplomates irakiens, pour isoler le régime de Saddam Hussein et prévenir d'éventuelles attaques contre les intérêts américains.

La décision a été rendue publique le 5 avril, au lendemain du renforcement de la sécurité autour des missions diplomatiques américaine et britannique et des installations militaires où sont postées les troupes US. Les autorités turques examinent par ailleurs une requête de Washington visant à geler les avoirs bancaires de l'ambassade irakienne.

• **LE FMI DÉBLOQUE 701 MILLIONS DE DOLLARS EN FAVEUR DE LA TURQUIE.** Le Fonds

monétaire international (FMI) a annoncé le 18 avril le déblocage d'une tranche de crédit de 701 millions de dollars en faveur de la Turquie. Cette tranche de crédit s'inscrit dans le cadre d'un accord stand-by approuvé en février 2002 par le FMI et prévoyant l'octroi d'une ligne de crédit totalisant environ 18 milliards de dollars pour aider la Turquie à faire face à une grave récession consécutive à deux crises financières. La Turquie avait retiré jusqu'ici environ 14 milliards de dollars sur la ligne de crédit de 18 milliards de dollars.

La Turquie s'attend au déblocage jusqu'à la fin de 2004 par le FMI et la Banque mondiale de crédits totalisant 5,2 milliards de dollars, avait indiqué le 6 avril le ministre turc de l'Économie Ali Babacan en annonçant la signature avec le FMI d'une lettre d'intention décrivant la politique économique à laquelle s'engage Ankara. Après les 701 millions de dollars, sept autres tranches d'environ 500 millions de dollars chacune seront débloquées par le FMI jusqu'en décembre 2004, selon M. Babacan.

• **LA TURQUIE ACHÈTE DES AVIONS AWACS POUR UN MONTANT DE 1,2 MILLIARDS DE DOLLARS.** Malgré la récession qui frappe l'économie turque, le Premier

ministre turc Recep Tayyip Erdogan a, le 21 avril, signé la décision d'acheter quatre avions de surveillance de type AWACS à la société américaine Boeing pour un montant d'1,2 milliards de dollars. Les négociations avaient débuté depuis 2001 et selon la presse turque le premier avion sera livré dans quatre ans.

• **LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CNS EN CAMPAGNE EN EUROPE CONTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ISLAMISTES.** Une tournée européenne entreprise par le secrétaire général du tout puissant Conseil national de sécurité (CNS), le général Tuncer Kiliç, s'est révélée être une campagne ouvertement et officiellement anti-européenne dénoncée par la presse turque. Ainsi, des quotidiens ont tout particulièrement fait écho de la réunion le 15 avril à l'ambassade de Turquie à Bruxelles, rassemblant de nombreuses associations turques. Selon Fikret Bila, journaliste du quotidien turc *Milliyet* [22-04-03], le général Kiliç, qui s'est lancé dans ces rencontres depuis deux ans afin de réunir les personnalités et organisations fidèles à l'idée de la laïcité et d'unité de l'État que se fait l'armée turque, a publiquement insulté les représentants de Milli Görüs [ndlr : « Vision nationale », organisation fondamentaliste

turque] en scandant violemment au cours de la réunion : « *Taisez-vous, vous les sectaires, les fanatiques, les imprudents* ». *Hurriyet* dans son édition du 24 avril a d'ailleurs donné en sur-manchette l'événement, sous le titre de « *Altercation sur le sectarisme à l'Ambassade* ». Selon le journal, le général Kiliç se lançant dans un sermon déclare : « *Il n'y a pas de clergé dans l'Islam. Nous n'avons pas besoin de mollah ou de cheikh. Adaptez-vous au pays d'accueil, apprenez la langue* », un groupe dans la salle réplique alors : « *Vous nous demandez d'oublier notre langue et notre religion. Vous êtes contre la religion. Nous ne vous reconnaissons pas* ». « *Vous êtes des fanatiques. Je pensais qu'il y avait des gens clairvoyants en Europe* » rétorque avec véhémence le général Kiliç.

Le rédacteur en chef de *Hurriyet*, Ertugrul Özkök, divulgue le même jour dans ses colonnes une phrase du crypto officiel de l'Ambassade turque à Bruxelles envoyé à Ankara : « *Le général Kiliç a eu des propos contre l'Union européenne adressés aux responsables des associations turques rencontrées sur place* ». Özkök poursuit : « *Nous connaissons les positions du général Kiliç sur l'UE. Au cours d'un de ses précédents discours à l'Académie de guerre, il avait déclaré que la Turquie devait abandonner l'idée d'adhésion à l'UE et chercher une union toute autre avec la Russie*

et l'Iran...Les propos du Pacha sont-ils un message pour les représentants turcs demandant qu'ils travaillent pour que la Turquie n'adhère pas à l'UE ? Alors dans ce cas-là, pendant que le parlement turc se lance dans des réformes pour se conformer à l'UE, le secrétaire général de l'organisation où l'on discute de la sécurité de l'Etat fait une campagne contre l'UE... »

Par ailleurs, une fois les grands journaux lancés sur le sujet, le quotidien Zaman du 25 avril ajoute que son correspondant se trouvait dans la salle de réunion à Bruxelles et rapporte d'autres propos du général habitué à codifier sur tout, jusqu'au style vestimentaire : « Je n'ai rencontré nulle part ailleurs dans le monde ce que j'ai pu constater dans le quartier de Schaerbeek. C'est le seul endroit au monde où l'on trouve des femmes portant des pantalons sous des jupes. Cette façon de s'habiller ne se retrouve même pas en Anatolie ». Le journaliste rapporte qu'un auditeur réplique : « Monsieur, vous pensez vous trouver dans une caserne et vous nous considérez comme des soldats ».

L'atmosphère devenant très tendue, le général Kiliç décide alors de sortir de la salle mais dissuadé au dernier moment revient terminer son sermon : « Je suis pour l'adhésion à l'UE mais je n'ai aucun espoir sur la question. Ils ne nous ouvriront pas les portes. Depuis la conquête d'Istanbul, l'Europe a toujours vu en nous

des ennemis...Ils n'accepteront jamais en leur sein les Turcs héritiers d'une nation arrivée jusqu'aux portes de Vienne. L'UE n'a jamais été proche de la Turquie que ce soit pour des raisons culturelles ou religieuses. L'Europe a mis à l'ordre du jour la question arménienne depuis 1850. En nous faisant ennemis avec les Arméniens après la première guerre du monde, ils ont bâti les raisons de déclenchement de dizaines d'événements. L'organisation du PKK est une création de l'UE. C'est l'UE qui est responsable de la mort de nos 33 000 habitants. L'UE a ouvertement ou d'une manière plus obscure soutenu les organisations terroristes en Turquie. L'UE est effrayée à l'idée que la Turquie se fortifie comme du temps des Ottomans... »

« La religion islamique est très propice à la laïcité. Il ne peut avoir de démocratie sans la laïcité. L'Etat existe pour l'individu...Ces derniers temps la question du voile islamique vue comme symbole politique est devenue un problème...Celles qui le désirent peuvent se couvrir à l'extérieur comme les femmes d'Anatolie mais jamais dans les établissements publics... Le Premier ministre déclare que ses filles étudient aux Etats-Unis parce qu'il n'y a pas de démocratie en Turquie. « Monsieur le Premier ministre si vous vous enchaînez les pieds, vous ne pourriez pas courir. Si vous voilez votre fille, vous ne pouvez pas la faire étudier, lui ai-je rétorqué » » déclare le général Kiliç.

• LA GUERRE D'IRAN VUE PAR LA PRESSE TURQUE : " LES STATUES ". Ahmet Altan, journaliste et écrivain de renom en Turquie, analyse, après la chute de Saddam Hussein, le culte de la personnalité imposé dans certaines sociétés, en faisant le parallélisme avec Ataturk, décrété « le père des Turcs ». Voici l'intégralité de cet article publié le 14 avril sur le site du journal Gazetemnet:

" Lorsque je regarde les films et les documentaires retraçant les grandes souffrances, les tueries, les guerres et aujourd'hui encore en regardant la réalité de la guerre, c'est toujours Fogg, le personnage de l'œuvre de Jules Verne " Le tour du monde en 80 jours ", traversant l'océan atlantique qui me vient à l'esprit. Pressé de rejoindre Londres à temps, Fogg achète une vieille embarcation et puis manquant de charbon à quelques lieues de la fin de son voyage, il brise le bateau pour utiliser le bois comme combustible. Le bateau progressait ainsi tout en se consumant.

L'humanité arrive probablement à avancer tout en se consumant à l'instar du bateau de Fogg, brûlant toujours la vie des hommes pour faire son chemin. Je pense qu'il faudrait au moins tirer les leçons de cet étrange voyage et de la souffrance de se consumer comme combustible, et donc il faudrait tirer les enseignements pour rendre le " voyage " plus sûr et moins douloureux. La dernière guerre américano-irakienne a

probablement été l'occasion pour les uns et les autres de tirer certaines leçons et de contribuer à leur expérience par de nouvelles informations. Entre autres choses, pour ma part, profitant de mon expérience personnelle, j'ai trouvé l'occasion de me forger une idée générale sur les rapports entre les statues et les sociétés. Je pense que si les statues d'un seul homme se trouvent érigées dans un pays, elles sont finalement condamnées à être déboulonnées. De plus les pays qui ont érigé les statues d'un seul homme perdent toujours les guerres. Lors de mes voyages je n'ai pas rencontré à chaque étape des statues de Napoléon à Paris, ni celles de Washington à New-York, ni de Cromwell à Londres, ni de Garibaldi à Rome et non plus celles de Bismarck à Berlin. Ces hommes étaient-ils de peu d'importance pour leur pays ? Non, loin de là, mais chaque parcelle de terrain n'était pas recouverte de leur statue. Et celles que j'ai pu rencontrer avaient soit une importance artistique au niveau de l'œuvre sculpturale ou encore étaient-elles l'œuvre de grands artistes...

A mon sens, ces statues constituent, dans les pays en voie de développement, une pièce maîtresse d'un décor servant à dissimuler les réalités. Derrière ces statues représentant des personnes sanctifiées et qui ne peuvent être sujet à la critique, se cachent des réalités effrayantes dont on ne désire pas discuter. Derrière les statues de Lénine dans les pays soviétiques, celles de Ceausescu en Roumanie et derrière les statues de Saddam en

Irak, d'énormes escroqueries s'abritaient. Nous aussi nous faisons partie de ces pays dotés de statues d'un seul homme. Vous ne pouvez pas faire un pas sans rencontrer les statues d'Ataturk. Mustafa Kemal est une des grandes personnalités de notre histoire mais il n'est pas le seul, depuis l'empire ottoman, en six siècles, d'autres hommes se sont élevés dans ce pays. De plus, Washington, Napoléon, Garibaldi, Bismarck et Cromwell se trouvent aussi être des personnalités historiques pour leur pays. Alors pour quelle raison n'érigeons-nous que la statue d'Ataturk ? Et quelles sont les vérités que l'on dissimule derrière ces statues ? Anoblissons-nous Ataturk en élevant ses statues, ou alors le dressons-nous en sujet sanctifié indiscutable en dissimulant derrière ces statues quelques anomalies ?

Selon moi, ces statues sont utilisées pour occulter les anomalies et les escroqueries en Turquie. Une série d'anomalies juridiques et économiques, à commencer par l'immixtion de l'armée dans la vie politique que l'on associe à Ataturk et l'ataturkisme, se cache derrière ces statues et derrière cette sanctification que l'on veut créer par ces statues. Ne pouvant pas discuter de la position de l'armée dans la vie politique, vous ne pouvez pas non plus parler du poids du budget de la défense dans l'économie turque et sur la Turquie, ni de la raison d'entretenir une armée aussi importante dans le monde d'aujourd'hui, ni des

responsables du problème chypriote qui a conduit à la cassure entre la Turquie et l'Europe. Et pourquoi ne peut-on pas avancer l'idée d'un débat sur la question kurde ? Pour quelle raison ne peut-on pas discuter du fait que l'on se considère comme proches les Turcomans d'Irak alors que l'on voit les Kurdes comme des ennemis ? Vous ne pouvez pas non plus discuter du fait qu'en établissant cette différence entre les Turcomans, de la même ethnie que certains de nos concitoyens et les Kurdes, de la même ethnie que certains autres de nos concitoyens, l'on tombe dans la position d'Etat raciste, non plus du fait que l'on déclare illégale l'attaque américaine en Irak et que l'on envisage en même temps d'attaquer Mossoul et Kirkouk sans aucune base juridique.

Les statues dissimulent donc toutes ces bizarreries et les sujets inabordables empoisonnent notre vie et nous poussent tous les jours dans une pauvreté de réflexions incompréhensibles et le chaos. Si la Turquie ne peut pas parler de " ses tabous " elle ne pourra pas sauver son avenir et son sort sera réglé par d'autres. Sans nier la position et l'importance d'Ataturk dans notre histoire, je crois qu'il va falloir lui ôter sa condition de " bouclier sanctifié " des anomalies.

Si vous observez les pays qui font partie des pays ayant la statue d'un seul homme, vous comprendrez qu'il n'y a pas de quoi être fier à figurer dans la liste de ces pays. Je ne suis pas

un thuriféraire d'Ataturk et je pense qu'à côté des choses très importantes qu'il a accomplies, il a également fait beaucoup d'erreurs, mais je pense qu'il est injuste de le rendre responsable de toutes les anomalies.

La vie fera et devra faire en sorte que ces statues soient au fur à mesure de moins en moins nombreuses, même si cela ne se passe pas d'une manière aussi violente que dans d'autres pays. Il n'y a pas de quoi se réjouir de se voir faire des parallélismes entre l'Irak de Saddam et nous mêmes. Dans les sociétés où l'on trouve des personnes sanctifiées il y a toujours des anomalies. Le développement arrive en se débarrassant des sanctifications. Il est temps non seulement de sauver la Turquie mais également Ataturk. Etre un pays équipé de la statue d'une personne unique n'augure rien de bon. Sortir la Turquie de ce mauvais présage et faire en sorte qu'Ataturk cesse d'être utilisé comme rideau dissimulant les mauvais signes agirait contre qui ? Pourquoi ne pas ériger d'autres statues ? De belles statues. Des statues dignes d'un pays développé où l'on parle de la réalité des choses. Peut-être qu'à ce moment-là le fondement d'une République et ses bâtisseurs deviendront source de fierté pour nous tous. " ■

• LU DANS LA PRESSE TURQUE: "LES GÉNÉRAUX À LA RETRAITE AIMENT-ILS TELLEMENT LES ARABES ?" Ertugrul Ozkok, le rédacteur en chef du quotidien turc Hurriyet critique dans son éditorial du

22 avril la position de l'armée turque dans l'après-guerre en Irak. Voici de larges extraits de cet article intitulé " Les généraux à la retraite aiment-ils tellement les Arabes ? " :

"Je voulais depuis longtemps écrire un article sur ces commandants de l'armée à la retraite qui passent à la télévision depuis le début de la guerre en Irak.

Mais à vrai dire, embarrassé à l'idée d'interroger l'armée turque, je pensais que je ne pourrais écrire un tel article qu'avec beaucoup de circonspection...

Une interview effectuée par Nese Duzel et publiée dans le quotidien Radikal d'hier a permis de trouver la réponse à mon interrogation et a facilité la rédaction de cet article. En écoutant les analyses des commandants de l'armée à la télévision j'avais toujours cette question en tête : " Nos généraux s'expriment-ils ainsi parce qu'ils veulent la victoire de Saddam ou croient-ils réellement en leurs thèses ? "...

S'ils croient vraiment à ce qu'ils annoncent alors il y a un sérieux problème dans la politique de défense de la Turquie...

Aussi, l'interview du général Nejat Eslen, réalisée par Nese Duzel pour le quotidien Radikal, est-elle importante. Le général à la retraite y déclare clairement sa déception que l'armée irakienne ait déposé les armes si rapidement... " J'ai été très peiné pour les Irakiens. Mais aujourd'hui je suis triste d'avoir

été triste " déclare-t-il. Le général voulait tellement la victoire de Saddam qu'il exprimait avec colère sa désillusion.

Si l'armée irakienne avait opposé plus de résistance, s'il y avait plus de victimes, le général se serait réjoui. Ce général à la retraite a-t-il formulé ce vœu par " amour envers les Arabes " ? Non, puisque son opinion sur les Arabes n'est pas des plus sympathiques : " On ne peut pas savoir ce qu'un Arabe peut faire. Ces gens sont ceux qui nous ont poignardé dans le dos pendant la première guerre mondiale. Il y a probablement un peu de sang de la trahison dans le sang des Arabes "... Je pose alors la question, observer la guerre avec de tels sentiments peut-il conduire à des commentaires militaires impartiaux ?

... Les points de vue de nos militaires ne reflètent ni leurs connaissances ni leurs théories mais leurs sentiments personnels à propos de cette guerre... " ■

Au Kurdistan irakien, la fuite éperdue des derniers talibans d'Ansar al-Islam

Les forces spéciales américaines alliées aux combattants kurdes ont chassé les milices islamistes accusées de liens avec Al-Qaida

■ REPORTAGE

Depuis septembre 2000, une vingtaine de villages vivaient sous la terreur

BEYARA (Kurdistan irakien)
de notre envoyé spécial
C'est peut-être la première vraie victoire américaine de la guerre en Irak. Mais elle a eu pour cadre le Kurdistan irakien hors du contrôle de Bagdad où, alliés aux « pesh-

mergas » - les combattants kurdes - et appuyés par l'aviation, des commandos des forces spéciales des Etats-Unis ont repoussé « une armée » d'extrémistes musulmans qui menaient, depuis des mois, leur guerre sainte dans une vallée proche de la frontière iranienne. Le combat était inégal : 10 000 peshmergas, une centaine de soldats américains, un bombardier B-52 et un drone, avion sans pilote destiné à ajuster les tirs, contre quelque 700 islamistes... Com-

mencée vendredi 28 mars, la bataille était presque terminée à la fin de la semaine, en dépit de l'artillerie kurde qui continuait à harceler les djihadistes en fuite vers la frontière iranienne.

Depuis le mois de septembre 2000, les militants d'Ansar al-Islam (les partisans de l'islam) contrôlaient une douzaine de villages dans les montagnes adossées à l'Irak. La plupart d'ethnie kurde et rassemblés dans un mouvement issu des perpétuelles scissions de la nébuleuse islamiste régionale, ces combattants étaient aussi de nationalité arabe, afghane ou pakistanaise, ces derniers ayant été chassés de l'Afghanistan des talibans.

Ils s'étaient imposés par la terreur dans cette vallée, sur une distance d'à peine plus d'une trentaine de kilomètres de long. L'islam qu'ils professaient était une copie conforme de celui des sbires du mollah Omar. Les Américains soutiennent qu'ils sont liés à Al-Qaida et les soupçonnent d'avoir formé une alliance contre nature avec le régime de Bagdad. Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, les avait même accusés d'avoir installé une usine fabriquant des produits chimiques, dont du ricin, un poison mortel. Usine pour l'instant restée introuvable.

Samedi, dans les villages libérés de la présence d'« Ansar », les peshmergas étaient partout, enfouaillés, tenue camouflée, grenades à la ceinture, fiers comme les guérilleros, qu'ils furent lorsqu'ils combattaient encore les soldats de Saddam Hussein avant la guerre de 1991.

« Notre offensive a débuté vers 5 heures du matin vendredi », racontait l'un d'eux, le capitaine Nariwan Taher. « Mais quand nous sommes arrivés ici, nos ennemis avaient déjà décampé. Nous les avons poursuivis dans la montagne ».

Ici, c'est Beyara, une petite ville construite dans un creux de vallée grimpaient vers les neiges de la montagne iranienne. Ce bourg était le quartier général des combattants islamistes. Depuis une dizaine de jours, les B-52 américains bombardaient leurs positions. La grande mosquée aux coupes turquoises a été violemment frappée. Une partie du complexe entourant le lieu saint a ployé sous les bombes. On dit qu'un certain Abou Wahil, ancien officier des services de ren-

Vu par Newsha Tavakolian/Polaris/Deadline



La revanche des peshmergas

C'EST la photo d'une revanche. Elle montre une colline pelée, des combattants en armes, d'autres en civil, certains très jeunes, qui occupent le terrain sous un ciel lumineux. Tous sont des soldats kurdes : Ce 28 mars, pour la première fois, les peshmergas - « ceux qui vont au-delà de la mort » - ont pénétré en Irak par le nord : vingt kilomètres, à peine, pour atteindre le village de Qara Anjir. Suffisant pour exulter. « Cela s'est fait presque sans combat », raconte la photographe Newsha Tavakolian. La veille, l'aviation américaine a bombardé le site et les Irakiens se sont repliés. Les peshmergas sont arrivés le matin. Ils riaient, criaient, ont brûlé des portraits de Saddam Hussein. Ils ne pensaient qu'à une chose : aller en découdre à Kirkouk, la ville, à 16 kilomètres, dont ils ont été chassés il y a douze ans. »

Newsha Tavakolian vit avec les peshmergas depuis trois mois. « Ils ont grandi un fusil à la main, dans la montagne. Ils se fichent de mourir. Ils passent les journées à jouer avec leurs armes, à tirer sur les portraits de Saddam. Ils fantasment sur le matériel rutilant des Américains, leurs lunettes de soleil dernier cri. Ils les adorent ; il faut les comprendre... Les peshmergas les aident à traquer les groupes islamistes, comme Ansar Al-Islam. Quand les Américains ont bombardé le village de Biara,

repaire du groupe Komala Islam, les peshmergas ont donné un coup de main. Pourtant, ces islamistes n'avaient pas l'air féroces avec ces jeunes en Nike et ces hommes qui me parlaient gentiment. Ils juraient ne pas être liés à Al-Qaida. Tous ces gens, à Biara, sont morts. »

Rares sont les femmes photographes dans cette guerre. Le profil atypique de Newsha Tavakolian ne se limite pourtant pas à cela. Elle est iranienne. Elle a 22 ans. « Les Kurdes ne font pas de différence entre les hommes et les femmes ; ils ont même des femmes dans leurs troupes. Je parle leur langue. Je me suis fait accepter facilement. »

Depuis l'âge de 17 ans, elle veut devenir photographe. Elle a suivi une école à Téhéran, puis travaillé pour le premier journal féminin iranien. « C'était difficile. La quinzaine de journaux auxquels j'ai collaboré ont mis la clé sous la porte. De plus, je suis jeune, je suis une femme. Mais je voulais vraiment couvrir cette guerre. Un responsable de l'agence Polaris, que j'avais rencontré au Festival de photojournalisme de Perpignan, m'a fait confiance. Finalement, ici, c'est plus facile de travailler que dans mon pays. »

Michel Guerrin et Claire Guillot

seignements passé du côté d'Ansar al-Islam habitait ici. Avec ou sans l'assentiment de Bagdad. Le bazar alentour a également été touché. La plupart des habitants, prévenus de l'imminence des bombardements par la radio de l'Union patriotique kurde (UPK), qui gouverne l'est du Kurdistan, avait fui.

Dans les ruines, erre un ancêtre à la barbe blanche. Ama Khan Ali, 70 ans, est un derviche appartenant à la confrérie soufi des Naqsh-

« Enfin, ils sont partis. J'ai 70 ans, j'ai l'impression d'en avoir 10 ! »

bandi, cette secte mystique de l'islam abhorrée par les disciples d'Oussama ben Laden. Les soufis pratiquent le culte des saints, considéré comme une dérive condamnable par les partisans d'un islam rigoriste. Dans une pièce attenante à la mosquée, Ama Khan désigne avec tristesse la grande salle nue où ~~il est enterré, avant~~ l'arrivée des Ansar, une vingtaine de cheikhs soufis. « Ils ont cassé les tombeaux et emporté les restes des morts dans la montagne ».

Mais aujourd'hui le vieil homme est heureux : « C'est comme si je venais de renaître. Enfin, ils sont partis. J'ai 70 ans, j'ai l'impression d'en avoir 10 ! » Vivré dans cette ville reculée sous la férule impitoyable d'Ansar al-Islam était un calvaire. « On n'avait pas le droit de fumer, d'écouter de la musique, les femmes ne pouvaient plus sortir sans être totalement voilées, Beyara était devenue une prison ». Un autre habitant, Izzat, ajoute : « Ici, il était même interdit de rire »...

Une bâtisse de ciment dévastée par la guerre servait de centre politique et militaire aux partisans de l'islam. A l'intérieur traînent encore des vêtements, des livres, des corans enluminés, des tracts. Un manuel détaille les différentes sortes de mines, d'explosifs, de fusils et la façon de s'en servir, le tout écrit en une belle calligraphie arabe par un certain Abou Sayed Kandahari - sans doute un Afghan comme son nom l'indique.

Les combattants d'Ansar al-Islam pratiquaient la guerre et le terrorisme après avoir entraîné leurs hommes dans des camps ou des bunkers installés sur les crêtes de la montagne. « Il m'est arrivé de voir certains d'entre eux s'enrouler la taille de ceintures explosives, charger de bidons d'essence le coffre d'un taxi avant d'aller se faire tuer dans les territoires de l'UPK »,

raconte encore Ama Khan.

Il y a quelques semaines, l'un de ces kamikazes avait fait sauter sa charge à un point de contrôle d'Halabja, la grande ville toute proche contrôlée par les Kurdes, tuant un policier. Plus récemment, un journaliste de la télévision australienne et trois autres personnes ont trouvé la mort dans un attentat, dans la même région.

L'offensive des peshmergas et des forces spéciales américaines aura en tout cas duré moins longtemps que prévu. La précision des tirs et la sophistication de la technologie américaine ont eu raison de l'acharnement supposé de l'ennemi. Le bilan des combats est relativement lourd : les Kurdes affirment que plus d'une centaine de combattants islamistes ont été tués. Ils reconnaissent vingt morts dans leurs rangs. Pas un homme des forces spéciales américaines n'a perdu la vie.

Les coups sourds dont la vallée kurde renvoyait l'écho, samedi 29 mars, indiquaient cependant que l'offensive se poursuivait plus haut dans la neige. Certains peshmergas affirmaient que les fuyards avaient réussi à gagner l'Irak. D'autres disaient au contraire que les Iraniens leur avaient refusé le droit de passage et que les maquisards étaient pris dans une nasse, sur ces hauteurs glacées des som-

mits formant la frontière avec la république islamique.

C'est peut-être l'Irak qui détient l'une des clés de cette bataille périlleuse du conflit irakien. Certains supposent ici que Téhéran - ou certains réseaux radicaux du gouvernement des ayatollahs - même dans la région un jeu compliqué. Les relations avec les Kurdes de l'UPK connaissent des hauts et des bas. Le voisin de l'Irak peut toujours avoir intérêt à une certaine déstabilisation du Kurdistan autonome.

Samedi, une rencontre de haut niveau a cependant eu lieu entre des responsables kurdes, des officiers supérieurs des forces américaines et une délégation iranienne. L'objectif était sans doute de trouver un arrangement sur le sort des centaines de djihadistes coincés dans les neiges.

Après le passage d'une dizaine de voitures filant vers le bourg de Tewara, ville frontière irano-irakienne, une dizaine de soldats américains en tenue camouflée faisaient le pied de grue. Un peshmerga de faction confiait peu après qu'une telle rencontre avait bien eu lieu au poste frontière. Sans autre précision. Mais le mouvement d'Ansar al-Islam, a son avenir derrière lui.

Bruno Philip

Kurdes sur le pied de guerre

Washington retient les peshmergas, prêts à marcher sur Kirkouk et Mossoul.

Les Kurdes sont déjà dans la guerre, même s'ils sont jusqu'ici restés cantonnés dans un rôle secondaire. A la différence des autres forces de l'opposition irakienne, ils disposent de plusieurs dizaines de milliers de peshmergas (littéralement « ceux qui vont au-devant de la mort ») prêts à en découdre avec le régime de Saddam. Les deux partis kurdes, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et

l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani, qui contrôlent respectivement le nord-ouest et l'est du Kurdistan irakien, libéré, depuis 1991, de la tutelle de Bagdad, jouent désormais à plein la carte de l'alliance avec les Américains.

Dotés surtout d'armes légères, les combattants kurdes - quelque 60000

hommes pour le PDK et 50000 pour l'UPK - représentent néanmoins une force motivée, avec des cadres aguerris par des années de dure guérilla. Les Américains ont commencé à déployer au Kurdistan irakien plus de 2000 hommes de leurs forces spéciales. L'offensive, lancée le week-end dernier par 8000 combattants de l'UPK pour éliminer l'enclave du groupe Ansar al-Islam (lire pages 10 et 11), a représenté une première concrétisation de cette collaboration. Elle va s'accélérer.

Petits aéroports. Le refus de la Turquie de laisser transiter par leur territoire 62000 GI, indispensables à l'ouverture d'un front nord contre Bagdad, a obligé Washington à revoir ses plans. Les Kurdes peuvent notamment offrir aux Américains trois petits aéroports près de Dohouk, Erbil et Soulaymaniya. Néanmoins ils ne permettent pas un déploiement aussi massif que les bases de la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan. L'adminis-

tration américaine sait que l'enjeu de l'Irak du Nord est très sensible, préoccupant aussi bien la Turquie que l'Irak. D'où son hésitation à jouer à fond la carte d'une offensive kurde hors du territoire déjà contrôlé par le PDK et l'UPK qui risquerait de créer « une guerre dans la guerre ».

Manne pétrolière. « Le front nord ne sera pas ouvert formellement et il ne sera pas semblable à celui du sud avec ses longues colonnes armées », expliquait hier Hoshyar Zebari, responsable des relations extérieures du PDK. La libération,

par les peshmergas, des villes de Kirkouk et de Mossoul, qui produisent un peu plus du tiers du brut irakien, risquerait de déclencher une dure réaction d'Ankara, inquiet de voir les Kurdes disposer d'une manne pétrolière à même de garantir la viabilité d'un éventuel Etat indépendant. Depuis des

« Les Kurdes ne feront pas seuls mouvement vers Kirkouk et Mossoul. Cette étape sera conduite sous la supervision des Américains », Jalal Talabani, de l'UPK

1 ER AVRIL 2003



semaines l'émissaire américain Zalmay Khalilzad s'active pour essayer de trouver un compromis à même de calmer les Turcs et de rasséréner les Kurdes qui considèrent ces villes comme

partie intégrante du «Kurdistan historique». **Sensibilité.** «Les Kurdes ne feront pas seuls mouvement vers Kirkouk et Mossoul. Cette étape sera conduite sous la supervision des Américains», soulignait ainsi, il y a quelques

jours, Talabani. L'armée turque garde 50000 hommes massés sur les 330 km de frontière, tout en réaffirmant ne pas vouloir intervenir «sans coopération» avec l'Amérique. Mais le gouvernement turc appelle aussi Washington à te-

nir compte de la «sensibilité» turque, en clair à éviter ce qui pourrait favoriser une indépendance qui pourrait rallumer le «séparatisme» des 12 millions de Kurdes turcs ●

MARC SEMO

Paratroopers wait in their muddy patch in the north

By David Rohde

The New York Times

HARIR, Iraq: Five days after 1,000 paratroopers from the U.S. Army's 173d Airborne Brigade parachuted into northern Iraq, the soldiers here say they know they are giving the men in Baghdad "something to think about." And they say they are ready to do far more, if ordered.

Captain Eric Baus, a 33-year-old father of two from Collingswood, New Jersey, said his little brother is a military intelligence officer in Kuwait.

"I told him you start in the south," said Baus, "and I'll start in the north."

As American supplies and equipment continue to flow into northern Iraq, military officials are declining to comment on plans to open a northern front in Iraq.

For now, the roughly 2,000 paratroopers and several hundred special operations soldiers on the ground here do not appear to be a large enough force to launch an attack. But their presence is seen as a stabilizing influence that could discourage Turkey from unilaterally dispatching troops into northern Iraq, a move that could spark clashes between Turks and Kurds.

So the paratroopers are spending their days fortifying positions, unloading supplies and adjusting to terrain, climate and people that are far different from what they expected.

"I hear Iraq and I think sand and volleyball nets," said Staff Sergeant Rodney O'Dell, a 29-year-old Tennessee-born father of three. "I come here and I see cornfields."

The airstrip, about 40 kilometers (25 miles) from the front lines, is surrounded by farming hamlets, emerald winter wheat fields and snow-covered peaks.

Barley springs from the ground here, not cactus. To their amazement, the American soldiers are calling northern Iraq "beautiful country."

"It's still hard to actually accept it," said Myron Tuttle, a 21-year-old paratrooper from Tulare, California. "We're actually in Iraq."

Soldiers said the biggest surprise of

their parachute jump, which was carried out on a miserable night of freezing rain, was the sea of mud they landed in.

One paratrooper hit the ground like a spear, soldiers said. Hip-high in mud, he had to be pulled from the ground by other paratroopers. Another soldier broke a leg in the jump and was evacuated.

"It's the muddiest drop zone I've ever landed in," said Baus. "I've never seen mud like this before."

The saving grace was local Kurds, soldiers said. Soon after the Americans' arrival, local villagers brought the soldiers freshly baked bread.

While American soldiers in the south try to overcome suspicions among the local population, Kurds, who have been oppressed by Saddam Hussein's regime, eagerly welcome Americans.

Nathan Whitelatch, a 20-year-old soldier from Connellsville, Pennsylvania, said the reception from the Kurds had given meaning to their mission. His goals in Iraq were simple.

"Stop more people from dying," he said. "Stop more Americans from dying."

So far, the only thing the soldiers have battled are the elements. Four sunny days have allowed the soldiers to dry out, to a certain extent. But those who parachuted in can still be easily identified by uniforms that are caked in dried mud.

At night, temperatures are dropping well below freezing and the soldiers have few tents and sleeping bags and are sleeping in the open. Beneath the luminous stars of northern Iraq, they curl up beneath their poncho liners and shiver.

"The poncho liner helps," Tuttle said. "But it's pretty thin."

With each newly arriving transport plane, that is changing. The single asphalt runway and two tents that existed here before the Americans arrived have been overrun by soldiers, command tents and equipment.

More than a dozen American-made Humvees bristling with soldiers and weapons carry out daily patrols in the area.

A half-dozen huge American-made

supply trucks ferry soldiers and equipment. Backhoes and bulldozers build berms to stop potential suicide bombers. Soldiers have strung concertina wire at entrances to stop intruders.

And for a kilometer in every direction, squads of paratroopers man machine gun nests on green rolling hills reminiscent of Scotland.

"I didn't expect it to be so green," said Baus, who joked that the Americans' tan desert camouflage uniforms were out of place. "I kind of feel like it's a black tie affair and we showed up wearing red." (Kurds say the fields will be brown within a month as the summer heat arrives.)

With limited communications equipment, few of the soldiers have had any

chance to contact family members. Sergeant Rodney Pullen has been among the most anxious. As the soldiers prepared to board planes to fly to Iraq last Wednesday, Pullen heard that his wife, Daniella, had gone into labor.

The couple were expecting a baby they knew was a girl. For the next five days, he heard nothing. On Monday afternoon, he spoke to his wife by satellite telephone.

"Hey, babe, it's me, I'm calling you from Iraq," he said breathlessly. "Are you O.K.? Is she beautiful? What color is her hair?"

His wife replied that his daughter, Sofia, in fact, was beautiful. She was born at 5:30 a.m. on March 27, a few hours after her father landed in a muddy wheat field in northern Iraq.

International Herald Tribune
Tuesday, April 1, 2003

Que 33% des Français souhaitent la victoire de Saddam Hussein signifie tout simplement le triomphe de l'ignorance et la défaite de tout esprit critique.

Le cauchemar de la démagogie

par YVES MICHAUX

Même quand on pense avoir tout vu, il arrive qu'il faille encore se pincer. Que, selon le plus récent sondage Ipsos-le Monde, 78 % des Français désapprouvent l'intervention anglo-américaine en Irak, dont 53 % formellement, pourrait à la rigueur témoigner de la force du sentiment légaliste et du pacifisme de nos compatriotes. Que seulement 53 % de ces mêmes Français souhaitent la victoire des Américains et jusqu'à 33 % celle de l'Irak de Saddam Hussein signifie tout autre chose : le triomphe de la démagogie et de l'ignorance et la défaite de tout esprit critique — comme si l'Irak était un Etat de droit à la souveraineté respectable, comme si son chef était un chef d'Etat légal, comme si l'endoctrinement stalinien et la terreur exercés sur toute une population pouvaient tenir lieu de démocratie. Voilà où l'on en arrive quand la politique internationale a été transformée en sujet pour le café du commerce.

Les démocraties dans lesquelles nous vivons sont des régimes d'opinion publique et de médias. Ce qui signifie que les affaires publiques y sont, en principe, traitées de manière transparente sous le regard des médias opérant comme quatrième pouvoir et que les gouvernants élus par les citoyens sont placés sous la pression continue de l'opinion publique auscultée par les sondages.

Sur le principe, rien n'est plus conforme à l'idéal de la démocratie directe que ce régime d'opinion et de médias. Le fait que cela marche moins bien qu'on souhaite n'empêche en rien cette démocratie directe d'être approuvée et recherchée, comme en témoigne le succès des innombrables forums, chats, émissions interactives et débats où chacun peut donner son avis sur à peu près n'importe quoi. Le mot d'ordre de notre temps n'est pas pour rien «interactivité». Au XVIII^e siècle, lord Shaftesbury, l'un des promoteurs de la notion de «public», faisait dire à un de ses personnages «serai-je toujours quelqu'un qui écoute?», pour aussitôt demander que «chacun puisse parler à son tour». Il a été entendu. Platon et Aristote mirent tout de suite en relief les dangers de la démocratie directe — ceux de l'incompétence et de la démagogie. Platon en concluait à la condamnation totale de la démocratie alors qu'Aristote restait plus nuancé compte tenu de l'implication des citoyens d'une petite Cité dans leurs propres décisions. Ces «défauts» de la démocratie directe sont aujourd'hui exacerbés et démulti-

pliés par une communication aussi proliférante que biaisée. Les médias qui rendent possible la communication font naturellement l'objet de manipulation aussi bien par ceux qui les possèdent que par ceux qui les alimentent. On voit mal comment CNN et Al-Jezira pourraient devenir «objectives» et échapper à leur camp respectif. Et à supposer que ce fût possible, on imagine la réaction des commanditaires comme celle des spectateurs... De toute manière, les médias ne sont, la plupart du temps, tout simplement pas adéquats à leurs objets. La guerre, pour ne prendre que cet exemple d'actualité, ne se montre pas en direct, non seulement parce que l'on y meurt, que les reporters morts font des sujets de reportage plutôt que des reportages et qu'il y a des morts à respecter, mais parce que la guerre est faite d'opérations et non d'événements. Les analyses intellectuelles ne sont ni télévisuelles ni télégraphiques. Une image ne prouve rien, mais elle est infiniment plus agréable et moins fatigante à regarder qu'un exposé compliqué d'une situation compliquée.

De ces distorsions et biais, la démocratie d'opinion peut jusqu'à un certain point s'accommoder dans le domaine de la politique intérieure. Parce qu'un gouvernement peut suivre finement et écouter les évolutions d'une opinion en écrétant ses excès. Parce qu'il peut, par des méthodes subtiles de communication, faire passer des mesures et des décisions.

Dans le domaine de la politique internationale, il n'en va pas du tout de même et nous sommes en train de toucher du doigt les limites de la démocratie d'opinion et de médias avec la guerre d'Irak. Par temps normal, le découplage inévitable des affaires internationales et de l'opinion publique est à peine visible : les questions internationales apparaissent sous l'espèce de ces questions abominablement techniques qui laissent presque tout le monde indifférent, ou bien elles servent de prétextes aux récriminations : très peu de citoyens ont une idée claire (et même pas claire) des questions européennes, mais l'Europe sert régulièrement de bouc émissaire aux consommateurs pestant contre la TVA ou la normalisation des produits alimentaires — contre «la bureaucratie de Bruxelles». De même s'agissant de l'immigration, les uns peuvent soutenir les sans-papiers et les autres demander leur expulsion sans que ni les uns ni les autres aient la moindre idée de la problématique des flux migratoires aujourd'hui.

En fait, la politique internationale est aujourd'hui presque entièrement soustraite au débat démocratique direct et donc au débat tout court. Nous en avons eu la criante illustration lors des élections présidentielles de 2002 en France où ni les questions européennes, ni celles du terrorisme et encore moins le conflit israélo-palestinien n'ont été abordés par qui-conque. Et pourtant, les questions internationales constituent probablement la seule face de la politique qui importe encore vraiment aujourd'hui, en dépit des marges de manoeuvre limitées des acteurs. Lorsque cette politique internationale ramène la perspective dramatique du conflit et de la guerre, la question cruciale des alliances et finalement celle de

la sorte de monde dans lequel nous voulons globalement vivre, l'absence de débat et de discussion des temps calmes cède le pas au cauchemar de la démagogie.

Par démagogie, j'entends la domination de trois formes de communication simpliste, qui infectent la situation française actuelle (et tout autant en Allemagne et en Espagne).

D'abord, il est fait appel prioritairement aux sentiments les plus faciles à émouvoir : sentiments pacifiques et généreux de la jeunesse, bienveillance larmoyante d'une société de nantis, indignations face aux pertes humaines et aux «victimes innocentes». C'est tout juste si du coup Saddam Hussein, roi de la torture, studieux disciple de Staline, ne devient pas objet de compassion au nom du «petit garçon victime de l'embargo» dont aime à nous apitoyer monsieur Chirac.

Il s'agit aussi de décrire la situation à coups de stéréotypes et de vues simples qui respirent le bon sens. Ces stéréotypes et vues qui vont tellement «de soi», ils sont omniprésents dans le discours de monsieur Chirac : une guerre «est toujours un échec» (appliquez donc cela à la guerre contre Hitler...); il faut respecter «le droit international» (quel droit international? Celui de la circulation maritime, celui des places mafieuses off-shore?); il faut respecter «la souveraineté des Etats» (des Etats de droit comme l'Irak, des Etats n'ayant pas la maîtrise de leur territoire comme la Colombie?, des Etats où le budget public est volé par les gouvernants comme le Cameroun, le Gabon, le Nigeria, la Côte-d'Ivoire, le Zimbabwe?); il faut que «l'ordre des nations» prévale (celui de la Russie qui respecte tellement ses nationaux tchétchènes?), etc., etc.

Il s'agit enfin de manipuler les images. Ce



2 AVRIL 2003

Appel aux sentiments, description de la situation à coups de stéréotypes et manipulation des images : avec la guerre en Irak nous sommes en train de toucher du doigt les limites de la démocratie d'opinion.

qui veut dire prendre des poses et des postures dans les médias, gesticuler, courir les rencontres internationales, apparaître à la télévision, multiplier les entretiens ou pseudo-entretiens et, «pourquoi s'emmerder», écrire au pape.

Rien de ceci n'est bien nouveau: il y a eu de splendides épisodes de démagogie dans l'histoire européenne récente, avec des moyens de communication moins développés mais déjà efficaces. Guillaume II, empereur d'Allemagne de 1888 à 1918, fut un des premiers démagogues modernes en matière internationale, multipliant les interventions, émettant des avis péremptaires et simplistes sur tout, prenant des postures bravaches. Certains en Allemagne viennent de rappeler qu'il ne fut pas étranger à la formidable montée des nationalismes qui déboucha sur la Première Guerre mondiale. Dans les années 1930, les démocraties européennes furent, elles, majoritairement pacifistes en face d'Hitler et là encore la politique se fit à coups de bons sentiments alimentés par la bonhomie caricaturale de personnages comme Daladier ou Chamberlain. Il serait trop facile de parler d'Hitler. La démagogie en politique internationale débouche toujours sur le nationalisme ou sur le pacifisme. Dans la France de 2003, elle débouche sur les deux à la fois, quand un pacifisme enflé par la démagogie vient

nourrir un sentiment fanfaron d'exception nationale alimenté d'antiaméricanisme jaloux.

Faut-il en conclure alors qu'une politique internationale démocratique est absolument impossible? Qu'entre la démagogie et les secrets machiavéliques du domaine réservé, il n'y a rien? Non.

Je rappellerai seulement que si la démocratie représentative a encore le moindre sens, c'est bien dans ce domaine. Les questions de politique internationale, avec leur extrême complexité, leurs intérêts difficiles à étaler au grand jour, leurs implications complexes en termes de droits de l'homme et de dangers militaires, leurs conséquences économiques, doivent être discutées mais devant les parlementaires, devant ceux qui légalement représentent les citoyens et sont les législateurs à travers lesquels en principe nous devrions tout un chacun légiférer. A charge pour ces représentants d'exposer et de faire comprendre aux citoyens les complexités des situations internationales, ne serait-ce que pour leur signifier qu'elles ne se réduisent pas à un western, un jeu vidéo, une opération de communication ou un film de Tarantino.

Evidemment, ma suggestion est aujourd'hui ridicule autant que platonique dans un pays comme la France où la majorité d'un président Chirac aux scores électo-

raux camerounais, zimbabwéen et, qui sait, bientôt irakien est un parti unique appelé UMP et l'opposition un rassemblement hétéroclite en état de coma théorique profond sinon dépassé. Cela dit, le fait que les Anglais aient, eux, remarquablement discuté de leur engagement international devant le Parlement montre qu'un tel refus de la démagogie et le retour aux valeurs démocratiques fondamentales sont non seulement possibles mais fructueux. Choisir cette voie, c'est honorer la démocratie et traiter les citoyens avec plus de respect que lorsqu'on les prend à témoin comme le hâbleur qui refait le monde au comptoir du café du commerce.

Pour nous Français, malheureusement, il ne reste plus qu'à attendre la prochaine lettre au pape d'un Président qui depuis 1974 reste, avec une constance qui l'honore, le soutien d'un des tyrans les plus sanguinaires du monde. Joli travail que d'avoir réussi à rajouter aux principes de 1989 un droit des tyrans à disposer d'eux-mêmes (et accessoirement de leur peuple) que 83 % des Français aujourd'hui plébiscitent. Edifiante façon aussi d'anticiper la commémoration du 21 avril 2002... ●

Yves Michaux est philosophe, professeur à l'université de Paris-I.

Pour les Kurdes de Turquie, le souvenir de la « sale guerre » de 1984-1999 reste vivace

La crise irakienne pose à nouveau la question de l'avenir de ce peuple, meurtri par quinze ans d'affrontements entre l'armée et les séparatistes qui ont fait quelque 35 000 morts

KIZILTEPE, DIYARBAKIR

de notre envoyé spécial

Sur le mur, des photos de militants de la cause kurde assassinés ou disparus, des fleurs. Au fond du

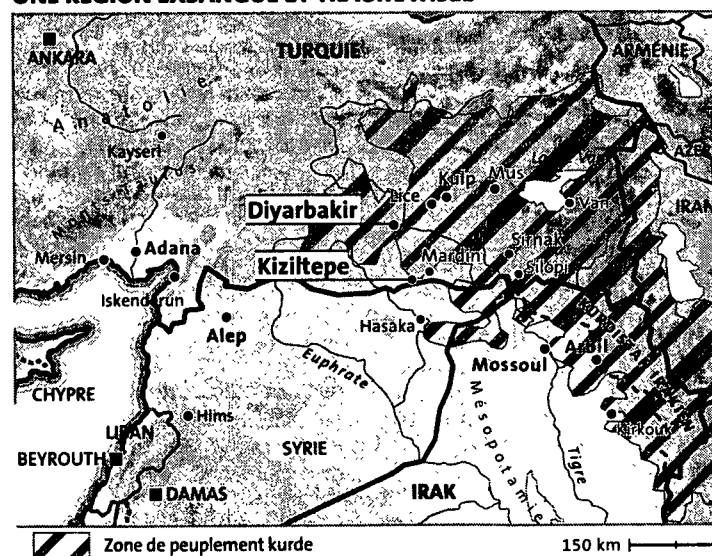
■ **REPORTAGE**

« Les Kurdes ont toujours été une source de paranoïa pour Ankara »

couloir sans lumière se trouve le bureau des responsables locaux du Dehap (Parti démocratique du peuple, pro-kurde) de Kiziltepe, cité-dortoir kurde de plus de 100 000 habitants du sud-est de la Turquie. Ici, on s'installe sans prévenir, on sirote un thé en écoutant les habitués parler en kurde, parfois en turc.

La guerre chez le voisin irakien, les craintes et le fol espoir qu'elle

UNE RÉGION EXSANGUE ET TRAUMATISÉE



suscite, mais aussi les souvenirs douloureux qu'elle réveille: « Le peuple kurde est très sensible actuellement, explique Cemil Aydoğan, ancien responsable de l'associa-

tion des droits de l'homme et candidat du parti dans la ville de Mardin aux dernières élections législatives. Nous sommes tous contre cette guerre, mais pour la création d'une

fédération démocratique kurde au Kurdistan sud [Irak du nord]. » « La région est sous le feu, reprend un voisin anonyme. En 1991, c'est nous qui avons déjà le plus souffert. Aujourd'hui, si Bush cherche à éliminer Saddam, la Turquie, elle, continue à être en conflit avec le peuple kurde. »

FOSSE ÉCONOMIQUE ET CULTUREL

Bien sûr, les propos du chef d'état-major turc, le général Hilmi Özkök, indiquant qu'il n'enverrait des soldats supplémentaires du côté nord irakien que de manière coordonnée avec les Etats-Unis, sont de nature à faire baisser la tension dans la région. Mais la menace d'un conflit entre les troupes turques massées à la frontière et les

factions kurdes irakiennes, susceptible d'embraser le sud-est de la Turquie où vivent 13 millions à 15 millions de Kurdes, est tenace.

Le retour des points de contrôle de la gendarmerie et de la police sur les grands axes routiers et les

routes de campagne, depuis plusieurs semaines, alimente une source de fièvre. Ce n'est que depuis le 30 novembre que l'état d'urgence, en vigueur au Kurdistan turc depuis le début du conflit opposant la guérilla du Pafti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à l'armée régulière, a été levé.

Cette « sale guerre », comme on l'appelle, est dans toutes les mémoires. Elle aura duré quinze ans (1984-1999), coûté la vie à 35 000 personnes et pris fin avec l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le chef des rebelles, aujourd'hui enfermé à vie sur un îlot en mer au large d'Istanbul.

Dans cette région exsangue et affichant un islam très vif, « la police peut encore débarquer chez vous la nuit, juste pour fouiller la maison et vous faire attendre debout pendant des heures », souligne un sympathisant de la cause kurde. Le fossé économique et culturel entre l'ouest et l'est de la Turquie renforce

le sentiment de nombreux Kurdes, détenteurs des mêmes droits que les Turcs, de n'être que des citoyens de seconde zone. « Si la Turquie devient un pays démocratique comme n'importe quel pays membre de l'Union européenne et reconnaît les droits des Kurdes, alors il ne sera plus question de division, de séparatisme ou d'autonomie », assure Cemil Aydogan.

La crise irakienne permet à la presse de poser à nouveau la question de l'avenir des Kurdes de Turquie. Dans le quotidien *Yeni Safak*,

proche du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, l'éditorialiste Ali Bayramoglu assure que « la Turquie doit absolument changer sa politique kurde ». « En réduisant la question kurde à une simple question frontalière, le gouvernement s'est piégé lui-même. La Turquie paie aujourd'hui son incapacité à régler la question kurde par des moyens démocratiques », estime-t-il.

« ASSIMILATION FORCENÉE »

Dans la même veine, Umit Firat, un intellectuel kurde reconnu, affirme au mensuel alternatif *Post Express* que « la Turquie est le seul pays qui ne reconnaît pas l'identité des Kurdes, pratiquant une politique d'assimilation forcée ». Selon lui, « les Kurdes ont toujours été une source de paranoïa pour Ankara ». Il rappelle que c'est dès 1970, lorsque Bagdad a commencé à accorder des droits aux Kurdes irakiens, que les militaires ont intensifié les pressions contre les Kurdes du sud-est de la Turquie. Dans un entretien au *Monde*, Mehmet Abasoglu, président du Hadeq, un autre parti pro-kurde, affirme, quant à lui, ne pas avoir engagé de négociations avec l'opposition nord irakienne.

Ali, un ancien villageois, a perdu un frère dans les montagnes en combattant aux côtés du PKK. Un autre dort en prison. « Je ne veux plus voir du sang couler », dit-il. *La Turquie a toujours nié l'existence des Kurdes. Mais pour autant, je n'ai jamais pensé partir vivre de l'autre côté de la frontière en cas de création d'un Kurdistan autonome au*

sein d'une fédération irakienne. » Il fait parti de ces 3 millions de Kurdes jetés sur les routes au rythme des destructions par les blindés de l'armée turque. D'abord quelques villes, ensuite les villages : l'objectif était de nettoyer les zones soupçonnées de fournir un soutien aux guérilleros du PKK.

« Pourquoi aller à Kulp ? La guerre en Irak, ce n'est pas ici ! » Un rictus à peine perceptible aux lèvres, le soldat n'en dira guère plus. Le poste de contrôle sur cette route de campagne restera fermé aux regards indiscrets de l'étranger. Derrière, la frontière irakienne est à moins de 40 kilomètres. Devant, à quelques encablures, sur cette terre d'Anatolie brûlée par le soleil, se trouvent Lice et Kulp. Deux petites villes dont les noms évoquent encore autant de plaies dans la conscience des Kurdes de Turquie.

TROIS JOURS ET TROIS NUITS

« Cela a commencé à 10 heures, un matin, peu avant la fin du mois de septembre 1992. Il faisait beau quand tout est devenu brusquement noir. Les militaires ont bombardé pendant trois jours et trois nuits, raconte Gül, mère trentenaire venue se réfugier à Diyarbakir. Ce n'est qu'au cinquième jour que nous avons pu fuir. » Seul un journaliste du quotidien *Milliyet* a pu alors entrer dans la ville meurtrie, « strictement encadré par les militaires » précise-t-elle. « Ici comme à Lice, chaque famille avait un ou deux fils membre du PKK », poursuit-elle.

Esra, voisine de quartier de Gül, rend rarement visite à ses parents restés à Kulp. « Les contrôles sur la route sont fréquents et, jusqu'à l'année dernière, on n'avait pas le droit de transporter plus de 5 kg de nourriture. Une fois, un gendarme m'a demandé pourquoi ma peau était si foncée », explique-t-elle.

Ayse est la dernière de la famille. Jeune femme de 22 ans, au regard sombre, elle avait 11 ans à l'époque des faits. Il a fallu attendre l'année dernière, lors d'un reportage télévisé consacré aux incursions des militaires israéliens à Jenine, pour entendre ses premiers mots consacrés aux événements de Kulp.

Debout, elle s'est mise à parler machinalement aux images diffusées à l'écran : « Un soldat est venu dans ma direction et m'a dit qu'il était triste pour moi parce que nous allions tous mourir. » Après cette évocation douloureuse, elle est repartie dans sa chambre.

« Nous avons toujours du mal à en parler entre nous », reconnaît Esra. « Le pire, c'est le calme. C'est comme si le sol se dérobaient sous nos pieds. » Silence. Puis elle poursuit d'une voix plus posée : « Aujourd'hui, on a peur que cela recommence. Si les militaires turcs interviennent quand même en Irak du nord et que cela se passe mal avec les Kurdes irakiens, le risque d'un nouveau conflit dans notre région est grand. Et nous souffrirons encore. »

Nicolas Bourcier

3 AVRIL 2003

En Turquie, la guerre sans supporters

Les stades de foot résonnent de slogans pro-Saddam.

Istanbul de notre correspondant. « Nous écrivons "Saddam le champion" sur la nuque du chien américain », scandaient samedi dernier plus de 10 000 spectateurs, au stade Ali Sami Yeni d'Istanbul lors de la rencontre amicale entre Galatasaray et Trabzonspor, les deux meilleures équipes du championnat de football turc. La semaine précédente, lors du match Fenerbahce-

Altay, les spectateurs avaient déjà chanté le nom du chef de l'Etat irakien : « Allez Saddam marque des buts, encore des buts ! » Dans les tribunes des stades d'Istanbul, il est vrai, on n'hésitait pas non plus à faire l'apologie d'Oussama ben Laden après les attentats du 11 septembre. **Démunis.** Sport favori des Turcs, le foot est surtout très populaire dans les milieux dé-

« Les supporters sont contre tout ce qui symbolise le pouvoir. Ben Laden comme Saddam sont les héros anti-américains. » Tanil Bora, sociologue

munis, voire dans le Lumpenproletariat. « Ces supporters sont contre tout ce qui symbolise le pouvoir. Ben Laden comme Saddam sont les héros anti-américains par excellence », analyse Tanil Bora, spécialiste de la sociologie du football, soulignant que ces manifestations visent aussi « les grands médias, qui sont tous peu ou prou alignés sur les positions de Washington ». Soucieux de ne pas se mettre à dos sa population, le gouvernement turc, dominé par les islamistes modérés, s'est par ailleurs opposé au déploiement de troupes américaines sur son territoire. **Protestations.** Après presque quinze jours de guerre, la grogne continue pourtant de monter dans une population à 90 % hostile à l'intervention contre l'Irak

voisin : Les protestations populaires ont failli dégénérer à Urfa, dans la région frontalière turco-syro-irakienne, quand deux missiles de l'US Air Force sont tombés accidentellement dans des champs, sans tuer ni blesser personne. Les convois militaires américains venus sur les lieux ont été la cible d'œufs et de cailloux, aux cris de « Non à la guerre américaine. » Nombre des habitants de cette région sont en effet d'origine arabe. La diffusion par toutes les télévisions turques des images de marchés bombardés à Bagdad et des enfants irakiens mutilés par les bombes a encore renforcé l'antiaméricanisme déjà virulent de la société turque ●

RAGIP DURAN

Special report War in Iraq

The Economist March 29th 2003



Follow the conflict day by day in the Global Agenda on
www.economist.com

Off with his head

A week into the war, the world awaits the battle of Baghdad

IT LOOKED like a whimper, but the modest salvo that opened the second Gulf war can, with only a little hindsight, be seen as a sort of précis of the bang that has followed. The opportunistic attempt to kill Saddam Hussein, and perhaps obviate a full-blown war, seems to have failed. Soon afterwards came a headlong American drive to Baghdad, whose aim is to decapitate Mr Hussein's regime rather than (or as well as) the despot himself. Like the assassination attempt, the ongoing campaign has been distinguished by the efforts of the American-led coalition to spare, even succour, most Iraqis, while striking at their rulers in and around the Iraqi capital.

"Operation Iraqi Freedom", as the Pentagon has christened this singular war, is the most intimately reported conflict in history. But all those embedded journalists have created a fog of information that can obscure the whole. And all things considered—including the brevity of the war so far—the whole is going rather well. The American thrust up the Euphrates valley has advanced at an extraordinary rate, which the German architects of *Blitzkrieg* would have admired. The spearhead of America's Third Infantry Division has advanced to within around 50 miles (80km) of Baghdad. Vital bridges over the Euphrates at the town of Nasiriya have been seized. American marines are also approaching Baghdad a little way to the east, in the direction of Kut.

To sustain the pace of this advance, coalition forces have intentionally and unusually bypassed what have become euphemistically known as "pockets of resistance". As General Tommy Franks, the war's overall commander, puts it, "some terrific firefights" have erupted behind the point of the spear, some in places that were thought to have been subdued. Local Baathists, the Fedayeen of Saddam, other militia groups, and some regular troops have engaged coalition troops at Nasiriya, Najaf and elsewhere. Technologically inferior, they have employed age-old, often dishonourable tactics: disguise, fake surrender, the coercion of civilians into battle and the use of human shields in sensitive locations, such as a hospital in Nasiriya, from which they have been difficult to dislodge. The long coalition supply lines, along which much-needed ammunition, food, fuel and water are ferried, have been vulnerable to guerrilla-style raids.

To the soldiers involved and the journalists accompanying them, these firefights can seem apocalyptic. But as Michael O'Hanlon of the Brookings Institution puts it, they have not inflicted any "strategic harm". Coalition commanders have calculated that such skirmishes are a price worth paying for arriving on Mr Hussein's Baghdad doorstep swiftly. General Richard Myers, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, says that plans are in place "to deal with those onesies and two-

sies" who are stinging the spear's flanks. The pressure on supply lines might be eased by making greater use of airfields that have been seized in the west and south of Iraq. Overall, though, on the high road to Baghdad, so far so good.

There have been other setbacks. Before the 1991 war, the record of Iraqi troops against Iran created an assumption that they would fight hard; in the event, many didn't. This time, coalition commanders have been surprised by the tenacity of irregular Iraqi units. The *fedayeen*—or "black pyjamas" as their attire has led them to be known—were perhaps especially underestimated. Compared to the Gulf war, the coalition has taken few prisoners, though it claims that desertions are making up some of the difference.

At the same time, the welcome extended by the civilian population in Shia-dominated southern Iraq, which has little reason to love Mr Hussein, has been disappointingly cool. A reported uprising against the Baathists in the southern city of Basra on March 25th—supported by Britain's Seventh Armoured Brigade, the "Desert Rats", stationed outside the city—seems to have been quelled. That has been the only real sign of revolt so far. Such reticence is not altogether surprising: an even slightly mis-timed rebellion could prove disastrous for the rebels. The abandonment of the Shias and Kurds to their fate during the rebellions that followed the 1991 war can hardly have inspired confidence. America has itself advised Iraqis to stay at home and off the streets.

So there are good reasons why Saddam iconography has not been torn down and trampled across southern Iraq. But, combined with the tenacious Iraqi resistance in some places, this tepid reaction has enabled Mr Hussein to do much better in the propaganda war than he is so far doing in

The Economist March 29th 2003

Special Report

► the military one.

The coalition continues to bombard Iraq with leaflets and by radio, as well as with laser-guided munitions. Publicly expressed doubts about the authenticity of Mr Hussein's various media appearances, and talk of negotiations with Iraqi commanders, are all part of the coalition's psychological war. The wars from the air and on the ground have also been conducted in a way designed to demonstrate that ordinary Iraqis are not being targeted.

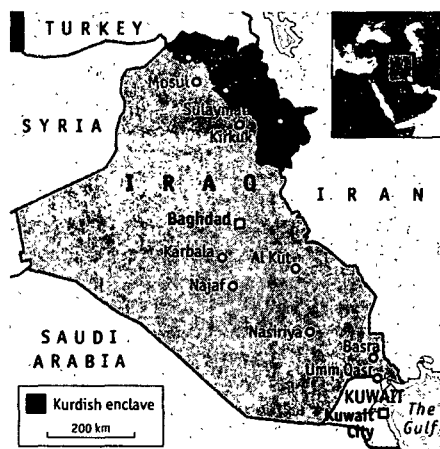
But this very restraint may have emboldened the Saddamites and discouraged their opponents, perhaps lending credibility to the former's claims that the war is going swimmingly. Despite a belated and botched attempt, on March 26th, to take it off the air, Mr Hussein's propaganda is still broadcast on Iraqi television. (The outrage prompted by the bombing of a television station in Belgrade may have made America over-sensitive about media targets.) Mr Hussein has also been able to hit the coalition where it hurts most: in the consciences of their electorates, and the public opinion of the wider world.

Aside from the night of March 21st, the bombardment of Baghdad and of other cities such as Kirkuk, Mosul and Tikrit by aircraft and cruise missiles has been less destructive than was widely expected. By and large, it seems to have been as accurate as the Pentagon promised (see next article). But weapons malfunction, intelligence and humans err, and there have been civilian casualties (or "martyrs", as Mr Hussein's men call them), some of whom have been buried amid choreographed outrage reminiscent of Ramallah and Gaza. On March 26th, numerous civilians were reportedly killed when a Baghdad market was struck, though the Americans tried to deny responsibility. An interruption to the electricity and water supplies in Basra, a city of more than 1m people—caused, America says, by Iraq—has threatened the health of its population, obliging some of them to wash in and drink dirty river water. Efforts to bring in humanitarian aid through the southern port of Umm Qasr were delayed by stubbornly protracted fighting around it and the need for de-mining operations in the surrounding water, assisted by specially trained dolphins.

Then there are the coalition casualties and captives. Footage showing captured American troops ("mercenaries", say the Iraqis) led to American accusations that Iraq was violating the Geneva Conventions, which prohibit the subjection of prisoners-of-war to "insults and public curiosity". (Iraq is indeed violating them. But captured Iraqi soldiers have also been used, if less brutally, for propaganda purposes, and the treatment of America's Afghan prisoners at Guantanamo Bay has undermined America's moral indignation.) Some coalition soldiers may have

been executed by their captors, though many of the coalition fatalities have occurred in helicopter accidents and friendly-fire incidents, which were also a cause of much anguish in 1991. In one such incident, a British Tornado aircraft was shot down by a Patriot missile battery. The Patriots are designed to intercept incoming missiles, and have prevented several Iraqi ones from hitting Kuwait.

In fact, given the nature of the operation, coalition casualties have been light. (In a battle for Nasiriya with the Ottomans in 1915, the overconfident British, whose supply lines were also stretched thin, lost 500 men.) Iraq has suffered an unknown but far higher number of combat casualties: several hundred Iraqis were reportedly killed in an engagement at Najaf on March 25th-26th. But the response at home to such coalition casualties as there have been—some commentators have been asking whether American troops are fighting



too leniently and riskily—suggests that September 11th may not, after all, have made Americans so much more sanguine about seeing their troops die. This will no doubt have buoyed Mr Hussein.

Waiting for B-day

As well as obscuring the success of the advance on Baghdad, the televisual drama and individual tragedies have distracted attention from the coalition's other successes, which largely involve the prevention of various widely-predicted catastrophes. Even if he intended to, Mr Hussein has not been able to scorch or flood much Iraqi earth: Iraq's southern oilfields and terminals have been secured with very little environmental or economic damage. Israel has not been attacked or entangled, perhaps because of the occupation of airfields and other sites in Iraq's western desert by American, British and Australian special forces. Chemical and biological weapons have not been used, despite some indications that they may have been primed (though none has been discovered by the invaders either).

These calamities, however, may still materialise. The main proviso in any judgment about Operation Iraqi Freedom is that its central confrontation—the battle for Baghdad—is yet to begin properly. When it does, and when Mr Hussein faces a pressing, existential threat, he may resort to any or all of the above.

As several military veterans have pointed out, taking on the Republican Guard divisions arrayed around Baghdad would be easier were America's Fourth Infantry Division advancing on the city from the north, as would have been the case had Turkey been more hospitable. As things stand, Turkish airspace has been opened to B-52 bombers flying in from Britain, and an Islamist terrorist group based in the north, fingered by the Americans as a conduit between Mr Hussein and al-Qaeda, has been bombed, as have several northern cities. A small number of American boots are on the ground in the northern Kurdish enclave (how many Turkish troops are in Iraq, or are likely to be, remains unclear). The Americans may organise an insurgency by Kurdish *peshmergas*, along the lines of their collaboration with the northern alliance in Afghanistan. But there will be no heavy force advancing on Baghdad from the north.

Coming up from the south are elements of America's Third Infantry Division, First Marine Expeditionary Force and 101st Airborne Division. They will be able to deploy their superior tanks and artillery, Apache helicopters and the coalition's aircraft. Facing them are three of Mr Hussein's six Republican Guard divisions, with other loyal forces stationed inside the city. At least one Apache was shot down when a flotilla of helicopters launched a raid ahead of the northern tip of the spear; but fixed-wing aircraft have also begun to pummel Republican Guard divisions outside Baghdad and dig into its outskirts. The more troops and tanks that the Americans can prevent from moving back into the heart of the city, the better. Given the determination that the *fedayeen* and others have already displayed, the prospect of large-scale urban warfare looks increasingly likely, and daunting.

On March 26th, sandstorms around Baghdad slowed the coalition advance. A pause might enable British and American forces to tackle the resistance further south, and perhaps allow some time for other American units destined for Kuwait to catch up: Donald Rumsfeld, the defence secretary, has been stung by accusations that his invasion force is too light, and that he himself is over-infatuated with air power and gizmos. As things stand, the tip of the American spear has reached the vicinity of Karbala, where another Hussein, the Prophet Mohammed's grandson, was infamously decapitated in the year 680. Another decapitation may soon follow. ■



America and Turkey

A friendship on hold

ANKARA

Turkey's promises were always too hard to keep

AS AMERICA and Britain keep up their war against Iraq, the finger of blame is turning towards one country for the higher risks being run by the coalition forces. By denying thousands of American troops the use of Turkish soil as a launching pad for a second northern front, Turkey stands accused of throwing Pentagon war plans into disarray and, with them, more than 50 years of strategic partnership with the United States.

"In tatters", is how Morton Abramowitz, the American ambassador to Ankara during the 1991 Gulf war, described the strategic partnership between America and Turkey in a recent editorial. "The Turks were until last week Saddam's allies, now they are just about neutral," says another American official, referring to Turkey's belated decision, after much wrangling, to allow coalition planes to use Turkish airspace in raids against Iraqi targets. Much of the blame is being piled on Turkey's ruling Justice and Development Party (AK): a party new to power, whose lack of experience, critics feel, has done much to cause the current mess.

When America's deputy secretary of defence, Paul Wolfowitz, first sought Turkey's help in a war in December, he came away saying he had "very strong" support from all levels of government. In exchange for economic aid (\$4 billion, later haggled to \$6 billion), Turkey would allow as many as 90,000 American soldiers on its territory and the upgrading of at least ten air

bases and two ports.

A still-secret memorandum of understanding, signed on February 8th, apparently allowed the Americans to set up at least nine logistic bases in the country's predominantly Kurdish south-east provinces. American warships, loaded with combat materiel, began docking at Turkey's south-eastern port of Iskenderun. But on March 1st the Turkish parliament refused, by three votes, to approve the troop deployment. Tayyip Erdogan, the AK leader, had underestimated the strength of opposition among his own deputies. So, too, had the country's generals.

The Americans were infuriated. Surely, they argued, had Mr Erdogan and the generals really wanted it, the bill would have passed. Maybe so; but other factors contributed to the parliament's reluctance. The Americans seemed to be asking Turkey to help with a war George Bush had not yet publicly declared he would wage, while much of the rest of the world was still scrambling to find a peaceful way out.

Besides, Turkey's and America's interests have never been so directly in conflict. The Turkish army has long feared that the removal of Saddam Hussein could encourage the Kurds of northern Iraq to declare independence, which is why they wanted to send thousands of their own troops into the Kurdish enclave to prevent this from happening. The Bush administration's natural refusal to provide written guarantees that it did not support Kurdish indepen-

dence only deepened Turkish suspicions that the Americans had a secret agenda in northern Iraq, though this was, and is, unlikely. For the government, bloodying its hands in a war against fellow Muslims without UN sanction would have angered not only its many openly pious constituents but millions of other Turks who had helped it to power.

Above all, the presence of thousands of American troops in the country's troublesome Kurdish provinces was simply intolerable. Why then, did Turkey lure the Americans along? For that, both the generals and the government share blame. They should have told the Americans from the start that the best they could do was open their airspace, which is what they ended up doing, and no more than that. Allied war planners would have saved much time and, yes, perhaps British and American lives. In the event, AK leaders, and the then prime minister, Abdullah Gul, may have presumed that a northern front was indispensable to the Americans and that, by dragging their feet, they could avert war. Turkey's former foreign minister, Yasar Yakis, admitted last week that Turkey never believed that the Americans had a fallback position.

To make matters worse, when America's secretary of state, Colin Powell, at last let it be known that his government now wanted nothing more than overflight rights, to which the Turkish parliament agreed on March 20th, the government denied the Americans use of Turkish airspace, saying it wanted them to agree to the deployment of thousands of Turkish troops in northern Iraq. The Americans wisely said no, chiefly because their Kurdish allies have threatened to fight the Turks should they come in large numbers, and the government backed down.

Turkey's businessmen, who had been heavily counting on American aid, are in shock, as is the Istanbul stockmarket. The mainstream press, strongly in favour of support for the Americans, complained that the government had now achieved Turkey's complete isolation.

So is this the end of a steady friendship between Turkey and its most important ally? It cannot be, since, thanks to its geography, the country remains a strategic pivot. It is NATO's only Muslim member, a strong friend of Israel and, for all its flaws, a western-style democracy. It was no accident that President Bush this week sought congressional approval for \$1 billion of aid for Turkey, which it can use to acquire loans of \$8 billion or more. And on March 26th Turkey's chief of the general staff, Hilmi Ozkok, announced that he wanted Turkish troops to enter northern Iraq only in full co-ordination with the Americans. The Turks, said one American official, "still have a chance to prove that they remain our friends." ■

Les Kurdes ont hâte de retrouver Kirkouk

Les Kurdes du nord de l'Irak se réjouissent du premier retrait des forces irakiennes intervenu la semaine dernière. Mais 100 000 déplacés attendent avec impatience de pouvoir retrouver leur maison à Kirkouk

REPORTAGE

CHAMCHAMAL (IRAK)

De notre envoyé spécial

Ce ne sont que 21 petits kilomètres, mais c'est déjà tout un symbole. Au premier poste militaire après la petite ville de Chamchamal, dans le nord de l'Irak, les *peshmergas* (combattants) de l'opposition kurde ont le sourire. Ici, la semaine dernière, était la limite de la zone contrôlée par les Kurdes. Mais le 27 mars, les forces irakiennes se sont retirées en bon ordre. «Ils ont tout emporté avec eux, détruit ce qui restait et seulement laissé beaucoup de mines», raconte un soldat kurde.

C'est ici que, avant le début des bombardements américains, les Kurdes, dont beaucoup franchissaient régulièrement la frontière, subissaient les ultimes vérifications d'identité. «Ce poste avait une réputation terrible, raconte Nazar, un étudiant qui franchissait ce point de passage pour aller voir sa tante à Kirkouk, la grande ville en contrebas. On subissait des insultes et une fouille. C'est là que les soldats irakiens se montraient les plus durs.»

Aujourd'hui, il n'en revient pas de voir ce point de contrôle entre les mains de *peshmergas* aux pantalons bouffants. Les barbelés ont été repoussés sur les bas-côtés. L'ancienne barrière a été jetée au sol. Les casemates à demi-écroulées ont été abandonnées. Partout, des signes ont été apposés pour prévenir de la présence de mines. Jeudi dernier, les *peshmergas* n'ont eu qu'à avancer pour s'emparer de cette zone, déserte depuis dix ans. Ils n'ont pas tiré un coup de feu. «Les Irakiens se sont retirés jusqu'au-delà de Qarah Anjir, 21 kilomètres plus loin. C'est un ancien village fui par la population civile, et qu'ils avaient transformé en garnison», raconte un *peshmerga*. C'est là que s'est établie la nouvelle ligne de front, à seulement 23 kilomètres de Kirkouk.

Cette avancée a d'abord entraîné l'euphorie de la population locale. Mais elle a, en même temps, un goût de trop peu. Sur ce plateau qui va de Chamchamal à Soulemanyeh, ils sont en effet au moins 100 000 Kurdes qui ont été expulsés de leurs maisons à Kirkouk, après 1991 et qui attendent avec impatience d'y retourner.

Hamiq Kader, 50 ans, a par exem-



Les *peshmergas* kurdes irakiens, en armes, le 28 mars tiennent la route qui relie Chamchamal à Kirkouk.

ple été déporté vers le Kurdistan le 13 septembre 2001. Cet ouvrier kurde vivant à Kirkouk avait été arrêté un peu auparavant. «Les Irakiens m'ont demandé de renoncer à ma nationalité kurde et d'adhérer au parti Baas, raconte-t-il. J'ai refusé. Ils m'ont détenu 51 jours. Puis ils m'ont accompagné chez moi, ont chargé un camion de quelques-unes de mes affaires. Ils ont gardé tous les appareils électriques. Et ils m'ont conduit au point de passage de Chamchamal avec ma femme et mes quatre enfants», se souvient-il. Il vit depuis sous une tente, dans le petit camp de Takia où demeurent également 67 familles, à une dizaine de kilomètres de Chamchamal. 16 226 familles ont subi le même sort depuis 1991, selon les chiffres donnés par les autorités kurdes locales. Cela représente près de 100 000 personnes qui veulent toutes rentrer vite à Kirkouk et y retrouver leur ancienne maison.

Aux portes de la ville, les Kurdes attendent, armes aux pieds

Le futur «gouverneur» kurde de Kirkouk, Rizgar Mamosta, est déjà en place dans une ancienne école

de Chamchamal où il a établi ses bureaux et il n'attend que le moment de pouvoir reprendre le contrôle de la ville de Kirkouk. «Il y a dix ans, 70 % des habitants de Kirkouk étaient kurdes. Mais avec la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein, cette proportion est tombée à 50 %», explique-t-il. Il attend donc de pouvoir revenir à Kirkouk pour renverser le cours de l'histoire. Le problème est que les Américains ne se pressent pas de lui ouvrir la voie.

«Pour l'instant, l'ensemble des forces de l'opposition à Saddam Hussein, avec lesquelles nous discutons, ne sont pas d'accord pour nous laisser reprendre Kirkouk», admet Rizgar Mamosta. C'est que les États-Unis craignent des actes de vengeance contre les Arabes irakiens installés dans les maisons kurdes de Kirkouk. Mais surtout, ils cèdent à la pression de la Turquie qui ne veut pas voir les Kurdes entrer en vainqueurs à Kirkouk et qui menace d'envoyer des forces dans la région. Ankara craint en effet de voir se créer, au nord de l'Irak, un Kurdistan assez fort pour gagner son indépendance. Et en cela, les ressources pétrolières de Kirkouk

JEUDI 3 AVRIL 2003

la Croix

pourraient l'y aider.

Mardi soir, le secrétaire d'État américain Colin Powell était en Turquie. Tous les habitants du Kurdistan étaient attentivement à l'écoute des résultats de ce voyage. Chacun est en effet persuadé, ici, qu'il suffirait d'une chiquenaude pour que Kirkouk soit reprise. Mais «les États-Unis ne

nous y autorisent pas», se plaint un combattant sur la ligne de front. Le calcul prêté aux Américains est qu'ils auraient échangé la promesse turque de ne pas envoyer de troupes au Kurdistan contre celle de ne pas laisser les forces kurdes reprendre toute seule Kirkouk. Alors, les Kurdes qui ont été tant de fois trahis se deman-

dent si les États-Unis les aident ou les gênent. Pour l'instant, ils acceptent de rester l'arme au pied sur la ligne de front. «Mais à la fin, ce sont les Irakiens eux-mêmes qui décideront de qui doit diriger Kirkouk», prévient Rizgar Mamosta.

Alain GUILLEMOLLES

L'Irak du nord, paradis pour les Kurdes de Turquie

Les Kurdes de Turquie aspirent aux mêmes libertés que leurs cousins Kurdes d'Irak. Mais ils savent que jamais Ankara ne leur laissera une telle autonomie et s'interrogent plus que jamais sur leur propre avenir

REPORTAGE

SILOPI (TURQUIE)

De notre envoyée spéciale

Ce jour, le local du parti kurde Dehap (parti démocratique du peuple) est plein à craquer. Assis sur des chaises bien alignées, les hommes fument ou boivent leur thé en égrenant le *tesbih* (chapelet). Comme tous les 25 de chaque mois, ils viennent célébrer le jour de l'enlèvement par les autorités de deux de leurs camarades, Sader Tanis, l'ancien maire de Silopi, et Ebubekir Deniz, son secrétaire. «C'était le 25 mars 2001, ils étaient assis parmi nous quand ils ont été appelés par la police. Depuis, on ne les a plus revus», raconte İsmet Tokağ. Le parti démocratique du peuple (Dehap) a remplacé l'ancien parti Hadeb, menacé de fermeture par le gouvernement d'Ankara. S'il est majoritaire à Silopi, il a perdu la mairie, aujourd'hui entre les mains du parti de la Juste Voie de l'ancien premier ministre, Tançu Ciller.

Les membres du parti rappellent qu'ils sont pour la paix et pour la République turque. Comme en témoigne le portrait de son fondateur, Kemal Atatürk, accroché au mur du bureau de Haci Üzen, le chef du parti Dehap à Silopi. «Nous revendiquons seulement les mêmes droits que tous les Turcs, le même accès aux emplois. Au lieu de cela, nous sommes toujours victimes de discriminations.» Il regrette que l'armée et les hommes politiques turcs continuent à voir en chaque Kurde, «un terroriste». Le renforcement de la présence militaire dans

la région et la politique du gouvernement que le parti de la Justice et du Développement (AKP), au pouvoir à Ankara, mène vis-à-vis du Kurdistan irakien, l'inquiète: «Si l'armée envoie encore des troupes en Irak pour combattre les Kurdes, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) réagira. Ce sera le retour de l'instabilité alors que depuis quelque temps nous connaissons une relative tranquillité.» Après l'arrestation dans des conditions rocambolesques, au Kenya, de son chef, Abdullah Öcalan aujourd'hui emprisonné, le PKK a déposé les armes et s'est transformé en parti politique, le Kadek. Et le 20 juin 2002, le gouvernement annonçait la levée de l'état d'urgence. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, Haci Üzen note une plus grande liberté de parole laissée aux Kurdes.

Nazmi Gur, ancien militant des droits de l'homme, affiche moins d'optimisme. «Depuis le début du conflit avec l'Irak, la présence militaire turque dans la région s'est tellement renforcée qu'on a l'impression d'être revenus en arrière.» Mais ses craintes portent sur l'avenir des Kurdes de Turquie. «Si nos voisins irakiens obtiennent des Américains la confirmation de leur statut d'autonomie dont ils ont bénéficié pendant ces douze années d'embargo, la Turquie ne pourra pas l'accepter car les Kurdes de chez nous voudront eux aussi plus de liberté.» Certains évoquent la perspective d'une Intifada kurde en Turquie pour revendiquer les mêmes

droits que leurs frères d'Irak. «S'il le faut, Ankara créera elle-même des raisons d'intervenir en Irak, poursuit Nazmi Gur. Ils sont prêts à tout pour contrer ce projet, quitte à perdre leur statut d'allié stratégique des États-Unis.»

- On était entre Kurdes, on pouvait parler sans se méfier -

Nazmi est encore fasciné par ce qu'il a vu au cours de ses voyages de l'autre côté de la frontière à Erbil et Dohouk, où il a rencontré les leaders politiques du Parti démocratique du Kurdistan et de l'Union patriotique du Kurdistan. «Je ne me suis jamais senti aussi libre. On était entre Kurdes, on pouvait parler sans se méfier. Là-bas, on peut regarder toutes les chaînes kurdes par satellite, sans se cacher. L'économie marche beaucoup mieux qu'ici, en Turquie. Les villages détruits ont été reconstruits et, grâce aux Nations unies, les habitants ont pu rentrer chez eux.»

La plupart des Kurdes de Turquie partagent fascination et envie pour ce petit Eldorado du nord de l'Irak. Mais s'ils rêvent d'une même liberté, ils savent qu'elle est hors de leur portée. «Il n'y a aucun espoir qu'un jour nous ayons une quelconque autonomie. Jamais la Turquie ne nous laissera cette chance», ajoute Nazmi Gur.

Agnès ROTIVEL

la Croix

JEUDI 3 AVRIL 2003

Quel nationalisme irakien ?

En réaction à l'éditorial de Jean Daniel « Une victoire pour Saddam » (n° 2003), dans lequel il écrit : « Voilà qu'il [Saddam Hussein] passe dans l'Histoire comme un héritier de Saladin auréolé du prestige de tous les grands résistants »

Que le peuple irakien, désarmé, quadrillé, terrorisé par la Gestapo du régime ne se soulève pas encore, qu'instruit par le précédent tragique de mars 1991, où à l'appel des alliés il s'était insurgé dans 15 des 18 provinces du pays avant d'être abandonné à la répression féroce du tyran de Bagdad, il se réfugie dans une prudente expectative, et l'on nous sert l'antienne du nationalisme irakien qui réunirait mi-

raculeusement bourreaux et victimes.

Parmi ces victimes, les Kurdes ont déjà choisi leur camp. Celui des démocraties, qui, pour se faire pardonner leur démission au lendemain de la guerre du Golfe et permettre le retour dans leur foyer de 2 millions de réfugiés kurdes, les ont libérés de la dictature irakienne. [...]

Les chiïtes, qui n'ont pas oublié les massacres dont ils furent l'objet en mars 1991 – qui firent au bas mot 150 000 morts [...] –, ne viendront pas au secours d'une dictature qui les a condamnés à la misère et à la servitude. [...] Le moment venu, la population chiïte participera aussi à la libération de son pays !

Qu'en dehors d'Irak Saddam Hussein puisse bénéficier du soutien d'une partie de l'opinion

arabe antiaméricaine et des mouvements islamistes radicaux, cela ne le transforme pas pour autant en un héritier de Saladin. La comparaison est d'autant plus choquante que le grand sultan kurde fut l'exemple même des valeurs de tolérance, d'humanisme et de magnanimité, y compris envers ses adversaires croisés. Saddam Hussein est, par ses guerres d'invasion de l'Iran et du Koweït, par ses campagnes génocidaires contre les Kurdes, responsable de la mort de près de 2 millions de musulmans.

KENDAL NEZAN,
président de l'Institut kurde de Paris.

Ce que
les Américains
n'ont pas voulu

● par **Pierre-Jean Luizard**

Faire du Saddam sans Saddam : c'est l'objectif inavoué que Washington avait privilégié. Il n'a pas été atteint. Surtout, il a découragé les opposants irakiens, Kurdes et chiïtes compris, de soutenir une coalition qui n'a de libératrice que le nom

Le Nouvel Observateur. – *La résistance opposée par le régime irakien à l'invasion américano-britannique vous a-t-elle surpris ?*

Pierre-Jean Luizard. – Oui. J'étais de ceux qui pensaient que le régime pourrait s'effondrer assez vite, ce qui n'a pas été le cas. La manière très surprenante dont l'Amérique est entrée en guerre, puis a mené sa guerre, explique en grande partie, à mes yeux, la résistance tout à fait inattendue du régime irakien. J'en arrive même aujourd'hui à ne plus être vraiment certain que les Etats-Unis vont pouvoir gagner cette guerre. En fait, Saddam Hussein a compris très rapidement – parce qu'il a l'expérience de la politique américaine – la faiblesse essentielle de l'engagement de Washington en Irak. Cette faiblesse est politique : une fois de plus, les Etats-Unis se sont engagés dans une logique de guerre en surestimant leur puissance, ce qui leur a fait croire qu'ils pouvaient partir en guerre seuls, sans les Nations unies, en s'appuyant sur une coalition qui ne fait pas vraiment illusion et en estimant qu'ils pourraient s'imposer en excluant l'opposition irakienne. Leurs seuls véritables alliés sur le terrain, les Kurdes,

n'ont même pas été consultés. Ainsi les gens du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ont été surpris de voir un matin les Américains débarquer sans prévenir...

N. O. – *Il n'y avait pas eu de concertation préalable ?*

P.-J. Luizard. – Aucune. Tout était suspendu, en fait, à l'attitude de la Turquie.

Washington essayait de convaincre Ankara d'ouvrir son espace aérien et terrestre aux troupes américaines. Et Saddam Hussein a sans doute compris que les Américains, isolés sur le plan diplomatique, allaient être contraints de négocier avec leurs alliés des pays voisins – la Turquie et l'Arabie Saoudite – et qu'ils finiraient par leur accorder un droit de regard sur l'après-Saddam. Aux dépens, bien sûr, des Irakiens, en particulier des Kurdes, qui ont tout à perdre puisque la Turquie a juré la fin de l'autonomie du Kurdistan irakien, et des chiïtes, qui n'ont rien à perdre mais que les Saoudiens ne veulent pas voir arriver au pouvoir à Bagdad.

N. O. – *Selon Washington, il existerait un accord avec Ankara sur le Kurdistan, écartant le danger d'une intervention turque et d'une « guerre collatérale » au nord ?*

P.-J. Luizard. – Il y aurait en effet un semblant d'accord prévoyant que les Kurdes pourraient être désarmés en cas de besoin. Mais regardez ce qui se passe dans la région de Kirkouk : Saddam Hussein joue très habilement de la situation créée par les Américains. Les troupes irakiennes ont abandonné sans combattre certaines de leurs positions, ce qui incite évidemment les milices kurdes à les occuper et à avancer vers Kirkouk. Or tout le monde sait que si les Kurdes envahissent Kirkouk, la Turquie interviendra...

N. O. – *...ce qui entraînera probablement, sous une forme ou une autre, une intervention de l'Iran...*

P.-J. Luizard. – Oui. Nous assisterions alors

à une internationalisation de la crise qui ferait apparaître le régime irakien comme un moindre mal, même aux yeux des Américains. Ce qu'il fut d'ailleurs pendant de longues années, pour Washington comme pour Paris, face à l'Iran.

N. O. – *Avec les opposants chiites, quelle a été l'attitude de Washington ?*

P.-J. Luizard. – Des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran, qui abrite les principaux dirigeants de l'opposition chiite irakienne, s'étaient ouvertes et avaient même débouché sur des rencontres officielles, à Londres, sous le patronage du Département d'Etat américain, mais elles n'ont pas été poursuivies.

N. O. – *Pourquoi ?*

P.-J. Luizard. – Pour des raisons de politique intérieure américaine. Du côté chiite, en particulier de la part de l'Iran, la demande était pourtant très forte. Mais le lobby pro-Israélien de Washington, très influent au sein de cette administration, a manifesté son hostilité à tout droit de regard iranien sur l'après-Saddam et obtenu l'arrêt des discussions. Comme en 1991, les Etats-Unis ont prévenu Téhéran que toute intervention de l'Iran ou de ses protégés irakiens serait considérée comme un casus belli. Mais l'Iran et l'opposition islamiste chiite irakienne s'étaient tellement avancés sur la voie de la négociation avec Washington qu'ils ne pouvaient plus revenir en arrière et recourir aux vieux discours

anti-impérialistes de diabolisation des Américains. Depuis l'Iran, Mohammed Bakr al-Hakim, chef du Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak (CSRRI), a donc demandé à ses troupes de ne pas bouger. Il l'a même répété lorsque la rumeur a circulé, la semaine dernière, d'un soulèvement populaire à Bassora. Forte de 15 000 à 20 000 combattants, l'opposition chiite, qui est, avec les milices Badr, la seule opposition armée au régime de Bagdad – si l'on excepte les Kurdes –, est donc restée l'arme au pied. Pour le moment. C'est à mes yeux la tragédie des mouvements de l'opposition irakienne : pour des raisons diverses, ils sont paralysés ou marginalisés et ne peuvent rien faire alors que se déroule une agression majeure contre leur pays et qu'ils sont les premiers concernés et le passage obligé de toute solution à la crise irakienne.

N. O. – *Il y a peut-être une autre explication à la passivité des chiites : c'est la tragédie de 1991, où ils ont été livrés par les Etats-Unis à une répression féroce alors qu'ils venaient de se soulever.*

Milicien kurde dans un village délaissé par les troupes irakiennes. « Dans cette région, Saddam Hussein joue très habilement de la situation créée par les Américains. »

P.-J. Luizard. – C'est vrai. Les Irakiens, et notamment les chiites, ont tout de suite constaté que le premier objectif de la guerre, l'opération Choc et Stupeur, qui avait pour but d'éliminer d'emblée Saddam Hussein, avait échoué. Ils ont vu que les Américains avaient, au début des frappes, préservé la Garde républicaine, qu'ils n'avaient pas détruit la télévision, principal moyen de communication du régime. Ils ont peut-être compris, parce qu'ils ont de bonnes raisons d'être méfiants, que les Américains avaient, en fait, l'intention de sauver une partie du régime. Permettre à Saddam d'apparaître à la télévision – quelle que soit la date de l'enregistrement – c'était en effet préserver le système de coercition, c'était maintenir les Irakiens dans la peur. Et la peur, c'est ce qui fait fonctionner le régime de Saddam.

N.O. – *Il y a aussi, semble-t-il, au sud du pays, une véritable résistance chiite, qui obéit à des fatwas des autorités religieuses locales, demandant aux habitants de ne pas aider les « étrangers ».*

P.-J. Luizard. – C'est vrai, mais ces fatwas – qui n'appellent pas au djihad contre les Américains, contrairement à ce que voudrait faire croire Bagdad – révèlent non pas la loyauté des chiites par rapport à Saddam mais un patriotisme irakien totalement indépendant du régime. Elles sont différentes de celles qui avaient été promulguées en 1914, lors du débarquement des Britanniques à Fao. A cette



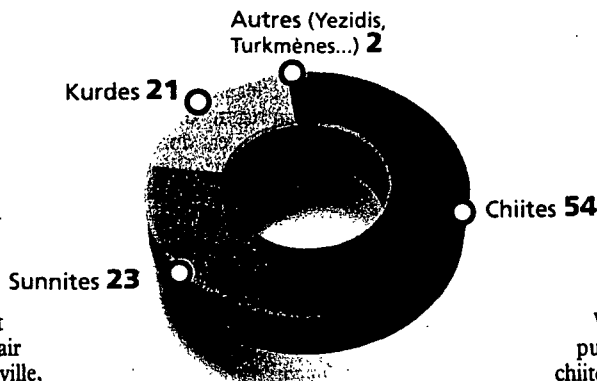
époque, tandis que la plupart des provinces arabes de l'Empire ottoman étaient entrées en révolte contre l'occupation turque, sous la conduite de Hussein, le chérif de La Mecque, et Lawrence d'Arabie, les chiïtes irakiens, déjà sous la domination d'un pouvoir sunnite – celui des occupants ottomans –, avaient répondu en masse à l'appel au djihad des religieux qui leur demandaient de défendre l'Etat musulman, c'est-à-dire l'Etat ottoman, contre l'envahisseur britannique.

Ces chiïtes irakiens qui résistent aujourd'hui aux Américains ont-ils la même attitude ? Non. Malgré les images de propagande montrant les civils de Nassiriya, qui ont résisté pendant plus d'une semaine aux marines, il est clair que ce ne sont pas les habitants de cette ville, bombardée à l'arme chimique par la Garde républicaine de Saddam en 1991, qui se sont battus pour défendre un régime bien plus féroce en matière de répression que les occupants britanniques ou turcs. Certains de ces chiïtes, encore minoritaires, se sont rapprochés des fondamentalistes sunnites et ont pris les armes contre les Américains, mais la majorité obéissent aux dirigeants qui leur ont demandé de ne rien faire. Que disent, d'ailleurs, les fatwas qui les guident ? Elles n'appellent pas au djihad mais « interdisent aux musulmans d'apporter une aide sous quelque forme que ce soit aux étrangers qui envahissent le territoire musulman d'Irak ». Ce qui, en clair, ne signifie pas « prenez les armes » mais « restez calmes, faites le hérisson, on verra plus tard ».

N. O. – Vous pensez que les Américains, au moins dans un premier temps, ont réellement voulu préserver le régime irakien ?

P.-J. Luizard. – Ce que je sais, c'est que, dans le scénario qui avait leur préférence, ils prévoyaient, après avoir marginalisé les oppositions irakiennes, de « faire du Saddam sans Saddam », c'est-à-dire d'utiliser l'essentiel du pouvoir tel qu'il existe, après avoir « recyclé » ses corps d'élite : forces de répression et fonctionnaires. Les Etats-Unis voulaient laisser à Saddam Hussein la possibilité d'apparaître à la télévision car des négociations – qui n'ont finalement pas abouti – étaient en cours avec le président irakien. Les Américains proposaient le départ en exil de Saddam et de neuf personnes de son entourage. Saddam demandait à être accompagné de cinquante personnes de son clan, ce qui avait provoqué l'échec des négociations. Mais les Américains estimaient que la violence des bombardements inciterait le dictateur à céder et qu'il apparaîtrait à la télévision pour dire à ses troupes : « Arrêtez de vous battre, je pars en exil. » Ils étaient convaincus qu'il était possible de faire l'économie d'une guerre en frappant à la

Les communautés irakiennes (en pourcentage)



Source : « La Question irakienne » / Pierre-Jean Luizard/Fayard

tête de l'Etat, c'est-à-dire en contraignant Saddam à s'exiler, ce qu'il a refusé, ou en l'éliminant physiquement, ce qui a échoué. La tragédie, aujourd'hui, c'est que les Américains, qui ont marginalisé les Kurdes, écarté les chiïtes, imposé un vide politique total dans la zone arabe de l'opposition, ont pris le relais de Saddam Hussein pour rendre très difficile – sinon impossible – une solution irakienne à la crise irakienne.

N. O. – Est-il imaginable aujourd'hui qu'une partie au moins du dispositif de protection de Saddam Hussein le trahisse et le renverse ?

P.-J. Luizard. – Tout dépend de ce qu'il reste du système de coercition. Je n'ai jamais vu ailleurs une telle machinerie de terreur, sinon au plus fort de l'ère stalinienne. Et elle est à l'œuvre depuis trente ans. Ce qui signifie que la société irakienne est gangrenée jusque dans ses profondeurs. Le fait que les Américains n'aient pas écarté d'emblée le recours à certains éléments au moins de ce système laisse subsister un doute qui joue en faveur du régime. Un régime qui n'hésite pas à prendre en otage la population. Au début de la guerre, le maintien en place de ce système de coercition expliquait à lui seul la résistance irakienne. Aujourd'hui, je dirais que la coercition demeure mais que le patriotisme prend une place de plus en plus importante de jour en jour, au fur et à mesure que les bavures américaines se multiplient. Tant que les Américains n'auront pas clairement renoncé à l'idée de faire du « Saddam sans Saddam », et affirmé leur intention de s'appuyer sur les forces politiques de l'opposition irakienne, Kurdes et chiïtes compris, personne ne croira vraiment qu'ils sont venus en libérateurs. Mais pour dire les choses franchement, j'ai bien peur

que l'irrationalité qui a conduit au choix de la guerre ne préside aussi à la définition de la stratégie militaire et politique du Pentagone.

N. O. – Quels scénarios de sortie de crise peuvent-on imaginer ?

P.-J. Luizard. – J'hésite entre un scénario catastrophique – prolongation et durcissement de la guerre, qui ferait de l'Irak un deuxième foyer de colère arabe avec la Palestine –, porteur de risques de déstabilisation réellement affolants, et un scénario moyennement catastrophique dans lequel les Américains, se rendant compte qu'ils vont au désastre, se rattraperaient à ce que j'appellerais la « planche de salut irakienne ». Avec l'aide de Téhéran, Washington, dans cette hypothèse, s'appuierait sur une partie de la communauté chiïte irakienne pour donner une forme de légitimité à leur présence en Irak. Les Iraniens n'attendent que ça. Reste à savoir si les Américains seront capables de saisir cette occasion. Il faut pour cela qu'ils acceptent de dire qu'ils renoncent à un gouvernement militaire direct, qu'ils sont prêts à favoriser, avant même la tenue d'élections, un gouvernement irakien d'union nationale et qu'ils invitent toutes les forces d'opposition, même celles qui les ont combattus, à y participer.

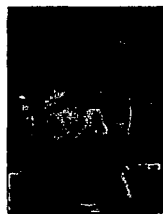
N. O. – Ce scénario suppose la chute de Saddam, c'est-à-dire, probablement, la prise ou la reddition de Bagdad...

P.-J. Luizard. – Pas forcément. Si les chiïtes obtenaient rapidement l'assurance que les Américains ne feront pas de « Saddam sans Saddam » et qu'il n'y aura pas de retour en arrière, leur patriotisme s'exprimerait sans doute assez vite sous la forme d'un soulèvement contre le régime. Ce qui pourrait changer le destin de la guerre. Les Américains sauront-ils faire ce choix à temps ? Rien ne permet de le penser.

N. O. – Vous excluez une solution diplomatique internationale ?

P.-J. Luizard. – Non. Il y a aussi – mais elle est aujourd'hui assez utopique – l'hypothèse d'une conférence internationale sous l'égide des Nations unies à laquelle seraient invités tous les représentants de la population irakienne – le mouvement kurde, le mouvement nationaliste arabe, le mouvement religieux chiïte, le Parti communiste et d'autres. En présence des représentants des pays voisins – Iran, Turquie, Jordanie, Egypte, Arabie Saoudite, Koweït – les Irakiens seraient invités à négocier les termes d'une nouvelle coexistence pacifique, sachant que les institutions créées par les Britanniques en 1920 ont fait faillite. Reposant sur un fédéralisme décentralisé basé sur le découpage des anciennes provinces ottomanes – plutôt que sur une division ethnique arabokurde – et sur un concordat entre l'Etat et la direction religieuse chiïte, un nouvel Etat irakien représentatif de sa population pourrait voir le jour. Ce serait pour moi le scénario idéal. Mais on en est très loin...

Propos recueillis par
RENÉ BACKMANN



Chercheur au CNRS (Groupe de Sociologie des Religions et de la Laïcité), Pierre-Jean Luizard, 48 ans, qui a vécu huit années en Irak, est spécialiste d'histoire contemporaine de l'Islam dans les pays arabes. Il a publié en septembre 2002, aux Editions Fayard, « La Question irakienne » 368 p., 20 euros.

NORTHERN FRONT

Kurds advance on Mosul road

By Harvey Morris at Mandan Bridge, northern Iraq

Bedding, mess tins, water bottles and ammunition boxes scattered on the surrounding hillsides marked the swift retreat of Iraqi forces from frontline positions. Military trucks stood abandoned along the 3km of road leading from the checkpoint to Mandan Bridge.

The Kurdish *peshmerga* fighters yesterday ploughed a gap through an earth embankment that just 24 hours earlier protected this Iraqi forward checkpoint. The battle began on Tuesday afternoon after US aircraft bombed Iraqi positions, from which mortar fire had been

targeted on the nearby Kurdish-held town of Bardarash. The Iraqis began to pull back but, as Kurdish soldiers moved forward, they came under fire. "We weren't thinking of fighting them," said Lieutenant Daoud Taeb, a Kurdish officer. "We were just trying to secure the area."

Lt Taeb said the bridge, which crosses a tributary of the Zab river, a tributary of the Tigris, was a strategic point on the road to Mosul. He did not know how far the Iraqi forces had withdrawn beyond the bridge but said it could be as much as 10km.

A handful of US special forces, who yesterday mingled with dozens of heavily

armed *peshmerga* just meters from the bridge, were less sure. They said the position, dominated by the Maqloub mountain, where about 100 Iraqi soldiers are believed to be holed up, was not secure. "I don't know where the Iraqis are," said Captain Ed Kroot. "We're leaving."

The captured territory includes Kailan, a small Kurdish village of 200 families that until yesterday was under Iraqi military control. Villagers emerged from their homes to watch *peshmergas*, armed with machine guns and rocket launchers, head for the new front line.

Jalil Shawkat Ahmed said the fighting lasted several hours and was heaviest near the checkpoint. He said US aircraft had bombed targets in the area in the previous two days. On the far side of the bridge was the wreckage of two Iraqi vehicles hit by the US bombing. The bodies of a number of Iraqi soldiers were buried nearby.

Ahmed said he and other villagers had kept to their homes since the war began. "We were restricted. We couldn't move. God willing, they will not come back. We will move them all the way to Mosul."

US B-52s yesterday staged the heaviest day of bombing along the northern front since the war began. From daybreak until dusk the clear sky was thick with vapour trails as the bombers concentrated their attacks on Domisa and Faida, two Iraqi towns due north of Mosul near the shores of Saddam's Lake. At least one aircraft at a time could be seen flying wide circles over the front for most of the day.

Much of the western sector of the northern front is on flat farmland where Kurdish and government-held settlements, such as Faida, are sometimes just meters apart. If Faida falls, coalition forces would be close to controlling the main highway south to Mosul, tightening the noose on the mixed Arab, Kurdish and Turkoman city.

Des missiles ont été lancés sur la ville de Kifri

Saddam Hussein frappe le Kurdistan

Les forces de Saddam Hussein ont commencé à s'en prendre aux positions kurdes du nord, le long de la frontière avec le territoire irakien. Après avoir lancé plusieurs missiles, la semaine dernière, sur Chamchamal, l'armée irakienne vient d'attaquer violemment la ville de Kifri. Le président irakien a appelé, hier, les chefs kurdes à ne pas s'allier aux « envahisseurs » américains et à ne pas s'opposer aux troupes irakiennes. « Je vous conseille de ne rien précipiter que vous pourriez regretter. Comme vous le savez, ce commandement et l'Etat qui mènent la confrontation (...) vont rester en place », a-t-il menacé.

Sulamaniya, au nord de l'Irak : de notre envoyée spéciale Delphine Minoui

Allongée sur son lit d'hôpital, Shler cresse de sa main gauche le visage de son bébé, dont le corps vient d'être intégralement plâtré. « Il ne s'en remettra jamais », dit-elle. La jeune femme kurde de 25 ans est encore sous le choc de l'incident. Elle s'appretait à rentrer à la maison - son petit d'un mois dans les bras -, quand les soldats de Saddam Hussein ont commencé à lancer des missiles, mardi, sur sa ville, Kifri, à la frontière avec le

territoire irakien, sous contrôle de Bagdad.

Shler se souvient juste d'une explosion, puis c'est le trou noir. Elle s'est réveillée hier dans ce service des urgences de Sulamaniya, au nord-est de Kifri. Les chirurgiens ont dû amputer un des doigts de sa main droite. Namân Samir, son mari, est légèrement blessé. Mais Shadan, le plus jeune de ses trois enfants, souffre d'importantes fractures. « Qu'a fait mon bébé pour mériter les coups de Saddam Hussein ? Pourquoi s'attaquer à des innocents ? », se lamente Shler. D'après les témoignages, les centaines de tirs de roquettes et de missiles irakiens sur Kifri, survenus dans la journée de mardi,

entre 11 heures et 19 heures, ont provoqué la mort de trois personnes et blessés vingt-cinq civils. Onze d'entre eux se trouvent actuellement sous traitement aux urgences de Sulamaniya. Plusieurs soldats kurdes souffrent également de blessures.

L'attaque irakienne a eu lieu à la suite d'une série de bombardements américains sur les positions de l'armée irakienne, non loin du poste frontière de Kifri, qui sépare l'Irak du territoire kurde, autonome depuis 1991. Elle intervient également quelques jours après que les troupes américaines ont commencé à collaborer ouvertement avec les Kurdes du nord de l'Irak, en déployant de nombreux effectifs sur différentes bases aériennes du Kurdistan. L'objectif est de constituer une version revisitée du front nord, après le refus de la Turquie de laisser transiter 60 000 hommes sur son territoire sans participation de ses troupes. D'après la télévision kurde, plusieurs missiles irakiens seraient également tombés mardi, à proximité de Salahhedine, chef du Parti démocratique du Kurdistan.

C'est dans cette même ville qu'a eu lieu, il y a un mois, la conférence de l'opposition irakienne, pour plancher sur l'avenir de l'Irak. Salahhedine se trouve aussi à proximité de l'aéroport de Harir, où ont été parachutés la semaine dernière quelque 1 000 soldats américains. Selon Molla Bakhtiar, membre du bureau politique de l'UPK et commandant militaire de Kifri, « Saddam Hussein pourrait réagir encore plus violemment au fur et à mesure que les forces de la coalition se rapprochent de Bagdad ».

Pour lui, comme pour beaucoup de Kurdes, l'actuelle collaboration avec les Américains fait du Kurdistan une cible légitime. Mais la population kurde se dit majoritairement prête à en payer le prix. « Quand nous n'étions pas si proches des Américains, nous étions déjà les victimes de Saddam Hussein », remarque Aziz Hadi, un étudiant de Kifri. « Saddam Hussein a toujours joué avec nos vies. Il nous poursuivra jusqu'à sa mort », ajoute Yerich Nouri, blessé au bras dans un tir de missile irakien.

TURQUIE

L'éternelle obsession kurde d'Ankara

Turcs et Américains ne sont pas d'accord sur l'avenir de l'Irak. Leur principal point de divergence porte sur le Kurdistan irakien, qui angolisse Ankara, explique l'intellectuel kurde Halkawt Hakim.

Il ne se passe pas un jour sans qu'Ankara affirme sa détermination [à passer outre au souhait des Américains et] à envahir les régions de Mossoul et de Kirkouk. En même temps, afin de rassurer leur opinion publique, les militaires et les politiques turcs soulignent en permanence que la Turquie est un pays qui compte aux yeux de l'Oncle Sam. Il en va ainsi de la Turquie : les choses ne sont jamais simples avec cette puissance en déclin depuis quatre siècles et frappée pour cette raison d'un complexe d'infériorité. En ce moment, c'est le Kurdistan irakien [de facto autonome depuis 1991] qui donne des sueurs

froides aux responsables turcs. Ils sont inquiets surtout depuis que leur propre vision de l'avenir de l'Irak commence à diverger de celle des Etats-Unis. La première guerre du Golfe avait abouti à l'instauration d'une zone de sécurité pour les Kurdes de l'Irak. Depuis, la politique turque s'est obstinée à présenter la situation dans le Nord irakien comme une menace fondamentale. Cette crainte n'était pas motivée par la présence de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, anciennement dirigé par Abdullah Öcalan), mais par la possibilité qu'une politique de faits accomplis se traduise dans la durée par la reconnaissance officielle des territoires autonomes et fournisse un modèle aux Kurdes de Turquie.

Dans le contexte de la guerre, les Kurdes constituent un important facteur de déstabilisation pour Saddam Hussein. La ville de Kirkouk est à portée de main des Kurdes. Ils connaissent parfaitement la région et y disposent d'alliés locaux qui considèrent comme eux que la ville leur appartient pour des raisons à la fois historiques et démographiques. La majorité de ses habitants est en effet kurde depuis des siècles. Quant à l'armée américaine, elle pourra compter sur l'appui de ses alliés kurdes et n'aura pas besoin d'exposer ses

soldats à des risques majeurs. Il n'en est pas de même pour ce qui est de l'armée turque, qui, si elle devait décider d'aller à Kirkouk, se retrouverait au milieu d'une foule hostile à plusieurs centaines de kilomètres des frontières turques. Les habitants de la région, qui ont appartenu à l'ancien Empire ottoman, savent que les Turcs représentent une menace pour eux.

La Turquie est actuellement dans une situation économique catastrophique, à bien des égards comparable à celle de l'Argentine. Son unique force réside dans sa position géopolitique, qui lui permet de négocier encore son soutien aux Américains. La Turquie est militairement forte, mais économiquement faible. Elle ne renoncera pas à son rêve d'accaparer les richesses pétrolières concentrées autour des villes de Kirkouk et de Mossoul. Toutefois, les Américains ne sont pas des rêveurs, mais des gens réalistes. Ils laisseront peut-être les Turcs entrer au Kurdistan irakien pour un certain temps. Mais, même avec une présence militaire turque dans le nord de l'Irak, l'idée d'un Kurdistan indépendant restera la grande frayeur d'Ankara. **Halkawt Hakim, Al Hayat, Londres**

La Syrie entre dans la guerre des mots et se déclare « du côté du peuple frère d'Irak »

Se sentant « diabolisé », Damas craint d'être la prochaine cible

DAMAS

de notre envoyé spécial

Alors que, dans les rues de Damas, grouillantes sous un soleil printanier, rien ne laisse supposer qu'un redoutable conflit est engagé dans un pays voisin, ayant 600 km de frontière commune, la Syrie est bel et bien entrée dans la guerre... des mots. Tournant le dos à la retenue et à une habileté diplomatique frisant parfois le machiavélisme, le régime syrien a répondu avec une rare virulence aux accusations, assorties de menaces à peine voilées, portées contre lui par le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, affirmant que des « équipements militaires » avaient été « acheminés de la Syrie vers l'Irak », puis par le secrétaire d'Etat, Colin Powell, accusant Damas de « soutenir directement les groupes terroristes et le régime à l'agonie de Saddam Hussein ». Sommée de « choisir son camp », Damas l'a fait sans ambiguïté. Et en deux temps.

Dans un entretien publié le 27 mars par le quotidien libanais *Al-Safir*, le président Bachar Al-Assad a dénoncé les « pressions » américaines. Pariant sur un enlisement américain et prédisant une « résistance populaire arabe » qui empêchera, selon lui, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de « contrôler » l'Irak, il a souhaité l'échec d'une intervention militaire

qui aurait pour but de « remodeler la région de la manière qui convient » à l'Amérique.

Dans une déclaration d'un porte-parole du ministère des affaires étrangères, le 31 mars, le gouvernement syrien s'est ensuite offert le luxe de l'humour grinçant pour souligner que la Syrie a choisi d'être « du côté de la légitimité internationale représentée par les Nations unies » et de s'associer au « consensus international officiel qui dit non à l'agression contre l'Irak, non au bombardement des villes et à la tuerie de civils innocents, non à la destruction des maisons, des stations électriques et de pompage de l'eau ». Dans cette déclaration, la Syrie affirme enfin avoir choisi d'être au côté du « peuple frère d'Irak » confronté à une « invasion illégitime et injustifiée pour laquelle toutes sortes de crimes contre l'humanité sont commis ». A l'évidence, la Syrie ne semble pas disposée à s'engager dans la « voie plus porteuse d'espoir » que lui conseillait le secrétaire d'Etat américain.

Bien que n'étant pas encore désignée comme faisant partie de « l'axe du Mal », la Syrie se sent déjà suffisamment « diabolisée » pour être persuadée qu'elle sera le prochain objectif des Américains. Cette crainte qui, à Damas, transpire aujourd'hui dans toutes les conversations, pourrait avoir incité le

prudent Bachar Al-Assad à une sorte de sursaut, déclenché par un mélange de fierté nationale et de dignité écornée, au risque de donner des arguments à ses possibles futurs adversaires.

Même si elle n'a fait qu'exprimer sa solidarité avec le « peuple » irakien - en se gardant d'évoquer le régime -, la Syrie semble, à travers cette revendication de « fraternité », mettre en veilleuse ses graves dissensions avec son voisin, qui ne dispose même pas d'une représentation diplomatique à Damas et contre lequel elle s'était clairement prononcée lors de la guerre de libération du Koweït, en 1991.

Comme le remarque le Dr Ghasan Rifai, fondateur à Damas du quotidien *Teshrine* puis responsable, durant vingt-deux ans, du bureau parisien de l'Agence syrienne de presse, le fait que le parti Baas - dont deux branches concurrentes sont au pouvoir à Bagdad et à Damas - soit désormais explicitement désigné comme cible par les stratèges américains peut également avoir joué un rôle dans la crispation du régime syrien.

Ce durcissement de ton est surtout en phase avec l'opinion de la rue syrienne, ivre de frustrations et chauffée à blanc par les images des victimes civiles irakiennes, diffusées par les télévisions (chaînes d'Etat

syriennes, Al-Jazira mais aussi TV5, très regardée, y compris dans les ministères) et largement reprises par la presse. Mardi 1^{er} avril, le *Syria Times*, seul quotidien en langue anglaise, proche du pouvoir, titrait un éditorial sur les tentatives de dissimulation des tragiques « bavures » et les fausses rumeurs de la guerre : « Ils mentent parce qu'ils perdent. »

La colère - frisant la rage - à l'encontre des Etats-Unis qui a saisi les Syriens de tous bords, y compris ceux de l'opposition « tolérée », s'exprime peu dans la rue où la seule manifestation de grande ampleur, il y a dix jours, était encadrée par les multiples relais du régime - mais est très perceptible dans les lieux de culte où tous les dignitaires religieux, chrétiens et musulmans, ont appelé à la solidarité avec les victimes d'une « guerre illégitime ». Le grand mufti sunnite de Syrie, le cheikh Ahmad Kiftaro, réputé modéré, est allé jusqu'à inciter à des « opérations de martyrs contre les envahisseurs belliqueux ». C'est dire que les « volontaires » syriens filmés dans le nord de l'Irak sont déjà considérés comme des héros. « Ils ont bien l'accent de chez nous », notait un industriel de Damas devant son petit écran.

Des paroles aux actes, il y a cependant un grand pas. Sans oser parler

de rodomontades, tous les observateurs locaux s'accordent pour évaluer l'éventualité d'une entrée directe de la Syrie dans la « vraie » guerre. Ils n'en sont pas moins angoissés par la perspective de se retrouver un jour pris dans un étau entre l'Irak « américanisé » et Israël, objet de toutes leurs rancœurs. Chacun d'eux insiste sur le fait que M. Powell s'exprimait devant le Comité des affaires publi-

ques israélo-américain (Aipac), considéré ici comme un groupe de pression pro-israélien auprès du Congrès américain. Et certains d'ajouter: « comme si l'administration américaine cherchait à obtenir un

nouveau certificat de bonne conduite ».

Robert Belleret

Kurds fight for status, monitor war

By Harumi Ozawa
Daily Yomiuri Staff Writer

Hundreds of Turkish Kurd asylum-seekers are concerned about their "Kurdistan" homeland in Turkey, which borders Iraq and is once again being threatened by military conflict, as they fight to be recognized as refugees in Japan.

The exact number of Turkish Kurds in Japan is not known as the Immigration Bureau categorizes them by their nationality as Turkish.

The Justice Ministry has received a total of 1,776 applications for refugee status over the 10 years ending in 2002. As many as 400 of them are believed to have been submitted by Turkish Kurds, but none of those applications was approved.

Meryem Kosal, 26, followed her husband and separately entered Japan in 2000 to seek asylum. Her mother-in-law and toddler daughter also separately sought refuge in Japan.

All were rejected. Kosal and her family members, including a newborn baby, are now on "temporary release," a limbo status devised by the Immigration Bureau.

They do not know how long the temporary status will last. That of Kosal's husband abruptly ended in December.

"Immigration officials suddenly detained my husband and his brother when they reported to an immigration office as required under the temporary release status every month," she said. "I don't know why they had to be detained. I want my husband to be with our children."

A wave of Kurdish refugees, a minority ethnic group from a region that is currently divided among a number of countries, including Iraq, Iran, Syria and Turkey, hit Western Europe following an Iraqi campaign of forced evacuation and destruction of Kurdish villages coupled with Turkish military and political oppression in the early 1980s, according to Paris-based Kurdish Institute's Web site. As many as 850,000 Kurds live in western Europe, with the largest community of 500,000 in Germany.

When xenophobic sentiment began to rise in European nations, the respective governments began to tighten their refugee policies, and many Turkish Kurds headed to Japan—which allows Turkish nationals to stay for up to three months without visas—from the late 1990s, according to Kiyoshi Nakagawa, a freelance journalist and researcher on Kurds.

However, even refugees recognized by

the U.N. High Commissioner for Refugees have not been recognized as such by the Japanese authorities.

One of them, Sena Celik, came to Japan in 1995 as he was unmarried to a Japanese, but later divorced. Celik, 37, had a nine-year career as a journalist in Turkey. He was informed that 12 of his journalistic colleagues were killed in one year, and that a Kurdish satellite television had aired a report on him in Europe.

He decided to file for refugee-status in 1998, which began his struggle with Japan's complex and rigid refugee policy, which has long been criticized as a gate that never opens.

"I filed another application under the instruction of the United Nations, but it was also rejected," he said bitterly, while displaying his UNHCR refugee certification.

Celik is currently living in Japan on an annual special residential permit and has not yet heard of the result of his asylum appeal court case.

"I made the refugee application, and they (Immigration Bureau officials) interviewed me 38 times," he said angrily. "The officials said to me, 'Japan is an island country, so we don't accept refugees.' But Japan is a signatory of the (U.N.) refugee convention, isn't it?"

Celik said he was determined to fight the refugee policy for himself and other Kurdish asylum-seekers in Japan, because "the officials arrest them and put them in jail like sheep without a shepherd."

Celik is also very concerned about the U.S.-led war in Iraq because if Turkish troops enter the Kurdish autonomous district in Iraq, the system of autonomy that has been established since the Gulf War would be destroyed.

"Kurdish people don't want war in their land," he said.

However, he also sees the outbreak of the war as a possible opportunity to unify Kurdish people. "For the first time in the history, this is a big chance for Iraqi Kurds, Turkish Kurds and other Kurds to unite," he said.

Nakagawa said that Kurds living overseas to escape persecution—including those in Japan—are carefully monitoring the war for opportunities that may produce a positive outcome for their people.

"The Turkish Army wants to send troops into Iraq as it fears the rising Kurdish independence movement in Iraq to instigate the Turkish Kurds," he said. "Kurds in other areas are closely watching to see if the Iraqi Kurds are able to make



The Daily Yomiuri

Celik prepares a kebab at a booth he works at in Tokyo.

any progress toward independence after the war. It is an issue that will have considerable impact on the Turkish Kurds."

Nakagawa rejected the oft-voiced criticism from within the antiwar movement that Kurds in northern Iraq are complicating the conflict by siding with the United States, while the prowar camp simultaneously treats the Kurds as mere mercenaries.

"Both views are highly insulting to the Kurds," he said. "Historically, they have been caught in the situation with a tiger (Saddam) in front and a wolf (Turkey) behind them."

"Kurdish self-determination is not being discussed at all in this war," he said.

the Daily Yomiuri

April 3 2003

Une pétition pour l'action américano-britannique

Avec Washington et Londres, pour le peuple irakien

Des soldats américains et britanniques ont engagé le combat contre la tyrannie de Bagdad. Ils sont soutenus par les gouvernements de plusieurs démocraties, telles l'Espagne, l'Australie, la Pologne, la République tchèque et le Danemark. Nous regrettons que la crise irakienne n'ait pas trouvé de solution dans le cadre de l'Organisation des Nations unies. Mais depuis le matin du 21 mars nous sommes entrés dans une autre phase, celle d'une guerre opposant les deux plus anciennes démocraties du monde, Royaume-Uni et Etats-Unis, à la tyrannie sanglante de Saddam Hussein. Dans cette situation, nous ne pouvons accepter les discours qui renvoient dos à dos George W. Bush et Saddam Hussein. Les pacifistes doivent admettre qu'à partir du déclenchement des hostilités leur combat a changé de nature. En demandant le « cessez-le-feu immédiat » ou « le retrait des troupes américaines d'Irak » avant la défaite de Saddam Hussein, ils ne servent pas la paix, mais le maintien au pouvoir du dictateur de Bagdad. Pour notre part, nous choisissons le camp du peuple irakien. Sa liberté dépend désormais de la victoire des armées anglo-américaines et de la coalition qui les soutient. Nous n'accordons pas pour autant un blanc-seing à l'Administration Bush et souhaitons pour l'après-guerre que le sort de l'Irak soit remis dès que possible entre les mains de ses habitants dans le cadre d'un Etat fédéral. La liberté et la démocratie ne doivent pas être un luxe réservé aux pays occidentaux. Le peuple d'Irak y a droit lui aussi, comme tous les autres peuples de la région. Nous sommes à ses côtés dans l'attente d'une capitulation sans conditions de la dictature qui l'opprime depuis plus de trente ans.

Jean-Marie Allafort, journaliste ; Laurent Arthaud, auditeur stratégique ; Joël-Alexis Balkiewicz, étudiant ; Cendrine Barruyer, journaliste ; Wolf Biermann, chanteur (Allemagne) ; Nicolas de Boigne, négociant ; Vladimir Boukovski, écrivain (Russie) ; Claire Brière-Blanchet, journaliste ; Claudie Broyelle, écrivain ; Jacques Broyelle, écrivain ; Pascal Bruckner, écrivain ; Christian Chomienne, magistrat ; Gérard Chomienne, professeur de philosophie ; Ester Coelho, médecin (Portugal) ; Stéphane Courtois, historien ; Vitor Cunha, journaliste

(Portugal) ; Chantal Delsol, philosophe ; Susanna Dörhage, journaliste ; Jean-Marie Doumas, conférencier ; Georgés Filip-Lefort, ingénieur ; Marta Freyde, médecin (Cuba) ; Esther Gerber, réalisatrice ; Edmond Grimberg, professeur d'histoire ; Gérard Grunberg, politologue ; François Guillaumat, économiste ; Nancy Heikin, scénariste ; Felix-José Hernandez, historien ; Roland Jaccard, philosophe ; Jean-François Kesler, universitaire ; Annie Khayat, avocate ; Joel Kotek, historien (Belgique) ; Arthur Kriegel, médecin ; François Lafon, historien ; Max Lagarrigue, historien ; Vincent

Laloy, chercheur ; Gabriel Latimier, ingénieur ; Stephen Launay, politologue ; Michel Laval, avocat ; Bertrand Lebeau, médecin ;

Denis Lefebvre, journaliste ; Marc Lefevre, physicien ; Cyrille Le Quelle, documentaliste ; Pierre Lorrain, historien ; James Macmanus, journaliste ; Sylvia Manzoni, journaliste ; Violaine de Marsangy, journaliste ; Jean-François Mattéi, philosophe ; Jacqueline Mawas, médecin ; Gérard Meyer, industriel ; Anne-Elizabeth Moutet, journaliste ; Laurent Muller, chef d'entreprise ; Kendal Nezan, physicien (Kurdistan) ; Marc Osouf, correcteur ; Mona Ozouf, historienne ; Didier Pasamonik, éditeur (Belgique) ; Robert Pépin, traducteur ; Jean-Michel Perraut, pasteur ; Alain Richemond, économiste ; Jacques Rigoulot, médecin ; Pierre Rigoulot, historien ; François Savatier, journaliste ; André Sénik, professeur de philosophie ; Georges-Henri Soutou, historien ; Isabelle Stal, professeur de philosophie ; Pierre-André Taguieff, chercheur ; Florence Taubmann, pasteur ; Michel Taubmann, journaliste ; Evelyne Tchirhart, enseignante ; Françoise Thom, historienne ; Dany Tissier, documentaliste ; Guy Tissier, ingénieur ; Candida Ventura, politologue (Portugal) ; Yann Yakubowicz, chargé de communication ; Ilios Yannakakis, historien.

LE FIGARO VENDREDI 4 AVRIL 2003

As immigrant Arabs flee, Kurds start to go home



A family fleeing northern Iraq Newsha Tavakolian

BY PATRICK COCKBURN
in northern Iraq

THOUSANDS OF Arab families are fleeing their villages in northern Iraq, leaving behind only a few sheep dogs and donkeys, as the Iraqi army retreats and Kurds return to land from which they were expelled.

The exodus, started by the disintegration of Iraqi government control, may be among the largest in the Middle East for many years as 300,000 Kurds, deported or forced to leave their homes in Kirkuk and Mosul provinces, go home.

"I feel happy the Arabs have left our land," said Mahmoud Ramazan, the *mukhtar* or village leader of Gurilan village east of Mosul. For 30 years there have been two Gurilans, a shabby Kurdish village and a more modern Arab settlement of the same name.

Mukhtar Mahmoud, a grizzled 48-year-old in Kurdish uniform, said: "My father and grandfather farmed this land, though I have not seen it since we were expelled in 1974. They replaced us with Arabs from al-Jezira near the Syrian border. They took away all their furniture, but the last left this morning and they shot at us."

The Arabs had built their own village on Kurdish-owned land. Yesterday its little white-painted mosque and the school were shuttered and deserted. The local Kurdish government,

THE INDEPENDENT
Friday 4 April 2003

fearful of Turkish intervention, has told people to await instructions before going home.

They have forbidden their *peshmerga* to head for Mosul or Kirkuk. But Mr Mahmoud and the other Kurdish villagers were armed and looked as if they knew how to use their sub-machine-guns. One villager said: "We don't need anything except that Saddam Hussein should leave us alone."

The Iraqi army has been falling back, from a broad swath of territory, north of the

road linking Mosul and Kirkuk. A few soldiers remained in the town of Bahra on the western approaches to Mosul.

Twenty miles from Gurilan, Amir Sheikani was at another empty Arab village, Shamanar, south of the Kurdish capital, Erbil. He said: "I left in 1987. Iraqi forces came and chased us out. Then the Arabs came and built this one."

The abandoned Arab houses of Shamanar looked very different from a Kurdish village, each with a little tower to give ventilation and access to the

roof. "We will not live in their houses," Mr Sheikani said. "We are 160 families now and when we return we will live in tents."

It will be difficult to prevent the Kurds returning to their lost lands despite the efforts of the Kurdish government, the United States and the Turks to stop them. *Peshmerga* checkpoints make little difference because the country is criss-crossed by dirt tracks used by smugglers bringing cheap fuel from Iraq.

A real crisis may come over the fate of Kirkuk, which

Turkey considers a red line. Kurdish leaders have promised the US they will not try to take the city, but if the Iraqi army disintegrates Kurds in north Kirkuk city will inevitably return and Arabs living in the south, may flee.

Patrick Cockburn is the co-author, with Andrew Cockburn, of 'Saddam Hussein: An American Obsession'

L'échappée belle des soldats de Saddam au Kurdistan

Kurdistan irakien : de notre envoyée spéciale Delphine Minoui

Depuis plusieurs jours, de nombreux déserteurs ont trouvé refuge au Kurdistan irakien, enclave de liberté depuis 1991. Parmi eux : Bassam Salah Madloul, jeune soldat dans l'armée régulière. Après 9 ans de services rendus au régime irakien,

il a choisi la fuite, au risque de sa vie. Réfugié depuis 10 jours au nord de l'Irak, il attend avec impatience la chute du régime, au fur et à mesure que les troupes de la coalition se rapprochent de Bagdad. C'était sa dernière chance. Il l'a saisie sans réfléchir. Au risque d'être abattu par les unités du comité d'exécution, spécialement créé par les baasistes pour décourager les déserteurs.

Bassam Salah Madloul a

28 ans, et déjà de nombreuses rides sur son visage filiforme. Après 9 ans de bons et loyaux services rendus à l'armée irakienne, il a tout simplement craqué.

« Dès les premières heures de l'attaque américaine en Irak, on nous a mis sous pression. On travaillait de 6 heures du matin à minuit. On nous faisait construire des tranchées au sud de Kirkouk pour préparer la contre-attaque. Et tous les jours,

on avait un entraînement spécial pour se battre contre les troupes de la coalition. On nous a même fourni des masques à gaz et des ampoules d'atropine », raconte le jeune homme. Tout s'est passé très vite. Quelques jours après le début de l'offensive américaine, Bassam réalise qu'il n'est pas prêt à défendre Saddam Hussein, dont il ne partage pas les valeurs.

Moshriq Ahmed Hachem et



Quatre Irakiens, qui se disent soldats déserteurs venus de Bagdad, donnent une conférence de presse à Sulamaniya, ville du nord contrôlée par les Kurdes. Ils affirment avoir dirigé, depuis 1991, un groupe occulte de dissidents contre Saddam. (Photo Nikola Solic/Reuters.)

Abbas Fahid Muhsin, ses deux seuls amis de confiance au sein du 435^e bataillon de la 15^e division de l'armée Farouq, au sud de Kirkouk, ont la même haine du régime irakien. Ensemble, ils décident de s'échapper en pleine nuit. Une course de 12 heures contre la mort, à travers les champs de mines, les radars cachés sur les collines et les tirs lancés d'un bunker. Quelques jours plus tôt, dix autres jeunes soldats ont été mitraillés par les cerbères irakiens, après s'être lancé le même défi. Fatigués, affamés et terrorisés, Bassam et ses compagnons ont eu la chance de s'en sortir vivants. Arrivés à Kifri, porte de la liberté qui mène à l'enclave kurde, les trois jeunes déserteurs retirent leurs habits militaires et dressent le drapeau blanc de la liberté. Au check-point, les pechmergas du Kurdistan les accueillent les bras ouverts, avec du thé et des gâteaux.

« Tout d'un coup, j'ai vu la fin

du cauchemar », s'exclame Bassam. Natif de Basra, dans le sud de l'Irak, Bassam est d'origine chiïte, comme 60 % des 22 millions d'Irakiens. Sa communauté n'a cessé d'être opprimée par le régime de Saddam Hussein, dominé par les sunnites. « Dans l'armée irakienne, les chiïtes n'ont pas le droit d'accéder à des postes stratégiques. La meilleure nourriture et les meilleurs services sont toujours réservés aux sunnites », raconte Bassam. Recruté dans une caserne aux abords de Kirkouk, au nord de l'Irak, le jeune homme a été déraciné il y a 9 ans. « Cette année, pour la première fois, le régime nous a laissés célébrer l'Ashura (cérémonie chiïte commémorant le martyre de l'imam Hossein) à Kirkouk. Mais c'était une stratégie des baasistes pour remobiliser les troupes, tout comme l'augmentation récente de nos salaires, de 3 dollars à 10 dollars par mois », remarque le jeune militaire.

Un salaire dérisoire pour venir en aide à son père, un modeste briquetier, et nourrir ses quatre frères et sœurs. « Pen-

dant les vacances (8 jours accordés tous les 2 mois), je devais à chaque fois trouver un petit boulot pour gagner un peu plus d'argent », explique-t-il. Rien à voir avec le traitement de faveur dont profite la Garde républicaine, dont les militaires sont recrutés dans l'entourage proche de Saddam Hussein. « C'est pour ça que ces gens-là continuent à résister contre les Américains », dit-il. « Ce sont tous des membres du parti Baas. Ils se défendent car ils craignent d'être tués le jour où le régime s'effondrera », remarque-t-il.

A force de griller cigarette sur cigarette, Bassam a la voix enrouée. Mais le jeune homme aux yeux cernés ne peut s'arrêter de parler. C'est plus fort que lui. Il dit que c'est son devoir de cracher tout ce qu'il a gardé en lui pendant tant d'années. « Pendant 9 ans, j'ai dû me taire », explique-t-il. La discipline de terreur, la propagande antioccidentale, les secrets militaires... Il veut tout raconter, dans le moindre détail. Comme cette ruine colportée par un voisin de ses parents, dans le quartier

Saéd de Basra. « On dit que près du terminal des taxis et des autobus, plusieurs camions suspects avaient l'habitude de venir se garer. Il y en avait environ trente. Quand ils stationnaient longtemps, quelqu'un les recouvrait de grandes tentes », raconte Bassam. « Dans le quartier, dit-il, tout le monde était sûr que ces camions transportaient des armes de destruction massive... Vous savez, les fameux camions mobiles de Sad-

dam Hussein, que les inspecteurs en désarmement nucléaire n'ont jamais pu trouver. Bien sûr, c'était trop dangereux d'en parler. On aurait pu être emprisonné pour ça. » Le silence a tout d'un coup rempli la pièce. « J'ai toujours rêvé d'insulter Saddam Hussein, mais je n'y arrive pas. J'ai grandi avec la culture de la terreur. J'ai du mal à réaliser que je suis libre. »

Bassam dit qu'il est inquiet pour sa famille, sans nouvelle de lui depuis qu'il a rejoint le Kurdistan. « Mon corps ne s'est jamais senti aussi léger. Mais mon esprit reste tourmenté », explique-t-il. « Si le régime apprend que je me suis échappé, ma famille risque gros. »

IN THE FIELD | KURDISH-CONTROLLED ZONE

U.S. and Kurdish Troops Battle Iraqis in the North

By DAVID ROHDE
with C. J. CHIVERS

OUTSIDE KHAZIR, Iraq, April 3 — At 7:45 this morning, 40 swaggering Kurdish fighters, accompanied by four American Special Operations soldiers, set out to seize control of territory abandoned by retreating Iraqi forces. The local Kurdish commander said his goal was to enter the town of Khazir, five miles up the road, by sundown.

But rather than the swift advance they anticipated, the American and Kurdish forces found themselves engaged in some of the fiercest fighting in northern Iraq since the war began.

Iraqi mortar fire pinned down two American soldiers, and American warplanes responded with airstrikes. Iraqi forces then launched a counterattack that threatened to surround the Americans. "These guys are tough," a Special Operations soldier said as night fell. "We give them a beating and they keep coming back."

The source of the unexpectedly stiff resistance was unclear. On

A fierce battle to rescue two trapped Americans.

Wednesday, Iraqi front lines appeared to be buckling as dug-in units abandoned their positions around Mosul, Iraq's third-largest city, after days of American bombardment.

For much of today, as American bombs fell around them, Iraqi men in civilian cars and trucks could be seen zipping up and down Khazir's main street, apparently preparing the town's defenses. Local Kurdish officials said they thought the men were a mixture of Baath Party members, fedayeen fighters and regular Iraqi Army soldiers.

As supplies began pouring in from Turkey today, American military officials met with the senior leaders of the two principal Kurdish parties at



A Special Forces soldier watched a battle between an American-Kurdish patrol and Iraqis.

the lakeside resort of Dokan. Two Kurdish commanders who attended the meeting said the agenda included discussions on coordinating the rival militaries so they could work closely

with American forces.

The fighting today started around 8 a.m. as Kurdish and American forces entered an area they thought Iraqi soldiers had abandoned. The Americans said they were escorting the Kurds to prevent them from being mistakenly bombed by American planes.

As they approached a gentle knoll about a mile outside of Khazir, Iraqi fighters engaged them. The Kurdish troops fired back wildly. Staff Sgt. Terry Singer, a Special Operations soldier from Choctaw, Okla., and another American soldier ran forward to guide airstrikes. The Iraqis, who apparently spotted them, rained down mortar shells for 10 minutes.

Sergeant Singer said later that when he returned the Iraqis' fire, it was the first time he had opened fire on Iraqis since he arrived. "We were shooting at them here," he said. "We pushed them back over the ridge line."

Eventually, American planes began dropping bombs on the Iraqi

mortar positions. The Iraqi forces fired another half dozen mortar rounds, but soon they appeared to withdraw. "It looks like they're getting out of Dodge," the Special Operations commander said.

Over the next several hours, however, Iraqi men could be seen moving in Khazir between bombings.

At around 4 p.m. the Iraqi counter-attack came. Iraqi fighters tried to sneak through fields to the left of the Americans' position and encircle them. They fired several rounds at the Americans, but pairs of F-14 Tomcat fighters arrived and dropped four bombs.

The attack paused, but at around 5 p.m., Kurdish fighters saw an Iraqi sneak into a bunker less than a mile away. More Special Operations soldiers arrived, followed by three truckloads of Kurdish fighters, to reinforce their position. At about 5:30, after yet another American airstrike, the Iraqis fired at least two rockets into the Kurdish-controlled town of Kalak, hitting a house, but

injuring no one.

Asked who would put up such a fight, the Special Operations commander shook his head. "I don't know," he said. "They had us in a bad spot there for a while."



American troops and Kurdish guerrillas conferred before calling in U.S. airstrikes against Iraqi troops after meeting strong resistance near Khazir.

Syria's role

Fierce words, tied hands

DAMASCUS

Syria hates the war, but is too weak to play the spoiler

THE veteran foreign minister, Farouk Sharaa, does not mince words. Syria, he says, has a national interest in expelling America and Britain from Iraq. The question he does not answer is: how far will Syria go to pursue that interest?

To date, it would seem, not very far. Syria's government has condemned the war more stridently than others in the region, and has sponsored the biggest street demonstrations. It has allowed Arab volunteers to trickle over its border to bolster Iraq's army. And, according to Donald Rumsfeld, America's secretary of defence, Syria has also connived in supplying military gadgetry, including night-vision goggles, to Baghdad.

Small wonder that Syria should collude. The two countries have much in common. The people of the Euphrates Valley in eastern Syria are near cousins to the Iraqis downstream. Both governments share the same militaristic, secular and xenophobic brand of Arab nationalism, although their rival branches of the Baath Party have often feuded. The relations of both with America have mostly been tense, but sometimes surprisingly close.

In recent years, Syria has been able to mute American criticism—of the succour it gives to extremist guerrilla groups and of its role in Lebanon, among other things—by providing useful intelligence against al-Qaeda. It has also balanced pro-Iraqi rhetoric with quieter support for Iraq's foes, both in backing Resolution 1441 in the United Nations Security Council and in giving sanctuary to the Iraqi opposition. But Syrian room for manoeuvre, already small, is likely to shrink even further. If and when America completes its occupation of Iraq, Syria will find itself completely surrounded by American allies, and physically separated from its closest strategic partner, Iran.

Syria is already weak. Since the collapse of its Soviet ally, its army has fallen even further behind Israel's in technology. The Lebanese joke that it cannot withdraw its 20,000 "peacekeeping" troops in their country because the vintage Soviet trucks cannot make it up the hill. Its economy, too, is stalled. Syria is the only Arab country that is self-sufficient in food, but the main construction activity in the past two decades has been the extension of slums around Damascus. Faltering stabs at free-market reform have failed to mollify investors wary of cronyism and corruption.

Warming ties with Baghdad in the past few years have put the country on a vital drip feed, as oil smuggled out of Iraq has been exchanged for Syrian consumer goods. By last year, this semi-illicit trade was said to account for nearly 20% of GDP. But it is bound to stop now.

The Syrians deny that they are shipping arms to Iraq. They also deny Israeli allegations that Iraq has sent some of its outlawed weaponry for safekeeping in Syria. There are rumours in Damascus that senior officers have profited from an arms trade, but businessmen say it is quite possible, given the murkiness of the Syrian power structure, that the top leadership was unaware of serious hanky-panky.

Mr Rumsfeld has described this trade as "a hostile act". Colin Powell, the secretary of state, has added that Syria's government would have to bear the conse-

quences of supporting "terrorist groups and the dying regime of Saddam Hussein". America, said senior officials and the state-controlled press, was just trying to distract attention.

Syria's young president, Bashar Assad, is riding a wave of popularity as anger over Iraq stifles yearning for change at home. But his options remain limited. American forces will soon seal off Baghdad from the Syrian border. The long-promised road map for Israeli-Palestinian peace, which Syria condemns as inadequate, is likely to be endorsed by the rest of the war-weary region. Mr Assad admires the Hizbullah militia in Lebanon and compares the Palestinians' suicide bombers to those who resisted the Nazis. Yet Syria is simply not strong enough, any more, to play the spoiler the way his father, Hafez, did in the past. ■

The northern front

Partners against the axis

IRBIL, IRAQI KURDISTAN

Some useful joint house-cleaning against extremists

"IT IS here and yet you don't see it!" Thus Hoshiyar Zebari, the urbane foreign-relations chief of the Kurdistan Democratic Party, describing the coalition's elusive "northern front" against Saddam Hussein. Pressed further, Mr Zebari stressed that the front was indeed active. But not, he cautioned, in a way that one might expect.

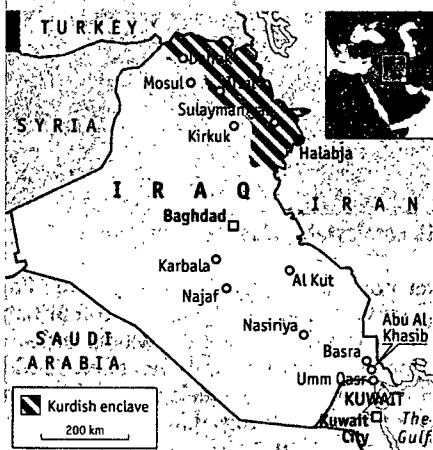
Despite the fanfare surrounding last week's arrival of 1,000 American paratroopers at a muddy airstrip 30 miles north of Irbil, and the constant flow of men and materiel to the region, Kurdish officials admit that the northern front will be a considerably downsized affair. There will be fewer American tanks, fewer American troops and fewer conventional military operations along the jagged 500km demarcation line that separates the Kurds from the Iraqi army. In-

stead, Mr Zebari speaks of special missions behind enemy lines in which American special forces and Kurdish peshmergas will work together.

Fortuitously, co-operation of a similar sort exists already. Last weekend, the forces of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), helped by American special forces and a barrage of missiles from the air, launched an apparently successful root-out-and-destroy operation against Ansar al-Islam, an extreme Islamist network that has been making life a misery for both PUK supporters and villagers and townsfolk in and around the town of Halabja, near the Iranian border.

American and Kurdish commanders who led the assault claimed it had turned up a list of names of suspected militants living in the United States and, perhaps, the strongest evidence yet linking the group to al-Qaeda. Documents found in the rubble of the town of Biyara, Ansar's nerve centre—computer discs and foreign passports, with Iraqi visas, belonging to Arab fighters from around the Middle East—could yet give substance to the Bush administration's claims that the group is a nexus of evil, possibly even linking Saddam Hussein to al-Qaeda. The group may also have been getting help from inside Iran, whence some of its fighters fled after the PUK's onslaught.

The operation may have had more to do with the war against terror than the war on Iraq. But for the Kurds—basking in rare American praise for their help—it could be a sign of things to come. ■



L'étrange renversement d'alliance

par André Glucksmann

A peine la guerre commencée, le débat s'enflamme autour de... l'après-guerre. Quel rôle pour l'ONU ? Qui paiera les pots cassés ? Qui s'attribuera les contrats de la reconstruction ? La controverse serait surréaliste si elle n'exprimait par la bande une fondamentale incertitude : qu'en est-il de la faille Ouest-Ouest ? Simple accroc dans la solidarité transatlantique ou présage d'un inattendu renversement d'alliance ?

Passant par Paris le 11 février, Vladimir Poutine, nouvel archange de la paix, marqua « ce jour d'une pierre blanche » et salua en Jacques Chirac le leader qui « s'émancipe de la logique des blocs ». Le bloc communiste ayant disparu depuis 1990, Vladimir Poutine félicite l'homme qui, selon lui, brise le bloc démocratique et met fin à l'Alliance atlantique. L'OTAN est un vestige, l'Europe se libère de la tutelle américaine, il n'y a plus d'ennemi commun pour souder les buveurs de vin et les amateurs de Coca-Cola. A Paris et à Berlin, il semble plus correct de s'entendre avec le postmoderne Poutine qu'avec le fondamentaliste Bush.

France-Allemagne-Russie-Chine-Syrie, le « camp de la paix » entonne le grand air du « droit » contre la force. Moscou décroche la timbale de l'hypocrisie, seul Etat pouvant aujourd'hui s'honorer d'avoir rasé intégralement une capitale. Pékin met à sac le Tibet. La Syrie occupe le Liban. Joyeuse compagnie qui glorifie sous l'appellation de « loi internationale » le droit sans limite pour un Etat de faire ce qui lui plaît sur ses terres. Charbonnier est maître chez lui, à chaque boucher son troupeau et ses abattoirs. Réduit au principe de souveraineté absolue, le droit international revient à donner permission à Saddam de gazer les siens, à Poutine de pousser jusqu'au génocide ses « opérations anti-terroristes » au Caucase. Et pourquoi rétrospectivement ne pas reconnaître aux Hutus - majoritaires au Rwanda - le droit d'exterminer les Tutsis ?

Les prophètes d'une « multipolarité » censée tenir en échec « l'empire » paraissent se réclamer, fût-ce à leur insu, de Carl Schmitt. Ce dernier, dans sa période nazie, dotait l'Etat d'un pouvoir dit « totalitaire » ou « décisionniste ». L'essence de la « souveraineté » se manifestant

dans le privilège d'établir et suspendre les lois et de trancher sans règles écrites ou non écrites, on comprend que ce privilège quasi divin dévolu à l'autorité centrale séduise les autocrates chinois, russe ou irakien. On s'étonne que des démocrates participent à ce culte d'une souveraineté « über alles » garantie, quelque crime qu'elle ourdisse, contre toute ingérence.

Les bons apôtres ligués contre Bush entendent sauver l'autorité de l'ONU et du Conseil de sécurité qui est la loi et son prophète. Allons donc ! Les cinq membres permanents, disposant du droit de veto, sont au-dessus des lois qu'édicte le Conseil, ils peuvent en bloquer et l'énoncé et l'exercice. La France, la Russie et la Chine érigent l'ONU en gardienne des lois pour sanctifier les privilèges extraordinaires de leur souveraineté : aucune décision ne saurait être prise sans leur accord, aucun dictateur abattu sans leur bénédiction.

Le Conseil de sécurité a couvert les plus criminelles inactions. Chine aidant, le temple de la « loi internationale » ne trouva rien à dire pen-

sans illusions, clamer « Ho ! Ho ! Ho Chi Minh ! ». Difficile, par contre, d'acclamer le tyran de Bagdad, qui, au vu et au su de tous, torture et massacre. Les pacifistes préfèrent l'oublier. Descendre dans la rue pour conspuer Bush et Blair reconforte le Staline irakien et risque d'infliger à ses sujets vingt ans de terreur supplémentaires. Pas de quoi être fier : on crie « A bas la guerre ! », l'écho répond « Vive la dictature ! ».

Je plains mon ami Joschka Fischer, qui, voilà quelques années, eut le courage de prendre les Verts à contre-pied. Il expliquait : pire que la guerre, « Auschwitz ». Par Auschwitz, il entendait non la répétition de l'extermination, mais le symbole d'une terreur et d'une servitude sans fin. Il concluait à l'urgence d'interrompre dans l'œuf, manu militari, l'escalade inhumaine du tyran de Belgrade. Estime-t-il, devenu ministre, Saddam plus humain et moins dangereux ?

Je plains mon président Jacques Chirac, oublieux de son audace face à Milosevic. Aujourd'hui, il constate que le désarmement du rais entraî-

sont récurrents depuis trois siècles. Ils n'ont pas empêché l'alliance occidentale de gagner la guerre froide. Pour la première fois, la déchirure Ouest-Ouest clive la politique mondiale, menace la construction européenne, ruine l'OTAN et paralyse les organisations internationales. Les stéréotypes fleurissent en bou-

ANDRÉ GLUCKSMANN est philosophe et essayiste

quet. Analphabète, cow-boy, fanatique religieuse et cynique pragmatique, gouvernée par une cervelle de moineau et un clan de faucons, l'Amérique, pétrie d'idéal infantile, a soif de pétrole. C'est une hégémonie en plein essor et un empire parasitaire en décadence finale... Peu importent les arguments contradictoires, Bush est le danger numéro 1 et Saddam, aussi mortifère qu'on daigne le reconnaître, compte pour du beurre.

Paradoxe. Ce volcan de haine couve depuis le 11 septembre 2001. Première réaction, la compassion. Deuxième réaction, la dénégation : les Américains sont punis par où ils pèchent ; « arrogance », « impérialisme », ils reçoivent la monnaie de leur pièce. Pis, ils se vengent sur le premier venu... Bagdad brûle pour consoler Manhattan. Le délire anti-américain est antérieur à la guerre, il naît d'une panique rentrée.

L'engagement anglo-américain coalesce contre lui les nostalgiques du 10 septembre 2001. La vulnérabilité révélée du protecteur effraie. Le pouvoir de dévastation massive fut, un demi-siècle durant, monopolisé et bloqué par quelques puissances nucléaires. Il passe, le 11, à la portée du grand nombre. Non seulement le terrorisme atteint une envergure inégalée, mais le bricolage d'arsenaux biologiques, chimiques, voire atomiques, permet aux prédateurs de se sécuriser.

Ben Laden planté dans les grottes de Tora Bora fait rustique. Plus prometteuse est la solution Kim Jong-il dans son silo nucléaire. Programmer le couplage d'un terrorisme à la Ben Laden et d'une sanctuarisation à la Kim, voilà ce que Saddam ne pouvait ni préparer ni concevoir, l'homme a trop de scrupules, l'amour du prochain l'habite et les ambitions prochohlines lui sont étrangères ! Enfouissons, comme des autruches, la tête dans le sable et gardons-nous de voir venir.

L'engagement anglo-américain coalesce contre lui les nostalgiques du 10 septembre 2001

dant les massacres des Khmers rouges au Cambodge (1975-1978). A-t-il empêché le génocide des Tutsis au Rwanda (1994), la purification ethnique en Bosnie, au Kosovo (1999) et le calvaire actuel des Tchétchènes ? Lorsqu'il fallut - avec quel retard ! - stopper Milosevic, l'OTAN, Chirac et Fischer en tête, se passèrent allègrement de son feu vert (la Russie aurait dit « Niet ! »).

Souvent, états-majors et diplomates se lancent dans les conflits avec des plans et des concepts surannés. A leur tour, les « antiguerre » entrent dans la mêlée en retard d'une guerre. Les manifestants rejouent les campagnes contre l'intervention américaine au Vietnam. Il suffit de jeter un coup d'œil sur sa télé pour découvrir que les opérations en Irak ne ressemblent en rien à la napalmisation massive des Vietnamiens jadis. Dans le sillage des luttes anticoloniales, les étudiants d'antan - j'en fus - pouvaient, non

nerait ipso facto sa chute, « car le désarmement suppose une transparence. Et les dictatures ne résistent pas longtemps à la transparence ». C'est juste, mais le raisonnement doit être poursuivi : ce bon sens n'échappe pas à l'impétrant qui sait qu'en mettant bas les armes il signe son arrêt de mort. A moins de lui supposer une pulsion suicidaire, dont il n'a jamais témoigné, il faut conclure qu'il fait tout pour garder son potentiel destructeur et perpétuer le jeu de cache-cache où il excelle depuis douze ans. Si désarmement entraîne chute du régime, la réciproque est encore plus vraie : pour que l'Irak désarme, il faut briser sa carapace totalitaire. Ce que le veto promis franco-russo-chinois interdit ! Etrange « camp de la paix » qui refuse de désarmer un fauteur de guerre patenté.

Divorce en Occident ? L'antiaméricanisme d'un côté et le mépris pour la vieille Europe de l'autre

Épaulés par les forces spéciales américaines, les combattants kurdes gagnent du terrain

Les pechmergas mettent la pression au nord

LE FIGARO SAMEDI 5 - DIMANCHE 6 AVRIL 2003

Sozblakh (nord de l'Irak) :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui :

Perché sur un lopin de terre, Qadir Mohammad Fatah tend son doigt en direction des collines qui dominent la vallée à 10 kilomètres. « Ce sont les bunkers de l'armée irakienne. Ils ne sont plus là pour longtemps », dit-il.

A Sozblakh, dernier poste du sud-est du Kurdistan, avant d'atteindre la ligne de démarcation de l'armée irakienne, « l'ennemi » ne fait plus peur. Kalachnikov à l'épaule, Qadir Mohammad vient de rejoindre volontairement les pechmergas pour libérer sa ville d'origine, Khaneqin, sous contrôle de Bagdad, et située à 20 kilomètres derrière les collines.

A une heure et demi en voiture de la capitale irakienne, la petite ville pétrolière de Khaneqin pourrait bien faire partie des premières étapes de la coalition anglo-américaine, qui œuvre désormais ouvertement aux côtés des pechmergas, dans le cadre du front Nord. Hier, en fin d'après-midi, un groupe de Forces spéciales américaines était déjà occupé à repérer, à partir de la frontière, certaines positions irakiennes, afin de préparer l'offensive aérienne de leurs collègues de l'aviation. Une offensive qui permettrait de préparer le terrain à une action terrestre.

Sur la route qui mène à Kalar, à 20 kilomètres de Sozblakh, la valse des camions remplis de pechmergas témoigne de la vitalité des opérations en cours. Les forces kurdes concentrées aux alentours de cette frontière ne cessent d'augmenter. Elles sont passées de 400 à 1 800 en l'espace d'une semaine, et devraient atteindre les 3 000 effectifs dans les jours qui viennent. « Si l'on me donne 10 000 kalachikovs, je peux facilement ras-



Un combattant kurde, sa kalachnikov décorée d'une photo de George W. Bush et de Dick Cheney, au nord de l'Irak. (Photo Newsha Tavakolian/AP.)

sembler 10 000 hommes », remarque Molla Bakhtiar, membre du bureau politique de l'UPK et commandant militaire de la région. Il y a 15 jours, ce pechmerga de 49 ans, originaire de Khaneqin, a quitté son confortable bureau de Soleymania pour se préparer à reconquérir sa ville natale, quittée il y a 28 ans. Il a même troqué son costume en flanelle pour le « katafi » (large pantalon-tunique, l'habit traditionnel kurde). « Pendant 28 ans, Khaneqin, à majorité kurde, a été victime de la politique d'arabisation de Saddam Hussein. Il est temps de libérer Khaneqin », s'exclame-t-il. Ville de 350 000 habitants, non loin de la frontière iranienne, Khaneqin repose sur un petit lit d'or noir, comprenant entre 15 et 20 puits de pétrole. Alors que

tous les regards sont tournés vers Kirkuk et Mossoul, l'offensive terrestre du Nord, menée par les Américains, en partenariat avec les pechmergas, pourrait bien se faire par Khaneqin. « Je suis prêt à faire couler mon sang pour libérer Khaneqin. Je suis même prêt à mourir », raconte Qarib Abdullah.

« Si l'on me donne
10 000 kalachikovs,
je peux rassembler
10 000 hommes »

Ce soldat kurde de 45 ans a déjà perdu son frère en 1993, dans un combat opposant les Kurdes aux forces de Bagdad. Comme lui, la plupart des pechmergas qui se trouvent sous les

ordres de Molla Bakhtiar sont originaires de Khaneqin. « C'est une ville que nous connaissons bien et que nous pouvons libérer très vite », remarque le commandant. « Mais il a été décidé de ne pas agir sans les forces de la coalition », ajoute-t-il. « Car dans cette guerre, l'objectif, ce n'est pas seulement Khaneqin, c'est la libération de l'Irak et la fin de la dictature de Saddam Hussein, imposée à tous les Irakiens. » Des propos qui rejoignent ceux du premier mi-

nistre de la partie est du Kurdistan, Barham Salih. « Les Kurdes ont décidé de coopérer étroitement avec les forces américaines pour renverser au plus vite le régime de Bag-

dad », insiste-t-il, en remarquant qu'un renfort de troupes américaines sera même le bienvenu.

Oppressés pendant des années par le régime de Bagdad, et prêts à se venger contre Saddam Hussein, les Kurdes disent ne pas avoir l'intention de mener une offensive unilatérale, comme aurait pu le laisser croire l'installation récente des peshmergas sur une partie des positions irakiennes, le long de la route qui sépare Chamcha-

mal de Kirkouk. Mais les Kurdes ont promis aux Américains de garder leur distance avec cette ville stratégique, histoire d'éviter de provoquer militairement Ankara, qui revendique un droit de regard historique sur Kirkouk.

Et Barham Salih d'insister sur le fait que si les Kurdes ont décidé de rejoindre la coalition, c'est avant tout en tant qu'Irakiens. « *Après 8 décennies passées sous le contrôle de Bagdad, isolés dans nos*

montagnes et victimes du génocide et du gazage chimique, les Kurdes sont arrivés à la conclusion qu'il est de leur droit de revendiquer une part de ce pays. Notre objectif, ce n'est pas seulement Kirkouk, c'est aussi Bagdad, car nous sommes avant tout irakiens », insiste Barham Salih.

En attendant, les Kurdes ne peuvent s'empêcher d'espérer récupérer leurs terres confisquées il y a bien longtemps par Saddam Hussein. « *Khaneqin*

n'a jamais quitté mes souvenirs. Je me souviens de la rivière Alwand ou nous nous baignions avec mes amis. Je me souviens de l'herbe fraîche, des cinémas et des salles de billards. Je me souviens d'une ville charmante, dont j'ai dû m'échapper sous la pression des baasistes. J'ai toujours rêvé du jour où je libérerai Khaneqin. » Vingt-huit ans plus tard, Molla Bakhtiar est sur le point de réaliser son rêve.

Au Nord, Kurdes et Américains progressent avec prudence

Forces spéciales et peshmergas occupent les positions irakiennes désertées

KHAZER (Irak)
de notre envoyé spécial

Les Kurdes grignotent peu à peu les territoires contrôlés par Bagdad : depuis jeudi 3 avril, les peshmergas - combattants kurdes -, assistés de quelques dizaines de forces spéciales américaines, avancent sur la route de Mossoul, la grande ville pétrolière, sous contrôle du régime de Saddam Hussein et enjeu stratégique du conflit dans cette région du nord de l'Irak.

Vendredi, devant le bourg de Khazer, situé à une trentaine de kilomètres de Mossoul, l'aviation américaine a pilonné des positions des forces irakiennes, qui ont répliqué tout en se repliant. Un scénario qui se répète depuis plus d'une semaine sur les « lignes de front » qui, depuis la guerre du Golfe de 1991, sépare les combattants kurdes des soldats irakiens : chaque pause dans les bombardements de l'aviation américaine est suivie d'une riposte irakienne sur les positions kurdes.

Vendredi, les échanges de bombardements ont duré toute la journée et, le soir, Khazer, petite ville proche du Kurdistan autonome, semblait avoir été désertée de toute présence irakienne. Seule différence avec les autres « fronts » irako-kurdes : ici, les peshmergas ont volontiers fait le coup de feu contre leurs adversaires.

L'avant-veille, la « ligne », plutôt paisible, qui courait sur les faibles hauteurs de la ville de Qalaq jusqu'au début de la guerre, avait été abandonnée par les soldats de Bagdad. Repliés à Khazer, qui étale ses maisons plates et ocre sur la pente d'une colline, ces derniers ont subi vendredi, pour la deuxième journée consécutive, les « foudres » des avions américains, qui tournoyaient à plusieurs reprises au-dessus de la ville, avant de lâcher leurs

bombes. Champignons de fumée, bruit assourdi des détonations ; Lokman Harshi, un peshmerga enturbanné, keffieh à carreaux rouge et blanc autour du cou, des grenades pendant à la ceinture, observait à la jumelle le déroulement des opérations depuis une excroissance de terrain. « *Là ! Je les vois en train de reculer, il y a des voitures fuyant la ville à toute vitesse.* » Puis, lorsque les avions ont disparu, l'armée irakienne a répliqué.

Un obus s'est écrasé derrière les positions peshmergas les plus avancées. Un deuxième, un troisième ont ensuite explosé alentour, dans la prairie et le long de la route. Les combattants kurdes, à pied, ont progressé vers Khazer, en direction du pont qui mène en ville. Près d'un bunker qu'occupaient encore la veille les Irakiens, des membres des forces spéciales américaines se sont postés pour guider et ajuster le tir des avions. Toute la journée, les Irakiens ont pilonné les positions qu'ils venaient d'évacuer.

PRÉTEXTE « HUMANITAIRE »

Les responsables kurdes l'ont assuré depuis le début du conflit, et surtout depuis l'arrivée au Kurdistan d'une force américaine, en nombre pour l'instant limité : toute progression des peshmergas vers les villes de Kirkouk et de Mossoul se fera sous la supervision des soldats des Etats-Unis. Pour Washington, il est en effet crucial de rassurer les Turcs, Ankara ayant un long moment menacé d'envoyer dans la région son armée. Sous le prétexte « humanitaire » que la guerre pourrait provoquer, comme cela avait été le cas en 1991, un afflux de réfugiés kurdes sur la frontière turque.

En réalité, Ankara a non seulement des visées sur l'ancienne vilayet de Mossoul, qui fut long-

temps terre ottomane, mais lorgne aussi sur l'or noir que renferme cette zone, tout en s'inquiétant des velléités autonomistes des Kurdes aussi bien d'Irak (environ 4 millions d'habitants) que de Turquie (une dizaine de millions d'âmes). Des craintes que n'ont visiblement pas réussi à dissiper les assurances fournies par les partis « au pouvoir » dans le Kurdistan irakien quant à leur volonté de renoncer à l'indépendance et d'intégrer une future « *fédération irakienne démocratique et pluraliste* ».

RENFORTS ATTENDUS

A Khazer, vendredi, les peshmergas continuaient cependant de progresser, avec certes l'aval des commandos américains. La prise de Mossoul ou de Kirkouk sera cependant une autre paire de manches, si ces villes ne s'effondrent pas d'elles-mêmes : Washington ne dispose dans la région que de quelque 3 000 soldats, notamment un millier de parachutistes, qui ont installé leur cantonnement sur l'aéroport d'Harir, tout proche d'Arbil, l'une des deux « capitales » du Kurdistan irakien. Des renforts sont attendus : 10 000 hommes pourraient, dit-on, bientôt former ce « front nord » tant attendu de la guerre, impossible à mettre en place jusqu'à présent, en raison du refus des Turcs de laisser les forces américaines traverser leur territoire.

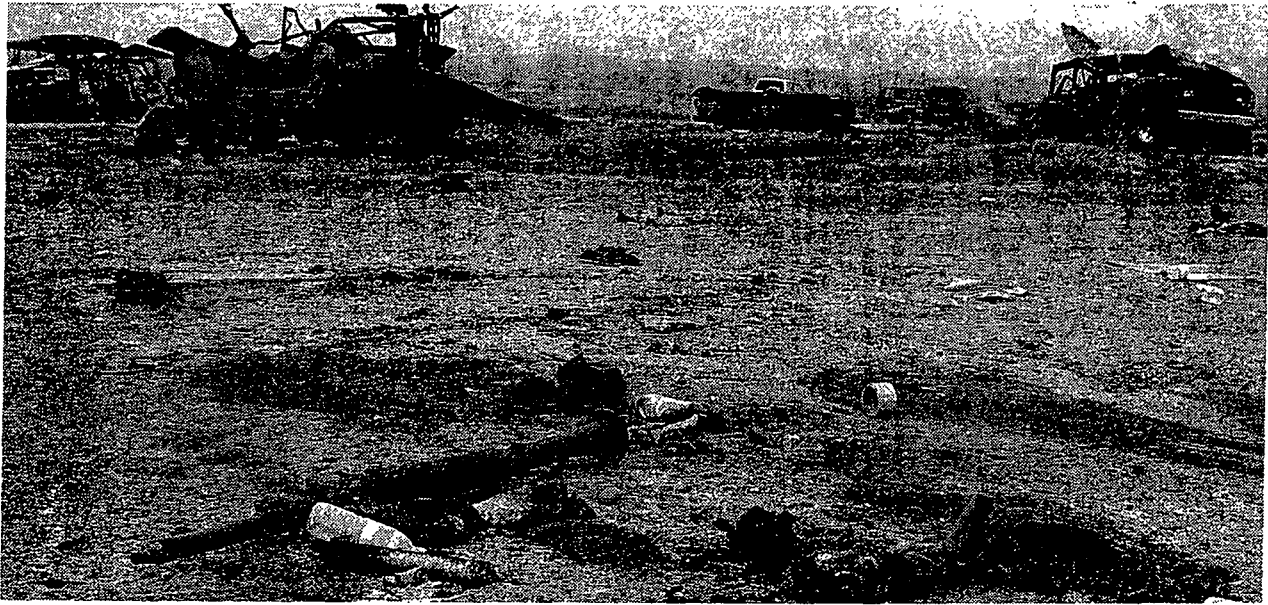
En attendant, équipés d'un armement léger, les forces spéciales sont les seuls soldats américains à monter au front. Accompagnant, comme à Khazer, les peshmergas, dans le cadre d'une offensive qui n'en est pas vraiment une, l'objectif se limitant à occuper les positions désertées par les Irakiens.

Bruno Philip

Monday, April 7, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

U.S. aircraft bomb convoy of special forces and Kurds



From news reports

IRBIL, Iraq: U.S. aircraft bombed a joint convoy of Kurdish fighters and U.S. special forces in northern Iraq on Sunday, killing at least 18 people and injuring at least 45 others, a Kurdish party spokesman said.

Hoshiyar Zebari, a senior member of the governing Kurdistan Democratic Party, speaking in a hospital in Irbil where the wounded were taken, said the younger brother of the political leader who controls the western sector of the Kurdish autonomous enclave was among the wounded.

Zebari said Wajy Barzani, brother of the Kurdistan Democratic Party leader Massoud Barzani, was in critical condition and had been flown out by U.S. helicopter to a hospital in Germany.

There have been numerous cases of so-called friendly fire during the 18-day war in Iraq, killing an unspecified number of U.S. and British troops.

A statement from U.S. Central Command in Qatar about what was apparently the same incident indicated much smaller numbers of casualties, and possibly one death.

The statement said that coalition aircraft "may have engaged special operations and friendly Kurdish ground forces" approximately 50 kilometers (30 miles) southeast of Mosul in the vicinity of Kalak and that "early casualty reports" indicated one civilian may have been killed and six people injured — including a U.S. soldier, a Kurdish soldier and four civilians.

Zebari said he "didn't think" there were any dead Americans, but there may have been some wounded.

John Simpson, world affairs editor for the BBC, reporting from the scene of

the incident, said the convoy had had 8 to 10 cars, two of which carried U.S. special forces troops.

A Kurdish translator for the BBC, Kamarin Abdurazaq Muhamed, who had been working for the corporation since mid-March, died in the bombing from blood loss after losing his legs.

Three senior Kurdistan Democratic Party military commanders — Said Abdullah, Abdul Rahman and Mamasta Hehman — also were among the injured.

The incident "will not undermine our resolve to work together," Zebari said of the Kurds' alliance with U.S. forces in the campaign against President Saddam Hussein.

Massoud Barzani and the entire top ranks of the Kurdistan Democratic Party were at the hospital, along with U.S. officers.

The Americans' military vehicles were parked outside, where a throng had gathered at the entrance. Relatives of the wounded were escorted through the crowds.

One U.S. officer said no American casualties were at the hospital and that he did not know whether Americans had been wounded.

Zebari said the BBC crew was not "embedded" but was traveling along with the convoy.

Zebari told reporters that at 12:30 p.m. a joint team of Kurdish fighters, known as pesh merga, U.S. special forces were engaged in what he called "serious fighting" near Dibagan, 40 kilometers south of Irbil.

They called in close air support, he said, and "two U.S. planes mistakenly bombed" the convoy of four-wheel drive vehicles, which was not moving at

the time.

U.S. special forces have been helping call in air strikes to assist Kurdish fighters in attacking Iraqi forces in Baghdad-controlled areas of the autonomous region.

The Kurdish and American force apparently had pushed the Iraqis out of Dibagan, which is on a key road between the major Baghdad-controlled cities of Mosul and Kirkuk. Control of Dibagan could be a pivotal victory.

But after the bombing accident, the convoy pulled back. The outcome of the battle was not immediately clear.

Long oppressed by Saddam's regime, the Kurds established an autonomous region in the north in 1991 under the protection of U.S. and British air patrols.

Since the U.S.-led war started on March 20, a combination of American air strikes and Kurdish ground attacks in the north have driven Iraqi government forces back from the Kurdish frontiers toward the two main northern districts in Baghdad hands: Mosul and the important oil center around Kirkuk.

Regaining control of Kirkuk is a long-held dream of the Kurds. The Baghdad government has for years moved Kurds and other minorities, such as ethnic Turks and Assyrians, out of the oil-rich areas in order to consolidate control and give the regions an Arab character.

(AP, Reuters)

The Observer 6 April 2003

Kurds fight to win back their lands

THE NORTHERN FRONT
BY JASON BURKE
KHAZER, NORTHERN IRAQ



The peshmerga are caught in a scrappy, vicious and chaotic war, far away from the much publicised dash across the desert in the south

THE FIRST SHELL lands 100 metres away and the fighters scatter, running for the trenches vacated by the Iraqis a few hours before. The next is closer. Small-arms fire crackles through the air. On a nearby ridge American Special Forces run in a crouch from their fox-hole, their desert camouflage oddly out of place against the lush, green grass of the fields.

Two distant percussive thuds, like a car door being slammed, sound from across the river and two more shells barrel overhead with a low growl. Then the growl cuts out abruptly, there is a short silence and then impact, closer now, the other side of the earthen bunker that was once the front line. When we, and the peshmerga, raise our heads, oily smoke is dark against the clear blue Iraqi sky. The sky is criss-crossed with

vapour trails from the American jets that circle above us, waiting to be called in. They are the 'airborne artillery', as the Special Forces on the ground call them: F-14 jets, a B-1 bomber, huge, lumbering B-52s, millions of pounds of cutting-edge military avionics delivering state-of-the-art munitions.

But on the ground it is men such as Zahel Kader Kataw who are doing the fighting. Wearing black trainers and surplus fatigues bought in the local bazaar, carrying a 20-year-old AK-47 with a single magazine, Kataw has advanced about eight miles in the last three days and has had to battle for every yard.

This is the northern front. Here there are no armoured columns racing across the desert, no convoys of supply stretching from horizon to horizon and no huge camps of hardware ringed with barbed wire. There are few grand strategic

objectives like Baghdad airport. Here men are fighting to look once more on their birthplaces or reclaim ancestral family land. It is a scrappy, vicious, chaotic war, fought by men with hatred or contempt for their enemies and a willingness to use any weapon at hand.

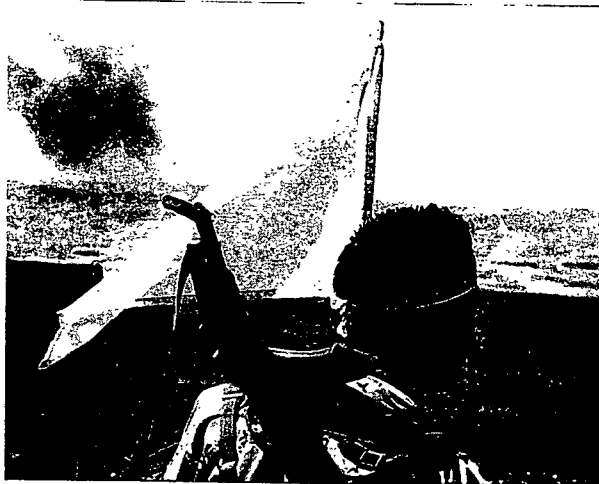
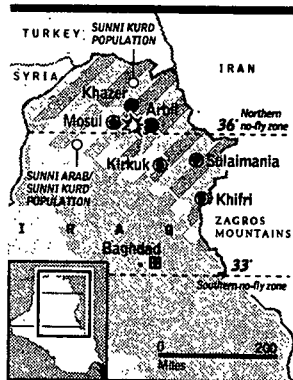
'It is a real fight,' Zahel Kader Kataw, 37, said as he relaxed in the sun after an attack. 'Now Saddam has a big problem. We are coming to get him.'

There have been clashes all week along the 140-mile confrontation line between Kurdish and Iraqi forces. In Khifri in the east, close to the Iranian border and only 90 miles from Baghdad, Kurdish peshmerga fighters swept forward after US air strikes had dislodged Iraqi regular army units from a series of forts.

The peshmerga were fighting for the villages where they had grown up and which had been left under Baghdad's control after the 1991 Gulf war. Many of the villages had been left in ruins by Saddam's campaigns against the Kurds in the late 1980s.

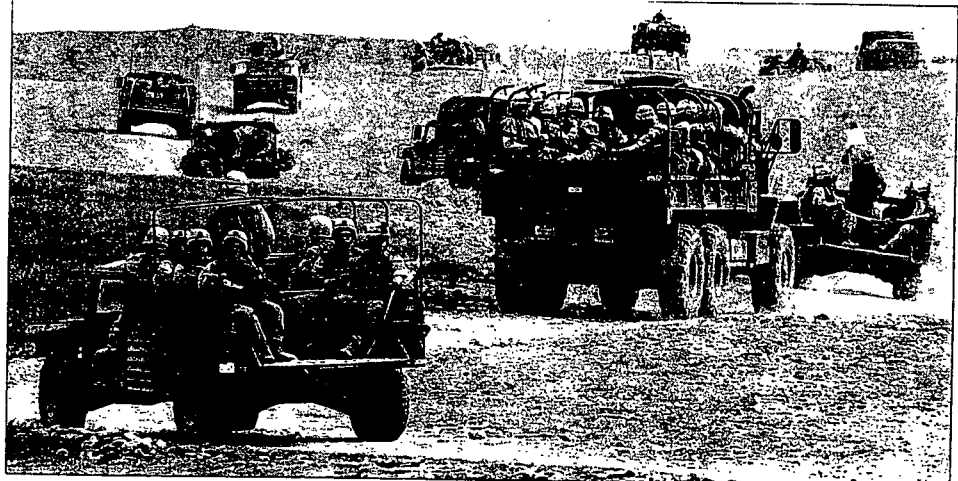
'I want to force these animals off my land and rebuild my home,' said Salam Rasul Qadir, 49. Reports from behind Iraqi lines indicated Qadir's few hectares might already be vacant. Entire villages, cleared of Kurds and populated by ethnic Arabs on the orders of Saddam Hussein, are emptying. Arab refugees are streaming away from the front line.

The Iraqi troops had shelled the outskirts of Khifri before having to pull back. Saman Hassan, a 23-year-old taxi



A Kurdish fighter, above left, carrying a yellow flag of the Kurdish Democratic Party, on the northern front, near to the town of Mosul, as US planes bomb the Iraqi lines. American soldiers with the 173rd Airborne make their way, above, in trucks across the fields as they head for Kalak in the Kurdish-held territory.

Photographs by Peter Dejong/AP



driver, was one of three civilians killed by the bombardment. He had been sent by his parents to look for two younger brothers. They turned up safe. Saman did not. A young girl was also killed.

South of the eastern city of Sulaymaniyah, clashes continued last night between peshmerga forces and Iraqi troops consolidating a new line of defences around the strategic oil-rich city of Kirkuk. British and US teams of special forces have been establishing themselves around the perimeter of the city and operating far behind Iraqi lines, searching out targets for air strikes and securing bridges and oil installations.

The area is mined and booby-trapped. Retreating Iraqis have placed anti-tank mines under the asphalt of roads and clusters of anti-personnel devices in the verges. None is marked and the Kurdish mine-clearance teams comprise part-time soldiers equipped with sticks. In the middle of one mined section of road between Kirkuk and Sulaymaniyah a boot, with a human foot still inside, was visible. It was a mine that claimed the life of a BBC cameraman last week.

The fighting has been heaviest in the no-man's-land between the central northern city of Arbil, the de facto capital of the autonomous zone run by the Kurds for the last 12 years, and the city of Mosul. The combat has been rushed, scattered and confused, with attacks, counter-attacks, frantic fire-fights, ambushes and hasty retreats both night and day.

The road between Arbil and Mosul crosses 50 miles of rolling pastures, split by two rivers. The bridge over the first fell to the Kurds without a fight after the B-52s had pounded the Iraqi positions defending it a week ago. But the battle for the second, at the village of Khazer, has been continuing for the last three days. Yesterday, despite being forced into retreat, peshmerga were confident about its eventual outcome. 'First we take Khazer, then the next village, then the next, and then the British and Americans can go to Mosul and Baghdad,' said Kataw.

The Iraqi resistance has been unexpected. Kurds had begun pushing on Thursday morning. Initially only 40 Kurdish fighters, with just two American Special Forces soldiers, moved forward. At first there was no opposition but then the Iraqis counter-attacked. Mortar fire raked the ridges above Khazer, forcing the peshmerga back and pinning down the Americans. Shells and missiles even fell on the road back to Arbil.

A fierce firefight continued for over an hour as the peshmerga and US soldiers gave ground. Then air support ordered up from the stack of planes that circle northern Iraq waiting for targets was called in, and a series of air strikes blasted the Iraqi positions.

Peshmerga, riding in old three-tonne trucks and battered pick-ups, rushed forward. The Iraqis, a mixed force of soldiers, Baath Party loyalists and fedayeen militia fell back into Khazer village, where they were bombarded through the night.

'We were in a bad place for a bit,' admitted one of the American soldiers after the battle.

But he was scathing about the Iraqi tactics. 'It's amateur hour at the Apollo. They don't coordinate, they haven't blown the bridges, they just blaze away. I can't figure quite why but they do,' he told *The Observer*.

Then he turned back to his radio. 'Fort Apache this is Egypt Tango, I have the coordinates for the new mortar position,' he said.

At 8.30 on Friday morning the attack resumed. Again the Iraqis gave ground and then again they counter-attacked, using their 82mm mortars to disrupt the peshmerga advance as reinforcements, including tanks, rolled up from Mosul to give support.

For a few hours, at dusk, the Iraqis were forced out of Khazer, leaving a Jeep and three blackened bodies smouldering beside the bridge. Dead dogs, their bodies broken by the blasts, lay in the road. Peshmerga, with tired eyes staring from soot-stained faces, sat against a wall.

With the fighters came the looters. A car bounced past with an electric oven and hob protruding from the boot. Others carried away plastic barrels, blankets, car batteries.

The same scene has been repeated all across the front. South of Sulaymaniyah, the first people into many of the abandoned Iraqi positions were local villagers in search of booty. Some fell victim to the ubiquitous mines.

At Khifri, as the Iraqi troops fell back, looters on bicycles braved the continuing shellfire.

Even the soldiers indulged themselves, though not for personal gain. At Khazer they captured an Iraqi Jeep, complete with a mounted heavy machine gun. They drove it away from the front, paused near the mortar positions, scratched their heads, then took the battered, back-firing vehicle back to the firing line to use against its former Iraqi owners.

But such impromptu reinforcements count for little against Iraqi armour. By noon yesterday, yet another Iraqi counter-attack, this time with tanks, had forced the peshmerga to withdraw from Khazer, ceding control of the crucial bridge. Massive air strikes continued throughout the afternoon, both on Khazer and the defences further back towards Mosul. The strikes were powerful enough to shake windows in Arbil, 20 miles away.

No one is under any illusions about the strategic significance of Khazer. It is a tiny village, barely featuring on most maps. Its only utility is its bridge. But the battle there has broader political implications, none the less.

The Kurds have repeatedly stressed that they are not planning to take Mosul or Kirkuk themselves. To do so would enrage the Turks, who are concerned that the Kurds might try to declare independence if they controlled the cities. Ankara might then have an excuse to send troops into Kurdistan.

Political leaders of both the Kurdish Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the two groups which govern the enclave in the north of Iraq, said last week that they had placed themselves under coalition command and they would not act uni-

laterally.

'This is not an easy choice for us to make. It runs counter to every impulse,' Barham Salah, the PUK's Prime Minister, told *The Observer*.

Massoud Barzani, the KDP leader, expressed the same sentiment, although he criticised the Americans for not making greater use of local forces. Doing so, he said, would have saved them casualties. Special Forces officers in Iraq have praised the peshmerga. 'They are good fighting soldiers. They move faster than most regular armies,' said Major Tim Nye.

But the Americans have only 2,000 lightly armed regular troops and around 1,000 Special Forces in northern Iraq. Though they can call in air strikes, thus providing the heavy firepower that can make good their lack of artillery or armour on the front, it is up to the peshmerga to do the bulk of the fighting and, everyone knows, most of the dying.

Herald INTERNATIONAL Tribune

Friday, March 7, 2003

Ties with Iraq

By John Laurenson

French industry stands to lose

PARIS

Polls show that many of the 80 percent of French people who oppose a U.S.-led offensive against Iraq believe America's Iraq policy is driven by its appetite for oil. But similar claims could be made about French efforts to avoid war.

Whether or not France's interests in Iraq are guiding its foreign policy, the country has a clear commercial interest in the maintenance of Saddam Hussein's regime. France's economic ties with Iraq have been close and lucrative in the past. They are profitable at present despite the embargo and, should Saddam survive the current crisis, they would become much more so in the future.

Warm French relations with the current Iraqi regime go back a long way. In September 1975, the French prime minister played host to the vice-president of the Revolution Command Council of Iraq. The first, Jacques Chirac, described the second, Saddam Hussein, as a personal friend, showed him around a French nuclear reactor and invited him to his home for the weekend. It was about this time that the prime minister was nicknamed Jacques Iraq.

The same year France sold the Iraqis two nuclear reactors, one of which, Tamuz II, at Osirak near Baghdad, was designed to produce plutonium. Israeli fighter bombers destroyed this plant in 1981 as French engineers were completing work on the facility.

A furious President Francois Mitterrand swore that France would rebuild Osirak. This the French never did, but the following year France supplied Iraq with five highly sophisticated Super Etendard fighter bombers and armed them with Exocet missiles.

Throughout the 1980-1988 Iran-Iraq war, right up to the UN embargo imposed after the Iraqi invasion of Kuwait in 1990, France sold Iraq \$25 billion worth of weaponry. Industry sources say French companies

still haven't been paid for everything they supplied to Iraq. If Saddam goes, those debts will be a write-off.

The UN embargo hit the volume of French exports but, once the UN oil-for-food program was introduced in 1996, the French share of the Iraqi market became larger than ever as Saddam rewarded the closest thing it had to a Western ally.

A report commissioned by the French Parliament and published in September 2002 put the value of French exports to Iraq since sanctions were eased at \$3.5 billion. France's pharmaceutical firms, for example, are well-placed on the Iraqi market — even if their fortunes vary according to the way the political winds are blowing. Industry experts say that in July 2001, when relations with France went through a chilly period, Saddam froze these pharmaceutical companies' contracts. They were unfrozen once diplomatic relations returned to normal.

France still managed to sell Iraq \$650 million worth of goods in 2001, more than any other country. The telecommunications firm Alcatel, the engineering company Alstom and Renault's utility vehicle division all made substantial sales. Another car maker, Peugeot, did well in 2000 and 2001. France, unsurprisingly, was the Western country with the largest number of stands at last November's Baghdad Trade Fair.

But above all, the French are interested in Iraqi oil.

French oil industry experts say France's state-controlled oil company TotalFinaElf is poised to win contracts to drill the largest unexploited reserves of easily accessible oil in the world.

In the mid-90s, Elf and TotalFina, who have since merged, negotiated contracts for two huge fields, Majnoon and Nahr Omar, southeast of Baghdad. The combined reserves of these fields is estimated at 20 billion barrels. To put that into perspective, the United States has total, proven oil reserves of 31 billion barrels.

Through the late '90s, Elf and TotalFina weren't allowed to sign these contracts because of the trade embargo. But Saddam agreed to wait while France lobbied to get those sanctions lifted.

Washington says that when Saddam is toppled it will be up to the Iraqis what they do with their oil. The Iraqi most likely to take power in the wake of an American overthrow of Saddam Hussein has already indicated where his preference lies. Ahmed Chalabi, the Iraqi banker who heads the Iraqi National Council, the American-backed organization supposed to bring democracy to a post-Saddam Iraq, has said that American firms will be given a "preponderant role."

War would mean a blow not only to French diplomacy but to French industry as well.

The writer is a British reporter based in Paris.

Baghdad offensive stirs new fears in Arab world

By Joel Brinkley

The New York Times

WASHINGTON: Around the world Monday, Arab political leaders and others voiced concern and outright condemnation of the American attack on Baghdad, many complaining of dark repercussions for their own countries.

In Syria, Iraq's neighbor to the west, Foreign Minister Farouk Shara decried the allies' drive through the country, charging that "the coalition forces are trying to divide Iraq." Syria, like Turkey and Iran, has a significant Kurdish

minority, and the government fears that it could be energized if the Iraqi Kurds form their own government.

"Relations between Turkey, Syria and Iran are very important, particularly at this turning point," he said. "These countries should do their best to prevent Iraq's breakup."

In Ankara, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said he was watching the actions of Kurdish forces in Iraq closely as they push toward Mosul and Kirkuk. But he said he was satisfied with the assurances that Secretary of State Colin Powell gave him during his

visit last week that the United States would not allow the Iraqi Kurds to form their own state.

"We spoke about this during the Powell visit," Erdogan said in Ankara on Monday. "We expressed our sensitivities. There is no deviation from that."

"Going into northern Iraq is not an objective for us," he said, "as long as Iraq's territorial integrity is preserved and there is no move aimed at seizing the oil of Mosul and Kirkuk."

Farther from the borders of Iraq, the concerns tended to be more economic. In Lebanon, for example, Pierre Achkar, chairman of the hotel owners' union,

complained that tourism was down, damaging his industry, and called on the government for help.

"Save tourism and the hotel industry before it is too late," he said, "because the war in Iraq will have serious repercussions for all Arab countries, including Lebanon."

Kenya is facing a similar problem. In fact, a spokesman for the Kenya Wildlife Service told Agence France-Presse on Monday that the war and the terror attack in Mombasa last November had so reduced tourism that the wildlife service has lost \$1.3 million.

Farther south, in Johannesburg, South Africa's president, Thabo Mbeki, warned Monday that his country might one day be attacked.

"The prospect facing the people of Iraq should serve as a sufficient warning that in the future, we, too, might have others descend on us, guns in hand, to force-feed us" with democracy.

"Why should we, the little countries of Africa, think that we matter and will not be punished if we get out of line?" he asked.

The government of India, responding to domestic pressure, was working on a statement opposing the war.

Manohar Joshi, speaker of the House of the People, explained: "We have not



Joseph Barrak/Agence France-Presse

Kurdish fighters Monday inspecting damage in a village formerly controlled by Iraqis.

Tuesday, April 8, 2003

The New York Times

reached any unanimity today, as some parties wanted the word 'condemned' included in the government's denunciation of the war, while the ruling party

members argued that it should be a more neutral 'deploring.'"

In France, Henri Lachmann, a French business leader, reflecting the concerns

of many of his European colleagues, complained that his company, Schneider Electric, would be cut out of the reconstruction of Iraq.

Des combattants kurdes tués «par erreur».



L'erreur de tir du chasseur américain, hier près de Dibaga, aurait tué dix-huit peshmergas et blessé des agents de liaison américains.

Un F15 pulvérise un convoi kurde

Le général commandant des unités du PDK grièvement blessé.

Abou Chlita envoyé spécial

Les peshmergas progressent sans hâte, nez au vent, fusil en bandoulière. Milice de paysans au pas lourd, de montagnards à la jambe traînante, la troupe kurde offre un aspect rustique. Les véhicules sont rares, une maigre flotte de camions d'origine chinoise. Pas de mortiers ni de canons, et moins encore de blindés. Seul le nombre conséquent de fantassins permet aux forces kurdes d'espérer jouer un rôle quelconque dans un conflit dominé par la suprématie technologique des Etats-Unis.

Recul. Plusieurs opérations menées ce week-end sur les fronts de Kirkouk et de Mossoul permettent d'entrevoir la place dévolue aux peshmergas par les stratèges américains. Sur tous les axes routiers menant aux grandes villes pétrolières du nord de l'Irak, le scénario s'est répété à l'identique. A l'aide de renseignements très précis, recueillis par les partis de l'opposition kurde, les responsables de la coalition ont préparé un plan de bombardement aérien contre les centres de commandement des

premières lignes irakiennes, imposant à l'armée gouvernementale un recul sur des positions de défenses moins exposées, dès la fin de la semaine passée. Les miliciens kurdes ont donc progressé significativement en direction de Kirkouk et Mossoul, sous le contrôle de petits détachements des forces spéciales américaines prompts à réclamer un soutien de l'aviation en cas d'accrochages avec les reliefs de troupes fidèles à Saddam Hussein.

L'affaire a pris une tout autre tournure aux approches des ponts, verrous d'importance sur les routes d'accès aux centres urbains. Dès vendredi soir, sur la rivière Khazer, des unités blindées dépêchées de Mossoul et appuyées par de l'artillerie forçaient les peshmergas et leurs conseillers américains à un recul rapide sur la berge orientale. Le lendemain, samedi, les tanks irakiens lançaient une contre-offensive sur les lignes prises par les Kurdes face au pont de Dibaga, sur le front de Kirkouk. Malgré les pilonnages de l'aviation américaine, les troupes gouvernementales sont remontées à l'assaut hier, sur le mêm-

me secteur, provoquant une nouvelle intervention de l'aviation et une terrible erreur de tir.

«Accident». Un chasseur F15 a pulvérisé le convoi dans lequel voyageait le général commandant les unités d'élites du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Wajih Barzani, frère du président kurde Massoud Barzani et chargé de la coordination avec les Etats-Unis. Selon un bilan provisoire, 18 peshmergas auraient été tués et 45 blessés. Plusieurs officiers de liaison américains seraient également au nombre des victimes, apparemment seulement blessés. Touché à la tête par un éclat de missile, Waheer Barzani a été évacué vers l'Europe «dans un état critique», selon des hauts responsables du PDK, «atterrés par l'accident». «Ce drame ne remet pas en cause notre coopération avec les Américains, ni notre détermination à ramener la démocratie en Irak», a indiqué Hochiar Zebari, proche conseiller du président Massoud Barzani. «Nous poursuivrons notre travail avec les Etats-Unis jusqu'à la fin de la guerre.» ●

DIDIER FRANÇOIS

La vie reprend dans l'ancien fief des islamistes

La population revient dans sept villages du Kurdistan irakien qui étaient aux mains des islamistes radicaux d'Ansar Al-Islam, et où les Américains ont mené une opération très dure à la recherche de membres d'Al-Qaida

REPORTAGE

BIYARA

De notre envoyé spécial

Ce fut une petite guerre dans la grande guerre. La seule qui était véritablement dans la logique de la réponse aux attentats du 11 septembre. Le 29 mars, les forces spéciales américaines mêlées aux peshmergas (combattants) kurdes de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) se sont lancées à l'assaut d'une zone de sept villages de montagne, adossée à la frontière iranienne et qui était contrôlée depuis un an par un groupe islamiste radical, Ansar Al-Islam (Partisans de l'islam). Dans ces villages devenus une sorte de petit Afghanistan du temps des talibans, ce groupe dirigé par un «émir» avait instauré la loi islamique la plus stricte, entraînait des combattants pour le djihad et accueillait des volontaires étrangers dont certains seraient également passés par les camps d'entraînement d'Oussama Ben Laden.

Après quelques jours de durs affrontements appuyés par des bombardements de l'aviation américaine, les peshmergas ont réinvesti les sept villages. Les combattants d'Ansar Al-Islam ont été mis en fuite. Deux cent-cinquante d'entre eux ont été tués, selon le bilan officiel. Les autres, de 500 à 700 hommes, seraient parvenus à se replier vers l'Iran en franchissant un col enneigé. Les peshmergas n'ont pas fait de prisonniers et ont eu eux-mêmes 35 tués, essentiellement par des attaques-suicides. C'est dire si la bataille a été rude.

Les tranchées et postes de tirs bordent encore le chemin

Une semaine après la fin des combats, la vie reprend doucement dans ces petits villages. Biyara, qui compte 400 maisons accrochées à la montagne, était la «capitale» de cet «émirat islamique». On y accède par une route étroite qui s'élève au-dessus de Halabja, la ville la plus à l'est du Kurdistan irakien. Des tranchées et des postes de tirs sont encore installés de part et d'autre du chemin. Dans ce paysage aride de pierres, la coupole bleu



Les troupes américaines et les combattants kurdes sont entrés, le 29 mars, dans les villages tenus par les islamistes, à 250 kilomètres de Bagdad.

turquoise de la mosquée de Biyara apparaît comme une tache éclatante de couleurs. Mais elle est percée de multiples trous causés par des balles de mitrailleuses lourdes et une partie de la *madrassa* (école corannique) s'est écroulée, apparemment touchée par un missile.

Une vingtaine de villageois sont déjà au travail, déblayant les gravats tandis que d'autres font leur prière dans la partie intacte de la salle. De petites échopes jalonnent la rue principale. Les rideaux de fer gisent à terre. Partout, on ramasse, on répare, on entasse et on range. «Les gens reviennent», se réjouit un

coiffeur. De nombreuses familles avaient fui lorsque les combattants d'Ansar Al-Islam s'étaient installés dans le village. Ceux qui avaient tenté de rester ont déguerpi vers les montagnes au début de l'attaque américaine. Aujourd'hui, on croise sur la route les camionnettes poussives et surchargées de familles qui prennent le chemin du retour.

«Durant la période d'Ansar Al-Islam, ils nous interdisaient de nous asseoir au café, de raser notre barbe et de fumer. On pouvait écouter la radio ou la télévision à la maison, mais il fallait mettre le son tout doucement. On pouvait jouer au

football mais il ne fallait pas mettre de vêtement de sport. Eux, toute la journée, ils priaient, ils s'entraînaient et ils annonçaient le djihad contre le monde entier», raconte encore ce commerçant, visiblement heureux d'être débarrassé de ceux qu'il percevait comme des occupants étrangers.

Dans les ruines, des passeports saoudien, algérien et marocain

Il y avait non seulement des Kurdes mais aussi des Pakistanais, des Syriens, des Palestiniens, des Arabes irakiens... Parmi les passeports des combattants tués auraient été retrouvés celui d'un Saoudien, d'un Algérien et d'un Marocain, selon les militaires kurdes qui ont conduit l'opération.

Plus loin, à l'entrée du village, la maison d'un notable avait été transformée en poste de contrôle et, en prison. Un des mollahs de la mosquée du village raconte comment il a été détenu ici. « Ils disaient que je ne pratiquais pas le véritable islam et voulaient me convertir. »

Plus haut, sur une hauteur qui fait face au village, un drapeau de l'UPK

flotte sur une imposante bâtisse. C'est là qu'Ansar Al-Islam avait son quartier général. Des peshmergas déboussaient veillent désormais sur les lieux. Ils montrent un tas de papiers. Parmi eux, se trouvent des articles de journaux arabes illustrés de photos d'Oussama Ben Laden, un cours d'arabe en néerlandais, une carte routière d'Allemagne et de nombreux papiers de l'organisation. Un petit livret porte sur la couverture deux kalachnikov entrecroisées et un Coran flottant au-dessus de la terre. Il s'agit de la « Constitution » d'Ansar Al-Islam où il est écrit que l'émir qui dirige le mouvement s'appuie sur une Assemblée et qu'il existe une cour islamique. L'organisation de l'activité militaire occupe une bonne moitié du livret. Il est question de « travail de renseignements » et de « propagande ». Un autre papier précise l'existence d'un groupe « chargé des assassinats ».

Il ne s'agit pas de paroles en l'air puisque, durant sa courte existence, ce groupe a mené de multiples attentats au Kurdistan, dont l'un contre le premier ministre du gouvernement

UPK, Barham Salih, le 2 avril 2002, qui avait tué cinq de ses gardes du corps. Née à partir de mouvements islamistes apparus dans les camps de réfugiés kurdes en Iran, après 1988, cette organisation a plusieurs fois changé de nom et n'a cessé de se radicaliser pour épouser des thèses proches d'Al-Qaïda. Les États-Unis ont mentionné son existence pour établir un lien entre Saddam Hussein et Oussama Ben Laden. Rien, sur place, ne donne cependant à penser que des émissaires du président irakien ont séjourné ici.

A travers les papiers trouvés sur place et les témoignages des habitants, on devine plutôt le fonctionnement sectaire d'un groupe radical refusant en bloc la modernité et l'Occident. « Aujourd'hui, Ansar n'existe plus, veut croire Mamosta Shaho, l'envoyé du gouvernement de Souleïmanya en charge de diriger le rétablissement de l'autorité de l'UPK dans la zone. Il reste peut-être encore quelques poches de combattants dans les montagnes. Mais ces villages sont libres à nouveau. » Et il note également que la coopération avec les Amé-

ricains a été parfaite, ici, ce qui est de bonne augure pour l'autre bataille, celle qui se déroule plus au sud.

Alain GUILLEMOLLES

La Turquie lance un avertissement aux peshmergas

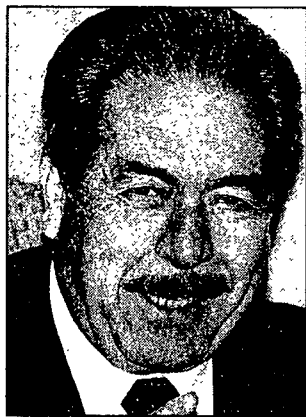
■ La saisie des puits de pétrole de Mossoul et de Kirkouk par les Kurdes irakiens constituerait une raison pour l'intervention de l'armée turque dans le nord irakien, a affirmé hier le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. « Il est hors de question pour la Turquie d'intervenir en Irak du Nord tant qu'il n'y a pas de problème touchant à l'intégrité territoriale de l'Irak ou de mouvement visant à s'emparer du pétrole de Mossoul et Kirkouk », a-t-il affirmé, selon l'agence de presse Anatolie.

Mort présumée d'« Ali le Chimique »

Arielle Thedrel

Autant que la percée dans Bagdad et la prise de contrôle de Bassora, la mort présumée d'Ali Hassan al-Majid, cousin germain de Saddam Hussein, frappe au cœur du régime irakien. Les Américains avaient déjà tenté de l'éliminer le 21 mars lors d'une première offensive aérienne visant à décapiter l'Irak. Cette fois, selon un porte-parole militaire britannique qui fait état d'« indices solides », la coalition aurait atteint son but. Ali Hassan al-Majid n'aurait pas survécu à un deuxième raid allié qui a détruit samedi sa résidence de Bassora et coûté la vie à une bonne partie de son entourage.

Simple chauffeur dans l'armée avec le grade de caporal à la fin des années 50, mais originaire comme Saddam Hussein de la ville de Tikrit, Ali Hassan al-Majid, 59 ans, était devenu l'un des piliers du régime irakien. Il appartenait, avec les deux fils de Saddam, Oudaï et



(Photo Jamal Saïd/Reuters.)

Ali Hassan al-Majid était l'un des piliers du régime irakien.

Qusay, le vice-président Taha Yassine Ramadan, le vice-président du Conseil de la révolution, Ezzat Ibrahim, et le vice-premier ministre, Tarek Aziz, au premier cercle du pouvoir. Car plus encore que sur un parti et une idéologie, c'est sur ce clan soudé par des intérêts communs - sinon par l'esprit de famille que repose le pouvoir de Saddam Hussein. Rescapé des purges à répétition et des crises de para-

noïa du dictateur, Ali Hassan al-Majid aurait ainsi personnellement torturé puis exécuté les deux gendres de Saddam, Hussein et Saddam Kamel. Les deux hommes avaient fait défection à Amman en août 1995 avant de se laisser convaincre de rentrer à Bagdad avec l'assurance d'être « pardonnés ».

Habile à jouer des rivalités de ses proches, Saddam Hussein a su aussi les compromettre dans tous les coups bas du régime. Accusé de crimes de guerre par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, Ali Hassan al-Majid n'ignorait pas que son sort était inextricablement lié à celui de son maître, qui l'avait nommé à la mi-mars gouverneur militaire du sud de l'Irak en prévision de l'offensive alliée. Il dirigeait à ce titre les troisième et quatrième corps d'armée.

Ce clone physique et moral de Saddam Hussein était l'exécutif des basses œuvres du régime. Ses faits d'armes lui avaient valu les surnoms d'« Ali le Chimique » ou de « Boucher du Kurdistan ». En 1987, responsable du parti Baas au Kurdistan, il est chargé de mater la rébellion kurde. Une mission dont il s'acquitte avec zèle : déportation de population, puis, en mars 1988, bombardement au

gaz, yperite de la ville de Halabja qui fera plusieurs milliers de morts et des dizaines de milliers de réfugiés. A la mi-août 1990, Ali Hassan al-Majid est nommé gouverneur du Koweït, devenue la 19^e province d'Irak. Il s'illustre en anéantissant les dernières poches de résistance. Au lendemain de la défaite irakienne, il avait reçu une nouvelle mission : écraser le soulèvement chiite dans le sud de l'Irak. Le 12 mars 1991, l'insurrection avait été impitoyablement réprimée. Les Américains avaient fermé les yeux, laissant l'artillerie irakienne massacrer des dizaines de milliers de personnes.

LE FIGARO

8 AVRIL 2003

Une opposition tiraillée entre sa légitimité historique et Washington

« JE ME DEMANDE avec crainte quel sera mon avenir politique quand j'aurai assumé le fardeau et l'opprobre général de l'imbroglia mésopotamien » : tel était l'état d'âme de Winston Churchill lorsqu'il s'est vu confier le ministère britannique des colonies en charge de l'Irak, en 1921. C'était un autre temps, mais le lieu est le même et la perplexité tout aussi grande face à la complexité de l'écheveau politique irakien.

L'opposition au régime de Bagdad n'est pas en reste. Eclatée politiquement, idéologiquement et ethniquement, géographiquement dispersée dans les pays voisins, en Europe, et aux Etats-Unis, celle-ci rassemble des partis et personnalités d'obédiences les plus diverses, souvent peu représentatives de l'échiquier politique et social irakien. Quelques formations paraissent néanmoins incontournables. Certaines tiennent leur légitimité de leur ancienneté et de leur représentativité plus ou moins importante – mais difficile à mesurer à l'heure actuelle tant est grande la crainte d'exprimer quelque position politique contestataire en Irak. D'autres doivent leur importance à la place que les Etats-Unis ont décidé de leur conférer ; et parmi celles qui remplissent les deux conditions, le Congrès national irakien (CNI) offre un parfait exemple.

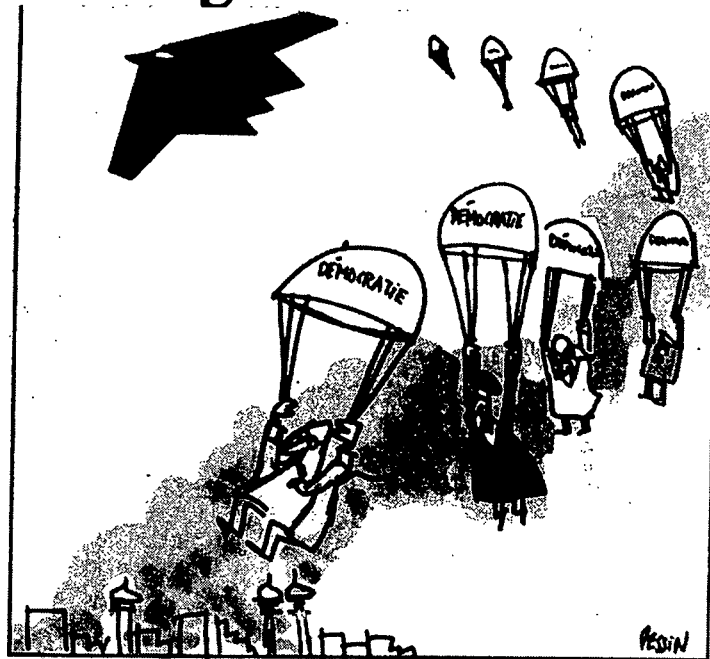
► **Le Congrès national irakien** est un rassemblement astucieux mais fragile – et surtout contesté – d'opposants dont certains ont une légitimité historique, tandis que d'autres tirent la leur de la volonté américaine. Le CNI a officiellement vu le jour en juin 1992, lors d'une conférence réunie à Vienne.

Mais il n'a acquis ses lettres de noblesse que quelques mois plus tard, en octobre, à l'occasion d'une nouvelle assemblée générale réunie à Salaheddine, dans la partie du Kurdistan placée sous protection occidentale, au nord du 36° parallèle. C'est en effet à cette occasion que certaines des plus importantes formations politiques historiques y adhèrent, tels le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak et le parti Al-Daawa (pour les chiïtes), le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le Parti communiste et les nationalistes arabes, de même que des personnalités indépendantes ; autrement dit, l'ensemble du spectre des opposants à Saddam Hussein.

Le CNI, dont le principal mérite est d'avoir tenté de lancer un mouvement fédérateur, se dote alors d'une direction tricéphale, et installe son quartier général à Salaheddine, le travail de « communication » et de propagande se faisant essentiellement à Londres. Ahmad Chalabi en devient la figure emblématique. Washington se fait prodigue : au cours de la seule première année d'existence du CNI, la CIA aurait déboursé plus de 20 millions de dollars pour lui permettre de mener une campagne internationale anti-Saddam Hussein. Depuis, le CNI a néanmoins connu bien des déboires, auxquels ne sont étrangers ni la désaffection de certains de ses membres – qui se sont retirés du jeu ou gelé leur appartenance –, ni les luttes fratricides entre Kurdes, ni les turbulences d'Ahmad Chalabi, ou les initiatives ratées visant à obtenir la chute du régime.

► **Les Kurdes.** Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fondé en 1946 par Moustapha Barzani – le père du dirigeant actuel, Massoud Barzani – et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), issue d'une scission du PDK conduite en 1975 par Jalal Talabani, sont les principaux héritiers de la résistance des Kurdes à la répression et à la ségrégation dont ils ont été victimes de la part de tous les pouvoirs qui se sont succédé à Bagdad. Le PDK et l'UPK ont aussi une longue tradition de conflits fratricides meurtriers, le plus souvent dictés par la lutte pour le pouvoir. Le rapprochement spectaculaire qui les avait conduits, en 1992, à organiser la gestion en commun de la zone qu'ils contrôlaient, au nord du 36° parallèle, s'est ainsi fracassé deux ans plus tard sur la résurgence des vieux démons des guerres intestines. Leurs relations s'étant à nouveau apaisées, l'UPK et le PDK ont mis leurs divergences en sourdine et gèrent le Kurdistan selon un partage géographique : le PDK au nord, l'UPK au sud.

Selon la conjoncture, les deux partis ont eu conjointement ou séparément des contacts avec le pouvoir irakien – le PDK n'ayant d'ailleurs pas hésité à faire appel à l'armée irakienne en 1996 contre ses frères ennemis – et/ou se sont alliés aux deux grands voisins, l'Irak et la Turquie. Ayant renoncé depuis des années à réclamer l'indépendance du Kurdistan, ils demandent l'instauration en Irak d'un régime parlementaire, démocratique et multipartite au sein d'un système fédé-



ral dont les contours restent à déterminer.

► **Les chiïtes.** Le parti Al-Daawa est le plus ancien et fut incontestablement le plus représentatif des chiïtes irakiens, malgré la répression impitoyable dirigée contre lui dès les années 1970. Revendiquant son indépendance par rapport à l'Irak voisin, il a connu plusieurs scissions, dont une précisément due à cette distanciation avec la République islamique. Politiquement favorable à la décentralisation et au pluripartisme dans le cadre d'un régime constitutionnel parlementaire, il préconise la lutte armée à l'intérieur de l'Irak et refuse d'être un simple exécutant de décisions prises aux Etats-Unis. C'est l'une des raisons pour lesquelles Al-Daawa s'est retiré du CNI.

Fondé en 1982 en Iran, le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak est l'autre grande formation chiïte. Dirigé par l'ayatollah Mohammad Baqer Al-Hakim, le Conseil a ses quartiers généraux en Iran, où réside son chef. Il maintient une présence formelle au sein du CNI et un contact distant avec les Etats-Unis qui, en 2002, l'ont sélectionné, avec cinq autres formations de l'opposition – le PDK, l'UPK, le royaliste et le Mouvement de l'entente nationale – pour aller discuter à Washington de l'avenir de l'Irak.

► **Le Parti communiste irakien**, bien qu'affaibli par la répression officielle et par l'effondrement du bloc soviétique, demeure une force avec laquelle il faut compter. Il a été le premier à réclamer la levée des sanctions impo-

sées à la population irakienne par l'ONU. Il refuse d'être un simple supplétif de l'armée américaine pour le renversement du régime de Saddam Hussein. C'est l'une des raisons qui ont dicté son retrait du CNI. Refusant tout sectarisme, le PCI, qui se veut le héraut d'une « alternative démocratique » en Irak, est soucieux de maintenir de bonnes relations avec l'ensemble de l'opposition, singulièrement les partis kurdes.

► **Le Mouvement de l'entente nationale** d'Ayad Allaoui, de création postérieure à l'invasion du Koweït par l'Irak, est l'une des formations favorites du département d'Etat et de la CIA. En juin 1996, il avait été la cheville ouvrière d'une tentative de coup d'Etat contre le régime. Celle-ci fut tuée dans l'œuf par les services de renseignement irakiens et des centaines de personnes furent exécutées.

► **Le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle** est regroupé autour du chérif Ali Ben Al-Hussein Al-Hashimi, cousin du dernier roi Fayçal II d'Irak. Son audience à l'intérieur même de l'Irak serait confidentielle.

Il existe une multitude d'autres partis et formations se réclamant de l'opposition. De l'avis de spécialistes de l'Irak, celles que l'on groupe généralement sous l'appellation de nationalistes arabes, singulièrement les baasistes pro-syriens, et les nassériens, devraient avoir une place sur l'échiquier politique futur de l'Irak.

Moujā Naim

La guerre fait rage dans Bagdad

► **Intensification des combats autour du complexe présidentiel.** Les forces américaines ont continué hier de se déployer à l'intérieur de Bagdad, alors qu'elles ont quasiment fermé les accès à la ville. Au centre de la capitale irakienne, des chars américains, appuyés par des hélicoptères Apache, ont fait mouvement dans le principal complexe présidentiel, au milieu de violents échanges de tirs au canon et à l'artillerie. Après cinq heures de violents combats, deux chars Abrams américains sont sortis du complexe présidentiel, dont un des bâtiments a été totalement détruit, pour prendre position sur un pont stratégique. Un marine américain a été tué et six autres ont été blessés dans la banlieue de Bagdad.

► **Incertitude sur le sort de Saddam Hussein.** Le Pentagone a qualifié hier de « très efficace » le bombardement ayant pulvérisé la veille un immeuble du quartier résidentiel d'al-Mansour, où il pensait avoir localisé Saddam Hussein et ses deux fils. Le Pentagone a cependant précisé n'avoir aucune certitude quant à leur sort. Quatorze civils avaient été tués dans ce bombardement pour lequel ont été utilisées quatre bombes de 960 kilos guidées par satellite. « *Je ne sais pas si (Saddam Hussein) a survécu* », a simplement commenté le président américain George W. Bush. Peu après, une bombe guidée par satellite a frappé le siège du parti Baas.

► **Un tir de char américain sur l'hôtel « Palestine » tue deux journalistes.** Un journaliste ukrainien de l'agence Reuters et un cameraman espagnol de la chaîne Telecinco sont morts hier à la suite d'un tir d'un char américain contre l'hôtel « Palestine » à Bagdad. Trois autres journalistes de Reuters ont été blessés dans l'explosion. Le Pentagone s'est dit « attristé » par la mort des deux journalistes, tout en faisant porter la responsabilité au

régime irakien. Le président français Jacques Chirac s'est dit « consterné ». Par ailleurs, la chaîne al-Jezira a annoncé hier la mort d'un de ses cameramen, Tarek Ayoub, lors d'un raid aérien des forces américaines. La « CNN arabe » envisageait hier de retirer ses équipes d'Irak, estimant qu'elles ne sont « plus en sécurité ». Onze journalistes ont trouvé la mort depuis le début du conflit.

► **Des centaines de familles fuient Bagdad.** Des centaines de familles à bord de voitures ont fui hier la capitale irakienne. Les Bagdadiens ont emprunté en masse l'autoroute qui bifurque vers l'est en direction de Diala, à une centaine de kilomètres de Bagdad, alors que les policiers tentaient de régler une circulation chaotique.

► **Un avion d'attaque américain abattu.** Un A-10 « tueur de chars » a été « touché et s'est écrasé » hier au-dessus de Bagdad, a annoncé le général américain Buford Blount. Le pilote, qui a réussi à s'éjecter, a été « retrouvé et est soigné », a-t-il précisé. L'avion aurait été touché par un missile sol-air.

► **La télévision irakienne cesse d'émettre.** La télévision nationale irakienne a interrompu ses programmes hier matin alors que la chaîne irakienne par satellite n'émet plus depuis plusieurs jours. Les forces américaines ont admis avoir attaqué des émetteurs irakiens.

► **Les Britanniques désignent un chef de tribu à la tête de Bassora.** L'armée britannique a expliqué hier avoir choisi un notable local pour assurer l'administration provisoire de Bassora, deuxième ville du pays, qu'elle contrôle désormais. Le colonel Chris Vernon n'a pas voulu dévoiler l'identité de ce « cheikh », mais a précisé qu'il s'était porté volontaire et que les forces britanniques s'étaient assurées « qu'il était crédible et qu'il faisait autorité dans la ré-

gion ». « *Il va maintenant former son propre comité* », a-t-il ajouté. La deuxième ville du pays restait hier livrée aux pillages.

► **Sur le front nord, les bombardements s'accroissent.** L'aviation américaine a pilonné intensément hier des positions irakiennes dans les villes pétrolières de Kirkouk et de Mossoul. Les forces kurdes déployées au sol n'ont toutefois fait état que de lents progrès sur le front nord. De son côté, le général

américain Vincent Brooks a assuré hier faire « pression sur les forces irakiennes dans cette région afin d'empêcher leur mouvement vers Tikrit ou Bagdad ».

► **Bush et Blair promettent à l'ONU un « rôle vital » dans l'après-Saddam.** Réunis hier près de Belfast, en Irlande du Nord, George W. Bush et Tony Blair ont assuré qu'un « rôle vital » reviendrait à l'ONU dans la reconstruction de l'Irak, sans préciser l'étendue réelle du pouvoir dévolu à l'organisation. Dominique de Villepin s'est « félicité » de cette

évolution. Le président américain a ajouté que les responsabilités gouvernementales seront placées « le plus tôt possible entre les mains d'une administration provisoire composée d'Irakiens » (lire page 5).

► **Jacques Chirac rencontrera à Saint-Petersbourg ses homologues russe et allemand en fin de semaine.** Le président de la République a confirmé hier qu'il se rendrait vendredi et samedi à Saint-Petersbourg pour poursuivre la concertation avec les dirigeants russe Vladimir Poutine et allemand Gerhard Schröder sur l'Irak. Jacques Chirac a réaffirmé qu'« il appartenait à l'Organisation des Nations unies d'assumer, et elle seule, la reconstruction politique, économique, humanitaire, administrative de

l'Irak ». Le président de la République s'entretiendra avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en marge du sommet européen d'Athènes, les 16 et 17 avril. Ce dernier a en effet annulé hier la tournée européenne qu'il devait effectuer à partir d'aujourd'hui, préférant attendre de participer au sommet européen d'Athènes.

► **Straw en visite à Paris et Madrid pour discuter de l'après-Saddam.** Le secrétaire au Foreign Office est attendu ce matin à Paris puis à Madrid pour s'entretenir de l'avenir de l'Irak avec ses homologues français et espagnol, Dominique de Villepin et Ana Palacio. De source britannique, on souligne qu'il s'agit de trouver « un terrain commun » susceptible de conduire à une résolution du Conseil de sécurité qui remettrait en selle l'ONU.

LE FIGARO

9 AVRIL 2003

Au Nord, les Américains et leurs alliés kurdes poursuivent leur marche vers Mossoul et Kirkouk

► **Sud.** A Bassora, les forces britanniques ont affirmé contrôler la deuxième ville de l'Irak à l'issue d'un siège de quinze jours. « Nous couvrons tous les secteurs de Bassora, y compris la vieille ville », a indiqué sur place, lundi 7 avril, le lieutenant colonel britannique Hugh Blackman. « Il y a 4 000 soldats, 200 chars et des centaines de véhicules » dans la ville, a-t-il noté, en estimant que la bataille de Bassora était « plus ou moins terminée ». Pénétrant à pied dans le centre-ville, les soldats ont notamment pris le contrôle d'un immense palais de Saddam Hussein et de l'Université, jusqu'alors aux mains de miliciens irakiens.

Des scènes de pillage des biens appartenant à des fidèles du régime baasiste ont été observées à Bassora, faisant craindre des règlements de comptes. Les forces britanniques devront faire régner « la loi et l'ordre », a déclaré un commandant britannique au QG de la coalition au Qatar.

► **Nord.** Les soldats américains et leurs alliés kurdes ont poursuivi leur marche en direction de Mossoul et de Kirkouk. La phase aérienne de la guerre est toujours intense dans cette région, Mossoul et ses abords ayant été particulièrement bombardés lundi.

Les forces américaines et kurdes ont pris la ville de Dibaga, non loin du lieu où un avion américain avait tiré dimanche par erreur sur un convoi de peshmergas (18 combattants kurdes ont été tués). A Khazer, des affrontements se sont poursuivis entre peshmergas et soldats irakiens pour le contrôle d'un pont situé à une trentaine de kilomètres de Mossoul.

Commandant en chef de la région d'Erbil, le général kurde Mustafa Kakamine a indiqué que « les forces kurdes avanceront jusqu'aux limites du territoire kurde arabisé », à savoir Makhmur et Guare en direction de Mossoul, Dibis et Altun Kupri sur la route de

Kirkouk. A Ankara, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a estimé que la saisie des puits de pétrole de Mossoul et Kirkouk par les Kurdes irakiens constituerait une raison pour l'armée turque d'intervenir dans le Nord irakien.

► **Centre.** Le commandant des opérations militaires de la coalition en Irak, le général Tommy Franks, a rendu visite, lundi, aux troupes américaines stationnées à Nadjaf. Dans cette ville, le général « s'est promené en Humvee [grosse Jeep] pendant une vingtaine de minutes au milieu d'une population des centaines de personnes qui saluaient et acclamaient le convoi. Tout le monde était souriant et heureux. Ce fut un moment très émouvant », a commenté le Commandement central de la coalition (Centcom, basé au Qatar).

► **Bilan humain.** Un total de 91 militaires américains ont été tués depuis le début de la guerre, le 20 mars, a indiqué le Pentagone

dans la nuit de lundi à mardi. Huit soldats américains sont en outre portés « disparus ». Du côté des forces britanniques, 30 militaires ont été tués.

L'évaluation des victimes chez les combattants irakiens reste impossible à établir, Bagdad n'ayant donné aucun chiffre. De sources américaines, il y aurait eu plus de 2 600 soldats irakiens tués depuis vendredi 4 avril. Par ailleurs, le Pentagone a indiqué lundi que les forces américano-britanniques détiennent plus de 7 000 prisonniers de guerre irakiens. Le nombre des victimes civiles est, lui aussi, très difficile à évaluer.

► **Effectifs.** Il y a désormais 340 000 soldats américains et britanniques dans la région, dont 125 000 en Irak, a précisé le Pentagone lundi. - (AFP, AP, Reuters.)

Désertée par les Irakiens, la zone militaire du Nord de l'Irak, interdite depuis 1988, retrouve espoir

Les bergers reviennent au Kurdistan

La vie reprend peu à peu sur le territoire du Nord de l'Irak, récemment déserté par les soldats de Saddam Hussein. Cette ancienne zone militaire irakienne largement minée reste pourtant le théâtre de tirs répétés des forces irakiennes, repliées vers le Sud.

Qara Wez, au Nord de l'Irak : de notre envoyée spéciale Delphine Minoui

De son village natal, il ne reste plus grand-chose. Seulement quelques pierres éparpillées au milieu d'un champ de mines, où fleurissent des coquelicots. Bestoon Mohammad Omar a 20 ans. Après cinq kilomètres de route désertique parcourus sur sa bicyclette, il est venu respirer les odeurs de son enfance, passée à Qara Wez. « C'était le paradis des agriculteurs. Mais Saddam Hussein en avait fait une zone militaire », dit-il. C'est la première fois que Bestoon revient à Qara Wez. En 1988, le président irakien y chassa tous ses habitants, pendant la campagne de génocide, dite « Anfal », qui causa la mort de 182 000 Kurdes. Perdu au mi-

lieu d'un no man's land qui sépare la ville kurde de Chamchamal de Kirkouk - toujours sous contrôle de Bagdad -, Qara Wez fait partie des positions libres du Nord que les soldats irakiens ont rapidement désertées il y a dix jours, sous la pression des frappes répétées de l'aviation américaine.

Sur les petites collines, où reposent les cadavres des bunkers détruits, les bergers de Chamchamal - pour la plupart originaires des villages qui mènent jusqu'à Kirkouk -, viennent à nouveau faire pâturer leurs moutons non loin de la base militaire de Qara Andjir, en explorant cette zone « interdite » pendant tant d'années. « Les gens reviennent, la vie reprend lentement », s'enthousiasme Bestoon. Pour ceux qui ont connu cette ancienne région touristique, avant son occupation par l'armée de Saddam Hussein, c'est toute la nostalgie du passé qui revient. « On s'arrêtait à Qara Anjir au printemps pour manger du yaourt frais. C'était la pause parfaite sur cette route qui menait de Soleymania vers Kirkouk et Bagdad », raconte Barham Salih, copremier ministre du gouvernement régional kurde. « Qara Andjir était

rempli de vendeurs de kebab et de maisons de thé », ajoute-t-il. Pour l'heure, la zone libérée se trouve sous le contrôle des peshmergas. Au sud de Qara Wez, ils sont nombreux à avoir investi la mosquée de l'ancien village de Qader Karim. Les soldats irakiens, qui en avaient fait un de leurs quartiers généraux, se sont contentés de dynamiter le petit pont avant de prendre la poudre d'escampette. Ils ont laissé derrière eux les nombreuses fresques dressées à l'effigie de Saddam Hussein... Comme cette peinture murale où l'on voit le président irakien se dresser en

slogans touchent à leur fin. Au loin, les bruits sourds répétés sont ceux de l'aviation américaine, qui bombarde les positions irakiennes de Kirkouk. « La libération est proche, Saddam Hussein est fini », se réjouit Mohammad Hassan, jeune peshmerga de 21 ans. Non loin de la mosquée, une douzaine de membres de forces spéciales américaines ont également établi leur base dans un ancien check point irakien. Depuis plusieurs jours, ils multiplient discrètement les allers-retours sur la route stratégique qui mène vers Kirkouk, laissant présager

« On s'arrêtait à Qara Anjir au printemps pour manger du yaourt frais »

une offensive terrestre imminente. Mais les visiteurs n'y sont pas les bienvenus et la communication avec la presse se limite aux formules de politesse d'usage. Complètement abandonnée demeure à haut risque. A l'heure de la chute de Bagdad, les soldats irakiens sont en effet en train de jouer leurs dernières cartes dans ce no man's land du Nord en tirant des mortiers sur Qara Andjir et aux alentours de la ville de

conquérant sur les montagnes kurdes, un drapeau de l'Irak entre les mains. Mais sa tête a déjà disparu. Les Kurdes l'ont effacée à la craie blanche. Sur un autre mur, on peut lire un des nombreux caligraphes de l'armée irakienne, calligraphiés sur du plâtre : « L'ennemi doit toujours être devant vos yeux. Ne lui tournez jamais le dos. » Mais les

Laylan, au sud de Kirkouk. Avant de quitter leurs positions, les hommes de Saddam Hussein ont également couvert la route de Kirkouk d'explosifs et de mines antipersonnel. En l'espace de ces trois derniers jours, les démineurs du groupe MAG (Mine Advisory Group) ont réussi à neutraliser 1 000 mines,

entre Chamchamal et Bani Maqem, premier check point irakien sur la route de Kirkouk. « *Le travail est encore long* », constate Snour Tofiq, un des responsables du déminage.

Pour l'heure, le travail accompli a déjà permis aux ingénieurs d'accéder au puits d'eau de Bani Maqem, et de réparer rapide-

ment ce réservoir détruit par les troupes irakiennes, permettant d'abreuver 123 000 personnes. « *Le déminage pourra permettre de replanter tous les arbres saagement coupés par les Irakiens, et d'exploiter cette riche région agricole, complètement abandonnée* », remarque Snour Tofiq. Derrière la mos-

quée de Qader Karim gisent également une demi-douzaine de puits de pétrole inexploités depuis 1991. « *L'avenir est devant nous* », s'exclame Bestoon Mohammad, avant de réenfourcher sa bicyclette.

La Turquie s'inquiète des avancées kurdes

ANKARA La saisie des puits de pétrole de Mossoul et Kirkouk par les Kurdes irakiens constituerait une raison pour l'intervention de l'armée turque dans le nord irakien, a affirmé hier le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Les Kurdes irakiens considèrent ces villes, proches d'importants gisements de pétrole, comme étant « à majorité kurde » et appartenant à leur région autonome. A la faveur du retrait des forces de Saddam Hussein, les peshmergas ont récemment passé la ligne de démarcation séparant leur territoire de celui contrôlé par Bagdad, avançant sur six routes menant à Kirkouk et à Mossoul.



« A Kirkouk bat le cœur du Kurdistan »

Les Kurdes révalent de voir leurs Peshmerga « libérer » Kirkouk. Pour l'heure ils sont tenus à distance par les Marines américains et rongent leur frein.

Les Peshmerga voulaient entrer dans Kirkouk, au nord de l'Irak, en même temps que les soldats américains à Bagdad. Ils piaffent aux portes de leur capitale proclamée. A tous les postes de la ligne de front, les combattants kurdes disent « attendre ». A Katakacha, devant la dernière barrière conduisant droit aux casernes irakiennes, ils assurent « occuper des positions défensives ».

Infesté de mines

Depuis l'ouverture du conflit, les Kurdes ont progressé en direction de Kirkouk (300 km au nord de Bagdad). Dans un secteur que l'on trouverait champêtre s'il n'était parsemé de bunkers désertés, hérissé de barbelés et infesté de mines. Avant-guerre, des soldats kurdes envisageaient une ruée sur Kirkouk sitôt lancée l'offensive américaine. Américains et Turcs s'angoissaient à l'idée que des centaines de Peshmerga ne foncent sur cette ville.

Leur capitale

Le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan qui avaient soustrait

par les armes le Kurdistan à l'autorité de Saddam en 1991, avaient décidé de faire leur capitale de Kirkouk, ville historiquement kurde malgré l'arabisation imposée par le raïs. La soif de vengeance et le tempérament des Peshmerga y faisaient redouter un bain de sang.

« *Tout dépend des Américains* » Rien de tel ne s'est produit. « *Il n'y a pas encore eu d'affrontement direct. Tout dépend des Américains, ils n'ont qu'à donner les instructions, et nous y allons* », lance impatient un Peshmerga.

Discretion

Les avions américains survolent régulièrement la zone et frappent des cibles proches de Kirkouk. Ils sont dirigés par des membres des unités spéciales américaines. « *On les voit passer, on ne sait pas toujours si ce sont des soldats ou la CIA. Quand ils s'arrêtent, ils nous disent où nous poster et d'attendre* », rapporte un Kurde. Ces équipes américaines cultivent la discrétion. Personne ne confirme que l'armée régulière irakienne ait quitté Kirkouk.

Ne pas irriter les Turcs

« *Kirkouk, c'est particulier* », justifie un général kurde incroyablement docile aux consignes américaines. Les Américains ne veulent pas irriter les Turcs, inquiets qu'une mainmise sur le grand centre pétrolier de Kir-



Les Kurdes ont progressé de plusieurs kilomètres en direction de Kirkouk, dans un secteur hérissé de barbelés et infesté de mines.

kouk ne serve la revendication indépendantiste kurde. Pour autant, les Peshmerga n'ont pas perdu espoir : « C'est à Kir-

kouk que bat le cœur du Kurdistan », dit l'un d'eux, « nous avons attendu 14 ans, on peut encore attendre un peu ».

SADDAM'S ARMY

PoWs tell of Ba'athist bribery and brutality

By Harvey Morris
In Eshkawt, northern Iraq

Saddam Hussein's militia used a combination of murder, indoctrination and bribery to try to force a reluctant Iraqi army to fight the US-led coalition, according to prisoners of war captured in recent days on the northern front.

The prisoners described paramilitary death squads - made up of Saddam's Fedayeen, Ba'ath party loyalists and military intelligence - who were charged with carrying out the battlefield executions of anyone who sought to flee or retreat.

Two men yesterday gave eyewitness accounts of the execution last Saturday of a commander of the Iraqi 29th brigade after he recommended retreating from Sheykhani, a frontline town that fell to US and Kurdish forces at the weekend.

"He was made to stand in a ditch for half an hour or so and then he was shot," said Salah Mehdi Taleb. "The man who shot him was Mahmoud Taher, who also gave us political education."

The indoctrination, which consisted of lectures on the soldiers' Islamic duty to



Kurdish peshmergas keep watch over Iraqi prisoners, who they said would be treated as guests

resist invasion, began only when the war started, said Ayad Mohamed Qassem, the other soldier. "He was playing the role of an Islamic teacher, but he was just trying to make us fight."

The accounts of death squads operating behind the Iraqi lines echoed testimony gathered by Human Rights Watch, the international human rights agency, which interviewed 26 prisoners at Eshkawt, a tent encampment under the jurisdiction of the International Committee of the Red Cross north of Arbil.

Offering an explanation for the motivation of the death squads, Mr Taleb said: "These people were hired by the regime and were paid well so they didn't care who they shot."

Some of the prisoners were

thin but otherwise looked in good health. Human Rights Watch reported that those detained earlier in the war had spoken of living on grass and being unable to wash for up to 40 days.

There are so far 360 soldiers at the camp, including six officers and 28 non-commissioned officers. Most fled the battlefield as soon as they had the chance and surrendered to Kurdish peshmerga. The camp has no perimeter fence and is only lightly guarded.

A 34-year army veteran, who served in the Iraqi 12th Mechanical Division, said the US air bombardment was worse than in 1991. "We had no motivation for this war. The Ba'athists only know how to threaten and frighten people, otherwise every Iraqi would join in to

get rid of Saddam Hussein."

One prisoner who had been posted at the same frontline position since 1994 said food was poor and equipment scarce until about a month before the war began. Then conditions improved and pay was doubled to the equivalent of about \$5 a month. "They suddenly started treating us better, to bribe us to fight," he said.

A Kurdish soldier, conscripted into the Iraqi army in Kirkuk, said the death squads warned Arab soldiers that they would be summarily killed by the Kurds if they tried to cross to their lines. "Half of them believed it and half didn't. Even those who didn't have been surprised at how well they have been received here."

Officials in the Kurdish autonomous zone have said the men should not be regarded as captives. Masoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic party, has said they are to be treated as the guests of the Kurdish people.

One prisoner said the violence and intimidation against the army did not begin with this war. The former Republican Guard veteran sought refuge in Kurdistan after the 1991 war but returned home to central Iraq under a 1994 amnesty. Like many others he went absent without leave shortly after rejoining his unit. "They offered the Ba'athists a 20,000 dinar (\$7) bounty for every absent soldier they captured. They caught me," he said, turning his head to the left, "and they cut off my ear."

US special forces and Kurds push on towards Kirkuk

By Harvey Morris in Arbil

As joyful Kurds swept through the streets of the northern Iraqi town of Arbil yesterday to celebrate the fall of Saddam Hussein's regime, a small convoy of US special forces headed south through the cheering crowds towards the front lines

around Mosul and Kirkuk. Kurdish peshmerga and small numbers of US special forces were continuing to push forward on the northern front, seizing pockets of territory evacuated by Iraqi forces retreating from heavy US air bombardment.

If the two cities fall without a fight, following the

apparent collapse of resistance in Baghdad, it would be a vindication of Washington's low-key tactics in the north.

It appeared more likely than ever yesterday that the coalition would not be obliged to open a broad front in the north. Kurdish peshmerga and US forces were

reported to have taken control of three more small towns and villages and to be within 6km of Mosul.

Turkey's refusal to allow US troops to use its territory caused military planners to scale back plans to station up to 60,000 soldiers in the north. The US contingent is thought to number only a few thousand.

Together with the 60,000-strong Kurdish army, however, they have succeeded in pinning down half the Iraqi army - 120,000 men in two and a half corps - for the duration of the war. "Some military analysts believe Saddam Hussein was badly misled in keeping two and a half army corps in the north when they were des-

"We will not attack Syria," he said.
In the Palestinian camp of the Kurdistan Democratic party.

Kurdish officials have said Kurdish refugees ousted from Kirkuk under Mr Hussein's Arabisation programme must be allowed to return. Acting under US orders, however, the Kurdish army has made no move to capture the city.

Some Kurds suspect that Colin Powell, US secretary of state, agreed with Turkey during a recent visit to Ankara that the Kurdish army would not be allowed to enter the city.

Ankara wants to avoid a Kurdish takeover of Kirkuk on the grounds that control of the oil city might tempt the Kurds to declare independence. Kurdish leaders say they will push for a democratic, federal system that guarantees Iraq's existing borders.

Iraq battlefield



US forces



US special forces



UK forces



Iraqi forces



Iraqi Republican Guard



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



Air strike



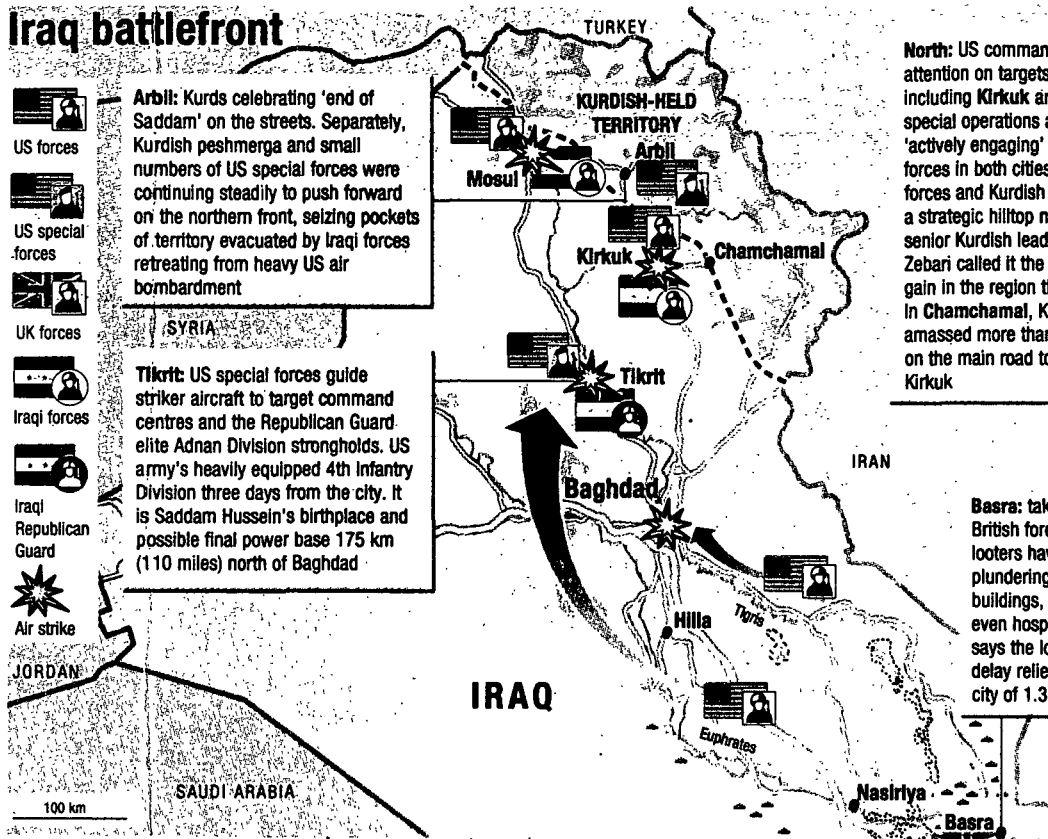
Air strike

Arbil: Kurds celebrating 'end of Saddam' on the streets. Separately, Kurdish peshmerga and small numbers of US special forces were continuing steadily to push forward on the northern front, seizing pockets of territory evacuated by Iraqi forces retreating from heavy US air bombardment

Tikrit: US special forces guide striker aircraft to target command centres and the Republican Guard elite Adnan Division strongholds. US army's heavily equipped 4th Infantry Division three days from the city. It is Saddam Hussein's birthplace and possible final power base 175 km (110 miles) north of Baghdad

North: US commanders focus attention on targets to the north - including Kirkuk and Mosul with special operations and airstrikes 'actively engaging' against Iraqi forces in both cities. US special forces and Kurdish fighters seized a strategic hilltop near Mosul; senior Kurdish leader Hoshiyar Zebari called it the most important gain in the region thus far. In Chamchamal, Kurds have amassed more than 1,000 fighters on the main road to the Iraqi-held Kirkuk

Basra: taken over by British forces this week, looters have been plundering government buildings, universities, even hospitals. Red Cross says the looting could delay relief efforts in the city of 1.3 million people



TACTICAL VIEW

Focus turns to regime's Tikrit home

By Tim Ripley, at US Central Command, in Qatar

As US tank columns headed into the heart of Baghdad yesterday, American commanders were turning their attention to finishing off the Iraqi regime in its "tribal heartland" of Tikrit.

An advanced brigade of the US army's 4th Infantry Division is already motoring north out of Kuwait and "within days" will be moving past Baghdad ready to launch what could be the last battle of the war.

Helicopters and C130 Hercules have also been ferrying the division's troops, supplies and equipment into forward airstrips deep inside Iraq to bolster the drive north. More troops from the division will be close on their heels, giving Tommy Franks, America's Middle East

commander, the troops needed to punch past Tikrit to occupy Mosul and Kirkuk in the sensitive Kurdish region of northern Iraq.

US officers say that the Iraqi Republican Guard's Adnan Division retreated to Tikrit with a number of senior figures in the regime, suggesting that a bloody battle could be expected. However, once Tikrit is overrun they expect a less resistance in Kirkuk and Mosul, where 100,000 regular army troops are understood to be keen to surrender to US soldiers rather than Kurdish peshmerga fighters.

The Adnan division is now the main focus of US airpower, with almost round-the-clock air strikes being launched against the last large formation of the once-feared Republican Guard still in the field.

It is hoped that by the time the 4th Infantry gets

into close contact, the Adnan's troops will show as little inclination to fight as their comrades involved in the defence of Baghdad.

While the Tikrit segment of the 4th Infantry's mission is likely to be relatively straightforward, the taking of Kirkuk and Mosul may be a different type of engagement. These predominantly Kurdish cities have long been in the sights of the Kurdish resistance groups, the KDP and PUK.

If the Kurds can secure them and their oil wealth, then their future will be transformed and provide them with key leverage in the post-Saddam Iraq political scene.

For neighbouring Turkey, this is a nightmare scenario and they have threatened military intervention if the Kurds make a "land grab" against the two cities. Turkey is worried that with the oil wealth under their control, the Kurds will begin providing financial and military assistance to Turkey's Kurdish minority.

In return for overflight rights and other help, Washington has promised Ankara that it will control the Kurds and prevent them doing anything that undermines Iraq's territorial integrity. That is where the 4th Infantry comes in. It was

originally supposed to storm Tikrit from the north, moving via Turkey but when the Ankara parliament rejected that it had to be diverted to Kuwait and begin its 400km drive northwards.

The US Army's 173rd Airborne Brigade landed in Iraq two weeks ago to join a small contingent of special forces troops. These forces established a joint command with the Kurdistan Democratic party and Patriotic Union of Kurdistan, which has so far managed to restrain the more assertive elements among them. It remains to be seen if they can hold back the Kurds in the wake of the fall of Baghdad, which might prompt rebellions inside Kirkuk and Mosul.

Strangely, America's best ally might be the three Iraqi regular army corps based in Mosul and Kirkuk, which so far have held together remarkably well. It would seem that fear of retribution from Kurdish fighters is proving to be a strong motivating factor in bolstering their resistance. This is playing into US hands and could allow the 4th Infantry to arrive at Kirkuk and Mosul during the middle of next week to take the formal surrender of the last part of Saddam Hussein's army.

Démentant les craintes de combats de rue sanglants, les fidèles du régime n'ont pas opposé de résistance

La bataille de « Saddamgrad » n'a pas eu lieu

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Adrien Jaulmes

Le directeur du Palestine a mis son beau costume. Le sourire éclatant, il avance sur le parking de son hôtel à la rencontre des Américains. « Heureux de vous voir ! », dit-il au groupe de soldats qui s'approche.

Fusil M 16 au creux du bras, jetant des regards prudents autour d'eux, les marines viennent de débarquer de leurs blindés devant l'hôtel Palestine, au centre de Bagdad. Ils regardent d'un air interloqué cet étrange comité de bienvenue.

Le casque lourd sur le front, le colonel B. P. Mc Coy, US Marines Corps, serre d'un air un peu surpris la main qu'on lui tend. « Suivez-moi, je vous en prie ! », lui dit d'un air obséquieux le directeur de l'ancien Méridien de Bagdad, devenu depuis le début de la guerre le siège du ministère de l'Information irakien.

Le groupe de marines emboîte le pas à son chef de corps au milieu de la bousculade des cameramen. Leurs blindés viennent de déboucher sur la place circulaire qui sert de fond d'écran aux plateaux de télévision du monde entier depuis deux semaines, avec sa mosquée en forme de bourgeon et la statue de Saddam Hussein qui tend le bras vers le ciel.

Lourdement harnachés, bardés de gourdes et de porte-chargers, la mentonnière du casque lourd bouclée réglementairement, les marines franchissent les portes vitrées couvertes de Scotch de l'hôtel Palestine. « Go ! Go ! », ordonne un sous-officier à son groupe. *Déployez-vous dans le hall !* »

Le colonel Mc Coy, qui vient de traverser à la tête de ses marines la moitié de l'Irak en moins de



Des soldats américains postés, hier, dans le centre-ville de Bagdad. Les chars ont pris position en divers points clés de la capitale, tandis que les marines investissaient un à un les bâtiments officiels. (Photo Ramzi Haidar/AFP.)

3 semaines, remontant le Tigre de Bassora jusqu'à Bagdad, suit le directeur dans les escaliers jusque dans son bureau. Où tous les portraits de Saddam Hussein ont miraculeusement disparu.

L'officier enlève son casque lourd. Il boit longuement à la bouteille d'eau minérale que lui

tend le directeur. Les cheveux coupés ras sur la nuque, des jumelles de vision nocturne sur le torse et une grenade accrochée au gilet pare-balles, le colonel Mc Coy et ses hommes viennent de s'emparer du dernier centre officiel du régime de Saddam Hussein en activité à Bagdad. Alors que tout le reste de l'administration irakienne avait cessé de fonctionner depuis le début du conflit, l'hôtel Palestine était devenu le siège de la propagande irakienne, où vivait le ministre de l'Information en personne, Mohammed Saïd

al-Sahaf.

« On est venus jusqu'ici pour s'assurer que tout le monde était en sécurité », annonce l'officier avec un terrible accent américain aux journalistes qui l'entourent. Les représentants des chaînes arabes n'ont pas l'air enchanté de ce changement d'interlocuteur: « Allez-vous stopper les pillages ? Va-t-il y avoir un couvre-feu », demande la journaliste de la chaîne égyptienne Nile TV.

« Je ne sais pas, madame, répond poliment le colonel, pour le moment nous sommes encore en zone de combat. »

Une présentatrice vedette de la télévision italienne, qui entretenait jusqu'à il y a quelques jours des relations cordiales avec l'ancien chef irakien du centre de presse, Oudaï al-Tahi, renchérit sur le même ton. « L'opinion mondiale vous prend pour

des envahisseurs. Que répondez-vous à cela ? » « Je n'ai pas vu la télévision depuis longtemps », répond le colonel Mc Coy. « On a dû se battre pas mal pour arriver jusqu'ici », dit-il. « Mais nous avons surtout vu des gens nous applaudir en entrant dans Bagdad », dit le colonel.

Le directeur de l'hôtel sourit avec persévérance aux nouveaux arrivants. Il prenait ses ordres la veille encore auprès du ministre irakien Sahaf, dont la dernière conférence de presse, tenue au Palestine mardi après-midi, annonçait encore la défaite imminente des Américains.

L'appareil de contrôle des journalistes aura fonctionné jusqu'au bout. Oudaï al-Tahi, ancien diplomate irakien en poste à Paris pendant les années 80, d'où il dirigeait les services secrets du régime pour toute l'Eu-

« On a compris que la bataille était gagnée quand les civils ont commencé à nous applaudir dans les banlieues »

rope continentale, avant d'être expulsé au début de la première guerre du Golfe, a gardé le contrôle des médias étrangers, jouant successivement de la menace et de la flatterie avec un cynisme consommé.

Hier matin, son bureau vide, installé dans l'une des boutiques de souvenirs du Palestine, a été le premier signe de la disparition du régime irakien. Les grandes tables derrière lesquelles les « guides » du ministère « organisaient » le travail des journalistes sont désertes. Les derniers « traducteurs » semblent un peu perturbés par l'absence de directives, tout comme le personnel de l'hôtel. Le caissier du ministère, chargé de percevoir les 225 dollars quotidiens de la part des journalistes, finit par s'en aller avec un gros sac de sport à l'épaule.

Après plus de 30 ans passés sous le joug d'une version particulièrement aboutie d'un totalitarisme mafieux habillé de nationalisme, les Irakiens ont de la peine à réaliser sa disparition. Personne n'a même songé à décoller la grande photo de Saddam Hussein scotchée sur les baies vitrées du Palestine.

Au lieu de l'apocalypse annoncée par des mois de propagande de la télévision irakienne, fonctionnaires et employés regardent avec stupeur les grands marines aux lunettes d'étudiant, debout dans le hall de l'hôtel Palestine, avec leurs accents nasillards, leurs joues roses, et leurs énormes fusils d'assaut.

Devant l'hôtel, les blindés américains, chars Abrams à la silhouette aplatie et engins amphibies des marines en forme de fer à repasser, se sont déployés autour de la place Ferous.

Un tank est en position dans la rue Abou Nawas, devant la statue du voleur de Bagdad, héros des contes des *Mille et Une Nuits* s'envolant sur un tapis de bronze. Des marines se tartinent des crackers sortis de leurs rations de combat sous les eucalyptus. Et attendent les ordres.

« On ne savait même pas qu'on devait atteindre le centre de Bagdad aujourd'hui », dit le caporal Craig Horne, du corps des marines. Mais on a compris que la bataille était gagnée quand les civils irakiens ont commencé à nous applaudir dans les banlieues », explique-t-il. Jeune soldat d'une vingtaine d'années, originaire de Géorgie,

le caporal Horne a déjà l'allure dégaïée des vétérans. Son bataillon vient de se tailler un chemin dans plusieurs centaines de kilomètres de terrain hostile, réduisant les unes après les autres les positions rencontrées en route, jusqu'au centre de la capitale de Saddam Hussein. « Nous avons perdu des camarades dans une attaque suicide, mais nous avons surtout eu à faire face à des combattants irréguliers, qui nous attaquaient en civil, avant de disparaître », dit-il. On s'attendait à plus de résistance. Les coups de feu qui claquent autour de lui ne le font même pas sursauter. Ses soldats font des tirs de sommation en direction d'un taxi irakien qui s'approche du carrefour. Les autres marines ont enlevé leurs casques et grignotent des rations.

La grande bataille de « *Saddamgrad* », annoncée par la propagande du régime irakien, n'a pas eu lieu. Les services de sécurité de Saddam Hussein, gardes républicains et fedayins, n'ont pas défendu maison par maison le centre-ville en vendant chèrement leur vie. Plus habitués aux tâches de répression qu'au combat d'infanterie, ils ont abandonné le terrain devant l'avance des troupes américaines. Leurs fortins de sacs de sable étaient hier à l'abandon dans les rues du centre de Bagdad. Des tas d'uniformes étaient visibles çà et là. Et les dernières poches de résistance étaient hier tenues par des jeunes desperados des volontaires islamiques à la recherche du martyr plutôt que par des hiérarques du régime baasiste.

Dès le début de la matinée, les quartiers est de Bagdad, et en particulier Saddam City, vaste quadrilatère peuplé de millions de chiïtes hostiles au régime étroitement sunnite de Saddam Hussein, accueillaient en libérateurs les troupes américaines.

Autour de la rue Palestine, grande artère de l'est de la ville, les grands immeubles ultramodernes des ministères sont en feu.

Les dernières poches de résistance étaient tenues par des volontaires islamiques à la recherche du martyr plutôt que par des hiérarques du Baas

Au dernier étage du ministère des Transports et de la Communication, l'incendie crache des flammes ronflantes au-dessus d'un portrait souriant de Saddam Hussein. Indifférente aux débris enflammés qui se décrochent du haut de l'immeuble, une file de joyeux pillards emporte tout ce qu'il est possible de récupérer. Des enfants passent avec des tubes au néon. Des femmes chiïtes vêtues de voiles noirs entassent sur des charrettes à bras des piles de meubles, fauteuils et ventilateurs. Des hommes emportent des écrans d'ordinateur en levant le pouce : « *Télévision ! Good ! Bush ! Good !* », sourient-ils sans lâcher leur butin.

Un portrait de Saddam a été brisé devant le portail d'entrée. La tête moustachue du dictateur pend sur un lambeau de toile. Un enfant essaie de l'arracher. Ses sœurs portent des lampes de bureau. Sa mère essaie d'attacher un climatiseur de trop sur la pile invraisemblable de sa brouette.

Sur la route, un homme emmène par la bride un magnifique pur-sang anglo-arabe, les sabots bien cirés et le poil luisant. « *Il vient du hara personnel d'Oudai, le fils de Saddam* », explique-t-il. Une Ford Mustang, pleine de caisses de whisky passe, un jeune homme assis sur les cartons dans le coffre ouvert. « *Bush ! Bush ! Good ! Good !* », crient des adolescents à trois sur une moto, trainant au bout d'un câble un side-car volé dans une permanence du parti Baas. Plus personne ne respecte la circulation ni les feux éteints. Des voitures avec des ventilateurs qui dépassent par toutes les fenêtres roulent à contresens.

Un homme fait de l'auto-stop debout à côté d'un lavabo arraché. Un tracteur tire une remorque chargée de pneus neufs. Tous les bâtiments officiels de l'est de la ville sont mis en coupe réglée : ministères, casernes, commissariats sont vidés comme par des fourmis.

Ces foules chargées de pillage retournent en longues files vers Saddam City. « *C'est fini, ce nom de Saddam City, on est de nouveau Thawra City !* (NDLR : la « ville de la révolution », ancienne appellation de cette immense banlieue de l'est de Bagdad), hurle un homme. Les maisons cubiques de la ville sont décorées des drapeaux noirs des chiïtes.

Des soldats américains montent la garde sur le rond-point de

Thawra au milieu d'une foule en liesse.

« *Les policiers sont partis ce matin ! Nous sommes libérés !* », crie un jeune homme, étudiant à l'université de Bagdad. « *Et vous, les Français, vous êtes fiers d'avoir soutenu Saddam jusqu'au bout ?* », dit-il avant d'entonner le nouveau refrain : « *Bush, nice ! Saddam, no !* »

Comme tous les chiïtes d'Irak, les habitants de Saddam City sont restés enfermés chez eux jusqu'à l'arrivée des soldats américains, échaudés par l'Intifada de 1991, réprimée brutalement par un Saddam Hussein miraculé, avec l'accord tacite de Washington.

Moins sensibles à cet enthousiasme des foules chiïtes de l'est de Bagdad, où la chute d'un régime honni s'ajoute aux joies du pillage, les habitants du centre de Bagdad se montraient plus circonspects.

Place Farous, la foule rassemblée entre les colonnes du rond-point assiste en fin d'après-midi à une tentative de quelques jeunes Irakiens pour déboulonner la statue de Saddam Hussein. « *Je les connais, ils manifestaient hier pour Saddam* », dit en voyant les jeunes gens un employé de l'hôtel Sheraton voisin, mitoyen du Palestine.

Un blindé de dépannage américain recule sur la pelouse. Et, accrochant son attelage au cou du dictateur, entreprend de venir à bout de la statue. Le câble se tend. La jambe gauche du Saddam cède la première. Puis la droite, avant que la statue ne s'abatte le bras tendu et le nez en avant au milieu de la foule en liesse. Les journalistes téléphonent en direct leurs comptes rendus de cet instant « *historique* ». Les soldats américains lèvent le pouce. Des Irakiens surexcités dansent sur la statue abattue. Mais d'autres restent plus circonspects. « *Avant de commencer à vous raconter ce qu'était la vie sous Saddam Hussein, je vais attendre d'avoir la preuve de sa mort* », dit Jassem, un ingénieur de confession sunnite. « *Et même quand j'aurai la preuve qu'il est bien mort, j'attendrai encore un peu !* », conclut-il.

KURDISTAN

la guerre sans nom

Sara Daniel, sur le front de Khazar, à 20 kilomètres de Mossoul

Au nord du pays, les Kurdes occupent le terrain laissé libre par la retraite des soldats de Saddam. Officiellement, ils ne participent pas aux combats. Mais en fait...

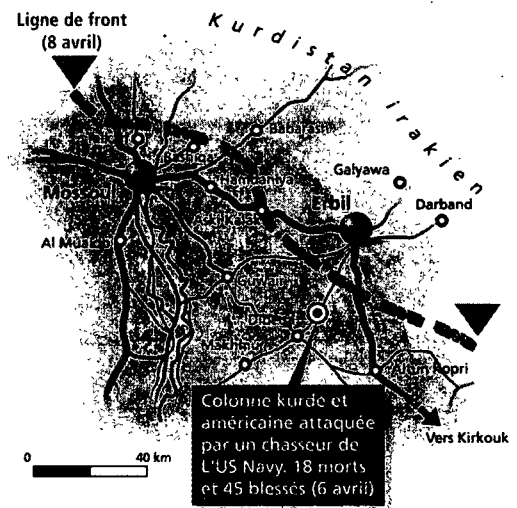
Ils sont partis à la tombée du jour. Les soldats de Saddam ont déserté les pâturages qui entourent le village de Kalak. Depuis 1991, date à laquelle le Kurdistan irakien a gagné son autonomie, les silhouettes menaçantes des soldats du raïs, de leurs collines toutes proches, terrorisaient les habitants du village. Et depuis le début de la guerre, ils continuaient à toiser ces ruelles sans défense, offertes à leurs tirs. Alors, cette nuit, les combattants kurdes ont profité de leur retraite pour passer à l'offensive. Au petit matin, les peshmergas, accroupis dans l'herbe grasse, comptent à voix basse les morts de la veille, sous le regard de soldats des forces spéciales américaines. Personne ne doit encore savoir qu'il y a eu un combat ici. Officiellement, le front nord n'est pas ouvert. Les Turcs, qui ont massé leurs troupes à la frontière, ne veulent pas voir les Kurdes participer à la bataille.

Les combats se déroulent maintenant autour du village de Khazar, à une vingtaine de kilomètres à peine de la ville de Mossoul. Le général Sarbast Babiri, la moustache conquérante, prend la tête des peshmergas qui vont rejoindre le nouveau front. Comme ses hommes, il a l'air euphorique. « C'est notre terre que nous allons enfin reconquérir ! » Jetant un regard à la dizaine de soldats américains qui les accompagnent, il s'empresse d'ajouter : « Mais nous attendrons l'ordre des Américains. » Les forces spéciales essaient de discipliner l'enthousiasme de leur alliés. « Pourquoi êtes-vous si pressés ? », soupire un officier américain, avant de renoncer : « D'accord, passez devant, comme ça, si on vous tire dessus, vous nous couvrirez... » Malgré la désorganisation des combattants kurdes, le sergent John, qui a fait la guerre du Golfe, est plutôt content d'être là. « Les peshmergas sont de bons combattants : ils connaissent bien l'infanterie et les techniques de guérilla... »

L'officier avait néanmoins raison de se mé-

La bavure américaine

Des cris terribles. Des morceaux de corps qui volent. Du sang et des flammes. Et les carcasses de onze voitures carbonisées qui gisent près du village de Diabaga, récemment « libéré ». C'est le premier accident causé par un « tir ami » sur le front du nord de l'Irak. Une bombe américaine destinée à une colonne de chars irakiens a explosé sur un convoi de forces kurdes et américaines. 18 combattants kurdes et un traducteur de la BBC ont trouvé la mort, 45 personnes sont blessées. Parmi elles, 4 Américains et Wajih Barzani, le frère cadet de Massoud Barzani, le président du PDK, le parti qui contrôle cette partie de l'Irak. Et qui a été évacué vers l'Allemagne : « Dans cette guerre technologique, la moindre erreur est fatale », a expliqué Hoshyar Zebari, le chargé des affaires



internationales du PDK. Alliés inconditionnels des Américains dans cette guerre, les Kurdes, malgré leur peine, ne songent pas un instant à remettre en question leur coopération avec les Etats-Unis. ■ S. D.

fier : quelques kilomètres plus loin, les soldats irakiens ouvrent le feu. L'Américain, les bras encombrés par les longs tubes de deux lance-roquettes portables, se jette sur les bas-côtés, les journalistes sur ses talons. « Ces salopards résistent. Nous tenons une des extrémités du pont. Ils tiennent l'autre », explique un peshmerga qui se bat aux portes de Khazar. Les soldats veulent prendre le village qui se dresse de l'autre côté

du pont. Il faut tenir cette route qui va de Kirkouk à Mossoul, entre ces deux villes qui ressemblent la moitié de l'armée irakienne.

Justement, des renforts de l'armée de Saddam arrivent de Mossoul : des pick-up qui rou-

lent vers les lignes kurdes. Une fusée éclairante atterrit à quelques mètres de nous sur la route. Les impacts d'obus se rapprochent. Alors, avec leurs récepteurs GPS, les Américains guident les chasseurs-bombardiers F-18. En l'espace d'un quart d'heure, dix champignons de fumée vont s'élever dans la plaine. Les lignes de front sont si proches qu'il suffit d'une seule erreur de coordonnées pour que les Américains fassent un carnage dans leurs propres rangs. De la radio d'un des commandants peshmergas, on entend la voix de Wajih Barzani, le frère cadet du leader kurde Massoud Barzani et l'un des commandants en chef de l'armée du Parti démocratique du Kurdistan. C'est lui qui sera



Peshmergas et marines près de Khazar

gravement blessé deux jours plus tard à cause d'une erreur de tir américain (voir encadré).

« N'ouvrez pas le feu les premiers ! » Sous les obus, l'injonction du chef de guerre paraît incongrue. Mais les consignes sont strictes. Les Kurdes ne doivent pas attaquer. « La résistance est féroce. Nous devons nous défendre ! », rétorque un des combattants à son commandant. Quelques heures plus tard, le commandant Wajih Barzani lui-même vient passer les troupes en revue. Il reconnaît que les batailles des derniers jours marquent l'ouverture du front nord. Selon lui, les 3^e et 5^e corps d'armée, composés chacun d'environ 40 000 hommes, attendent les forces de la coalition à Mossoul... « Mais les Turcs ne doivent pas s'inquiéter, souligne, prudent, le frère du président du PDK. Nous n'envisageons pas de faire de paix séparée du reste de l'Irak... »

Du front arrivent les premiers déserteurs irakiens. Ici, ils auront le statut de réfugiés et

Mossoul. Et puis nous étions coupés du monde. Nos supérieurs nous avaient interdit d'écouter la radio, pour éviter que les Américains nous repèrent. Dans mon unité, nous étions cent cinq. Trente de mes camarades sont morts. A cause des bombardements américains, nous ne pouvions même plus sortir pour chercher à manger. » Le sergent a fait la guerre du Golfe en 1991, « mais il n'y a rien de commun entre ces deux guerres. Après le Koweït, beaucoup de soldats ont déserté pour un temps. Aujourd'hui, celui qui abandonne son poste met en danger toute sa famille ». Le soldat se considère-t-il comme un patriote irakien ? « Bien sûr que j'aime l'Irak, et surtout Mossoul. Quant à me sentir irakien... En Irak, il y a des chiïtes, des sunnites et des Kurdes... »

Deux kilomètres avant la ligne de front, la route borde trois pauvres villages de terre battue qui viennent d'être abandonnés à la hâte. A Nazamiya, le seul bâtiment de béton du village, le quartier général des militaires, n'est plus qu'un amoncellement de gravats. Des centaines de feuilles de papier gisent dans les décombres. Toute la papperasse de l'armée baassiste est là. Les livrets militaires des soldats, les ordres de permission. La liste des déserteurs de l'unité qui seront passés par les armes. Et le compte rendu des réunions de la

cellule de parti du village, dont les deux derniers ordres du jour étaient : « Comment mourir bravement » et « Comment creuser une tranchée ».

Dans une petite pièce en terre bat-

tue, les effets personnels d'un soldat sont restés dans un sac : un casque rouillé et un masque à gaz. Une dose d'atropine turque contre les gaz incervants. Une courte biographie de Michel Aflak, le fondateur du parti Baas, et une lettre manuscrite qui explique pourquoi les Américains mentent lorsqu'ils prétendent être favorables à la création d'un Etat palestinien. Un peu plus loin, un peshmerga, qui vient d'entrer dans une étable, s'agenouille à côté d'une vache pour recueillir une petite colombe blanche. Ses camarades l'empêchent de lui tordre le cou. « Mais c'est une colombe arabe », proteste le soldat avec un air de dégoût.

« C'est bien que les Américains soient enfin là », reconnaît Majid en déchirant en menus morceaux un billet de 1 000 dinars irakien à l'effigie de Saddam trouvé dans une des maisons de Nazamiya, « mais c'est un peu tard. Où

étaient-ils, nos "libérateurs", lorsque Saddam nous gazait ? J'entends encore les cris des femmes et des enfants de mon village. Ils pleuraient si fort que Dieu lui-même a dû les entendre. » Sarkawt, 34 ans, est lui aussi venu voir le premier village « libéré » par les Kurdes. Le visage de ce professeur d'anglais s'éclaircit lorsqu'on lui parle de sa ville, Kirkouk, sa Jérusalem. Il brûle d'y retourner. De retrouver son père. Ses amis. Les rues de son enfance. Mais Sarkawt est pessimiste : il redoute que la chute du raïs irakien ne suffise pas à mettre un terme au calvaire du peuple kurde. « Le problème, ce n'est pas Saddam, ce sont les Arabes. Ils ne voudront jamais nous laisser notre capitale, Kirkouk. Vous verrez : cette question ne sera pas réglée avant des dizaines d'années. » Et les Turcomans, ces descendants des mercenaires engagés sous les Abbassides et qui prétendent être l'autre grande minorité de Kirkouk, comment les juge-t-il ? « Eux, ce sont les valets des Turcs. Ils veulent nous confisquer notre ville. »

A quelques kilomètres de là, au siège du Front turcoman, à Erbil, le drapeau – un croissant de lune sur fond bleu – affiche clairement le lien qui unit la minorité à la Turquie. Les autorités du PDK accusent certains des membres du Front d'être des terroristes qui bénéficient de l'aide du régime de Saddam Hussein pour déstabiliser le Kurdistan. Dans le bureau du président du Front turcoman trône une grande photo de Kirkouk : « Kirkouk est une ville turcomane. Mais je crois aux vertus d'un gouvernement central », déclare avec conviction Sanan Ahmet Aga en turcoman, pendant que les bombes américaines qui pilonnent Kirkouk et Mossoul font claquer les portes de son bureau : « Mais l'accord, c'est que les peshmergas n'entreront pas à Kirkouk. Si les Arabes, les Kurdes ou les Turcomans cherchent à dominer la ville, alors je peux déjà vous le prédire : l'avenir de Kirkouk sera sombre... »

S. D.

Bassora : quand les bouches s'ouvrent

Ali, l'ancienne victime des tortionnaires de Saddam, Abbas, le déserteur de la Garde républicaine, et Abou Haydar, le communiste clandestin, ont confié à notre envoyé spécial Jean-Baptiste Naudet ce que fut leur vie sous la dictature. Et ce qu'ils attendent des Américains...

ALI, 23 ANS, CHIITE, TORTURÉ, RÉVOLTÉ ET VENGE

■ « Nous sommes juste des opprimés, des révoltés »

A coups de tuyaux de plomb, à coups de câbles électriques, ils lui ont cassé les mains, ils lui ont brisé les pieds. Et puis, régulièrement, ils l'ont passé à l'électricité. Deux électrodes pincées sur le lobe des oreilles, un générateur, un interrupteur posé sur un téléviseur. Et la décharge. « *Quand tu perds connaissance, ils te balancent un seau d'eau pour te réveiller, se souvient Ali. Puis ils recommencent. Comme cela jusqu'à ce que tu avoues. Si tu refuses pendant un an, c'est l'électricité pendant un an !* »

Personne, bien sûr, ne résiste aussi longtemps. Champion de lutte romaine, ouvrier dans le bâtiment, Ali al-Moussaoui, 23 ans, est une armoire à glace, un dur au cœur tendre, un tatoué à principes. Sur son énorme biceps, à côté d'une tête de mort, il a inscrit, dans la prison de Bassora où il était détenu, supplicié : « *Ma vie est une torture.* » « *Comme celle de tous les Irakiens sous Saddam* », relativise-t-il. Sur son avant-bras, il a aussi gravé à l'encre de Chine : « *A ma mère* ». Après trois jours de coups de tuyau sur les mains et de gégène, Ali le costaud a signé. Il a reconnu qu'il était un « espion koweïtien ». Avec quatre camarades, en 1996, il avait déserté l'armée, essayé de s'enfuir au Koweït voisin. A la frontière, ils se sont fait arrêter par les Moukhabarat, les services de renseignement de Saddam. L'un d'entre eux est mort dans les mains des hommes de la Sécurité d'Etat.

Les ennuis de la famille Moussaoui avaient commencé peu avant, fin 1995, avec la disparition, aujourd'hui encore inexplicée, de son frère aîné, Hassim. Hassim était un journaliste francophone, un religieux chiite. De fait, un opposant. Après la disparition d'Hassim, toute la famille Moussaoui a été arrêtée. Alors Ali a tenté de fuir. Il montre une photo de ses compagnons, prise dans sa cellule de Bassora. « *Celui-là, dit-il en montrant un barbu myope,*



Les troupes britanniques dans les rues de Bassora

a été exécuté. » Après dix mois de détention, à la faveur d'une amnistie, Ali a été relâché. Les femmes de la famille Moussaoui n'osent pas écouter la discussion. « *Elles ont encore peur de Saddam* », s'amuse les hommes.

Au premier jour de l'opération Liberté pour l'Irak, Ali a pu prendre sa revanche. Il a participé à la mise à sac du siège du parti Baas, mis la main sur des cassettes vidéo des réunions des cadres locaux du parti. Il a fait parvenir ces enregistrements aux forces britanniques qui ont investi la ville, qui ont pu ainsi « cibler » la répression. Les frères Moussaoui – presque les seuls ici à n'avoir pas peur de donner leur vrai nom – ont aussi organisé la première manifestation contre Saddam Hussein en « territoire libéré ». Ces chiites ont pu, pour

la première fois depuis trente ans, accomplir publiquement leur rite de flagellation, se frappant la poitrine. Les manifestants se sont rendus devant le quartier général des Britanniques « *pour demander à Bush de nous débarrasser de Saddam Hussein* », précise Ali.

Ali et ses frères n'appartiennent à aucun parti « *Nous sommes juste des opprimés, des révoltés* », disent-ils. Comme la majorité des chiites d'ici, les frères Moussaoui ne reconnaissent pas l'autorité de l'ayatollah Mohammed Bakr al-Hakim, chef du CSRRI, Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak, organisation basée en Iran, soutenue par le régime islamique de Téhéran, qui affirme représenter les chiites d'Irak. Comme beaucoup de chiites du sud de l'Irak (des Arabes), les frères Moussaoui considèrent Hakim comme « *un traître* » et « *une marionnette des Iraniens* », aussi chiites mais persans. « *Nous, les chiites d'Irak, nous ne voulons pas d'Hakim. Nous ne voulons pas d'Ahmed Chalabi [le président du Congrès national irakien (CNI, opposition)]. Nous ne savons rien de ces gens-là. Nous n'avons pas de leaders politiques. Pour diriger, nous voulons des Américains qui stabiliseront la situation jusqu'à ce que des élections puissent être organisées pour choisir nos dirigeants. Nous voulons la démocratie.* »

ABBAS, DÉSERTEUR, RESCAPÉ DE LA GARDE RÉPUBLICAINE
■ « Voir Saddam mort pour cesser de trembler »

A 21 ans, Abbas a l'avenir et le cœur brisés. Il rêvait d'être architecte. Dès l'âge de 15 ans, il a dû quitter l'école. Pour aider son père mécanicien à nourrir sa famille pauvre et nombreuse, Abbas a commencé à travailler comme réceptionniste dans un hôtel. Il rêvait aussi d'épouser Mouna, sa voisine, son aimée depuis tant d'années. Mais faute de pouvoir s'offrir une dispense du service militaire pour quelque 2,5 millions de dinars (environ 800 euros), il a dû partir pour trois ans à l'armée. Mouna a été obligée de se marier avec

un autre homme. Abbas ne l'oubliera jamais. Il s'est tatoué un grand « M » sur la main droite.

Pourtant, aujourd'hui, Abbas est un homme heureux. Content d'être tout simplement en vie. Même s'il n'est pas sûr de survivre très longtemps. Pour son malheur, en juin 2001, Abbas a été affecté à la division Bagdad de la Garde républicaine, unité d'élite du régime de Saddam Hussein. Dans une section d'infanterie, il était instructeur de tir au RPG-7, un lance-roquettes antichar. Son unité, une brigade de 450 hommes, s'était enterrée dans des bunkers et des tranchés aux environs de Kout, à quelque 200 kilomètres au sud de Bagdad. L'attente du jour J était oppressante. Le moral était bas, la nourriture infecte, l'envie de mourir pour Saddam nulle. La boue ou la poussière, l'ennui et le désespoir s'infiltraient partout.

Il était 20h30, ce 23 mars, aux premiers

Après quelques jours, craignant que les Américains n'aient eu vent de leur stratagème, les restes de la division ont été rapatriés sur Bagdad. La retraite en bus, en civil mais avec les armes, fut sanglante. Tout le long du chemin qui mène à la capitale, les avions américains ont frappé. Ils les ont poursuivis jusque dans Bagdad. Là, un missile qui leur était destiné a frappé un marché, tuant près de 35 civils. Abbas a remplacé le chauffeur de son chef de section, tué lors de la retraite. Il a conduit son commandant chez son frère, qui habitait à Bagdad. Puis il a pu rejoindre sa famille à Oum Qasr. Il n'ose plus sortir de chez lui. Il a peur d'être arrêté par les Américains. Il a peur d'être exécuté par les Irakiens si Saddam se maintient au pouvoir. Il veut voir le dictateur mort ou prisonnier pour cesser de trembler. Il ne rêve plus d'être architecte ni d'épouser Mouna. Juste de rester en vie.

cun doit faire un sacrifice », estime-t-il. Car Abou Haydar croit à l'avenir. « Les Américains vont développer le pays, dit-il assis en tailleur sur une moquette élimée, dans sa maison misérable. Bientôt nous vivrons aussi bien que dans les autres pays du Golfe. »

Abou Haydar trouve comique d'avoir été pris pour un chef du Baas : il a toujours refusé d'y adhérer. Car il est un membre du Parti communiste irakien depuis l'âge de 23 ans. « Par conviction marxiste », dit ce communiste un peu étrange qui se revendique aussi musulman, chiite et pratiquant... Il rêve d'un pèlerinage aux lieux saints chiites de Nadjaf dès que la guerre sera finie. En 1978, quand le Baas a interdit le Parti communiste, Abou Haydar a passé quelques jours en prison. Il reste un idéaliste, convaincu qu'il doit se battre pour la justice. « Mais pas avec le parti unique : on a vu le résultat en URSS et, ici, avec le Baas, souligne-t-il. Nous voulons tous un régime démocratique, avec des libertés individuelles. » Abou Haydar est un ami et camarade de Parti de Najim, l'inspecteur des cours d'anglais pour la région, qui est devenu d'abord le traducteur puis le représentant de la population d'Oum Qasr auprès des Américains. Najim est intervenu pour faire libérer Abou Haydar.

Respecté dans la ville pour son honnêteté, sa droiture, Najim, la cinquantaine dynamique, cheveux et petite moustache poivre et sel taillés en brosse, lunettes à épaisse monture en plastique, vient d'être nommé chef du nouveau conseil municipal d'Oum Qasr. Une voiture lui a même été attribuée avec un chauffeur, car il ne sait pas conduire. Najim était réputé pour ses blagues sur le régime de Saddam, qu'on racontait, à l'intérieur des maisons, à voix basse et jamais devant les enfants. Malgré la fatigue qui l'assaille, les sollicitations, les réunions en retard, Najim ne peut résister au plaisir d'en raconter une. « On demande à un Irakien, un Koweïtien et un Egyptien leur opinion sur la crise de la viande, commence-t-il. Le Koweïtien demande : Qu'est-ce qu'une crise ? L'Egyptien : Qu'est-ce que la viande ? Et l'Irakien ? L'Irakien demande : Qu'est-ce qu'une opinion ? », s'esclaffe le prof d'anglais.

Malgré l'heure tardive, le « maire » provisoire doit repartir. Il a promis au directeur de l'hôpital de venir organiser des rondes pour protéger l'établissement des pillards qui désosent méticuleusement tous les bâtiments publics abandonnés ou sans protection depuis la disparition de la police et du régime, il y a près de deux semaines. Najim n'en finit plus d'intervenir pour maintenir un peu d'ordre. Perché sur une voiture, il a harangué les manifestants qui incendiaient les maisons des cadres locaux du Baas. « Je leur ai demandé d'arrêter le fleuve de haine, de violence et de vengeance dont nous avons tant souffert. » La foule s'est calmée. « Ils ont promis de ne pas recommencer », raconte fièrement Najim. Ne trouve-t-il pas un peu étrange qu'un ancien communiste administre la ville avec les Américains ? « La politique, explique Najim, ne connaît aucune logique, aucune loi, aucune frontière. Et nous, de toute façon, à part Saddam Hussein, nous serions prêts à accepter n'importe qui. Même le diable ! »

J.-B. N.



« Nous voulons la démocratie »

jours de la guerre, quand le ciel est tombé sur la tête du jeune chiite. Dans le lointain, les avions américains ont surgi. Ils ont bombardé. Le carnage a commencé. « Nous avions des canons antiaériens, mais tous ceux qui tiraient étaient aussitôt frappés en retour. Alors plus personne n'osait les utiliser », raconte-t-il. Abbas et six de ses camarades se sont réfugiés dans leur bunker. Il s'est mis dans un coin, derrière des sacs de sable. Un missile a frappé leur abri. Les caisses de munitions ont explosé. Les six camarades avec lesquels il partageait tout depuis des mois sont morts sur le coup. Les bombardements aériens ont continué toute la journée du lendemain. Combien sont morts ? Combien ont été blessés ? Abbas ne sait pas exactement. Il a vu une cinquantaine de tués ou de blessés. Son unité est allée se mettre à l'abri, en vêtements civils, dans l'Institut pédagogique de Kout, à l'intérieur de la ville. Quand ils se sont comptés, ils n'étaient plus que 71 sur 450...

ABOU HAYDAR AUDA, ANCIEN COMMUNISTE, CHIITE, PROAMÉRICAIN...

■ « Je leur ai demandé d'arrêter le fleuve de haine »

Il était 6 heures du matin quand les soldats britanniques ont défoncé la porte d'Abou Haydar Auda, père de trois filles et deux garçons, responsable du fret des chemins de fer d'Oum Qasr. Ils ont fouillé sa maison, attaché ses mains dans le dos avec une cordelette de Nylon, mis un sac sur sa tête et l'ont emmené au camp de prisonniers installé par les Américains à la sortie de la ville. Il a été détenu pendant sept jours. Abou Haydar s'en amuse : « Ils m'ont confondu avec Jabbar Hamidi », un leader local du Baas qui avait pris la fuite. « C'est peut-être parce que j'habite entre deux leaders du Baas. Mes voisins, ces illettrés, précise ce docteur en économie, étaient les chefs du Baas aux chemins de fer. » Abou Haydar n'en veut pas aux Britanniques. « C'est le prix à payer pour la liberté. Cha-

Le triple non de l'ayatollah

Emprisonné et torturé il y a trente ans par Saddam Hussein, l'ayatollah Al-Hakim, exilé en Iran depuis 1980, est resté un ennemi du raïs. Mais il est aussi hostile à Bush et à la guerre...

De notre envoyé spécial à Téhéran, Gilles Anquetil

On se croirait à Nadjaf, mais on est bien à Téhéran. Des gardes en armes et en treillis, tous irakiens, gardent l'entrée de l'immeuble officiel de l'ayatollah Mohammed Bakr al-Hakim. Ce chef religieux de 64 ans est le président du Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak (CSRRI). L'ayatollah chiïte, dont une grande partie de la famille a été tuée en Irak par le régime de Saddam Hussein, vit depuis 1980 en exil en Iran où il a trouvé refuge. Et où, après la première guerre du Golfe, 250 000 de ses compatriotes l'ont rejoint.

L'homme est très ayatollesque. Souriant, onctueux, il répond en arabe aux questions avec un calme ecclésiastique, entouré d'une cour visiblement sous le charme. Les audiences de l'ayatollah Al-Hakim ont de l'allure. Rien cependant dans sa voix ne trahit la moindre inquiétude sur les difficultés qui l'attendent.

Lui qui, dès le déclenchement de la guerre, s'est refusé à appeler ses fidèles à l'insurrection, se trouve aujourd'hui dans une position politique très inconfortable. Il est à la fois contre Saddam, contre Bush et contre la guerre. Sa « neutralité » dans le conflit est très particulière. Il exige aujourd'hui simultanément la fin immédiate de la guerre et le départ de Saddam, comme s'il refusait d'admettre que la réalisation de son premier souhait rendrait impossible celle de son second. Cela s'appelle l'art de la contradiction.

« Nous sommes opposés à la dictature de Saddam Hussein, déclare-t-il. C'est pourquoi notre devoir moral et religieux est de résister à ce régime. Mais nous constatons que cette guerre n'apporte aux Irakiens que souffrances et dévastations. Des innocents sont tués, des villes détruites et une lourde menace de domination étrangère pèse sur le pays. Seuls les Irakiens doivent avoir la maîtrise du changement dans leur pays. Les forces étrangères n'ont aucun droit à régner en Irak. Je crois que les Américains commencent à comprendre ce que nous demandons, à savoir

un gouvernement national, seul capable de résoudre les problèmes du pays. Ces sujets sont actuellement officiellement abordés par les Américains dans les discussions avec les groupes d'opposition en exil. »

Pour l'heure, l'ayatollah Al-Hakim dit rêver d'un gouvernement démocratique et fédéral, respectueux de l'islam et des droits de toutes les communautés religieuses et ethniques, et se défend de vouloir installer une République islamique à Bagdad. Il n'est pourtant pas sans savoir que les Américains, qui l'accusent d'être

l'ayatollah est très ferme. « Nos soldats sont irakiens. Ils ont toujours lutté contre Saddam. Personne ne peut leur interdire d'aller en Irak. Sur ce sujet les Américains devront changer d'avis. » Mais on voit mal les Iraniens ouvrir leurs frontières à ces milices que personne – Kurdes compris – n'attend en Irak.

Pour se consoler de son impuissance actuelle, l'ayatollah préfère se féliciter des manifestations anti-guerre qui se déroulent partout dans le monde. « Elles montrent que nous ne sommes pas

seuls à être effrayés par la violence guerrière avec laquelle les Américains agissent. Ils prennent de plus le risque considérable de faire voler en éclats l'ONU. Et depuis le début nous répétons que l'ONU doit jouer un rôle déterminant dans la sortie de crise. Seule l'organisation internationale peut garantir l'existence d'un gouvernement qui représente tous les Irakiens. » Autant de vœux pieux d'un chef religieux qui secrètement doit admettre que sa marge de manœuvre politique est très mince, tant que les Américains feront tout pour l'isoler et le tenir à distance du grand marchandage final.

L'ayatollah, dont le fief religieux est composé des villes saintes de Nadjaf et Kerbala, ne cache pas son angoisse face aux risques que courent ces lieux saints. « La situation militaire y est très confuse. Nous craignons

que les soldats de Saddam se servent des sanctuaires de nos imams comme de refuges. »

La semaine dernière, l'ayatollah s'est rendu chez l'ambassadeur britannique à Téhéran pour officiellement protester contre « les fouilles personnelles des femmes irakiennes » par les mâles soldats de la coalition. « Ces méthodes, a-t-il dit, heurtent leurs sentiments et leurs valeurs religieuses. » Cette protestation morale et religieuse en dit long sur son désarroi. Qu'il est difficile d'être un ayatollah irakien à Téhéran...

GILLES ANQUETIL



DES CHIITES DIVISÉS

Réfugié en Iran, l'ayatollah Al-Hakim (ci-dessus) n'est pas le leader unique des opposants chiïtes à Saddam Hussein. Chef de l'Organisation de l'Action islamique, l'ayatollah Mohammed Taki al-Modaressi avait émigré au Koweït dès 1971, puis à Téhéran en 1979. Il souhaite l'émergence d'un pouvoir représentatif de la majorité chiïte d'Irak. Quant à Al-Daawa al-Islamiya, le plus ancien et sans doute le plus divisé des partis chiïtes, sa direction collective refuse de se soumettre au parrainage de Washington sur le nouvel Irak.

sous l'influence de Téhéran, lui ont intimé l'ordre de se tenir à l'écart du conflit, et que ses hôtes iraniens, par prudence et neutralité officielle, ont fermé la frontière avec l'Irak aux « brigades Badr ». Ce sont les milices armées de l'ayatollah, fortes de quelques milliers d'hommes formés et installés en Iran. Au Kurdistan irakien, un millier de combattants Badr, placés sous les ordres d'Abdel Aziz Hakim, frère de l'ayatollah, sont prêts à agir dès que l'ordre leur sera donné.

A propos de ses brigades, son bras armé,

SADDAM'S REGIME COLLAPSES

Cheering and looting in Iraqi capital

By Dexter Filkins with Jane Perlez

The New York Times

BAGHDAD: Residents poured onto the city streets Wednesday, suddenly sensing that the regime of Saddam Hussein was crumbling, and they celebrated the arrival of U.S. forces by tearing down a huge statue of the dictator in central Baghdad.

In much of the city throngs of men milled about — some looting, others blaring car horns or dancing and many tearing up pictures of Saddam. Offices of Saddam's Ba'ath Party were trashed.

"The capital city is now one of those areas that has been added to the list of where the regime does not have control," said Brigadier General Vincent

Brooks at U.S. Central Command in Qatar.

During the day the streets of Baghdad were full of activity, after days of fearsome warfare.

In Firdos Square in central Baghdad, a group of Iraqi men climbed up the pedestal of a 6-meter (20-foot) statue of Saddam and smacked it with a sledgehammer. They put a rope around the neck of the statue. U.S. Marines then attached a chain to it and linked it to an armored American military vehicle.

The crowd then cheered and clapped as the vehicle pulled away, toppling the statue. Several Iraqis danced and jumped on the fallen statue.

But despite the apparent collapse of Iraq's government, fighting continued in parts of Baghdad, and U.S. officials hesitated to say the war was won.

"I think it's premature to talk about the end of this operation," Captain Frank Thorp said in Qatar. There could be more fierce fighting ahead, the navy officer said, in Baghdad and elsewhere.

One American colonel said that there was not a single area of Baghdad that the Iraqi government still controlled, but officers said that resistance continued elsewhere in the country and that Baghdad could not be called secure.

A U.S. armored column of the 1st Brigade of the 3d Infantry Division clashed Wednesday evening with at least two squads of Iraqi fighters in western Baghdad after encountering land mines strewn across Route 8, the main road between the airport and the center of the city.

The mines, along with concrete barriers, slowed an advance deeper into the city, where units of the division's 2d Brigade have been since Monday. The mines had been cleared from Route 8 on Tuesday.



Goran Tomasevic/Reuters

The statue's fall crystallized "all the years of hatred and rage."



Koji Harada/The Associated Press

An Iraqi boy celebrating with American soldiers on Wednesday in Baghdad.

But apparently Iraqi fighters laid new mines and barriers again overnight, an indication that they retain some command network. One officer also said there was evidence that Iraqi commanders continued to communicate with troops in the city as recently as Tuesday night.

Two of the 1st Brigade's battalions moved into the city from the airport, and from there bursts of gun and can-

non fire could be heard, while fires lit an orange glow in the sky. Until Wednesday evening, there had been a lull in the steady drumming of explosions and gunfire. Overnight on Tuesday, American forces fired no artillery from the airport for the first time since arriving there last Thursday.

Under guidelines for reporters traveling with the military, it was not possible to discuss the purpose or objective

The New York Times April 10, 2003

of the raids Wednesday night from the airport. By Wednesday night, Major Morris Goins, the brigade's operations officer, estimated that 14 Iraqi fighters had been killed in clashes. There were no immediate reports of American casualties.

In New York, Iraq's representative to the United Nations said, "The game is over." Mohammed Douri's comments were the first admission by an Iraqi official that U.S.-led forces had overwhelmed Iraqi forces.

"My work now is peace," he said. "The game is over and I hope the peace will prevail. I hope the Iraqi people will have a happy life."

In Baghdad, the American military emptied jails overnight, releasing their prisoners.

In the neighborhood called Saddam City, a densely populated Shiite area, crowds of men shouted and waved their arms in jubilation. Some carried makeshift flags.

One middle-aged man held up a huge portrait of Saddam, and in the middle of the street used his shoe to beat the face of the Iraqi leader, a particular insult.

"This man has killed 2 million of us," he yelled as bystanders milled around approvingly.

Bursts of gunfire crackled from time to time Wednesday, but there was no visible sign of organized resistance from Iraqi forces. The fighting has now changed from targeting major military targets to dealing with local pockets of resistance, a U.S. military spokesman said.

In the Shiite area of Baghdad, long suppressed by Saddam's forces, there appeared to be a quick breakdown in law and order. Crowds rushed into a government building, unfettered by the police, and emerged with furniture, china and mattresses. One man carried a huge porcelain urn. Another shouted "No Saddam" at a foreign television camera, as cars passed in the background honking their horns.

Some of the sporadic gunfire could have been shopkeepers warning looters to stay away, a sign of growing chaos as the mood spread throughout the city.

Foreign reporters in Baghdad said that for the first time the government officials assigned to follow them did not turn up for work. "The Information

Minister decided to take the day off," a British general said.

Looters took over a United Nations compound in southeast Baghdad, taking air conditioners, cars and refrigerators.

American Marines were moving from that neighborhood westward into the central city. Army and Marine units have already linked up in the northern part of town.

In the north of Iraq, Kurdish leaders claimed a major gain, capturing a mountain that had been the last defense for the city of Mosul and its huge oil reserves.

As the end of the regime seemed clear, international aid organizations said they were prepared to go into Iraq, but only when conditions became secure enough.

Basra, the second largest city in Iraq, remained too chaotic Wednesday for aid organizations, and it was far from clear when they could begin work in Baghdad. The International Committee for the Red Cross, the aid group that has remained working inside Iraq, said the hospitals in the capital were overwhelmed with civilian casualties.

Sensing they may be free of Saddam, Kurds celebrate wildly

By C. J. Chivers

The New York Times

SULAIMANIYA, Iraq: Northern Iraq erupted in celebration Wednesday as crowds from the largely Kurdish population, which has fought Saddam Hussein and his party for most of four decades, sensed that Baghdad's government had been broken and quickly overwhelmed the streets.

What began here with a few cars with honking horns soon became a citywide rally and a seemingly endless parade and roaming party that continued late into the night.

"Saddam is finished now and soon we can freely go to any place in Iraq," said Ismail Othman, a former Kurdish guerrilla fighter, his left eye dimmed from the torture that he said he suffered in an Iraqi prison in 1986. "Thank you to everybody who helped us with this."

Kurds have been fighting Saddam and his Arab Ba'ath Socialist Party since the 1960s. Before that, they resisted Baghdad's previous governments, and, even before that, periods of British and Turkish rule.

It has been a struggle with a terrible toll, exacted both in battle and under repressive crackdowns and campaigns against Kurdish civilians. Saddam's government killed thousands of Kurds with poison gas in 1988,

Kurds have never been shy about de-



Reuters

Iraqi Kurds celebrated the evident downfall of Saddam Hussein on Wednesday, taking to the streets of Arbil in northern Iraq to mark the U.S. successes in Baghdad.

scribing the Iraqi government as something they hate. But even as for several weeks Kurds have sensed the inevitability of Saddam's decline, they often have been hesitant and afraid, worried about chemical or rocket attacks.

The chemical attacks did not come. And as satellite televisions displayed live pictures Wednesday of U.S. Marines and soldiers appearing to take control of Baghdad, the local populations sensed, rightly or wrongly, that Saddam was gone. It was a spark.

Chants began. Firecrackers snapped on the asphalt and popped in the air. Kurds danced on roofs, screamed happily from bus windows, trotted through the streets holding hands.

Young men crowded into flatbed trucks, riding like parade floats in a continuous loop up and down the main streets.

Car after car drove by with young men leaning from the windows to videotape a day people here already were calling historic.

It was in many ways an astounding sight, an unashamedly pro-American rally in a city in the Middle East.

"I am thankful for George W. Bush," said Mazyar Muzafar, 19, who carried a

four-foot-long cardboard mock-up of an American fighter jet. He had to shout to be heard above the crowd.

Two sport utility vehicles carrying U.S. special forces soldiers drove through the rally not long after it began.

Kurds hugged them through open windows as the vehicles picked their way through the growing mob. The crowd roared and cheered.

When there were no soldiers to embrace, some Kurds grabbed the few Westerners roaming the crowd. "I thank you!" shouted Sheikh Fatih, a watery-eyed old man who survived an Iraqi chemical attack in 1988 in Halabja. As many as 5,000 of his neighbors died.

Fatih was leaping and swaying. "I thank you!" he shouted again, and grabbed a correspondent by the back of the neck, pulled him forward and kissed him wetly on the eyebrow.

The old man lifted hand skyward, and let forth bitter expletive about Saddam, the president he has hated and feared, and now he believes is dead. The crowd near him laughed.

Sulaimaniya is the capital of the eastern portion of the Kurdish enclave. Similar scenes played out in Erbil, capital of the western zone.

For all of the jubilation, there were signs of tensions that will unquestionably continue here, in a nation where enmities between ethnicities, and political parties, run deep.

Kurds are a distinct ethnic group, and have chafed under Arab rule. Amid all the shouts of "No Saddam!" could be heard an occasional epithet directed at Arabs. At one point a group at one of the city's biggest intersections chanted, "No Arab, No!"

There were also indications that the public mood was not fully in line with the military situation.

Not far from here, Iraqi soldiers still maintain a defensive line around the cities of Kirkuk and Mosul.

The United States is massing a force here to attack them, but as of Wednesday night, it was not ready. Kurdish incursions, under American guidance, have thus far been limited, little more than the occupations of positions Iraqis voluntarily departed.

Still, here it was almost no matter. Celebrations rolled on.

US soldiers begin to replace peshmerga in Kirkuk

By Harvey Morris in Kirkuk

The remnants of Saddam Hussein's defeated northern army trudged southwards towards home yesterday after Iraq's third largest city, Mosul, fell to coalition forces. His home town of Tikrit is now the only town from which the regime's forces have yet to be ousted.

Before the Iraqi 5th army surrendered to US forces, looting broke out in Mosul and armed gangs roamed the city, storming the main bank and ransacking and setting fire to government buildings.

US soldiers began replacing Kurdish forces in Kirkuk, a move designed to ease tensions with Turkey which

opposed a Kurdish takeover of the oil city.

Some Kurdish officials blamed the US military for the chaos in Mosul. They said it failed to allow peshmerga forces to enter as soon as regime officials fled, leaving a hiatus in which the disorder spread.

They said they spent Thursday negotiating between the US forces and Iraqi commanders, tribal leaders and Ba'athist officials in the city to ensure a peaceful transfer of power. The US military, however, had been unwilling to enter Mosul - or to allow its Kurdish allies to enter - until the Iraqi army agreed formally to surrender.

Only after that did US sol-

diers in about 40 vehicles enter Mosul, with several hundred peshmerga. The city is two-thirds Arab, with Kurdish and Turkoman minorities.

Peshmerga began withdrawing from Kirkuk yesterday after seizing the northern oil city on Thursday along with small numbers of US special forces. The pull-out came after Turkey said it won an assurance from Washington that the Kurdish forces would not be left to control the town.

Additional US forces, including tanks, entered overnight and US soldiers were yesterday patrolling the city. Peshmerga from the Kurdistan Democratic party and the Patriotic Union of

Kurdistan, distinguishable by the coloured ribbons tied to their rifle barrels - yellow for the KDP and green for the PUK - were still in evidence, however.

Major "Pat", a special services officer who declined to give his full name or unit, said several battalions of US reinforcements were due in Kirkuk, although he expected some peshmerga to remain for several days.

"The peshmerga are currently securing the infrastructure but, as soon as the US forces arrive, they can go back to their areas behind the green line." He was referring to the dividing line between autonomous Kurdish territory and the rest of

Iraq. Although Kurds regard Kirkuk as the Kurdish capital, it is more than 30km south of the line.

The major said there was a "multi-ethnic" uprising when officials of the regime fled on Thursday, involving Kurds, Turkomans, Arabs and Christians.

Although Ankara has said it fears for the safety of the Turkoman minority, at least two busloads of jubilant Turkomans yesterday headed south from Arbil to Kirkuk and other members of the community staged a demonstration in the oil city welcoming the fall of the regime.

The major said the spontaneous uprising, followed by an influx of civilians into Kirkuk, prompted US forces to give the go-ahead for the joint seizure of the city. "We had pretty much bottled up the city," he said of the combined US-Kurdish forces, "and the Iraqis were running very scared. We've worked with the peshmerga for a long time and they're good allies of the United States."

Kirkuk was quiet yesterday compared with Mosul. Kurdish officials said members of the Saddam's Fedayeen militia were believed to be in hiding in the town. Those offices of the regime that had not been bombed by the US were ransacked and a Ba'ath party building was ablaze yesterday, with no effort being made to extinguish it.

La chute de Saddam a été fêtée, mais l'intégration dans un Etat arabe reste problématique

Les jeunes Kurdes entre la joie et l'appréhension

Sulamaniya :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Un drapeau aux couleurs du Kurdistan dans la main gauche, une carte de l'Irak dans la main droite, Azad Youssef fait des bonds sur place. « Saddam Hussein est fini. Il n'y a désormais plus de différences entre les Kurdes et les Irakiens », s'exclame le jeune Kurde de 17 ans, perché sur le coffre d'une voiture. Autour de lui, la foule entonne des chants de joie et improvise des danses folkloriques. Des milliers de personnes ont envahi la grande avenue de Sulamaniya, la deuxième ville de l'enclave kurde.

La diffusion d'images de statues déboulonnées de Saddam Hussein au cœur de Bagdad a immédiatement provoqué des liesses de joie à travers tout le Kurdistan irakien. « C'est la fin d'un cauchemar, c'est une page qui se tourne », s'exclame Azad Youssef, en reprenant sa respiration. Le jeune Kurde avait 5 ans quand ses parents descendirent dans les rues en 1991 pour se soulever contre Saddam Hussein. Mais, depuis l'autonomie du Kurdistan, il n'a cessé de vivre avec les terribles souvenirs du passé, racontés par sa famille : le génocide contre les Kurdes, la destruction de plus de 4 500 villages du Nord par le parti baasiste et le terrible gazage chimique de Halabja en 1988. « Saddam Hussein n'a jamais aimé les Kurdes. Il les a toujours persécutés. Tant que les tanks irakiens étaient postés à la frontière avec le Kurdistan, nous ne pouvions pas nous sentir complètement tranquilles », explique Azad. « Depuis 1991, nous étions libres, mais notre liberté était quotidiennement menacée », dit-il.

« Libre », c'est ce que signifie Azad, dans la langue colorée du Kurdistan. Un nom taillé sur mesure pour le jeune lycéen, dont la génération a grandi loin de la censure et des interdits imposés sur le territoire irakien sous contrôle de Bagdad. L'expérience démocratique, que connaît le Kurdistan depuis 1991, a donné naissance à une



Manifestation de joie hier à Arbil, ville du Kurdistan irakien, après l'annonce de la prise de Bagdad par les Américains. (Photo Joseph Barrak/AFP.)

liberté d'expression inédite dans la région. A côté des deux principaux partis politiques, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), les communistes, islamistes modérés et turkmènes ont tous pignon sur rue. Ils possèdent leurs propres médias et sont tous autorisés à participer aux élections. Sur ce territoire grand comme la Suisse, coincé entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie, plus de 180 journaux ont vu le jour en douze ans. Sans compter la vingtaine de chaînes de télévisions locales et la création de deux chaînes de télévision satellite, qui proposent des émissions « made in » Kurdistan aux 25 millions de Kurdes réfugiés à travers le monde.

Dans les allées de l'université de Sulamaniya, les filles se sentent suffisamment à l'aise pour porter la mini-jupe tout comme le foulard traditionnel. Pendant les heures de pause, leurs lectures sont aussi bien coraniques que divertissantes. On dit également que l'université serait l'endroit idéal pour faire des rencontres amoureuses. Parfois les rendez-vous se prolongent dans un des nombreux cafés du quartier « Saholaká », qui donne sur l'avenue Salim, en centre-ville. « Cette génération est la pre-

mière à savoir ce que signifie le mot liberté », commente Dler Ahmad, directeur de la faculté des sciences humaines. Le drapeau kurde (rouge, blanc, vert), orné d'un soleil, qui décore son bureau, lui aurait valu la prison il y a douze ans.

Mais, depuis le départ des baasistes en 1991, les programmes scolaires et universitaires ont rapidement mis de côté les leçons de propagande baasiste pour les remplacer par de nouvelles matières comme la « kurdologie » ou la littérature kurde. A l'exception de quatre heures hebdomadaires d'arabe, les cours se font tous dans la langue du Kurdistan.

A l'heure de la chute du régime de Bagdad et des projets d'installation d'un futur gouvernement, la nouvelle génération kurde s'interroge pourtant sur son avenir. « Nous ne sommes pas prêts à perdre nos acquis obtenus au fil de nombreuses années d'indépendance du Kurdistan », remarque Chahla Mahmoud, 23 ans, étudiante à l'université de Sulamaniya. « Mais, si l'Irak s'annonce fédéral et si les droits des Kurdes sont respectés, alors je pourrai me sentir non seulement kurde, mais aussi irakienne », ajoute-t-elle. Le sentiment reste néanmoins partagé. Aram Yassin, un jeune lycéen de 18 ans, continue

à rêver en secret du « Grand Kurdistan », qui rassemblerait les Kurdes d'Irak, d'Iran, de Syrie et de Turquie. Mais il est conscient que sa création n'est pas à l'ordre du jour.

La réintégration du Kurdistan dans le futur Irak risque de comprendre certaines difficultés. « Aujourd'hui, seulement 5 % des jeunes Irakiens parlent parfaitement l'arabe contre 90 % pour la génération d'avant. Entre les jeunes Kurdes et les jeunes de Bagdad, le fossé est bien profond », constate Dler Ahmad. « C'est une nouvelle page de notre histoire qui se tourne », remarque Kawa Anvar, un jeune journaliste kurde de 22 ans. « Il faut la saisir », dit-il, optimiste, en remarquant : « Les avantages du Kurdistan autonome, qui n'a jamais été reconnu comme un vrai pays, ont leurs limites. Nous n'avons pas de passeport. A part les cafés et les clubs de billard, nos loisirs sont réduits. Réintégrer le Kurdistan pourra nous permettre de partir étudiant à Bagdad », rappelle-t-il.

« Pendant douze ans, nous avons vécu dans une prison dorée », conclut Kawa.

Lendemain de fête difficile à Kirkouk

**Kirkouk :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui**

Encerclé par des land-cruisers blanches aux vitres teintées, et gardé par des soldats américains, le bureau du gouverneur de Kirkouk n'a jamais été aussi visité du temps des baasistes. D'importantes discussions entre factions ethniques, politiques et religieuses s'y déroulaient en présence du général Parker (à la tête du front nord) et du général Taylor (en charge des forces spéciales américaines). Au cœur du débat : le retrait des pechmegas de la ville. « *Nous venons de parler avec les Américains pour leur garantir que les soldats kurdes quitteront Kirkouk dès que la relève sera assurée par les troupes américaines* », a assuré Barham Salih, co-premier ministre de l'enclave kurde du nord de l'Irak, à la fin de la réunion.

La décision fait suite à une menace d'intervention militaire turque si les soldats kurdes ne se retirent pas de Kirkouk. Jeudi, en fin de matinée, le déploiement d'un petit millier de pechmegas de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et du PDK (parti démocratique du Kurdistan) n'a pas manqué de faire réagir la Turquie. « *Nous nous étions mis d'accord avec les Américains pour ne pas entrer dans Kirkouk*, remarque Kamal Kirkuki, un officier du PDK. *Mais comme nos frères de l'UPK n'ont pas suivi les consignes, on s'est sentis obligés de faire avancer nos troupes.* » « *Après la chute de Kirkouk, la présence des pechmegas était nécessaire pour assurer l'ordre dans la ville et pour combler le vide politique* », constate Barham Salih. Depuis le départ des ba-

sistes, Kirkouk est plongé dans le chaos. Depuis avant-hier, les tirs de joie ont fait des dizaines de blessés. Pressée de se venger de Saddam Hussein, la population s'est livrée à une destruction frénétique des statues et portraits à l'effigie du dictateur de Bagdad.

Croisés dans l'ancien quartier général militaire (une « ville dans la ville », formellement interdite aux habitants de Kirkouk), Ahmad et Toufiq traînent derrière eux de gros sacs remplis de chemises, de bouteilles de sauce tomate et d'objets de décoration récupérés dans les



Des soldats américains de la 173^e division patrouillent devant les installations pétrolières de Kirkouk.

villas d'anciens officiers irakiens. Le bureau des services de renseignements n'est plus qu'une carcasse vide, jonchée de vieux papiers administratifs. Des lustres aux ventilateurs, en passant par les lavabos des toilettes, tout a été dévalisé. Au fond du bâtiment, la salle de torture (isolée par des murs en bois, pour étouffer les cris) attire les visiteurs. C'est ici que de nombreux kurdes furent persécutés pour s'être opposés à la politique d'arabisation imposée par Saddam Hussein.

Un peu plus loin, l'entrepôt militaire s'est transformé en un gigantesque supermarché libre-service, où chacun pioche à sa guise dans les stocks de chaussettes, couvertures et sacs de couchage. Mais la vengeance s'est rapidement transformée en actes de vandalisme.

Hier, des centaines d'habitants ont retrouvé, en rentrant chez eux, leur maison dévastée par les voleurs. Les pilliers s'étaient même attaqués au matériel hospitalier lorsqu'est arrivé Mohammad Khochnaw, le ministre kurde de la Santé, basé à Soleymania, en compagnie de 40 docteurs et d'une centaine d'infirmières. « *On est venus*

pour soigner les soldats kurdes et irakiens blessés dans les derniers combats de jeudi. On est ici aussi pour garantir la sécurité des hôpitaux. Avant qu'on arrive, cinq ambulances avaient déjà été volées », explique le ministre.

Le chaos n'a pas manqué d'exacerber les tensions ethniques entre les communautés kurde et turkmène, qui revendiquent chacune la souveraineté de Kirkouk. Au nouveau siège du parti turkmène (interdit par le régime baasiste), les visiteurs défilent pour se plaindre de vols et de pillages de leurs biens.

Foulard bleu sur la tête et robe en lin, Alieh Qazi est en pleurs. Elle dit qu'elle vient de retrouver sa maison dévalisée par des pechmegas kurdes. « *Nous n'avons rien contre les Kurdes*, dit-elle. *Nous sommes pour une coexistence pacifique entre Kurdes, Turkmènes et Assyriens. Mais les pechmegas ne nous laissent pas tranquilles. Ils profitent de leurs kalachnikovs pour nous harceler* », ajoute-t-elle, sûre d'elle-même.

« *Le problème, c'est que Kirkouk a malheureusement été envahi par des centaines de jeunes hommes munis de ka-*

lachnikovs qui se prétendent pechmegas et qui font la loi parce qu'ils ont des armes », essaie d'analyser Hamid Rahim Rostam, un haut officier de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). « *Il est important de désarmer au plus vite ces personnes. Et c'est pourquoi nous nous en remettons aux ordres des Américains*, insiste-t-il. *Il faut néanmoins faire la différence avec les Kurdes qui ont débarqué du Nord pour rendre visite à leur famille qu'ils n'ont pas vue depuis des années* », ajoute-t-il, en remarquant : « *Ces gens-là, on ne peut pas les obliger à quitter Kirkouk. Après tout, c'est leur ville d'origine. Si vous regardez le recensement de 1957, 85 % des habitants de Kirkouk étaient kurdes.* » « *Pour l'heure*, ajoute Rostam, *les vrais pechmegas s'efforcent de mettre de l'ordre en attendant le renfort des troupes américaines.* »

Un déploiement de nouvelles équipes de la 173^e division est déjà attendu du côté de l'ancienne base militaire aérienne. Il devrait permettre d'assurer, aux côtés des forces spéciales, le renforcement de la sécurité dans la ville, et le contrôler les puits de pétrole.

Qu'ils soient de nationalité turque, syrienne, iranienne ou irakienne, ils n'ont cessé d'être manipulés par les puissances régionales

Les Kurdes à quitte ou double

LE FIGARO VENDREDI 11 AVRIL 2003

Claude Lorieux

Dans la guerre d'Irak, les Kurdes jouent quitte ou double. Hormis les habitants de Tikrit longtemps choyés par Saddam Hussein, l'enfant du pays, les montagnards kurdes sont, de tous les Irakiens, ceux qui ont le plus à perdre de l'avènement d'un nouveau régime à Bagdad. Non que le dictateur les ait gâtés : il les a au contraire emprisonnés, chassés de leurs villes et de leurs hameaux et même

gazés comme à Halabja en 1988. Mais ils ont bénéficié d'un statut d'autonomie exceptionnel depuis l'insurrection de mars 1991 et la fuite éperdue vers les montagnes turques qui suivit la contre-offensive des armées de Saddam Hussein. Protégés par les aviations anglaise et américaine, mieux traités par les organisations humanitaires de l'ONU que leurs compatriotes du centre et du sud du pays, ils ont surtout pu administrer leurs affaires eux-mêmes loin de la tutelle policière de Bagdad.

Traditionnellement implantés

dans les montagnes du Nord, en Syrie, en Turquie et en Iran, présents à Bagdad où les marchands kurdes ont pignon sur rue dans les ruelles du vieux souk, ils sont en revanche minoritaires dans un pays où les Arabes chiïtes et sunnites constituent plus de 70 % de la population. Les responsables kurdes n'ont pas attendu le siège de Bagdad pour douter de leur chance de conserver ce statut privilégié quand l'Irak sera réuni et un gouvernement représentatif installé à Bagdad, qui ne sera pas forcément mieux

disposé à leur égard que les régimes qui se sont succédé en Irak depuis la chute de l'Empire ottoman et la naissance de ce nouveau pays en 1923.

En douze ans d'« embargo de faveur », ils ont fait des jaloux chez les chiïtes et les sunnites. Et si la majorité des Irakiens n'a guère attaché d'importance aux derniers avertissements solennels de Saddam Hussein aux tribus kurdes, tentées de prêter main forte aux « envahisseurs », les démonstrations de force des combattants kurdes aux côtés des forces spéciales américaines ne leur ont pas forcément valu que des sympathies. Qu'ils soient de nationalité turque, syrienne, iranienne ou irakienne, les Kurdes ont de solides raisons de se défier des autres et d'eux-mêmes. Ils n'ont cessé d'être exploités et manipulés par l'une ou l'autre des puissances régionales. L'effondrement de l'Empire ottoman sonna le glas d'une



Des pechmergas, hier à Kirkouk, fêtent la prise de la ville. Les démonstrations de force des combattants kurdes aux côtés des forces spéciales américaines ne leur ont pas forcément valu que des sympathies. (Photo Nikola Solic/Reuters.)

époque où, à l'exception des tribus iraniennes qui relevaient du chah, les clans kurdes vivaient leur vie à bonne distance d'un pouvoir central qui n'exigeait d'eux que le versement régulier de l'impôt et l'envoi d'hommes aux milices du sultan. Les tribus kurdes d'Anatolie participèrent ainsi, sur réquisition des Jeunes Turcs, au massacre des Arméniens entre 1915 et 1918. Et comme les Arméniens, les Kurdes furent les grands perdants des partages de l'après-guerre.

En 1920, le traité de Sèvres leur avait promis une autonomie qui disparut dans les oubliettes du traité de Lausanne, en 1924. Les victoires de Mustafa Kemal sur les Grecs et leurs alliés italiens, britanniques et français avaient eu raison des bonnes dispositions de Londres et de Paris en faveur des Kurdes et des Arméniens.

Désormais, l'histoire des Kurdes (quelque 25 millions sur une population totale de 140 millions pour les quatre pays) sera ponctuée par les révoltes et les répressions. Ces événements témoignent de l'insatisfaction mutuelle des Kurdes et des autorités centrales, insatisfaction qui ne s'évanouira sans doute pas avec la disparition de Saddam Hussein.

En abolissant les écoles et les associations kurdes, la République turque naissante provoqua les trois premières (1925, 1930, 1937) d'une longue série de révoltes. Sabiha Geokçen, héroïne de l'aviation kémaliste, joua un rôle essentiel dans la mise au pas des insurgés.

En Irak, Mésopotamie ottomane placée sous mandat britannique, la RAF est mise à contribution de 1922 à 1930 pour mater quatre rébellions. Les Kurdes d'Irak ne furent pas moins « remuants » que leurs cousins de Turquie, d'Irak et dans une moindre mesure de Syrie. L'année 1946 est marquée par l'entrée en scène d'un nouvel acteur, autre grand manipulateur : l'URSS qui, servant cyniquement ses intérêts dans la région, soutient la création de la République kurde de Mahabad, une ville iranienne de 15 000 habitants. Bientôt lâchée par Moscou, elle fut brutalement écrasée par l'armée du chah d'Iran. Il ne manquait plus que les Américains ! En conflit avec Saddam Hussein, à propos du partage du Shott el-Arab, le chah Reza Pahlavi alimenta en armes et en munitions les pechmergas (combattants kurdes) de Mustafa Barzani. La CIA l'y encouragera. Elle ne lèvera pas le

petit doigt quand, s'étant mis d'accord avec Saddam Hussein en 1975 à Alger, le chah cessa d'aider les rebelles kurdes d'Irak. Vingt-huit ans ont passé, mais Massoud Barzani, le principal chef des Kurdes d'Irak, n'a sûrement pas oublié comment les services de renseignements américains abandonnèrent son père qui, malade et déconsidéré, finira sa vie en exil aux Etats-Unis.

Les Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Irak et même de Syrie viennent encore de traverser vingt années de malheurs. Bien que plus tolérante que le chah ne l'avait été sur le plan linguistique, la République islamique fondée en 1979 par l'ayatollah Khomeyni entra en conflit violent avec le PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) de Ghassemlou, communiste et soutenu par Bagdad. La répression, conduite par l'ayatollah Khalkali, fut féroce. A lui seul, le siège de Mahabad, bombardée par hélicoptères, fit environ 600 morts. Ghassemlou sera mystérieusement assassiné à Berlin en 1989.

La guerre déclenchée par Saddam Hussein en septembre 1980 allait exposer à nouveau au grand jour les divisions de la « nation kurde » et l'inconscience avec laquelle ces leaders se laissent

abuser par les puissances régionales. Partant du principe un peu simple que « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », les Kurdes d'Irak s'allièrent aux Iraniens, leur apportant leur savoir-faire guerrier et leur irremplaçable connaissance du terrain.

Saddam Hussein fut sans pitié avec les « traîtres à la patrie » : 5 000 hommes, femmes et enfants furent gazés à Halabja, une petite ville irakienne où les Gardiens de la révolution iranienne escortèrent des dizaines de journalistes étrangers pour prouver l'horreur du régime de Bagdad. Sitôt le cessez-le-feu conclu avec Téhéran, en 1988, le rais envoya ses colonnes infernales raser des centaines de villages, provoquant un premier exode de Kurdes irakiens vers la Turquie et l'Irak. Soutenue essentiellement par la Syrie de Hafez el-Assad, l'insurrection des Kurdes de Turquie conduite à partir de 1984 par Abdullah Ocallan, le chef du PKK, et la répression féroce de l'armée et des polices d'Ankara ont « cassé » le sud-est de l'Anatolie. Menacée d'une in-

vasion turque, la Syrie lâcha Ocallan qui sera capturé en Afrique par les services secrets turcs. Damas aida cependant une partie des forces du PKK à déménager en Irak du Nord où ils tentèrent de jouer au joker sur l'échiquier kurde irakien.

L'invasion du Koweït, l'effondrement de l'appareil militaire irakien en mars 1991, les insurrections chiïtes et kurdes, le coup d'arrêt donné par George Bush père à la marche sur Bag-

dad des forces de la coalition, l'écrasement dans le sang des rébellions du Sud et du Nord et le nouvel exode des Kurdes vers la Turquie et l'Irak ouvrirent un chapitre de plus dans l'histoire cataclysmique du nationalisme kurde. Pour prix de leurs souffrances et parce que, contrairement à leurs compatriotes chiïtes, ils comptaient des partisans en Occident, les Kurdes irakiens bénéficièrent alors d'un traitement privilégié de la part des vainqueurs. Ils n'ont certes pas récupéré Kirkouk, capitale du pétrole, que Saddam Hussein avait arabisée en procédant à des déplacements de populations dignes de Staline. Mais dans leur zone restée vide de troupes irakiennes et protégée par l'aviation anglo-américaine, ils ont pu à loisir s'organiser à leur manière, entre Kurdes.

Les débuts sont encourageants. Forts de leur liberté d'expression toute neuve, ils se lancent dans la politique avec un Parlement et des élections. C'était trop beau. Les factions kurdes de Massoud Barzani et de Jalal Talabani n'eurent même pas besoin d'être encouragées par leurs puissants voisins pour tirer à hue et à dia et compromettre le fragile équilibre d'une entité qui commençait pourtant à ressembler à un État. Jaloux l'un de l'autre au point de ne pouvoir dépasser une répartition strictement paritaire des postes ministériels et administratifs entre leurs partisans respectifs, Barzani et Talabani en vinrent aux mains pour une vulgaire querelle tribale sur la propriété de terres agricoles. Après s'être mitraillés à la kalachnikov, les deux camps sortirent l'artillerie, tuant des civils par centaines et paralysant totalement le gouvernement de la zone autonome.

Ce panier de crabes provoquant inévitablement les craintes et les appétits des acteurs régionaux, les protagonistes de ce conflit fratricide trouvèrent encore une fois des alliés de circonstance. Appuyé par la Syrie, le PKK d'Abdullah

Ocallan attaqua en 1995 les pechmergas de Barzani. L'année suivante, c'est au tour de l'Irak d'intervenir à la requête, cette fois, de Talabani. Plusieurs centaines de Gardiens de la révolution passent en Irak du Nord. Barzani est vraiment en difficulté. Appelés à la rescousse, les Anglo-Américains temporisent et c'est Saddam Hussein qui entre en jeu à la demande de Barzani ! L'armée irakienne et les pechmergas de Barzani mènent une offensive conjointe et victorieuse contre les hommes de Talabani.

Avant de se retirer, les forces de Saddam Hussein font le ménage dans cette zone que la CIA utilisait comme une sorte de « vivier » d'opposants à Saddam Hussein. Beaucoup seront capturés et tués, d'autres, plus fortunés, se retrouveront aux États-Unis. Washington laissera faire cette grande purge qui décrédibilisa pourtant ses services de renseignements.

Les Kurdes d'Irak jouent certes de malchance. Accrochés à des montagnes inhospitalières, au climat excessif - glacial l'hiver, brûlant l'été -, ils sont entourés de voisins hargneux dont le nationalisme est d'autant plus agressif que les pays sont jeunes et composites. Enclavés comme ils le sont, ils doivent miser sur l'intérêt ou sur la bienveillance des États mitoyens pour s'approvisionner et même pour voyager.

Que la principale source de revenus du parti de Massoud Barzani soit les recettes douanières du trafic routier avec la Turquie en dit long à la fois sur la pauvreté de l'embryon d'État kurde et sur son extrême dépendance : une brouille, même passagère avec l'une ou l'autre de ces capitales, et il devient d'un coup très difficile aux chefs kurdes de quitter leur enclave. La protection aérienne de Londres et de Washington n'y change rien.

Tel qu'il est et sans ressources régulières comme celle du pétrole, le Kurdistan d'Irak n'est pas viable économiquement. Le serait-il que les allégeances tribales et les rivalités de chefs risqueraient de torpiller la démarche, comme on l'a vu en 1995-1996, jusqu'à ce que, sous d'intenses pressions américaines, Barzani et Talabani ne mettent en sourdine des divergences qui ne demandent qu'à resurgir. Dans ce morceau d'Orient, en effet, la réalité n'est pas tant la nation encore irréaliste que la tribu.

Dans la guerre actuelle, l'étonnant n'est donc pas que les

pechmergas, les combattants kurdes, aient hésité à se lancer dans l'aventure à la suite des Anglo-Saxons, mais sans doute qu'ils soient partis, avec une poi-

gnée des forces spéciales américaines, ouvrir un minifront au nord. Les chiïtes de l'Asri et les groupes sunnites du Conseil national ne se sont pas aussi vite

engagés. Encore une fois, ce sont, semble-t-il, les Kurdes qui prennent les plus grands risques. Faut-il qu'ils soient sûrs d'eux-

mêmes et des autres. Faut-il qu'ils aient la mémoire courte et qu'ils aient oublié les abandons et les trahisons dont ils ont été tant de fois victimes.

Pechmergas et GI s'emparent de Kirkouk

La menace d'une intervention turque en Irak a une nouvelle fois été écartée *in extremis* hier par les États-Unis. Afin d'empêcher que les soldats de l'armée turque massés à la frontière ne pénètrent en Irak du nord, Washington a dépêché des forces américaines pour reprendre le contrôle de Kirkouk. Les pechmergas (combattants kurdes) étaient entrés hier, accompagnés d'une poignée de militaires américains, dans cette ville pétrolière du nord de l'Irak dont ils rêvent de faire leur capitale. Ankara, qui craint qu'un État indépendant en Irak du nord crée un précédent pour ses populations kurdes, s'y oppose. « Il serait inacceptable qu'ils soient entrés dans la ville pour en prendre le contrôle et y créer une administration », a prévenu hier un responsable du ministère turc des Affaires étrangères. Son ministre de tutelle, Abdullah Gul, qui affirme que les États-Unis se sont engagés à ne pas autoriser les Kurdes à contrôler Kirkouk, a annoncé hier qu'Ankara allait envoyer des observateurs militaires. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a annoncé hier soir qu'elle retirerait dès aujourd'hui les 10 000 combattants qu'elle a massés dans Kirkouk. Dans la nuit de jeudi à vendredi, a expliqué Bahroz Galali, représentant en Turquie du PDK, « des forces américaines seront parachutées et nous leur transmettrons le contrôle de la ville ».

Kirkouk :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Quand elle est sortie dans la rue, hier midi, Sima Karim n'en a pas cru ses yeux. « J'ai vu la joie », dit-elle. Les derniers baasistes venaient juste de désertir Kirkouk. La veille au soir, les tirs répétés de l'aviation américaine sur les positions militaires irakiennes avaient fini par chasser « les derniers démons ». Comme de nombreux habitants de Kirkouk, Sima est d'origine kurde, une communauté persécutée par le régime irakien. « J'ai l'impression de renaître. Saddam Hussein avait tout détruit, même nos sensations », raconte-t-elle. A 63 ans, cette habitante de Kirkouk porte la souffrance sur son visage, creusé par de petites rides. Il y a deux ans, les hommes de Saddam Hussein ont exécuté son fils, parce qu'il s'opposait au régime. Elle est également sans nouvelles de son neveu, arrêté il y a vingt ans pour avoir collaboré avec l'Union patriotique du Kurdistan.

Aujourd'hui, Kirkouk, ville de près d'un million d'habitants, ressemble à un gigantesque théâtre décoré de palmiers, où les foules joyeuses croisent des soldats kurdes descendus d'Erbil et de Sulamaniya, aux côtés des forces spéciales américaines... histoire de mettre un peu d'ordre dans cette troisième ville du pays, qui détient un trésor précieux, le pétrole, au cœur de tant d'enjeux. A deux cents kilomètres à l'est de Kirkouk, la petite ville pétrolière de Khaneqin s'est également réveillée avec le sourire hier matin. Les soldats irakiens avaient pris la fuite, la veille au soir, après une série de frappes américaines. « Depuis une semaine, les soldats avaient imposé le couvre-feu à 18 h. Mercredi après-midi, ils ont encerclé la ville, en nous interdisant de sortir de nos maisons », explique Youssef Badjalar, un tailleur de 35 ans. « Mais quand la télévision iranienne (qu'on capte à Khaneqin, proche de la frontière iranienne) a diffusé à 19 h 30 les images de la statue détruite de Saddam Hussein à Bagdad, on a compris que la fin était proche. A 20 h, quand on est sorti dans la rue,

les soldats irakiens étaient déjà partis », raconte-t-il.

Hier, en fin d'après-midi, des centaines de personnes s'entassaient déjà dans des pick-up pour prendre la route de Bagdad. Khaneqin n'est qu'à deux heures en voiture de la capitale irakienne. A l'est, du côté de la frontière iranienne, les moudjahidines du peuple (groupe d'opposition armé au régime iranien, hébergé à l'est de l'Irak par Saddam Hussein) continuaient à résister. Le matin, les brigades Badr (branche armée de l'opposition chiïte irakienne, protégée par l'Iran) annonçaient avoir déjà abattu des dizaines de moudjahidines.

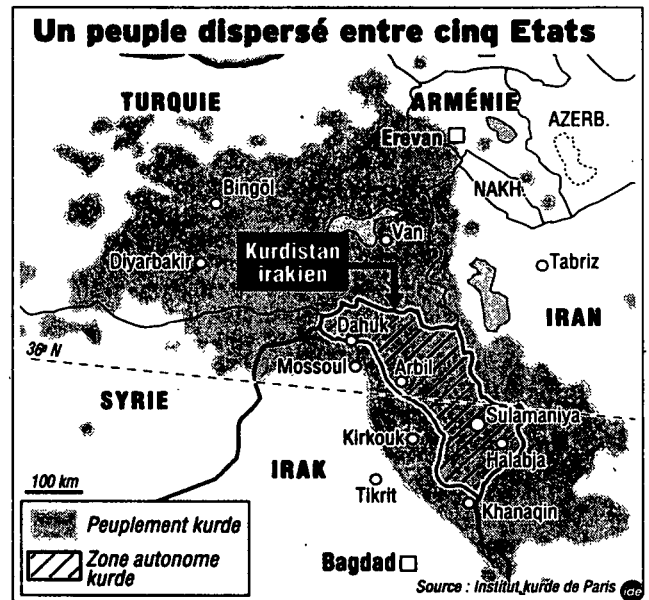
Sur la route qui mène de Kirkouk à la ville de Douz, vers le sud, des colonnes de jeunes déserteurs de l'armée irakienne se perdent à l'horizon. Tahsin Maktov Bahadin, 22 ans, vient

« Je vais enfin pouvoir ranger ma Kalachnikov au placard »

de parcourir, avec ses camarades, plus de 80 kilomètres, pieds nus sur le bitume, depuis qu'il a quitté sa caserne de Laylan. « Quand on s'est réveillés jeudi matin, nos commandants avaient disparu. On a compris qu'on était libres. On s'est mis à courir sans réfléchir », raconte-t-il. « La caserne, c'était le bagne. On était traités comme des animaux. On nous menaçait de nous exécuter si nous ne suivions pas les ordres », s'exclame

l'ancien jeune soldat irakien, déporté du sud vers le nord de l'Irak il y a un an. Le chemin vers Basra, sa ville natale, est encore long. « Je n'ai pas les moyens de me payer un taxi collectif. Je n'ai rien sur moi. J'ai les poches complètement vides », dit-il, en faisant signe de regarder sa chemise : une vieille tunique trouée, dont il manque tous les boutons.

Un peu plus loin, des avions américains dessinent des cercles dans le ciel couleur azur. « Ils sont là pour surveiller la zone et pour finir l'attaque sur



Kirkouk aux mains des Kurdes

Les forces kurdes accompagnées de militaires américains ont pris hier le contrôle de la majeure partie de Kirkouk, ville pétrolière du nord de l'Irak.

En entrant vers 9 heures hier matin dans Kirkouk, les forces kurdes ont semble-t-il pris tout le monde vitesse, y compris les Américains. Car cette arrivée des Peshmergas n'était pas tout à fait un programme.

Pas l'ordre d'entrer

Hosman Bani Marani, le commandant en chef des forces de l'UPK, l'une des deux factions kurdes contrôlant une partie du Kurdistan irakien depuis 1991, a indiqué que les Peshmergas n'avaient « pas reçu d'ordre pour entrer » mais que ses forces avaient avancé en raison de « la situation chaotique » qui régnait dans la ville. « Il y avait un soulèvement », reconnaît un militaire des forces spéciales américaines.

« Ce soulèvement a été fomenté par des Peshmergas de l'intérieur au moment où les Irakiens finissaient de se retirer ». Des habitants en liesse ont raconté qu'ils étaient sortis dans la rue après le départ des derniers éléments loyaux à Saddam Hussein, des membres du parti Baas.

« Les gens se sont soulevés »

« Mercredi soir, environ 500 soldats irakiens qui étaient restés à Kirkouk se sont dispersés dans la ville. Puis ils ont été rassemblés et ont reçu l'ordre de partir vers Tikrit », plus au sud, raconte l'un d'eux. « Des membres du parti Baas sont revenus ce matin et les gens se sont soulevés, tout le monde était dans la rue ».

Couteau dans les moustaches

Depuis hier après-midi, les Peshmergas sont partout. Les habitants les acclament, déchirant des portraits de Saddam Hussein. D'autres plantent les lames de leur couteau dans les moustaches d'un portrait du « dictateur ».

D'autres encore se livrent déjà au pillage, notamment dans les administrations. Un supermarché du parti Baas est totalement vidé. Les habitants emportent des portes. Une usine de pepsicola est dévalisée.

Tout et n'importe quoi

Le mobilier finit sur les toits des véhicules. On peut voir des dizaines de pick-up remplis de tout et n'importe quoi, frigidaires, radio, télévisions, portemanteaux. Des gens marchent dans la rue en traînant des chaises, des tables. Le bâtiment du gouvernement est lui aussi en partie vidé. Des documents, des bris de glace, jonchent le sol.

« Je suis né aujourd'hui »

Abdulkarim Abdulrahman rit en regardant la scène. « Je suis vraiment très heureux. C'est le signe de la démocratie et de la liberté pour le monde entier », dit-il. Il explique que durant la campagne d'arabisation de Saddam Hussein, le gouvernement lui a pris sa maison et ses terres.

« C'est impossible de dire comme je suis content. Pendant 30 ans nous avons été torturés par ce régime. J'ai l'impression d'être né aujourd'hui », lance Mohammad Omar, membre de la communauté turkmène. Quant aux Arabes, on ne les voit pas beaucoup. Selon le gouverneur kurde en exil qui a repris ses fonctions hier, Rizgar Hamgam, la majorité est partie de Kirkouk avant la guerre et seules quelques familles sont restées.

Retrait kurde

Hier soir, alors que les combattants kurdes soumettaient Kirkouk à un quadrillage discret mais systématique -ils seraient au moins 20 000-, les forces américaines ont été dépêchées d'urgence pour prendre le contrôle de la ville et éviter une intervention militaire de la Turquie, opposée à la présence des combattants kurdes (lire ci-dessous). L'UPK a d'ores et déjà annoncé le retrait de ses troupes dans la journée.

« Je veux retourner dans ma maison »

« jour d'hui elle est occupée par des Arabes ». Parmi tous les maux infligés aux Kurdes par Saddam Hussein, l'arabisation n'a pas été le moindre. Des dizaines de milliers de personnes, de Kirkouk en particulier, ont été expropriées, déplacées, souvent du jour au lendemain.

L'inquiétude des Américains

Delshad Obeid a ainsi vécu depuis 1992 avec ses quatre enfants dans un camp, près de Souleimaniyah, à 330 km au nord de Bagdad. Il ne sait pas si sa maison existe encore. En tout cas, « si on ne la (lui) rend pas, il la reprendra par la force ».

De telles prétentions constituent l'un des sujets d'inquiétude majeurs des Américains. Ils s'inquiètent de sauvages règlements de compte et d'affrontements intercommunautaires dans cette cité multiethnique où les Turkmènes sont eux aussi nombreux.



Après des années d'exil, les réfugiés kurdes n'ont qu'un désir : simplement rentrer chez eux

Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein », explique Hussein Ali, un pechmerga de "Union patriotique du Kurdistan. Assis sur le toit d'un ancien bunker irakien, sur la route de Jalola, Ahmad Tchawtchin se réjouit de la fin des combats. « L'Irak est enfin libre. Après tant d'années de guerre, je vais enfin pouvoir ranger ma Kalachnikov au placard », s'exclame-t-il. Comme de nombreux soldats kurdes, ce commandant pechmerga d'une cinquantaine d'années a consa-

cré la moitié de sa vie à se battre contre les hommes de Saddam Hussein. Une page se tourne. Mais un nouvel épisode commence : celui du partage du futur Irak. « Il sera pluraliste, démocratique et fédéral », se sont promis les opposants irakiens, réunis il y a un mois et demi à Salahhedine, au Kurdistan. « Nous ne mènerons aucune action unilatérale sur Kirkouk. Nous sommes kurdes, mais nous sommes avant tout irakiens », déclarait il y a quelques jours Barham Salih, copremier

ministre de l'enclave autonome du nord de l'Irak, pour rassurer la Turquie, qui n'a cessé de revendiquer un droit de regard historique sur la ville.

« Cependant, nous estimons qu'il est dans le droit des Kurdes de retourner dans leur ville d'origine et de récupérer au plus vite leurs propriétés confisquées par le régime baassiste. L'existence des autres communautés (assyriennes, turkmènes, etc.) doit être, bien entendu, prise en compte. C'est pourquoi ce processus de réin-

tégration devra se faire en présence d'observateurs internationaux, pour éviter les dérapages », remarquait Barham Salih, en constatant, réaliste : « Je ne peux pas promettre que dans une situation conflictuelle, on ne puisse éviter de passer par de mauvais épisodes. » Mais d'après lui, « le nouvel État irakien ne pourra s'estimer complètement démocratique tant que le problème ethnique ne sera pas résolu à Kirkouk et tant que les différences communautaires n'y co-existeront pas pacifiquement ».

La chute de Bagdad inquiète Damas

La grande déprime de la population syrienne

Damas : de notre envoyé spécial **Renaud Girard**

La population syrienne a réagi avec un profond abattement à la chute soudaine de Bagdad aux mains des troupes américaines. « Il faut remonter à la défaite de 1967 dans la guerre des Six-Jours contre Israël pour trouver, à Damas, un pareil traumatisme psychologique », confie un haut fonctionnaire syrien à la retraite, francophone, qui préfère conserver son anonymat.

La télévision d'Etat syrienne est tombée dans une sorte d'autisme. Avant l'arrivée des chars américains dans le centre historique de Bagdad, elle diffusait en boucle les images des victimes civiles irakiennes et, plus parcimonieusement, les communiqués de victoire surréalistes de Sahaf, le ministre de l'Information de Saddam Hussein. Depuis, elle se contente de diffuser de vieux documentaires sur les sites historiques de l'Irak. Elle n'a, bien sûr, pas montré les images des Bagdadiens accueillant chaleureusement les soldats américains. Quand ils veulent s'informer, les Damas-cènes regardent les chaînes arabes satellites émettant du Qatar ou d'Abou Dhabi. Ces derniers jours, ils sont restés suspendus aux programmes de ces CNN du monde arabe.

A la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Damas, les étudiants, dont beaucoup avaient manifesté contre l'Amérique au cours des trois premières semaines de guerre, sont en plein désarroi.

L'arrivée d'un journaliste français sur le campus provoque aussitôt un attroupement, où chacun veut donner son sentiment. « Nous sommes abasourdis. Tout est arrivé si vite. Nous faisons confiance aux forces irakiennes pour résister dans le combat de rue. Où est la bataille de Bagdad qu'on nous avait promise ? », dit l'un d'eux. « Nous sommes très tristes. Nos frères subissent l'humiliation de l'occupation. Et qu'avons-nous fait pour eux, nous, les Arabes ? », renchérit un second. « Mais c'est que le monde arabe

est incapable de s'unir. S'il existait des Etats-Unis du monde arabe, à l'image de ceux d'Amérique, jamais une telle invasion étrangère d'une capitale arabe aurait été possible », explique un troisième. « Voilà, Israël a encore gagné, cette fois sans même verser une seule goutte de sang. C'est tellement injuste ! Et nous les Syriens, nous sommes les prochains sur la liste ! », arrive à placer un quatrième. « L'Irak est un détail. C'est tout le monde musulman que l'Occident veut placer sous son joug ! », assène un cinquième.

Soudain, un jeune étudiant insiste pour qu'on lui donne la parole et qu'on lui prête une demi-minute d'attention. « Ecoutez ! Moi, je suis le seul Irakien ici. Et je peux vous dire que 23 mil-

lions d'Irakiens se sentent aujourd'hui libérés ! » Consternation dans le groupe, mais seulement de très courte durée.

Sollicitée par le journaliste français, une jeune fille, un keffieh noir et blanc noué autour du cou, accepte de se joindre à la discussion des garçons. « La résistance continue à Bagdad. Ne croyez pas à la propagande des Américains ! », s'exclame-t-elle. Mais n'a-t-elle pas vu les images de la liesse à Bagdad ? « Elle refuse la réalité, trop insupportable pour elle », explique l'étudiant le plus âgé du groupe. « Notre grand défaut, à nous les Arabes, c'est que nous vivons toujours dans nos rêves. Lorsque nous sommes confrontés à un problème, nous le contournerons, nous restons à sa surface, nous refusons d'en pénétrer le cœur. Le résultat, c'est toujours la négation de la réalité », ajoute-t-il.

Dans les trois premiers jours de la guerre de 1967, les médias officiels syriens n'avaient cessé de publier des communiqués de victoire. La nouvelle de la défaite et de la prise du Golan par les

en 1920 pour voir une capitale historique arabe occupée par la force par des étrangers. Cette défaite résulte du fait que, nous les Arabes, nous avons manqué à deux reprises l'occasion de réformer notre société : au début des années 20, et après l'échec du nassérisme en 1967 », analyse froidement un intellectuel palestinien laïc vivant à Damas ; et qui préfère rester anonyme.

« Pour faire face au projet hégémonique américano-israélien qui nous vise, nous devons passer d'une société traditionnelle à une société moderne, car seule une société moderne peut résister à une autre société moderne. Les intellectuels arabes ont espéré que, chez les Irakiens, le sursaut patriotique allait l'emporter sur la détestation du régime. C'était naïf. La culture du rais, du grand leader, ça n'a jamais marché. Une société dépolitisée par la dictature et la propagande ne forme pas des résistants, elle forme des pantins. »

Et lorsqu'on lui demande si l'occupation américaine ne va pas précisément répandre la modernité dans la société irakienne, il fait part de son pessimisme. « Regardez qui les Anglais ont choisi pour gouverner Bassora : le cheikh d'une tribu traditionnelle. C'est le retour à la bonne vieille pratique coloniale des années 1920 ! Vous verrez, le résultat à moyen terme de cette occupation, ce sera le repli sur soi de la société arabe, la victoire de l'islamisme le plus rétrograde ! »

« Il faut remonter à la prise de Damas par le général Gouraud

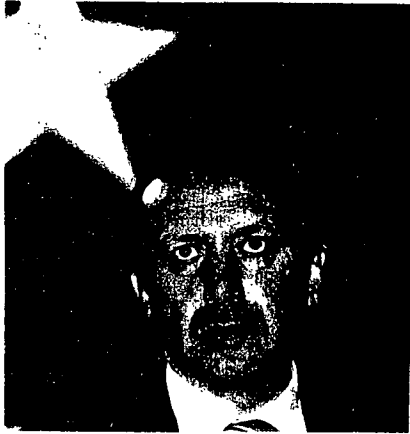
« L'Irak est un détail. C'est tout le monde musulman que l'Occident veut placer sous son joug ! »

Turkey

A muddled message from an embattled new government

ISTANBUL

It is becoming unclear exactly what sort of country Turkey's prime minister, Tayyip Erdogan (pictured above), hopes to build or how he wants to set about it



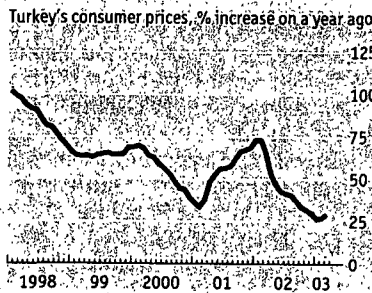
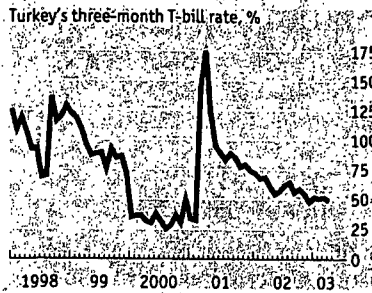
ONLY five months ago, millions of Turkish voters, fed up with the corruption and inefficiency of Turkey's old guard of aged politicians, gave the country its first single-party government in 15 years, under the aegis of a brand-new outfit, the Justice and Development Party. The markets were enthusiastic. The main index of Istanbul's battered stockmarket shot up, while interest rates fell below 50% for the first time in nearly a decade. Here at last, it seemed, was a strong government that could push through long-delayed economic and democratic reforms, settle the Cyprus problem and give Turkey a decisive shove towards joining the European Union.

But how fast things have changed—for the worse. Confidence in the party, better known by its Turkish initials AK, has begun to wear thin. The economy again looks wobbly, a UN-sponsored peace plan to reunite the Turkish and Greek bits of Cyprus is back on the shelf and, should the war in neighbouring Iraq drag on, its effects on Turkey could worsen sharply.

For all of this, AK, which has never tasted power before, should not take the whole blame. The war is badly hurting Turkey's multi-billion-dollar tourism industry, which, together with exports, earns most of Turkey's foreign exchange. It had been hoped that holiday-makers would bring in some \$13 billion this year. "Small chance of that now," groans Turkey's habitually cheery foreign minister, Abdullah Gul. Turkey's largest tour operator, Oger, which caters mainly for Germans, says that 90% of reservations for this season have been cancelled. In Turkey's impoverished Kurdish provinces in the south-east, trade with Iraq, the mainstay for thousands of families, has dried up.

True, ripostes AK's swelling army of detractors. But had Tayyip Erdogan, the AK leader who became prime minister only last month, managed to get parliament to

The right direction, more or less



Sources: J.P. Morgan Chase; national statistics

push through a bill to let American troops attack Iraq from Turkish soil, the country's finances would have been in far better shape. When the AK-dominated parliament failed by just three votes to approve the bill, Turkey forfeited loans and grants from the United States worth \$24 billion.

Now, in exchange for belatedly opening airspace to aircraft of the American-led coalition, a decision that rescued American-Turkish relations from breaking down altogether, the country may settle for \$8 billion. Moreover, things could still go badly wrong, if Turkey's generals decided to invade northern Iraq to stop the Kurds grabbing oilfields near Kirkuk. The Americans have told the Turks not to, as the Kurds have promised they would fight back.

Turkey can ill afford another bust-up with George Bush's administration, whose support remains essential if the IMF is to continue to help. The country has to roll over total debt repayments due this year worth \$93.5 billion, of which some \$80 billion is short-term domestic debt. With inflation creeping back up (to nearly 30% at the latest annualised monthly rate) and interest rates on the rise once again too, "the main concern now", says Atif Cezairli, head of research in Istanbul for ING, a Dutch bank, "is whether the government can continue to service its debt by successfully lowering real interest rates."

That in turn depends on whether the government can restore confidence in the markets. They, however, fell precipitously

earlier this year, when, in a bout of populism, the government raised civil-service pensions and wages without explaining

where the money to pay for them would come from. It also failed to explain how it would pay for fresh subsidies pledged to sugarbeet producers and for 15,000km (9,325 miles) of new motorways.

Still, with less American cash on offer than before, the government may have regained a new sense of fiscal prudence and has now promised to cut spending and raise taxes. As a result, the IMF has agreed to disburse a loan of \$1.6 billion as part of a stand-by deal worth \$16 billion. But instead of releasing the money in one go, as it normally does, the Fund will do so bit by bit to ensure that the government sticks to its word.

More hopeful are AK's continuing efforts to make Turkey more democratic. Last month's banning of Hadep, the country's largest pro-Kurdish party, on the flimsy charge that it was acting as a front for the Kurdistan Workers' Party (PKK), the main separatist guerrilla group in Turkey, hardly seems to bear that out, but that case against Hadep was in fact launched under a previous government. In contrast, the new parliament has approved a clutch of sweeping constitutional reforms that will make it much harder to shut down parties and easier to prosecute torturers.

Gone, too, is a much-ridiculed ban on the use of the letter w, which exists in the Kurdish alphabet but not the Turkish one—and landed many a Kurdish publisher in court. Parliament is also expected to pass a bill to scrap reduced jail sentences for "honour crimes", which usually involve men murdering unmarried female relations, sometimes even for such "offences" as going to the cinema with a member of the opposite sex. Parliament is also likely to soften laws on broadcasting in Kurdish.

It will be much harder, however, to reduce the lingering influence of Turkey's generals on politics. They still tell the minister of defence what to do. They even—when it comes to Cyprus—appear to give orders to the prime minister.

Mr Erdogan deserves credit for trying, before he became prime minister last month, to persuade the Turkish-Cypriot leader, Rauf Denktash, to sign the latest peace plan proposed by the UN. The generals, who cherish the island's Turkish part as a strategic asset, promptly slapped him down. On this point, the country's president, Ahmet Necdet Sezer, who sees the generals as the guarantor of Turkey's secular system, is their sturdy ally. Moreover, Mr Sezer has used his power to delay a number of appointments of AK nominees to senior posts in the civil service, on the ground that they are not qualified. More likely, it is because their association with Mr Erdogan dates back to the days when he was a member of an overtly Islamist party banned on charges that it sought to overturn the secular order.

It is plainly hard for Mr Erdogan to de-

cide where his loyalties ultimately lie. The religious conservatives who have backed him already accuse him of betraying his Islamist ideals. On the other hand, though his own wife and those of half his cabinet

cover their heads with scarves in the traditional Muslim manner, Mr Erdogan says that the symbolic issue of whether the headscarf may be worn in public places, long a touchstone for secularists who ab-

hor the practice, is not especially important to his government. As the AK continues to muddle along in government, many Turks are puzzled. They wonder just what are its priorities—and Mr Erdogan's. ■

LE DEVOIR. LE VENDREDI 11 AVRIL 2003

Les peshmergas kurdes sont partout

«Ils ont tout fait par eux-mêmes, nous n'avons rien eu à faire»
à Kirkouk, dit un militaire américain

LAURENT LOZANO
DEBORAH PASMANTIER
AGENCE FRANCE-PRESSE

Kirkouk — L'allégresse, les pillages, les klaxons, les tirs en l'air, la statue de Saddam Hussein au sol. Les habitants de Kirkouk se livraient hier aux élans de l'après-Saddam Hussein, tandis que les combattants kurdes soumettaient la ville à un quadrillage discret mais systématique.

Selon les autorités militaires, ils seraient au moins 20 000 dans la ville.

Ce sont les peshmergas (combattants) de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui sont entrés dans la ville, accompagnés par de très discrètes et limitées forces américaines. «Ils ont tout fait par eux-mêmes, nous n'avons rien eu à faire», a dit un militaire américain sous le couvert de l'anonymat.

Les peshmergas de l'UPK, bardés d'un bandeau vert sur la tête et d'une kalachnikov sur l'épaule, sont arrivés en nombre en début d'après-midi.

Arpentant fièrement les rues et faubourgs de la ville, juchés sur leurs pick-up pleins à craquer, quelques-uns portent le foulard jaune du PDK (Parti démocratique du Kurdistan). Le PDK et l'UPK contrôlent la partie du Kurdistan irakien qui depuis 1991 échappait au contrôle du régime de Bagdad.

Les peshmergas sont partout. Les habitants de Kirkouk les acclament, déchirent des portraits de Saddam Hussein. «Welcome, welcome, Saddam c'est fini, Bush, Bush», crient-ils. D'autres plantent les lames de leur couteau dans les moustaches d'un portrait du dictateur.

D'autres se livrent déjà au pillage, notamment dans les administrations. Un supermarché du parti Baas de Saddam Hussein est totalement vidé. Les habitants emportent des portes. Une usine de Pepsi-Cola est dévalisée.

Le mobilier finit sur les toits des véhicules. On peut voir des dizaines de pick-up remplis de tout et de n'importe quoi, frigidaires, radios, télévisions, porte-manteaux. Des gens marchent dans la rue en traînant des chaises, des tables. Le bâtiment du gouvernement est lui aussi en partie vidé. Des documents, des bris de glace, jonchent le sol. Et déjà, des plaintes ont été déposées.

«Saddam au sol!»

En début d'après-midi, seuls les faubourgs sont animés. Le centre reste un certain temps déserté. La population est encore inquiète d'un éventuel retour des forces gouvernementales. Puis, peu à peu les rues se remplissent. Les Américains d'abord invisibles au centre-ville font leur apparition dans



NIKOLA SOLIC REUTERS

Les combattants kurdes ont pris le centre pétrolier de Kirkouk, accompagnés d'un petit nombre de militaires américains.

leurs 4x4 blancs et regardent calmement les premières scènes de l'après-Saddam.

Dès 14h les premiers coups sont donnés sur la statue en bronze de Saddam Hussein drapé dans un manteau traditionnel arabe. Les efforts pour faire tomber le «dictateur» durent plusieurs heures, aux cris de «Saddam au sol, Bush, Bush».

Abdulkarim Abdulrahman, Kurde de Kirkouk, rit en regardant la scène. «Je suis vraiment très heureux. C'est le signe de la démocratie et de la liberté pour le monde entier», dit-il en montrant la statue effondrée. Il explique que, durant la campagne d'arabisation de Saddam Hussein, le gouvernement lui a pris sa maison et ses terres.

«C'est impossible de dire comme je suis content.

Pendant 30 ans nous avons été torturés par ce régime. J'ai l'impression d'être né aujourd'hui», lance Mohammad Omar, membre de la communauté turkmène de Kirkouk, la deuxième de la ville.

Plusieurs Arabes sont partis

Quant aux Arabes, on ne les voit pas beaucoup. Selon le gouverneur kurde en exil qui a repris ses fonctions hier, Rizgarali Hamgam, la majorité est partie de Kirkouk avant la guerre et seules quelques familles sont restées.

«La guerre est une mauvaise chose pour moi. Ce changement de régime ne fera pas une grande différence et les Américains ne sont venus ici que pour se construire un empire», dit l'un d'entre eux sous le couvert de l'anonymat. Avant de se féliciter néanmoins de pouvoir enfin parler librement.

Mosul descends into chaos as even the museum is looted of treasures

The Guardian April 12 2003



Luke Harding
in Mosul

By the time Asif Mohammed turned up for work yesterday morning, the ancient contents of Mosul's museum had vanished. The looters knew what they were looking for, and in less than 10 minutes had walked off with several million dollars worth of Parthian sculpture.

The 2,000-year-old statue of King Sargon II — one of Iraq's forgotten monarchs — had disappeared from its cabinet. Lying on the glass-strewn floor were the remains of several mythical birds and an Athenian goddess, apparently broken by the looters as they made their escape.

"Iraq has a great history," Mr Mohammed, the museum's curator, said yesterday, just hours after Mosul, Iraq's third largest city was officially "liberated".

"It's just been wrecked. I'm extremely angry. We used to have American and British tourists who visited this museum. I want to know whether the Americans accept this."

It was a good question. Unfortunately, as Mosul descended yesterday into a hellish self-feeding chaos, there were no American troops to ask.

The Pentagon had earlier promised that thousands of its soldiers would secure Mosul — a pleasant city of 1 million on the banks of the Tigris — and prevent the kind of mass looting seen elsewhere in Iraq. They would also keep out the Kurds.

Since the embarrassing invasion of Kirkuk two days ago by Kurdish peshmerga, the White House had been keen to reassure the world — and Turkey in particular — that it was in charge of northern Iraq. The Kurds would do nothing without US supervision, Washington soothed Ankara.

Yesterday it was abundantly clear this was not true. A quick tour of central Mosul revealed there were no American troops there at all. Several thousand were stationed just down the road in Irbil, inside Kurdish-northern Iraq, but they had failed to arrive.

The Iraqi government abandoned Mosul late on Thursday night. Just as in Kirkuk, Iraqi soldiers garrisoned in the city took off their uniforms and simply drifted away. Overnight American special forces entered briefly with groups of Kurdish peshmerga. The Americans then disappeared.

By midday yesterday — as Kalashnikov fire echoed around Mosul's looted central bank — they still hadn't come back. A huge crowd was trying to help itself to piles of Iraqi dinar. Fights were breaking out. Kurdish fighters were shooting wildly into the air. Nearby, looters were ransacking Mosul's former seat of power, its imposing governorate building, sending glass cas-



cading into the street.

Across the city fires burned from ruined government offices. "I beg you to stop these terrible things," Mufti Mohammed, one of Mosul's leading Sunni clerics said yesterday, as dozens of worshippers furious at the self-destruction of their city poured out of his mosque after Friday prayers. "If some kind of order is not restored in the next 24 hours we're going to take things into our own hands. We will start up our own armed groups to keep the peace."

Mr Mohammed said he had persuaded the Fedayeen and Arab volunteers still inside the city not to fight coalition soldiers. Now he wished he hadn't bothered. "This is anarchy," he said.

Other residents were angry. "Why don't the American troops enter this city? I've spent all morning looking for them," said Ali Sahif, a 34-year-old engineering student. "Everything is being ripped apart." Mr Sahif said looters had wrecked his engineering institute, as well as Mosul University, the hospital and the College of Medicine.

He now wasn't sure what to do. Most of the murals of Saddam Hussein, meanwhile, had not been damaged or defaced. Perhaps people wanted him back, or at least the stability he represented.

Either way, three days after the fall of Baghdad, it was clear that the honeymoon

between the Iraqi people and their British and American liberators was turning sour.

Mosul has traditionally been one of Iraq's most ethnically mixed cities. Arabs, Syriac people, Armenians, Kurds, Turkmans, Christians and Yazedis — an esoteric Muslim sect who refuse to wear blue — all call Mosul home. But in the end it was Kurdish fighters who poured into Mosul yesterday, to an enthusiastic welcome from the city's Kurds, but a more muted one from everybody else.

Their presence in both Mosul and Kirkuk has not pleased Turkey, now

Kurdish fighters welcomed by Arab tribal militias as they enter Mosul, top, and local Kurds carrying away looted goods
Photographs: Kamran Jebreili/AP and Chamath Ariyadasa/Reuters

incandescent at the prospect of a vast de facto Kurdish state on its doorstep.

The fighters from the Irbil-based Kurdistan Democratic party had been given orders to defend several key buildings, including Mosul Museum, with its priceless Assyrian antiquities. They didn't manage to get there in time, although they did secure the natural history museum a short walk away. A Kurdish commander, Wahid Majid, proudly showed me the dusty toucans and pickled reptiles he had just saved from the mob. The museum's stuffed brown bear was still safely in its display case, he pointed out. "We have not allowed anybody to take anything. We were told to defend the museum and other important establishments."

Had he seen the Americans? "They were here earlier but they were unable to control the situation so they left," he said.

On the other bank of the Tigris, a short drive past an abandoned riverside amusement park, looters were demolishing Mosul's only five-star hotel, the ziggurat-shaped Nineveh International.

It was perhaps a legitimate target: until yesterday an entire wing had been reserved for senior members of the Ba'ath party. Most ordinary Iraqis were too scruffy to venture inside, let alone afford its £16-a-night rooms. Yesterday they removed all the hotel's bedding and furniture instead. "It is our money. It is our money," 17-year-old

Hassan Ali explained. "This hotel has been built with money from Iraq's oil. The oil belongs to us. That's why we are looting."

To begin with, the mass collective stealing was good-humoured and democratic, with all of Mosul's different groups taking part. But as dusk set in, the beginnings of what looked like ethnic collapse were all too apparent as Kurds and Arabs began to wrangle over who now owned what. Iraq is

a large country with ancient fault lines. Unless coalition forces began to re-establish order soon it is in danger of disintegrating.

Back at Mosul Museum, Mr Mohammed sat on a flight of steps next to two giant Assyrian winged friezes, similar to a pair in the British Museum, themselves looted by 19th-century British archaeologists from nearby Nineveh. The friezes had clearly been too heavy for anybody to cart off.

"I watched Kofi Annan appear on TV," he said. "He said that Iraq had a very great history and civilisation. I'm very sad at what has happened here. I feel pain in my heart." Mr Mohammed recalled that he had had his photo taken with an elderly American tourist who visited. What did he think of Americans now? "I think George Bush and Tony Blair are war criminals."

Turkey to monitor Kurdish forces

By Frank Bruni

The New York Times

URGUP, Turkey: Turkish leaders said Thursday that they were sending military observers to monitor Kurdish forces in the Iraqi city of Kirkuk, while U.S. officials sought to discourage Turkey from any steps more provocative than that.

On a day of potentially critical developments for the stability of northern Iraq, Abdullah Gul, the Turkish foreign minister, said that he had sought fresh assurances from Colin Powell, the U.S. secretary of state, that coalition forces would control Kirkuk.

"We have reminded them of their guarantee," Gul pointedly told reporters, referring to American officials' vows that the oil-producing northern Iraqi cities of Mosul and Kirkuk would not be controlled by Iraqi Kurds, as seemed to be the case Thursday.

Gul added that Powell, in a telephone conversation Thursday, pledged to send American forces into Kirkuk within hours. The foreign minister said that Turkish leaders felt "no reason for any concerns" about the strength of that promise.

Late Thursday night, a senior Turkish government official also expressed confidence that Kirkuk would not be under Kurdish control, saying that Kurdish leaders themselves had promised to withdraw Kurdish forces and that American soldiers had already begun to arrive. But in a range of comments throughout a tense day, Gul and Turkish leaders also made clear that Turkey would be willing to send troops into northern Iraq if it felt that Kurds were seizing — and maintaining — independent control of Kirkuk.

Under the nightmare scenario that haunts many Turkish leaders, a Kurdish takeover of the city and its potential wealth would herald the imminent rise of an autonomous Kurdish state and, in turn, rekindle separatist demands among ethnic Kurds in Turkey.

American officials repeatedly assured Turkish leaders that the war in Iraq would not yield any such outcome. But Turkish skepticism persisted, and as it flared anew Thursday, American officials worked quickly to allay Turkish anxieties.

According to Turkish government officials, Powell not only called Gul but readily agreed to the presence of Turkish military observers in Kirkuk. Tur-



Peter Dejong/The Associated Press

Kurds smashing rocks into a portrait of Saddam Hussein Thursday in the village of Dibs, now held by Kurdish forces. Turkey is closely watching Kurdish forces in Iraq.

key already has thousands of troops far north of the city, near the border between Turkey and Iraq, but those troops have been in Iraq for years.

American officials have worried from the beginning of the war in Iraq that if Turkey sent more troops, it would set off violent clashes between Turkish soldiers and Iraqi Kurds and make the near-term stability of northern Iraq impossible.

Late Thursday, Western diplomats in Turkey said that they had not seen any sign that Turkish troops were ready to move, and that the mood among Turkish government officials was one of profound wariness mingled with calm.

"Everybody's watching, and they've got lots of good reasons to be very alert," one Western diplomat said.

But, the diplomat said, "I think when Colin Powell says the troops are on the way, they take him seriously."

Kirkuk, the diplomat added, "just went a little faster than everybody expected, and there was suddenly a vacuum, and whoever was in the neighborhood moved in, but everybody knows the rules."

That was a reference to an earlier Kurdish pledge to put Kurdish forces under coalition command and to Turkish statements that the presence of Kurdish forces in Kirkuk would not in and of itself be a provocation.

Turkish government officials and lawmakers said Thursday night that Turkey was still evaluating events in Kirkuk.

"Of course we're worried," said Mevlut Cavusoglu, a member of the Turkish Parliament and one of the foreign policy leaders within the ruling Justice and Development Party.

"We are very sensitive about this issue," Cavusoglu said in a telephone interview.

American officials have spent many hours over many months trying to address that sensitivity, but those efforts have been complicated by serious strains in the alliance between the United States and Turkey.

Powell visited Ankara, the Turkish capital, last week in an effort to repair the relationship and, at the same time, put additional pressure on Turkey not to send any new troops into Iraq.

Turkish leaders signaled an increased willingness to refrain from doing that.

But Thursday, in response to news reports and television images of Kurdish forces occupying Kirkuk, some of those leaders reiterated earlier assertions that Turkey could do as it wanted and was not beholden to American desires. Their words carried a new measure of alarm.

"We will do whatever is necessary," Gul said in a statement quoted by the Turkish state-run news agency. "Turkey's stance on this issue is clear."

The New York Times April 11, 2003

Sur le front nord, les peshmergas se sont emparés sans peine de leur capitale historique Coup de force des Kurdes sur Kirkouk

Mises devant le fait accompli, les forces américaines ne sont arrivées qu'après coup.

Kirkouk envoyé spécial

Visage baigné de larmes, les yeux emplis de joie, Ahmed Lahaw entre à Kirkouk en libérateur.

« Trente ans que j'attends ce jour. » Une vie de combats. « Voilà pourquoi je pleure. Voilà pourquoi je suis heureux. » Instant fugace de bonheur intense. Le soldat raffermi sa prise sur l'affût du fusil et reprend son avance, lentement, nerfs tendus, l'oreille aux aguets. La colonne progresse d'un pas ferme, sans rencontrer d'opposition.

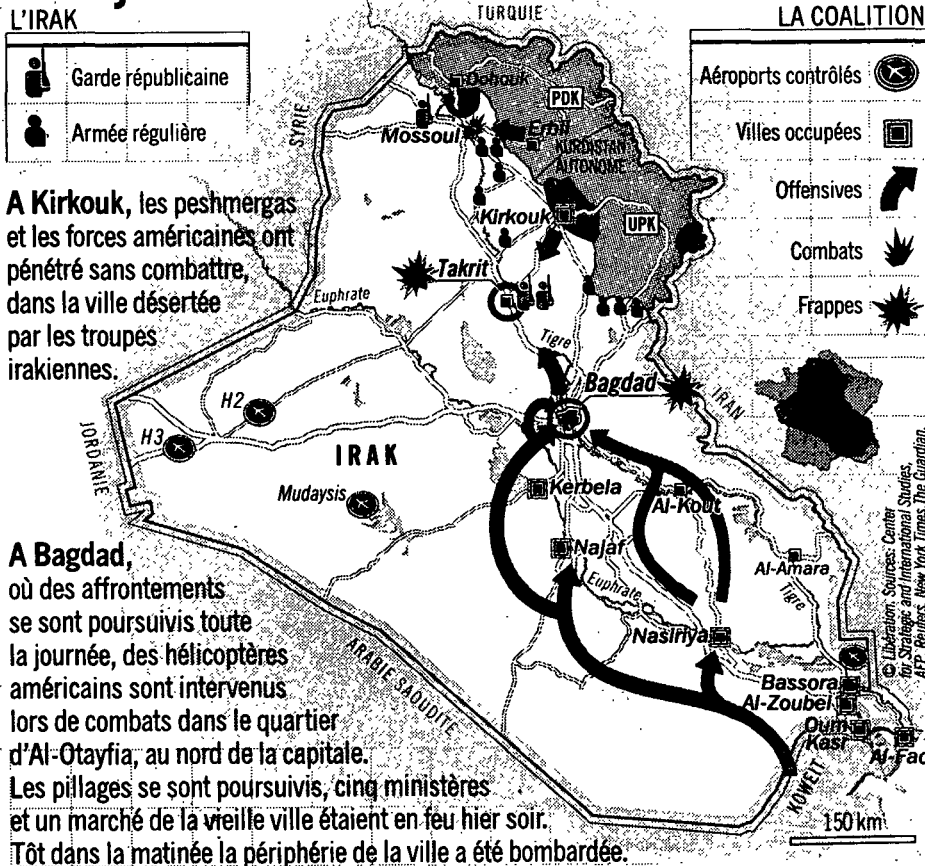
De la garnison irakienne ne subsistent que des canons abandonnés, des douilles éparpillées au sol, des casernes vides ou des casernes désertées que les peshmergas investissent avec gourmandise. Quelques escarmouches, déclenchées à l'aube sur les faubourgs, ont eu raison de toutes les défenses. Les miliciens kurdes s'emparent du centre-ville sous les vivats d'une population enthousiaste. Si les boutiquiers ont tiré les rideaux de fer sur leurs étals, les habitants se pressent dans les rues et les familles encombrant les balcons. Partout surgissent des étoffes aux couleurs des deux principales formations indépendantistes, jaunes pour le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), vertes pour l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui se taille la part du lion dans les faveurs populaires. La foule agite des écharpes, des châles, des mouchoirs en une marée ondulante qui salue les combattants à chacun de leurs passages.

Après la souffrance, la jubilation

Entorse presque incroyable au puritanisme usuel, de vieilles femmes au voile noir se jettent sur les miliciens pour les embrasser à pleine bouche. « Tous sont mes fils », précise Asmid Ibrahim Ahmed, la voix cassée d'avoir trop crié son bonheur, « car j'ai perdu les miens, arrêtés par le régime ». L'imam lui donne sa bénédiction, justifiant cet exceptionnel débordement d'affection au nom « du devoir divin à renverser la tyrannie ». Poussant à fond les haut-parleurs du minaret, le religieux s'époumone: « Kirkouk, honore les peshmergas qui reviennent dans tes murs en sauveurs. » Fadil Kader exulte. « C'est la seconde libération de Kirkouk, hurle ce vété-



22^e jour de l'offensive



11 AVRIL 2003



ran du grand soulèvement de 1991, mais cette fois, personne ne nous volera notre victoire.»

La jubilation ne fait jamais oublier aux Kurdes le prix payé pour cette parade sur les avenues de leur capitale historique. «Je me bats sans trêve depuis 1973», rappelle Ahmed Lahaw. Ce quinquagénaire aguerri dans d'innombrables batailles tient son compte. Précis. «Ma sœur, tuée

dans un bombardement au napalm sur le village de Khalazer, en 1974. Mon frère, tombé sur le front de Soulaymaniya en 1976. Plus de 4000 hommes détruits, des centaines de milliers de Kurdes tués lors de l'opération Anfal dans les années 80. Les gaz chimiques tirés contre Halabja en 1988. Et 182000 disparus lors de la répression de 1991.»

Le milicien se souvient également du lâchage occidental, quand les troupes venues libérer le Koweït ont reçu l'ordre d'éparagner la garde prétorienne de Saddam Hussein immédiatement envoyée au Kurdistan pour y mater la révolte. «Notre peuple a trop souffert. C'est pourquoi les peshmergas devaient libérer Kirkouk qui a toujours été

une ville kurde. Nous allons maintenir le calme dans la ville jusqu'à ce que les Américains arrivent. Nous respecterons les droits de toutes les minorités, turkmènes, assyriennes, chaldéennes et même arabes, qui ont elles aussi été opprimées par le régime, pour montrer que nous pouvons ensemble reconstruire un pays démocratique et fédéral.»

Malgré les pressions américaines

Pour entrer en vainqueurs dans Kirkouk, les miliciens kurdes ont quand même dû tordre quelques bras dans la coalition. A l'évidence, par peur de provoquer la Turquie qui menaçait d'une intervention militaire pour contrecarrer toute avance des peshmergas (lire page 4), les Etats-Unis avaient exigé des dirigeants de l'UPK et du PDK qu'ils retiennent leurs miliciens. Pressions amicales mais fermes, dans le cadre d'un plan de coopération militaire mis en œuvre par des détachements de forces spéciales américaines. Les commandos fournissaient un indispensable soutien aérien à une troupe supplétive démunie de moyens lourds, en échange de quoi les peshmergas acceptaient d'arrêter leurs opérations aux abords immédiats de Kirkouk et Mossoul qu'un corps expéditionnaire, venu du Koweït, aurait eu pour charge d'investir.

Codes et messages secrets

Depuis dimanche, pourtant, les Kurdes pensaient être en mesure de chasser les garnisons irakiennes de ces villes. D'importants contingents de fantassins

étaient prêts à passer à l'offensive. Dans la nuit de mercredi à jeudi, après une réunion entre les commandements des deux principaux partis kurdes, décision est prise d'attaquer à l'aube, par une poussée commune sur tous les axes menant à Kirkouk. Initiative, semble-t-il, contestée par l'état-major américain. «Nous avons eu vent de ce projet, reconnaissait un sous-officier des Béréts verts. Nous tentons de les en dissuader. Toute action unilatérale serait une bêtise, mais les peshmergas n'écoutent pas toujours nos conseils.» A 23 heures, un ordre écrit tombe sur les lignes de front qui intime aux commandants de suspendre

leurs mouvements. Au grand dam de plusieurs généraux kurdes. «Si les Américains nous avaient laissés faire, Kirkouk et Mossoul auraient été prises avant Oum Kasr», grommelle l'un d'eux. Les garnisons irakiennes ne se batront pas plus de deux heures. Mais nous respecterons nos accords. Nous n'agissons pas seuls.»

Les partis kurdes disposent d'une carte maîtresse, une organisation militante bien implantée à Kirkouk, discrète et efficace. «Nous fonctionnons en cellules de cinq membres, autonomes, armées», raconte Walid Khaled, étudiant de 26 ans, membre des réseaux clandestins de l'UPK. «Au début de la guerre, notre direction nous a assigné des objectifs. Mon groupe était chargé de surveiller le quartier général des services de renseignements, à Karama. Pendant des jours, nous les avons espionnés, épiant tous leurs faits et gestes. Il y a 48 heures, un message secret nous prévenait de nous tenir prêts à agir. Nous communiquons grâce à des codes glissés dans les émissions de la chaîne de télévision kurde. Mercredi

soir, nous avons reçu le feu vert. Un message personnel d'Abou Ibrahim à Abou Rial. L'ordre d'insurrection. Nous avons récupéré nos armes et au matin, à sept heures, nous avons capturé les gardes qui somnolaient à l'entrée du bâtiment. Nous savions que les officiers se cachaient ailleurs depuis le début des bombardements américains. Les gardes se sont rendus sans poser de problèmes. A partir de 9 heures, les premières colonnes de peshmergas sont arrivées pour nous soutenir.»

«Welcome, thank you America»

Le haut commandement kurde a alors annoncé aux agents de liaisons américains que la ville venait de se soulever, ce qui, bien entendu, nécessitait l'envoi rapide de renforts. Les Béréts verts ne se sont pas fait prier pour accompagner le mouvement, mettant en place des barrages

symboliques aux principales entrées de la cité. A 11 heures, hier, Kirkouk était libérée. Les Américains n'ont pas eu à se plaindre de l'accueil, couverts de «Welcome», de «Thank you America» et de louanges à l'endroit du président Bush. Même les pillards semblaient suspendre un temps la mise à sac des bâtiments publics pour applaudir au passage des forces spéciales.

Dans les faubourgs chrétiens, plutôt huppés, des petites filles endimanchées agitaient avec vigueur des bannières étoilées bariolées au crayon. Dans le quartier populaire d'Hassi Raka, les marchands ambulants de baklavas se jetaient sur la route de leurs véhicules tout-terrain pour offrir aux soldats des douceurs dégoulinantes de miel. «C'est un peu lourd mais c'est gentil, commentait un commando philosophe. Ça fait vraiment plaisir et ça vaut mieux que de se faire tirer dessus» ●

DIDIER FRANÇOIS



Combattantes.

Dans les rues de Kirkouk, hier, des Kurdes victorieuses.



Pétrole.
Sous les yeux
des combattants
kurdes, des puits
en feu,
dans la banlieue
de Kirkouk.

Libération

11 AVRIL 2003

Le Kurdistan irakien convoité

La crise entre la Turquie et les Kurdes, autour du pétrole de Mossoul et Kirkouk, inquiète Washington.

Plusieurs dizaines de milliers de soldats turcs, avec chars et matériel lourd, sont l'arme au pied le long des 330 kilomètres de frontière, prêts à déferler sur la zone kurde de l'Irak du Nord. La mise en garde est explicite, même si le Premier ministre islamiste modéré Recep Tayyip Erdogan affirmait, il y a encore quelques jours, qu'il est «hors de question d'intervenir tant qu'il n'y aura pas de problème touchant à l'intégrité territoriale de l'Irak ou de mouvement visant à s'emparer du pétrole de Mossoul et de Kirkouk». Mais l'irruption dans cette dernière ville des peshmergas – les combattants kurdes – change la donne et rend encore plus complexe et explosive la situation au Kurdistan irakien (42 000 km² et près de 4 millions d'habitants), région contrôlée depuis 1991 par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Ces derniers menacent de s'opposer par la force à toute entrée en force de l'armée turque.

Cauchemar. Les risques d'une «guerre dans la guerre» préoccupent l'administration américaine. «Nous ne permettrons aucun fait accompli», a menacé hier le ministre des Affaires étrangères turc, Abdullah Gul, tout en déclarant avoir reçu du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, des assurances que des renforts de l'US Army arriveraient à Kirkouk pour y remplacer les combattants kurdes. «Il n'y a pas lieu de s'inquiéter en raison de ces garanties», a-t-il insisté. Le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a précisé que «les forces américaines contrôleront Kirkouk». Les Kurdes eux-mêmes cherchent à calmer les choses. Rizzgali Hamdan, un des poids lourds de l'UPK et ancien gouverneur de

Kirkouk, a confirmé à l'AFP que «les combattants kurdes devront se retirer» de la ville. L'enjeu est d'importance. Les champs pétrolifères proches de ces deux agglomérations du nord de l'Irak produisent un tiers du brut du pays. Kirkouk et Mossoul avaient été exclus du territoire du Kurdistan autonome concédé (sur le papier) par Bagdad en 1975, ainsi que de la «zone protégée» créée par l'ONU après la première guerre du Golfe. Revendiquées par toutes les forces politiques kurdes irakiennes, ces deux villes permettraient à un éventuel Etat kurde indépendant d'être viable. Scénario cauchemar pour la Turquie, qui craint de voir se réveiller les velléités séparatistes parmi les 15 millions de Kurdes

ANALYSE

turcs. La «sale guerre» contre les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a fait, entre 1984 et 1998, quelque 36 000 morts. Les assurances des leaders kurdes irakiens, qui affirment qu'ils se contenteront d'une large autonomie dans un Irak «fédéral et démocratique», ne suffisent pas à rassurer la Turquie.

Transit de matériel. Alors que ces milliers de réfugiés civils kurdes chassés par la politique d'arabisation forcée du défunt régime retournent vers Kirkouk, Ankara met en garde contre «toute tentative de changer la structure démographique de la ville». Les milieux ultranationalistes turcs n'ont jamais renoncé à récupérer cette région attribuée à la Turquie par le traité de Lausanne (1923), puis rattachée par les Britanniques à l'Irak. L'Iran comme la Syrie s'inquiètent autant d'une intervention militaire turque que du pouvoir d'attrac-

tion d'une indépendance kurde sur leurs propres minorités. La prise de Kirkouk par les peshmergas pourrait mettre à rude épreuve les relations entre les Etats-Unis et la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan et longtemps fidèle alliée de Washington. A la grande fureur de Bush, les islamistes modérés au pouvoir ont limité leur coopération à la guerre contre Bagdad à l'ouverture de l'espace aérien, bloquant tout déploiement des GI pour ouvrir un front nord. L'armée turque avait mis en garde le gouvernement à ce sujet, rappelant: «Si la Turquie ne participe pas à la guerre, elle n'aura pas son mot à dire dans l'après-guerre.» Finalement, Ankara a aussi accepté de laisser transiter du matériel, en échange de plus de 1 milliard de dollars d'aides et surtout de la «garantie» d'une mise sous tutelle américaine de Kirkouk et de Mossoul.

Arabisation forcée. Les Turcs haussent donc le ton pour inciter les Américains à respecter leurs engagements. Ils sont conscients qu'une intervention en Irak du Nord créerait une crise durable avec Washington et bloquerait pour longtemps toute perspective d'adhésion à l'Union européenne. Mais Ankara met en avant la question turkmène – minorité turcophone irakienne – pour justifier son éventuelle ingérence. Jadis très nombreux à Kirkouk et à Mossoul, victimes eux aussi de la politique d'arabisation forcée, les Turkmènes assurent être près de 2 millions en Irak, notamment au nord. Selon les Kurdes, ils ne seraient guère plus de 500 000. Certains de leurs leaders, comme Sana Ahmed Aga, assurent que si les Kurdes s'emparent de Mossoul et de Kirkouk, ils n'hésiteront pas «à appeler un autre pays à la rescousse» ●

MARC SEMO

Washington wants big write-off of Iraqi debt

By Päivi Munter in London and Andrew Jack in Moscow

The US hopes significant write-offs of Iraqi debt can be negotiated at an international conference to be held soon, a senior US diplomat said yesterday.

Paul Wolfowitz, deputy US defence secretary, told a Senate committee on Thursday that France, Germany and Russia "ought to consider whether it might not be appropriate" to forgive some or all of the debt owed to them by Iraq.

Iraqi debt promises to become a thorny issue at this weekend's meeting in Washington of finance ministers from the Group of Seven leading industrial countries, which precedes the World Bank and International Monetary Fund gatherings in Washington.

But senior officials damped US hopes of a quick resolution.

Igor Ivanov, Russian foreign minister - speaking ahead of yesterday's meeting of heads of state from Russia, Germany and France in St Petersburg - said Moscow had not been informed of official proposals on debt relief. He said Russia had argued that it should be reimbursed in full and existing Russian commercial contracts respected by any new Iraqi regime.

Jörg Müller, German finance ministry spokesman, said it was premature to discuss the fate of Iraq's debts.

Iraq is estimated to owe more than \$100bn in international loans, and has paid no interest for 15 years. The country also faces other claims, such as war reparations, running in the hundreds of billions.

Iraq's indebtedness is estimated at about 400 per cent of gross domestic product, making it a heavily indebted country. Among key lenders

belonging to the Paris Club of creditors, Russia and France are each owed about \$8bn by Iraq, while its loans to Germany total about €4bn (\$4.3bn). The biggest single creditor is Saudi Arabia, to which Iraq owes \$25bn.

Even if Iraq's new rulers succeed in quickly reviving the oil industry, hard currency earnings are not expected to be sufficient for repaying the debt, and analysts expect the Paris Club of official creditors to forgive 60-80 per cent of the \$25.5bn Iraq owes its members.

Once Iraq's Paris Club creditors have agreed on the size of debt relief, other creditors would be likely to follow that formula.

Iraq's new government should be helped by postwar goodwill among western governments, in spite of differences over the country's reconstruction, said Richard Segal, research director at Exotix, a broker of illiquid

Saudi Arabia	25.0
Non-Kuwait UAE and Gulf	17.6
Kuwait	12.5
Paris Club (other than France and Russia)	9.5
Russia	8.0
France	8.0
Commercial creditors (London club)	2.6
Bulgaria	1.7
Poland, Czech Rep., Romania	1.6
Multilateral institutions	1.1
Yugoslavia	0.7
Other trade claims	2.2
Others and unaccounted for	26.1
Total	116.5

Source: Exotix

emerging market debt.

But agreement over the magnitude of debt relief is some way off. The first task for the creditor nations in the absence of official statistics will be to determine who

is owed what. Then creditors will begin to estimate how much the new government will be able to pay.

FINANCIAL TIMES

★ APRIL 12/APRIL 13 2003

N° 122 (avril - juin 2003)

GÉNOCIDES EN IRAK

La campagne d'Anfal contre les Kurdes



Middle East Watch
Département de la politique internationale
KARHALLA

Du 29 mars 1987 au 23 avril 1989, Ali Hassan al-Madjid, cousin de Saddam Hussein dispose de pouvoirs spéciaux sur le territoire de

l'Irak du nord, le Kurdistan irakien. En deux petites années, il va s'attacher à liquider les Peshmergas - les combattants des deux organisations kurdes implantées dans la région, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et l'UPK (l'Union patriotique du Kurdistan) - ainsi que les populations civiles. Il va se servir de méthodes que les auteurs du rapport de Middle East Watch comparent explicitement à celle des Nazis lors de la solution finale appliquée aux juifs européens en se fondant sur l'ouvrage de Raul Hilberg. La destruction des juifs européens : déportations, regroupement et emprisonnement dans des prisons et des camps spéciaux, tueries à ciel ouvert,

meurtres de masse obtenus par utilisation d'armes chimiques, gaz moutarde et sarin entre autre. C'est ainsi qu'Ali Hassan al-Madjid a conquis son surnom d'Ali le chimique. Dans les montagnes du Kurdistan irakien, des milliers de villages ont été détruits, jusqu'aux fondations des maisons, les populations survivantes ont été réimplantées de force dans des complexes en béton éparpillés sur tout le territoire irakien. L'économie du Kurdistan a été anéantie de même que des dizaines de milliers de personnes vivant dans cette région, essentiellement des Kurdes mais aussi des Assyriens et des Chaldéens ainsi que des Yézidis, une population d'origine kurde.

En vertu d'une enquête précise effectuée d'avril 1992 à avril 1993 auprès de survivants et avec l'exploitation de quatre tonnes de documents volés à la police secrète irakienne lors

du soulèvement de 1991, Middle East Watch livre un rapport minutieux dont certaines accusations demandent aujourd'hui à être vérifiées, notamment celle de génocide. On sera d'accord avec le préfacier de la version française, Pierre Vidal-Naquet qui préfère utiliser le terme « d'actes génocidaires » tant la politique de Saddam Hussein face à la question kurde représente une succession de revirements et sachant qu'en septembre 1988, une loi d'amnistie a stoppé les massacres. Les procureurs de la Cour pénale internationale pourraient certainement dans un futur pas si lointain apporter leur contribution fondamentale à moins que la puissance impériale ne confisque ce dossier pour son propre compte.

Marie Agnès Combesque

1 / La destruction des juifs d'Europe, Raul Hilberg, Fayard, 1988.

Kurdistan

Les damnés de la terre

Craignant les attaques chimiques et les bombardements, plusieurs centaines de Kurdes du Nord irakien se sont installés dans des grottes. Particularité de ces troglodytes : ils sont yezidis, une minorité religieuse persécutée pendant des siècles et habituée à se terrer dans les montagnes pour échapper à ses oppresseurs.

De nos envoyés spéciaux Jean-Louis Tremblais (texte) et Noël Quidu/Gamma (photos)

En temps normal, la bourgade de Charya, dans la plaine de Dohouk, au nord de Mossoul, compte 6 000 âmes, des paysans kurdes vivant d'élevage. Aujourd'hui, c'est une cité morte. Située sur la ligne de front, à 2 kilomètres des positions irakiennes, elle a été frappée d'hémorragie le 19 mars, veille de la guerre. Obéissant à des réflexes séculaires, poussant leurs troupeaux devant eux, les villageois ont gagné la montagne, refuge traditionnel du peuple kurde.

- Ils ont peur d'une attaque chimique, explique le professeur Najib Joqi, l'un des rares à ne pas céder à la psychose ambiante. Nous avons déjà subi l'opération Anfall en 1988 (NDLR : répression antikurde qui a fait 180 000 morts, dont 5 000 gazés à Halabja). On sait de quoi Saddam Hussein est capable.

C'est justement à Cheikh Khidri, village rasé en 1988, que nous avons retrouvé les fuyards de Charya. Un demi-heure de piste. Du contrebas, on ne distingue qu'un tas de ruines, au pied de la colline. Un spectacle de désolation. Paysage trompeur : dès qu'on s'approche, la vie jaillit du sol. Un, deux, trois, et bientôt des dizaines de gamins émergent de la terre en piaillant : « Mister ! Mister ! Mister ! » Puis c'est au tour des femmes et des vieillards (les hommes sont au travail ou au front, avec les pechmergas) de passer la tête hors des trous. Bienvenue chez les troglodytes du Kurdistan. Ils sont environ 300 à se partager la trentaine de grottes du lieu, à raison d'une famille par tanière. Et tout

aussi nombreux cinq kilomètres plus loin, à Dostaka. Qu'on ne s'y trompe pas : pour eux, la situation n'a rien d'extraordinaire. Question d'habitude...

Une minorité dans la minorité

Car les réfugiés de Cheikh Khidri ont une particularité : ils ne sont pas seulement kurdes mais aussi yezidis. Double handicap qui en fait une minorité dans la minorité. Le yezidisme (en vieux persan, Ezd signifie Dieu) est la religion originelle du Kurdistan. Antérieure au christianisme, elle est consi-

dérée comme l'héritière du zoroastrisme (considérant l'univers comme le théâtre de la lutte entre le Mal et le Bien, ce dernier finissant pas l'emporter). Soumise à de multiples influences, c'est aujourd'hui un syncrétisme religieux mal connu, mêlant zoroastrisme, christianisme, judaïsme et islam. Répartis sur plusieurs pays, les Yezidis - tous kurdes - seraient un million et demi, dont 600 000 en Irak (et 60 000 au Kurdistan autonome).

- Nos ennuis ont commencé avec le prophète Mahomet, raconte Najib Joqi. Les Yezidis ont refusé de se convertir à l'islam. Résultat : plusieurs siècles de persécutions. Pour nous discréditer, les musulmans nous accusaient d'adorer le diable et de nous livrer à des pratiques répréhensibles.

De fait, l'histoire des Yezidis est une longue suite de massacres perpétrés d'abord par les califes arabes, puis par les cavaliers mongols et enfin par les empereurs ottomans.

- Au total, nous avons résisté à soixante-douze tentatives de génocide, indique Najib Joqi. Certaines sont encore vivaces dans nos mémoires, comme les crucifixions en série pratiquées par les Arabes en 980 (tout le long de la route Malatya-Mossoul, soit sur 25 kilomètres) ou les razzias turques du XIX^e siècle. A chaque fois, nous nous sommes réfugiés dans ces grottes, qui existent depuis des siècles. C'est notre ultime repaire.

Ce que le professeur omet de préciser, c'est que, à chaque fois, ils s'est trouvé des

Baba Chawash, de la caste des prêtres, est chargé de veiller sur le temple de Lalich, le sanctuaire des Yezidis, situé dans les montagnes du Kurdistan irakien, entre Dohouk et Mossoul. C'est là que repose Cheikh Ady, leur saint vénéré, mort au XII^e siècle.



Kurdes islamisés (la majorité des Kurdes sont sunnites) pour assister, voire précéder les tourmenteurs, adeptes de la maxime « *diviser pour régner* ». Et que lors de l'opération Anfall, en 1988, une milice kurde pro-Saddam (le « *bataillon de défense nationale* » ou Jash) secondait le I^e et le V^e corps d'armée irakiens dans leur œuvre de destruction.

Cette méfiance intra-kurde persiste, même si la liberté de culte est assurée au Kurdistan autonome. Il faut dire que la réticence des Yezidis à parler de leur foi et le mystère qui l'entoure alimente tous les fantasmes. Non-prosélytes (ils pensent constituer une race à part, descendant seulement d'Adam et non pas de son union avec Eve), ils se livrent à des pratiques suspectes en terre d'Islam. Pour eux, le Mal n'existe pas et il est donc interdit de prononcer le mot de Satan. Les éléments naturels sont sacrés : l'eau, la terre, la lune et le soleil. D'ailleurs, on prie deux fois par jour dans la direction de l'astre solaire, à son lever et à son coucher. Il est aussi interdit de cracher par terre et à Lalich, la Mecque des Yezidis (là où repose l'homme qui a réformé et codifié cette religion, Cheikh Ady), il faut marcher pieds nus. Si les Yezidis ne croient qu'en un seul Dieu, ils estiment que l'univers est régi par sept anges, commandés par le plus puissant d'entre eux, l'ange-paon, appelé Malek Taus.

Pour l'heure, les troglodytes de Cheikh Khidri ont des soucis moins métaphysiques, plus terre à terre. Aller chercher du bois pour chauffer les cavernes et alimenter les brasiers. Faire la cuisine (chaque excavation possède plusieurs sacs de farine et de riz), à base de mouton (bizarrement, les ovins sont mieux logés que les hommes : ils ont droit à des tentes pour la nuit) et d'herbes comestibles ramassées par les femmes. Soigner les enfants (parmi lesquels des nourrissons emmaillottés dans d'antiques berceaux de bois), qui toussent et crachent à cause de l'humidité des grottes. Renforcer les abris :

- *Devant chaque caverne*, précise Haji Racha, vieux sage au port altier et patron de cette communauté provisoire, *il y a une bâche plastique pour obstruer l'entrée en cas d'attaque chimique et nous avons des couvertures qu'on se mettra sur la tête et qu'on mouillera pour filtrer l'air.*

Il va sans dire que ces dérisoires protections ne seraient d'aucune utilité. Le docteur italien Giorgio Francha, spécialiste des armes chimiques et médecin pour l'ONG Qandil au Kurdistan autonome, est formel :

- *Les agents neurotoxiques qui pourraient être utilisés (VX, sarin, tabun) par les Irakiens ne sont pas à proprement parler des gaz mais des liquides en suspension qui s'insinuent dans la peau. Il faut des combinaisons hypersophistiquées pour s'en prémunir. Le seul moyen de les éviter, c'est*

Lalich, sanctuaire des Yezidis

A Lalich, la guerre se résume aux grands huit que font les B 52 dans le ciel du Kurdistan. Rien ne semble pouvoir atteindre ce paisible sanctuaire. C'est là, dans les montagnes du Cheikhhan, à une quarantaine de kilomètres au nord de Mossoul, que se trouve le temple de Cheikh Ady, la Mecque des Yezidis. Vu de l'extérieur, le bâtiment ressemble à un monastère surmonté de tours coniques. Grand, racé, vêtu d'une robe blanche, Baba Chawash veille sur le temple et initie l'étranger aux arcanes du yezidisme. L'homme est un « *pir* », c'est-à-dire qu'il appartient au groupe des prêtres. De ses origines indo-européennes, la société yezidi a en effet gardé le système des castes (et l'interdiction de s'unir avec quelqu'un d'une autre caste). Au sommet de la pyramide, un prince (actuellement l'émir Tahssine), sorte de guide spirituel. En bas de l'échelle, les « *mirids* », qui forment le gros de la communauté. Au fronton du temple figurent tous les symboles de cette religion : les éléments sacrés (soleil, lune, ciel, eau, terre) et l'ange-paon (Malek Taus), qui gère les affaires du monde pour le compte de Dieu. À droite de l'entrée, un grand serpent noir attire l'œil.

- *Le serpent noir n'a pas de poison*, explique Baba Chawash. *Il ne peut donc faire le Mal.*

Car les Yezidis, qui nient l'existence du diable et du péché, ne prononcent jamais le nom de Satan. Une particularité qui leur vaut toujours d'être appelés « les adorateurs du diable » et considérés comme une secte. Après avoir enjambé respectueusement le pas de porte, le visiteur est conduit dans une crypte glaciale où repose le corps de Cheikh Ady, le saint des Yezidis. Ce mystique musulman du XII^e siècle n'a pas inventé le yezidisme mais il en a élaboré les dogmes et y a ajouté des éléments de soufisme (dont il était adepte).

- *Chaque année, en automne*, poursuit Baba Chawash, *toute la communauté se retrouve ici pour lui rendre hommage.*

À Lalich, les habitants marchent pieds nus afin de ne pas profaner la terre et s'abstiennent de couper les arbres. Ils sont persuadés que la guerre ne s'invitera jamais chez eux.

- *Malgré toutes les persécutions dont nous avons été victimes*, indique le prêtre-cicérone, *le temple n'a jamais été détruit par nos ennemis. Même le Turc Omar Wahbi Pacha, qui l'a pillé en 1892, ne l'a pas fait. Il est vrai qu'il l'a transformé en école coranique pendant douze ans. Mais c'est de la vieille histoire.*

Aujourd'hui, que ce soit au Kurdistan autonome ou dans l'Irak de Saddam Hussein, ils ont le droit d'exercer leur culte. Un droit chèrement acquis. ■

J.-L. T.

de courir le plus loin possible du lieu contaminé. En aucun cas de rester dans un endroit confiné...

Les Yezidis de Cheikh Khidri ne veulent pas le savoir : leur peur est irrationnelle, quasi héréditaire. Rien à voir avec la chimie. Autre préoccupation de ces modernes troglodytes : éviter les bombes conventionnelles. Et pas seulement celles de Saddam Hussein.

- *Il y a deux jours*, indique Haji Racha, *on a entendu deux explosions. On est tous rentrés dans les grottes. Quand on est ressortis, il y avait deux cratères immenses sur la piste, à un kilomètre d'ici.*

Dans la lumière des lampes à huile

Il s'agissait de projectiles américains, tombés par erreur côté kurde. Même s'ils ne veulent pas le reconnaître (afin de ne pas froisser l'Oncle Sam, leur nouvel allié), nos troglodytes redoutent le désormais

fameux « *friendly fire* » (« *tir amical* », soit bavure, en non-américain). Le 6 avril, deux jets de l'US Air Force n'ont-ils pas carbonisé 18 pechmergas kurdes (et blessé des soldats américains qui les épaulaient) dans un convoi de 4 x 4 confondu avec une colonne irakienne ? Aussi, lorsqu'ils entendent le grondement caractéristique des B 52, ces frelons d'acier dont les piqûres mortelles affaiblissent chaque jour un peu plus la défense irakienne de Mossoul, ils plongent illico dans leurs trous. Là, dans la lumière vacillante des lampes à huile, agglutinés les uns contre les autres, autant pour se réchauffer que pour se rassurer, ils attendent la fin de l'orage. Seul lien avec le monde extérieur, la radio les instruit sur les progrès de l'armada US et leur libération annoncée. Pour ces damnés de la terre, c'est peut-être (du moins, veulent-ils l'espérer) la lutte finale... ■

JEAN-LOUIS TREMBLAIS

Le pétrole au prix du sang

Nasreen Sideek Berwari est ministre de la Reconstruction et du Développement du gouvernement régional du Kurdistan autonome. C'est à Erbil, dans ses bureaux flambant neufs, qu'elle nous a reçus pour évoquer l'après-guerre.

Propos recueillis par Jean-Louis Tremblais

■ Selon l'économiste William Nordhaus, de l'université de Yale, le coût de la reconstruction de l'Irak sera compris entre 25 et 100 milliards de dollars. Quelle est la part du Kurdistan irakien dans cette enveloppe ?

Dans les cinq ans qui viennent, il nous faudra investir 4 milliards de dollars pour les infrastructures essentielles : routes, logements, énergie, communications, etc. Une partie de ces dépenses pourra être financée grâce aux ventes de pétrole, mais pas l'intégralité.

■ Qui participera à la reconstruction ? Les Européens ? Les Américains ?

Le régime de Saddam passait des contrats avec certaines entreprises étrangères pour des raisons purement idéologiques. Quelles ont été par exemple les principales bénéficiaires de la résolution « Pétrole contre nourriture » ? Les sociétés françaises. Nous souhaitons rompre avec cette tradition. Dans l'Irak fédéral et démocratique, il y aura des appels d'offres et chacun pourra y répondre.

■ Pensez-vous qu'une entreprise française aura une chance de remporter le marché si elle est en compétition avec une entreprise américaine ?

Je l'espère. Mais il faut être réaliste : les considérations politiques ne seront pas absentes de ces arbitrages économiques. Quand la guerre a été décidée, les Allemands et les Français s'y sont opposés. Au contraire, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne payent le prix fort pour la libération de l'Irak en général, et du Kurdistan en particulier. Le prix du sang : leurs soldats meurent pour cette cause. Ces pays méritent

notre reconnaissance. Par conséquent, à compétences égales, nous prendrons plus volontiers des entreprises américaines.

Nasreen Sideek Berwari veut favoriser les entreprises américaines.



Kurdish sweep to victory gets the Turks worrying

By AMBERIN ZAMAN
IN ISTANBUL

TURKEY said it was sending military observers to the newly liberated oil towns of northern Iraq yesterday in the strongest signal yet that it would intervene militarily to prevent Kurdish ascendancy in its own backyard.

Ankara has repeatedly threatened to send thousands of its own troops into Kurdish-controlled northern Iraq should the Kurds try to seize Kirkuk, which was ruled by the Turks until the break-up of the Ottoman Empire in 1917.

Control of Iraq's vast oil wealth would enable the Kurds to fulfil their long-cherished dream of an independent state. The inclusion of Kirkuk - which remained under Baghdad's control after the 1991 Gulf war - would make the landlocked mountainous region under Kurdish rule economically viable.

The Bush administration had succeeded in the past week in persuading the Turks to keep out of northern Iraq amid warnings that they could find themselves in conflict not only with the Iraqi Kurds but with United States forces

as well.

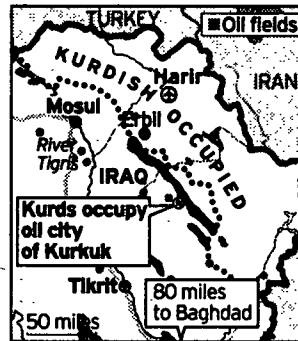
In exchange, Washington had pledged to keep the Iraqi Kurds out of Kirkuk. "They failed to keep their promise," said a senior Turkish official yesterday.

"We have reminded them of their guarantee," said Abdullah Gul, the Turkish foreign minister.

"We have told them that we are willing to contribute if they haven't got enough forces. They have said that they are sending new forces within a few hours and that Kurds will be withdrawn." Turkish concerns have been mounting following reports that the peshmerga, or Kurdish guerrillas, raided city offices and destroyed records of land deeds.

This was seen as an attempt to stop the ethnic group of Turcomans, who also live in the city, from proving ownership of their property. Turcoman leaders say that tens of thousands of Kurdish civilians have also been pouring into the city from the Kurdish controlled cities of Arbil and Sulaymaniya.

"The Americans can evict armed Kurdish fighters, but what about these Kurds. they will remain," said



Mustafa Ziya, leader of the Turkish-backed Turcoman Front. "The Kurds' agenda is to dilute the Turcoman population in order to prove that Kirkuk is Kurdish."

Turkey insists that Kirkuk is dominated by Turcomans and is demanding that they be granted fair representation in a future Iraqi government.

It remains unclear how long Turkey would be prepared to hold back thousands of troops it has massed along its border with Iraq

over the past month, should the turmoil in Kirkuk persist. Turkey already has several thousand troops based in the Kurdish enclave, nominally to hunt down Kurd rebels of the outlawed Kurdistan Workers' Party, the PKK, but also to discourage the Iraqi Kurds from any moves towards independence.

Turkey fears that the emergence of a Kurdish state on its borders would rekindle separatist sentiment among its own 12 million Kurds. This in turn could re-ignite the 15-year rebellion waged by the PKK, which ended in 1999 with the capture of Abdullah Ocalan, their leader.

The wider concern among governments in the region is that the estimated 30 million Kurds gathered across Turkey, Iraq, Iran and Syria will feel emboldened by recent events to pursue their long cherished goal of a Kurdistan.

THE DAILY TELEGRAPH

April 11, 2003

Kurdish fighters take Kirkuk

Luke Harding
in Kirkuk

It was supposed to be one of the most important missions of the war in Iraq — securing the country's vast northern oil fields. But when we arrived at Iraq's biggest oil well yesterday afternoon, just outside the newly liberated city of Kirkuk, the US Special Forces were nowhere to be seen.

The suburban villas and tennis courts of the Iraqi Oil Company shimmered in the afternoon sunshine. Behind them a vast plume of smoke from a burning oil well billowed into the sky. "We don't know what's going on," Mr Adil, an Arab employee at the huge Baba Gurgur refinery admitted, two hours after the fall of Kirkuk, Iraq's fourth largest city, and the first in the north to slip from Saddam Hussein's control.

"We have not seen any Americans," he added. "We have just seen lots of people arriving in taxis, trying to steal our furniture. We are very nervous."

Like many Iraqis, Mr Adil was yesterday under the distinct impression that President Saddam was still in power. "We don't get TV here," he pointed out.

With no US troops to be seen, it was easy to be confused. Earlier, the Americans had given stern warnings to the Kurds that they should not try and seize Kirkuk, or any of the other strategic oil cities in northern Iraq. Kirkuk, although pre-dominantly a Kurdish city, has a large Turkish-speaking minority, and any Kurdish move on it would provoke a wrathful response from Turkey.

Yesterday, though, the Kurds gave what was in effect a giant V-sign to Ankara, apparently with the sly connivance of Washington.

Early yesterday it had seemed business as usual. The Iraqi army encamped on the outskirts of Kirkuk, apparently unaware of the fall of Baghdad, lobbed artillery shells at Kurdish forces sitting with US Special Forces on the opposite ridge. But at around 11am the shelling stopped.

Inside the city, Kurdish residents started their own uprising. Iraqi troops beat a hasty retreat — apparently fleeing down the road to Tikrit, Saddam's birthplace. Minutes later, Kurdish peshmerga armed with Kalashnikovs and rocket launchers began streaming towards the city in an over-excited cavalcade of battered Toyota pick-up-trucks and taxis.

There was a brief hiatus. Iraqi troops had blocked the road with a huge wall of earth. Soon, though, the peshmerga found a way round it. By 2pm they had taken Kirkuk — with no Iraqi resistance. "We are delighted," Abdullah Ali, a 55-year-old retired civil servant, said as a group of youths tried to pull down a statue of Saddam Hussein wearing Arab clothes in

Kirkuk's main square. "The last three weeks have been hell. We will never forget what Blair and Bush have done for us."

Since the war in Iraq started, the city had been under curfew. Most Kurdish residents had been too scared to leave their homes. "I spent ten days in the police station last month," Abdul Jabay, 34, explained. "They hit me with cables. They

A female Kurdish fighter giving the thumbs-up after the fall of Kirkuk
Photograph: Kevin Frayer/AP



put shoes in my mouth. Then after ten days they let me go. We appreciate the US. They have done Iraq a huge favour."

In fact, apart from a brief appearance by US Special Forces in white Land Rovers, there were no coalition forces at all in Kirkuk yesterday. The original plan was for the 4th Infantry Division to liberate the city. It fell apart last month when Turkey refused to allow US troops to enter Iraq through its territory. The Pentagon had been struggling to put together a northern front ever since. But within an hour of the peshmerga's arrival yesterday the downside of allowing Iraqis to liberate themselves became horribly clear.

After accepting the waves and cheers of Kirkuk's residents the peshmerga embarked on a massive, prolonged looting spree. Over at the Baba Gurgur oil field the looting took on prodigious proportions. There was a traffic jam of peshmerga looters. Three peshmerga drove off in a fork-lift truck. Another group of Kurdish fighters set off with the entire contents of a villa, including several air-conditioning units and a bicycle. I asked one

of them why he was stealing.

"It's for my house," he explained.

"But don't these things belong to somebody?" I asked.

"They belong to Iraq and I'm Iraqi," he replied.

Civilians were at it too. Women in chadors emerged from government offices with upturned tables on their heads. Children carted off ceiling fans, while other locals clung grimly to a concertina of mattresses piled on to a taxi. By 5pm the conclusion that the city had slipped into total anarchy was unavoidable.

Unlike Baghdad or Basra, there were no coalition troops in sight. "Everything is getting messy," Harsham Wahab, a member of Kirkuk's Turkish-speaking

Turkoman minority complained, as looters dipped into the technical college opposite his house. "This isn't the kind of freedom we wanted. We are looking for proper freedom, where people don't try and steal our things."

The liberation of Kirkuk was turning into a PR disaster for the two main Kurdish parties now in control of the city,

Disputed city prized by Kurds

● Kurds see Kirkuk as the "historic heart" of Kurdistan. But it is not a uniquely Kurdish city. There are also Turkoman, Assyrian and more recently Arab minorities within its confines.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, whose peshmerga fighters entered the city yesterday alongside US troops, called Kirkuk "the Kurdish Jerusalem"

● Its oilfields produce about 900,000 barrels a day

● Kirkuk was once a largely Kurdish city but Kurds accuse the government of Saddam Hussein of deliberately diluting the Kurdish proportion of the population by driving them out and bringing in Arabs

● Under this process, known as Arabisation, financial rewards were offered to Arabs who took Kurdish



US and Kurdish flags waved in triumph as Iraqis retreat Photograph: Fritz Meyst

wives. Kurdish civil servants, soldiers and police were transferred out of the Kurdish region, and names of towns and villages in the area were Arabised

Michael Howard

The Guardian April 11 2003

the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic party (KDP). The groups have administered different chunks of the Kurdish self-rule enclave since the last Gulf war. Both have coveted the city for a long time. They had assured US and British diplomats their forces would behave with restraint when the day of liberation arrived. This turned out to have been optimistic. Last night PUK officials were holding an emergency meeting in the trashed former Ba'ath party headquarters — abandoned that morning. There was only one item on the agenda: how

to halt the looting. "We are trying to stop it," Commander Friat Mohammad said. "But the local people are very angry. They have been oppressed and tortured. That is why they are looting. It's going to take a couple of days to sort out."

American Special Forces did make a brief appearance in a palace in the north of the city, used by senior Ba'ath party officials and by Ali Hassan al-Majid, Saddam's cousin. Nearby another statue of Saddam lay in an Ozymandian heap.

While most Iraqis clearly welcome liberation from dictatorship, the problems

posed by the profound lack of government are becoming starker by the day. It was clear Mr Ali and his expatriate British wife, Colleen Barker — resident in Iraq for 33 years — were already looking back on the Saddam years with nostalgia. "The bombing of Iraq has been going on for so long we have got used to it," Mrs Barker said. "It's been going on for 12 years."

What did she think of Tony Blair's determination to liberate the country she had made her home. "I'm a little bit scared at the moment. I don't want to talk about it. But we had a nice life here."

THE KURDS

Iraqi Troops Quickly Exit, Leaving Kirkuk in Turmoil

By C. J. CHIVERS

KIRKUK, Iraq, April 10 — The fall of this strategic city on the northern front came so swiftly that it seemed to surprise the attacking soldiers as much as the fleeing Iraqi troops.

The collapse came when Iraqi army units gave in to the combined pressures of a civilian uprising and a lightly equipped American and Kurdish attack.

Kirkuk is a city built on oil, and the initial American assessment of the oil fields on its outskirts indicated that the equipment, aside from one oil storage facility, had survived intact. As the city changed hands, there was also no sign of the ethnic killings that had once been feared by military planners.

But the advance succeeded with so few American and Kurdish forces that civil authority almost immediately broke down.

Kurds looted homes and business and government offices throughout

the day; by nightfall, the highways to the Kurdish cities of Erbil and Sulaimaniya were crowded with hundreds, perhaps thousands, of cars and trucks laden with stolen goods.

One senior Kurdish official, lamenting the spectacle, said that the attacks today had not been meant to penetrate the city, but only to continue to strangle it by seizing nearby intersections and ground. Instead, the uprising, and the Iraqi withdrawal, appeared to draw advancing forces in, setting in motion a chaotic day.

"This shouldn't have happened at all," he said. "The understanding was to stop."

The Kurdish presence in Kirkuk is certain to worry neighboring Turkey, which fears that Kirkuk's oil wealth could provide the basis for an independent Kurdish state. Turkey said today that it was sending in military observers to monitor the situation.

American officials have pledged

that they, rather than the Kurds, would take control of the city. "We have reminded them of their guarantee," said Foreign Minister Abdullah Gul of Turkey.

Intentional or not, the seizure of Kirkuk carried deep military meaning. With Baghdad and cities in southern Iraq already under American control, Kirkuk bisected the northern front, isolating remnants of the Iraqi army in two remaining

A check of oil fields on the outskirts shows little damage.

large cities, Mosul and Tikrit, as well as a belt of smaller towns and villages.

"The northern front is shrinking in two directions," said an American Special Forces major who served as an operations officer in the battle. "Eventually, there is going to be no front left."

The collapse brought remarkable scenes. After a morning of brief ex-

The New York Times

APRIL 11, 2003



Iraqi troops surprised a combined force of Kurdish and American troops yesterday by rapidly abandoning the city of Kirkuk. One Kurdish man, above, signaled the retreat to his compatriots. Celebrations like the one below took place throughout the city, but looting quickly broke out as well.

changes of fire on the city's outskirts, the city fell almost silent at lunchtime.

Kurdish fighters and a few journalists, advancing on two roads that enter Kirkuk from the north and east, warred from the last knoll at Kirkuk's edge, and they entered the city to find a civilian populace ecstatic to meet them. Ali Azad, a Kurdish man who appeared to be 70, hugged every foreigner he saw.

He said he hated Saddam Hussein and now was rid of him. "I was born today!" he shouted. "Today is the first free day of my life!"

More Kurdish fighters and a few Special Forces soldiers began to rush in, trying to keep up with the pace.

According to several Special Forces soldiers and Kurdish officials, what had been expected to be a slowly escalating battle accelerated wildly when most of the Iraqi soldiers and government loyalists slipped away in the morning, moving south, it seemed, toward Tikrit, the region of Saddam Hussein's birth.

After three weeks under American bombardment and harassing fire from Kurdish fighters and the Special Forces, the Iraqis left the city just as civilians were beginning to hunt for them, sacking government offices and prisons and setting some buildings afire. American airplanes pursued them as they fled.

The first large departures had been observed around midnight, when the Special Forces saw a convoy of about 75 vehicles heading south. They refrained from bombing the convoy, the Special Forces major said, because they could not confirm that it did not include civilians.

He said that even then the speed of the collapse surprised them all. American and Kurdish commanders were holding a meeting today in

Special Forces unit accompanying Kurds reported they had crossed the last ridge on the outskirts and were about to enter Kirkuk.

From signs on the streets today, the Iraqis left in a hurry. In places they had dropped cartridge belts and helmets, even uniforms, apparently to flee in civilian clothes.

Here and there were armored personnel carriers and tanks, doors open, undamaged, silent, the litter of an army in retreat. Some fighting vehicles were covered in long grass, an attempt at camouflage for a battle not joined.

Almost everything seemed to have been left behind, even food. Near one military base, a donkey ate from a bunker, gorging itself on vegetables abandoned by the case.

There were hints of what happened to loyalists who remained. At the Iskan prison, a small jail, three prison officials were dead on the street at the feet of gloating Kurds.

The men had just been shot; one had a wound in the face that appeared to have been from a blow from an ax. A young Kurdish man pressed a sheet of paper into a visitor's hand, and said it was a list of the people the warden had killed in his jail.

The list had 18 Kurdish names. "Now he is dead," the man shouted. "Ya! Ya! Ya!"

It did not take long for Kirkuk's civilians to realize the Iraqi government no longer had influence here. At the governor's office, a now familiar outburst of joy, seen in other cities, repeated itself.

The city's square is dominated by a large statue of Mr. Hussein, dressed in robes, his right hand raised perhaps 25 feet in the air.

As a contingent of American forces arrived, the crowd chanted, "Down, down, Saddam!" One man, using a green garden hose as a rope, scaled the statue and began striking the head with a shoe.

Special Forces soldiers sat in sport utility vehicles, watching. One, a staff sergeant who asked that his name be not be published, said he was astonished at what he was seeing.

"We were going to take it ridge by ridge, and then the Iraqis just fell apart," he said.

Someone passed an iron mallet to the man atop the statue to give it a better blow. Someone else walked by holding up a hastily made sign. It read, "Welcome U.S.A."

"This is one of the most amazing days of my life," the sergeant said.

Later the statue was toppled. For all the euphoria, the day was not without suffering. As the crowd tried to dismantle the statue, a pickup truck made its way through the traffic jam. In the truck's bed was a

Kurdish fighter, shot through the abdomen, writhing in pain.

His peers beat car hoods with the flats of their hands, hoping to get the drivers moving. A hole opened in the mass of cars.

Similar scenes repeated themselves at Saddam General Hospital, where the emergency room was strained in the afternoon with roughly 50 trauma patients.

Among them were civilians shot by departing Iraqi soldiers, people who had stepped on mines, and those who had been struck by gunfire from neighbors who were celebrating.

Looting, even more than cheering, seemed to be the sport of choice.

In the first minutes after Kurds and journalists arrived in Kirkuk's streets, there were few cars, and many were occupied by armed men, the remnants of the uprising, often firing rifles and machine guns into the air in celebration.

But within an hour or so, the streets were crowded with cars and trucks, many of which seemed dedicated to shuttling stolen property to and fro.

At one checkpoint near an industrial park crowded with oil storage tanks, Kurdish fighters presided over a massive traffic jam of looters. Every car and truck was packed with stolen office furniture, air-conditioners, water coolers, fire extinguishers and more.

The guards pretended not to notice. "This is a checkpoint," said one fighter, Azad Ali. "We don't let any people take military or government objects past here."

As he spoke, he waved a crew of Kurdish soldiers by who were riding on what appeared to be a stolen forklift, carrying a load of stolen tires. The forklift towed a stolen Nissan pickup, driven by another Kurdish soldier, Mohammad Ahmed Karim.

"Yes, I don't have a car," Mr. Karim explained, when asked if he had taken the truck. "I want to sell this in the market and get some money."

The guard quickly amended his rules. "If you are seeing someone with these kinds of objects, it is only a personal thing, for personal use," he said.

His supervisor yanked him away. It hardly mattered; the thieves were already swarming past.

Special Forces soldiers here said that conventional American forces from the 173rd Airborne Brigade were expected to enter the city on Friday and, with the arrival of Kurdish civil authorities, would help keep the looting in check.



Kirkuk represents a key allied gain in the fight for Mosul and Tikrit.

Koya in the Kurdish-controlled region of Iraq, talking about plans for the second day of fighting, when a

THE NORTH

As Kurds Move Into Kirkuk, Arabs Fear Revenge

By DAVID ROHDE

KIRKUK, Iraq, April 10 — They stood on street corners today, watching thousands of people celebrate and saying nothing. Others left a few days ago, fearing revenge attacks.

Ahmed al-Sahadi, a lifelong resident, gave a blunt description of the fall of Kirkuk from an Arab perspective.

"We are very happy that the Kurdish people came in and did not do anything to us," he said.

Thousands of Kurds poured into the city of Kirkuk today, and Arab and American officials braced for revenge attacks. But to the delight of officials, few killings were reported.

Kirkuk is the first test of whether clashes would develop between Kurds, Arabs and other groups in northern Iraq. Over the last two decades, an estimated 100,000 Kurds have been expelled from this city by Saddam Hussein's government, and roughly the same number of Arabs have replaced them.

Mr. Hussein's 20-year campaign of forced demographic change has left Kurds and Arabs

with competing claims for cities, properties and homes. Sorting out who owns what, and preventing those disputes from being resolved with a gun, is likely to be one of the largest challenges American officials administering Iraq will face.

Kurdish officials have said all disputes will be resolved through the legal process, but already Kurds put the city's Arab population in two camps — those whose families have lived in the city for years and those whom they accuse of being Mr. Hussein's willing settlers. As might be expected, they express little sympathy, or patience, with the latter.

Today in Kirkuk, a semblance of trust prevailed. Few Arabs appeared to have fled the city. And most Kurds appeared to make no effort to encourage them to leave.

But Majid al-Obeidi illustrated what can go wrong. Standing in a shirt soaked with the blood of his 4-year-old daughter, his eyes flashed with anger at the mention of the United States and the Kurds.

"I don't want to welcome the Americans,"

he said to two American visitors. "You see what happened to my child? I never want to welcome the Americans."

Kurdish soldiers searching his neighborhood this afternoon randomly fired shots, he said. A shard from one bullet hit his daughter's head and lodged in her brain. Her father, a 40-year-old laborer, said the Kurdish soldiers started shooting for no reason.

Doctors said they were unsure how serious the damage would be.

Looting appeared to be widespread in parts of the city, but Arabs said it had not spread to their neighborhoods. As darkness fell, American military officials expressed relief.

"The looting is clearly wrong," a Special Operations major said. "But in the grand scope of things, ethnic violence was a greater concern."

Tonight, paratroopers from the United States Army's 173rd Airborne Brigade were seen moving into position outside Kirkuk. Tomorrow, they are expected to enter the city to act as a stabilizing force.

11 AVRIL 2003

«C'est comme ça que les Irakiens nous remercient?»

Lâchés, les combattants arabes se sentent trahis.

Talal, qui avait rêvé de devenir un héros de la résistance arabe contre l'agression américaine, s'est réveillé et a ouvert les yeux sur les marines américains qu'il avait combattus pendant des semaines, et qui étaient en train de l'observer. Après une nuit passée à la belle étoile sur la pelouse de l'hôtel Palestine à Bagdad, gardé par les chars des marines, le jeune Syrien s'est relevé pour regarder les soldats américains. C'est tout ce qu'il peut faire après avoir dû remettre mercredi son fusil aux Irakiens, en vue des troupes américaines qui avançaient, équipées de chars puissants et de véhicules d'assaut amphibie, dans le cœur de Bagdad. Amers. Talal est l'un de ces milliers de combattants arabes qui s'étaient portés volontaires pour combattre avec les Irakiens contre la coalition américano-britannique. Ils ont participé à certains des combats les plus violents et à des contre-offensives, dont l'une contre les forces américaines

qui contrôlaient l'aéroport de Bagdad. Un marine, interrogé sur les hommes qui dorment sur la pelouse, demande incrédule: «Ce sont des Irakiens?» Informé de leur identité réelle, il dit: «Ce sont eux qui ont opposé la plus grande résistance (...) et nous avons tué plusieurs d'entre eux.» Talal et les vingt autres combattants arabes qui ont dormi sur le gazon sans couverture sont amers devant la chute spectaculaire de Bagdad, sans résistance de la part des Irakiens. «C'est un jour noir dans l'histoire des Arabes, un jour noir dans l'histoire des musulmans. Nous avons atteint l'abîme», reconnaît-il «Nous sommes venus [en Irak] parce que nous avons tous cru que nous devions défendre Bagdad, la forteresse du monde arabe et musulman contre l'expansion de l'impérialisme américano-sioniste», explique-t-il.

Talal et son ancien compagnon d'armes sont encore sidérés par la manière dont les forces irakiennes leur ont confisqué leurs armes légères mercredi en leur disant: «La guerre est finie, rentrez chez vous.» «Nous ne comprenons encore pas ce qui s'est produit exactement», admet-il. «Au cours des deux derniers jours, les combattants arabes étaient pratiquement les seuls groupes organisés qui livraient de vrais combats à Bagdad, et parfois nous avions le sentiment que nous étions envoyés vers notre propre mort», raconte un autre volontaire arabe, de nationalité jordanienne. Aujourd'hui tout ce qui reste à ces volontaires sont les vêtements qu'ils ont sur le dos, et l'impatience de trouver un taxi pour rentrer chez eux. Mais il y a très peu de taxis disposés à sortir de Bagdad, alors que des combats s'y poursuivent et que

les scènes de pillage s'y multiplient. Pour. Talal et ses camarades sont venus se reposer sur les pelouses de l'hôtel Palestine, aux côtés des journalistes, pour des raisons de sécurité. «Le pays n'est pas placé sous l'état d'urgence et nous avons peur de voir les gens qui haïssaient le régime nous attaquer. Nous avons déjà été dévalisés sur la route en revenant du sud», accuse un autre volontaire arabe. «C'est comme ça que les Irakiens veulent nous remercier? Nous avons quitté nos épouses et nos enfants pour venir combattre ici, et personne ne veut même nous héberger ou nous donner de l'eau à boire», se lamente-t-il. Un chauffeur irakien qui travaille avec la presse étrangère interpelle le combattant: «Qui vous a demandé de venir? Vous avez combattu pour Saddam qui a ruiné le pays et il vous a laissé tomber à la fin. C'est tout» ●

NAYLA RAZZOUK (Reuters à Bagdad)



What's in a Name? For a Turkish Youth, Maybe Jail

By FRANK BRUNI

BISMIL, Turkey, April 7 — It was not drugs, brawls or the usual teenage recklessness that landed Bayram A. in trouble, confronting him with the prospect of as many as five years in prison.

It was a word. But by uttering it, when and where he did, Bayram tapped directly into some of Turkey's darkest anxieties.

On a school day last November, his teachers in this remote, poor, densely Kurdish area of southeastern Turkey asked him to lead his classmates in the customary Turkish pledge of allegiance, which includes the line, "Happy is the one who calls himself a Turk."

Bayram, then 15, balked.

"I have a stomachache," he recalls telling the teachers. "I don't feel good."

They insisted that he press ahead. So he did, and what they heard him say was this: "Happy is the one who calls himself a Kurd."

The teachers not only sent him home from school for the day, but also summoned the police.

Bayram now stands accused of "inciting hatred and enmity on the basis of religion, race, language or regional differences," according to the indictment filed against him in State Security Court in Diyarbakir, about 30 miles west of here.

Human rights advocates are not really surprised.

"This case is just one example of violations that have gone on for 15 years," said Muharrem Erbey, an executive with the Human Rights Association in Diyarbakir.

Mr. Erbey, who is also Bayram's lawyer, requested that Bayram's last name be withheld. It has not been published in Turkey, where the law protects minors from such expo-

sure.

Bayram's case provides a glimpse into the extreme vigilance of Turkish government officials against any possible flicker of Kurdish separatism, a watchfulness that continues to shape the country's response to the war in Iraq in potentially crucial ways.

Whether Turkish troops defy American and European wishes and enter northern Iraq will be determined in part by the Turkish assessment of what Iraqi Kurds are doing and how it might affect the Kurds next door in Turkey.

If Turkish government officials sense, for example, that the arrival of Iraqi Kurds in the Kirkuk, an Iraqi oil center, has begun to pave a path toward an independent Kurdish state in the region, the Turkish troops would likely take action.

Already, in their own country, Turkish officials see ominous signs of separatism where human rights advocates see only harmless expressions of ethnic pride.

The Turkish tendency to interpret tribal preening as treasonous plotting has put the country at odds with the European Union and helped to prevent it from gaining membership.

The Turkish authorities put Bayram, a bashful, lanky teenager who spends much of his spare time tilling the family's grain fields, on trial because of a single unsanctioned word.

Mr. Erbey said that Bayram merely slurred his words, due to illness, and was misheard.

Bayram was evasive on that point. "I've been repeating that oath every day since I began going to school," he said in an interview here.

"But even when my mouth is saying that I'm happy to be a Turk, my heart is saying that I'm happy to be a Kurd," Bayram added.

For decades, Turkey's laws and its enforcers sought to stamp out expressions of Kurdish identity, outlawing Kurdish names, Kurdish language, Kurdish holidays.

That effort, coupled with torture, reached its zenith during the 1990s, as Turkish troops fought violent Kurdish separatists. Tens of thousands of people died.

Those battles are over, and Turkey, eager to improve its human rights record and enhance its bid for the European Union, recently passed laws permitting a greater range of Kurdish expression.

But human rights advocates say that reality has lagged behind that legislation, and cite Bayram's case as proof.

"If a kid takes another kid's eras-



Frank Bruni/The New York Times

Bayram A. faces prison for slurring over Turkey's allegiance oath.

er, the teacher doesn't hand him over to the police and courts as a thief," said Selahattin Demirtas, director of the Human Rights Association in Diyarbakir. "But when it comes to the Kurdish issue, the teacher accuses the kid of separatist propaganda.

That's how adamant the state is."

Prosecutors and officials for the Justice Ministry declined to be interviewed for this article.

Bayram said that he had long ago come to see being Kurdish as different from being Turkish, because non-Kurdish Turks sent that message.

When he was growing up, he said, he spoke Kurdish with his parents in the privacy of their home, but he never read from one of the Kurdish-language books that could be purchased on the black market.

"We were afraid to buy them," he said.

When he was 10 and 11 and 12, he said, he sometimes watched military police round up the parents of young men who were believed to be separatist guerrillas and beat them in public.

"I've seen a 50-year-old man punched, fall on the ground and then be lifted back up by the police so he could be punched some more," Bayram said. His voice was flat and he shrugged his shoulders. This was not an exceptional memory around Bismil.

Before last November, he said, he had never been picked from the roughly 300 students at his school, most of them Kurdish, to walk to the top of the main outdoor staircase and lead the daily pledge.

But the words had always felt wrong and phony to him, and he said he realized on that day that he did not



The New York Times

Teachers in Bismil called the police after a student recited the oath.

11 April 2003

The New York Times

want to be the one proclaiming them from center stage.

"It was a moment," he said, not elaborating on the thought.

Classmates gaped at what came out of his mouth, then giggled. A teacher loudly berated him, he recalled, saying that he was a disgrace-

ful ingrate, like so many Kurdish children in Turkey.

Word spread fast through the village. His father rushed to the school to ask the principal to be lenient. His mother wept.

Bayram, whose next court date is next month, said he did not think he

would end up in prison, and that he was not scared. In fact, the lingering emotion that he said he felt seemed in line with his age. He turned 16 last month.

"Mostly," he said, "I'm embarrassed."

Plusieurs ayatollahs se disputent l'audience chiite

EXPLICATIONS

Jedi dernier, le chef chiite modéré, Abdul-Majid Al Khoï, réfugié à Londres, était rentré à Nadjaf. «Je suis revenu pour la libération de l'Irak», avait-il déclaré. Hier, il a été assassiné. Son père, l'ayatollah Aboul Kasem Al Khoï, avait formé la majorité des oulémas chiites. Enlevé par les forces de Saddam Hussein au lendemain de l'intifada irakienne de mars 1991, il était apparu contraint et forcé à la télévision au côté du raïs, au moment où la Garde républicaine exterminait les chiites insurgés et bombardait les lieux saints de Nadjaf et Karbala. Après sa mort en 1992, la fondation Al-Khoï établie à Londres, a maintenu sa ligne quiétiste. Cet assassinat donne une idée de la difficile tâche des dignitaires chiites de retour au pays.

L'Ayatollah Mohamed Bakir Al Hakim, cheveux et barbe blanche, turban noir, a décidé de reprendre la route de Nadjaf, ville des lieux saints de l'islam chiite où repose le calife Ali. Chef spirituel, il dirige aussi l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), l'un des principaux partis d'opposition. Ennemi de longue date de Saddam Hussein, il est exilé en Iran depuis vingt-trois ans. Aujourd'hui, il veut contribuer à résoudre la crise «que traverse la nation irakienne» et reprendre l'enseignement de la théologie dans la ville sainte. Il a lancé un appel à la diaspora irakienne, qui rassemble trois à quatre millions de personnes, afin qu'elle revienne au pays.

Le bras armé de l'Asrii, la brigade Al-Badr, qui rassemblerait environ 15 000 combattants, n'est pas intervenue depuis le début de la guerre. Elle est restée stationnée pour l'essentiel en Iran, pour partie au Kurdistan d'Irak. Le ministre de la défense américain Donald Rumsfeld avait averti qu'il ne voulait pas voir sur le terrain, où elle aurait été



Nadjaf, la ville sainte de l'islam chiite du sud de l'Irak, voit revenir vers elle les dignitaires religieux exilés.

considérée comme une force ennemie. «Bush est le diable et Saddam est Satan», avait alors lâché un représentant de l'Asrii, estimant que Washington se privait ainsi d'un lien précieux avec la population. Seuls les 700 membres des Forces irakiennes libres d'Ahmed Chalabi, rejeton d'une grande famille chiite et protégé du Pentagone, ont pu débarquer au début de cette semaine à Nasiriya, après la fin des combats.

Depuis, l'ayatollah a assuré que «la nation irakienne n'acceptera pas la domination américaine».

L'Asrii représente une fraction importante de la communauté chiite irakienne, mais il y en a d'autres. En prenant le contrôle de Nadjaf, les troupes américaines ont délivré Hussein Al Sistani, après un face-à-face tendu avec plusieurs centaines de ses fidèles. Ceux-ci, ignorant les

visées des GI, se sont massés dans les rues pour protéger le responsable des lieux saints, en résidence surveillée depuis des années, et défendre l'accès à la mosquée du calife Ali. Ali Hussein Al Sistani, le plus haut dignitaire chiite résidant en Irak, était censé avoir promulgué ces derniers mois une fatwa appelant tous les musulmans à défendre le gouvernement irakien. Un texte affiché par Bagdad, mais dont ses disciples dans la diaspora irakienne avaient mis en doute l'authenticité. Enfin, libéré de la surveillance du régime, l'ayatollah aurait appelé la population à ne pas prendre part au combat.

Le régime de Saddam Hussein a décimé les grandes familles des ayatollahs irakiens, les Al Badr en 1980, les Al Hakim en 1985, les Al Sadr en 1999. Nadjaf redevenant la place forte des chiites, leur attitude

à Londres et Washington sera déterminante. Pour l'instant, aucun d'entre eux ne songe réellement à affronter l'envahisseur-libérateur. Sur le terrain, l'administrateur américain désigné par le Pentagone, le général Garner, est en contact avec les autorités chiites et les représentants des partis, dont l'Asrii, pour constituer l'administration intérimaire irakienne chère à George W. Bush. La vacance du pouvoir dans les villes libérées et la production de pillages contraignent les deux camps à coopérer. Même si l'attitude jugée arrogante des Américains irrite, Mohamed Bakir Al Hakim en premier.

Michel VERRIER

la Croix

11 AVRIL 2003

Les Kurdes soutiennent le plan américain

REPORTAGE

ERBIL, SOULEIMANIYA.
De notre envoyé spécial

Dans le spectre des partis de l'opposition à Saddam Hussein, les deux partis kurdes sont sans doute les plus fidèles alliés des Américains. Aussi bien l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui a son siège à Souleimaniya, que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui domine à Erbil, ont accepté de placer leurs troupes de peshmergas sous le commandement américano-britannique. Les deux partis ont également accepté de ne pas précipiter l'offensive contre les deux villes du nord, Kirkouk et Mossoul, à la demande pressante des Américains qui ne voulaient pas irriter les Turcs. Il a fallu attendre hier, trois semaines après le début des combats, pour que Kirkouk tombe.

Les Kurdes soutiennent donc sans beaucoup d'états d'âme le projet inspiré par les « faucons » de Washington qui envisagent de placer, dans un premier temps, l'Irak sous l'administration d'un ancien général américain, Jay Garner, et son Office pour la reconstruction et l'aide humanitaire (Orah). « Techniquement, le pouvoir de Saddam Hussein n'existe plus. Mais si un gouvernement de transition irakien devait aujourd'hui le remplacer, il ne pourrait, de toute façon, pas diriger. La seule loi qui prévaut est celle que font régner les militaires américains, assure Fawzi Hariri, conseiller de Massoud Barzani pour les affaires étrangères. De plus, qui devrait faire partie de ce gouvernement intérimaire ?

Aujourd'hui, l'opposition n'est pas prête à prendre le pouvoir. Il existe un vide qui doit être rempli et c'est aux alliés de le faire. »

« Ici, nous n'avons pas un bon souvenir de l'ONU »

Le PDK admet donc la nécessité d'une administration américaine transitoire qui se chargerait de rétablir la loi et l'ordre, de remettre en fonction les services essentiels et de fournir une assistance humanitaire immédiate. Selon lui, cependant, le travail de Jay Garner ne devrait pas excéder six mois et pourrait même se limiter à deux ou trois mois. « Ensuite, une administration intérimaire com-



Erbil, le 9 avril, exulte à l'annonce de la chute de Bagdad. Les Kurdes restent les plus fidèles alliés des Américains.

posée d'Irakiens pourrait se mettre en place pour deux ou trois ans. Elle devrait alors préparer la nouvelle Constitution puis la tenue d'élections », dit-il.

Les dirigeants de l'UPK sont sur la même ligne. Abdulrazak Saili, ministre de la coopération au sein du gouvernement régional de Souleimaniya, insiste juste pour que les Irakiens puissent prendre eux-mêmes les choses en mains « le plus vite possible ». Et les Nations unies ? « Nous n'avons pas, ici, un bon souvenir de l'ONU qui fut chargée d'appliquer la résolution Pétrole contre nourriture. C'est un organisme bureaucratique et formaliste », qu'il préfère voir cantonné à des tâches humanitaires.

L'UPK et le PDK ont renoncé à demander l'indépendance du Kurdistan et disent vouloir un Irak démocratique et fédéral, dans lequel le Kurdistan jouirait de larges prérogatives. « Tous les partis de l'opposition à Saddam Hussein sont d'accord avec ce principe », relève Fawzi Hariri.

« Au fond de mon cœur, c'est vrai que j'aimerais que nous ayons un pays indépendant, admet le docteur Kamal Khoshnaw, président de l'université de Souleimaniya et membre dirigeant de l'UPK. Même les Koweïtiens, qui

sont moins nombreux que nous, ont leur pays. Mais regardez autour de nous, nous sommes entourés de pays qui sont hostiles aux Kurdes. Il faut être réaliste. » Le PDK et l'UPK demandent également qu'une épuration écarte du pouvoir les cadres trop compromis et que ceux qui sont responsables de crimes de guerre ou de la répression des Kurdes soient jugés.

Le Kurdistan velle à ses prérogatives chèrement acquises

Les deux partis kurdes affichent leur confiance vis-à-vis du processus de concertation de toutes les composantes de l'opposition regroupées depuis un an, à l'incitation de Washington. Pourtant, aussi bien Massoud Barzani que Jalal Talabani semblaient hier ne pas avoir prévu de se rendre à Nasiriya, dans le sud de l'Irak, où doit se tenir une réunion de l'opposition aujourd'hui et demain. L'entourage de Massoud Barzani le justifie par des motifs de sécurité. Mais c'est peut-être aussi un signe d'irritation.

Les Américains projettent d'ouvrir à Erbil, à partir de lundi, un bureau pour y gérer les affaires civiles. Dans le Kurdistan autonome, depuis 1991, on estime avoir pris une longueur d'avance sur le restant de l'Irak et il

sera difficile de partager des prérogatives conquises de fait depuis douze ans, même avec les libérateurs américains, si ces derniers veulent tout prendre en main. Avant-hier matin, des officiers américains en charge des affaires civiles ont, par exemple, invité les associations humanitaires étrangères présentes à Erbil à une réunion. Un officier leur a annoncé l'ouverture d'un aéroport militaire aux vols humanitaires. Le représentant du PDK, présent à la réunion, est parti avant la fin sans desserrer les dents.

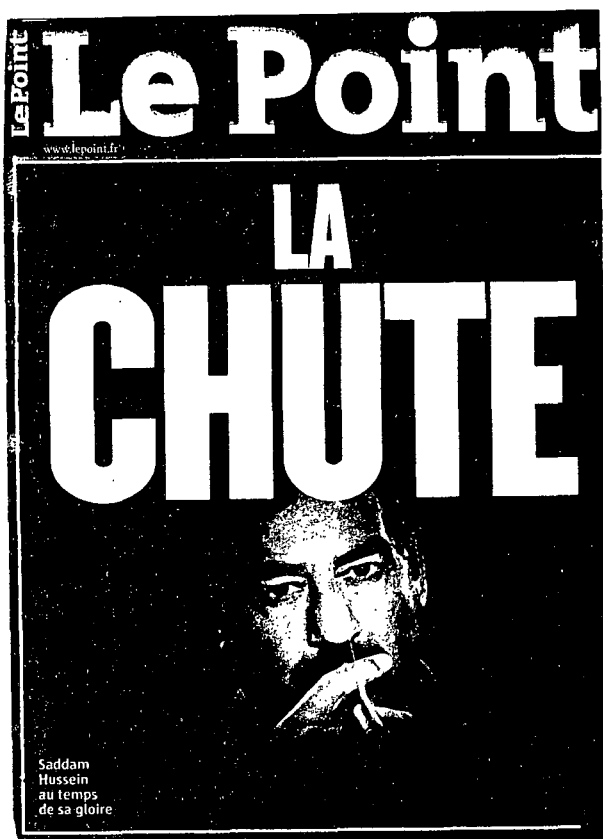
Alain GUILLEMOLLES

la Croix

11 AVRIL 2003

Le Point 1595 | 11 avril 2003 |

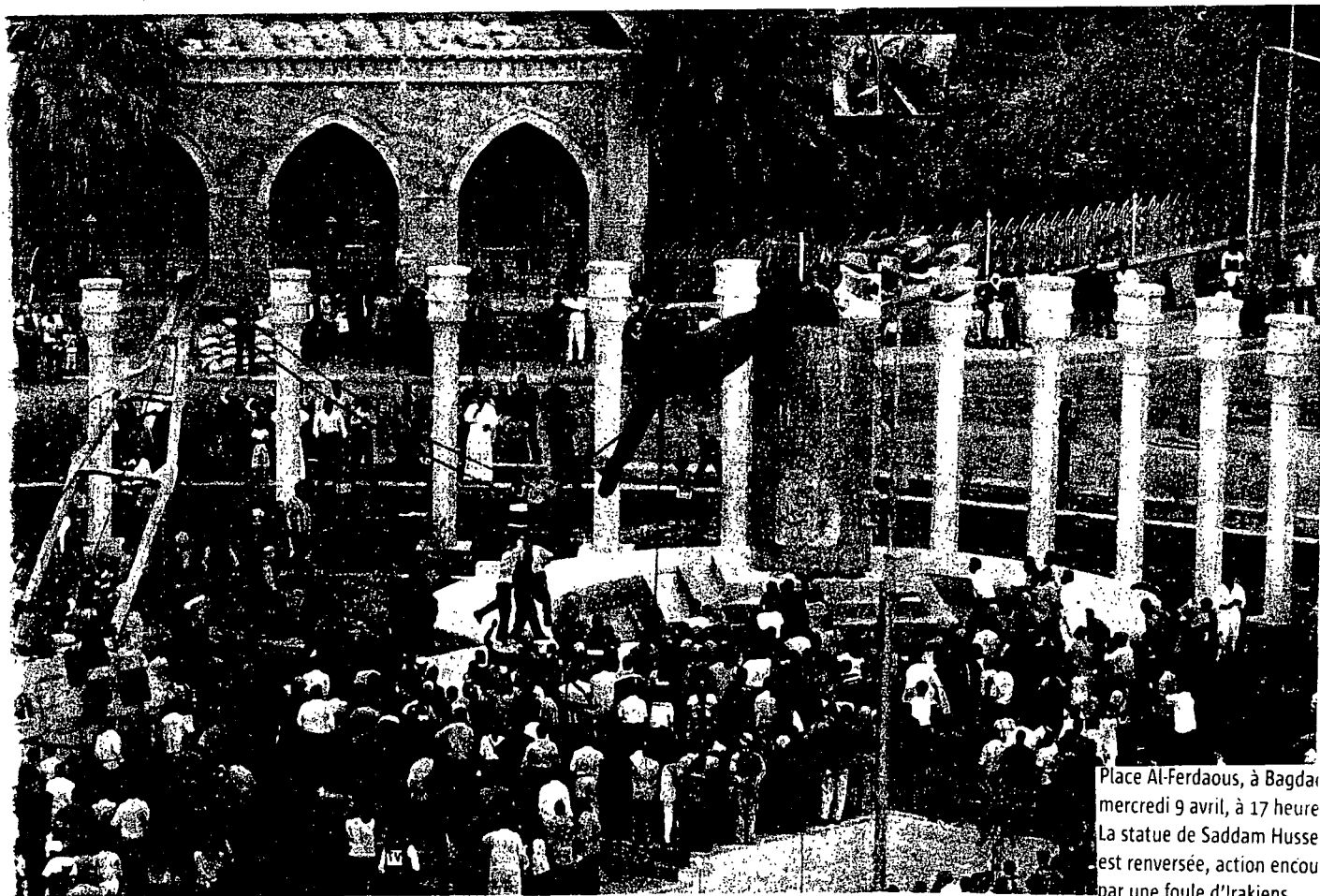
PAR PIERRE BEYLAU



Le régime irakien n'existe plus. Mort ou vivant, Saddam Hussein n'a plus aucune prise sur les événements. Les légions de George Bush bivouaquent dans la mythique Bagdad. Dans la ville de Haround al-Rachid qui fut pendant cinq siècles (762-1258) le phare d'un empire arabe rayonnant, les chars Abrams ont réduit les dernières poches de résistance. A Saddam City, un quartier chiite de Bagdad, les soldats américains ont été acclamés comme des libérateurs. Les marines ont foulé avec leurs rangers les sols de marbre des pharaoniques palais présidentiels. Saddam, qui se voulait l'héritier de Nabuchodonosor et de Saladin, qui voulait faire de l'Irak la nouvelle Babylone, la Prusse du Moyen-Orient, est vaincu, humilié. Sa capitale est livrée au chaos et au pillage.

Son armée, ou ce qu'il en restait, s'est disloquée, évanouie dans la nature, balayée par la puissance et la technologie américaines. La garde présidentielle, espoir suprême et suprême pensée, n'a pas livré le grandiose et désespéré combat attendu. Bagdad n'était plus défendue que par des lambeaux de régiments et une poignée de miliciens armés de kalachnikovs et de lance-roquettes. En ce crépuscule d'un règne interminable, Saddam faisait penser au prince de Soubise qui cherchait dans les ténèbres, à la lueur d'une lanterne, son armée disparue après la bataille de Rossbach.

Cette guerre d'Irak, voulue et planifiée par une Amérique traumatisée par les attentats du 11 septembre, n'est pas une expédition ponctuelle de police internationale, mais une opération stratégique. L'affaire des armes de



Place Al-Ferdaous, à Bagdad, mercredi 9 avril, à 17 heures. La statue de Saddam Hussein est renversée, action encouragée par une foule d'Irakiens.

destruction massive n'était qu'un prétexte. Il s'agit ni plus ni moins de remodeler la carte politique du Moyen-Orient, d'y instaurer un cercle vertueux qui verrait, à terme, triompher la démocratie et l'économie de marché entre Nil et Euphrate. Vaste programme.

Les travaux pratiques vont commencer par l'Irak. Il faut organiser l'après-guerre, reconstruire un Etat, une administration, un pouvoir politique. Un défi majeur dans un pays anesthésié par des décennies de dictature. Les Etats-Unis entendent bien ne déléguer cette tâche à personne d'autre qu'à eux-mêmes. « Nous avons versé notre sang, nous avons des droits », dit-on en substance à la Maison-Blanche. George Bush a concédé à Tony Blair que l'Onu jouerait un « rôle vital », ce qui est loin du « rôle central » souhaité par Jacques Chirac. L'Amérique ne rejette pas les Nations unies, dont elle aura juridiquement besoin pour lever les sanctions contre Bagdad. Elle est disposée à associer l'Onu à des missions humanitaires et aimerait bien faire cautionner sa guerre a posteriori par un vote au Conseil de sécurité. Mais Washington ne veut pas entendre parler de céder la moindre parcelle de souveraineté à l'organisation internationale.

La gestion de l'Irak d'après-guerre risque pourtant de se révéler périlleuse. Elle est déjà l'objet d'une lutte féroce entre le Département d'Etat et le Pentagone, qui rêve de s'ériger en deus ex machina des affaires impériales américaines. Beaucoup d'eau coulera en tout cas sous les ponts du Tigre avant que l'esprit de Tocqueville ne souffle en Mésopotamie. L'Irak est une mosaïque ethnique et religieuse avec une société fondée sur des solidarités tribales et claniques. Soixante pour cent de sa population est chiite, la moitié des 40 % de sunnites sont kurdes. L'Irak est situé sur une ligne de fracture historique entre

le monde perse et le monde arabe, entre l'Islam sunnite et l'Islam chiite. Le parti Baas tenait d'une main de fer cet ensemble hétérogène. Son effondrement laisse un vide abyssal.

Sur le plan régional, les choses sont également explosives. La Syrie, l'Iran et la Turquie ont scellé une sorte de pacte et fait savoir urbi et orbi l'importance qu'ils accordaient à l'intégrité territoriale de l'Irak. Traduction : pas question d'un Kurdistan indépendant. Damas et Téhéran redoutent d'être les prochaines cibles des faucons de Washington. L'Iran a le désagréable sentiment d'être encerclé par la présence militaire américaine : en Afghanistan à l'est, en Irak à l'ouest, au Tadjikistan et en Ouzbékistan au nord, dans les Emirats du Golfe au sud.

Dans le monde arabo-musulman, la défaite de l'Irak sera ressentie comme une défaite arabe. Les images de liesse entourant les soldats américains effaceront-elles celles, terribles, des milliers de victimes civiles, des enfants mutilés, des maisons ravagées ? C'est peu probable. Ce conflit inégal va ancrer dans les têtes la certitude qu'aucune guerre conventionnelle n'est concevable contre l'Amérique et qu'il n'existe qu'une seule méthode efficace : le terrorisme.

La fin du régime irakien, c'est aussi l'acte de décès du nationalisme arabe laïque. Le baasisme à l'irakienne s'était dévoyé, dégradé. Mais il se situait dans la mouvance d'un courant politique qui prit ses racines dans la Turquie d'Atatürk. La disparition du Baas irakien signe l'échec de la tentative de créer une identité arabe dégagée de l'Islam. Une fois disparus du paysage politique les uniformes vert olive des baasistes, on risque fort de voir se profiler à l'horizon les turbans noirs des ayatollahs de Kerbala et Nadjaf, les deux villes saintes du chiisme irakien ■

• LE NOUVEL OBSERVATEUR

24-30 AVRIL 2003 •

Un cimetière du régime

« **C**e sont tous des politiques: Dix à quinze corps arrivaient à chaque fois de la prison d'Abou Ghreib et nous les enterrions ici. » Mohymid Assouad, directeur du cimetière de la banlieue ouest de Bagdad, affirme que les corps de près d'un millier de prisonniers politiques, pendus ou tués par balles, y ont été enterrés secrètement par le régime. Mohymid Assouad travaille dans ce

cimetière, situé à 30 kilomètres du centre de Bagdad, depuis sa création en 1973. C'est lui qui est censé porter les inscriptions sur les pierres tombales. Il dit qu'on ne l'a jamais autorisé à inscrire de noms sur les tombes des prisonniers. Elles ne portent qu'un simple numéro. Le directeur précise que le dernier

corps enterré portait le numéro 993.

Dans cette partie du cimetière, des crânes traînent ici ou là, déterrés par des chiens errants. Fossoyeur, Mohamed Mochan Moha-

med précise que la plupart des personnes enterrées là étaient âgés de 15 à 30 ans, des hommes et des femmes, tués par balles ou par pendaison. Les Bagdadiens commencent à apprendre l'existence de ce cimetière. Et des parents de prisonniers y convergent dans l'espoir de retrouver des traces de leurs proches.

« Mon Dieu, regarde ce qu'ils ont fait », s'écrie une femme, Manal, en exhumant la dépouille de son frère. Cette tombe-là portait le numéro 952. Les autorités envoyaient parfois aux familles le numéro de la tombe. En même temps que la facture pour les frais d'enterrement. (Avec AFP.) ■



A Kirkouk, les Kurdes célèbrent dans l'allégresse la fin de l'oppression

Avec le soutien des forces spéciales américaines, les représentants des deux partis kurdes (UPK et PDK) ont pris, jeudi, la ville édiflée sur le plus grand champ pétrolière irakien. Comme à Bagdad, la statue de Saddam Hussein a été mise à bas

Vu par Thomas Dworzak/Magnum



Kirkouk : les Irakiens partent, les peshmergas arrivent

ON DIRAIT Bagdad, nous sommes dans Kirkouk « libérée ». Jeudi 10 avril, à midi, dans la ville que les combattants kurdes rêvent d'adopter pour capitale. Les champs de pétrole ne sont pas loin. Un puits brûle. Des combattants kurdes, les fameux peshmergas, sont entassés et heureux sur un camion, bras dressés vers le ciel en signe de conquête - comme Saddam stufié. Au premier plan : le cadavre d'un soldat irakien. « On m'a dit qu'il a dû tarder, raconte le photographe Thomas Dworzak. Il a perdu son chemin, il était isolé des milliers de soldats irakiens qui ont fui la ville, quelques minutes auparavant. Des peshmergas l'ont tué. »

Il n'y a pas eu de combats ou presque à Kirkouk. « Je n'ai vu que quatre soldats irakiens morts. Un au centre-ville, affalé sur un sac de sable, trois autour de la statue de Saddam, dont celui-là. » Deux heures plus tard, la statue est tombée. Une chaîne autour du cou tirée par un camion de pompiers en vient à bout. Comme, la veille, à Bagdad.

Thomas Dworzak, photographe allemand de 31 ans, raconte : « J'arrive tôt, le matin du 10 avril, dans un village à 5 km au nord de Kirkouk. Une cinquantaine de peshmergas de l'UPK, kalachnikov sur l'épaule, sont prêts à bondir. » Pourquoi aujourd'hui ? « Ils ont attendu la chute de Bagdad. Quand on a traversé un pont, les Irakiens nous ont tiré dessus pendant trois minutes. Et puis terminé. Place à la fête. Les Irakiens par-

tent, les peshmergas arrivent ; en bus, en camion, en moto. 20 000 combattants kurdes chantent, klaxonnent, tirent en l'air, déchirent des portraits de Saddam. Ils hurlent : « Bush, I Love you !... » »

Au centre-ville, « le bordel est total ». Des scènes de pillage se multiplient. Comme à Bagdad. « C'est devenu un sport national. Certains disent récupérer leurs biens. Les bâtiments officiels sont visés, comme les administrations, lieux pétroliers, postes de police... Mais pas les maisons privées, ni les boutiques et bazars. » Thomas Dworzak voit un supermarché dévalisé. « Les gens emportent énormément de chaises, réfrigérateurs et climatiseurs. »

Le photographe n'a pas vu de scènes de vengeance. « Une banque a brûlé, c'est tout. » Il a entendu cette formule : « Les Irakiens mauvais sont partis, les bons sont restés. » Et les Américains ? « Ils restent discrets. » J'en ai vu très peu, dans une vingtaine de voitures. « Dans la soirée du 10 avril, la ville reprend le dessus. » « Les Kurdes disent qu'ils vont se retirer dans leurs casernes », ajoute-t-il. « Ils annoncent une chose et ils en font une autre », nuance le photographe qui vit depuis deux mois avec eux. Aujourd'hui, c'est la fête. L'avenir ? « Risqué. Il y a 25 000 peshmergas armés dans Kirkouk. »

Michel Guerrin

KIRKOUK

de notre envoyé spécial

Sur une place du centre de Kirkouk, comme la veille à Bagdad, le même symbole s'écroule : la sta-

REPORTAGE

Les kalachnikovs semblent tirer vers le ciel un trait définitif sur un sombre passé

tue en bronze de Saddam Hussein, visage hiératique sous un keffieh, vient d'être renversée de son piédestal. L'ex-raïs gît, incliné, sur l'herbe d'un jardin public. En un dernier défi, la foule macule de boue la tête du tyran. Des hommes esquissent des pas de danse puis c'est la liesse : les Kurdes fêtent cette fin de règne tant désirée avec une jubilation à la mesure des décennies d'oppression subies.

C'est en un temps record que cette ville du pays de l'or noir, le plus grand champ pétrolière de l'Irak, est passée, dans la matinée, de l'ombre à la lumière. En ce début d'après midi, Kirkouk est traversée d'une onde de joie pure, rythmée par le crépitement de dizaines de Kalachnikovs qui semblent tirer vers le ciel un trait définitif sur un sombre passé.

« C'est comme un rêve. Je crois que je ne réalise pas encore très bien ce qui vient de se passer » : pour Mahmoud, comme d'autres habitants de Kirkouk, « il n'existe pas de mots pour décrire ce que je ressens ». Cette grande métropole de 700 000 habitants du nord de l'Irak, cité sans grâce aux maisons basses et ocres, est tombée si vite, jeudi 10 avril, que c'en est presque irréel.

Pour les peshmergas - les combattants venus du Kurdistan autonome voisin qui ont investi Kirkouk tôt dans la matinée -, la victoire fut aisée : pas un seul mort signalé du côté des Kurdes, entrés presque sans coup férir aux côtés des forces spéciales américaines. La plupart des unités d'élite du régime, les soldats de l'« Amen », la sécurité intérieure, les moukhabarats - les services de renseignement -, le millier de Gardes républicains restés en ville, tous avaient évacué dans la nuit. Ne subsistaient apparemment que

des milices du Baas (le parti de Saddam), seules forces hostiles aux assaillants. Durant quelques heures, ils opposèrent une faible résistance aux soldats Kurdes. En fin de matinée, la messe était dite : Kirkouk tombée, la fête débridée des Kirkoukis pouvait commencer. Des dizaines de milliers de Kurdes, venus du Kurdistan autonome, devaient les rejoindre par la suite, provoquant de gigantesques embouteillages.

En ces heures historiques, la ville appartient aux combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), au pouvoir dans la partie est de la province autonome, libérée du régime de Bagdad depuis 1991 ; les représentants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), au pouvoir dans la partie ouest sont aussi présents, mais en nombre limité. Kirkouk est également parcourue par des centaines d'hommes en armes : des civils qui ont déclenché le matin un semblant d'insurrection, dont l'opportunité fut des plus limitées, puisque l'ennemi avait en grande partie déjà fui. Quant aux civils - messieurs bien mis et cravatés, femmes poussant d'enthousiastes youyous, enfants qui lancent des nuages de papiers blancs retombant en pluie sur les voitures, manifestants embrassant des photos de George Bush qu'ils couvrent de baisers rapides -, ils hurlent leur bonheur.

Mais c'est aussi au tour des pillards de répéter un scénario désormais classique dans les villes de l'Irak fraîchement libérées : les gens emportent des ventilateurs de plafond, des fauteuils à roulette volés dans les centres administratifs, chargés d'un bric à brac allant de la fontaine automatique débitant de l'eau minérale, au poêle, en passant par les lits, des poutres métalliques, etc. Un Peshmerga a même réussi à enrôler deux gros matelas sur le porte-bagages de sa moto et, la mitrailleuse en bandoulière, repart vaillamment au Kurdistan irakien, dont la ligne de démarcation se situait, la veille encore, à une demi-heure de route de là.

Devant le siège des services de sécurité, bâtisse de béton pliée par les bombes américaines, tombées

encore à profusion le matin même, un autre portrait de Saddam sourit encore, la main posée sur un siège. « Les gens du Baas sont partis à temps », explique Hassib, un membre du Conseil municipal local, « ils savaient ce qui les attendaient... » L'un d'eux aura cependant trop tardé à déguerpir. Dans ce quartier aux rues étroites, un certain Friad Khaider, collaborateur d'ethnie kurde et espion notoire du régime, a été exécuté. « La foule a lapidé son cadavre », raconte encore Mahmoud, diplômé de l'université, que son statut de Kurde a réduit au chômage.

D'autres Irakiens sont restés. Ce sont des soldats, des enrôlés de l'armée régulière qui, rapidement, ont jeté leurs uniformes pour mettre des vêtements civils. Une cen-

taine d'entre eux ont trouvé asile dans une mosquée, avec le concours de la population. Ce sont de pauvres bougres qui ne souhaitent qu'une chose : rentrer dans leurs foyers. Ryaç Wali Ali, 30 ans, est un conscrit totalisant treize ans de service militaire : « je n'ai pas arrêté d'essayer de déserter, alors, à chaque fois, il a fallu que je rempile pour trois ans. Regardez tous les cheveux blancs que j'ai pour mon âge !... » L'homme, approuvé par le chœur de ses camarades, regrette « d'avoir été obligé de tirer sur [ses] frères Kurdes. » « Aujourd'hui, ajoutez-t-il, c'est le paradis. Je ne suis pas prisonnier. Dès que la route de Bagdad est ouverte, je rentrerai chez moi. A pied s'il le faut. Ça fait tellement d'années qu'on attendait la chute du régime ! »

La prise de Kirkouk par des milliers d'anciens guérilleros kurdes n'a cependant pas fait que des heureux dans la région : bien avant le début du conflit, la Turquie avait

prévenu qu'elle ne tolérerait pas que les peshmergas investissent la grande ville de l'ancienne « vilayet » ottomane de Mossoul.

Pour les Kurdes, il ne fait pas de doute que Kirkouk fait partie de leur espace culturel et historique. Certes, la ville n'héberge aujourd'hui plus que 30 % d'entre eux mais c'est en raison du processus d'« arabisation » lancé par Saddam Hussein et qui a eu pour effet de modifier la carte démographique de la ville. Mais la plupart des Arabes venus peupler l'agglomération, surtout ceux qui étaient idéologiquement motivés, sont partis il y a une semaine.

Bruno Philip

Mossoul aux mains du PDK

Le centre de Mossoul est sous le contrôle des peshmergas (combattants kurdes), depuis vendredi matin 11 avril. Les forces kurdes sont toutefois relativement discrètes. Des dizaines d'habitants se sont rassemblés devant le bâtiment du gouvernement de la cité pétrolière du nord de l'Irak. Comme dans les autres villes du pays, le départ des autorités irakiennes a correspondu avec l'arrivée des pillards. La population s'est emparée de tout ce qu'elle pouvait trouver dans les bâtiments officiels. A la périphérie de la ville, les habitants ont brandi des drapeaux du PDK (Parti démocratique kurde). Des barrages ont été installés pour contrôler les entrées. Aucune présence de l'armée américaine n'a été signalée.

Selon des témoignages, les peshmergas sont entrés dans Mossoul au cours de la nuit. Les forces irakiennes se sont retirées, dès jeudi dans l'après-midi. Apparemment, il n'y a eu aucun combat entre les Kurdes et les forces de Saddam Hussein. Ces dernières avaient auparavant offert de se rendre à condition qu'une amnistie leur soit accordée. - (AFP, AP)

Washington promet à Ankara de ne pas laisser les peshmergas s'installer

ISTANBUL

de notre correspondant

La ville de Kirkouk ne restera pas aux mains des forces kurdes qui l'ont libérée jeudi 10 avril au matin, a confirmé Jalal Talabani, le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). « J'ai ordonné à tous les peshmergas de quitter la ville demain matin », a-t-il déclaré, jeudi, sur la chaîne de télévision CNN-Türk.

L'avance rapide des peshmergas et leur entrée dans Kirkouk a alarmé la Turquie, qui suit de très près les développements au nord de l'Irak. Réagissant à la prise de cette ville symbolique pour les Kurdes, qui plus est riche en pétrole, les autorités turques ont déclaré que la présence à long terme des peshmergas serait « inacceptable ».

Ankara a fréquemment menacé d'intervenir militairement pour « défendre ses intérêts nationaux » et empêcher les Kurdes irakiens de déclarer un Etat kurde indépendant ou d'élargir leur zone d'influence. La Turquie dit également vouloir protéger les droits de la minorité turcomane et éviter un vide de pouvoir dans la région, qui pourrait être exploité par les rebelles kurdes de Turquie.

ÉVITER LES TENSIONS

Pour éviter un regain de tension et d'éventuels affrontements entre Turcs et Kurdes, les Etats-Unis, qui déclarent « comprendre les inquiétudes » d'Ankara, ont immédiatement contacté les autorités turques pour les assurer que la coalition prendrait le contrôle de la région. Au cours d'un entretien téléphonique avec le ministre des affaires étrangères turc, Abdullah Gül, le secrétaire d'Etat américain a réitéré les promesses faites lors de sa récente visite à Ankara. Colin Powell a « donné sa parole que de nouvelles forces américaines seraient envoyées à Kirkouk dans quelques heures pour enlever les peshmergas qui y sont entrés », a déclaré le ministre turc, à l'issue de cette rencontre. La ville de Mossoul où, selon le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, les soldats irakiens sont en train de se rendre, sera également placées sous le contrôle des coalisés.

Ces garanties américaines semblent avoir écarté le risque, dans l'immédiat au moins, d'une incursion turque dans le nord de l'Irak.



« J'ai ordonné à tous les peshmergas de quitter la ville »

JALAL TALABANI
CHEF DE L'UPK

La Turquie, qui maintient depuis longtemps une présence militaire limitée au nord de l'Irak, pour lutter contre les rebelles kurdes de Turquie, a annoncé l'envoi d'observateurs militaires à Kirkouk, pour surveiller de plus près les événements dans la région. « L'offre est venue des Etats-Unis, nous l'avons acceptée », a annoncé Abdullah Gül. Le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a confirmé que Washington avait autorisé l'envoi d'un « nombre restreint » d'observateurs turcs.

La Turquie n'est d'ailleurs pas le seul pays de la région qui s'inquiète de l'avenir de l'Irak. Le ministre des affaires étrangères iranien, Kamal Kharazi, en visite dans la capitale turque dimanche, a déclaré que Téhéran partage les craintes d'Ankara.

Paradoxalement, c'est en partie le refus, par l'Assemblée nationale turque, d'autoriser le passage des troupes américaines et l'ouverture

d'un front nord à partir de la Turquie qui a contribué à renforcer l'importance des peshmergas. En raison des difficultés d'accès à la région, les Etats-Unis n'avaient, jusqu'à présent, déployé qu'un nombre limité de leurs propres troupes dans le nord du pays, pour encadrer les forces kurdes. Les Turcs sont conscients qu'une intervention de leur part risquerait de compromettre leurs chances d'obtenir un don d'1 milliard de dollars, qui pourrait être converti en 8,5 milliards de dollars de lignes de crédit, figurant dans le paquet financier soumis à l'approbation du Congrès américain.

Pour l'instant le gouvernement turc ne semble pas avoir l'intention d'agir. « Gardons notre optimisme », a déclaré Abdullah Gül ajoutant cependant que « sinon, nos plans sont prêts pour toutes éventualités. »

Nicole Pope

Une éponge imbibée d'or noir

AVEC SES RÉSERVES ÉNORMES SOUS-UTILISÉES, LE PAYS EST UN ELDORADO CONVOITÉ PAR TOUTES LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES DU MONDE

LES soldats américains et britanniques déployés sur le sol irakien le savent : sous leurs pieds sont enfermées les deuxièmes réserves pétrolières au monde, et le seul espoir de relever l'économie du pays au lendemain de la guerre. A Washington comme à Londres les responsables politiques le savent aussi qui n'ont eu de cesse au cours de l'intervention militaire de « sécuriser » les puits de pétrole pour éviter un scénario « à la koweïtienne » : des gisements en flammes hors service pour plusieurs mois. Quant aux compagnies pétrolières étrangères, autres acteurs du drame irakien, elles patientent dans l'attente de l'après-Saddam, synonyme de redistribution des cartes. Qu'elles soient anglo-saxonnes, russes, françaises ou chinoises, toutes lorgnent sur l'Irak et son or noir.

Leur intérêt est compréhensible. Le monde a toujours soif de pétrole. Au cours de la décennie à venir, il consommera 20 % de brut en plus (de 77 millions de barils/jour à 90 millions de barils/j), et l'Irak sera une source incontournable.

Le ministre du pétrole, Amir Rashid, avait fait sensation en révélant que seules 24 des 73 découvertes d'hydrocarbures avaient fait l'objet d'une exploitation

Le pays dispose de 115 milliards de barils de réserves prouvées, dont 35 milliards immédiatement disponibles. Seule l'Arabie saoudite fait mieux. Mais de l'avis des experts le chiffre est sous-évalué car, depuis un quart de siècle, l'Irak a négligé l'exploration pétrolière pour cause de guerre (contre l'Iran puis le Koweït), et de sanctions économiques. Toute la partie ouest de l'Irak, celle qui jouxte l'Arabie saoudite et la Jordanie, reste vierge de toute recherche ou presque. Selon l'Institut français du pétrole (IFP), un organisme qui a formé nombre d'ingé-



niers irakiens, les bassins sédimentaires de cette bande pourrait contenir à eux seuls 200 milliards de barils de brut.

Le recours aux technologies modernes d'exploration peut aussi changer la donne. L'Irak a travaillé avec des techniques qui datent des années 1960. Ses experts pétroliers n'ont pas eu accès au nec plus ultra dans le domaine - comme la sismique en trois dimensions. Ce retard rattrapé, une réévaluation du montant des réserves d'hydrocarbures suivra.

L'Irak est une formidable « éponge » de pétrole - d'une qualité variable - mais, paradoxalement, l'évolution de la production ne reflète pas cette richesse. Au contraire : elle a diminué de 20 % au cours de la décennie. L'année passée, le ministre du pétrole, Amir Rashid, avait fait sensation en révélant que seules 24 des 73 découvertes d'hydrocarbures avaient fait l'objet d'une exploitation. Les autres étaient laissées en l'état, dans l'attente de jours meilleurs. Le chiffre était exact.

Les champs de pétrole les plus impor-

tants sont situés tout le long de la frontière avec l'Iran, depuis la région kurde de Kirkouk et de Mossoul au nord jusqu'à Bassora dans le sud, en passant par ceux de Bagdad, au centre. Avant l'invasion du Koweït en 1990, la production irakienne atteignait 3,5 millions de barils/jour, pour les deux tiers concentrés dans les champs méridionaux de Rumailah Zubair et Nahr Umr. Proches du Koweït, ils allaient être les plus touchés par l'opération « Tempête du désert ». Les installations de production détruites, les raffineries gravement endommagées, le pays soumis à un strict embargo par la communauté internationale, la production était ramenée l'année suivante à 300 000 barils/jour. Une misère.

Il faudra attendre 1997 pour que l'Irak produise 1 million de barils/jour, et une année supplémentaire pour franchir la barre des 2 millions de barils/jour. Mais à quel prix ! Tout à leur volonté de doper la production de brut, les responsables irakiens n'ont pas été regardants sur les moyens. Injection d'eau dans les puits, rythme de

pompage excessif... Des gisements ont été endommagés et la production de plusieurs d'entre eux risque de baisser de 5 % à 10 % l'an, ont prévenu des consultants pétroliers indépendants.

Ces handicaps n'empêchent pas les prévisions les plus optimistes de fleurir, alimentées par l'exemple du pétrole soviétique (le déclin de la production de gisements anciens y a été enrayer grâce à des techniques importées d'Occident). Évaluée entre 2,8 millions et 3 millions de barils/jour, la capacité irakienne de production pétrolière actuelle (*sustainable production*) pourrait retrouver rapidement son niveau de 3,5 millions et, dans une seconde phase, grimper jusqu'à 4,5 millions de barils/jour en 2008, selon les prévisions d'un ancien ministre irakien du pétrole, Fadhil Chalabi. A l'en croire, Bagdad pourrait même produire 10 millions de barils/jour, voire au-delà, et passer devant l'Arabie saoudite et la Russie.

Tout dépendra des compagnies pétrolières étrangères, les seules à pouvoir mobiliser des dizaines de milliards de dollars pour relancer la production. Mettront-elles le paquet sur l'Irak où jusqu'ici les coûts de production, avec des méthodes il est vrai primitives, étaient parmi les plus bas du monde (50 cents à 75 cents le baril contre 2,50 dollars en Arabie saoudite ; 3 000 dollars d'investissement pour un baril supplémentaire, 6 000 dollars en Arabie saoudite) ? Préféreront-elles d'autres zones pour des raisons politiques ou fiscales ?

L'histoire récente témoigne que le pétrole irakien ne laisse pas les compagnies indifférentes. Selon plusieurs sources, une bonne vingtaine de pétroliers ont pris langue avec Bagdad au cours des dernières années. Certaines sont mieux placées que d'autres. C'est le cas des compagnies russes, qui sous le régime de Saddam Hussein réussirent à prendre une longueur d'avance sur

la concurrence, en particulier française (TotalFinaElf), chinoise et italienne. Dans leur sillage, une kyrielle de firmes de nationalités vietnamienne, australienne, algérienne, espagnole, malaisienne, japonaise, turque... ont également conclu des contrats d'exploration-production qui tous ne devaient être finalisés qu'une fois levées les sanctions contre l'Irak. Le flou persiste sur le devenir de ces deals.

Les Britanniques et les Américains sont restés discrets pendant les années 1990. Il leur était difficile de traiter avec « l'ennemi » même si le brut produit en Irak était – à hauteur des trois quarts – destiné au marché américain. Aujourd'hui, la donne a changé. BP, ExxonMobil, ChevronTexaco mettront-ils à profit une victoire de la coalition anglo-américaine pour rassembler la mise dans l'Irak débarrassé de Saddam Hussein ?

Jean-Pierre Tuquoi

CHRONOLOGIE

- 1908. Le 26 mai, pour la première fois, le pétrole jaillit au Moyen Orient, à Masjid-i-suleiman, « la mosquée de Salomon », en Perse.
- 1912. Calouste Gulbenkian crée la Turkish Petroleum Company (TPC) en réunissant des intérêts britanniques et allemands et la Royal Dutch Shell, et obtient une concession de prospection pétrolière qui longe la voie ferrée Constantinople-Bagdad.
- 1920. A San Remo, les Français récupèrent la part allemande dans le pétrole de la Mésopotamie, laquelle devient mandat britannique.
- 1922. L'administration Wilson demande à ses alliés une politique de la porte ouverte au Moyen Orient, et une part dans la Turkish Petroleum Company.
- 1927. 15 octobre, la TPC, devenue l'IPC (Irak Petroleum Cie) découvre à Kirkouk le premier des champs géants qu'on nommera les « éléphants ».
- 1928. Un consortium d'entreprises américaines, conduit par la Standard Oil, entre dans le capital de la TPC et s'engage à ne conduire aucune opération pétrolière seul dans une zone correspondant à l'ancien Empire ottoman. C'est ce qu'on appelle l'accord de la « ligne rouge ».
- 1943. Un géologue américain de génie, ayant pressenti la richesse du sous-sol en Arabie saoudite, prévient l'administration Roosevelt.
- 1945. Le roi Ibn Saoud, fondateur de l'Arabie saoudite moderne, et Franklin Roosevelt concluent une entente historique entre les deux pays, qui ouvre les champs pétroliers saoudiens aux compagnies américaines.
- 1948. Sur l'insistance des Américains, impatients de se libérer afin de pouvoir agir seuls en Arabie saoudite, l'accord de la « ligne rouge » est dénoncé.
- 1958. La nouvelle république irakienne ampute les concessions de l'IPC de tous les territoires non encore explorés.
- 1972. L'IPC est nationalisée et remplacée par une société nationale, l'INOC (Irak National Oil Cie), qui prend le contrôle de tous les champs.
- Octobre 1973. Premier choc pétrolier.
- 1978-1979. Deuxième choc pétrolier et début de la révolution iranienne.
- 1980. Saddam Hussein déclenche la guerre contre l'Iran.
- 1990. L'Irak envahit le Koweït.
- 1991. Une coalition de 37 pays, parmi lesquels Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, mais aussi l'Égypte et la Syrie, comptant près de 800 000 hommes, écrase l'armée irakienne et libère le Koweït. 500 puits de pétrole sont en feu.
- 20 mars 2003. Début de la « deuxième » guerre du Golfe.

Les étapes de la reconstruction

5 À 30 MILLIARDS DE DOLLARS SERONT NÉCESSAIRES POUR QUE L'IRAK REDEVienne, À TERME, LE SECOND PRODUCTEUR MONDIAL

LE retour du pétrole irakien sur le marché mondial est à la fois attendu et redouté. Attendu par les grandes compagnies pétrolières occidentales. Redouté par les pays producteurs concurrents qui craignent un effondrement des cours. Amorcée dès avant le début des hostilités, la rechute des prix du baril a effacé quatre mois de hausse. Dans l'immédiat toutefois, l'Irak n'aura pas les moyens d'inonder le marché de brut à bas prix. Le pays devra s'atteler d'abord à remettre en état ses infrastructures et, pour cela, il aura besoin de toutes les ressources financières que lui procure le pétrole. Les candidats sont d'ores et déjà nombreux à convoiter le « marché » de la reconstruction du pays – globalement évalué entre 25 et... 100 milliards de dollars.

Les installations pétrolières ont été finalement relativement épargnées par la guerre. Seules une dizaine de puits étaient en flammes, dans le sud du pays, près de Bassora, sur les quelque 2 000 en exploitation sur l'ensemble du territoire irakien, et, avant même la fin des hostilités, les pompiers spécialisés s'affairaient à les éteindre.

SOCIÉTÉS « AMIES »

Trois phases attendent les reconstruc-teurs de l'Irak. D'abord, la remise en état des infrastructures de transport et des installations de production existantes. Ensuite, la mise en exploitation des gisements identifiés, en vue d'une augmentation de la production. Enfin, la relance de l'exploration de nouveaux champs, notamment ceux situés au sud-ouest du pays, le long de la

frontière avec l'Arabie saoudite, qui pourraient, selon certains experts, permettre à l'Irak de doubler, voire tripler, son potentiel et propulser, à terme, le pays au premier rang mondial.

La première phase est quasi bouclée. L'armée américaine a d'ores et déjà attribué le principal contrat d'extinction des incendies de puits de pétrole à une filiale du groupe Halliburton, dont le patron, jusqu'en 2000, n'était autre que le vice-président américain Dick Cheney.

USaid, l'agence des Etats-Unis pour le développement international, a attribué à Stevedoring Services of America (SSA) un contrat de 4,8 millions de dollars pour la reconstruction et la gestion du port d'Oum Kasr, à l'extrême sud de l'Irak, seul port en eaux profondes du pays, pris par les forces de la coalition après cinq jours de combats. D'autres contrats, pour près de 1 milliard de dollars, ont été confiés, sans appel d'offres, à des sociétés « amies », toutes américaines, pour remettre en état routes, oléoducs et raffineries, parmi lesquelles les géants du BTP et de l'ingénierie Bechtel, Parsons ou (encore) Halliburton.

Les deuxième et troisième phases seront plus difficiles à mettre en œuvre « entre Américains ». Tony Blair a déjà promis aux Irakiens qu'ils seraient les premiers bénéficiaires de leurs revenus pétroliers. « Il est important de souligner que les Irakiens ont la capacité de mener la future direction de leur industrie pétrolière », estime pour leur part les auteurs d'une étude récente sur la reconstruction de l'Irak, réalisée à la deman-

de du Council on Foreign Relations (CFR) et de l'Institut James Baker III - du nom de l'ancien secrétaire d'Etat de George Bush père.

Une première tranche d'investissements, d'un montant maximum de 5 milliards de dollars - auxquels s'ajouteront 3 milliards de dollars de dépenses d'exploitation annuelles -, doit permettre de ramener progressivement la production pétrolière irakienne, dans ses installations existantes mais modernisées, à son niveau d'avant la première guerre du Golfe, en 1990-1991. Soit quelque 3,5 millions de barils par jour - contre une capacité de 2,5 Mb/jour environ ces derniers mois. Pour exporter ce pétrole, il faudra rouvrir et construire des oléoducs, installer des stations de pompage, remettre en état le terminal maritime de Bassora, au sud, sur le Golfe arabo-persique.

Ensuite viendra la croissance. Selon une étude réalisée dans les années 1990 par l'Apicorp (Arab Petroleum Investments Corporation), une augmentation de la production irakienne, avec mise à niveau de l'outil industriel aux standards occidentaux, pourrait coûter jusqu'à 10 000 dollars d'investissement par baril/jour supplémentaire extrait. En d'autres termes, pour porter la production de l'Irak à 6 millions de barils par jour, niveau jugé plus conforme à son rang sur le marché mondial, l'Irak devrait investir quelque 30 milliards de dollars.

C'est là que les compagnies pétrolières entrent en jeu. Une vingtaine de sociétés avaient commencé à travailler sur place. Les Russes arrivaient en tête, avec six compa-

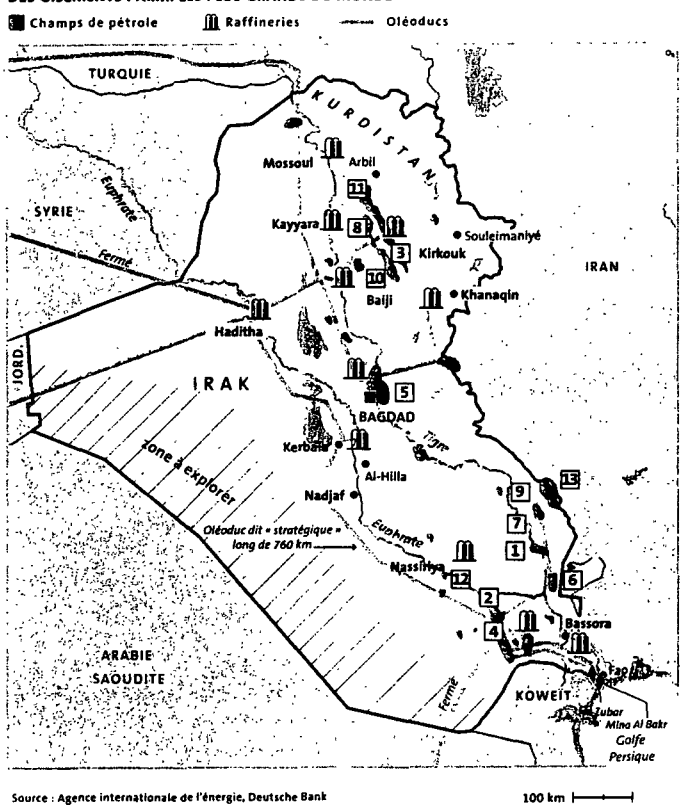
gnies, suivis d'une pléiade d'opérateurs venus de tous horizons : Indonésie, Malaisie, Algérie, Turquie, Chine, Vietnam, Japon, Australie, mais aussi Italie, Espagne, Royaume-Uni et France. Le russe Tatneft affirme avoir investi près de 1 milliard de dollars dans le pays, où il devait forer 33 puits de pétrole et s'apprêtait à conclure un contrat pour 60 autres quand la guerre a éclaté.

« UNE ANNÉE D'AVANCE »

TotalFinaElf, lui, avait focalisé son attention sur Bin-Umar et Majnoun, deux gisements parmi les plus importants, dans la région de Bassora, contenant respectivement 5 à 6 milliards et une dizaine de milliards de barils. Mais le groupe français, qui n'a signé aucun contrat, n'a, juridiquement, pas grand-chose à faire valoir en face d'une volonté éventuelle des Américains de favoriser leurs propres compagnies. En revanche, techniquement, les Français ont acquis une connaissance approfondie des gisements irakiens, grâce aux études géophysiques. « Nous disposons de dossiers techniques concernant les développements possibles pour les champs sur lesquels nous avons travaillé, affirme le PDG de Total. Nous avons une année d'avance, en termes de connaissances techniques, par rapport à nos principaux concurrents. » Une précieuse avance que Total entend monnayer, le moment venu, en échange, par exemple, d'une place dans un consortium d'exploration-production.

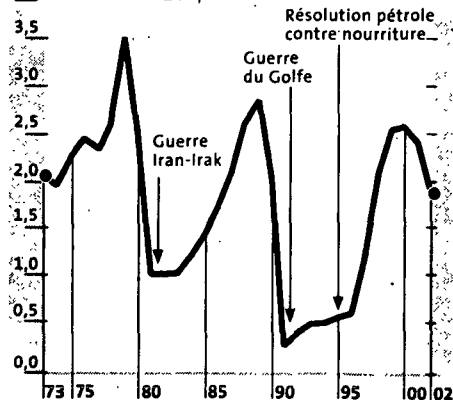
Pascal Gallnier

DES GISEMENTS PARMI LES PLUS GRANDS DU MONDE



Les principaux gisements irakiens, réserves en milliards de barils

1	Majnoun	20
2	Kourna ouest	15
3	Kirkouk	10
4	Roumalia	10
5	Bagdad	7
6	Nahr Umr	6
7	Halfaya	5
8	Bai Hassan	2
9	Bouzourgan	2
10	Khabbaz	2
11	Khourmala	2
12	Nassiriya	2
13	Abou Ghirab	1,5



La production irakienne, en millions de barils par jour

Un trésor disputé depuis un siècle

LE CONTRÔLE DES GISEMENTS IRAKIENS A TOUJOURS OPPOSÉ LES AMÉRICAINS AUX EUROPÉENS

BERCEAU pétrolier du Moyen-Orient, le sous-sol irakien a fait l'objet, depuis l'origine, d'âpres batailles d'intérêts entre les puissances coloniales. Turcs, Allemands, Français et Britanniques se sont disputés les gisements irakiens avant même qu'on ne mesure leur taille et qu'ils deviennent l'exutoire des angoisses pétrolières américaines. A deux reprises, au début du XX^e siècle, l'intrusion des Etats-Unis dans les affaires irakiennes a coïncidé avec une prise de conscience de leur propre vulnérabilité et un virage de leur stratégie énergétique. Chacune a infléchi profondément la politique de la région.

Leur retour, manu militari aujourd'hui, coïncide d'ailleurs, une fois encore, avec la peur de manquer. La première croisade lancée le 17 mai 2001 par un George W. Bush tout juste élu, consistait à défendre le

Les Etats-Unis ne se contentent plus d'une part du gâteau, ils veulent le gâteau. Une fois encore, l'angoisse de la pénurie les presse

« mode de vie » américain, menacé par la « plus grave pénurie énergétique depuis l'embargo pétrolier des années 1970 ». Malheureusement pour les Irakiens, le Congrès a refusé au président l'autorisation de reprendre l'exploration de l'Alaska...

La première intervention américaine, dans les années 1920, est aussi intéressée mais plus modeste. L'empire dominant, alors est européen et les Etats-Unis se contentent de réclamer leur part du gâteau. A l'époque, ils produisent les deux tiers du pétrole mondial, mais leur consommation croît si vite qu'elle épuîsera en quelques années leurs réserves, redoutent-ils. L'obsession est telle qu'en 1919 un sénateur demande à l'US Navy de se reconverter au charbon... Il faut se résigner à importer. Mais où trouver des ressources nouvelles ?

Au Moyen-Orient, les premières découvertes ont été faites en 1908, en Perse. Elles ne sont encore riches que de promesse. A l'époque, nul ne s'intéresse aux déserts de l'Arabie où nomadisent les tribus wahhabites, l'intérêt se concentre sur la Mésopotamie, les provinces de l'empire turc où le « naphte » affleure depuis l'Anti-

quité. Au début du siècle, un homme d'affaires arménien, Calouste Gulbenkian, a réuni pour le sultan un rapport fondé sur les études de quelques géologues et des conversations avec les ingénieurs allemands chargés de la construction du chemin de fer. La région, confirmait le rapport, a un très grand potentiel pétrolier.

Gulbenkian a de l'intuition et de l'entregent : il réussit à concilier les intérêts divergents allemands et britanniques, puis, en 1912, la Royal Dutch-Shell, pour créer la Turkish Petroleum Company (TPC), qui se fait attribuer tous les droits pétroliers de part et d'autre de la voie ferrée Constantinople-Bagdad. Gulbenkian s'est réservé 5 % des bénéfices.

Les intérêts changent après la guerre : les Français ont enfin compris l'importance de l'or noir et disputent aux Britanniques les dépouilles de l'Empire ottoman. Au terme de négociations houleuses - Clemenceau et Lloyd Georges ont failli en venir aux mains ! -, un compromis est conclu à San Remo, en avril 1920 : la France récupère la part allemande (25 %) dans le pétrole de la Mésopotamie, laquelle devient un mandat britannique. Outre-Atlantique, la presse se déchaîne contre l'accord de San Remo, qu'elle juge « marqué d'un impérialisme démodé ».

L'administration Wilson réclame officiellement à ses alliés une politique de « porte ouverte » au Moyen-Orient. Britanniques et Français acceptent, non sans réticence. Reste à convaincre Calouste Gulbenkian. En 1922, Walter Teagle, le patron de la Standard Oil, s'embarque, confiant, pour Londres, mais il déclenche la fureur de « M. 5 % ». L'affaire prendra six ans... Entre-temps la Mésopotamie est devenue l'Irak et les premiers travaux d'exploration ont démarré.

On va enfin savoir combien ce territoire disputé contient d'or noir. Le 15 octobre 1927, à 3 heures du matin, un formidable grondement ébranle le désert. Du puits Baba Gurgur n° 1, jaillit un flot de pétrole si puissant qu'il faut recruter en hâte 700 hommes pour l'endiguer, car il menace la ville voisine de Kirkouk. On a découvert, au Moyen-Orient le premier de ces gisements géants qu'on nommera des « éléphants ». Teagle accepte à contre-cœur les exigences de Gulbenkian.

Le 31 juillet 1928, l'accord est conclu : Shell, l'Anglo-Persian (future BP), les Français (la CFP) reçoivent chacun 23,75 % de la compagnie, rebaptisée Irak Petroleum (IPC), de même que les Américains. Quant à Gulbenkian, il a sauvé ses 5 %, qui le rendront immensément riche. Les participants sont convenus en effet de ne lancer aucune opération pétrolière autrement qu'en coopération dans une zone correspondant aux frontières du défunt empire

turc. Cette « ligne rouge » qui, hormis l'Iran et le Koweït, inclut tous les « éléphants » à découvrir, sera à l'origine du second coup de force américain.

En entrant dans l'IPC, les Américains ont réussi une percée au Moyen-Orient, mais les Britanniques continuent d'y faire la loi. C'est cette suprématie qui sera contestée après la seconde guerre mondiale.

Les Etats-Unis ne se contentent plus d'une part du gâteau, ils veulent le gâteau. Une fois encore, l'angoisse de la pénurie les presse. En 1943, le secrétaire d'Etat Harold Ickes a publié un article intitulé :

« Nous manquons de pétrole ! », préfigurant la théorie dite de la conservation - les Etats-Unis doivent développer des réserves « extraterritoriales » afin de préserver les leurs. A l'époque ils assurent encore les deux tiers (63 %) de la production mondiale, l'ensemble du Moyen-Orient (Irak, Iran et péninsule Arabique) ne fournissant que 5 %. Mais un géologue de génie, Everette Lee De Golyer, envoyé en mission autour du Golfe est revenu enthousiaste. Il prévient l'administration Roosevelt, l'équilibre pétrolier du monde va basculer.

La Mésopotamie intéresse désormais moins que la péninsule Arabique, dont on pressent les fabuleux potentiels. Juste avant la guerre, deux compagnies américaines « indépendantes » (Texaco et Standard Oil of Californie) n'appartenant par à l'IPC - donc libres d'opérer seules dans la zone - ont découvert de nouveaux gisements autour du Golfe et surtout en Arabie saoudite, l'immense royaume construit depuis vingt ans par Ibn Saoud. Elles ont créé l'Aramco et obtenu du roi une concession couvrant tout l'est du pays, moyennant une coquette somme en pièces d'or - frappées à l'effigie d'un homme, pour ne pas choquer... -, mais elles n'ont pu l'exploiter à cause de la guerre.

Lorsqu'elles prennent conscience de l'énormité des réserves - donc des investissements nécessaires -, elles se retournent vers les majors, notamment la Standard Oil. Hélas, celle-ci est ligotée par ses engagements au sein de l'IPC.

L'accord de la ligne rouge est devenu un handicap. Les Américains n'auront de cesse, dès 1946, de le dénoncer. Les Anglais et la Shell se laissent aisément convaincre, les Français contre-attaquent en justice, et finissent par céder en 1947, en contrepartie d'une part accrue dans l'IPC. Reste, comme toujours, l'obstacle Gulbenkian. Il faudra un an et demi pour le surmonter.

En novembre 1948, l'accord de la ligne rouge prend fin. Les Anglais et les Français ont fait le mauvais choix : dix ans plus tard, les concessions de l'IPC seront revues, puis privées des territoires non explorés. En 1972, la « vieille dame de Londres » - son siège est toujours situé dans la capitale britannique - sera nationalisée. Les Américains, désormais libres de faire main basse sur la plus grande province pétrolière du monde, ne s'en privent pas, délaissant l'Irak dont ils ne se préoccupent plus que pour défendre leurs « protégés » - l'Iran, puis l'Arabie saoudite. Jusqu'à ce que la peur de manquer les reprenne...

Véronique Maurus

YOUSSEF IBRAHIM, directeur du groupe de presse spécialisé Energy Intelligence

« La vraie bataille pour le pétrole commence »



YOUSSEF M. IBRAHIM

Journaliste américain né au Caire, Youssef Michel Ibrahim, diplômé de l'université Columbia, a travaillé pendant vingt-quatre ans au *New York Times* où il a débuté en suivant la révolution iranienne puis couvert le Moyen-Orient. Il a également tenu la rubrique pétrolière du *Wall Street Journal* de 1981 à 1986. En 1999, il a dirigé la communication du groupe BP Amoco pendant deux ans, avant de prendre la direction du groupe de presse spécialisé Energy Intelligence (*Petroleum Intelligence Weekly, The Oil Daily*).

restait prépondérante, surtout en Arabie saoudite, en Iran et dans les émirats du Golfe.

Le second coup fatal à l'ordre américain a été la révolution iranienne en 1979 : le premier soin de Khomeiny a été de provoquer un triplement des prix du brut et une crise mondiale. Les Etats-Unis perdaient un allié clé, qui devenait un ennemi enragé – et le reste aujourd'hui.

Le troisième choc, celui qui a véritablement engendré le néoconservatisme qu'on voit s'exprimer aujourd'hui à Washington,

a été la première guerre du Golfe, dix ans plus tard. Saddam Hussein avait non seulement envahi le Koweït, mais il menaçait l'Arabie saoudite. Les sanctions ont été terribles mais il a continué à narguer les Américains, notamment en suggérant de remplacer le dollar par l'euro dans les transactions pétrolières.

D'où la décision stratégique de reprendre les choses en main. Voilà le « grand dessein »

En quoi consiste-t-il s'agissant du pétrole ?

Il s'agit d'imposer les « valeurs américaines », non seulement politiques mais aussi et surtout économiques. Il s'agit de revenir à l'entreprise privée, de détruire les compagnies nationales, de privatiser le pétrole. Ce qui signifie qu'Exxon redevient propriétaire de son brut, comme dans les années 1950, que les réserves appartiennent à une compagnie américaine et ne sont pas

On a beaucoup dit que c'était une guerre pour le pétrole, qu'en pensez-vous ?

Cette guerre n'était peut-être pas seulement faite pour le pétrole, mais prétendre que les Etats-Unis ont envoyé 250 000 hommes et femmes armés dans le seul point du globe où sont enfouies les deux tiers des réserves totales de pétrole sans penser au pétrole est pousser le paradoxe un peu loin.

Bien entendu, le pétrole est crucial. Les Etats-Unis consomment 40 % de la production mondiale et ils importent la moitié de leurs besoins. De plus, ils ont toujours, d'une manière ou d'une autre, maintenu une hégémonie sur la région du golfe Persique. Depuis quelques années, cette hégémonie était menacée par la montée de régimes « voyous » comme l'Irak et des islamistes fondamentalistes en Iran et en Arabie saoudite. Enrayer cette menace fait indiscutablement partie du « grand dessein ».

Qu'entendez-vous par « grand dessein » ?

Pour comprendre il faut remonter loin, à l'accord historique conclu en 1945 entre le président américain Franklin Roosevelt et

le roi Ibn Saoud, fondateur de l'Arabie saoudite moderne ; ce jour-là, à bord du *Quincy*, se noua une entente implicite qu'on peut résumer grosso modo par ceci : nous vous protégeons, vous nous fournis-

sez à des prix raisonnables le pétrole dont nous avons besoin. A partir de là, les compagnies américaines ont complètement pris en main et géré le pétrole saoudien pendant vingt ans, ce qui a contribué à faire de l'Amérique une puissance économique extraordinaire et de ses compagnies pétrolières des géants, les « majors ».

Fondamentalement, c'est à cette situation idyllique que veulent revenir les « ultras » américains comme Paul Wolfowitz.

Pourquoi ?

Le premier coup porté à la suprématie des majors a été la création, dans les années 1960, de l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole), qui a commencé à contester l'ordre établi (notamment les prix imposés). L'idée que « le pétrole nous appartient » a gagné la plupart des pays producteurs, même proches comme le Mexique. La nationalisation du pétrole et la création de compagnies nationales telles que l'Iraqi National Oil Company (INOC) en Irak ou la Sonatrach en Algérie ont mis fin à la propriété des majors sur les réserves, mais l'influence américaine

La force d'occupation devra affronter quelque 60 000 technocrates pétroliers irakiens qui n'accepteront jamais l'hégémonie américaine

louées ou prêtées sous condition, comme dans les actuels contrats de partage de production.

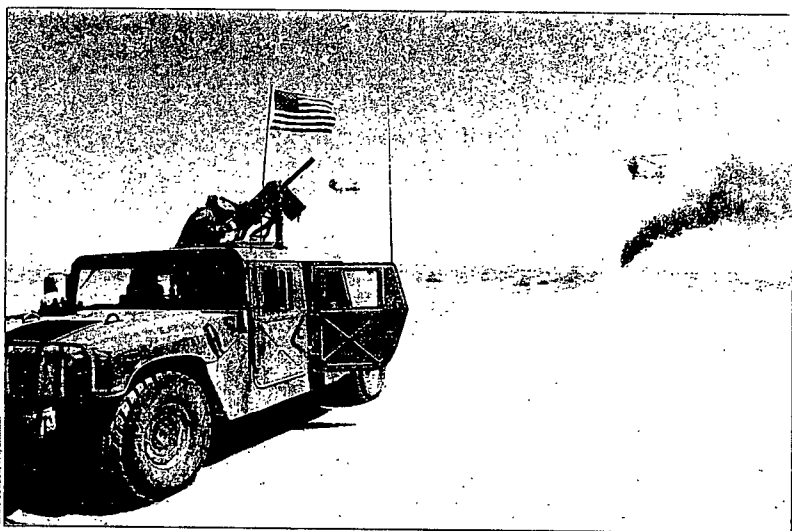
L'exemple vient de la Russie où, après l'effondrement de l'Etat, le pétrole a été privatisé. Aujourd'hui les compagnies étrangères comme BP achètent des réserves en

terre, certes en association avec Lukoil pour 50 %-50 %, mais elles en sont propriétaires, elles peuvent les inscrire à leur bilan.

Les Américains veulent-ils faire la même chose en Irak ?

Exactement ! L'Irak servira de modèle. On mettra en place un gouvernement fan-

toche dont la première tâche sera d'organiser la privatisation du pétrole. Ce qui permettra de « monétiser » les réserves, c'est-à-dire d'obtenir de la Banque mondiale des prêts d'environ 150 milliards de dollars, gagés sur les 70 milliards de barils en terre. Ces prêts financeront le développement des champs par les compagnies privées, si possible américaines car, bien évi-



2 avril. Des hélicoptères de l'armée américaine survolent le site de Rumelia, dans le sud de l'Irak, où des puits sont en feu.

demment, on exclura des contrats ces « traîtres » de Français, de Russes ou de Chinois, comme vient de le proposer le législateur au président Bush.

Dans un second temps les « valeurs américaines » s'appliqueront à neutraliser l'OPEP. On mettra les Saoudiens devant le fait accompli : avec des compagnies privées, il est impossible de fixer la production en fonction du marché pour contrôler les prix. Il ne restera donc plus aux Saoudiens qu'à suivre, à reprivatiser leurs champs, et à accueillir les majors américains comme au bon vieux temps – non sans avoir, là aussi, éliminé les Français présomptueux qui avaient l'audace de chasser sur les réserves américaines.

Que va-t-il se passer à court terme ?

Selon des sources provenant du département de l'énergie américain, le plan de Washington consiste à gérer l'industrie pétrolière irakienne en direct le temps de la remettre à neuf et de reprendre la production, puis de transmettre le pouvoir à un nouveau gouvernement irakien. Sous réserve de modifications, le gouvernement américain devrait nommer deux responsables à la tête de la production et des exportations de pétrole irakien : l'un d'eux est Philip J. Carroll, ancien directeur général de la Shell, qui dirigera la compagnie nationale l'INOC. Le second responsable américain reste à désigner, il dirigera les ventes de brut à la tête de la State Oil Marketing Organisation (SOMO).

La durée pendant laquelle les Américains devront garder le contrôle effectif de l'industrie pétrolière, qui est la seule ressource en devise de l'Irak, n'est pas clairement fixée. Des questions juridiques commencent à se poser : quel droit légal par exemple ont les Américains de décider combien de pétrole l'Irak peut extraire et vendre, et quel usage sera fait des revenus pétroliers ? Les Etats-Unis prétendent qu'en tant que force d'occupation ils ont le droit et l'obligation d'agir dans l'intérêt de l'Irak.

La Russie, la France et l'Allemagne, membres du Conseil de sécurité, s'inquiètent du fait qu'un engagement des Nations unies

reviendrait à légaliser la guerre menée par les Américains en Irak. Ils s'opposent certainement au plan américain. Dans le monde arabe, ces plans ne feront que confirmer les soupçons que, en fait, le but des Américains est de contrôler les ressources pétrolières arabes et de la région du Golfe.

Les intérêts économiques privés ont-ils joué un rôle dans cette offensive ?

En veut-on une preuve ? Avant même la prise de Bagdad, *Energy Intelligence - Eye on Iraq*, une publication spécialisée, a révélé que le département de la défense avait déjà passé des contrats avec les compagnies qui avaient éteint les feux de pétrole au Koweït il y a douze ans, au cas où... Mieux encore, le DOD [département de la défense, le Pentagone] a autorisé Halliburton, l'ancienne société du vice-président Dick Cheney, à devenir sous-contractant de ces compagnies, pour une somme de 900 millions de dollars. Halliburton a beau affirmer qu'il ne doit ce contrat qu'à sa longue expérience, un parfum de pétrole et d'affairisme flotte dans l'air. Le vice-président a la haute main sur la politique énergétique, il a été aussi l'un des principaux avocats en faveur de la guerre en Irak.

Des 74,7 milliards de dollars votés par le Congrès pour la guerre, environ 500 millions de dollars sont prévus pour réparer les champs irakiens et une centaine de sociétés américaines sont d'ores et déjà sur les rangs. Les Américains affirment que le pétrole irakien est pour les Irakiens, mais, du moins pour le moment, il est pour les compagnies américaines.

Qui peut faire obstacle à la mainmise américaine ?

Les plans vont se heurter à un élément essentiel : le nationalisme irakien. Nommer un général américain à la tête du gouvernement et deux patrons de compagnies américaines à la tête de la production et des ventes de pétrole irakien est en principe faisable dans les circonstances présentes. Est-ce tenable ? Là est la question.

A l'intérieur, la force d'occupation devra affronter quelque 60 000 technocrates pétroliers irakiens qui n'accepteront

jamais l'hégémonie américaine et sabotent le plan s'il le faut.

Cette technocratie, très compétente techniquement, a désobéi aux ordres de Saddam Hussein, elle a protégé ses puits, au lieu de les saboter. Je crois que les Français ont été très habiles en établissant des liens avec ces technocrates irakiens, car à la fin, ce sont eux qui géreront l'industrie irakienne, américains ou non.

L'Irak est un pays nationaliste qui ne va pas détruire ses propres ressources mais qui ne va pas non plus les livrer à n'importe qui. Aucun pays qui n'a que le pétrole comme ressource nationale ne le livrera à des étrangers, même la Norvège ne l'a pas permis. De ce point de vue, la vraie bataille pour le pétrole commence.

Et à l'extérieur ?

Le plan américain sera combattu féroce-ment par tous les pays producteurs membres de l'OPEP, et même par des pays non membres, proche des Américains mais très nationalistes comme le Mexique. Il sera également combattu par les nationalistes régionaux.

L'image des Etats-Unis a été terriblement altérée. Désormais ils apparaissent comme une véritable puissance coloniale à l'ancienne, une puissance qui colonise un pays et menace d'en coloniser d'autres. L'Iran va lutter contre une présence militaire américaine permanente à sa frontière, d'autant plus qu'il a été désigné comme l'un des prochains objectifs du « grand dessein ».

Le même sentiment existe en Arabie saoudite. Il est probable que les pays de l'OPEP y compris l'Irak s'allieront, plutôt que de se combattre. Aucun peuple, qu'il soit irakien, iranien, saoudien ou, dans ce domaine, turc n'acceptera le diktat américain.

Propos recueillis par
Véronique Maurus
et Jean-Pierre Tuquoi

Les deuxièmes réserves du monde

LES RESSOURCES DU SOUS-SOL IRAKIEN FONT L'OBJET D'UNE BATAILLE DE CHIFFRES

TRÈS POLITIQUE

LES réserves de pétrole irakiennes « prouvées » sont-elles de 112 milliards de barils, comme l'indique l'*Oil and Gas Journal*, une référence en la matière, de 115 milliards de barils (selon les autorités irakiennes) ou de 78 milliards de barils comme l'écrit l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans la dernière édition (2002) du *World Energy Outlook* ?

Les estimations varient dans de grandes proportions. Car, d'une part, toutes les ressources pétrolières (mais aussi gazières) de ce pays sont encore très loin d'avoir été explorées et développées, ce qui conduit à d'importantes approximations. Mais aussi parce que les organismes qui publient ces chiffres semblent avoir tendance à infléchir les résultats scientifiques en fonction

de leurs intérêts politiques. Le chiffre de 112 milliards, qui place l'Irak en deuxième position mondiale pour ses réserves pétrolières derrière l'Arabie saoudite, est ainsi le plus couramment utilisé ; il est celui retenu par l'OPEP. La dernière estimation de l'AIE a en revanche surpris nombre d'experts.

Elle reprend les données de l'US Geological Survey (USGS), un organisme dépendant du ministère de l'intérieur des Etats-Unis. Or, pour sa dernière édition, l'USGS a révisé à la baisse ses chiffres, en changeant les « coefficients de récupération » c'est-à-dire les pourcentages de pétrole effectivement récupérables.

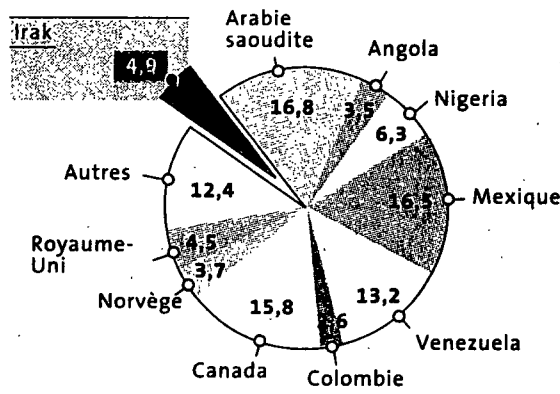
Une manipulation « destinée à montrer que ce n'était pas pour le pétrole que les

Américains faisaient la guerre en Irak », affirme Jean-François Giannesini, ingénieur en chef à l'Institut français du pétrole (IFP), mais qui aboutirait donc à la publication d'un résultat très inférieur à la réalité.

Dans le passé des chiffres fantaisistes avaient coutume de circuler. Non seulement parce que les techniques d'exploration étaient loin d'être aussi performantes qu'aujourd'hui, mais aussi parce que les pays producteurs estimaient que ces données relevaient du secret national. Encore aujourd'hui, l'estimation de 112 milliards de barils ne donne qu'une petite idée de ce que recèle le sous-sol irakien dont les réserves « estimées » se chiffrent à 220 milliards de barils. A ces réserves pétrolières

LES FOURNISSEURS DES ÉTATS-UNIS

Importations américaines de pétrole, en pourcentage pour 9,1 millions de barils/jour



L'ÉTAT DES RÉSERVES MONDIALES

Les réserves de pétrole, en milliards de barils

Arabie saoudite	265,3
Irak	115,0
Koweït	98,8
Iran	96,4
Emirats arabes unis	62,8
Russie	54,3
Venezuela	47,6
Chine	30,6
Libye	30,0
Mexique	26,9
Nigeria	24,1
Etats-Unis	22,0
Algérie	12,7
Norvège	10,1

Source : US Energy Information Administration, Janv. 2001

s'ajoutent des réserves de gaz de plus de 3 milliards de mètres cubes, les neuvièmes mondiales.

Les gisements sont répartis sur le territoire. Parmi les plus importants celui de Majnoun (entre 12 et 30 milliards de barils), Kourna Ouest (11 à 15), Bagdad, Kirkouk, etc. L'ensemble en serait encore très sous-exploité. On ne tirerait ainsi parti que de 15 gisements sur les 73 découverts, selon le ministère américain de l'énergie. « Il n'y aurait que 2 000 puits (dont 1 500 à 1 700 produisaient effectivement du pétrole avant

le début du conflit), à comparer au million de puits du Texas. »

Très abondantes, ces réserves seraient aussi de grande qualité. Leur indice de gravité, de 32 en moyenne, indique qu'il s'agit d'un pétrole léger et donc particulièrement apprécié en Europe où on l'utilise surtout pour faire de l'essence et du gasoil.

Et si le ministère américain de l'énergie estime que les techniques d'exploitation utilisées ont endommagé certains gisements, ce n'est pas l'avis de Jean-François Giannesini. Les dégâts mentionnés par les

experts américains et qui auraient été occasionnés par l'« overpumping » (le pompage excessif), qui a tendance à faire remonter l'eau dans les puits, seraient sans gravité, d'autant que la non-exploitation actuelle aura restauré l'ensemble, estime le spécialiste de l'IFP. Quant à l'« injection d'eau », autre technique discutable mentionnée, elle serait qualifiée d'excellente par l'expert français : « Elle améliore la récupération », estime-t-il.

Annie Kahn

L'origine mésopotamienne de la future Total

LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES EST NÉE DE LA VOLONTÉ DE POINCARÉ D'AVOIR ACCÈS AUX GISEMENTS

Future Total, la Compagnie française des pétroles (CFP) est née en 1924 de la volonté des pouvoirs publics d'être présents dans un secteur stratégique et d'avoir accès aux gisements pétroliers. Plus question de revivre l'humiliation de la première guerre mondiale. Les Français avaient dû se fournir en carburant auprès des Américains pour alimenter les taxis de la Marne.

Au sortir de ce conflit, les pays européens prennent conscience de l'importance stratégique du pétrole. Son utilisation va croissante, soutenue par le développement des transports, qu'ils soient routiers, maritimes ou aériens. De plus, des usines commencent à se convertir au fioul. Or le marché, tant de l'exploration que de la distribution, est aux mains des majors américaines.

Soucieux de conquérir leur indépendance, les pays européens décident de se doter de sociétés nationales de pétrole. Ce sera l'ENI en Italie, la Campsa en Espa-

gne et la Compagnie française des pétroles en France.

Le président du conseil, Raymond Poincaré, applique le droit reconnu à la France de participer à l'exploration au Moyen-Orient aux côtés des majors américaines et britanniques. Dans le cadre du traité de San Remo signé en 1920, les intérêts fran-

çais remplacent les allemands dans la Turkish Petroleum Company, future Iraq Petroleum Company (IPC).

CONSTRUIRE UN OUTIL INDUSTRIEL

Celle-ci avait obtenu de l'empire ottoman une concession pour exploiter les champs pétrolifères de Mésopotamie dans la région de Mossoul. Constituée en mars 1924, la CFP achète en juillet les 25 % détenus par la Deutsche Bank dans les pétroles irakiens. Trois ans plus tard, le pétrole jaillit à Baba-Gurgur au nord de Kirkouk. Cette découverte majeure fait de l'Irak l'un des nouveaux pivots du Moyen-Orient.

Sous la houlette de son président, Ernest Mercier, la CFP doit alors relever quatre défis : développer ses positions dans l'IPC, défendre ses positions en France, stabiliser ses relations avec l'Etat français et construire un outil industriel.

UN DEMI-SIÈCLE DE PRÉSENCE

« Des conflits de pouvoir vont rendre laborieux le développement de l'IPC » raconte Hervé l'Huillier, directeur de l'organisation documentaire de Total, dans un numéro d'Energies, le magazine du groupe pétrolier consacré à l'histoire de la Compagnie. « Si la découverte du champ de Kirkouk en 1927 accélère le déve-

loppement de l'entreprise, le choix des blocs à explorer et celui du tracé des pipelines jusqu'à la Méditerranée s'avèrent tout aussi éprouvants. Néanmoins les premiers barils seront exportés en 1934 ».

Dans le cadre de ses accords avec l'IPC, la compagnie française des pétroles se voit attribuer le quart de la production.

La présence française se maintiendra pendant près d'un demi-siècle jusqu'à la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company, en 1972.

Il faudra attendre vingt ans pour que la CFP, devenue Total, puisse préparer un éventuel retour. Interrompues lors de la guerre du Golfe de 1990-1991, les discussions ont été relancées en 1992 avec l'idée de signer un accord applicable dès la levée de l'embargo des Nations unies.

Principal groupe occidental présent dans le pays, la compagnie française travaille sur deux des plus importants gisements irakiens en termes de réserve, Bin-Umar et Majnoun. Ces champs, non encore mis en production, sont situés dans la région de Bassora, la grande ville du sud, proche du seul terminal maritime de l'Irak sur le golfe Persique. Des études géophysiques ont été menées mais tout a été stoppé à l'approche de la guerre.

Dominique Gallois

American soldiers fire on political rally, killing at least 10 civilians

BY PATRICK COCKBURN
in northern Iraq

AMERICAN SOLDIERS killed at least 10 Iraqis and wounded dozens of others yesterday when they reportedly fired on a political rally in Mosul. "There are perhaps 100 wounded and 10 or 12 dead," said Ayad al-Ramadhani, director of the Republican Hospital in Mosul.

The shooting of civilians will further sour the mood in Iraq, where there were three other protests yesterday against an American occupation.

The events leading up to the deaths are still unclear. Said Altah, another doctor at the hospital, said: "The wounded say that the crowd was listening to a speech by the new governor, Mihsan al-Jaburi." Mr Jaburi is a member of the Iraqi opposition who entered the northern city with Kurdish forces last week.

Mr Jaburi had said that co-operation with the Americans

was necessary. This angered the crowd and, in circumstances still unexplained, the troops fired. An American military spokesman said that the troops were fired on before they returned fire.

Kurdistan Television said last night that five people had been killed and hundreds wounded during the anti-American demonstration.

The Arabs of Mosul, where they are the majority, were already angry at the sacking of

the city last week, which they blame on the Kurds although Kurdish leaders deny that any of their regular forces had entered the city at the time. Many people blame the mass looting that followed the city's capture on America, which had sent most of its troops to secure the oilfields of Kirkuk and had none available for Mosul.

Mosul has become calmer in the past few days, as armed residents organised by the mosques have blocked off

streets and set up checkpoints to prevent looting. But the Arab part of the city, which has a Kurdish minority, is festooned with Iraqi flags, though this is an assertion of Iraqi nationalism rather than a sign of support for Saddam Hussein.

The American forces in northern Iraq appear to have been taken unawares by the rapidly changing political situation - last week, one Kurdish party sent its forces to capture Kirkuk, also in the north, con-

trary to previous agreements. They also appear to have believed that hostility to President Saddam by Iraqis automatically implied that they were pro-American. The Kurds, though dependent on their alliance with the United States, are struck by the Allied forces' inability to help restore essential services such as electricity and water supplies.

Mosul, a city of 700,000 people that has been a crossroads of cultures for thousands of



Massoud Barzani: Urged Kurds not to attack Arabs

years, is regarded as a microcosm of Iraq and an important test of efforts to create a plural democratic society.

Kurdish leaders are desperately trying to stave off a crisis between Kurds and Arabs in ethnically mixed cities such as Mosul. The most powerful Kurdish figure, Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party, issued a statement yesterday warning Kurds not to "attack the property, life or integrity of any Arab citizen".

THE INDEPENDENT
Wednesday 16 April 2003

First Iraq conference says democracy is the priority

BY DONALD MACINTYRE
in Qatar

THE DISSOLUTION of the Baath party and a future democratic Iraq were among the explicit objectives agreed at a US-convened meeting of tribal, political and religious leaders in the southern town of Nasiriyah yesterday.

The potentially groundbreaking meeting at the Tallil airbase, presided over by senior US officials, and the first of a series intended to lead to the establishment of an Interim Iraqi Authority, agreed a 13-point plan aimed at establishing the principles of a post-Saddam Hussein Iraq. Despite a protest by some Shia

Muslims whose leaders had boycotted the talks, the meeting of a diverse group of former opposition figures - both exiled and from inside the country - took place without marked argument.

A spokesman for the Iran-based Shiite Muslim Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), which decided

to stay away from the meeting, said: "We cannot be part of a process which is under an American general."

But other Shia groups, as well as those representing Sunni Muslims and Kurds, attended, and at least one participant predicted that SCIRI would attend the next meeting, scheduled to take place at a

FROM DICTATORSHIP TO DEMOCRACY

- Yesterday's meeting of Kurds, Sunni and Shia Muslims and former exiles was the first step towards formation of the Iraqi Interim Authority (IIA). It was led by the former US general Jay Garner, who has begun his de facto governance of Iraq.
- On 25 April, a second meeting will be held to attract

- more Iraqis interested in forming the IIA to work alongside Mr Garner's office in co-ordinating humanitarian assistance and rebuilding the country's infrastructure.
- In two to four weeks, a national conference is planned to select the IIA. Members will be picked from the Iraqi delegates by the

- UN, the US and its war Allies.
- Regional committees will be set up in 17 provinces of Iraq, in the first step to setting up grassroots governance that will eventually allow for national elections and a national assembly.
- Within three to six months, America will begin handing

- power to the IIA, as it takes control of more of the functions of government.
- A year after the interim government is established, and local authorities are operating, national elections will be held. A new constitution will be approved, and a fully representative Iraqi government will take office.

location still to be decided in 10 days' time.

The exclusion of the UN from the gathering has fuelled

fears in Europe that it will have no role in the political reconstruction of Iraq, and among some Iraqi opposition leaders opposed to the Iraqi National Congress that the US is simply trying to level the INC and its leader Ahmed Chalabi

into power. But in his opening remarks to the meeting, President George Bush's special envoy to the region, Zalmay Khalilzad, said the US had no intention of ruling Iraq.

"We want you to establish your own democratic system based on Iraqi traditions and values ... I urge you to take this

opportunity to co-operate with each other," he said.

US officials say they want Iraqis to form their own decision-making structure ahead of eventual elections, but they said yesterday the various leaders would first just get to know each other.

The 13-point plan, later posted on the US Central Command website, includes stipulations that the future democratic government of Iraq "should not be

based on communal identity" to avoid the country splitting on ethnic or religious lines, that the rule of law "must be paramount", that the government should be based on a "democratic federal system" but agreed after national con-

sultation. This is likely to allay Turkish fears that the Kurds could end up with a separate state in northern Iraq.

The agreement also ruled out political violence, insisted that Iraq must choose its own leaders and not have them imposed from outside. It also condemned the looting in recent days and condemned the "destruction of documents" during the recent disorder, calling on Iraqi leaders to work with the occupying Allies to restore order and stability in the country.

US officials said they "may" offer ideas of their own about how the interim authority should be organised.

Sheikh Ayad Jamal al-Din, a Shia religious leader from

Nasiriyah urged separation of mosque and state. Hoshar Zebari, a Kurdish Democratic representative from northern Iraq said the meeting was a "kick off" and added: "What model will be used? Will it be the Afghan mode, will the UN be involved, what will be the role of opposition? The conference was opened by retired US Lieutenant-General Jay Garner, who heads the new Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance. Western participation was limited to countries which had taken part in the military invasion of Iraq.

The Shia of Najaf seethe ominously, fearing the yoke of US occupation

BY PHIL REEVES
in Najaf

THE MESSAGE could not have been clearer if the Grand Ayatollah al-Sistani himself had broadcast it from the battery of loudspeakers that hang above the breathtaking blue mosaics lining the walls of his mosque.

The powerful cleric's multitude of followers in Najaf, one of the holiest Shia cities, will not accept an Iraqi government run by anyone they see as a stooge of the occupying Americans.

They are not interested in former US general Jay Garner, the rumbustious former missile contractor leading the effort to rebuild Iraq, who - 150 miles further down the Euphrates - was chairing the first meeting of selected Iraqi opposition groups. Objecting to the American general's role, the largest Shia party, the Iranian-based Supreme Council for the Revolution in Iraq, refused to go.

And they have nothing good to say about Ahmed Chalabi, the Iraqi businessman, convicted fraudster and favourite of the Pentagon hawks. After decades in exile, he was spirited into Nasiriyah last week by

US forces and has since formed his own militia.

Bearded men drawn by the sight of a foreigner who, for once, was without an Iraqi government snoop and who had not swept into Najaf with the US tanks, crowded around yesterday, desperate for these views to be heard.

As we sat in the sun and the swirling dust, their theme was the same, time and again. They were delighted the Americans had got rid of President Saddam, whose thugs had oppressed the Shias, killing clerics and closing mosques, and

whose social engineering had left them in profound poverty.

The US and Britain must fulfil their obligations under Geneva Conventions as occupiers, they said. The Allies must establish order, end the looting and provide power, medicine, and food supplies. Then they must leave.

"Iraq has to be run by people from Iraq, people who lived in Iraq and not from the outside," said one of the crowd, Favel Mohammed Roda, a fiery-eyed man in a white robe. "Then Americans must get out." The others shouted agreement.



Shia Muslims protest in Najaf against a meeting to rebuild Iraq being held in Nasiriyah *Tsuyoshi Nojima/Asahi*

Iraq's Shia community is seething, consumed by fears about its place in the new Iraq. Being the majority, they talk hopefully of democracy. Yet they are haunted by the suspicion of conspiracies to split their ranks. Some here say these plots are the work of die-hard Saddamists; others suspect the hand of the CIA, suggesting the US is moving to prevent them becoming the most powerful force in the land by sheer numbers.

Such suspicions were thriving yesterday in the narrow lanes of Najaf. A crowd of men, the heads of Shia families, had donned their robes and turbans and travelled in from outlying villages.

They gathered outside Ayatollah al-Sistani's headquarters yards from the golden-domed Iman Ali shrine, brandishing banners proclaiming the unity of Iraq's Shias. They had come to defend the cleric after learning his premises had been sur-

rounded by armed men, who had demanded he leave Iraq in 48 hours.

The cleric was nowhere to be seen, but his son said he was safe. "There is no government and there are a lot of weapons in the hands of dangerous people," he said. Six days ago, one of the ayatollah's close associates, Abdul Majid al-Khoi, was stabbed to death by a mob in the

shrine. Mr Khoi was an acquaintance of Tony Blair and Jack Straw, and had returned to Iraq after 12 years in exile in London, bearing the weight of Washington and Whitehall's hopes that he would help lead Iraq's Shias towards a pro-US government, and away from the magnetic pull of neighbouring Iran. His US links may have cost him his life. "He is so close to the Americans he might as well have driven in on an American tank," Mr Roda said.

But he may also have been killed because he went to the shrine with a cleric loathed by Najaf's Shias. They said the

cleric had ties to President Saddam's killers who murdered another revered ayatollah, Mohammed al-Sadr, in 1998. And in the town of Kut, a strongly anti-American cleric called Said Abbas this week took control of city hall with 30 armed men.

Outside, several hundred Iranians living in Iraq protested against the American-led invasion. They singled out the man they know the Pentagon's hardliners favour. "No to Chalabi!" they shouted.

Les Français en phase avec Chirac

Ils sont 59% à rejeter l'intervention militaire anglo-américaine en Irak.

L'opinion française persiste. Et Jacques Chirac surfe sur une exceptionnelle popularité. Malgré la «libération» de l'Irak, les vagues scènes de liesse entraperçues dans Bagdad à l'arrivée des troupes américaines, et une guerre plus courte que prévue, les personnes interrogées par Louis Harris pour Libération et AOL dans l'Observatoire de l'opinion (1) considèrent à 59% que l'intervention américano-britannique était une «très» ou «plutôt mauvaise chose» (contre 35% qui la jugent comme «une très» ou «plutôt bonne chose»). Un rejet en hausse de 15 points, d'autant plus remarquable que l'enquête a été réalisée deux jours après la chute de la capitale irakienne. C'est dans les rangs des sympathisants socialistes que se recrute le moins de va-t-en-guerre: 26% d'entre eux pensent que la guerre aura été une

bonne chose contre 44% des électeurs de droite. Et seulement 29% des électeurs de Jacques Chirac font part de leur accord avec le conflit.

Néfaste. Les personnes interrogées subodorent, en outre, que ses conséquences risquent d'être néfastes aux intérêts français. Certes, une majorité de 50% d'entre elles considère que, sur la scène internationale, la France ne semble pas isolée diplomatiquement. Mais une forte minorité (46%) pense le contraire. Toujours au chapitre des conséquences du conflit, 35% des Français estiment que les tensions entre communautés sont «plus fortes» en France depuis le déclenchement des hostilités, contre 29% qui les jugent «moins fortes», 28% considérant qu'elles n'ont pas évolué. Les plus optimistes voient dans les positions françaises sur la guerre des raisons d'espérer: l'influence de la France sera plus importante qu'auparavant dans le monde arabe

70%

d'opinions favorables pour Jacques Chirac (en baisse de 4 points seulement par rapport à mars).

pour 56% des personnes interrogées, alors que 21% prévoient l'inverse.

Dans ce tableau, Jacques Chirac s'en sort très bien. Alors qu'il aurait pu être lâché par

une opinion impressionnée par le triomphe américain, le chef de l'Etat ne subit pas «de sanction massive», pour reprendre les mots de François Miquet-Marty, directeur des études politiques de l'Institut Louis Harris. **Bonne opinion.** Il bénéficie toujours d'une forte popularité: 70% (en baisse de 4 points seulement par rapport

à la vague de mars) ont une bonne opinion de lui. Le président de la République peut se réjouir d'être continuellement

Le jugement rétrospectif

Tout compte fait, diriez-vous que l'intervention militaire américaine et anglaise en Irak aura été...

Une bonne chose	6
Plutôt une bonne chose	29
Sous-total «positif»	35
Plutôt une mauvaise chose	32
Une très mauvaise chose	27
Sous-total «négatif»	59
NSPP	6

L'influence française dans le monde arabe

A votre avis, après la guerre en Irak, l'influence de la France dans le monde arabe sera-t-elle...?

Plus importante qu'avant	56
Moins importante qu'avant	21
Ni plus ni moins importante	16
NSPP	7

en phase avec une opinion toujours hostile à l'intervention des forces américano-britanniques.

Néanmoins, l'avenir n'est pas dégagé. Dans les semaines qui viennent, le chef de l'Etat, comme le souligne François Miquet-Marty, va devoir relever un autre défi: «Entretien de l'image et le rôle de la France dans le monde et au Moyen-Orient.» Un pari qui dépend largement de la situation sur le terrain et de la diplomatie ●

PASCAL VIROT

(1) Réalisé les 11 et 12 avril auprès de 1005 personnes.

The new next-door neighbors, Americans, leave Iranians uneasy

By Elaine Sciolino

The New York Times

A U.S. rocket killed a 13-year-old boy. A second wounded three people; a third struck an empty Oil Ministry depot. These were not precision strikes in Iraq. They were rockets gone astray, landing in Iran.

Yet Iran's Islamic Republic has chosen to ignore the attacks.

Despite its troubled history with the United States, Iran has shown no inclination to provoke America militarily.

During the war next door, in fact, the official policy has been one of "active neutrality," which allowed the United States to prosecute the war even as Iran's officials denounced it.

But last week, as the war appeared to be nearing a moment of decisive victory for the Americans, Iranians at all political, economic and social levels were asking one question: What happens to us now?

Certainly no one in Iran knows. But Iranian officials are determined to survive by getting along with whatever government emerges in the aftermath of a U.S. victory — and perhaps even by talking to the United States.

The civil disorder that followed the collapse of Saddam Hussein's authority was deeply disturbing for Iranians, who worried that it might spill across their borders. Iran fought its own

war against Iraq from 1980 to 1988, a conflict waged largely on Iranian territory that crippled Iran's economy and killed at least 300,000 Iranians. That experience has left many Iranians ambivalent about America's triumphal entry into the center of Baghdad. Saddam, who was often described in Iran as "bloodthirsty," has no Iranian defenders. But the fact that he seems to have been so swiftly defeated by Iran's other arch enemy is unsettling.

Night after night in the war's opening days, the conservative state-run television ran reports of heroic opposition by the Iraqi people to U.S. tanks and fighter planes, predicting that the United States would fall into a quagmire.

But Iran is a place where, despite episodic repression, there is also a lively press — both reformist and conservative — as well as easy Internet access and illegal satellite television. After the Americans reached downtown Baghdad, the reformist newspaper Yas-e-No published the headline, "Saddam Ran Away," and the conservative paper Resalat wrote, "Baghdad was taken over without a fight." So the propaganda fell flat.

The official unease with the war was clearly illustrated in the stance of Ayatollah Sayed Ali Khamenei, Iran's spiritual leader, who had referred to it as a "new form of Hitlerism." In a sermon Friday, after saying that Iran is "happy about Saddam's departure," he added that U.S. plans to install a transitional military adminis-

ish populations bordering Iraq.

The war has also reignited an intriguing debate among Iranian officials and intellectuals about whether it is in Iran's interest to begin a diplomatic dialogue with the United States. The coordinating council of groups in the reformist camp warned Thursday that "authoritarian regimes create the context for foreign involvement," adding that talking to the United States does not mean acceptance of its behavior.

On the same day, a Web site connected to the reformist Mosharekat party, quoted Iran's elected president, Mohammed Khatami, saying in a closed meeting of cabinet and parliamentary leaders that "talking with the United States is in the interests of Iran." Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a former president who is head of the powerful government oversight body known as the Expediency Council, is quoted by the same Web site as saying that if the Parliament proposed talks with the United States and sent a plan to his council, "we will consider it."

There are, of course, huge issues that aggravate the U.S.-Iranian relationship. The United States has long demanded that Iran halt what U.S. officials say is an active nuclear weapons program, and that it end support for anti-Israeli militias like Hezbollah. And many Iranians wonder whether, as part of what President George W. Bush has called an "axis of evil," they will be next on the list for a preemptive attack.

tration in Baghdad amounted to "a bigger dictatorship" than that of Saddam.

Iranians at all levels know that their next-door neighbor is about to be occupied for an unknown period by the United States, and that this may change a great many things.

Iran is still technically in a state of war with Iraq; both sides still hold prisoners of war, and Iran is still demanding billions of dollars in war reparations. A grim illustration of the unfinished business of the Iran-Iraq war was the discovery by British soldiers last week of the remains of 20 Iranian soldiers at a military base near Basra.

Another major issue will be access to An Naja and Karbala, two of the holiest shrines in Shiite Islam — the faith to which 80 percent of Iranians subscribe. Saddam kept the shrines largely closed to Iranian pilgrims. A new government that represents all Iraqis, about 60 percent of whom are Shiites, would find it hard not to open up the shrines to the hundreds of thousands of Iranians a year who would want to come.

The fate of the Mujahidin Khalq, an Iranian opposition group long based in Iraq under Saddam's protection, is unclear. Iran will also need a working relationship with Iraqi Shiite groups, which stand to gain a degree of political power.

Finally, the fall of Saddam has raised the prospect of legally recognized autonomy for Iraq's Kurds, which frightens Iran as much as it does Turkey and Syria. All three countries have Kurd-



Morteza Nikoubazi/Reuters

Ayatollah Sayed Ali Khamenei delivering a sermon in which he urged U.S. troops to leave Iraq.

The New York Times

Monday, April 14, 2003

« Mauvais choix, mauvais calcul »

11 AVRIL 2003
le Parisien

DÉPUTÉ UMP d'Ille-et-Vilaine, Alain Madelin est président des Cercles libéraux.

Avez-vous été surpris par la rapidité du succès américain en Irak ?

■ **Alain Madelin.** Je l'espérais. Tout laissait penser que ceux qui imaginaient la résistance des fidèles du régime de Saddam Hussein et la passivité du peuple irakien se trompaient. Celui-ci attendait sa libération. **Considérez-vous que Jacques Chirac s'est trompé ?**

La France a fait un mauvais choix, et un mauvais calcul. Le mauvais choix, c'est d'avoir refusé depuis le début toute solution qui viserait à renverser le régime de Saddam Hussein. Résultat : la diplomatie française a été exploitée par la propagande de Saddam Hussein, et la télévision irakienne a constamment présenté Jacques Chirac comme le meilleur ami de celui-ci. Aujourd'hui, les Irakiens ont le sentiment de s'être libérés sans la France, et même contre la France. Le terrain perdu est énorme. Je regrette que Jacques Chirac ne soit pas aux côtés de Tony Blair et de George Bush, s'adressant au peuple irakien et tenant le langage de la liberté.

« *L'équivalent de la chute du mur de Berlin...* »



Alain Madelin. (LP/OLIVIER LEJEUNE.)

Et le mauvais calcul ?

Le mauvais calcul, c'est d'avoir pensé que cette guerre serait longue, difficile, qu'elle engendrerait des réactions en chaîne dans les pays arabes. Ces craintes étaient légitimes, même si je ne les partageais pas. Mais il était faux de dire que l'intervention des Américains et de leurs alliés se faisait en violation du droit international quand l'usage de la force contre Saddam Hussein avait été légitimé par 17 résolutions du Conseil de sécurité.

Jacques Chirac a-t-il raison de réclamer que l'Irak soit géré le plus vite possible par l'ONU ?

Non. La France doit réclamer que l'Irak soit géré le plus rapidement possible par les Irakiens. Il est vrai que la position française est un peu compliquée. Il y a peu de chances que les nouvelles autorités irakiennes accueillent les autorités françaises avec des bouquets de fleurs. Pour revenir en Irak, celles-ci auront besoin de porter un casque bleu. Pour ma part, je souhaiterais que, le plus rapidement possible, une conférence régionale soit organisée avec l'ONU, l'Europe, les Etats de la région et les alliés afin de légitimer un pouvoir civil irakien. D'ailleurs, la chute du régime de Saddam Hussein, qui est pour le monde arabe l'équivalent de la chute du mur de Berlin, va changer beaucoup de choses.

Souhaitez-vous que les Américains profitent de cette victoire pour intervenir ailleurs ?

Non. L'Irak est un cas particulier, et doit le rester. Mais l'onde de choc de la chute de Saddam Hussein va redessiner le pouvoir politique de la région. On s'est aperçu que les dictateurs, même ceux qui apparaissaient les plus solides, étaient des colosses aux pieds d'argile. C'est une leçon qui sera retenue par les peuples et qui entraînera, je l'espère, une ouverture des régimes de la région. Mais ce n'est pas encore fait.

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUDOVIC VIGOGNE

Pourquoi la France a déçu

George Bush et Tony Blair ont gagné la guerre. Deux démocraties solidaires ont fait la démonstration qu'elles entendaient y défendre leurs valeurs. La France est seule.

Par Ivan Rioufol

Se boucher les oreilles et regarder les faits. Accepter un instant de ne plus écouter les noires prédictions des médias « antiguerre », pour ne s'attacher qu'à l'observation des événements. Que voit-on ? Que les Irakiens ont accueilli en libérateurs les soldats américains et britanniques et que, partout, ce peuple terrifié par trente-cinq ans de dictature a fait tomber comme autant de délivrances les statues de Saddam Hussein. Durant trois semaines, l'opinion française aura été assommée de commentaires moutonniers sur la « *résistance opiniâtre du peuple irakien à l'envahisseur* », l'« *enlèvement de l'hyperpuissance américaine* » et l'« *inévitabile choc des religions* ». S'en souvenir pour juger de la pertinence du catastrophisme toujours annoncé.

N'en déplaise aux prophètes aveuglés par leur anti-américanisme, George Bush et Tony Blair ont gagné. L'insensé chaos des premiers jours de liesse ne doit pas faire oublier l'essentiel : dans la lutte engagée contre le totalitarisme islamisé, la force a eu raison d'une

tyrannie stalinienne. Cette guerre n'a jamais été celle d'une religion contre une autre. Deux démocraties solidaires ont fait la démonstration qu'elles entendaient y défendre leurs valeurs, jugées menacées par un régime, principal soutien des mouvements terroristes palestiniens et antioccidentaux.

Les dirigeants doivent-ils suivre ou précéder l'opinion ?

L'immense prison irakienne aurait-elle pu s'ouvrir sur la seule pression de l'ONU et de ses résolutions qui lui imposaient régulièrement depuis 1991 de rendre les armes ? La France en reste persuadée. Jusqu'au bout, elle aura défendu sa vision d'une « *mondialisation humaniste* ». Mais le lyrisme fiévreux de Dominique de Villepin plaidant pour le « *respect du droit* » a toujours été le meilleur allié de Saddam. La patrie des droits de l'homme et des libertés aurait dû se retrouver auprès du peuple martyrisé. Elle aura

LE FIGARO MAGAZINE 12 Vendredi 18 avril 2003

contribué à protéger un tyran.

Oui, on peut être déçu de la France. Voici où nous en étions l'autre semaine : 33 % des Français disaient espérer la victoire de Saddam Hussein contre les Etats-Unis tandis qu'une majorité de sondés soutenait les grévistes des services publics dans leur défense de leurs retraites. Autrement dit : une part importante de l'opinion se disait indifférente au caractère révoltant d'une dictature, tandis que la majorité n'avouait d'autres ambitions que la tranquillité de ses vieux jours. La guerre en Irak a dévoilé ce que nous sommes pour partie devenus : un peuple résigné.

Que l'on se comprenne bien : la France pouvait ne pas s'estimer concernée par cette guerre née de l'agression d'islamistes contre les Etats-Unis le 11 septembre 2001. Elle pouvait considérer qu'elle ne se sentait ni menacée, ni agressée, ni convaincue par la dangerosité de Saddam Hussein, et dès lors s'abstenir. Au lieu de quoi, Jacques Chirac a voulu s'approprier la paix, jusqu'à sortir son veto. Ce rôle a conduit la France « antiguerre » et légaliste - elle ne l'était pas hier dans la guerre contre les Serbes qui n'a jamais reçu l'aval du Conseil de sécurité - à prendre la tête d'un front « anti-américain ».

Aujourd'hui, que constate-t-on ? Que la victoire de l'« unilatéralisme » anglo-américain souligne la défaite

du « camp de la paix ». La puissance américaine est née d'une réflexion politique, d'une volonté d'agir et d'actes militaires courageux. Elle fait apparaître a contrario la faiblesse française qui aura défendu le statu quo irakien en se réclamant du pacifisme de l'opinion publique internationale. Mais les dirigeants doivent-ils suivre ou précéder l'opinion ? Pour avoir pris le risque de ne pas écouter les injonctions du populisme, l'Anglais Tony Blair et l'Espagnol José Maria Aznar ont sans doute pris des envergures historiques.

En réalité, la France est devenue déroutante. Regardez encore : elle offre le spectacle de Beurs participant apparemment à l'unanimité nationale pacifiste mais appelant en fait au djihad et à la lutte contre le sionisme et les juifs. Elle montre une gauche et une extrême gauche approuvant Jacques Chirac mais tenant souvent à l'encontre de Bush - soutenu par 70 % des Américains - les propos l'assimilant à Ben Laden ou à Hitler. Elle pousse Jacques Chirac à se rapprocher de l'opinion arabe et de ses leaders les plus despotiques - Kadhafi en Libye, Bachar al-Assad en Syrie - tout en faisant cause commune avec la Chine et la Russie.

Ses désordres décrédibilisent le discours moral de la France. Dans l'affaire irakienne, elle a délibérément joué contre son camp. Nous sommes aujourd'hui bien seuls.

Iraqi Arabs are driven from homes by Kurds

By C.J. Chivers

The New York Times

SA'AD BIN ABI WAQAS, Iraq: Two Arab mothers and their children sat forlornly in a semicircle in the dirt, one household among scattered families living in the open on the outskirts of this agricultural village.

Before them on dirty cushions were a pair of tiny, wheezing infants; one was 24 days old, the other 35 days old. Both looked ill. Shiya Juma Mohammed, mother of the younger baby, pleaded for help. "We need food," she said. "We need medical service. We need security. We need to go home."

Mohammed and her trembling infant were victims of a new wave of intimidation and crime in northern Iraq. They are among thousands of Iraqi Arabs expelled from their homes by armed Kurds, one of the Americans' most exuberant allies in the war against Saddam Hussein.

The Kurds ordered the Iraqi Arabs to move away within three days.

Forced expulsion has long been a tool of the Iraqi government.

Since the late 1960s, Saddam Hussein's Arab Ba'ath Socialist Party relocated huge segments of Iraq's population from place to place, either to suppress uprisings or to skew demographics near oil fields in favor of the ruling Arab class.

Now, days after seizing control of Kirkuk, an ethnically diverse city located astride Iraq's northern oil field,

Kurds are forcing Arabs in outlying villages to move from their homes, leaving entire hamlets nearly abandoned and crowding some families into wheat fields that have become home to hastily erected camps.

For decades, Kurds have complained of abuses against them, including intimidation, expulsions and property seizures. Now, the newly prominent Kurds are indulging in some of Saddam's abuses themselves.

The intimidation appears widespread, and suggests problems for American postwar plans in Iraq, and for efforts to improve relations with Arabs suspicious of American intentions.

The rush of intimidation and theft dismayed senior Kurdish officials Sunday, who said the crimes were not a matter of policy, but the work of freebooters, perhaps even low-ranking Kurdish officials, who would soon be brought into check.

"The mistakes of Saddam, we are repeating them," said Sheikh Abdul Karim Haji, a member of Parliament in the Kurdish autonomous zone and an official who has been trying to ease relations among ethnic groups in and around Kirkuk. "We are against, absolutely against, what has happened."

Yet one official for the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, the dominant armed Kurdish party near Kirkuk, suggested that a policy of expelling Arabs had the approval of the United States.

The official, Salam Kakai, deputy leader of the Patriotic Union's office in

Daquq, which has been issuing signed orders of expulsions to Arab Bedouins in this village, said the same people who had defeated the Iraqi Army had ordered Arabs to relocate.

It is a message radically different from what Washington had been hoping would reach Arab ears. "We have an order that the people should go back to their original places, from the PUK leaders, and from the coalition," he said. "We carry out orders."

Senior Patriotic Union officials said Sunday night that no official order for expulsions had ever been issued, and the order contradicted the stance by Jalal Talabani, the Patriotic Union's general secretary, who has publicly advocated a tolerant, multiethnic Iraq.

Talabani's position and call for tolerance face a difficult history. Kurds have been expelled from Kirkuk and the surrounding villages for at least 35 years, and replaced in many cases by Arabs who were forced in by the ruling Ba'ath Party, or lured to formerly Kurdish neighborhoods with subsidized housing.

In many cases, Arabs now live in homes seized from Kurds years ago.

A central component of the Kurdish resistance to Saddam was the freedom of Kirkuk and the restoration of property to Kurds.

Shalaw Ali Askari, a veteran Kurdish guerrilla and an envoy from Talabani to try to improve relations in and around Kirkuk, said problems stemmed from lawlessness, not from any decision by the party's leadership. He said he would try to meet tribal leaders Monday to assure them that Arabs could remain in their homes, at least for now.

The New York Times

Monday, April 14, 2003

L'US Army est au cœur de Tikrit, le dernier bastion du raïs

LES TROUPES américaines contrôlaient, lundi 14 avril au matin, le centre de Tikrit, berceau familial et fief politique de Saddam Hussein situé à 175 km au nord de Bagdad. Cinq blindés étaient stationnés sur l'une des places du centre-ville et la situation était calme, a constaté un journaliste de l'AFP présent sur les lieux. Les premiers, deuxième et troisième bataillons de reconnaissance des marines sont entrés dans la ville vers 5 heures (heure locale) sans rencontrer de résistance.

« Il y a des troupes dans Tikrit en ce moment », a confirmé le lieutenant Herbert Josey, porte-parole du Commandement central américain (Centcom) au Qatar, en se

refusant à considérer la ville comme tombée « ou sous contrôle total des forces américaines. « Il restait des opérations à mener », a-t-il dit, en précisant qu'« il reste des forces du régime qui sont dans le secteur et qui ne se sont pas encore rendues ». Les troupes américaines, « en nombre suffisant » selon lui, « ont rencontré une certaine résistance », mais n'allant pas au-delà « de tirs occasionnels ».

NÉGOCIATIONS

Dimanche dans la soirée, les faubourgs sud et ouest de Tikrit ont de nouveau été bombardés et survolés par des hélicoptères de combat. Plus tôt dans la journée, des

témoins avaient fait état d'échanges de tirs d'artillerie et d'armes automatiques. Une équipe de CNN circulant en convoi a rebrousse chemin après avoir essayé des tirs à l'entrée de la ville.

D'après la chaîne de télévision Al-Jazira, « les Américains négocient avec les chefs tribaux le contrôle de la ville et la liquidation de toutes les poches de résistance ». Dimanche, des hommes armés interrogés dans la partie nord de Tikrit par le correspondant de la télévision qatarie ont dit représenter les dirigeants des quinze principaux groupes tribaux de la ville. Ils ont affirmé avoir pris les armes pour protéger Tikrit d'une possible attaque de Kurdes irakiens qui progressent vers le Sud après le départ des forces irakiennes, et pour prévenir des pillages. « Nous ne voulons pas de Kurdes dans notre ville. Nous n'avons aucun problème avec les Américains. Nous voulons le paix mais nous ne

rons pas entrer les Kurdes », a déclaré à la chaîne privée un homme dont l'identité n'a pas été révélée. « Nous ne voulons pas combattre les Américains. Les militaires irakiens ont quitté la ville il y a cinq jours », a-t-il souligné.

Lundi, les magasins étaient fermés dans la ville désertée par une grande partie de sa population. Le contrôle par les forces américaines de la route de Kirkouk, qui passe par Tikrit, leur permet d'assurer une liaison terrestre avec leurs forces déployées dans les zones kurdes dans le nord de l'Irak. L'annonce officielle de la chute du dernier bastion de Saddam Hussein devrait confirmer symboliquement la fin du régime irakien, moins d'un mois après le début de la guerre, le 20 mars. - (AFP, Reuters)

Le Monde 15 AVRIL 2003

A Mossoul, ville dévastée, Kurdes et Arabes s'affrontent déjà dans l'ère « post-Saddam »

MOSSOUL

de notre envoyé spécial

Un centre de Mossoul, le vent mauvais de la destruction et du pillage

REPORTAGE

« Si ça continue comme ça, il y a un risque de guerre civile ! »

a soufflé ici avec une ardeur sans pareille, éparpillant les débris dans les rues, fracassant les boutiques, dispersant les ordures. Dimanche 14 avril, après deux jours de violences et d'anarchie quasi totale, au cours desquels banques, commerces, résidences et bâtiments officiels ont été pillés sans merci, les rues du centre de la troisième ville d'Irak étaient encore largement désertées, avec ça et là de rares passants et des petits groupes de gens dans les bazars dévastés.

Ici, dans le nord de l'Irak, dans cette métropole de 2 millions d'habitants irriguée par le Tigre, risque de se jouer une partie difficile pour les Américains. Mossoul, la troisième ville du pays, est comme un précipité d'une complexité ethnique et religieuse toujours porteuse de chaos en une période de vide du pouvoir. Le jour même de la chute de la ville, tombée sans un coup férir le 11 avril, le scénario désormais habituel de la foule se livrant à une orgie de pillage s'est répété avec, en raison de la spéci-

ficité ethnique de Mossoul, une dimension supplémentaire : celle du règlement de comptes intercommunautaire. Le lendemain soir, une quinzaine de personnes avaient déjà succombé aux violences opposant la minorité kurde aux Arabes.

Dimanche, en dépit d'un certain retour au calme, des combattants (peshmergas) du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) venus du territoire kurde autonome voisin et qui tentent, aux côtés des forces spéciales américaines, d'imposer un semblant d'autorité, affirmaient que trois autres personnes avaient été tuées.

« Des anciens membres du parti Baas et des milices islamistes continuent de semer le désordre au centre et dans la vieille ville », affirme Rebwar Babakar, kurde de Mossoul mais membre de l'autre grand mouvement politique et militaire du Kurdistan, l'Union patriotique kurde (UPK), qui maintient une faible présence en ville depuis la désertion de l'armée irakienne. « Ce qui se passe, ce n'est pas une guerre entre les Arabes et les Kurdes, c'est une confrontation entre des voleurs et ceux qui essaient de protéger leurs biens », ajoute-t-il.

Mossoul reste cependant largement incontrôlée. Tout au moins le centre, situé sur la rive droite du Tigre, l'autre partie de la ville, à l'est, ayant été largement « sécurisée » par les peshmergas du PDK. Sur l'autre rive, leur présence est encore discrète, ainsi que celle des Américains. Ces derniers appartiennent aux sections des forces spéciales et on les voit parfois rouler à vive allure, certains ayant

déployé la bannière étoilée, protégés à l'arrière de leurs véhicules par un blindage en position derrière une mitrailleuse.

Mais si les Américains entendent démontrer leur présence, ils restent impuissants à imposer la loi et l'ordre. En conséquence, de nombreuses milices d'autodéfense se sont constituées, chacune s'efforçant de contrôler qui, un quartier, qui un pâté de maison, le tout sur des bases clairement communautaires. Yahya Mohammed Ahmed, un pêcheur arabe, vit au centre-ville, il est armé et soutient qu'il n'hésitera pas à tirer, s'il le faut, contre les pillards.

« Les voleurs vont même prendre

Les Américains entendent démontrer leur présence mais ils restent impuissants à établir l'ordre

le lait des malades dans les hôpitaux ! », explique-t-il, furieux contre « tous ces Kurdes qui viennent piller les Arabes. » Il concède cependant que les peshmergas en désordre, ne font pas partie de ses cibles. Mais les voleurs, dans cette partie de la ville majoritairement arabe, sont bien, selon lui, « des gens armés de fusils portant des vêtements kurdes ».

Yahya affirme que, contrairement au discours des peshmergas,

« il n'y a pas de résistance de la part des membres du Baas ». Il pense que, « si ça continue comme ça, il y a un risque de guerre civile ! » Avant de conclure : « Je ne sais pas quoi dire quant à l'avenir. Saddam est tombé, mais qu'est-ce qui se prépare ? Qui va diriger le pays ? »

Dans le plus grand hôpital de la ville, le jeune docteur Mohammed Ahmed fait écho à ces propos en précisant que « Kurdes et Arabes se rejettent les uns sur les autres la responsabilité des affrontements. » Et, comme beaucoup d'autres dans Mossoul, il estime que « les troupes américaines ont permis qu'un tel pillage se produise. »

Au cinquième étage de l'hôpital, Saif Salah, 10 ans, gît sur son lit, une balle dans le ventre. « On ne sait pas s'il vivra », dit sa grand-mère. L'enfant a été blessé dans des circonstances assez confuses mais il ressort des explications de la vieille dame que l'incident a mis aux prises des peshmergas avec des pillards et que toute la famille s'est retrouvée « sous une pluie de balles ».

Dans une autre chambre, un homme dont le frère a été blessé lors des bombardements américains tient un discours clairement anti-américain en ces premiers jours de l'ère « post-Saddam Hussein ». « Nous, les Arabes irakiens, ne voulons pas d'Américains ici ! », dit Saba Riyad, 50 ans, instituteur dans un village proche de Mossoul. Regrette-t-il le régime ? « Tout le monde n'est pas content de la chute de Saddam. » Et quand on lui demande pourquoi, partout en Irak, les gens se réjouissent de la chute du dictateur, il répond, : « Oh, vous savez, en Irak, les gens applaudissent tous ceux qui ont le dernier mot. »

Avant de préciser, comme pour atténuer son jugement : « La démocratie, sous Saddam, c'était pas tout à fait ça. En fait, nous aurions préféré sa chute, mais sans la guerre. »

Ailleurs encore, dans une chambre, où s'est réunie une famille entière, la tragédie des bombardements américains est encore plus visible : sont allongés sur deux lits

contigus un homme et son épouse, tous deux appartenant à la communauté chrétienne de rite syriaque. Lui, Bachar Faraj, a le bras droit plâtré et il a perdu un œil. Elle, Majdoline, 30 ans, est complètement défigurée, sans doute aveugle pour toujours. Il y a exactement treize jours, une bombe américaine s'est abattue sur leurs ma-

sons des faubourgs de la ville. Leur petite fille de deux ans est morte et Majdoline, qui était enceinte, a perdu son bébé.

« Est-ce que le pilote de cet avion m'entendra ? », hurle-t-elle, brandissant la croix qui pend sur sa poitrine : « Ce pilote chrétien, sans doute, il ne sait pas qu'il a tué d'autres chrétiens. Est-ce notre faute si Sad-

dam était un tyran ? Je veux que ce pilote aille en enfer ! » Sa jeune tante Messah ajoute un simple commentaire, d'une voix très calme : « Si l'Irak n'avait pas eu tant de pétrole, notre vie n'aurait pas été aussi terrible. »

Bruno Philipp

Le Monde 15 AVRIL 2003

Les milices chiites chassent les « wahhabites » et contrôlent Saddam City

BAGDAD

de notre envoyé spécial

« Des fedayins, ces gens-là ? Non Monsieur. Ce sont des criminels qui haïssent les chiïtes. » Sale temps

REPORTAGE

Les « comités populaires » patrouillent dans toute la capitale

pour les « volontaires arabes » dans les ruelles défoncées de l'ex-Saddam City à Bagdad. « Trahis » par une armée irakienne qu'ils étaient venus aider au nom du panarabisme, et qui les a largement abandonnés à l'heure des combats, attaqués par des marines américains qui tirent à vue, les rares survivants parmi les six mille Syriens, Maghrébins, Palestiniens, Saoudiens ou Yéménites qui n'ont pas été tués ou écrasés par les bombes américaines ces vingt-quatre derniers jours sont désormais pourchassés par les chiïtes de Bagdad.

Samedi 12 avril en fin d'après-midi, devant l'hôpital Qadessiyeh de l'ex-Saddam City, le chauffeur syrien d'un camion immatriculé en Syrie, rempli de médicaments envoyés par des donateurs pour les malades, a été tué de sang-froid par la milice des « comités populaires » chiïtes qui contrôlent désormais la cité, et bien au-delà.

Les deux médecins malaisiens qui accompagnaient la cargaison et qui venaient donner un coup de main aux équipes débordées de l'hôpital n'ont eu la vie sauve qu'en raison de la sombre couleur de leur peau, puis de leurs protestations de bonne foi. Ils sont depuis retournés chez eux.

Ce dimanche 13 avril, devant l'établissement rebaptisé du nouveau nom de la cité elle-même, à savoir « Al-Sadr Hospital » - en

mémoire de l'ayatollah Mohammed Sadeq Al-Sadr, assassiné en février 1999 et dont se réclament tous les « comités populaires » de l'ex-Saddam City -, les miliciens sont encore plus nombreux que la veille.

Une vingtaine de jeunes hommes nerveux et tendus, le doigt crispé sur la détente de leurs kalachnikovs, arrêtent systématiquement tous les véhicules qui passent sur l'avenue encombrée d'ordures devant l'hôpital. Que faites-vous là ? demande-t-on très respectueusement. « On traque les wahhabites qui veulent nous attaquer », réplique un milicien.

Inutile d'essayer d'expliquer à ces hommes suant sous le soleil que la plupart de ces gens n'ont strictement rien à voir avec l'idéologie islamique ultra-conservatrice au pouvoir en Arabie saoudite. L'ennemi des chiïtes à Sadr-City ne peut être qu'héréditaire, donc wahhabite.

D'ailleurs, explique, très excité, le dénommé Alahiddine Jouad Al-Zaïdi, frère aîné d'un jeune cheikh de la sainte cité chiïte de Nadjaf, tellement torturé par les sbires de Saddam Hussein jusqu'en septembre 2000 qu'aujourd'hui toute la moitié gauche de son maigre corps de 33 ans est paralysée, « les wahhabites que nous avons capturés ont avoué ». Comment ? Où sont les prisonniers ? Combien sont-ils ? « Une bonne cinquantaine dont sept, blessés, sont actuellement soignés à l'hôpital Al-Sadr », réplique-t-il entre deux gorgées de thé noir.

Retour à l'établissement pour une visite moins sommaire. Le docteur Ahmed Sabbar, chef d'une équipe médicale réduite - « nous n'avons plus que deux chirurgiens pour cinq cents blessés, dont 10 % environ sont morts ces derniers jours » -, veut bien faire visiter les lieux. Encombrés d'une foule de visiteurs, les chambres-dortoirs sont pleines comme des halls de gare.

On y mange, on y fume. Auprès

des malades, on piétine des flâques de sang, des pansements usagés et toutes sortes de détritiques. A même les matelas, maculés de sang, des formes humaines souffrent le martyre en sanglotant. Beaucoup de blessés par balles ou éclats d'obus. « Nous manquons de calmants et nous n'aurons bientôt plus de produits anesthésiants », s'alarme le praticien.

Ceci explique pourquoi, à l'extérieur de l'hôpital et le long des quatre ou cinq grandes avenues qui sectionnent les innombrables venelles surpeuplées de l'immense faubourg - 1,5 million d'habitants -, des dizaines de groupes de miliciens armés saisissent manu militari tous les colis médicaux repérés dans les véhicules ou les charrettes des pillards de la ville.

Quand on lui demande enfin si l'on peut voir aussi « les blessés

« Nous attendons des instructions de nos imams de Nadjaf »

UN ÉTUDIANT ISLAMIQUE

arabes étrangers », le docteur Al-Zaïdi blêmit. Il se tourne vers trois hommes enturbannés à la mode iranienne qui observent en silence. Le cheikh Ali Al-Dharaji, un barbu de 33 ans, la peau tannée et le regard doux, explique gentiment que, « malheureusement, il est impossible de rencontrer les criminels ».

Il ajoute que « ces gens-là ne respectent rien ni personne. Ils haïssent tout le monde. Les chiïtes, les Américains et même les journalistes. Ils nous considèrent comme des traîtres parce que nous n'avons pas combattu les Américains. Ils n'ont pas compris que nous ne voulions pas défendre le régime impie

de Saddam Hussein. »

Hussein Hoffi, étudiant islamique trentenaire, ajoute que « les prisonniers sont bien traités, selon les coutumes de l'islam ». Il dit que « ceux qui sont gravement blessés sont soignés ici avant d'être envoyés dans un autre hôpital ». Quant aux autres - il refuse de dire combien -, « nous attendons des instructions de nos imams de Nadjaf ».

Il est 13 h 05 ce dimanche quand déboule dans le dortoir un jeune homme hors d'haleine qui tient entre ses mains une dizaine de feuilles imprimées en arabe. « C'est la dernière fatwa de Nadjaf qui vient d'arriver », explique-t-il. Le cheikh s'en empare, la lit attentivement.

Le décret tient en une page, les autres sont des photocopies. Après les formules religieuses d'usage qui enjoignent « à tous les chiïtes » d'obéir « à Allah, à son Prophète et à ceux qui sont leurs responsables », la fatwa contient onze points. Quatre sont nouveaux et peut-être révélateurs.

Numéro 4 : « Constituez dans chaque quartier un comité populaire local. »

Numéro 5 : « Gardez-vous de ne jamais vous inscrire à un parti politique dont le programme ou la doctrine peut apparaître opaque et dont les objectifs peuvent être incompatibles avec ceux de la respectée hawza [institut religieux] de Nadjaf. »

Numéro 6 : « Protégez les biens et les capitaux publics dans des lieux sûrs en attendant de nouvelles instructions. »

Numéro 8 : « Les imams du vendredi doivent prêcher la morale et condamner les perversités contemporaines sans évoquer les sujets pouvant fomentier des conflits et des divisions » (parmi les chiïtes). Ce sera, à Bagdad, la seule allusion publique à la meurtrière querelle de pouvoir qui oppose présentement plusieurs grands ayatollahs dans la « sainte cité » de Nadjaf.

Patrice Claude

Les trente-deux galeries du Musée archéologique ont été mises à sac

LE MUSÉE de Bagdad a-t-il subi le même sort que le Musée de Kaboul ? Plus de 80 % des pièces de l'établissement afghan avaient été pillées après le départ des troupes soviétiques. L'essentiel de ce qui restait a été détruit plus tard par les talibans. D'après le *New York Times*, il aura fallu moins de 48 heures pour que les trente-deux galeries du Musée archéologique national d'Irak soient « nettoyées », sous le nez des troupes américaines. Plusieurs archéologues irakiens auraient fait des démarches auprès du commandement américain pour que le musée soit « sanctuarisé ». En vain.

Le quotidien britannique *The Independent* insiste, dimanche, sur les destructions : statues mutilées, vitrines éventrées, objets fracassés. Les autorités irakiennes avaient pourtant prévu le pire. Dans le numéro de février 2003 de la revue *Archéologia*, la directrice des musées d'Irak, le Dr Nawala Metwali, indiquait que « le personnel a suivi des sessions de formation pour évacuer les 32 salles du musée en un jour. Les objets seront mis à l'abri dans des lieux secrets. » La responsable des musées, qui pleure aujourd'hui ses collections disparues, n'avait pas prévu que le personnel serait le premier à se volatiliser.

L'actuel musée de Bagdad a été inauguré en

1976. Ses collections comptaient environ 150 000 pièces, de menues tablettes d'argile gravées d'écritures cunéiformes aux puissants taureaux ailés de Khorsabad ou aux bas-reliefs des palais de Nimroud qui pèsent chacun plusieurs tonnes, l'ensemble constituant une anthologie assez complète de toutes les civilisations qui se sont succédé, depuis plus de 7000 ans, entre le Tigre et l'Euphrate : témoignages préhistoriques, vestiges sumériens, akkadiens, babyloniens, assyriens néobabyloniens, perses, grecs, parthes, sassanides, et un très riche fond islamique.

LONGUE RESTAURATION

Lors de la première guerre du Golfe, une grande partie de ces pièces avait été mise à l'abri et le musée fermé. Il avait été rouvert pour l'an 2000. De nombreux objets, qui avaient souffert de leur réclusion dans des caisses métalliques, demandaient une longue restauration qui n'était pas achevée. Les trésors les plus précieux, comme ceux qui avaient été trouvés dans les tombes royales d'Our, étaient restés dans leurs cachettes : seules leurs photos étaient exposées dans le musée de Bagdad. Ces pièces sont-elles pour autant sauvées ? A la suite de la première guerre du Golfe, neuf

des treize musées régionaux avaient été plus ou moins pillés. D'après le professeur McGuire Gibson (*Science*, mars 2003) qui enseigne l'archéologie mésopotamienne à Chicago, 3000 pièces avaient été dérobées. De son côté, le professeur japonais Ishi avait été chargé par l'Unesco de rassembler une documentation sur les objets volés dans les musées irakiens, mais aussi sur les 10 000 sites archéologiques. Il en avait dénombré 5000. Il est à craindre que cette fois-ci, le chiffre des objets volés – ou pire, détruits – ne soit beaucoup plus élevé.

Après le pillage du Musée de Bagdad, le directeur général de l'Unesco, Koichiro Matsuura, a fait savoir, dans un communiqué, qu'il avait « aussitôt saisi les autorités américaines et britanniques et demandé de prendre immédiatement les mesures de surveillance et de protection des sites archéologiques et institutions culturelles irakiens ». A la veille de l'intervention armée, Mounir Bouchenaki, directeur adjoint de la culture à l'Unesco, avait déclaré au *Monde* : « Les Américains connaissent la valeur et la diversité du patrimoine irakien. Nous leur avons remis la liste des sites importants. J'espère qu'ils en feront bon usage. »

Emmanuel de Roux

15 AVRIL 2003
Le Monde

Ahmed Chalabi, un opposant sans troupes

Amman : de notre envoyé spécial

L'homme qui prétend incarner l'après-Saddam a une réputation d'aigrefin, sans relais à l'intérieur de l'Irak, ce qui donne un aperçu de l'ampleur de la tâche. Ahmed Chalabi, l'un des principaux porte-parole du Congrès national irakien (CNI), un paravent regroupant les principaux mouvements d'opposition à Saddam, est responsable de la plus mémorable banqueroute de l'histoire de la Jordanie.

La faillite de la banque Pétra, qu'il dirigeait jusqu'en 1989, lui a valu une condamnation par contumace à vingt-deux ans de prison. En quittant le territoire jordanien dans le coffre de la voiture d'une amie d'enfance, Chalabi laissa derrière lui une ardoise de 360 millions de dollars. Grand amateur d'art, ce sexagénaire au visage chafouin est doté d'un entourage indiscutable. En costume de tweed, il

court de rendez-vous en conciliabules secrets. Entre Londres, siège du CNI, et Washington, là où se recrutent ses principaux défenseurs, il gère son mouvement comme on dirige une multinationale.

Ahmed Chalabi n'a rien d'un politicien traditionnel. On ne lui connaît aucune activité militante jusqu'à la guerre du Golfe, en 1991. Il tire sa force de n'avoir jamais appartenu au parti Baas au pouvoir à Bagdad depuis 1968. Son père présida auparavant le Sénat. Issue d'une des plus puissantes familles chiïtes jusqu'à la chute de la monarchie en 1958, Chalabi reste avant tout un homme de réseaux. Après la guerre du Golfe en 1991, « Ahmed Chalabi a compris qu'il fallait faire du dossier irakien un dossier de politique intérieure américaine », explique un de ses proches. Sans aide extérieure, le renversement du régime de Saddam est en effet impossible, compte tenu de la terreur imposée par le dictateur.

Chalabi déploie alors tous ses talents. Plutôt que de chercher

de vains appuis populaires en Irak, il nourrit son carnet d'adresses, tisse des alliances et fait du lobbying à Washington. Aux Etats-Unis, ses amis sont au Congrès et au Pentagone. Ses ennemis au département d'Etat et à la CIA, la centrale de renseignements auprès de laquelle le CNI émargeait jus-

qu'en 1996. Depuis, troublés par une gestion obscure de son mouvement, ses bailleurs de fonds lui coupent parfois les vivres, mais Chalabi n'en a cure, il excelle à utiliser les luttes entre « faucons » et « colombes » de l'Administration Bush. L'opposition irakienne à la solde des Américains ? Chalabi balaie l'accusation d'un revers de la main. « Citez-moi un mouvement de libération au monde qui ne soit pas dépendant d'un pays étranger. »

Pour lui, seul l'efficacité prime. L'homme ne porte pas la France dans son cœur, ce qui ne l'empêche pas de comparer son mouvement à la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Chalabi peut-il devenir le « Hamid Karzaï irakien », le président afghan proaméricain à Kaboul ? « Je ne cherche à jouer aucun rôle dans l'Irak de l'après-Saddam, dit-il sans vergogne. Je milite simplement pour la formation d'un gouvernement de professionnels et de technocrates afin de reconstruire mon pays. » Certains lui

prédisent un poste de conseiller auprès du futur ministre des Finances dans l'administration qui sera mise en place par les Américains.

« Celui qui rentrera dans les valises des Américains aura une fin à la Nouri Said, le premier ministre traîné dans les rues de Bagdad pendant la révolution de 1958 », pronostiquait récemment un diplomate longtemps en poste en Irak. Chalabi a quitté l'Irak il y a plus de vingt ans. Il n'y est pas en odeur de sainteté. Dès son retour à Nasiriyya, dans le sud du pays, où il a posé ses valises avant de remonter sur Bagdad, il a pu mesurer le chemin qui lui reste à parcourir avant de gagner les cœurs de ses compatriotes. Il a été chahuté par la foule pendant un discours.

Conscient du manque de représentativité de Chalabi, un porte-parole du département d'Etat estime que la prochaine rencontre avec les 43 représentants de l'opposition irakienne appelés à jouer un rôle dans l'Irak de demain ne sera pas « un couronnement » de Chalabi. D'où les critiques de ce dernier contre l'absence de représentants américains pour maintenir l'ordre dans un pays en proie au chaos. De retour en Mésopotamie, Chalabi n'a pas perdu le sens de l'opportunisme.

G. M.

LE FIGARO MARDI 15 AVRIL 2003

Les chiïtes veulent reprendre leur destin en main

Sous le règne de Saddam Hussein, ils ont vécu dans la peur et la misère.

16 AVRIL 2003



C'est un slogan qui résonne un peu comme un avertissement au vingt-septième jour de l'engagement américano-britannique en Irak. «Oui, oui à la liberté!», «Oui, oui à l'islam!», «Non à l'Amérique, non à Saddam!», scandait hier la foule à Nasirya, pour dénoncer la réunion de l'ex-opposition à Saddam Hussein sous l'égide des Américains (lire page 4). L'un des imams qui dirigeaient le cortège expliquait que les manifestants «estiment que la Hawza (université religieuse chiïte, ndlr) à Najaf est l'unique représentant du peuple irakien, à 80 % chiïte». Au-delà des luttes pour le pouvoir et des querelles doctrinales de leurs dignitaires, les chiïtes d'Irak veulent décider du sort

de leur pays, comme l'a souligné hier, par la voix de son fils, l'ayatollah Ali Sistani, 73 ans, un des dignitaires chiïtes les plus influents: «Notre pays doit être gouverné par son peuple, par ses enfants les meilleurs. Ce sera aux Irakiens de choisir qui gouvernera, nous voulons que ce soit eux qui contrôlent le pays», a déclaré sayyid Mohamed Reda. «Les Américains sont les bienvenus mais je ne pense pas que ce soit une bonne chose, qu'ils restent longtemps». Un dignitaire chiïte qu'ils restent longtemps», a-t-il ajouté, sans préciser de délai. **Insurrection.** Majoritaires – ils représentent entre 55 et 60 % des 24 millions d'Irakiens – les chiïtes ont vécu dans la peur et la misère sous la férule du clan sunnite de Saddam Hussein. A l'image des habitants de Saddam City, cette immense banlieue misérable de Bagdad tra-

«Les Américains sont les bienvenus mais je ne pense pas que ce soit une bonne chose, qu'ils restent longtemps»
Un dignitaire chiïte

cée au cordeau pour être mieux surveillée par les services de sécurité. C'est également dans les faubourgs et les campagnes pauvres du chiïsme que le raïs a enrôlé les jeunes soldats de sa guerre contre l'Iran, chiïte, de l'ayatollah Khomeiny (1980-1988). Une guerre entre «frères» de religion. Quand il s'est agi de réprimer l'insurrection chiïte de 1991 – qui a suivi la première guerre du Golfe –, Saddam Hussein n'a pas épargné ses sanctuaires: il a semé la terreur jusque dans les murs de Kerbela et Najaf, villes saintes situées au sud de Bagdad où est née cette branche de l'islam, il y a plus de treize siècles. Les mausolées de Najaf – où repose Ali, gendre du prophète et premier imam du chiïsme – et celui de Kerbela – où sont enterrés Hussein, le petit-fils martyrisé du Prophète et son compagnon Abbas – ont subi d'importantes dégradations au cours de cette répression. De cette époque, les chiïtes irakiens gardent le souvenir d'avoir été lâchés par les Occidentaux. Depuis, Saddam

Hussein avait fait restaurer les lieux saints tout en prenant soin d'éliminer le clergé chiïte qui lui était hostile. Le grand ayatollah Mohammad Sadeq Al-Sadr a ainsi été assassiné en février 1999 pour avoir défié le pouvoir dans ses prêches du vendredi. D'autres religieux se sont exilés, notamment en Iran. **Menaces.** A peine libérés du joug de Saddam Hussein, les chiïtes irakiens ont vécu dans l'agitation de la vacance du pouvoir, des pillages et des luttes d'influence. De retour d'exil, un dignitaire chiïte pro-occidental a été assassiné dans l'enceinte du mausolée de l'imam Ali. L'ayatollah Sistani, lui, en reclus quelque part dans Najaf, après avoir été menacé dimanche par des hommes en armes qui lui ont demandé de quitter le pays. Dans sa dernière fatwa (édit religieux), il demande à la population, «au nom de Dieu et suivant les règles de l'islam», de «rester calme face aux événements» ●

J. D.

LE FIGARO MERCREDI 16 AVRIL 2003

Washington souffle le chaud et le froid sur la Syrie

Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a tenté d'apaiser, hier, les craintes de la communauté internationale concernant les intentions de Washington envers la Syrie. « Nous avons des inquiétudes concernant la Syrie. Nous les avons fait connaître à la Syrie... Mais il n'y a pas de liste, il n'y a pas de projet de guerre à l'heure actuelle pour attaquer quiconque d'autre que l'Irak en vue de renverser telle ou telle direction ou d'imposer

les valeurs démocratiques », a affirmé le chef de la diplomatie américaine. Ces propos lénifiants n'ont toutefois pas empêché les forces américaines présentes en Irak de fermer un oléoduc qui servait à acheminer le pétrole irakien vers la Syrie. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, en a fait l'annonce hier, tout en restant évasif sur la portée de ce geste : « Je ne peux vous dire si c'est le seul ou s'ils ont complètement ar-

rêté le flux de pétrole entre l'Irak et la Syrie », a-t-il commenté. La veille, le secrétaire d'Etat Colin Powell avait déclaré que Washington allait « examiner de possibles mesures de nature diplomatique, économique ou autre » contre Damas. Washington se refusait toutefois hier à évoquer le terme de « sanctions » pour qualifier son geste, se bornant à expliquer que l'oléoduc en question servait depuis plusieurs années

à vendre illégalement du brut irakien via la Syrie, en violation du programme « pétrole contre nourriture ». Les Européens et la Ligue arabe se sont inquiétés cette semaine des accusations et menaces réitérées des dirigeants américains à l'encontre de la Syrie, dorénavant qualifiée d'« Etat voyou », et accusée d'abriter des dirigeants irakiens en fuite, de posséder des armes chimiques et de soutenir le terrorisme international.

Hier, les six pays du Conseil de coopération du Golfe sont montés au créneau. « Nous pensons que les menaces contre la Syrie doivent cesser. Nous ne pensons pas que la Syrie veuille une guerre ou une escalade (...) Nous rejetons toute atteinte à la sécurité de la Syrie », a déclaré le ministre qatarien des Affaires étrangères, cheikh Hamad bin Jas-

sim al-Thani.

Principal soutien de Washington dans la guerre en Irak, le gouvernement britannique a prévenu hier qu'une extension du conflit en cours à la Syrie serait « intolérable ». A en croire le porte-parole de Downing Street, il y a « déjà des signes, en termes de contrôle aux frontières et sur

le reste, que les Syriens commencent à répondre » aux demandes américaines et britanniques de ne pas accepter sur leur sol les dignitaires irakiens.

Le gouvernement syrien s'est indigné hier des accusations portées contre lui. « L'escalade observée dans les menaces et accusations de certains responsables américains

vis-à-vis de la Syrie visent à déstabiliser et à influencer ses décisions nationales ainsi que les positions nationales arabes. Le gouvernement rejette ces accusations et allégations et considère qu'elles répondent à une incitation israélienne », affirme un communiqué officiel.

(d'après AFP, Reuter.)

Le Kurdistan, laboratoire d'une « exception démocratique »

SOULEIMANIYÉ

de notre envoyé spécial

Il existe une « exception démocratique » au Kurdistan irakien. Les Kurdes en sont fiers et veulent préserver au sein de l'Irak de demain non seulement une identité, pour laquelle ils se sont battus durant des décennies, mais aussi une part du statut d'autonomie dont ils jouissent depuis treize ans et qui a donné naissance à un système politique sans égal dans la région. Même s'ils ont promis de renoncer à créer un Etat séparé pour intégrer une future fédération irakienne, ils entendent avoir leur mot à dire, au plus haut niveau.

La fin de la précédente guerre du Golfe, tragiquement terminée en 1991 pour une population kurde qui s'était soulevée avant de devoir subir le retour des Irakiens sur leur terre, (sans doute 50 000 morts dans la répression qui s'ensuivit), a débouché, grâce à une initiative de la France relayée par l'ONU et finalement approuvée par les Etats-Unis, sur la libération des Kurdes irakiens du joug de Bagdad. Protégé depuis par les avions américains et britanniques grâce aux « zones d'exclusions aériennes » pour le régime de Bagdad, le Kurdistan autonome de l'Irak a pu ainsi s'épanouir.

La résolution onusienne « Pétrole contre nourriture » a permis aux Kurdes de recueillir 13 % des revenus du pétrole irakien. Les quelques 4 millions d'habitants de ce territoire montagneux aux frontières de la Turquie et de l'Iran sont depuis les bénéficiaires d'une certaine prospérité. La mortalité infantile a reculé, les infrastructures sanitaires se sont améliorées, une ébauche de classe moyenne a vu le jour et les universités sont pleines.

Le Kurdistan est parfois perçu comme un territoire reculé où des paysans enturbannés font paître leurs moutons. Si cette réalité tribale subsiste, des villes comme Souleymanieh, à l'est, ou Arbil, à l'ouest, connaissent une activité culturelle où a fleuri un réel dyna-

misme intellectuel. Des journaux sont indépendants du pouvoir en place. Une dizaine de chaînes de télévision câblées ouvrent le Kurdistan sur le reste du monde.

Sur le plan politique, outre plusieurs partis concurrents allant des communistes aux islamistes modérés, deux mouvements issus de la guérilla anti-irakienne se partagent les commandes. Côté est, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du vieux chef charismatique Jalal Talabani est au pouvoir. A l'ouest, c'est le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui gouverne, avec à sa tête, Massoud Barzani, fils de Moustapha, « héros » des années de lutte pour la libération du Kurdistan, dans les années soixante et soixante-dix.

Les deux hommes, adversaires de toujours parce que l'un a rompu jadis avec le père de l'autre, se sont violemment affrontés entre 1994 et

1996 dans le cadre d'une guerre fratricide. Avant de se réconcilier en 1998 sous l'égide des Américains. En octobre 2002, devant le Parlement d'Arbil formé à l'issue des élections locales de 1992, les deux dirigeants ont scellé leur nouvelle entente en s'engageant à « avoir désormais un seul gouvernement et une seule administration. » Ce qui n'est pas encore fait, les deux partis disposant chacun, dans leurs « capitales », de leurs ministères, ainsi que de leur armée et de leur police.

« On ne peut pas dire que nous vivions sous un réel système démocratique », estime Asos Hardi, rédacteur en chef de l'hebdomadaire indépendant *Aolati*, à Souleymanieh. « Pour une démocratie au plein sens du terme, il nous faudrait une Constitution et que soient organisés de nouvelles élections, de manière régulière. Ce n'est pas le cas. Mais nous jouissons d'une liberté d'expression qui est sans aucune mesure n'importe où dans la région. »

Pour ce responsable d'un périodique tirant à une dizaine de milliers d'exemplaires, il n'existe pas de censure à proprement parler et ses journalistes « n'hésitent pas à criti-

quer le gouvernement de l'UPK ». A ses côtés, Halam Mansour, la responsable de la « section femmes » du journal, ancienne étudiante à Paris, féministe de toujours et divorcée d'un arabe de Bagdad, ne partage pas ce point de vue. « C'est faux ! il n'y a pas de vraie liberté d'expression !, dit-elle. Je ne peux pas critiquer Talabani lui-même. Mais c'est vrai que la société civile s'organise et que, tout de même, nous sommes plus libres qu'ailleurs. Ce qui n'est pas toujours le cas des femmes, prisonnières de la tradition ! »

Le rédacteur en chef revient à la charge : « Tous les jours, nous nous employons à combattre le népotisme et la corruption ! » Chaque parti tend en effet à placer ses gens aux leviers du pouvoir. Le système tribal est dénoncé par le sociologue et traducteur Shorosh Jwanroe. « Nous, les Kurdes, restons très liés à une mentalité de tribus, dit-il. La démocratie existe au Kurdistan mais elle manque de réelle substance. La démocratie, ça se sent et ce n'est pas encore ce que je perçois au Kurdistan. Mais la liberté d'expression existe, absolument ! on peut écrire ce que l'on veut. »

Shorosh est le produit de l'histoire tragique d'un peuple d'environ vingt-cinq millions d'habitants, déchiré entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et même l'Arménie. Pour lui, l'appétit démocratique des Kurdes est la résultante d'« un long et dur combat contre les envahisseurs et les trahisons des puissances occidentales à son égard. » Le 10 août 1920, le traité de Sévres entre les vainqueurs de la première guerre mondiale et la Turquie avait promis aux Kurdes la création d'un Kurdistan indépendant qui aurait réuni des régions de l'est de l'Anatolie turque et la province de Mossoul, aujourd'hui en Irak. Les promesses n'ont jamais été suivies d'effets.

« La lecture de Che Guevara et d'Ho Chi Minh a été pour nous fondatrice d'une culture de lutte de libération », poursuit ce marxiste qui sourit en se désignant à la fois « comme pro-américain ». Ancien peshmerga (combattant kurde),

membre du Komala, organisation d'extrême gauche, arrêté en 1978 par les Irakiens, condamné à mort avant d'être élargi sous pression d'Amnesty International, ce « communiste historique » dont le père, marxiste lui aussi, fut assassiné par

Des partis concurrents, des journaux indépendants mais pas encore de Constitution

le Baas (parti de Saddam Hussein), a vécu des années au Danemark et traduit du persan en kurde (!) des ouvrages de Jean-François Lyotard et de Karl Popper.

Au moment où l'Irak vient de basculer, notre homme exprime un optimisme mesuré quant à l'avenir des Kurdes irakiens. « Je crois que les Kurdes vont gagner beaucoup de choses dans cette période qui s'annonce. Mais pas dans un futur immédiat. Car qu'en sera-t-il de la situation de nos frères en Turquie, en Syrie ? » Si les Kurdes irakiens ont développé un discours et une culture politique qui leur est propre, beaucoup d'entre eux ont encore la nostalgie et l'espoir d'un « grand Kurdistan » qui les réunirait tous.

Mais ce rêve n'est plus à l'ordre du jour. En attendant, Shorosh Jwanroe prévient tout de même que, s'il le faut, et si cette fois encore, les promesses n'étaient pas tenues, « nous résisterons aux Américains ».

Bruno Philip

Le proconsul américain préside une réunion chaotique de l'opposition

Laure Mandeville

Drôle de « cadeau » d'anniversaire que celui reçu par le général américain Jay Garner. Pour ses 65 ans, ce retraité choisi par Washington pour servir de proconsul à l'Irak avait pour tâche, hier, de présider à Nasiriyya une réunion exploratoire, censée ouvrir des pistes à la mise en place d'une administration irakienne de transition. Une gageure.

Tenue sous une tente de fortune, à proximité de la cité antique d'Our, sous les huées de milliers de manifestants en colère, la rencontre a visiblement été quelque peu chaotique, à l'image de la situation dans le pays. Après avoir ouvert la séance en annonçant que « l'Irak libre et démocratique commence aujourd'hui », le général Garner a ajourné ses travaux au bout de quelques heures, appelant les invités à se retrouver d'ici à dix jours.

Les participants ont tout de même réussi à se mettre d'accord sur treize principes généraux destinés à aboutir à l'élaboration d'un nouveau système de gouvernement. Une déclaration affirme que le système choisi devra être « fédéral et démocratique » sur la base d'une « consultation nationale ». Elle se déclare favorable à la dissolution du parti Baas (au pouvoir sous le régime de Saddam Hus-

sein), et à l'élimination de ses effets sur la société.

D'autres principes applicables immédiatement sont sur la liste, notamment la nécessité pour les Irakiens de travailler avec les forces de la coalition pour rétablir la sécurité et les services de base, le refus de la violence et la nécessité pour les Irakiens de s'organiser localement et nationalement pour reconstruire leur pays.

Les délégués présents à Nasiriyya se prononcent aussi pour un dialogue « ouvert » entre les différents groupes politiques. Mais, là, les intentions affichées pourraient bien être compliquées par les rivalités féroces et les divergences qui opposent une société politique ravagée et éclatée.

Signe de « mauvais temps » : sur la centaine de personnalités invitées dans la ville du Sud irakien, plusieurs représentants de l'opposition ont brillé d'ailleurs hier par leur absence, dont le chef du Congrès national irakien, Ahmed Chalabi, pourtant considéré comme l'homme des Américains, qui se serait plaint du trop grand nombre de notables tribaux et de la sous-représentativité des villes. L'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII) avait carrément décidé de boycotter la rencontre, refusant par la voix de son numéro deux, Abdel Aziz al-Hakim, de se « mettre sous la férule des Etats-Unis ou de tout autre pays

car cela n'est pas dans l'intérêt des Irakiens ».

A leur arrivée sur la base de Tallil, les invités du général Jay Garner et du représentant spécial de la Maison-Blanche, Zalmay Khalizad, ont dû plus être hués par un « comité d'accueil » de milliers de manifestants en colère criant : « Non à l'Amérique, non à Saddam ! » « Les forces populaires et religieuses qui organisent cette manifestation estiment que la Hawza (école religieuse) de Nadjaf est l'unique représentant du peuple

Plusieurs représentants de l'opposition ont brillé hier par leur absence

irakien, qui est à 80 % chiïte », a affirmé à l'AFP Warrad Nassrallah, l'un des imams encadrant la manifestation.

Ce n'est pas une surprise pour les Américains. A la veille de la rencontre de Nassyriah, Jay Garner avait annoncé qu'il y aurait « beaucoup de problèmes ». Alors que deux dignitaires chiïtes viennent d'être assassinés dans la ville sainte de Nadjaf, au nord de Nasiriyya, et que le pays, privé de son parti-Etat, traverse une période de chaos et de pillages, les Américains n'attendaient pas de miracle de cette première étape d'une série de rencontres qui devrait déboucher « d'ici quelques semaines »

sur l'organisation d'une réunion d'envergure nationale, plus décisive. Bref, ce rassemblement de l'après-Saddam devait permettre exclusivement de tâter le terrain. « Il est essentiel que tout le monde comprenne que ce sera seulement la première réunion balbutiante d'une série de rencontres beaucoup plus larges à travers l'Irak », avait annoncé prudemment Jim Wilkinson, porte-parole au commandement central américain.

Derrière cette première tentative, se profile pourtant un enjeu colossal : faire émerger des interlocuteurs susceptibles de constituer assez rapidement l'ossature d'un pouvoir irakien provisoire. La

tâche est compliquée, vu les divergences criantes existant entre les différentes composantes de l'opposition irakienne. Il faudra concilier les intérêts des sunnites minoritaires, jusqu'ici au pouvoir, des chiïtes majoritaires, laissés pour compte, et des Kurdes, qui continuent d'exiger l'extension de leur zone autonome à Kirkouk et à certaines parties de Mossoul. Il faudra louver entre les groupes de l'intérieur et les exilés, partagés notamment sur le rôle imparté aux Etats-Unis dans la période transitoire. Il faudra aussi composer avec les rivalités tout aussi virulentes qui existent de longue date entre les factions

grandies dans l'exil. Et, bien sûr, prendre en compte la position clé des chefs religieux chiïtes, qui se sont historiquement situés dans l'opposition au régime déchu, mais qui sont eux-mêmes divisés sur l'après-Saddam.

Bref, les Américains n'ont pas d'homme providentiel à sortir de leur manche. Dans l'océan de dissensions de l'après-Saddam, aucune personnalité consensuelle à la Hamid Karzaï, le Pachtoune mis en place par les Américains après la défaite des talibans en Afghanistan, ne semble pour l'instant émerger.

Pourtant, soucieux de braver en brèche les accusations de colonialisme qui fusent çà et là, les Américains souhaiteraient passer le relais à une administration de transition au plus vite. « D'ici trois à six mois », confiait hier à



Tenue sous une tente de fortune, à proximité de la cité antique d'Our, sous les huées de milliers de manifestants en colère, la rencontre a visiblement été quelque peu confuse. (Photo Tim Sloan/AFP.)

l'agence AP le général Tim Cross, responsable britannique de l'équipe de Garner. L'idée générale serait de faire émerger des pouvoirs progressivement,

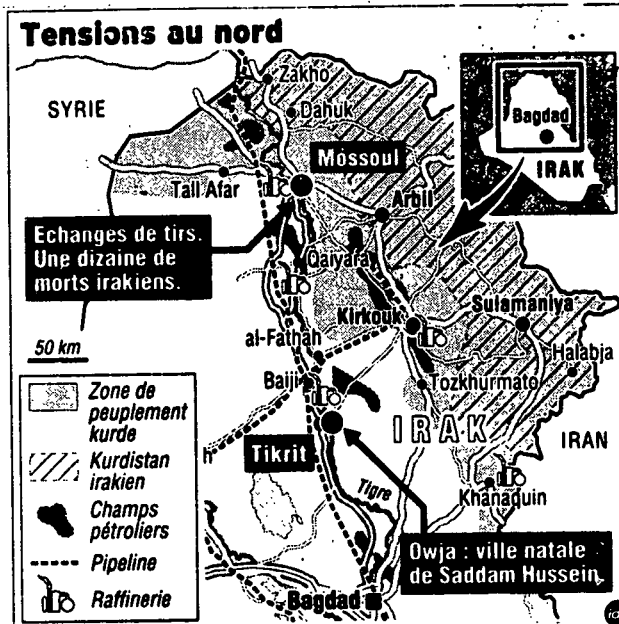
en partant de la base, comme cela se pratique déjà dans le port d'Ouin Qasr, à l'aide des notables locaux.

D'ici là, des « travaux pra-

tiques » de science politique à la dimension d'un pays attendent le général Jay Garner. Dans l'attente d'un introuvable pouvoir irakien, il lui faut en effet restaurer les deux fonctions vitales de tout État : le maintien de l'ordre et la monnaie.

(avec AFP, AP.)

Mossoul, dans le Nord, hostile aux Américains



Douze personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été blessées hier dans un accrochage qui aurait opposé les forces américaines à une foule hostile au nouvel homme fort de Mossoul, l'une des deux grandes villes pétrolières du nord de l'Irak. Le nouveau gouverneur autoproclamé de Mossoul, Mashan al-Juburi, s'appretait hier à faire son premier discours depuis que la ville est tombée aux mains des forces américaines vendredi dernier.

« Il disait que tout serait rétabli, l'eau, l'électricité. Que les Américains allaient apporter la démocratie, qu'il fallait coopérer avec les États-Unis... Nous étions rassemblés sur la place du gouvernement », relate un témoin.

Le gouverneur semble alors avoir été pris à partie par des manifestants. Membre de l'une des plus puissantes tri-

bus arabes d'Irak, il avait aidé la semaine dernière à la prise de la ville par les forces de la coalition. « *Lo foule l'a traité de menteur. Al-Juburi les a accusés d'être des Fedayins de Saddam. La foule a répondu que la démocratie, c'était faire partir les États-Unis. Il a continué à parler, la colère est montée, ils ont lancé des objets contre lui, retourné sa voiture qui a explosé* », poursuit l'un des médecins de l'hôpital, le docteur Said Altah. La fusillade aurait été déclenchée dans la foulée par les forces américaines.

Mais un porte-parole de l'armée américaine à Mossoul a démenti cette version. Il a affirmé que les forces de la coalition avaient essuyé des tirs provenant du toit d'un bâtiment, à soixante-quinze mètres du siège du gouvernement, avant de riposter, en prenant soin d'éviter la foule.

« Il y avait des protestataires à l'extérieur du bâtiment du gouvernement, environ 100 à 150. Il y a eu des tirs, nous avons répliqué... Nous n'avons pas tiré vers la foule mais vers le haut du bâtiment. Les tirs n'ont pas été intenses, ils ont été sporadiques, ils ont duré jusqu'à deux minutes », a-t-il affirmé. Selon le directeur des urgences de l'hôpital de Mossoul, le docteur Ayad al-Ramadhani, la fusillade aurait fait « douze morts et soixante blessés ».

Une heure après l'incident, des ambulances stationnaient toujours devant l'immeuble du gouvernement.

Les circonstances de la fusillade restaient cependant très floues hier soir. S'agissait-il de tirs hostiles, dirigés contre les soldats américains. Ou bien d'un règlement de comptes intertribal ou interethnique ? La politique d'arabisation forcée imposée par le régime sunnite de Bagdad pour changer la composition ethnique de la ville et diminuer le poids politique des Kurdes avait fini par faire de Mossoul une ville fidèle à Saddam Hussein.

Hier soir, une foule hostile aux Américains bloquait toujours l'entrée de l'hôpital aux journalistes occidentaux.

(d'après AFP.)

Les Moudjahidin du peuple étaient soutenus par Saddam

Les camps de l'opposition iranienne bombardés

Les Moudjahidin du peuple, mouvement d'opposition iranienne, soutenu par Saddam Hussein, ont été hier la cible de forces de la coalition américaines et britanniques. Leurs bases, situées en Irak, ont été bombardées à plusieurs reprises « parce qu'elles faisaient partie des armées irakiennes et constituaient un obstacle à nos opérations », a déclaré le porte-parole de l'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran.

Les Moudjahidin du peuple, qui disposent de nombreuses bases et de milliers d'hommes armés en Irak, figurent dans la liste des organisations terroristes dressée par les États-Unis et l'Union européenne. Leur chef, Massoud Radjavi, qualifié de « terroriste aux mains souillées de sang » par les dirigeants iraniens, a commandité de nombreuses actions depuis l'élection à la présidence de Mohammad

Khatami en 1997. En avril 1999, l'organisation a revendiqué l'assassinat à Téhéran du général Ali Sayad Chirazi, l'un des plus hauts responsables militaires iraniens. Elle n'avait plus fait parler d'elle jusqu'à la semaine dernière. Des affrontements

En 2000, l'Iran avait demandé à Bagdad de cesser d'abriter l'organisation

avaient alors éclaté dans le nord de l'Irak entre des membres des Moudjahidin du peuple et des combattants irakiens. Une trentaine de membres du groupe avaient été tués.

Née en 1965 d'une scission au sein du Mouvement de libération de l'Iran, le groupe na-

tionnaliste dirigé par Medhi Bazargan, l'organisation d'inspiration chiite et marxiste avait pris part au renversement du Chah en 1979. Elle avait ensuite été chassée du pays au début des années 1980 à la suite d'affrontements avec le régime islamique et d'une ré-

pression qui avait fait des milliers de morts. Les Moudjahidin du peuple avaient alors trouvé refuge à l'étranger, notamment

en Irak. Un accord entre Massoud Radjavi et Saddam Hussein avait été signé en 1986, en pleine guerre Iran-Irak. En 2000, l'Iran avait demandé à Saddam Hussein de cesser d'abriter l'organisation afin de normaliser les relations entre les deux pays.

M. F. T. (avec AFP)

De nombreuses menaces ont été évitées...

L'aspect majeur de cette guerre, comme de celle d'Afghanistan, ou précédemment celle de 1991, est qu'elle est avant tout une guerre aé-

PAR
GÉRARD CHALIAND*

LE FIGARO JEUDI 17 AVRIL 2003

rienne. Les images n'ont montré, pour l'essentiel, que des bribes d'opérations terrestres. Celles-ci sont restées modestes en matière de destruction du potentiel de l'adversaire. La défaite rapide des forces armées irakiennes est due au pilonnage intensif par voie aérienne.

Pour le téléspectateur ou pour le public en général, les bombardements restent abstraits. On ne nous dit rien sur les pertes militaires de l'adversaire. Les divisions de la garde spéciale qui se trouvaient à Bagdad ou à proximité immédiate ont été lourdement bombardées pendant plusieurs jours. Avec quels résultats ? Lorsque les chars américains sont intervenus à Bagdad, la résistance s'est avérée faible. L'observateur militaire en conclut que les pertes ont dû être sévères, même si certains éléments se sont fondus parmi la population civile. De même Tikrit est tombée quasiment sans combat au sol, parce que la ville a été sévèrement bombardée depuis plus d'une semaine.

Quatre semaines après le début du conflit, il ne reste plus que des poches de résistance. Bien des menaces évoquées il y a un mois ne se sont pas réalisées ou ont été évitées : pas de Scud sur Israël, pas de destruction des instal-

lations pétrolières, pas d'utilisation d'armes chimiques ou biologiques, la Turquie n'est finalement pas intervenue. Il n'y a pas eu d'enlèvement comme certains ont pu le penser à la seconde semaine du conflit, après la résistance rencontrée dans les cités du sud du pays. Au total, les pertes de la coalition sont très modestes : quelque 130 morts et 400 blessés du côté américain. Davantage, proportionnellement, du côté britannique, ceux-ci ayant pris plus de risques et, par ailleurs, montré leur savoir-faire.

En quatre semaines, l'aviation anglo-américaine a effectué quelque 30 000 sorties, soit plus de 1 000 par jour. Plus des deux tiers des bombes étaient guidées, soit dix fois plus que lors de la précédente guerre du Golfe. L'effondrement irakien trouve son explication dans l'intensité et la précision de ces bombardements incessants.

Une fois encore, faut-il rap-

peler à quel point le conflit était inégal ? Il est possible que comme pour la première guerre du Golfe, nous ne sachions jamais officiellement le nombre de pertes militaires irakiennes. Celles-ci, officieusement, voisinaient les 100 000 hommes. Les jombes à fragmentation ne visant pas les bâtiments civils,

sans doute, cette fois, les pertes militaires se situaient-elles entre 50 et 100 000 hommes.

La situation à l'intérieur de l'Irak est contrastée, comme on pouvait s'y attendre. Elle est dominée par un sentiment de soulagement d'être débarrassé d'une tyrannie qui opprimait la majorité de la population (55 % de chiites et 20 % de Kurdes, au moins) et d'inquiétude quant à la perspective d'une présence militaire étrangère prolongée. On observe des pillages classiques dans des situations de ce type - dominées par la pénurie - d'où la nécessité de remettre de l'ordre et de restaurer la sécurité. Ici et là ont lieu quelques règlements de compte, notamment à Nadjaf,

entre factions sunnites aux objectifs tout à fait contradictoires (islamistes intégristes d'une part et modérés d'autre part) ou à Mossoul, entre Kurdes et Arabes.

Enfin de grandes manœuvres sont annoncées à Nassiriya pour décider qui, parmi quelque 70 personnalités (revenues d'exil ou non), participera à l'embryon de gouvernement intérimaire qui sera sans doute un compromis entre divers courants, à la fois en Irak et dans l'administration américaine. La gestion de la paix va s'avérer plus complexe que la conduite de la guerre.

Au total, 75 % de la population est arabe. Plus de 95 % sont musulmans. Les minorités ethniques sont composées de Turkmènes (500 000, peut-être) et de minorités religieuses comprenant les chrétiens (assyriens, chaldéens rattachés à Rome, plus nombreux que les précédents) et les Yézidites, une secte dualiste kurde.

Il faut signaler deux faits. La Grande-Bretagne a confié le pouvoir aux sunnites. Et par ailleurs, le sort du vilayet de Mossoul n'a été scellé, par la Société des nations, qu'en 1925. Jusque-là, de 1923 à 1925, la Turquie kémaliste en réclamait la restitution. On pourrait ajouter qu'après avoir très longtemps nié l'existence même des Kurdes (des « Turcs montagnards », disait-on), en février 1991, le chef de l'État turc, à la veille de l'effondrement possible du régime de Saddam Hussein, annonçait qu'il y avait 12 millions de Kurdes en Turquie, soit 20 % de la population totale. Une manière de se positionner concernant un éventuel éclatement de l'Irak. Si les États-Unis ne s'y étaient pas fermement opposés, cette fois-ci, l'armée turque serait volontiers allée jusqu'à Mossoul et Kirkouk.

Quant à l'Irak, qui reste aux yeux des États-Unis l'adversaire régional principal, il a soutenu et soutient toujours le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) qui se trouve basé à Téhéran, avec pour chef l'ayatollah El Hakim qui milite pour une ligne islamiste. Les Américains se sont opposés à ce que les troupes du CSRII participent aux opérations militaires en Irak. De toute façon, il est, je crois, exclu que les chiites puissent avoir une représentation équivalente à leur pourcentage. Les sunnites resteront importants.

Enfin, existe-t-il un risque de conflit avec la Syrie ? Non. Le président Bush vient déjà de se tourner vers le front intérieur, celui des problèmes économiques et sociaux qui vont dominer son éventuelle réélection. Il s'agit de contraindre la Syrie, qui est le maillon faible, en lui faisant peur, de cesser de soutenir directement ou indirectement le Hezbollah, Hamas et le Djihad islamique. La Syrie, depuis les lendemains du 11 septembre, a montré une volonté de coopérer avec les États-Unis en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme international et en votant pour la résolution 1441, facilitant ainsi la tâche de la diplomatie américaine. Avant d'accuser les Syriens de détenir des armes de destructions massives, il serait décent de trouver celles d'Irak. L'Administration américaine estime que si la sécurité d'Israël est mieux assurée, les négociations destinées à mener à un accord avec les Palestiniens seront rendues plus faciles. L'avenir dira si ce calcul favorise la création d'un État palestinien ou conforte le Likoud.

* Spécialiste des conflits, il est l'auteur avec Arnaud Blin d'*America is back, les nouveaux Césars du Pentagone*, aux éditions Bayard, 2003.

Il paraît exclu que les chiites puissent avoir une représentation équivalente à leur pourcentage dans le futur pouvoir...

Kurds moving in on Saddam's powerbase

BY JASON BURKE
OUTSIDE TIKRIT



13 April 2003 The Observer

KURDISH peshmerga guerrillas were advancing on Tikrit, the powerbase of Saddam Hussein's regime, last night as reports from the city suggested resistance had collapsed except for skirmishing.

Kurdish commanders said their forces had reached defensive lines two miles from the city before pulling back. Air strikes were continuing and refugees from Saddam's birthplace said there was looting on the streets and that most of the military forces had fled.

Coalition planners had expected forces loyal to the regime to make a last-ditch stand in the city, 120 miles north of Baghdad, after regrouping. Tens of thousands of soldiers from the Republican Guard and Special Republican Guard were believed to have fallen back to the city. If alive, Saddam was considered likely to be hiding there with members of his close family and entourage.

However, it looked increasingly possible that the US Marines' advance from the south would be unopposed.

To the north and east of the city, lightly armed American forces rushed into areas cleared by Kurdish forces. Large numbers of special forces have already moved in around the perimeter of Tikrit, which sits on a bend in the river Tigris.

Some light Iraqi resistance was encountered. At Riyaz, 40 miles south-west of Kirkuk, *The Observer* saw several dead Iraqis, killed in a fire-fight, and many abandoned armoured vehicles. Several peshmerga have been killed, though it is unclear if they were shot by Iraqi forces or by Arab farmers protecting their property as armed looters flooded into villages behind the coalition forces.

The degree of resistance in Tikrit will depend on whether years of favoured treatment make the people of Saddam's home town stand by him to the end. A high proportion of senior figures in his regime, particularly the armed forces, came from the city.

US-led forces have been bombarding Tikrit for weeks, attacking what were thought to be among the strongest military defences in Iraq.

Michael Clarke, director of the International Policy Institute at King's College in London, said it may have been reinforced by troops that have disappeared from other cities, including Baghdad.

'Iraq has 50,000 troops there, maybe more, though

it's not clear how many would fight,' he said. 'It has the Adnan Division which so far hasn't entered the fighting. You can add to that the normal garrison troops and the special security service that [Saddam's son] Uday controlled.'

However Kurdish military sources said the allies would be able to exploit strong dislike of Saddam among Tikriti tribes who did not benefit from his rule. But US and British officials say they are in no rush to launch a ground assault.

'The land campaign, when it comes, will be done on a timescale which fits our plan,' said Group Captain Al Lockwood, spokesman for British forces at war HQ in Qatar.

Peshmerga continued to pull back from the key city of Kirkuk yesterday. Their seizure of control after the Iraqi army pulled out on Thursday prompted threats of military intervention in northern Iraq by Turkey. Ankara is concerned that possession of the oil-rich city might allow the Kurds to set up an independent state, inspiring a rebellion among Turkey's Kurdish minority.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, said half his forces had been withdrawn. 'We are moving the remainder,' he told reporters. Mam Rostam, a senior Kurdish commander, said fighters originally from

Kirkuk would remain.

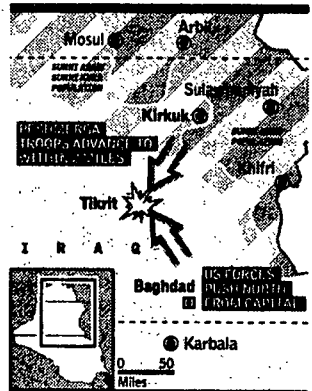
American forces had managed to secure much of the city yesterday and end widespread looting, largely targeted at Kirkuk's Arab and Turkmen ethnic minorities.

However, Mosul remained anarchic, with firefights between looters, locals, pro-Saddam militia and American forces. Although US troops set up checkpoints draped in the stars and stripes at key intersections, disorder continued. Fedayeen militia and hardline Islamic militants from outside Iraq continued to snipe at the American soldiers.

US military planners say the war is far from over, though few pockets of Iraqi resistance remain anywhere in the country.

'If Tikrit falls, and is like other cities we've gone into and there's an end to any presence of the regime and removal of military forces, it's just one more city,' Brigadier General Vincent Brooks told a news conference in Qatar.

He said that the United States had other objectives than overthrowing Saddam, such as ending Iraq's ability to produce nuclear, chemical or biological weapons.



Iran's influence crosses border to fill chaotic vacuum

MANY PEOPLE in Iraq complain that George Bush has so far utterly failed to live up to his promises of real "liberation", but the people of Baqubah have better reason than most.

The hated Baathist bureaucrats and generals no sooner disappeared from this large, soul-destroyingly bleak town, 35 miles from the Iranian border, than another armed force sought control on the streets, inspiring unease and even outright fear. And it was not the American Marines.

BY PHIL REEVES
in Ba'qubah

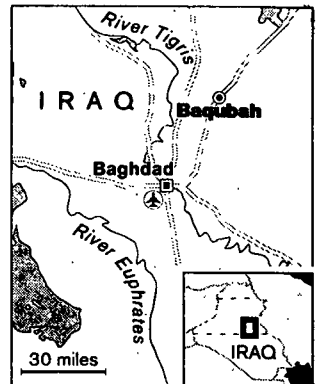
Standing guard over a former Baath party administration headquarters at lunchtime yesterday, Kalashnikovs at the ready, was a band of bearded fighters from the Badr Brigade, a pro-Iranian heavily armed militia whose overall numbers are in excess of 10,000.

The militiamen were suspicious and hostile when we arrived to inspect their new stronghold, whose walls bear a

picture of their leader, Ayatollah Mohammad Bakr al-Hakim, head of a revered Iraqi Shia family who lives in exile in Tehran.

The building's massive portrait of Saddam Hussein has been destroyed with particular energy, with angry streaks of black paint.

Some of Ayatollah Hakim's unarmed supporters milling around on the scene said that the militia was merely trying to restore order. "Thank you, USA, but now it must go!" shouted one man - repeating



the well-publicised views of the ayatollah, who has made clear that he wants the American and

THE INDEPENDENT
Thursday 17 April 2003

But it is debatable whether they are enough of them to make a difference, or whether they are adequately prepared for the role.

"They had a long time to plan for issues such as this, but it seems nothing was done," said Hani Mufti, London director of the Middle East and North Africa division of Human Rights Watch.

She said the Kurds' right of return to property and land seized by the Ba'athist regime should be recognised, but warned: "If a plan for the gradual and orderly return of these

displaced citizens is not drawn up and implemented soon there is a real possibility of inter-ethnic violence."

She said that the Kurds in Kirkuk should not take the law into their own hands. "Right up until the collapse of the regime they were the victims of terror," she said.

"Now they should not turn around and do the same thing to the Arabs. They were also victims of Saddam."

A senior Kurdish official called yesterday for an international commission to settle the issue of internally dis-

placed people in the north.

"This has to be an organised process," said Hoshiyar Zebari, foreign relations chief of the Kurdistan Democratic party, one of the two Kurdish groups controlling the self-rule area.

"Kurds have been the victims of the Arabisation process for so many years. There should be an international committee headed by a prominent personality to supervise the return of displaced people to their homes, while at the same time not encroaching on human rights."

L'esprit de vengeance domine

Tension arabo-kurde à Kirkouk

Victimes de la politique d'arabisation de Saddam Hussein, les Kurdes se sont empressés de rentrer à Qadé Sia, une zone résidentielle de Kirkouk, pour récupérer leurs terres, d'où ils avaient été chassés. Les nombreuses familles arabes qui y avaient été installées dans les années 70 se retrouvent tout d'un coup à la rue. Elles appellent à une résolution du problème par les forces anglo-américaines.

Kirkouk :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Appuyé contre le mur de sa maison en pierres, Qassem Mohammad Bamed al-Moussavi attend désespérément de pouvoir rentrer chez lui. « *Nous avons quitté Qadé Sia la semaine dernière pour nous protéger des bombardements. Quand on est rentré il y a trois jours, notre maison était occupée par une famille kurde* », raconte l'homme en tunique noire, un Arabe d'origine chiite. Mais, sur le pas de la porte, l'occupant tient tête en bloquant le passage. « *Cette terre appartient à ma famille. Je suis venu la récupérer. Ma démarche est légitime* », explique Khaled Rachid Rahim, revêtu du charwar, large pantalon bouffant kurde. Située à la périphérie de la ville pétrolière de Kirkouk, Qadé Sia est une zone résidentielle aux maisons basses, bordées de petits jardins, hébergeant quelque 200 000 habitants. Depuis la libération de Kirkouk, il y a tout

juste une semaine, la fin de la guerre menée contre les baasistes a ouvert la porte sur un autre conflit : celui des Kurdes contre les Arabes. Victimes d'une intense politique d'arabisation sous Saddam Hussein, de nombreux Kurdes viennent réclamer leurs terres à Qadé Sia, dont ils ont été sauvagement chassés dans les années 70. « *A l'époque, Qadé Sia était une vaste zone agricole qui était la propriété de plusieurs familles kurdes, dont celle de mon père* », raconte Khaled Rachid Rahim. « *Quand les baasistes sont arrivés au pouvoir, ils ont tué mon père et trois de mes frères. Notre famille a été expulsée de Kirkouk, et toutes nos terres ont été saisies* », dit-il.

Il y a plus de trente ans, le nettoyage ethnique lancé par le régime baasiste incita des dizaines de milliers d'Arabes du sud de l'Irak à venir s'installer à Kirkouk. Dénichées dans les faubourgs traditionnels des grandes villes, de nombreuses familles chiites se virent offrir un travail, un terrain et une enveloppe de 10 000 dinars irakiens (l'équivalent de 7 000 dollars à

l'époque) pour venir établir leur résidence à Qadé Sia.

« *Nous n'avons rien fait de mal. Nous ne sommes pas responsables. Nous étions pauvres. Venir à Kirkouk, c'était notre seule façon de survivre. Quand on nous a offert ce terrain, on y a construit notre maison* », gémit Qassem Mohammad Bamed al-Moussavi, débarqué de Bagdad en 1977. A côté de lui, sa femme, Saadi, s'efforce d'essuyer ses larmes avec son tchador noir. « *Cela fait des années qu'on travaille tous les jours du matin au soir pour gagner notre vie et nourrir nos six filles. Et maintenant on se retrouve sans toit. C'est ça, le résultat de nos efforts ?* », se lamente-t-elle. « *Comme tous les autres Irakiens, nous sommes victimes de la manipulation de Saddam Hussein* ». Dans le petit salon de Qassem et Saadi, où Khaled Rachid, sa femme et ses trois enfants ont établi leurs nouveaux quartiers, le canapé est toujours à sa place et le grand portrait de l'imam Ali (un des douze imams chiites) n'a pas bougé du mur. « *Nous ne sommes pas des pilleurs. Nous ne toucherons pas aux meubles des habitants. Nous voulons juste récupérer notre emplacement* », explique Khaled. Qassem Mohammad Bamed al-Moussavi ne l'entend pourtant pas de la même façon. « *Qu'il me montre son titre de propriété, et je lui rendrai le terrain* », s'exclame-t-il. « *Impossible* », répond Khaled. *Tous les papiers relatifs au terrain ont été brûlés par les baasistes*, en ajoutant : « *La seule solution, c'est de partager la maison en deux en attendant qu'une décision officielle soit prise* ».

Mais les nombreux Kurdes de retour à Qadé Sia n'ont pas cet

esprit de conciliation. Après des années de persécution et d'oppression, c'est avant tout la vengeance qui anime les esprits. Profitant de l'absence de certaines familles arabes, de nombreux Kurdes se sont empressés d'investir les maisons, en raflant tout sur leur passage : télévisions, frigidaires, mobilier.

Les officiels du PDK et de l'UPK s'efforcent de calmer les esprits. Barham Salih, le copremier ministre de l'enclave autonome kurde du nord de l'Irak, a déjà appelé à la participation d'observateurs internationaux pour superviser la réintégration des Kurdes. Mais, depuis une semaine, les autres groupes ethniques se disent également victimes des Kurdes. La communauté turkmène, également persécutée sous Saddam Hussein, y voit une nouvelle forme de colonisation de la ville. Quant aux Arabes, ils se sentent la cible d'une revanche. « *Nous voulons lancer un appel aux Kurdes pour qu'ils évacuent nos maisons. Sinon, nous serons obligés de répondre par la force* », clame haut et fort Seyyed Agal al-Moussavi. Ce leader religieux influent de la tribu chiite al-Moussavi a adressé au général Tayler, en charge des forces spéciales Américaines, une lettre appelant les Américains à « *protéger toutes les populations de Kirkouk, sans aucune forme de discrimination* », insiste-t-il.

Pour faire entendre leur voix, les chiites du quartier Qadé Sia ont prévu d'organiser une manifestation cette semaine, à l'issue de la grande prière du vendredi. « *Elle sera pacifique et silencieuse* », annonce Seyyed Agal al-Moussavi. « *Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot* », prévient-il.

British to pull out of Iraq after toppling Saddam. Asked if they wanted Ayatollah Hakim to rule this fractured country, another replied: "God willing". Not far away, an equally unfriendly group of Badr militiamen was standing outside a second party building, while more of their ranks were busy within.

To establish what other key buildings and resources in Baqubah were under the militia's control was impossible. We were advised by locals to leave the area at once because our lives were at risk from - they insisted - the Badr men. But, according to residents, the brigade had taken over at least seven "sensitive" local sites.

Baqubah, a mostly Shia town on a tributary of the Tigris 40 minutes drive north-east of Baghdad, has yet to consider itself "liberated"; it has certainly seen nothing of the "good times" about which Mr Bush has been waxing lyrical in his latest speeches in Washington.

The grizzled men playing dominoes and drinking tea in

the town centre café said the United States army bombed a few installations - an army camp and transport depots. But they said its troops and tanks never entered Baqubah because the US commanders struck a deal with local clan leaders to pass it by. Here, as

everywhere else, the fall of Saddam Hussein regime has left a chaotic vacuum, which is not only being exploited by the Badr Brigade but by looters. Shops are mostly shut. But the sight of Badr militiamen swaggering around with guns is contributing to the unease.

"We have lived in fear for 35 years and we are still living in fear," said a clearly nervous man, a teacher called Haider, (people here still refuse to give their names in full and were clearly uneasy about discussing current events). "We don't know anything about these Badr people. Suddenly they appeared. We don't know what is their aim."

Others said that the brigade - some of whom have Iranian accents - secretly slipped into

Baqubah before the war, emerging as soon as the dictator had been ousted.

But such is the anarchy in Iraq in the aftermath of the American-British invasion, coupled with the growing popular cynicism over the failure of the Americans to restore order, that some Iraqis say they are willing to welcome any entity that can provide safety.

The Badr Brigade is a force that bears little resemblance to anything the Americans had in mind when they decided to replace President Saddam with new rulers. Before the war Ayatollah Hakim appealed to his supporters not to fight the invading US or British troops. But he and his political group, the Supreme Council for Islamic

Revolution in Iraq, have ties to Tehran and are unlikely long-term allies of any government Washington seeks to install.

The ayatollah had refused to attend or send a representative to the US-convened meeting on Tuesday in Nasiriyah aimed at

establishing a government in post-Saddam Iraq.

This is far from the first power play by the ayatollah. He supported Iran in the 1980s Iran-Iraq war. During the failed 1991 uprising in Iraq, he sought to take control of the rebellion, issuing pronouncements from a base across the Iranian border, stating that "no ideas except the rightful Islamic ones should be disseminated".

The prospect of an Islamic revolution alienated large num-

bers of Iraq's spectrum of peoples - Sunni Muslims, Kurds, Christians and secular Iraqis - contributing to the failure of the revolt. But 12 years on, the ayatollah and his fighters are in action again.

Arabs face evictions as Kurds take revenge

Once-repressed group say they are only reclaiming what is theirs

Michael Howard
in Daquouq, Iraqi Kurdistan

Iraqi Arabs claim they are being forcibly expelled from homes and villages in and around the northern city of Kirkuk by Kurds who are bent on undoing years of their own forced expulsion at the hands of the Iraqi regime.

As many as 2,000 people from four villages near the town of Daquouq, about 17 miles south of Kirkuk, are reported to have left property and land that once belonged to Kurds, after being served with eviction notices by an official from the Patriotic Union of Kurdistan - which took control of the area following the

fall of Kirkuk on April 10.

The Arab villagers have sought refuge in the homes and tents of fellow members of the Shummar tribe in a larger village nearby.

"This is the legacy Saddam left us," said Walid, a farmer from the village of al-Untasir, who came to Daquouq to plead his case with PUK officials. "Now we have no safety, no land and no future." He said he and his family had been forced from his home by gunmen who then stole his tractor.

With the US military struggling to retain even a tenuous grip over Iraq's northern cities, a wave of reprisals by the Kurds against their former Arab oppressors is sweeping

the region.

In Kirkuk, Arab residents of the Qadassiyah district say they have been the target of looting and a drive-by shooting by Kurds. They said three houses in the area had been seized by armed men who then spray-painted the word *girow*, Kurdish for "taken", on the outside.

PUK officials yesterday denied that expulsion represented their official policy, but conceded that some Kurds may have pretended to be PUK officials in order to "pursue criminal activities".

"The Arabs are our brothers," said Juma Ahmed Majid, head of the PUK's Daquouq office. "But Kurds used to own, farm and live on all this land and were driven off it by Saddam in the 1970s. We have long dreamed of being able to return and it is our right."

In a conciliatory message to Arab tribal leaders in and around Mosul and Kirkuk, Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic party, condemned the attacks and promised to bring to justice any Kurds caught looting Arab villages.

"No Kurd is allowed to attack the property, life or integrity of any Arab citizen in any village, district or in the centre of main cities," he said.

"The Arabs have full right to self-defence in such incidents."

Settling claims over dis-

placed people and confiscated property in Iraq is one of the most sensitive and potentially explosive issues facing post-war authorities in the country.

For Kurds, Kirkuk has become a symbol of their repression and arouses great passion.

Since the 1991 Gulf war, the Iraqi regime has systematically expelled an estimated 120,000 people - mostly Kurds, but also Turkomans and Assyrian Christians - from Kirkuk and other towns and villages in this oil-rich region in a process known as "Arabisation".

There are thought to be as many as 400,000 displaced people in northern Iraq.

Yesterday's outcry from the Arab community in the north is likely to add to growing criticism of the US and British forces for what is increasingly looking like an ad hoc strategy for defusing Iraq's political and social minefields.

With the past week's looting, violence and unrest in Mosul and Kirkuk, US forces who have arrived from fighting against Iraqi troops are now being asked to play the role of peacekeepers.

« Les Arabes sont donc des gens qui souffrent, comme nous... » Kirkouk : les convulsions de la liberté

Les combattants kurdes découvrent que les émigrants transférés du sud de l'Irak par Saddam Hussein pour « arabiser » le Kurdistan étaient eux-mêmes des victimes de la dictature. Et constatent d'autre part que la coexistence avec une autre minorité ne s'annonce pas facile...

De notre envoyée spéciale, Sara Daniel

« **L**e parfum de Kirkouk ! » Ferhad respire avec ravissement l'air chargé de vapeurs d'essence. A l'écouter, cette odeur oppressante ne vient pas seulement des tranchées où un pétrole visqueux, répandu par l'armée irakienne pour perturber les tirs des avions américains, finit de brûler, ni des deux puits de pétrole en flammes d'où s'échappent de lourdes volutes de fumée violettes. Cette odeur, c'est l'âme de sa ville. Une ville qu'il n'a pas revue depuis douze ans.

C'était pendant l'hiver 1991. Et Ferhad avait décidé de désertir Bagdad et l'armée de Saddam pour venir prêter main-forte à la rébellion kurde dans le nord. Ils auront tenu dix jours. Dix jours de liberté avant de devoir se replier dans les villes du Kurdistan, au nord du 36^e parallèle. A l'abri de la terrible répression du raïs irakien. Alors, douze ans après, Ferhad a une impression de déjà-vu lancinante. « Je suis dans un rêve », répète-t-il. Bien sûr, ce n'est pas la même route qu'il emprunte puisque, cette fois, il vient du Nord et non de Bagdad. Mais ce sont les mêmes scènes. L'explosion furieuse d'une ville tout juste libérée et pas encore

pacifiée. Dans les magnifiques pâturages du Kurdistan parsemés de coquelicots, des habitants dépêchent des taxis disloqués par les bombes. A l'intérieur gisent encore les cadavres des soldats irakiens qui ont tenté de fuir.

Dernier check point avant la ville. Dans un sens, il y a les pick-up qui reviennent déjà de Kirkouk chargés du butin de leur pillage. Dans l'autre, il y a les camions remplis de peshmergas en armes, aux couleurs du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ou de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui tirent en l'air. Des centaines de voitures encastées qui klaxonnent. La circulation se fait à la kalachnikov. Personne ne s'occupe des blessés. Un homme vient de Mossoul. Une balle de sniper lui a emporté un morceau de joue. Sa chemise

trempe de sang goutte dans la poussière. « C'est un fedayin de Saddam qui m'a fait cela parce que j'étais kurde », explique-t-il en montrant sa plaie béante. « Regardez comme c'est beau », rêve Ferhad, le regard lointain, fixé sur la ville qui approche : « Ces raffineries... Voilà mon école Abul-Malik. Et regardez, derrière ce char qui brûle, c'est ma maison d'enfance ! »

A l'entrée de la ville, la confusion est totale. Les peshmergas de la ville kurde de Souleima-

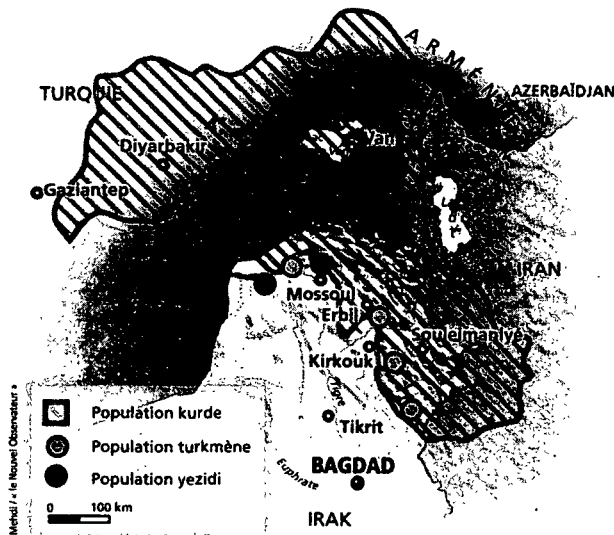
d'Imam Qassam, le quartier kurde où se trouve la maison de ses parents, son angoisse grandit. Il longe les rues de son quartier sans retrouver la maison et s'apprête à renoncer lorsqu'il aperçoit son père sur le seuil d'un petit pavillon. L'homme a vieilli bien sûr, mais il se tient droit malgré les ans, les exodes et les séparations. Ils sont là, face à face, le père et le fils. Gênés de cette immense émotion qui les submerge. Très vite, les voisins envahissent la maison pour accueillir l'exilé. Une vieille femme qui vient de la ville d'Halabja, bombardée aux gaz par l'armée irakienne en 1988, lève les bras aux cieux, en remerciant Dieu et George Bush. Elle a encore peur que Saddam revienne. Comme en 1991.

Les voisins donnent des nouvelles du « diable » du quartier à Ferhad : le chef du parti Baas local, le terrible Abu Khalidun. L'apparatchik qui obligeait les jeunes hommes à s'enrôler dans l'Armée Al-Qods et les femmes à venir faire le ménage gratuitement au parti. C'est lui qui, dans le quartier, mettait en œuvre l'arabisation de Kirkouk, en chassant tous les Kurdes qui n'en étaient pas originaires depuis de longues générations. « Nos fils se sont occupés de lui », se réjouit une voisine. « C'est Neman qui a eu la chance de l'abattre », explique un autre voisin. A quelques rues de là, le siège de la section du Baas révèle la violence de la bataille qui vient de finir.

A Kirkouk, la seule statue encore debout ne représente pas Saddam, bien sûr, mais Ata Kharullah, un grand chef turkmène. En passant devant le monument, Ferhad sursaute : la plaque de la statue a été endommagée. « Si on la détruit, ce sera une catastrophe, soupire-t-il, les Turkmènes diront que ce sont les Kurdes qui l'ont fait. » De fait, dans le petit attroupement qui se forme, le ton monte. Un vieux Kurde explique : « Il faut déboulonner cette statue. Cet homme a tué des Kurdes. » « Ne faites pas le jeu de l'ancien régime », explique Najat Mohammed, un étudiant - turkmène - en sciences islamiques de 26 ans qui essaye de calmer la foule. Si Saddam a mis cette statue là, c'est pour mieux diviser les Turkmènes et les Kurdes. » En aparté, l'étudiant avoue son inquiétude. « Est-ce que Tala-

niyé, le front ceint d'un bandeau vert scandent : « Mama Jalal ! » Le nom affectueux de Jalal Talabani, le leader de l'UPK. Des jeunes filles offrent des pâtisseries aux peshmergas en chantant : « Longue vie à George Bush. » « C'est la première fois que je vois des femmes dans la rue sans abayas », s'exclame Ferhad. Plusieurs bâtiments flambent. Partout, on entend des coups de feu. Tirs de joie ou de revanche ? Les premiers sont presque aussi meurtriers que les seconds. Dans le palais du gouverneur, cinq soldats américains fouillent des hommes qui sont le dos au mur, les mains collées sur la tête. Ils sont une quinzaine, venus du Soudan, du Yémen ou de Palestine pour prêter main-forte à l'armée de Saddam.

Au fur et à mesure que Ferhad s'approche



Hussein et la colère des Turkmènes...

bani et Barzani, les chefs des partis kurdes, seront mieux que Saddam pour nous ? Ce n'est pas sûr. Les peshmergas sont venus faire main basse sur le pétrole de Kirkouk. Et sur le reste. Regardez tous ces pillages. J'aurais aimé que les Turcs envoient leurs soldats pour garder les bâtiments publics. » Et l'étudiant qui semblait vouloir calmer le jeu se lance dans un révisionnisme douteux : « Si le régime de Saddam n'avait pas pensé que des soldats iraniens se cachaient à Halabja, il n'aurait jamais gazé les Kurdes... »

Comme en écho à ses paroles, passe une Jeep de miliciens turkmènes, reconnaissables à leur drapeau bleu. Le leader du Front turkmène à Kirkouk, qui se prénomme en toute simplicité Mustapha Kemal, assure que ces milices sont prêtes à intervenir si les Kurdes ne retirent pas leurs peshmergas et leur police, qui assurent aujourd'hui l'ordre dans la ville aux côtés des Américains.

A quelques centaines de mètres du square, se joue un autre drame ethnique. Le siège de

Arabes qui ont volé les terres de son peuple. Mais il accepte, par curiosité, de nous accompagner dans les quartiers où ils vivent. C'est un quartier de HLM délabrés, baptisé le quartier « Saddam », où ils s'entassent dans des pièces insalubres. Tous sont d'anciens baasistes. Quelques-uns, recherchés par les autorités kurdes, se montrent menaçants. Tous évitent les peshmergas. Ils se montrent d'abord nerveux de recevoir de la visite, puis ils éprouvent vite un grand soulagement à pouvoir confier leurs malheurs. Chacun veut raconter sa triste histoire. Egrener ses malheurs. Ils viennent d'Al-Kout ou de Bassora. Beaucoup sont chiïtes. Ils étaient les plus pauvres des pauvres. Alors, pour un lopin de terre, un appartement et un peu d'argent, ils sont venus s'installer à Kirkouk. « Nous ne savions rien de ce programme d'arabisation. Nous pensions juste à survivre... », explique un ancien baasiste, dont la maison a été ravagée par des hommes en armes. Très vite

Il s'appelait Hussein. Il avait 8 ans. Une balle vient de lui faire exploser la tête dans un taxi devant le local du Front de Libération turkmène. Imat Avci, une kalachnikov à la main, est arrivé de Turquie il y a cinq jours pour « protéger » ses amis turkmènes : « Nous ne laisserons pas les barbares kurdes s'emparer de notre ville. » Bien sûr, dans cette ville déchirée par les divisions ethniques, les versions du drame divergent. A l'hôpital Saddam, le père de l'enfant raconte que des dizaines de peshmergas en armes l'ont pourchassé dans les rues de la ville après une dispute. Les Kurdes, eux, laissent entendre que les services secrets turkmènes ont tué l'enfant pour servir leur cause.

Après le meurtre d'Hussein, deux peshmergas ont trouvé la mort et deux autres ont été blessés devant le local du parti. « Nous sommes prêts à venger ce sang répandu, affirme Mustapha Kemal Yayıci, l'une des figures du Front turkmène. Si nous ne le faisons pas, les Kurdes prendront cela pour un signe de faiblesse. » Pour lui, la présence dans la ville de combattants kurdes, qui ont troqué leur treillis contre des uniformes de policiers, confirme que « la diplomatie kurde a gagné ». « Je ne vois pas comment les Américains pourraient nous protéger des peshmergas, s'étonne-t-il, puisque les Américains sont, en fait, protégés par les peshmergas... » Faraedon Abudl Qadir, ex-ministre de l'Intérieur (UPK), soupire : « Cette ville est d'une grande complexité. Quant à cet incident... Je crois que les Turkmènes essayent aujourd'hui de prendre dans la ville une place à laquelle ils n'ont pas droit... » ■ S. D.



l'état civil de Kirkouk a été dévasté, des centaines de cartes d'identité déchirées jonchent le sol. Les bruits les plus fous courent : avant sa déroute, le régime baasiste aurait, dit-on, donné l'ordre de brûler les papiers des Arabes qu'il avait transférés du sud pour faire basculer l'équilibre démographique au détriment des Kurdes... Tout le monde est à la recherche de ces preuves de « l'arabisation forcée » du Kurdistan. L'enjeu est énorme. Trier les bons Arabes – ceux arrivés avant 1963 – des mauvais Arabes. Organiser une nouvelle répartition ethnique de la population. Rendre leurs biens aux Kurdes spoliés... Mais les pilliers ou les revanchards en seront pour leurs frais. Les responsables du PDK, le parti de Massoud Barzani, conscients de l'enjeu, les ont devancés. Les cartes d'identité et les documents de ceux qu'on appelle les « Achar taleth », les « dix mille », parce que Saddam leur avait accordé 10 000 dinars pour venir s'installer dans les zones de peuplement kurdes, sont en sécurité dans un hôtel gardé par des peshmergas armés.

Qui sont les Achar taleth ? Ferhad déteste ces

Les peshmergas à Kirkouk. Mardi, Human Rights Watch, une organisation de défense des droits de l'homme, dénonçait l'expulsion de centaines de familles arabes par les Kurdes.

le régime a oublié ses promesses. Beaucoup de ces Arabes transplantés étaient au chômage et chacun a payé un lourd tribut aux guerres interminables qui ont ravagé le pays.

Enveloppée dans son abaya noire, Amida, un professeur d'arabe à la forte personnalité, couvre la voix des hommes pour expliquer cette double malédiction : « Les habitants de Kirkouk croient que nous étions les protégés de Saddam. En fait, le régime s'est servi de nous. Sans rien nous donner en échange. Les commerçants turkmènes refusent de nous vendre des marchandises. Et les élèves kurdes ne veulent pas suivre mes cours... Si le gouvernement nous en donne les moyens nous repartirons dans le Sud... ! »

Soudain un homme entre dans la pièce obs-

cure. Kawa est un Kurde qui vient de Souleimaniyé. Il n'avait pas vu son ami d'enfance, Ali, le chiïte, depuis douze ans. Les deux hommes se jettent dans les bras l'un de l'autre. Ils s'embrassent longtemps. Presque douloureusement. Tout le monde essuie ses larmes. La vieille femme qui a perdu un fils au Chatt al-Arab pendant la guerre avec l'Iran, et dont les peshmergas viennent d'arrêter le frère. Le cadre baasiste dont le père est mort dans les bombardements américains. Celui-là à qui on a confisqué ses bons de nourriture. Cet autre qui a été opprimé par Saddam, parce qu'il était un chiïte de Nadjaf, puis détesté par ses voisins kurdes parce qu'il était un « privilégié » du régime. Chacun sort les photos de ses morts. Une assemblée qui pleure en silence sur ses malheurs passés et ceux à venir. « La démocratie et la liberté sont de belles idées mais nous en avons surtout assez d'enterrer nos enfants », martèle Amida. Dans un coin, Ferhad, à l'air songeur. En aparté il soupire : « Alors, les Arabes sont donc des gens qui souffrent comme nous... »

SARA DANIEL

« Les Français, vous n'avez rien compris » Iran: la contagion de l'espoir

De notre envoyé spécial, Gilles Anquetil

C'est un électrochoc. La victoire militaire américaine et le renversement de Saddam ont fait l'effet d'une bombe politique en Iran. L'imam Khamenei, lors de son prêche du vendredi, a dû reconnaître la joie du peuple iranien devant la libération du peuple voisin. Dans les sphères politiques, chez les réformateurs comme chez les conservateurs, règnent l'embarras, le malaise et l'inquiétude. Le Grand Satan est aux portes de l'Iran et cela ne rassure personne.

L'homme de la rue, lui, ne se pose pas toutes ces questions et affiche un « bushisme » primaire assez déconcertant pour l'observateur étranger. Du philosophe au chauffeur de taxi, la vox populi refuse de nuancer un pro-américanisme égal à son rejet du système politique islamique. Voici, en substance, ce que l'on entend tous les jours dans les rues de Téhéran : « Nos deux voisins, l'Irak et l'Afghanistan, étaient dominés par des régimes atroces qui auraient été éternels sans l'intervention militaire de George Bush. Dans une certaine mesure, nous aussi nous sommes occupés par une idéologie détestable. Il faut qu'un pays tiers nous vienne en aide. C'est aujourd'hui l'occasion idéale puisque, cette fois-ci, le programme politique américain coïncide avec nos rêves de libération. Chirac et vous, les Français, vous n'avez rien compris en tentant d'empêcher la guerre en Irak. Que les soldats américains viennent mourir pour nous, ce serait très bien. Nous, après huit ans de guerre contre Saddam, on est fatigués de mourir. » Ne tentez pas d'évoquer les dangers de l'unilatéralisme et de l'hégémonisme planétaire américain ou de suggérer que d'autres choix sont possibles pour l'organisation du monde, on ne vous écouterait pas.

Bien sûr, ce discours a quelque chose de magique et de désespéré. Mais il traduit l'exaspération de milliers d'Iraniens face à une situation et un système politique interminablement bloqués. Les politiques sont beaucoup plus prudents. Ataollah Mohajerani, ancien ministre de la Culture, très populaire, du président Khatami, exhorte ses pairs en politique à faire preuve, dans une situation aussi délicate, d'intelligence et de mesure, personne n'ayant intérêt à envenimer les conflits entre les deux camps et à donner

ainsi prétexte à une intervention américaine. Depuis les élections municipales de février, marquées par une abstention massive, le mouvement khatamiste est en pleine déconfiture. Réformisme stérile et incantatoire, promesses

proche de Khatami a cette formule très persane : « Le président a pris une rose dans sa main et l'a apportée dans le désert au milieu des démons. » Pour l'heure, la dynamique démocratique est brisée. Les réformateurs font d'ailleurs profil bas et évitent les journalistes étrangers.

Face à ce climat délétère et à la menace américaine, plus de 200 membres de l'aile gauche du courant réformateur ont publié un manifeste pour affirmer que la meilleure protection contre l'Amérique belliqueuse était le renforcement clair et visible du jeu démocratique en Iran. Ils conjurent les responsables politiques de supprimer le Conseil des Gardiens, qui fait systématiquement obstruction à toutes les lois innovatrices du Parlement, de libérer les prisonniers politiques, de rétablir la liberté d'expression dans les journaux et d'interdire milices et institutions parallèles... « Si ces revendications reçoivent une réponse positive, écrivent-ils, si l'on respecte les aspirations démocratiques du peuple iranien, on peut alors espérer que les conflits vont s'estomper et que se créera une ambiance de solidarité nationale indispensable pour résister aux menaces extérieures. » Les signataires demandent que l'Iran devienne démocratiquement irréprochable pour éviter le pire.

Le paradoxe de la situation est que toutes les cartes sont aujourd'hui entre les mains de conservateurs. S'ils bloquent le système en retournant, par le biais du Conseil des Gardiens, les deux lois sur lesquelles le Parlement majoritairement réformateur joue sa crédibilité devant le peuple, il paraît probable que, l'année prochaine, pour les élections législatives, les réformateurs seront morts politiquement. Ces lois portent sur un renforcement des pouvoirs présidentiels, en particulier dans le domaine de la justice, et sur une nouvelle règle électorale qui interdit aux conservateurs de sélectionner à leur guise les candidats. Quelques observateurs sont enclins à penser que les religieux seront assez pragmatiques pour ne pas

s'aliéner totalement la population, et qu'ils céderont. D'autres estiment que l'occasion est trop belle pour la droite islamique et qu'elle fera tout pour jouer la montre jusqu'aux prochaines législatives de 2004.

Mostafa Tajzadeh, grand stratège du parti réformateur, est persuadé, lui, que l'imam Khamenei est décidé à débloquer la situation. « Le chantage américain peut nous aider. Je constate qu'une nouvelle génération conservatrice cherche avec nous un terrain d'entente. Elle a compris que le peuple est politiquement très en avance sur ses dirigeants. Le décevoir de nouveau serait très dangereux face à la menace américaine. Et le peuple nous regrettera. » G. A.



Manifestation contre la guerre à Qom le 7 avril. Depuis, la chute de Saddam Hussein a engendré chez l'homme de la rue un « bushisme » primaire assez déconcertant.

non tenues ont eu raison de la patience des électeurs. Le mouvement étudiant qui, hier, soutenait ardemment le président a pris son autonomie et ses distances face à un gouvernement accusé d'immobilisme et de couardise. Un

Il faut alléger la dette de l'Irak

RECONSTRUCTION . Si la dette extérieure qu'a accumulée le régime de Saddam Hussein n'est pas gelée, voire effacée, le peuple irakien ne pourra pas se relever de la guerre, estime l'économiste Alan Krueger.

THE NEW YORK TIMES
New York



AP/WIDE WORLD

Même si cela n'a pas été à l'origine de la décadence de la civilisation en Europe, il était odieux et détestable d'imposer des réparations financières à l'Allemagne après la Première Guerre mondiale, estimait, de manière prémonitrice, l'économiste John Maynard Keynes en 1919 [*Les Conséquences économiques de la paix*, John M. Keynes, Gallimard, 2002].

En Irak, il finira bien par y avoir un après-guerre. L'Histoire jugera la réussite de la guerre à l'aune de la réussite de la paix. Les conséquences du conflit seront-elles similaires à la tragédie vécue par l'Allemagne après la Première Guerre mondiale ou aux succès que connut ce pays après la Seconde Guerre mondiale ? L'administration Bush appelle de ses vœux une issue semblable à celle de la Seconde Guerre mondiale, mais elle n'a guère dévoilé ses projets autrement qu'en accordant de juteux contrats à d'anciens associés en affaires, à l'occasion d'appels d'offres fermés, et en demandant 3,5 milliards de dollars (un acompte), pour l'assistance et la reconstruction, dans le cadre de la dernière rallonge budgétaire de 75 milliards de dollars.

Même en l'absence de lourdes réparations de guerre, le fardeau financier qui pèsera sur l'Irak constitue d'ores et déjà un obstacle majeur à sa reconstruction. Le flou financier est presque aussi total que celui qui entoure les combats, mais les analystes ont reconstitué par petits bouts un bilan qui semble pour le moins déséquilibré. Saddam Hussein avait emprunté massivement pour financer sa guerre contre l'Iran, l'invasion du Koweït et la première guerre du Golfe. Pour couronner le tout, la Commission d'indemnisation des Nations unies pour l'Irak a reçu des demandes d'indemnisation à hauteur

de 320 milliards de dollars, que l'Irak devrait payer pour les dégâts causés par son invasion du Koweït.

Les charges que devrait supporter ce pays – demandes d'indemnisation, dette extérieure et contrats en cours – atteindraient 383 milliards de dollars, selon Frederick Barton et Bathsheba Crocker, du Center for Strategic and International Studies de Washington. La lecture de leur rapport intitulé "*A Wiser Peace : An Action Strategy for a Post-Conflict Iraq*" [Une paix sage : plan d'action pour l'après-guerre en Irak] – disponible en anglais sur le Net <www.csis.org/isp/pcr/index.htm> – devrait être imposée à toutes les personnes chargées d'élaborer un plan de reconstruction de l'Irak. "*Dans toute reconstruction, il y a une question qui risque de tout faire échouer*", prévient Barton, un spécialiste des efforts engagés par les Etats-Unis et les Nations unies pour reconstruire des régions ravagées par les conflits telles que la Bosnie-Herzégovine, Haïti ou le Rwanda. "*Et, pour l'Irak, la dette est la question qui fera que ça passe ou ça casse.*"

LE SPECTRE DE LA CESSATION DE PAIEMENT

Pour avoir une idée du fardeau financier écrasant qui attend le peuple irakien, il suffit de rappeler qu'avec une population de 24 millions d'habitants l'encours de la dette représente 16 000 dollars par personne (homme, femme ou enfant). Pêchant probablement par excès d'optimisme, la CIA estime le produit intérieur brut (PIB) de l'Irak à 2 500 dollars par tête. En moyenne, les obligations financières d'un Irakien représentent donc plus de six fois son revenu.

Si la moitié des futures recettes d'exportation est consacrée au service

■ Ardoise

"Le peuple irakien ne devrait pas être accablé par les dettes contractées par le régime d'un dictateur qui est maintenant parti", estime le ministre des Finances américain, John Snow, cité par *The Washington Post*. Pour alléger ce fardeau, il propose donc que les principaux créanciers de l'Etat irakien – la France, l'Allemagne et la Russie – renoncent à récupérer les milliards de dollars qu'ils lui ont prêtés. De plus, John Snow, qui souhaite que la Banque mondiale s'implique dans la reconstruction de l'Irak, n'a pas du tout apprécié les propos du président de cette institution, James Wolfensohn. Selon ce dernier, il est indispensable, pour travailler dans ce pays, qu'un nouveau gouvernement soit "reconnu par la communauté internationale".

de la dette – soit plus de trois fois le pourcentage imposé aux Allemands au titre des réparations de la Première Guerre mondiale –, il faudra environ trente-cinq ans pour la rembourser entièrement, même en tenant compte d'une croissance raisonnable des exportations pétrolières. Le rapport de la dette extérieure au PIB de l'Irak est dix fois supérieur à celui de l'Argentine ou du Brésil.

Que se passerait-il si un Irak occupé se retrouvait tout simplement en cessation de paiement ? Selon Patrick Bolton, un spécialiste de la faillite souveraine à l'université Princeton, les créanciers pourraient saisir les avoirs de l'Irak dans leurs pays respectifs ou aller en justice pour empêcher les futurs créanciers de recevoir l'argent qui leur est dû, ce qui aurait un effet dissuasif sur quiconque songerait à investir dans ce pays. Ils pourraient même empêcher les Etats-Unis d'utiliser les réserves pétrolières de l'Irak au profit de son peuple, comme s'y est engagée l'administration Bush.

De fait [jusqu'au déclenchement de la guerre], les Nations unies ont prélevé 28 % des recettes d'exportation de pétrole de l'Irak afin d'indemniser les plaignants pour l'invasion du Koweït, et seulement la moitié des plaintes ont été traitées. D'autres risquent d'être déposées après la guerre actuelle, alors même qu'il faudra reconstruire une grande partie des infrastructures du pays. Pour donner à l'économie irakienne une chance de se redresser, Barton et Crocker recommandent un moratoire de cinq ans sur la dette extérieure, comparable à celui accordé par le Club de Paris [qui réunit des Etats créanciers du Nord] à la république fédérale de Yougoslavie en 2001. Ils réclament aussi l'arrêt immédiat du prélèvement sur les recettes pétrolières opéré par les Nations unies.

Michael Kremer et Seema Jayachandran, professeurs d'économie à Harvard, vont plus loin encore : ils proposent que la dette contractée par tous les régimes illégitimes et répressifs ne puisse être transférée aux gouvernements qui leur succèdent. A la différence du Rwanda ou de Haïti, l'Irak a la capacité d'engendrer des devises : aussi un moratoire ou un effacement de sa dette pourrait-il générer des investissements à court terme qui favoriseraient le redressement de l'économie.

Cependant, l'allègement de la dette irakienne est une question par-

ticulièrement sensible sur le plan diplomatique. En effet, Bagdad doit 64 milliards de dollars à la Russie, qui est aux prises avec des difficultés économiques et dispose d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis, met en garde Crocker, ne devraient pas annuler unilatéralement des contrats passés entre Etats souverains : seule une instance multinationale est habilitée à le faire.

"La religion comme la morale interdisent aux Etats de faire porter aux enfants de leurs ennemis la responsabilité des méfaits commis par leurs parents ou par leurs dirigeants", proclama Keynes. En l'état actuel des choses, les générations futures irakiennes devront supporter le poids de la dette de l'Irak.

Dans sa critique des *Conséquences économiques de la paix*, publiée en 1920, l'économiste Thorstein Veblen écri-

vait : *"Les mesures prises jusqu'ici pour l'exécution des clauses provisoires [du traité de Versailles] font quelque peu paraître comme des fantômes les appréhensions de Keynes."* Les deux décennies suivantes prouvèrent que les appréhensions de Keynes étaient fondées. Espérons que les craintes exprimées par Barton et Crocker, elles, seront prises au sérieux.

Alan B. Krueger*

* Professeur d'économie à l'université Princeton.

L'Irak devrait 3 milliards d'euros à la France

ENVIRON 3 milliards d'euros. Tel est le montant de la dette que l'Etat irakien devrait effectivement à la France. Un montant qui correspond aux crédits commerciaux des entreprises françaises en Irak, garantis par l'Etat par l'intermédiaire de la Coface.

Depuis quelques jours, le chiffre de 8 milliards de dollars (7,28 milliards d'euros) était évoqué. Mais il s'agissait d'une fausse information provenant d'une lettre publiée par la société de Bourse britannique Exotix, qui reconnaît son erreur. « C'était une approximation qui est devenue un sujet de confusion », explique Richard Segal, directeur de recherche de cette société. La dernière version de la lettre, datée d'avril 2003, rétablit le montant à la baisse. Une révision d'autant plus importante que l'administration américaine, ces dernières semaines, a émis l'idée que la France, l'Allemagne et la Russie (soit le « camp de la paix ») pourraient effacer la totalité de leur créance irakienne.

Selon nos propres informations, la dette de l'Irak envers la France se décompose en 1,8 milliard d'euros - dette contractée avant 1990, comme l'a précisé le ministre de l'économie Francis Mer, samedi 12 avril - auquel s'ajoutent des pénalités de retard, proches de 1,2 milliard, encore en cours d'estimation.

Mais la France est loin d'être le seul pays créancier de l'Irak. Ce dernier aurait en fait « une dette de 129 milliards de dollars » estime M. Segal. Des fonds contractés notamment pour financer les guerres. En tête des pays débiteurs, l'Arabie saoudite (environ 25 milliards de dollars - 22,88 milliards d'euros) suivie du Koweït (12,5 milliards) et des pays du Golfe (17,5 milliards). Exotix précise cependant que ces montants sont encore « très approximatifs ». L'Irak devrait aux Etats-Unis entre 3,3 et 3,8 milliards de dollars.

Les créances détenues par les membres du Club de Paris (Russie, Japon, Allemagne, Etats-Unis, France, Royaume-Uni...) représentent au total une dette irakienne d'envi-

ron 26 milliards de dollars. Ce club informel qui réunit 19 pays parmi les plus gros créanciers publics, a commencé à travailler en 1956, pour renégocier la dette de l'Argentine, alors en crise. Depuis, il travaille pour traiter les dettes des pays émergents comme, en 2001, le Pakistan et la Yougoslavie.

Son prochain dossier sera donc l'Irak. « *Le G7 nous a encouragé à nous en saisir* », explique Delphine Damarzit, son secrétaire général. « *Nous allons le 24 avril, lors de notre réunion mensuelle, avoir un premier échange sur les encours irakiens. Puis toutes ces informations devront être confrontées avec celles du débiteur.*

« L'embargo est une décision politique, la décision d'en sortir le sera aussi »

LA COFACE

Cela va prendre du temps ».

Ce n'est qu'une fois la question de la dette irakienne traitée que sera examinée la décision de rouvrir les garanties d'Etat sur les exportations d'entreprises françaises vers l'Irak. « *L'embargo est une décision politique, la décision d'en sortir le sera aussi* », indique-t-on à la Coface, l'assureur crédit historique de l'Etat, qui confirme n'avoir garanti aucun contrat d'entreprise en Irak depuis le gel des relations commerciales avec le régime de Saddam Hussein, il y a douze ans.

Or, selon Bercy, interrogé mercredi 17 avril, la reprise des crédits garantis par la Coface n'est pas pour demain : aux incertitudes sur la dette de l'Irak et la capacité du pays à y faire face, s'ajoutent les interrogations sur la façon dont s'organisera la reconstruction. Alors que les Etats-Unis veulent garder la main sur les grands travaux à mener, il n'est pas certain que les entreprises françaises puissent faci-

lement obtenir des contrats. La demande future pour des crédits garantis par l'Etat, via la Coface, reste difficile à mesurer. Toutefois, si la situation politique de l'Irak s'éclaircissait, les choses pourraient aller vite. La liste des pays éligibles aux garanties d'Etat est traditionnellement révisée chaque année au mois de juin.

Pour la Coface, les enjeux liés à la levée de l'embargo en Irak sont moindres qu'il y a quelques années. Depuis sa privatisation en 1994, l'assureur-crédit a diversifié ses activités, même s'il est resté l'unique fournisseur de l'Etat pour l'assurance-crédit export qu'il propose aux entreprises en tant qu'assureur de dernier ressort (notamment pour le risque politique). La rémunération versée par l'Etat en 1992 (458 millions de francs, soit 70 millions d'euros) représentait 27,6 % de son chiffre d'affaires ; dix ans plus tard, elle n'en représente plus que 6,2 %.

En outre, en termes de risques pour la Coface, l'activité effectuée pour le compte de l'Etat est totalement neutre. C'est le budget national qui engrange les bénéfices éventuels, ou, comme plus souvent par le passé, les pertes liées aux impayés ou aux sinistres subis par les entreprises. Dans les années 1980, la politique offensive de l'Etat en matière d'accompagnement financier des entreprises à l'étranger a lourdement pesé sur les comptes publics, dans un contexte de crise de la dette (Brésil, Mexique...). Elle aurait coûté 70 milliards de francs aux contribuables au cours de la décennie. Mais, souligne-t-on à Bercy, ces débats n'ont désormais plus cours, puisque depuis 1996, l'activité est devenue bénéficiaire. Dans un univers libéralisé, les entreprises trouvent auprès des assureurs privés les services que l'Etat leur offrait. Le gouvernement vient d'engager avec la Coface la renégociation des conditions financières du contrat conclu en 1997 et arrivé à échéance. Il tente ainsi d'abaisser la marge versée à la Coface.

L. Be. et A. Mi.

Avril 2003, l'Histoire semble sourire aux Kurdes

Cobriier
INTERNATIONAL

DU 17 AU 23
AVRIL 2003

Durant le xx^e siècle, les Kurdes ont été trahis, massacrés et surtout oubliés. Peut-être retrouveront-ils leurs biens dans le futur Irak.

THE OBSERVER
Londres

Dans un rapport à la Société des nations (SDN) de 1930, un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères britannique manifestait sa stupéfaction : ainsi les grandes puissances allaient-elles désormais être tenues de respecter leurs promesses, quelle idée farfelue ! Après la Première Guerre mondiale, le traité de Sévres avait promis aux Kurdes un Etat. Mais cette promesse était soumise à conditions. La SDN devait être convaincue qu'ils étaient capables d'être indépendant. Or l'institution genevoise éprouvait pour les Kurdes la même condescendance que Rudyard Kipling envers les indigènes dans *Le Fardeau de l'homme blanc*. "Même s'il faut reconnaître qu'ils possèdent de solides qualités, les Kurdes irakiens sont complètement dépourvus de cohésion politique, qualité indispensable à un gouvernement autonome. Leurs perspectives sont essentiellement tribales. Leur mode de vie est primitif, et

ils sont pour la plupart illettrés et naïfs. [Dans ces circonstances] il n'est pas dans l'intérêt des Kurdes d'encourager l'idée stérile d'une indépendance."

La cruauté envers les Kurdes est depuis lors devenu une habitude. Les 25 millions de Kurdes sont le plus grand peuple sans Etat de la planète. Disséminés en Irak, en Iran, en Syrie et en Turquie - et opprimés dans ces quatre pays -, ils ont été constamment manipulés et persécutés tout au long du xx^e siècle.

Au début des années 70, le régime baasiste irakien devenait trop proche de l'Union soviétique au goût des Américains et menaçait le chah d'Iran, allié des Etats-Unis. Henry Kissinger et Richard Nixon encouragèrent alors les Kurdes irakiens à se révolter. Mais, lorsque, finalement, Saddam Hussein parvint à un accord avec Washington, les conseillers américains, israéliens et iraniens se retirèrent du Kurdistan irakien. Saddam boucla les frontières et réprima la rébellion dans le sang. Si pendant la guerre froide tous les coups étaient permis, la trahison d'un allié des Etats-Unis n'en demeurait pas moins choquante. Au point qu'une commission d'enquête du Congrès déclara que "le président Nixon, son secrétaire d'Etat Kissinger et le chah espéraient, au fond, que [les Kurdes] ne l'emportent pas. Ils préféraient que les insurgés se contentent de maintenir une pression suffisante pour saper les ressources de [l'Irak]."

En 1988, Saddam Hussein tua environ 100 000 Kurdes lors de la campagne Anzal. des-

tinée à arabiser le nord de l'Irak. Le terme souvent galvaudé de génocide semble ici parfaitement approprié. Après la première guerre du golfe, en 1991, les Kurdes, comme le reste de l'Irak, prirent au mot George Bush père et se soulevèrent quand il appela "l'armée et le peuple irakiens à prendre leur destin en main". Ils furent à nouveau massacrés. En 1996, les Kurdes se massacrèrent entre eux. L'indifférence face au problème kurde était devenue une constante des relations internationales. Le proverbe kurde "Nos seuls amis sont les montagnes" n'avait jamais été si proche de la réalité. Mais, depuis 1996, les Kurdes ont vécu un retournement de situation remarquable. Faire des prédictions en ces temps troublés est inutile, mais il semblerait malgré tout que l'Histoire leur soit enfin devenue clémente. En dépit de l'hostilité de la Turquie, de Saddam Hussein, de l'Iran et des fondamentalistes musulmans, ils ont réussi à construire un gouvernement autonome relativement harmonieux dans le nord de l'Irak.

Au début de cette deuxième guerre du Golfe, on pensait que les Turcs allaient occuper leur mini-Etat afin de décourager toute velléité d'indépendance au sein de leur propre population kurde. Mais, comme Ankara n'a pas réussi à s'entendre avec Washington, la menace s'est évanouie et les troupes américaines sont devenues les protecteurs des Kurdes. Les dirigeants kurdes ont habilement placé leurs milices sous contrôle américain, montrant ainsi qu'ils étaient des alliés sur

■ Kirkouk

"Il y va du caractère kurde de Kirkouk : tous les Arabes qui ont été implantés dans la ville par Saddam Hussein doivent partir", a déclaré Sadi Ahmat Pire, responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Erbil. Exilé en Autriche pendant quinze ans (1976-1991), ce ministre de la Reconstruction du Kurdistan irakien explique son projet au magazine

viennois Profil : un gouvernement transitoire avec participation de tous les groupes ethniques, des experts internationaux pour mettre sur pied une nouvelle armée et élaborer une Constitution. Et après ? "Un recensement de la population et des élections libres. Ainsi se décidera la composition du nouveau gouvernement."



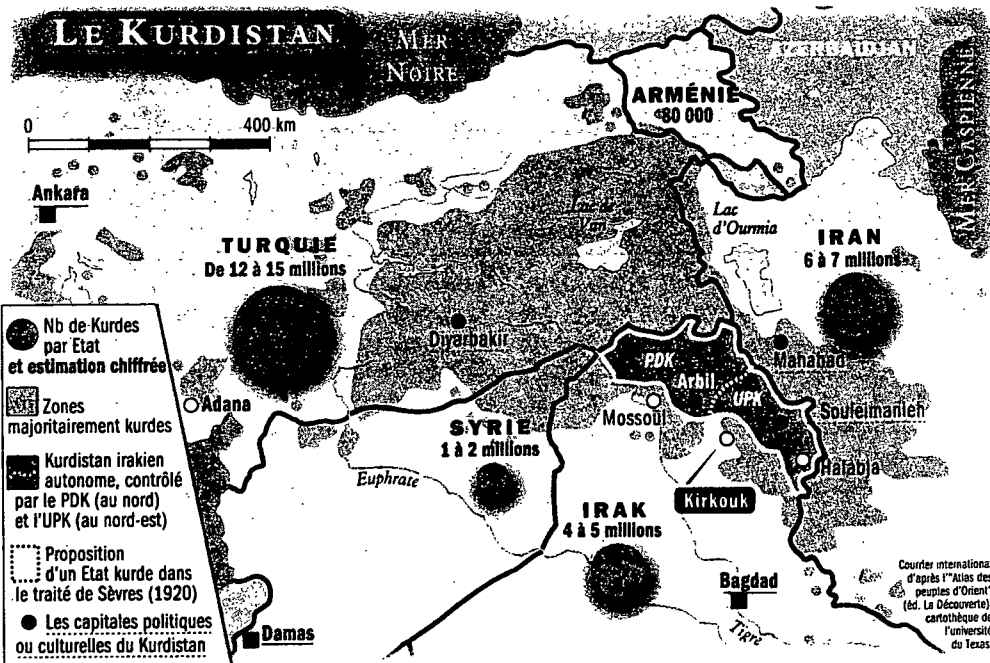
▲ Le 10 avril, des peshmergas kurdes au sommet du monastère Saint-Mathieu, qu'ils veulent reprendre aux forces irakiennes.

lesquels les Etats-Unis pouvaient vraiment compter. Depuis, a-t-on appris dernièrement, les Kurdes ont reconquis de petits villages qui avaient fait l'objet, sous le règne de Saddam Hussein, d'une purification ethnique. En fait, c'est comme si les Palestiniens se réveillaient un beau

matin et découvraient qu'ils jouissent du soutien de l'unique superpuissance mondiale et que la terre qu'ils croyaient avoir à jamais perdue leur appartenait de nouveau. Cette comparaison n'a rien de fantaisiste. Le régime baasiste a fait de la partie nord de l'Irak encore sous son contrôle de véritables territoires occupés. Au point que même les amis des Kurdes s'inquiètent de ce qui pourrait se passer quand les victimes de la purification ethnique voudront rentrer chez eux et récupérer leurs biens spoliés.

La ville de Kirkouk, riche en pétrole, est, elle, arabisée depuis des décennies. Les purges s'y sont accélérées après la première guerre du Golfe et les Kurdes, les Turcs et les Syriens se sont faits de plus en plus rares dans cette ville qui était autrefois la leur. En début d'année, l'ONG américaine Human Rights Watch a réalisé une série d'entretiens avec les victimes de Saddam. Leurs histoires ne sont pas sans rappeler la Yougoslavie de Milosevic. C'est toujours le même processus : rackets, menaces, expulsion, puis destruction des preuves de l'existence des victimes.

L'histoire d'Asad Karim Salah, un Kurde expulsé de Kirkouk l'année dernière, est emblématique. Pour commencer, les représentants du régime baasiste ont fait pression sur lui pour qu'il change d'identité et prétende être arabe. Ils ont ensuite demandé à l'un de ses deux fils d'espionner ses amis étudiants. Il refusa et fut renvoyé de l'université. Puis la famille apprit que les deux fils devaient s'enrôler dans l'armée. L'un d'entre eux s'enfuit alors plus au nord, dans la zone kurde. Les autorités qui le réclamaient exigèrent son retour et menacèrent la famille de représailles. Le jeune homme refusant d'obtempérer, la famille fut dépouillée



de ses biens et contrainte à l'exil.

Human Rights Watch et les autorités kurdes estiment que 120 000 personnes ont été ainsi contraintes de quitter la région de Kirkouk depuis 1991. Le gouvernement irakien a bien sûr pris soin de confisquer leurs titres de propriété. Pour l'administration, ils n'ont jamais vécu à Kirkouk et n'ont donc aucun droit. Ce ne serait que justice que de permettre à ces réfugiés de rentrer chez eux, mais leurs maisons sont habitées par des familles arabes, dont certaines vivent à Kirkouk depuis deux ou trois générations et n'ont nulle part où aller. En mars dernier, l'opposition irakienne et les Turcs ont discuté de la mise en place d'une commission pour assurer le retour des réfugiés et la résolution pacifique des éventuels différends. Fin mars, rien n'avait été fait et, selon Human Rights Watch, Kirkouk était "au bord du désastre."

[...] Sans l'élaboration et la mise en place d'un plan organisant le retour progressif et dans le calme de ces civils déplacés, la ville risque d'être le théâtre de violents affrontements interethniques."

Hania Mufti, responsable de l'organisation au Kurdistan, m'a récemment confié que ces avertissements étaient restés lettre morte. Les leaders des partis kurdes ont essayé de tranquilliser les Turcs en leur promettant que leurs forces n'annexeraient pas Kirkouk ni ne s'approprieraient ses puits de pétrole. Mais ils ont aussi reconnu avec bon sens qu'ils ne pouvaient pas faire grand-chose pour empêcher les familles de rentrer chez elles et d'affronter ceux qui leur avaient volé leurs biens. Les Kurdes ont peut-être de la chance pour la première fois depuis la Première Guerre mondiale, mais ils ne sont pas encore tirés d'affaire.

Nick Cohen

Courrier
INTERNATIONAL

DU 17 AU 23 AVRIL 2003

Une carte à jouer pour Téhéran

GOOYA NEWS (extraits)

<<http://www.gooya.com>>

Monsieur le Président,

Dans une lettre ouverte, le directeur de l'Institut kurde de Téhéran invite le président iranien à intervenir sur la scène régionale aux côtés des Kurdes.

Je vous écris dans le souci d'établir un dialogue. Depuis cent ans, les Kurdes luttent pour leurs droits. Ils ont vu périr de nombreuses figures nationales, religieuses et intellectuelles. Cette lutte a toujours été regardée à travers le prisme panturc, panarabe ou d'autres prismes semblables dans la région. Les Kurdes ne réclament pourtant que le droit d'être des citoyens à part entière. Le pouvoir a toujours réagi avec

violence et a considéré ce peuple comme un membre inutile à amputer ou une épidémie dangereuse à contenir. Ainsi, la tragédie est devenue un élément constitutif de l'identité des Kurdes, qui chantent les mélodées tristes de leurs errances, égarements et déplacements comme le font les Gitans.

L'histoire kurde en Irak, c'est 182 000 morts, 5 000 habitants d'Halabja tués [par un gaz toxique, en 1988], 4 500 villages détruits, plusieurs centaines de milliers de déplacés, 1 million de réfugiés en Iran. Depuis 1991, les Kurdes irakiens ont pu prendre en main leur destin, grâce à la zone de protection que les Nations unies, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne leur ont garantie au nord du 36° paral-

lèle en Irak. Toutefois, il semble que ceux-là mêmes qui ont fragmenté le Kurdistan en 1923 [traité de Lausanne conclu entre, notamment, Britanniques, Français et Turcs, mettant fin à l'espoir d'un Kurdistan indépendant] placent de nouveau des Kurdes au centre des affaires moyen-orientales.

Monsieur le Président, les succès des Kurdes ne se fondent pas seulement sur la pro-

tection des Etats-Unis, mais aussi sur la ténacité de ses élites. Un Kurdistan irakien serait une aubaine et non une menace si nous étions capables d'établir des rapports de bon voisinage avec ce peuple auquel nous avons tant de choses à partager. Ne laissez pas les Turcs et les Syriens y occuper toute la place alors que l'Iran a un rôle historique à y jouer. Cela est d'autant plus vrai que l'Iran n'a jamais inter-

dit la langue kurde ou nié l'existence de ce peuple, contrairement à ce que fait la République turque depuis bientôt un siècle. Monsieur le Président, aurez-vous le courage et la clairvoyance de reconnaître le droit à l'autodétermination de la nation kurde en Irak dans le cadre d'un système fédéral ? Il est encore temps de réagir avant que d'autres n'imposent leur vision de l'avenir au Kurdistan.

Bahram Valedbeygui

Pour Washington, les Kurdes seront des alliés plus fiables que les chiites

Aux yeux des Américains, les chiites irakiens sont trop liés à l'Iran pour qu'on leur fasse entièrement confiance.

Il est évident que les Américains n'ont plus confiance dans l'opposition irakienne, en particulier les chiites. Ils sont même persuadés que les Kurdes sont leur meilleur soutien pendant leur mission en Irak. Voilà ce que disait en privé un responsable kurde irakien en contact étroit avec les Américains. Un certain nombre de témoins attestent en effet que les deux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), sont les deux seuls à travailler vraiment en collaboration avec l'armée américaine sur le terrain, alors que

les autres partis irakiens ne sont pas dans le coup. Ainsi, un intellectuel comme Kanaan Makiya, qui comptait pourtant parmi les trois seuls opposants irakiens à avoir été reçu par George W. Bush, dénonce maintenant dans la presse la marginalisation dont fait désormais l'objet l'opposition irakienne.

L'administration Bush préfère maintenant s'appuyer sur des personnalités plutôt que sur des organisations. Les Américains ont compris que les partis d'opposition, qui ont installé leurs quartiers généraux à l'étranger du fait de la répression, se sont d'une façon ou d'une autre rapprochés des positions de leurs pays d'accueil [l'Iran et la Syrie notamment]. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis ont

éprouvé tant de difficultés ces derniers mois à unifier les rangs de l'opposition en vue d'organiser une grande conférence de l'opposition. Le responsable américain chargé de ce dossier, Zalmay Khalil Zad, a pu appréhender les difficultés liées à cette situation au moment de la conférence de Londres, lorsque certains représentants des partis de cette opposition n'acceptaient de donner leur accord sur des points discutés qu'après avoir consulté les capitales accueillant leur parti. On raconte même que Khalil Zad a dû prêter son téléphone portable en pleine réunion au responsable d'un parti de l'opposition pour que celui-ci puisse obtenir l'aval de ses "autorités de tutelle" sur un point précis.

Dans ces conditions, les Américains préfèrent travailler avec les Kurdes dans la mesure où ceux-ci agissent directement sur le terrain. Par ailleurs, les Kurdes n'ont d'autre choix que de s'appuyer sur les Etats-Unis, qui leur ont prouvé jusqu'à maintenant qu'ils ne les abandonneraient plus, comme ce fut le cas dans le passé. Ce soutien des Etats-Unis vis-à-vis des Kurdes s'est manifesté par l'insistance de Washington à refuser à Ankara la possibilité de déployer ses forces armées en grand nombre dans le nord de l'Irak. Les Américains apparaissent dès lors comme les seuls garants des Kurdes face à la menace turque. Le retour en Irak de personnalités religieuses et politiques chiites irakiennes

à l'ombre des forces américaines donne une idée du caractère que vont prendre à l'avenir les relations entre Washington et les chiites irakiens. Par crainte de voir Téhéran jouer un trop grand rôle, les Américains vont privilégier des personnalités irakiennes chiites éloignées politiquement de l'Iran au détriment d'autres tendances proches de la République islamique. Les raisons de l'éloignement de certaines personnalités chiites irakiennes de Téhéran sont dues à la mauvaise gestion par l'Iran du dossier irakien depuis 1980. De plus, en 1991, Washington a craint que le soulèvement des chiites se traduise par un accroissement de l'influence iranienne en Irak. Ce qui a poussé par la suite un certain

nombre de personnalités et de formations politiques chiites irakiennes à prendre leurs distances vis-à-vis de l'Iran et à se concentrer davantage sur le concept d'une identité irakienne.

Il est à craindre que les Américains ne soient pas conscients de tout cela lorsqu'ils devront choisir entre les chiites irakiens suspects d'être liés à l'Iran et ceux qui ne seraient pas coupables d'une pareille infamie. Car tout citoyen chiite irakien pourra être accusé d'infidélité tant qu'il n'aura pas prouvé le contraire. Or c'est précisément cette politique suivie pendant des décennies qui a produit de graves crises intérieures en Irak.

Salem Mashkour, An Nahar, Beyrouth

Iraqi cleric warns U.S. to leave before 'we force you out'

By Barry James

International Herald Tribune

Amid cheers at the Abu Haneefa Al Nu'man mosque in Baghdad, a leading cleric warned Americans on Friday to get out of Iraq before they are forced out, and thousands of people took to the streets crying, "No to America, no to Saddam!"

As Shiite and Sunni Muslims prayed together for the first time since U.S. forces entered the city, the cleric, Ahmed al Kubeisy, used his sermon to attack what he called the U.S. occupation, telling the Americans: "You are the masters today, but I warn you against thinking of staying. Get out before we force you out."

Another cleric warned that "long queues of holy warriors" were lining up to fight the Americans.

Then the worshipers, joining a large crowd outside, marched peacefully, calling for unity among the country's Sunni, Shiite and Kurdish populations. "Our revolution is Islamic," they chanted, in the biggest nationalist demonstration in many years.

A large banner said: "Leave our country. We want peace."

A U.S. patrol was surrounded by part of the crowd and one of the soldiers, fingering his rifle, told people to back off, "or I'm going to shoot you."

An elderly woman shouted back, "We have our pride."

The Iraqi police, who have only just returned to duty, escorted the nervous Americans away from the crowd.

Also Friday, Abu Dhabi television broadcast a video purported to be of President Saddam Hussein, which it said was shot in Baghdad the day that Americans entered the city.

It showed him shaking hands and embracing people in a large crowd, and waving from the hood of an automobile as the crowd chanted, "With our blood and souls, we redeem you, Oh Saddam!"

His son Qusay also appeared on the video as he was carried shoulder-high by his supporters. The videotape intensified rumors in Baghdad that Saddam is still alive.

Saddam has been known to send doubles to appear in his place and there was no way to be sure that the video was shot on the day the television station said it was. But if the recording was genuine, it was made two days after a U.S. bomber dropped four bunker-busting munitions on a restau-

rant where Saddam was thought to be.

Later, the station broadcast an audio recording that it said Saddam had made and that called on the Iraqis to resist American invasion.

Abu Dhabi TV said the video had been shot in the Al Azameyah district of Baghdad, a Saddam stronghold where U.S. troops fought with Iraqi forces around a mosque on April 11 after receiving reports that he was in the building.

Another senior figure on the American most-wanted list, the former oil minister, Samir Abd al Aziz al Najim, was handed to U.S. forces early Friday.

Questioning top members of Saddam's government is a key objective, because U.S. officials hope they may have information about the whereabouts of other Iraqi leaders as well as evidence about Iraq's alleged chemical, biological and nuclear weapons programs.

Officials also are searching for evidence that the regime had links with international terrorism, specifically Al Qaeda.

Two top scientists were being questioned by the U.S. authorities, but it was unclear whether they were providing any useful information. Two of Saddam's half-brothers are among those who have been detained.

Ahmad Chalabi, head of the Iraqi National Congress, who enjoys the Pentagon's backing, returned to the capital for the first time since 1958 and said in a public appearance there that he expected an interim authority to be formed within a matter of weeks.

"An Iraqi interim authority will be chosen by Iraqis and take over the business of governing," Chalabi said, repeating that he did not plan to be a candidate.

Chalabi told reporters that after U.S.-led forces get essential services up and running in "weeks not months," an interim government would be formed to draft a constitution. This would be followed by democratic elections, he said.

"I expect this process to take not more than two years," he added.

Chalabi said that he believed President George W. Bush's assurance that the United States does not want to run Iraq for any longer than is necessary.

"The U.S. does not want to run Iraq" he said, adding that "Iraqi people will not be puppets to anyone."

Chalabi said the United Nations

should have only a limited role in Iraq's future because it had been "less than helpful and dealt with Iraq under Saddam Hussein like it was a normal state. It did not recognize the seriousness of the oppression in Iraq."

And he alleged that although France and Germany had been liberated from the Nazis by the United States, they had behaved like "de facto allies of Saddam Hussein."

Ambassadors from the 15 nations on the UN Security Council were meeting informally in New York to discuss post-war issues such as the possible lifting of UN sanctions and a possible role for the world body in the rebuilding.

Foreign ministers from the countries surrounding Iraq met in Saudi Arabia for the first time since the United States and Britain began the war more than a month ago and insisted that Iraq must remain independent of the United States.

The Saudi foreign minister, Prince Saud al Faisal, said the ministers stressed that "Iraq is owned solely by the Iraqi people."

In Amman, the Jordanian prime minister, Ali Abu Ragheb, said that power in Iraq "must be transferred to a credible Iraqi government, even if it is only transitory." This government must "represent the people of Iraq," and be elected by the people, not imposed by outsiders, he added.

The military situation scaled down, apart from the occasional skirmish. U.S. and British forces began releasing some of the thousands of prisoners of war they captured. A Pentagon spokesman said that more than 900 had been released.

Military officials in Doha said Australian special forces found 51 MiG fighter jets, plus armored vehicles, anti-aircraft weapons systems, and a French-made Roland anti-aircraft missile system at a military air base west of Baghdad. The planes had been buried or covered by trees to escape detection.

A spokesman said that the troops had encountered light resistance, but that the operation was over quickly. No casualties were reported. About 200 Australian troops were searching the base for possible chemical or biological weapons, the spokesman added.

Herald INTERNATIONAL Tribune

April 19-20, 2003

MOYEN-ORIENT *La difficile transition démocratique à Bagdad et le devenir des régimes autoritaires de la région*

Importer la liberté en Irak : un projet tout sauf absurde

LE FIGARO MARDI 22 AVRIL 2003

L'Irak est libéré. Que l'on fût hostile ou favorable à l'intervention militaire américaine, les faits sont incontestables : le ren-

PAR
GUY SORMAN

versement symbolique de la statue de Saddam Hussein, le 9 avril dernier à Bagdad, aura démontré que les Irakiens n'avaient plus peur de leur régime. Etre libre, c'est avant tout ne plus avoir peur, comme nous le répétions à l'envi les Russes et les Polonais, dans les années 1990, après avoir détruit, eux aussi, les icônes de l'oppression communiste. Ne pas comprendre cette jubilation populaire serait tout ignorer de ce qu'est un régime totalitaire.

Mais est-ce la liberté que de subir l'anarchie, le pillage que nous ont montrés les télévisions postées à Bagdad ? Cette sélection des images ne donne sans doute pas une vision exacte de l'ensemble de l'Irak libéré ; mais même si c'était le cas, l'anarchie

est un stade supérieur à la dictature qui l'a précédée. Certes, l'ordre régnait à Bagdad du temps de la dictature comme il régnait à Varsovie, Moscou et tel qu'il règne encore à Pékin, à Damas et à Téhéran. Mais l'ordre en soi n'est pas désirable ; il est peu probable que les Irakiens, sauf les clients et employés du régime déchu, souhaitent un retour en arrière. De même, entend-t-on encore en Russie que l'anarchie prévaut ; les Russes s'en plaignent et aucun ne réclame le retour au goulag.

Sans doute, les conditions de libération d'une nation suivent-elles toujours le même scénario : le passage de l'ordre ancien à

l'ordre nouveau ne s'effectue pas sans peine. Une transition plus ardue encore dans les nations qui n'ont pas le souvenir de la liberté ; en Europe centrale, elle fut relativement brève car la mémoire de la démocratie restait présente. Mais en Russie, qui n'avait à peu près jamais connu des mœurs libérales, la transition est loin d'être achevée.

Où situera-t-on l'Irak dans ces schémas de transition ? Et, au-delà de la présente anarchie, que peut-on espérer de positif pour les Irakiens ?

Les partisans du pire, qui se recrutent avant tout chez ceux qui s'opposèrent à la guerre, ob-

jectent que ni l'Irak ni le monde arabe ne savent ce qu'est la démocratie, qu'ils ne le découvriront pas soudain, que l'imposer par l'occupation américaine est le pire moyen pour s'en rapprocher, que ce pays jadis uni par une main de fer versera dans la guerre intestine dès que l'autorité centrale se relâchera. Pour Casandre, au mieux, une dictature autoritaire succédera à terme à la dictature totalitaire. Soit ! Mais en admettant ce scénario du pire, passer du fascisme à la dictature de type égyptien, par exemple, serait un progrès humanitaire.

Ce scénario du pire relatif n'est d'ailleurs pas certain. D'autres singularités de l'Irak laissent présager non une démocratie de type occidental, mais au moins les institutions de la liberté tels l'état de droit, une presse libre, une justice honnête, une police légale, le respect des minorités. La raison première de cette espérance modeste vient de ce que les Irakiens n'ont pas le choix : la nation n'étant composée que de minorités ethniques et religieuses, elle ne peut éviter la guerre civile ou le retour de la tyrannie que par un contrat social entre toutes ces minorités. Et, comme le passé vaccine contre la violence, la voie contractuelle peut fort bien paraître souhaitable au plus grand nombre.

Cet optimisme mesuré écarte tout racisme ou pseudo-relativisme culturel qui vouerait les Arabes à la dictature ; avant les coups d'Etat militaires des années 1950, dans l'ensemble du Moyen-Orient à l'instigation de Nasser et du parti Bass, les régimes arabes étaient des démocraties parlementaires, certes bourgeoises, ou des monarchies constitutionnelles relativement libérales. Les influences britanniques et françaises avaient conféré à cette région des pratiques parlementaires, une administration indépendante, une grande liberté d'expression. La dictature de Saddam n'était donc pas l'héritage d'une éternelle culture arabe ou babylonienne ; elle fut un avatar de la décolonisation et de l'influence soviétique au Proche-Orient. La preuve en est que la plupart des exilés irakiens susceptibles de revenir sont des universitaires, des journalistes, des avocats ; ceux-ci ont conservé la mémoire d'un temps où l'Irak n'était pas totalitaire.

Évacuons aussi l'argument spéculaire de la prédestination religieuse : celle-ci condamnerait-elle les musulmans à subir ou à souhaiter des régimes autoritaires ? En vérité, seuls les islamistes incultes essaient de persuader leurs frères musulmans et des Occidentaux crédules que

l'islam exige le califat, une autorité de droit divin, mêlant le temporel et le spirituel. Mais le califat a disparu de Bagdad - depuis sept siècles ; depuis lors, les exécutés musulmans ont trouvé dans le Coran tous les éléments du pluralisme de l'interprétation du sacré comme de la pratique temporelle. Même les ayatollahs chiites d'Iran estiment que le Coran justifie la république et les élections ; les clercs irakiens ne sauraient se montrer plus intégristes que ceux d'Iran, ils légitimeront la démocratie.

Par-delà ces arguments culturels, tous plus ou moins réversibles, la chance de l'Irak est bien entendu de disposer des res-

sources considérables du pétrole ; il suffira d'en faire un meilleur usage que Saddam Hussein de manière à financer la paix civile et les institutions de la liberté ; c'est déjà ce qui se produit dans les régions du Nord contrôlées par les Kurdes. Bien que leurs divisions tribales les opposent au moins autant que les chiites s'opposent aux sunnites, l'affectation des ressources à la construction d'équipements publics a conduit à un régime de délibérations et à la paix civile. On ne voit pas pour quelle raison cette réussite des Kurdes ne se généraliserait pas à l'ensemble du pays...

Là démocratisation de l'Irak est possible, elle est même probable. Servira-t-elle de modèle pour le reste du monde arabe ? L'ensemble du monde arabe aura assisté en direct au renversement de la statue de Saddam Hussein ; chacun aura constaté que nul, dans la foule irakienne, ne s'opposa à cette destruction symbolique. Sans qu'aucun doute ne soit possible, les peuples et leurs dirigeants auront transféré ces images sur leur propre situation. Nous n'en concluons pas que demain, l'armée américaine va libérer d'autres peuples, ni que ceux-ci vont se soulever spontanément. Mais il est probable que ces peuples arabes vont se redresser face à leurs tyrans domestiques qui les enferment dans la misère économique et la terreur policière. Les plus éclairés de ces tyrans deviendront moins oppressifs ; déjà la monarchie saoudienne envisage des élections et une libération des femmes. Il faut donc envisager que l'importation de la liberté dans les fourgons militaires américains et britanniques n'était pas un projet absurde ; il ne devrait pas être interdit de le reconnaître. Et, plus encore, de l'espérer.

* Essayiste, vient de publier *Les Enfants de Rifaa*, musulmans et modernes, Fayard.

24 heures
Mardi
22 avril 2003

INTERVIEW EXPRESS de Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris.

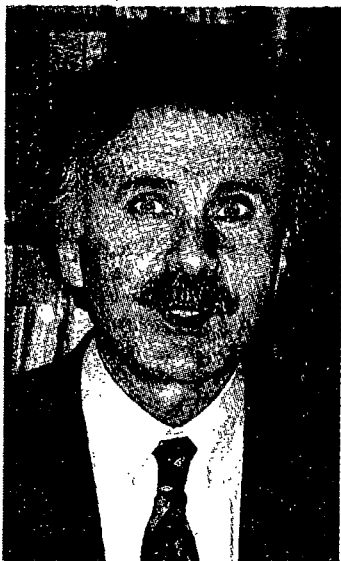
«Situation normalisée»

— Vous aviez pronostiqué une guerre courte, et pas ou peu de batailles de rues à Bagdad. Vous aviez raison. Quelle est alors la suite?

— Là, je l'avoue, je n'ai pas de réponse toute prête. Il y a beaucoup trop d'inconnues.

— A Mossoul, il y a eu des émeutes, des morts ces derniers jours. N'est-ce pas en modèle réduit ce qui attend l'Irak avec des luttes acharnées entre Kurdes, Arabes, Turkmènes. Et avec les chiites au sud?

— Je ne le crois pas. Mossoul, c'était, comme Tikrit, un bastion de Saddam Hussein. Ses partisans ont organisé des troubles. Par contre, la situation est très différente à Kirkouk par exemple malgré quelques dérapages entre Kurdes et Turkmènes. A Kirkouk, il y a maintenant un Conseil qui



Dumartheray-a

comprend sept Arabes, sept Kurdes et sept Turkmènes sans oublier quelques Assyro-Chaldéens. Pour l'instant, la police est gérée par les Kurdes mais c'est provisoire. Dans les zones sensibles, Kurdes et Américains patrouillent ensemble. En clair, la situation est normalisée.

— Et la Turquie? Elle n'a pas bougé. Selon vous, est-ce définitif?

— Les Américains ne voulaient pas d'une guerre dans la guerre. Ils ont payé le prix fort. Par ailleurs, les États-Unis gardent le contrôle des régions pétrolifères au nord de l'Irak. Enfin, la Turquie n'a pas trouvé de motifs pour intervenir. Il n'y a pas eu de réfugiés kurdes et les Turkmènes ont refusé de se faire instrumentaliser par Ankara.

— Que sont devenus les dirigeants irakiens? Y a-t-il eu des arrangements avec les Américains?

— Je n'ai pas d'information de première main. Mais quelque chose s'est passé dans la nuit du 8 au 9 avril. Est-ce un marchandage, est-ce une évacuation vers la Sy-

rie? Car vers l'Irak c'est impossible. C'est bizarre, cette évaporation. Le mystère devrait être élucidé dans les semaines à venir. — **Ahmed Chalabi, l'homme arrivé dans les fourgons des Américains, est fortement décrié. Partagez-vous cet avis?**

— Je vais vous surprendre. C'est l'Irakien qui a joué le plus grand rôle pour mobiliser le Congrès américain. Certes, c'est l'homme du Pentagone. Mais cela remonte à l'ère Clinton. A l'époque, Chalabi ne cachait pas ses préférences pour les Républicains. La CIA et le département d'Etat qui se méfiaient de lui ont alors favorisé la solution d'un coup d'Etat en Irak. Naturellement, ce fut un échec. Depuis lors, les blessures restent ouvertes. Je n'oublie certes pas la condamnation pour faillite frauduleuse de Chalabi en Jordanie. Mais je sais aussi qu'il était très riche, car issu d'une grande famille chiite, bien avant cet épisode. Je sais aussi que la Jordanie a longtemps été manipulée par l'Irak de Saddam...

Philippe Dumartheray

Abdel Mahdi Al-Karbalai, haut dignitaire chiite de Kerbala

« On espère que les Américains partiront le plus vite possible après avoir remis le pays en route »

KERBALA

de notre envoyé spécial

Cheikh Abdel Mahdi Al-Karbalai est le représentant à Kerbala du grand ayatollah Sayyed Ali Al-Sistani, qui réside à Nadjaf. Professeur à la Hawza Al-Ilmia, assemblée des oulémas chiites d'Irak, située à Nadjaf, son autorité est incontestable. Victime du régime de Saddam Hussein, emprisonné à plusieurs reprises, il a accepté de répondre à nos questions sur le pèlerinage à Kerbala.

Pourquoi cet événement a-t-il une signification particulière cette année ?

Notre peuple avait soif de pouvoir montrer qu'il est pacifique et qu'il est contre l'oppression et l'injustice. Il voulait aussi exprimer sa loyauté et sa fidélité à l'imam Hussein [petit-fils du prophète Mahomet], ce qui a été impossible de manière libre depuis longtemps. Cette année a un caractère spécial et on est content que Saddam Hussein ne soit plus là car il a utilisé l'oppression contre son propre peuple.

Vous êtes donc totalement satisfait ?

Pas complètement satisfait car l'armée américaine est dans notre pays. Et nous sommes préoccupés

car les Américains vont tenter d'imposer une administration, un gouvernement à notre peuple. Mais nous allons essayer de nous organiser avec la Hawza comme nous l'avons déjà fait pour gérer les villes désorganisées après la chute du parti Baas, comme à Kerbala et ailleurs. Nous espérons que ce sera aussi le cas pour Bagdad.

Ce que nous voulons, c'est un gouvernement qui respecte les idées du peuple irakien dans ses différentes composantes ainsi que tous les groupes de la société. Ce gouvernement représentera tout le peuple dans son entier. Pour ce faire, on va faire de notre mieux pour le mettre en place et faire en sorte qu'il respecte l'Islam qui est la religion du pays.

Comment comptez-vous y parvenir ?

Avant, il n'y avait pas de liberté. Les opposants étaient mis en prison et pendus. Des milliers de gens ont disparu. Ce pèlerinage est la démonstration que nous sommes des gens pacifiques et de bonne volonté. Désormais, nous allons utiliser toutes les armes dont nous disposons pour aboutir à nos fins et accomplir nos objec-

tifs. Il faut que vous sachiez que la population est inquiète de la présence armée étrangère et on espère que les Américains partiront le plus vite possible après avoir remis le pays en route. Et si les États-Unis vont à l'encontre de la volonté populaire, nous ferons des mani-

festations pacifiques pour chasser les Américains.

Qui, à votre avis, serait le mieux à même de diriger le pays ?

Je n'ai pas de nom à vous proposer en particulier. Nous voulons que ce soit un homme capable, honnête, cultivé et élu par le peuple. Je ne vois pas d'autres solutions. Il est hors de question que les Américains nous imposent une administration dont nous ne voulons pas.

Est-ce qu'Ahmed Chalabi peut être une solution ?

C'est pareil que Saddam Hussein, et en plus c'est un voleur. Il a été condamné en Jordanie pour avoir dérobé de l'argent dans une banque. Comment voulez-vous en faire un personnage crédible d'autant qu'il ne connaît pas le pays qu'il prétend gouverner. Nous voulons que le monde entier sache

que les États-Unis ne pourront pas nous imposer un voleur. C'est pour cela que nous sommes inquiets.

N'êtes-vous pas, malgré tout, reconnaissant aux forces de la coalition de vous avoir débarrassés de Saddam Hussein ?

Evidemment que nous leur sommes reconnaissants. Mais s'ils veulent nous apporter la liberté et la démocratie comme ils l'ont affirmé, la meilleure chose à faire, c'est qu'ils s'en aillent et nous laissent prendre notre destinée en mains. Après tout, nous sommes les héritiers d'une des plus vieilles civilisations du monde.

Propos recueillis par M. B.-R.

Le Monde

23 AVRIL 2003

UN sanctions ■ By William Safire

Will Chiracism hold back Iraq?

WASHINGTON — Why do you suppose France and Russia — nations that for years urged the lifting of sanctions on oil production of Saddam Hussein's Iraq — are now preventing an end to those UN sanctions on free Iraq?

Answer: The Chirac-Putin bedfellowship wants to maintain control of the UN oil-for-food program, under which Iraq was permitted to sell oil and ostensibly use the proceeds to buy food and medicine for its people. (In reality, Saddam skimmed a huge bundle and socked it away in Swiss, French and Asian banks.)

Iraqis now desperately need all that the country's oil production can buy. But President Jacques Chirac cares little about reconstruction of basic services. He is more concerned about maintaining UN control — that is, French veto control — of Iraq's oil.

"Sophisticated international blackmail" is what Senator Arlen Specter, Republican of Pennsylvania, called it on Sunday. Blackmail is the apt word: Unless the United States and Britain turn over primary control of Iraq to the United Nations — none of this secondary "vital role" stuff — Chiracism threatens to hobble oil sales and prevent recovery.

This extortion is greeted with hosannas by the thousand or more UN employees and contractors involved in the present oil-for-food setup, many beholden to France for their jobs. And so long as the UN bureaucracy handles the accounting, it is as if Arthur Andersen were back in business — no questions are asked about who profits from the sanctions management.

My Kurdish friends, for example, who are entitled by UN resolution to 13 percent of the oil-for-food revenues, believe their 4 million people are owed billions in food and hospital supplies. I wonder: In what French banks is the money collected from past oil sales deposited? Is a competitive rate of interest being paid? Is that interest being siphoned off in "overhead" to pay other UN bills?

Secretary of State Colin Powell apparently believes that Chirac's new fondness for sanctions could tie up Iraqi oil production with litigation for years. His advice to President George W. Bush is to pay the ransom but nibble away at the sanctions with limited resolutions. I think America should confront the ex-

ortion scheme head on and let Chirac use his veto to isolate France further.

What other money trails need to be followed? Few doubt that vast Iraqi assets have been secretly transferred out of the country for years, and especially in the prewar months. This is done through cut-outs, phony foundations, numbered accounts, intelligence proprietaries, leveraged currency speculation through proxies in unregulated hedge funds and a hundred other financial devices. Taken together, Saddam's huge haul is now terrorism's central bank account.

This kind of money moves not in satchels but over wires. Bush and Prime Minister Tony Blair of Britain should create a task force of the best computer sleuths at Treasury, the Exchequer, the Defense Intelligence Agency, the Fed, Interpol and the Bank of England to ferret out the hidden billions that belong to the Iraqi people. (Here is how Admiral Poindexter can find gainful employment.)

Start with the 200,000 barrels a day of Kirkuk oil that Iraq smuggled to Syria, an illegal pipeline flow ignored by the United Nations but stopped recently by Defense Secretary Donald Rumsfeld.

Then follow the money: We know that President Bashar Assad of Syria turned an ophthalmologist's blind eye to Saddam's use of the Syrian port of Tartus to import missile fuel components from China and night vision goggles from Russia. In return, Saddam sold Syria oil at a bargain price — say, as little as \$5 a barrel. That adds up to more than a billion bucks over a few years in Saddam's personal pocket, placed — ?

Money recaptured from the Thief of Baghdad should be used to build new villages for those Arabs he transferred north in his campaign to ethnically cleanse Kirkuk of troublesome Kurds. That would allow a peaceful return of Kurds to their ancestral homes without displacing Arab or Turkmen families.

And here's the way the government of New Iraq can save some of the money it now loses by Russia's eager participation in blackmail in the Security Council: Declare that the \$10 billion owed by Iraq under Saddam to Russia for unused tanks and planes will be repaid on the day President Vladimir Putin repays the debt incurred by Russia under the czars.

E-mail: safire@nytimes.com

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 21, 2003

Syria 'getting message' on Iraq, Bush says

By John Tierney

The New York Times

WASHINGTON: President George W. Bush emerged from Easter services on Sunday with unusually peaceful words for Syria, which his administration has accused of aiding Iraq during the war and sheltering its leaders as fighting ended.

"They're getting the message that they should not harbor Ba'ath Party officials," Bush said at a military base in Fort Hood, Texas, where he attended church and met with two helicopter pilots who had been prisoners of war in Iraq.

"I'm confident the Syrian government has heard us," he said. "And I believe it when they say they want to cooperate with us."

Bush's comments on Syria were the most conciliatory in weeks, and they followed a de-

termined effort by the administration to ratchet up pressure on the Damascus government. Senior administration officials have accused Syrian officials, who are also Ba'athist, of harboring Iraqi party leaders who fled across the border.

While hailing the "positive signs" in Syria, Bush acknowledged that establishing democracy in Iraq "is going to be hard." Some administration officials have spoken of a transition in Iraq that would take less than a year, but on Sunday an influential Republic lawmaker, Senator Richard Lugar of Indiana, dismissed such predictions.

"I would think at least we ought to be thinking of a period of at least five years time" to develop democracy, Lugar, chairman of the Senate Foreign Relations Committee, said on NBC News.

Lugar, who before the war accused the ad-

ministration of devoting too little effort to postwar planning, said that Iraq should not be permitted to become an autocratic theocracy like Iran.

During his visit to Fort Hood, Bush said he did not know if Saddam was alive or dead. "If he is alive, I would suggest he not pop his head up," Bush said. Discussing the possibility of any Iraqi leaders seeking refuge in Iraq, he said, "When we think there is somebody there or know somebody is there, we of course will pass on the name and fully expect the Syrian government to hand the person over."

Defense Department officials, citing intelligence reports, say at least seven former Iraqi officials are now in Syria, including a former official of Iraq's Republican Guard and Special Republican Guard who is No. 8 on the

American wanted list.

Secretary of State Colin Powell said

last week that the United States has provided Syria with the names of Iraqis believed to be in the country, and was waiting for a response from Damascus.

Over the last week, Defense Department officials reported some positive signs from Syria, including what they said had been a closing of at least some Syrian border posts. So far, there has been no indication that Syria might have taken action against any former Iraqi officials.

On Sunday, however, U.S. congressmen said that Syria's leader, Bashar Assad, had assured them that his government would identify and expel any former Iraqi leaders found to have taken refuge in his country.

The congressmen, Representatives Nick Joe Rahall, Democrat of West Virginia, and Darrell Issa, Republican of California, met with Assad in Damascus, the Syrian capital. They repeated what they said had been the Syrian leader's assurances in a television interview on ABC News.

"We got a specific commitment that he will not harbor any war criminals and

he will expel any that get into the country," Rahall said in the television interview. "And we're conveying that back to the United States and hopefully we can count on him to enforce that promise."

Senator Joseph Lieberman of Connecticut, a Democratic presidential can-

didate, said there were "hopeful" signs that Syria was beginning to cooperate in tracking down Iraqi fugitives. If Syria ultimately refused to help the United States, he said on CBS News, "We should use every part of our skill and bravery to go in and capture or kill those Saddam Hussein loyalists ourselves."

James Woolsey, director of the Central Intelligence Agency under President Bill Clinton, criticized Assad for being "really over the line" last month by raising the prospect of terrorist attacks against American troops in Iraq. "He is on the side of the terrorists and those who would, I think, like to continue to run totalitarian regimes in the Middle East," Woolsey said during an appearance on Fox News.

Le Monde
23 AVRIL 2003

Jay Garner, « administrateur civil provisoire », promet « un nouveau système » à l'Irak

BAGDAD

de notre envoyé spécial

« C'est un grand jour pour l'Irak et un grand jour pour moi aussi. Peut-il y avoir un meilleur moment dans votre vie que celui où vous êtes en mesure d'aider quelqu'un, d'aider un autre peuple ? Et c'est précisément ce que nous avons l'intention de faire. » Descendant du C 130 qui l'amena du Koweït, à l'aéroport international de Bagdad (ex-Saddam-Husseïn), lundi 21 avril, le général à la retraite Jay Garner, 65 ans, nommé « administrateur civil provisoire » de l'après-guerre par l'administration Bush, a voulu afficher volontarisme et altruisme pour sa très délicate mission de « reconstruction du pays ».

Logisticien expérimenté, controversé pour ses liens avec l'industrie de l'armement et avec Israël, il cherchait peut-être aussi à conjurer l'impression de flottement, de nervosité et de relative inefficacité que donnent les autorités militaires américaines depuis leur prise de la capitale. Si les pillages et le vandalisme qui se sont déchaînés après la fin des combats ont nettement perdu de leur intensité – quelques foyers d'incendie sont régulièrement ranimés dans certains bâtiments publics, et le déménagement des entrepôts de vivres se poursuit ici ou là, quasi impunément – la sécurité reste très précaire dans cette ville immense. Des fusillades nourries éclatent encore, à toute heure du jour et, surtout, de la nuit dans les points sensibles, notamment autour des banques.

La distribution de l'eau est à peu près rétablie partout mais avec des débits souvent dérisoires. Le ramassage des ordures ne semble assuré que par des volontaires. L'agglomération restera sans doute privée de téléphone durant plusieurs mois. L'électricité que les « occupants » avaient promis de remettre en mar-

che, samedi 19 avril, fait toujours gravement défaut. La quasi-totalité des commerces gardent leurs grilles baissées ou à peine entrouvertes. Depuis deux jours, des policiers irakiens, en impeccables chemises blanches, tentent de régler la circulation à plusieurs carrefours.

VISITE À L'HÔPITAL

Dès son arrivée, M. Garner s'est rendu sur le terrain. Accompagné de son adjoint, le Britannique Tim Cross, de 19 administrateurs civils

jonchent les centaines de chambres ouvertes à tous vents.

« Avant l'arrivée des troupes américaines, des militaires et des membres des services de renseignement avaient pris possession des lieux, en évacuant les malades, explique le docteur Nazar Nasser Abbas, qui exerçait au service de médecine générale. Ils dormaient sur place et lorsque les combats ont commencé, l'hôpital a été pris pour cible. Des bombes et des tirs d'artillerie ont fait de gros dégâts et le peu qui avait été

Rencontre avec les Kurdes

L'administrateur civil américain de l'Irak, Jay Garner, a réservé au chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, son premier entretien avec un homme politique irakien depuis son arrivée, lundi 21 avril, à Bagdad. Il a rencontré M. Talabani mardi à Souleimaniyé, dans la partie du Kurdistan irakien qui échappait depuis 1991 au contrôle du régime de Saddam Hussein.

L'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ont appelé les principaux partis de l'ancienne opposition irakienne à une réunion à Bagdad, dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion lundi à Arbil (Kurdistan) en présence de leurs chefs. Les deux principaux partis kurdes ont appelé également leur direction collégiale, formée en février, à se réunir désormais à Bagdad. Jay Garner devait également se rendre, mardi, à Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak. – (AFP.)

– qui devraient être rejoints la semaine prochaine par 430 autres personnes – et par un « pool » très réduit de journalistes, il a visité un hôpital, une usine de traitement des eaux et une centrale électrique.

A l'hôpital de Yarmouk, au sud de la ville, la tâche à accomplir est immense pour remettre en activité cet établissement de 800 lits, principal centre de dialyse et unique centre de cardiologie du secteur. Seul le service des urgences a pu être relancé avec une maigre provision d'antibiotiques et d'analgésiques et l'énergie d'un seul générateur. Une grande partie des 400 médecins et personnels soignants seraient prêts à reprendre du service. Mais les locaux ont été dévastés et des montres de vitres brisées et de gravats

épargné a été anéanti par des bandes de pillards qui ont volé les ordinateurs, les appareils de soin et même le matériel de réanimation cardiaque. »

« RIEN CONTRE RIEN »

M. Garner, s'adressant au personnel encore choqué, l'a assuré d'une aide dont il n'a pas caché qu'elle « prendrait du temps ». « Notre organisation va arriver à Bagdad au cours des dix prochains jours, a indiqué l'administrateur provisoire. Notre souci est de faire naître un nouveau système en Irak et cela commence par un travail en commun. Je demande donc aux médecins et aux infirmières d'être patients et de rester près des malades. Je vous assure qu'un jour votre hôpital sera le

meilleur du Moyen-Orient. » Visiblement sceptiques, plusieurs médecins ont insisté sur la qualité et la compétence des professeurs et des chirurgiens irakiens, qui auraient « exclusivement besoin d'une aide matérielle ».

L'un d'entre eux faisant remarquer, en aparté, qu'un interne était payé moins de 30 000 dinars par mois (environ 10 euros) et qu'un spécialiste percevait, au mieux, 150 000 dinars, tandis que le directeur de l'hôpital aurait disposé de 3 à 4 millions de dinars. « 20 % à 30 % des recettes du ministère de la santé s'évaporaient vers celui de la défense », rageait un autre homme en blanc en exprimant sa défiance à l'égard des Américains, qui « ne donneront rien contre rien et qui, après avoir ravagé nos infrastructures, les reconstruiront avec l'argent de notre pétrole ».

Jay Garner, qui se serait installé dans un ancien palais présidentiel, n'a pas semblé vouloir rompre, au cours de sa première journée à Bagdad, avec l'absence de toute communication officielle observée, depuis une dizaine de jours, par les forces d'occupation. Tout juste ce proche de Donald Rumsfeld a-t-il fait savoir que « les Etats-Unis ne reconnaissent aucun des responsables autoproclamés » (faisant allusion à Mohammed Mohsen Zoubaidi, qui s'était proclamé maire de Bagdad et gouverneur de la région, ou à Jaoudat Al-Obeidi, qui prétend représenter l'Irak auprès de l'OPEP).

Dans un entretien au Washington Post, M. Garner avait précédemment déclaré qu'il n'avait « pas de calendrier pour le transfert du pouvoir aux Irakiens », en ajoutant simplement : « Nous leur remettons les rênes de secteurs du gouvernement quand ils seront prêts. »

Robert Belleret

APRÈS LA GUERRE EN IRAK, UN KURDE DIT SES ESPOIRS

Libre, amer et confiant en l'avenir...

Zeki Budak est Kurde. Ancien responsable du parti social-démocrate, il est aujourd'hui installé dans la région et Français. Chirurgien-dentiste, exilé de Turquie alors que ses trois frères ont été tués par des « paramilitaires » (voir notre édition du 2 avril)... Ayant participé activement aux négociations qui, en 1994 au Kurdistan irakien, ont abouti à la réconciliation entre le PDK (parti démocratique kurde) et l'UPK (Union patriotique kurde d'Irak) et ensuite à la réussite politique et économique de la zone protégée du nord de l'Irak, il est bien placé pour commenter l'actualité brûlante du Moyen-Orient. Interview.

Votre Hebdo : L'Irak est libéré. Que pensez-vous de la manière dont cette libération a été menée ?

Zeki Budak : A mon avis, il n'y avait pas d'autres solutions. C'était obligatoire. Jusqu'à la fin, Saddam et les dirigeants ont insisté pour garder leur place en criant leur « victoire ». Et beaucoup y croyaient !

Votre Hebdo : Aujourd'hui, la coalition tente d'organiser une vie démocratique. Que dites-vous de la manière dont le processus a été lancé ?

Zeki Budak : Avant la déclaration de la guerre, plusieurs partis d'opposition, des partis chiites, sunnites et kurdes, étaient tous d'accord sur l'Irak : un Etat démocratique et fédéral, une fédération des Kurdes, des Chiites et des Sunnites. Cela a été confirmé à Nasiria. Ce processus ne doit pas être trop poussé car il faut prendre le temps de faire bien. L'urgent est d'abord la mise en place des besoins vitaux pour tous.

Votre Hebdo : Certains critiquent beaucoup, en France au moins, la « légitimité » des opposants qui reviennent d'exil. Qu'en dites-vous ?

Zeki Budak : Le mot de « légitimité » est ironique et un peu stupide... On ne peut proposer un nouveau dictateur... Le peuple a souffert des années du régime de Saddam. Un successeur vraiment « légitime » ne pourrait être qu'un autre dictateur... Est-ce ce qu'on veut pour l'Irak ? Non. Il faut un gouvernement provisoire en attendant des élections démocratiques.

Votre Hebdo : La Turquie a dit, à plusieurs reprises, ses « inquiétudes ». Que pensez-vous de ces « inquiétudes » ?

Zeki Budak : Les Turcs se sentent menacés par un Irak fédéral ou un Kurdistan autonome. Les Turcs ont dit qu'ils ne voulaient pas de Kurdistan, même s'il devait être en Afrique du Sud... Tous les médias turcs insultent actuellement les Kurdes et poussent à l'inter-

vention militaire pour détruire le Kurdistan autonome. Ils n'attendent que le départ des Américains. Ils veulent faire la même chose que les Iraniens qui avaient détruit, après le départ des Anglais en 1946, la république kurde de Mamarat...

Votre Hebdo : Un Irak démocratique et fédéral, tel que définit récemment, vous satisfait-il ?

Zeki Budak : C'est obligatoire. C'est un Etat fédéral qui concernera toutes les ethnies et religions. On ne peut autrement conserver un Irak uni.

Votre Hebdo : Pensez-vous possible une indépendance, à terme, du Kurdistan ?

Zeki Budak : Oui, pourquoi pas ? C'est aussi la question d'un Etat réunissant tous les Kurdes. Cela réglerait tout le problème du Moyen-Orient. Le Kurdistan serait une sorte de tampon, supprimant les menaces sur Israël. Israël accepterait alors de régler le problème palestinien. C'est le moyen de l'envisager...

Votre Hebdo : La libération de l'Irak acquise, les dirigeants français tentent de repositionner leur politique extérieure vis-à-vis de l'Irak et du Moyen-Orient. Qu'en dites-vous ?

Zeki Budak : A mon avis, il est un peu tard. Il faut s'allier aux Américains pour construire un Irak démocratique. Mais, jusqu'ici, la politique n'a pas changé. Au lieu de rattraper le temps perdu, on va se réunir avec l'Allemagne et la Russie à Saint-Pétersbourg...

Votre Hebdo : Mais les Etats-Unis sont-ils encore prêts à accepter la France ?

Zeki Budak : Oui, parce qu'il s'agit d'un allié historique.

Votre Hebdo : Après cette crise, que dites-vous de l'ONU et de ses possibilités de survie ?

Zeki Budak : Les Nations Unies n'ont jamais accepté un observateur représentant les 40 millions de Kurdes. Pour les



Zeki Budak et sa famille heureux de la libération de l'Irak porteuse d'espoir pour le Kurdistan de leur rêve

Kurdes, l'ONU n'étaient donc déjà rien. Elle défendait les « anciens » et se mettait la « tête dans le sable ». Pour les Kurdes, l'ONU est donc morte et enterrée. Il faut quand même rappeler que, pour le Kosovo, par exemple, cela avait déjà été les Etats-Unis qui avaient dû intervenir, après des massacres (Il y a eu, alors, 300.000 morts...), au cœur de l'Europe, sans que l'ONU ne bouge...

Votre Hebdo : Le Kurdistan est, en partie, en territoire syrien. Que pensez-vous de l'attitude de ce pays et des demandes d'explications américaines ?

Zeki Budak : C'est vrai, il y a une petite minorité kurde en Syrie, environ deux millions de personnes. En 1963, Hafez El Assad a annulé les cartes d'identité syriennes des Kurdes. Ils sont depuis considérés comme étrangers. Les villes et les villages ont été vidés des Kurdes et investis par des Arabes. Cette attitude n'a jamais changé depuis. Par rapport au terrorisme, la Syrie soutient plusieurs groupes islamistes contre Israël : Hezbollah, Hamas... Et occupe le Liban... Les Américains menacent la Syrie surtout par rapport à l'Irak, par rapport au refuge éventuel de Saddam en Syrie. Il faut rappeler, en effet, que la Syrie est dirigée par le

parti Baas et son dictateur, le fils d'Hafez El Assad... A mon avis, les Etats-Unis ne frapperont cependant pas la Syrie.

Votre Hebdo : Pendant la guerre, un sondage a indiqué qu'un nombre important d'habitants de la France souhaitent une défaite américaine. Quelles réflexions cela vous inspire-t-il ?

Zeki Budak : Ce sondage est à mon avis faux. Il y avait un million de manifestants (en additionnant les manifestations) sur 60 millions d'habitants. Comment les classer ? Etaient-ils tous du même avis ? Se taire ne veut pas dire qu'on est d'accord. Au contraire, je pense qu'une grande majorité est heureuse de la libération du peuple irakien...

Votre Hebdo : En France, jamais, pendant la crise, les partisans de la libération de l'Irak n'ont manifesté. Les sondages donnaient même des pourcentages... quasi africains en faveur de la non-intervention. Qu'en dites-vous ?

Zeki Budak : Tous les manifestants étaient manipulés par les médias et les dirigeants sur la question de la « paix et de la guerre ». Un sondage sur la libération des Irakiens don-

nerait maintenant des résultats inverses...

Votre Hebdo : Pensez-vous que les Français paieront pour l'attitude de leurs dirigeants ?

Zeki Budak : Oui. Déjà, les Kurdes considèrent la France et les Français comme opposés à leur liberté. Econo-

miquement, la France a aussi perdu beaucoup. Et ce n'est pas fini...

Votre Hebdo : Pensez-vous qu'un jour la France retrouvera cependant son statut parmi les grandes démocraties ?

Zeki Budak : La France a perdu beaucoup de popularité et de confiance dans le mon-

de. Mais elle a toujours l'image révolutionnaire d'un grand pays symbole de la liberté. J'espère qu'elle retrouvera sa place facilement. J'espère qu'elle ne comptera pas longtemps sur les pays non démocratiques... Un proverbe kurde dit : donne-moi le nom de ton ami ; je te dirai qui tu es... Il ne faut pas continuer avec la

Russie et la Chine ! J'espère aussi que les intérêts kurdes et français se rejoindront un jour...

*Propos recueillis par
Jean-Michel ROCHET*

Iraqi Kurdistan

A rather less than model state

SULAYMANIYAH

For a start, the two Kurdish chiefs have to learn to live with one another

ONCE he reached the north, Jay Garner, the retired American general who has been chosen to administer post-Saddam Iraq, didn't have to try too hard. His audience of Kurdish students at Sulaymaniyah's university gave him a rock star's welcome, cheering and stamping their feet as the 65-year-old grabbed the microphone from the podium and walked to the front of the stage. "I believe in you. You are the future," he told his admiring audience. "Let the spirit of free people in Iraqi Kurdistan spread to the rest of Iraq."

As charm offensives go, it was the most successful so far in the American-British bid to win the hearts and minds of Iraqis. It was also in stark contrast to General Garner's more frosty arrival in Baghdad a day earlier. The general was returning to the Kurdish-controlled north for the first time since 1991, when he had been a key figure in the establishment of the safe haven. For that, and for the removal of Saddam Hussein, the Kurds are clearly grateful.

It felt, the general said, like coming home. Travelling with a roadshow of army

officers, engineers, diplomats, technicians and legal experts, all laden with the job of rebuilding Iraq, he headed for a two-day tour of what he termed "the Kurdish provinces." In addition to crooning to the region's students and visiting schools and hospitals, the silver-haired and apparently silver-tongued military man held talks with the region's two leaders, Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP), and his rival, Jalal Talabani of the

Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Afterwards he praised the two men, both for their support of the campaign to oust Saddam, and for the model of leadership and freedom he said they had nurtured during the Kurds' 12-year experiment in self-rule. Iraqi Kurdistan, he averred, was a model of democracy for the entire region to follow.

Well, yes and no. True, the Kurds of northern Iraq are healthier and wealthier than at any time in the past three decades. And the freedoms enjoyed by the population in the self-rule areas contrast favourably with the conditions of their countrymen under Baathist rule. But the social, political and economic realities of Iraqi Kurdistan are far from perfect.

The presence of Saddam in Baghdad served to hide a multitude of sins which will now have to be addressed if the Kurds are really to set an example worth following in the new Iraq. Many Kurds, for example, are still feeling the effects of the disas-

trous civil war between the KDP and the PUK in the 1990s, a war that rent their region in two. There are now two regional administrations, two prime ministers and, perhaps most worryingly, two rival party militias, whose arsenals have been boosted by hardware "liberated" from Iraqi troops as they fled the northern front.

Each administration is, in effect, a one-party statelet. Rival political parties are allowed to exist in both areas, but with no region-wide elections since 1992, they have scant opportunity to prove themselves. Transparency in financial dealings is lamentably absent and rumours abound of high-level corruption among the elite.

Barham Salih, the prime minister of the PUK's government, which controls the eastern part of the self-rule area from Sulaymaniyah, accepts that Baghdad's misdeeds were often used to justify the Kurdish parties' political shortcomings. Now Saddam has gone, the Kurds will demand

more, he says. They will expect more efficient, more transparent government. They will demand greater margins of freedom. Above all they will demand accountability through the ballot box. Until then, the two parties must develop ways of cohabiting, avoiding the fratricide of the past.

Mr Salih, a self-confessed if moderate Kurdish nationalist, believes that a secure future for the Kurds lies only through guaranteeing their status in the constitutional arrangements that will emanate from Baghdad in the coming months. He rejects the fears of Turkey and Iran that Iraqi Kurds secretly want independence: all we want, he insists, is to be full partners in a democratic, federal and pluralist Iraq.

Baghdad is where the Kurds will have to concentrate their energies. But, first, they have to engage in a spot of house-cleaning. Unifying their administration and holding elections would set an example to match General Garner's words. So too would disarming the party militias, which could be a precursor to the full integration of the Kurdish forces in a new pan-Iraqi army. Mr Barzani and Mr Talabani have to learn to trust each other and, at the same time, put faith in a process that could well result in a diminution of their power. ■



Kurdistan's home-coming general

« Ni Saddam ni l'Oncle Sam »

Chiites : la ruée vers le pouvoir

Les maîtres de l'Irak les ont toujours écartés du pouvoir. Saddam les a massacrés. Mais les chiites forment la majorité de la population. Et leur clergé reste la force la plus structurée du pays. Cette fois, ils ne veulent laisser personne les spolier. Pas même les Américains...

De notre envoyé spécial en Irak, Laurent Bijard

« **A** Sami est en campagne dans un « Irak nouveau ». De passage à Nassiriya, ville plate et désolée de 500 000 âmes qui enjambe l'Euphrate, il tient meeting devant les murs lépreux d'une école. Sous un soleil de feu, dans la poussière qui vole depuis les ruines d'un cinéma voisin en proie à l'acharnement de jeunes pilleurs, Sami Alabayde parvient à réunir quelques dizaines de curieux. Des slogans amplifiés par une sono rudimentaire, un peu de musique et une distribution de tracts présentant son parti, le Mouvement national pour le Sauvetage de l'Irak, Sami soulève un zeste d'enthousiasme : une vingtaine de badauds rejoignent son Opel Omega pour inscrire leur nom dans un grand livre bleu. Sami revendique plus de 6 000 partisans dans tout le pays. Homme à la trajectoire étonnante, cet ingénieur en aéronautique a autrefois participé à l'élaboration du programme de missiles Al-Samoud de Saddam Hussein. Jusqu'à ce jour du

printemps 1994 où il s'est enfui au Kurdistan.

Aujourd'hui, il s'engage en politique. Mais il n'a pas échappé à ce spécialiste des forces de gravité qu'il devait tenir compte de la nouvelle « réalité irakienne ». Avant de faire campagne dans le sud du pays, fief de la communauté chiite (deux tiers de la population d'Irak, mais jusqu'à 80% des habitants de cette région méridionale), ce sunnite du Nord a ainsi pris soin de s'arrêter à Najaf, cœur du courant chiite et premier lieu saint, pour y rencontrer – et y ménager – les principaux leaders de la communauté. En fait, une sorte d'allégeance que Sami tente de maquiller avec des mots convenus. « *Nous sommes tombés d'accord. Nous devons travailler pour le bien de tous les Irakiens, sunnites ou chiites. Vous savez, si vous respectez les mollahs, ils vous respecteront.* »

En fait, le seul vrai pouvoir qui émerge à l'aube de cette ère post-Saddam semble confiné entre les mains de quelques ayatollahs et mollahs (ici, on parle plutôt de *cheikhs* ou de *saïds*), reclus derrière les hauts murs de la grande mosquée de Najaf. Face à l'immense

vide provoqué par la débandade fulgurante des sbires de Saddam Hussein et à l'anarchie qui ont suivi, seule la communauté chiite soudée par des décennies de persécution et surtout sa hiérarchie dotée d'un sens de l'organisation rigoureuse sont à même de jouer un rôle de premier plan dans cet Irak en devenir. Pour le clergé chiite, cette renaissance a un goût de revanche. Lancées depuis les coupes dorées de l'édifice sacré, les consignes passent de bouche en bouche et sont propagées à travers toute la moitié sud du pays. De Bagdad – où le quartier de Saddam City abrite près de 2 millions de chiites – à Bassora, deuxième ville du pays avec plus de 1,5 million d'habitants.

Ainsi, quand les Américains décident de lancer le processus de formation d'un nouveau gouvernement « démocratique » en Irak en organisant une conférence de l'opposition à Nassiriya le 15 avril, l'ordre est donné de boycotter la réunion. Plus encore, et pour la première fois en Irak depuis la victoire américaine, des milliers de chiites manifestent le jour même dans les rues de la ville en clamant : « *Ni Saddam ni*

le nouvel
Observateur

24-30 AVRIL 2003

Des milliers de chiites arborant des drapeaux religieux convergent vers Kerbala pour y commémorer le martyre d'Hussein, petit-fils du Prophète.



'Oncle Sam ! » Et ce jour-là, ce ne sont pas seulement des mollahs qui refusent de répondre à l'invitation du Pentagone. Ahmed Chalabi, leader du Congrès national irakien (CNI), revenu à la tête d'un détachement de soldats irakiens formés et armés par le Pentagone, et bien d'autres snobent les stratégies américaines. Chalabi doit même quitter précipitamment Nassiriya pour Bagdad. On vient de lui faire comprendre qu'il n'aurait jamais dû revenir au pays dans un avion de l'US Army.

D'autres cheikhs, revenus également à Nassiriya avec l'aide de Washington, doivent se faire discrets. Ainsi, Ali al-Yousha, issu d'une grande famille de Nassiriya, revenu d'un exil à Londres et au Danemark. Ce jeune leader de 38 ans a dû décliner l'invitation américaine. *« Je sais ce que je dois aux Américains. Mais cette réunion a été mal préparée. Ils ont trop négligé les gens qui sont restés dans le pays pour résister à Saddam. Je veux être sûr que ces gens seront à l'avenir mieux représentés »*, explique le jeune cheikh dans son nouveau bureau du centre-ville. Tranquillement assis dans un fauteuil, Ali espère encore un *« Irak libéral, humaniste et occidentalisé »* et il rejette toute comparaison avec l'Iran fondamentaliste de 1979, ou encore avec les talibans afghans. Entouré de sa petite cour de dignitaires de la ville et de saïds, il donne pourtant l'impression que le chemin vers une vraie démocratie sera long. Pour le moment, c'est au tour des Américains de se retrouver dans le colimateur des chefs spirituels chiïtes.

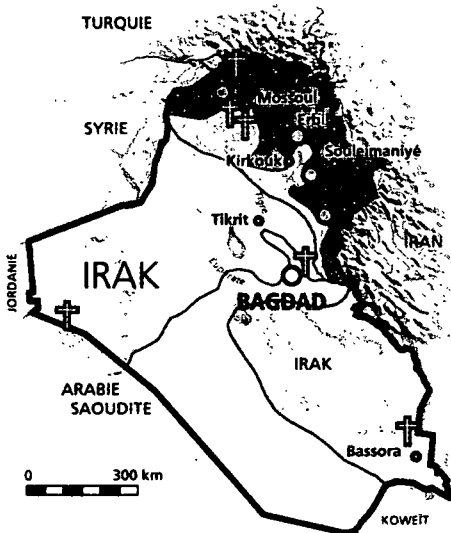
Enfoncé dans un canapé, Fallah Hassan Youssif Al-Mosawi, un mollah venu de Bagdad, critique le comportement des Américains dans

son pays : *« Nous étions prêts à établir de bonnes relations avec eux. Ils ont chassé Saddam et ils ont épargné nos mosquées. Mais ils n'ont pas voulu empêcher les pillages ni les destructions. Ils avaient les moyens d'arrêter cette anarchie mais ils ne l'ont pas fait ! Les gens viennent vers moi, ils remercient Bush de les avoir débarrassés de Saddam, mais ils ne comprennent pas pourquoi il a laissé détruire notre pays. Est-ce cela la liberté promise ? Saddam est tombé, mais où est la justice ? Est-ce seulement notre pétrole qui intéresse les Américains ? »* Le mollah raconte ensuite l'histoire de Nassariya : la statue qui trône sur la principale place de la ville est celle d'Abu Be, un mollah martyr de la « révolution » irakienne de 1920 contre l'occupant britannique. Abu Be, originaire de Nadjaf, est tombé sous les balles anglaises à Bassora. Il est un des héros de la liturgie chiïte locale. Son courage et sa détermination pourraient bien inspirer certains leaders de cette communauté dans un avenir plus ou moins proche.

Le grand ayatollah de Nadjaf, Ali Sistani, vient de rappeler que *« l'Irak devait être gouverné par les Irakiens »*. *« Notre pays doit être dirigé par ses meilleurs enfants »*, a-t-il insisté depuis sa cachette à Nadjaf. Car il règne une drôle d'atmosphère dans ce haut lieu saint chiïte qui abrite le tombeau d'Ali, gendre du prophète Moham-

med. Un mollah influent revenu de son exil londonien a été tué peu après son retour. Jugé trop proche des Britanniques, Abdul Majid Al-

Les communautés irakiennes



- Kurdes sunnites
- Arabes sunnites / Kurdes sunnites
- Arabes sunnites
- Arabes sunnites / Arabes chiïtes
- Arabes chiïtes
- ⊙ Population turkmène
- Population yezidi

Khuei aurait été poignardé par un mollah rival, plus radical. Malgré cette « guerre de palais » qui ronge le lieu le plus sacré du courant chiïte, il semble que l'ayatollah Ali Sistani, mis en sécurité, parvienne à assurer son rôle de guide spirituel. Il demeure le maître de l'université religieuse de Nadjaf, Al Hawza, celle qu'a fréquentée un certain ayatollah Khomeini, ainsi que là plupart des dignitaires au pouvoir actuellement à Téhéran.

C'est l'un des envoyés d'Ali Sistani qui a organisé la manifestation antiaméricaine de Nassariya et ses consignes sont largement diffusées dans le pays. Le rejet des Américains prend de l'ampleur. La présence américaine est devenue un thème dominant dans les prêches des responsables chiïtes. Le message est relayé dans

tout le pays lors de la prière du vendredi.

Les combats terminés, les routes plus ou moins sécurisées, les bus et les taxis ont repris leurs activités et les « ordres » de l'ayatollah Sistani voyagent avec eux. Sur l'autoroute Nadjaf-Bassora, entre les interminables convois américains de la quatrième division d'infanterie qui monte vers Bagdad et les marines qui redescendent vers Oum Qasr, il n'est pas rare de

voir circuler ces autobus un peu fatigués et ces gros taxis GMC, blanc et orange, chargés de voyageurs. Ces jours-ci, ils arboraient de grands drapeaux verts, rouges et noirs, en souvenir de la mort en 680 de Hussein, petit-fils du Prophète. Son souvenir sera commémoré à Kerbala par des centaines de milliers de pèlerins, enfin libres d'exprimer leur foi comme ils l'entendent. Pour des raisons de sécurité, l'ayatollah Ali Sistani ne devrait pas effectuer le voyage depuis Nadjaf. Mais son nom sera dans tous les esprits.

Ce qui est sûr, c'est que ses « ordres » sont bien transmis à Bassora. Dans la mosquée d'Abla, qui porte encore les stigmates de la répression de 1991, la prière du vendredi a rassemblé les fidèles de ce quartier déshérité. Dans la cour de la mosquée, des dizaines de véhicules volés sont surveillés par des « aides » du mollah. Voitures, autobus, tracteurs, bulldozers, grues... sont sagement garés. Conformément aux consignes de l'ayatollah Sistani, le saïd a demandé aux pilleurs de respecter le Coran et de ramener le produit de leurs larcins. Ils ont obéi. Les religieux organisent aussi la collecte de sang pour les blessés dans les hôpitaux. Ils jouent le rôle d'un Etat disparu. Ils rassurent la population face au chaos qui s'est abattu sur Bassora. Mais surtout, selon une source cléricale, ils demandent pour le moment à leurs fidèles *« outre de rapporter les objets volés dans les mosquées, d'attendre et de se montrer amical avec tout le monde, de reprendre le travail et, enfin, de participer au rétablissement de la paix dans le pays en allant parfois jusqu'à réaliser des tâches de police... »* Profil bas et discrétion avant tout. Attendre de voir ce que vont faire les Américains et peut-être, un jour, les combattre.

A Bassora, ville martyre, personne n'a oublié comment en mars 1991, juste après la guerre du Golfe, l'armée de Bush père a laissé Saddam Hussein utiliser ses hélicoptères pour réprimer dans le sang la « révolution » chiïte que Washington avait encouragée... Chaque famille a perdu au moins un être cher. *« Des milliers de cadavres jonchaient les rues, abandonnés aux chiens errants »*, raconte un médecin. *« Cette fois-ci, nous nous battons contre les GI avec notre intelligence, notre foi, en contrôlant nos gens, et pourquoi pas en adoptant les méthodes de Gandhi. Vous savez, je ne crois pas que les conquérants, américains ou anglais, ici à Bassora, partiront d'eux-mêmes. Nous paierons le prix fort mais on les forcera à s'en aller. Saddam était une excuse. Ils nous ont envahis pour notre pétrole. Contrôler Bassora, c'est contrôler deux tiers du pétrole irakien... »*, assure Abdoul, ingénieur retraité de l'industrie pétrolière. Comme en 1920, avec Abou Be qui avait appelé à résister aux troupes d'occupation britanniques, il sait qu'une simple fatwa venue de Nadjaf pourrait mettre le feu aux poudres.

L. B.

« Nous ne donnerons aucun prétexte à l'Amérique » Téhéran à l'ombre du « Grand Satan »

Jamais l'US Army n'a été aussi près du pays des ayatollahs. Mais cette présence aux frontières pourrait surtout favoriser à Téhéran les manœuvres de la droite religieuse

De notre envoyé spécial en Iran, Gilles Anquetil

« **C'**est une blague historique. Nous avions, nous, Iraniens, trois ennemis : les talibans, Saddam Hussein et l'Amérique. Et c'est le troisième qui nous a délivrés des deux premiers. » Ainsi parle Saïd Leylaz, journaliste réputé le matin, conseiller d'une société industrielle l'après-midi. C'est classique en République islamique, où tout le monde a deux ou trois métiers pour survivre. Rien d'étonnant donc que l'Iran ait été le pays dans le monde où l'on a le moins manifesté contre la guerre. Il y a certes quotidiennement des rassemblements, groupuscules et pavloviens hostiles à l'Angleterre devant son ambassade. Mais personne à Téhéran n'y a prêté attention.

La seule institution à avoir transgressé la ligne officielle de « neutralité active » dans le conflit a été la télévision qui, à la grande colère des Iraniens, a mis en scène un pro-irakisme extravagant de sottises et de mensonges. On pouvait voir des photomontages de Bush le bras levé à côté de Hitler et des images à flux continu sur les atrocités de l'armée du Grand Satan contre le peuple irakien. Comparée à la télévision d'Etat iranienne, la très extrémiste Fox News paraît un modèle d'objectivité. Au fil des événements militaires, les autorités et la presse ont réagi d'une manière confuse et embarrassée. Premier temps : les Américains n'oseront jamais attaquer l'Irak. Deuxième temps : ils vont s'enliser. L'Irak sera leur nouveau Vietnam, leur Liban. Bagdad, leur Stalingrad. Troisième temps : « Il n'y a pas de vainqueurs », dit le président Khatami. Et aujourd'hui : les Américains doivent partir, laisser l'Irak aux Irakiens. Les Iraniens ont découvert amèrement que neutralité en temps de guerre peut être synonyme d'impuissance.

Hamid Reza Asefi, vice-ministre des Affaires

étrangères, réputé proche de la ligne de l'imam Khamenei, se veut rassuré et rassurant. « L'Iran contrôle la situation. Nos frontières avec l'Irak sont hermétiquement fermées. Nous ne donnerons aucun prétexte à l'Amérique. Tout combattant du conflit sera refoulé. La communauté internationale devrait nous savoir gré de notre sagesse et de notre retenue dans ce conflit. Des missiles de la coalition sont pourtant bien tombés sur le sol iranien.



Défilé anti-américain au début du conflit. L'Iran a été le pays dans le monde où l'on a le moins manifesté contre la guerre.

Téhéran exhibe, pour conjurer les menaces américaines, son certificat de bonne conduite. Consciente de son isolement géopolitique et de sa solitude stratégique en cas d'intervention militaire, la diplomatie iranienne multiplie les contacts avec les pays de la région, en particu-

lier la Turquie et la Syrie, et ceux de la Communauté européenne. Le général en chef Mohammed Salimi fait savoir avec véhémence que ses troupes sont en état d'alerte, prêtes à toute éventualité. Mais qu'il est difficile de diriger la politique étrangère d'un pays où le guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, ne voyage jamais et n'a aucune relation avec des interlocuteurs étrangers.

Et puis vint et intervint l'inévitable joker de la politique iranienne, Akbar Hachemi Rafsanjani.

L'ancien chef d'Etat et actuel président du Conseil de Discernement des Intérêts de la Révolution a jeté la semaine dernière un pavé dans la mare, ou, si l'on préfère, a lancé un ballon d'essai. Il a proposé dans une interview au journal « Rahbord » que l'on organise, si le « guide » en est d'accord, un référendum sur le rétablissement des relations avec les Etats-Unis, rompues en 1979. « Dans le passé, a-t-il déclaré, nous avons manqué certaines occasions, réagi trop lentement ou pris des mesures erronées. Notre idéologie est flexible et nous pouvons choisir nos intérêts nationaux en nous basant sur l'islam. » Tollé, démenti tarabiscoté, Rafsanjani venait de réussir son coup : un tabou de la République islamique a été, par une de ses hautes personnalités, trans-

gressé. Il y a encore peu, les juges islamiques n'hésitaient pas à jeter en prison quiconque osait ce genre de propositions publiques. Le comble a été atteint quand, en novembre 2002, Abbas Abdi, ancien leader en 1979 de l'occupation du « nid d'espions » – traduisez : l'ambassade américaine – et aujourd'hui proche des réformateurs, a été arrêté pour avoir publié un sondage qui révélait que 74% des Iraniens étaient favorables à un dialogue avec les Etats-Unis. Abbas Abdi est toujours en prison.

La bombe lancée par Rafsanjani en dit long sur la nervosité iranienne. Le rigide vice-ministre Hamid Reza Asefi répliqua sèchement :

« Conservateurs-réformateurs » : une nouvelle race politique ?

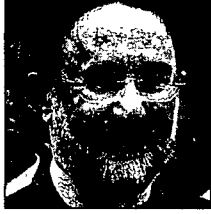
Dans un pays où les forces politiques ressemblent plus à des factions qu'à des partis, Taha Hachemi, ayatollah de rang moyen, directeur d'un journal rafsandjaniste - « le Choix », financé par les religieux de Qom - et médecin un jour par semaine, veut croire à un consensus entre les réformateurs et les conservateurs.

« J'imagine à court terme l'émergence de deux camps expurgés des extrêmes, dit-il. Face à la menace américaine, il faut que les lois d'ouverture passent. Ensuite, j'en ai parlé avec MM. Khatami et Rafsandjani, il faudrait créer

deux grands partis, de centre-gauche et centre-droit, dirigés par ces deux personnalités. La nouvelle génération conservatrice est pragmatique. C'est elle qui a remporté les municipales. Ce sont des "conservateurs-réformateurs". Ils sont à l'écoute de la population, qu'ils savent très éveillée politiquement grâce aux télévisions étrangères. Un pacte est possible entre gauche et droite pour pacifier la société. » Et dans ce cas-là, qui tirerait les marrons du feu ? L'insusable Phénix de la politique iranienne, Rafsandjani. « C'est notre Chirac », plaisante-t-on à Téhéran. ■ G. A.



Successeur de Khomeini, l'ayatollah **Ali Khamenei** est le gardien et le guide suprême de la révolution islamique iranienne, à la fois chef religieux et politique, naturellement peu enclin à l'ouverture.



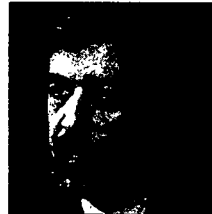
Mohammed Khatami, président de la République islamique depuis 1997, élu sur un programme réformateur, a perdu une grande partie de son crédit auprès des électeurs.



Ex-vice-ministre de l'Intérieur, **Mustafa Tajzadeh** est l'un des plus sûrs soutiens de Khatami. Aujourd'hui, pourtant il s'interroge : « En 1997, nous étions les éveilleurs du peuple. Aujourd'hui, nous lui courrons après. »



Akbar Hachemi Rafsandjani, ex-chef de l'Etat et actuel président du Conseil de Discernement des Intérêts de la Révolution, a proposé un référendum sur le rétablissement des relations avec les Etats-Unis.



Porte-parole et vice-ministre des Affaires étrangères, **Hamid Reza Asefi** a séchement contré l'ex-président Rafsandjani en déclarant : « La question du dialogue avec les Etats-Unis n'est pas à l'ordre du jour. »



Abbas Abdi conduisait la prise d'otages de l'ambassade américaine en 1979. Rallié aux réformateurs, il a été emprisonné pour avoir publié un sondage favorable au dialogue avec Washington.

Photos AFP, Gamma et Reuters

« La question du dialogue avec l'Amérique n'est pas d'actualité », feignant d'ignorer que la majorité de la population iranienne n'est pas antiméricaine et que la politique extérieure est devenue le nouveau centre de gravité de la politique intérieure iranienne, par ailleurs complètement en crise. Sous l'Iran de Khatami tout tremble, mais rien ne bouge. La situation politique est complètement bloquée. En deux ans les réformateurs ont perdu tout crédit auprès de leurs électeurs. Et pourtant Allah sait si, il y a encore deux ans, cet homme a été follement aimé par 80% des Iraniens... Hier encore, idole politique de la jeunesse, le président, par son manque de courage, ses reculades, ses menaces de démission en cas d'obstruction à sa politique d'ouverture - jamais exécutées - a creusé à un an des prochaines élections législatives, un gouffre entre le peuple et le pouvoir, qu'il soit conservateur ou réformateur. « Khatami n'aura pas été le Gorbatchev iranien, explique le sociologue Amir Nikpey. Il n'aura fait faire à l'Iran qu'un pas en avant. Pas plus, pas moins. Mais ce que les jeunes ne lui pardonneront jamais, c'est d'avoir tué l'espoir. Il y a un décalage fou entre l'éveil politique de la majorité des Iraniens et l'archaïsme des réponses proposées par la classe politique. » Pour l'heure, les réformateurs, KO debout depuis leur débâcle municipale de février, rasent les murs, n'osent plus parler. « Ont-ils encore quelque chose à dire ? », s'indigne un universitaire anticonservateur.

Mustafa Tajzadeh, figure politique du khatamisme, constate crânement les dégâts : « Lors de l'élection de Khatami en 1997, nous étions les éveilleurs du peuple. Nous lui apportions réponses et perspectives. Aujourd'hui, nous sommes obligés de

lui crier : Attendez-nous, vous allez trop vite ! Nous lui courrons après. Pourrons-nous le rattraper ? » Pendant ce temps-là les conservateurs assistent avec délectation à l'autodestruction de leurs adversaires. Il faut dire qu'ils sont passés maîtres dans l'art de torpiller, dans les règles juridiques et islamiques, toutes les réformes. Ils savent également que la jeunesse, écœurée par la politique iranienne, n'est pas révolutionnaire et ne testera pas l'efficacité du système de répression. Trop occupée qu'elle est par les contraintes de la survie économique et la défense d'un espace de la vie privée qui puisse échapper au contrôle des mollahs. « Les jeunes sont dans la débrouille permanente. Pour s'en sortir, ils vivent à crédit et deviennent ainsi les otages des banques et de l'Etat, explique un économiste. Chaque année, un million de ces jeunes arrivent sur le marché du travail. Mais moins de la moitié d'entre eux parviennent à décrocher, malgré leurs diplômes, un petit boulot. 80% des revenus du pays proviennent du pétrole. Si l'Irak rouvre bientôt ses vannes et si le prix du brut baisse, ce sera pour l'Iran une catastrophe économique et sociale. »

La grande différence entre les conservateurs et les réformateurs, c'est que les premiers n'ont cure d'être aimés ou détestés par le peuple. Ils sont très à l'aise dans la seule culture politique qu'ils connaissent : celle de l'hégémonie. Ils savent aussi qu'ils peuvent profiter de la complicité culturelle d'une fraction de la population attachée aux valeurs traditionnelles et au contrôle islamique des femmes. Femmes qui d'ailleurs dans le centre et le nord de Téhéran n'ont jamais été aussi maquillées. Les réformateurs admettent, piteusement, que les méthodes

de répression de la justice islamique ont été redoutablement efficaces. Répression ciblée et personnalisée. La prison n'a pas été la seule arme de la droite religieuse. Des techniques d'intimidation directe ou indirecte ont cassé le moral d'opposants aux nerfs fragiles. Ainsi Mohamed Reza Khatami, frère du président et vice-président du Parlement, se terre dans le silence politique depuis qu'une campagne de presse accuse sa femme, Zahra Eshraghi, d'avoir tenu des propos contre le voile islamique dans le « New York Times ».

L'avenir des réformateurs dépend aujourd'hui, à un an des législatives, de l'acceptation ou du refus par la droite religieuse des deux lois dites « jumelles » concernant l'organisation d'élections libres sans la tutelle répressive du Conseil des Gardiens et la protection politique contre l'arbitraire de la justice islamique. Ces deux lois votées par le Parlement sont à l'heure actuelle retoquées par les religieux, au motif qu'elles sont « une insulte au sang des martyrs de la révolution » et en contradiction avec la charia. Artiste dans l'art de tout ralentir, la droite religieuse n'a qu'à faire traîner les choses pendant un an et les réformateurs se retrouveront nus devant les électeurs. « Les conservateurs se moquent de gagner par défaut avec 10% de votants. L'important pour eux est de rester dans le jeu politique », affirme un politologue.

Mustafa Tajzadeh est conscient du danger. « Si les lois "jumelles" sont rejetées, nous n'avons plus qu'à démissionner collectivement du Parlement. Et qu'à disparaître, car nous ne nous représenterons pas aux prochaines élections. » Adieu le réformisme ! G. A.

TIME

APRIL 28, 2003

IRAQ THE FALLOUT

NEXT STOP: SYRIA?

The Bush Administration applies the screws to another "rogue nation." What's behind the sudden indictment—and how scared should Damascus be?

By ROMESH RATNESAR

JUST DAYS AFTER U.S. TROOPS ENTERED Baghdad, the Bush Administration was already contemplating a new scrape. A group of the President's top foreign-policy advisers—including Condoleezza Rice, Donald Rumsfeld and Colin Powell—gathered in the White House to discuss the road ahead. Only half the meeting was devoted to developments in Iraq. The rest of the session was spent debating how to tackle a fresh target: Syria.

With Syria keenly aware of the 250,000 U.S. troops next door, Bush's advisers decided "to rattle the cage" of Syrian President Bashar Assad, says a White House aide. Overnight the Administration swung its big guns from Baghdad toward Damascus and read Syria the riot act. President Bush charged Damascus with possessing illicit chemical weapons. Defense Secretary Rumsfeld said there was "absolutely no question" that Syria was harboring Iraqi leaders who had fled their defeated country; he added that Saddam Hussein's weapons of mass destruction might have been spirited to Syria as well. The Pentagon accused Damascus of "hostile acts"—shipping war supplies to Saddam's forces. Secretary of State Powell demanded Assad stop sponsoring terrorism, and White House spokesman Ari Fleischer branded the country a "rogue nation." Even Congress reintroduced a bill that would cut U.S.-Syrian economic ties. It all sounded remarkably—and ominously—like the war of words

that had prefaced the U.S. invasion of Iraq.

The verbal barrage was greeted with incredulity in some quarters and trepidation in others. But for all the public bellicosity, war with Syria is highly unlikely. The Pentagon has its hands full trying to maintain order in Iraq, not to mention fending off a Taliban resurgence in Afghanistan and readying for a possible confrontation with North Korea. Taking on Syria would only confirm Arab fears that the U.S. intends to remake the Middle East map by force. And so, gradually the Administration toned down its rhetoric. Powell said he planned to visit Damascus during an upcoming trip to the region, and that "there is no war plan on anyone's desk right now to go marching on Syria."

But American pressure still has a purpose. The noisy accusations that Syria may be harboring Saddam's henchmen are intended to ensure that Assad doesn't do so in the future. "What you want to do is send a clear signal to Assad that if Saddam wants to come to Damascus, he's not welcome there," says a U.S. official. Washington also hopes to strong-arm the Syrians into giving up some of their worst habits—such as sponsoring organizations like Hizballah, which the U.S. labels a terrorist group, and the violent Palestinian activists of Hamas and Islamic Jihad, as well as developing chemical weapons. Washington effectively put Assad on notice that, as Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz said, "there's got to be change in Syria."

The trouble is that in some cases, the

Administration has offered scant evidence to back its indictments. While U.S. forces have yet to prove the Administration's claims about Iraq's weapons of mass destruction, the new charges against Syria sounded particularly unnerving, as if hard proof no longer matters to a victorious Washington. Until last month, the Administration had rarely let its disgruntlement with Syria rise above a whisper: after all, Assad had cooperated with the U.S. by detaining and interrogating members

of al-Qaeda. But Bush & Co. were ticked off by Syria's meddling in the Iraq war. The Pentagon particularly resented Syria's shipments of night-vision goggles, which could have vitiated one of its key technological advantages. U.S. officials were also outraged that the Syrian government allowed volunteers to sign up to join Iraq's resistance at the Iraqi Interest Section in Damascus, which sits directly opposite the U.S. embassy.

Worst of all, the Bush Administration seems convinced that some of Iraq's select "55"—the most-wanted senior members of the regime, including Saddam—may have relocated to Syria. The U.S. has given Syria the names of at least seven Iraqi officials believed to be there, including the secretary of Saddam's Republican Guard and Special Republican Guard. A U.S. official says many of the reports have been culled from the leadership's former employees in Baghdad.

The only important Iraqi official actually spotted in Syria last week was Farouk Hijazi, former chief of Saddam's *mukhabarat* intelligence service, who had been ambassador to Tunisia before flying into Damascus. U.S. officials were negotiating with the Syrians to hand Hijazi over quietly, when his presence in the country was leaked to the press. That made it impossible for Syria to cooperate without losing face. According to a knowledgeable source, U.S. intelligence reports have produced no other hard evidence that

any high-ranking Iraqis are actually in Syria.

The U.S. is on somewhat firmer ground accusing Syria of developing weapons of mass destruction. But the charges aren't new. Damascus is known to have been stocking up on chemical agents for more than a decade to counter Israel's superior forces and nuclear bombs. But now Israeli intelligence claims Syria has a bigger stock of biochemical weapons than Iraq ever did. Since the beginning of the year, according to Israeli government officials, Israel has privately lobbied the Administration that this is one more reason to turn its attention to Syria after Iraq.

Yet even if Syria has chemical or biological weapons—which Damascus denies—the U.S. lacks any legal basis for taking military action to destroy them, as it did with Iraq. Syria is not a signatory to the international chemical-weapons convention and has never been subject to U.N. Security Council resolutions demanding it submit to inspections.

To the rest of the world, Washington's broadside against Syria did little to allay anxieties about the exercise of American power. The usual chorus, France and Russia, warned that the Administration was making "dangerous" threats against Damascus. Even America's allies were taken by surprise. "It was never Britain's intention to take on Syria in this manner," says a London official. Only in the Arab world was there a sense of clarity: the bullying was all about placating Israel. Shaul Mofaz, Israel's Defense Minister, practically said as much in a newspaper interview: "Israel has a long list of issues we are thinking of demanding of the Syrians, and it would be best done through the Americans."

The war of words may prove to be an early test of the belief among Administration neoconservatives that the victory in Iraq could persuade recalcitrant Arab regimes to accede to U.S. demands. As Bush put it, "Syria just needs to cooperate with us." The U.S. apparently expects that by cranking up public pressure on Assad, it can extract concessions. The U.S. saber rattling, says a British official, has "made the Syrians sit up and think." And it has left many in the Middle East and elsewhere wondering, Exactly what does Washington have in mind for the neighborhood?

—Reported by
Scott MacLeod/Damascus, Aharon Klein and Matt Rees/Jerusalem, Timothy J. Burger and Massimo Calabresi/Washington and J.F.O. McAllister/London

I N S I D E S Y R I A

FIGHTING FOR DAD AND COUNTRY

By **SCOTT MACLEOD DAMASCUS**

Bashar Assad, Syria's baby-faced, blunt-spoken President, probably never imagined he would be going head to head with the U.S. over the future of the Middle East. That was more the kind of mission relished by his late father Hafez Assad, the stern military commander who ruled Syria for 30 years until his death in 2000. Bashar's humble ambition was to leave politics to others in the clan and become a doctor. In the early '90s he went to London to study ophthalmology. There he courted his wife Asma, a young banker of Syrian origin who is fluent in four languages. When the gangly young man, now 37,

skipped a few pointers for handling the U.S. Many considered Hafez a master of the double game, a man who could have American diplomats queuing up for talks even as Syria sponsored global acts of terror. Bashar began to irritate Washington within months of taking office—in early 2001 he reneged on a quiet understanding to shut down a pipeline pumping illicit oil out of Iraq.

Bashar sought to placate the Bush Administration by helping nail some al-Qaeda suspects after 9/11. But the closer the U.S. came to war in Iraq, the more Bashar played to the Arab gallery. He denounced U.S. aggression and hailed Iraq's resistance. His performance enthralled the Arab street, where demonstrators chanted, "Bashar, Bashar, set the world on fire!" But it deep-sixed Syria's relations with the U.S.

Inexperience is part of Bashar's problem. He entered politics only after his older brother Basil, Hafez's carefully groomed heir, died in a 1994 car accident. Bashar is said to be shy and self-effacing in private. He has tried to soften some of the uglier edges of Baath Party rule, closing down the notorious Mazza prison and releasing hundreds of political prisoners. Yet he bows to the influence of his father's Old Guard cronies who exert control over Syria's military and intelligence services. That thwarted his initial flirtation with greater political and economic freedom. In 2002 the regime provoked howls from human-rights groups by jailing 10 prominent political activists.

It appeared last week that Washington's threats were beginning to sink in. Bashar's Foreign Ministry reacted with relief to news that Secretary of State Colin Powell is considering a visit to Damascus. "We are trying not to escalate the situation," says Syrian spokeswoman Buthaina Shaaban. The most dangerous thing Bashar could do now is play with Iraq the game his father once played with Lebanon. Between 1982 and '84, Hafez backed Lebanese guerrilla factions until they drove out U.S. peacekeeping troops. Hafez may have won that round. But Bashar would find it hard to follow in Hafez's footsteps with the Bush Administration commanding the other side.

—With reporting by
George Baghdadi/Damascus



HANGING ON: Syrian leader Assad and his wife Asma in Rome last year

rose to power three years ago, many hoped that an era of modernization, freedom, perhaps even peace was at hand.

Bashar, it turns out, is his father's son after all. He is as obsessed with the Arab struggle against Israel as Hafez ever was. On Bashar's watch, Syria's military grip on neighboring Lebanon has loosened only slightly. Syria's support for violent groups like Hizballah and Hamas is unwavering. Despite his Western education, he's in no hurry to promote reforms that might threaten his regime's control. Like his father, Bashar is ready for a peace deal with Israel that wins back the Golan Heights, lost in the 1967 war, but he is holding out for a comprehensive settlement of all outstanding Arab grievances.

Hafez may have schooled his son well in Mideast topology, but it seems he

In a City Claimed by Kurds and Arabs, U.S. Troops Try to Keep Peace

By DAVID ROHDE

KIRKUK, Iraq, April 25 — Adel Abdul Saad ran up to the leader of an American military patrol on Thursday afternoon and begged for help. The Kurds would come back that night, the 30-year-old Arab frantically warned. If the Americans did not protect them, the Arabs would defend themselves.

"You're not going to kill anybody," Staff Sgt. Derek Clifton of the 173rd Airborne Brigade told him firmly, trying to defuse a volatile situation in this oil-rich and ethnically divided city in northern Iraq.

After explaining to Mr. Saad that American forces would patrol the area that night, Sergeant Clifton and his men continued on their way.

Twelve hours later, Sergeant Clifton, 32, learned that armed Kurds had somehow kidnapped 20 Arabs from the neighborhood while he and his men manned a checkpoint 300 yards away. Sixteen were freed by their captors, but four remained missing.

After receiving a tip, Sergeant Clifton's unit raided a house several miles away. In a back room, they found Mr. Saad, the young Arab who had begged for protection.

He had been beaten so badly that Sergeant Clifton thought Mr. Saad's jaw had been broken. After questioning the captive, the American squad leader learned more.

"Adel was the one who was going to get capped," Sergeant Clifton said, using a slang term for shot to death. "Adel was going to die within a half hour."

The chance encounter between the two young men came during what Arabs describe as a Kurdish push to drive them from Kirkuk by force.

While Sergeant Clifton's squad was rescuing Mr. Saad and three other kidnapped Arabs on Thursday night, another squad of American soldiers caught three armed Kurdish men trying to evict an Arab family from their home a few miles away.

The previous night, unknown men fired shots at the house of a nearby Arab family for the second night in a row. The night before that, American soldiers had found the bodies of two Arab men on a roadside, one shot in the head and one decapitated.

In recent days, according to American soldiers, Kurds have locked an elderly Arab woman outside her home and driven an elderly man out of his house. And a new, slickly produced flier has appeared demanding that the "10,000 Arabs" leave.

The reference is not to 10,000 Arabs, but to those Arabs who received 10,000 Iraqi dinars, or several thou-

sand dollars, from Saddam Hussein to move to this city.

In a campaign of forced demographic change, over the last 20 years Mr. Hussein's Baath Party is believed to have forced an estimated 100,000 Kurds to leave Kirkuk, a city thought to sit atop one of the largest oil reserves in the world. In his effort to cement Arab control of the lucrative fields that surround the city, Mr. Hussein replaced the Kurds with a similar number of Arabs. Kurds say that the changes have reduced them from a large majority to a minority

of the city's population.

For long-suffering Kurds, history has come full circle. After decades of yearning for Kirkuk, a city Kurds call their Jerusalem and consider their cultural and spiritual capital, it is theirs for the taking.

Senior Kurdish officials say they are urging restraint from their people. American officials have said a multiethnic commission will be formed to sort through a dizzying maze of property disputes.

Dr. Barham Salih, prime minister of the eastern zone of Kurdish-controlled Iraq and a senior official in the Patriotic Union of Kurdistan, the dominant Kurdish political party in Kirkuk, has condemned the attacks on Arabs. He called on the United States to speed the formation of the committee and warned that attacks would continue until the problem was addressed.

He said the attacks were being waged by individual Kurds enraged by Mr. Hussein's decades of expulsions, as well as by returning homeowners and criminals.

"Ethnic cleansing must not stand," Dr. Salih said. "Otherwise, this problem will persist."

American military officials say that while they believe criminals are carrying out most of the attacks, Kurdish political parties are also involved, or at least standing by, as Arabs are attacked.

"It's all of the above," said one American officer who spoke on condition of anonymity.

Col. William Mayville, commander of the 173rd Airborne Brigade, said: "We are not losing in this area. I can't tell you we are winning either."

Standing in the center of it all are just over 1,000 American paratroopers from the 173rd Airborne. Deployed at seven bases around Kirkuk, they prowl their sections of the city as both peacekeepers and police officers. Filled with veterans of peacekeeping missions in Kosovo and Bosnia, they appear at ease deal-

ing with ethnic disputes.

Sergeant Clifton, of Eugene, Ore. is a member of Company C, First Battalion, 508th Infantry, 140 paratroopers who are trying to stabilize a neighborhood known as Qadisiya. Built on Kurdish land seized by Mr. Hussein's government, it is filled with Arabs who flocked here in the 1970's under the generous terms offered by Mr. Hussein.

The sergeant said he was surprised during the raid in which Mr. Saad was rescued to find 22 Kurdish men living in a safe house with rocket-propelled grenades, assault rifles, a machine gun and several grenades.

"There was one kid there," he said. "He was 14 years old."

The men had green flags and paint, the symbols of the Patriotic Union of Kurdistan, and said they belonged to the party. But Arab residents and American officers cau-

tioned that it was easy for criminals to masquerade as party members.

The difficulties the Americans face were evident on a patrol on Friday afternoon. Staff Sgt. Rodney Pullen, who captured the three armed Kurds trying to force Arabs out of their home on Thursday night, visited an Arab house that had been fired on twice by masked gunmen.

The Americans placed a sticker from one of the brigade's units on the family's fence, hoping it would deter attacks. They, like many Arabs, showered them with thanks. The American left.

On other houses down the street, spray-painted messages on an exterior wall declared the house "property of the P.U.K.," a reference to the Kurdish party.

One of the many places the patrol did not have time to visit was the home of Mr. Saad and the three others rescued by the Americans. Twelve hours after being freed, they were filled with fury toward the United States.

"I told you!" Mr. Saad shouted to two visiting Americans. "I told you they would come."

His neighbor, one of the other kidnap victims, said he was fleeing the city. "America no! America no!" he shouted. "I'm taking my furniture and going to Basra."

The New York Times

APRIL 26, 2003

Iran says it has 'positive role' to play in postwar Iraq affairs

By Nazila Fathi

The New York Times

TEHRAN: The Iranian foreign minister brushed off U.S. accusations of interference in Iraq in a press conference here Thursday that was held jointly with Foreign Minister Dominique de Villepin of France.

Villepin arrived in Tehran on Wednesday. High on the agenda of talks were postwar Iraq and a solution to the Israeli-Palestinian conflict, as well as the issue of human rights in Iran and the country's efforts to develop nuclear technology.

"It is very interesting that the Americans have occupied Iraq but they accuse Iraq's neighbor of interfering into its affairs," said the Iranian foreign minister, Kamal Kharrazi.

"Instead of raising accusations, the United States should adopt cooperation with Iran," Kharrazi said. "The United States should welcome Iran's positive role. Iran can play such a role because of its neighboring position with Iraq."

The United States blames Iran for the anti-American sentiments that are being voiced in Iraq by Shiite Muslims and some Sunnis in Baghdad.

The United States has said that Iranian agents have crossed into Iraq to support friendly Shiite clerics in Basra, Karbala and An Najaf and advance Iran's interests. The agents are said to be members of the Iraqi Badr Brigade and Iran's hard-line Revolutionary Guards.

The Badr Brigade is the armed force of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a Shiite opposition group, which has enjoyed the support of the Iranian government and is trained by the Revolutionary Guards.

Kharrazi denied that Iran has meddled with Iraq or there were Iranians in the Iraqi Badr Brigade.

But he said that the Badr Brigade was an Iraqi movement and that it was natural for its members to be inside Iraq and play a role in the future of their country.

Kharrazi further voiced concern over reports of a cease-fire deal between American forces and an Iranian opposition group, the Mujahidin Khalq, in Iraq.

The group is the main armed opposition against Iran and is listed by the United States and Europe as a terrorist organization. It has operated on Iraqi soil since 1986 and waged terror attacks against the Iranian government.

"If this news that they can stay in Iraq and keep their arms is correct, it will expose the Americans' plans for the region and it would be contrary to international law," said Kharrazi. "The United States should be responsible for this."

Villepin expressed hope that France could contribute to political, economic and social reconstruction of Iraq. He also stressed on the pivotal role of the United Nations.

Villepin's visit came after France's recent efforts to mend relations with United States. The initiative came from the French representative to the United Nations, Jean Marc de la Sabliere, who called for an end to the sanctions against Iraq.

The United States had also called for the suspension of the sanctions, but Russia and some other Security Council members wanted to wait until the UN inspectors declare Iraq free of weapons of mass destruction.

Villepin also stressed the speedy formation of an Iraqi government, saying that "the Iraqis must be able to decide their future as soon as possible."

He met with President Mohammed Khatami and Hashemi Rafsanjani, head of the powerful Expediency Council, on Thursday.

Villepin expressed satisfaction at Kharrazi's announcement Thursday that all of the 13 Iranian Jews who were sentenced to jail for spying for Israel in 2000 had been released.

He further said that he had urged Iran to sign an additional protocol to the Nuclear Nonproliferation Treaty.

Iran is signatory to the Nuclear Nonproliferation Treaty but it has come under pressure to sign the additional protocol since January, when it announced its ambitious program to develop nuclear technology. Iran claims, however, that the program is for peaceful purposes and to produce energy. The protocol would allow unexpected and rigorous inspections of its nuclear sites.



Raheb Homavandi/Reuters

President Mohammed Khatami and Dominique de Villepin, French foreign minister, on Thursday in Tehran.

Au Kurdistan irakien, Garner plaide pour un gouvernement multiculturel

**Sulamaniya :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui**

Tout juste nommé par Washington administrateur de l'Irak, l'ex-général Jay Garner a reçu hier un accueil chaleureux au Kurdistan irakien, où les chefs des deux principales factions, Djatal Talabani et Massoud Barzani, lui ont confirmé leur accord pour créer un État fédéral.

Après avoir passé la journée de lundi à constater les dégâts de la guerre à Bagdad, où il avait reçu un accueil plus mitigé, le chef de l'Office de reconstruction et d'aide humanitaire (Orha), qui comprendra bientôt 450 personnes, a déjeuné avec les deux chefs guérilleros à Doukane, à 50 km au nord de Sulamaniya.

Sous l'étroite protection des forces spéciales américaines et des peshmergas, Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, et Barzani, leader du Parti démocratique kurde, ont engagé avec le représentant du Pentagone des négociations de fond sur l'avenir de l'Irak après la chute de Saddam Hussein.

« Le président Bush a fait une excellente proposition pour l'Irak : une fédération - et nous la soutenons », a déclaré Talabani avant le déjeuner commun. Hochiar Zébari, chargé des relations internationales du PDK de Barzani, a déclaré que « le fédéralisme est la clé du nouvel Irak pour les Kurdes ».

À Sulamaniya, Jay Garner a rendu hommage à cet espace d'expression qui s'est construit aux portes de la dictature de Bagdad. La visite a commencé par un détour symbolique par l'université. « L'expérience kurde est un véritable modèle pour l'Irak », a déclaré ce vétéran de la guerre du Vietnam devant une foule d'étudiants. « Prenons l'esprit du peuple libre que nous avons ici, dans les provinces du Kurdistan, et faisons en sorte de l'étendre au reste de l'Irak », a-t-il ajouté, sous les applaudissements. À ses côtés, son adjoint, Tim Cross, n'a pas manqué d'insister sur la nécessaire participation du peuple irakien dans la



Hier, le nouvel administrateur de l'Irak, Jay Garner (au centre), a obtenu l'accord de Jalal Talabani (à gauche), leader de l'Union patriotique du Kurdistan, et de Massoud Barzani (à droite), chef du Parti démocratique kurde, pour créer un Etat fédéral. (Photo Kevin Frayer/AP.)

reconstruction de l'Irak. « Notre rôle est de mettre en place l'architecture du pays dans laquelle vous aurez la charge de prendre les décisions », a-t-il déclaré.

« La présence des Américains symbolise la paix », remarque Leylâ Sirwan dans son tailleur rouge. Comme beaucoup de jeunes Kurdes, cette étudiante en économie voit dans la participation des Américains à la reconstruction politique et économique de l'Irak une fenêtre qui s'ouvre pour la nouvelle génération. « Je ne comprends pas la réaction des Irakiens du Sud », dit-elle.

À l'inverse des populations du sud de l'Irak, les Kurdes ont le sourire quand il s'agit d'évoquer la présence américaine sur leur territoire. « Nous avons vécu tellement d'années dans l'oppression. Pendant plus de trente ans nos familles ont été humiliées et torturées par Saddam Hussein. C'est pourquoi la présence des Américains est ici

ressentie comme une présence libératrice. Elle vient tirer un trait sur le régime baasiste », explique Khader Moustafa, étudiant en informatique. Le jeune homme sait de quoi il parle. En 1991, la répression baasiste du soulèvement populaire kurde poussa sa famille à s'enfuir vers les montagnes et à s'exiler pendant plusieurs mois en Iran.

« La peur d'être obligé de fuir à nouveau fait désormais partie du passé », dit-il.

« Bienvenue à Jay Garner », peut-on lire sur une banderole bleue qui flotte sur une place publique dans le centre ville. Au bazar, des commerçants ont même mis en vente le drapeau des États-Unis. « Les Américains sont nos libérateurs, ils nous ont débarrassés de Saddam Hussein. Il faut être réaliste : sans leur aide, on n'aurait jamais été capable de mettre fin au régime baasiste », confie Nozad Amid, un jeune soldat kurde.

« Aujourd'hui, nous mettons beaucoup d'espoir dans la visite de Jay Garner, insiste Khader Moustafa. Il y a douze ans, sa tâche était humanitaire. Aujourd'hui, elle est économique et politique. Depuis douze ans, le peuple kurde a mûri, il s'est constitué en une véritable structure politique. Nous espérons que l'entité kurde sera prise en considération dans l'établissement du futur gouvernement irakien », ajoute le jeune étudiant.

Dans son discours prononcé en fin de journée face à un parterre de politiciens et d'intellectuels kurdes, Jay Garner a félicité la persévérance des Kurdes. « Vous avez une culture qui vibre, un haut niveau d'éducation. Vous disposez de grandes sources d'énergie, et

vous avez surtout le pétrole qui, jusqu'ici, n'a jamais été partagé avec vous. Le pétrole d'Irak appartient au peuple d'Irak. Dès que la machine du pétrole fonctionnera à nouveau, on aura un gouvernement qui marche », a-t-il déclaré.

« On ne laissera pas les Kurdes tomber jusqu'à ce qu'un gouvernement démocratique soit mis en place », a-t-il également tenu à insister, assurant que les leaders du Kurdistan joueront un rôle important dans l'architecture du futur Irak.

À la mi-journée, sa longue rencontre avec Jalal Talabani et Massoud Barzani, chefs respectifs de l'Union démocratique du Kurdistan et du Parti démocratique du Kurdistan, lui a permis d'évoquer l'importance des Kurdes dans le gouvernement de Bagdad de demain. Les deux hommes, membres de l'assemblée collégiale des opposants à Saddam Hussein, désignée il y a deux mois à Salahhedine, défendent l'idée d'un Irak fédéral, qui respecterait les différents groupes ethniques du pays.

La question de la diversité des populations irakiennes est un sujet bien d'actualité. À Mossoul tout comme à Kirkouk, les tensions actuelles entre populations kurdes, turkmènes et arabes révèlent l'état de volatilité de l'actuel Irak. Pour Mohammad Hadji Mahimoud, chef

Le pro-américanisme des Iraniens inquiète Téhéran

La « vox populi » réclame un changement de régime « avec l'aide des marines »

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Les gouvernants iraniens sont inquiets - inquiets de la présence américaine à leurs portes, à l'est comme à l'ouest, inquiets de l'invasion de l'Irak « avec si peu de résistance populaire », inquiets du renversement rapide du régime de Bagdad, inquiets de la marginalisation de l'ONU, inquiets de la désillusion totale du peuple iranien qui, depuis le début de la crise irakienne, se traduit par un pro-américanisme acharné de la population... mais, surtout, inquiets de la vox populi, qui réclame « un changement de régime avec l'aide des marines américains ». Cette revendication est prise assez au sérieux dans les cercles politiques pour que la reprise des relations avec l'Amérique - tabou

vieux de vingt-quatre ans - soit désormais à l'ordre du jour à Téhéran. Ces relations avaient été rompues à la veille de l'établissement de la République islamique et de la prise en otage de 55 diplomates américains, en 1979.

C'est Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, ancien président iranien et homme clé du régime, qui a brisé le tabou. Dans un long entretien à un hebdomadaire iranien, publié samedi 12 avril, M. Rafsandjani a proposé l'organisation d'un référendum au sujet de la reprise des relations avec l'Amérique. Selon la revue *Rahbor (Stratégie)*, M. Rafsandjani estime qu'une solution pour résoudre « la crise » entre l'Iran et l'Amérique serait de « tenir un référendum afin de savoir ce qu'en pense la société iranienne - à condition, aurait-il ajouté, que le Majlis (Parlement), le Guide suprême, soient d'accord, ce qui est le cas habituellement ».

« LIGNE ROUGE »

Les réactions n'ont pas tardé. Le lendemain, le quotidien conservateur *Keyhan* a accusé l'ancien président d'avoir franchi « la ligne rouge ». Une ligne qui a valu récemment la prison à des dirigeants d'un institut de sondage pour avoir montré que les Iraniens sont massivement en faveur d'une reprise des relations avec les Etats-Unis.

Rejetant comme « irréaliste » l'idée d'un référendum sur les relations avec l'Amérique, les réformateurs proposent que la question soit examinée par les dirigeants du régime « sans qu'une seconde ne soit perdue ». Pour Behzad Nabavi, une des « voix crédibles » des réformateurs, les relations avec Washington sont devenues « une affaire de sécurité nationale ». Dans un rare entretien, M. Nabavi, conseiller proche du président Khatami, a déclaré au *Monde* que la stratégie américaine dans la région « ne s'arrête sûrement pas aux portes de Bagdad ». Il existe à Washington, affirme-t-il, « un projet Iran » qui est en train d'être exécuté et qui « n'est pas nécessairement militaire ». Dans son bureau du vieux palais de marbre, dans le sud de Téhéran, qui abrite le Majlis, dont il assure la vice-présidence, M. Nabavi parle de son inquiétude face aux Américains.

« Evidemment, j'ai peur ! s'exclame-t-il. Qui n'aurait pas peur d'une Amérique armée jusqu'aux dents et qui a démontré en Irak son absence totale de respect pour la souveraineté des Etats ? Oui, j'ai peur. Les Améri-

cains peuvent apparemment tout faire ; peu importe l'ONU ou même l'opinion publique occidentale. » « Le seul argument encore quelque peu acceptable aux yeux des intellectuels occidentaux justifiant une action hostile contre un pays, dit encore M. Nabavi, est l'instauration de la démocratie. » C'est pour cela, selon lui, « que la meilleure défense de l'Iran contre les Américains serait de renforcer sa démocratie pour les priver de leurs arguments ».

Interrogé sur des voix appelant à « l'ingérence américaine », M. Nabavi déclare : « Il est évident que cela est de notre faute. Le fait que des gens préfèrent l'invasion étrangère à la vie en République islamique n'est que le signe de notre échec. Nous n'avons pas pu réaliser les aspirations démocratiques du peuple et il

il, nous ne voulons plus de la République islamique. Il aura fallu presque un quart de siècle pour que nous nous rendions compte que la révolution s'est soldée par un échec. » Il demande, comme beaucoup, « l'aide américaine pour un changement de régime ». L'argument renvoie contre un large écho. « Les Afghans et les Irakiens ont bien été débarrassés de dictatures, dit un cinéaste. Pourquoi pas nous ? » S'il arrive à l'homme de la rue d'évoquer l'arrivée des marines, les intellectuels ne prévoient pas une ingérence militaire, mais « une ingérence plutôt politique ».

Même « ras-le-bol » chez les étudiants. Le mouvement des étudiants s'est retiré des organisations réformatrices. Un de ses membres, sous couvert d'anonymat, avertit

Manifestation à Kerbala, en Irak

L'Irak n'a pas besoin du général américain Jay Garner à la tête de son administration provisoire, a affirmé, mercredi 23 avril, un responsable du principal groupe d'opposition chiite irakienne. « Nous ne pensons pas que la présence de Garner soit nécessaire », a déclaré Abdel Aziz Hakim, numéro deux du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRI), à Kerbala, la ville sainte chiite, située au sud de Bagdad. Le pèlerinage à Kerbala, accompli sans incident par des centaines de milliers de chiites, « prouve que les Irakiens sont capables de gérer leurs propres affaires », a-t-il dit. Une nouvelle manifestation, à Kerbala, mercredi, a rassemblé 3 000 personnes au cri de « Non à un gouvernement américain, non à [Ahmed] Chalabi », chef du Congrès national irakien (CNI) parrainé par Washington. Une pancarte disait, en anglais, « Non à tous les Chalabi ! ». - (AFP.)

Washington met en garde l'Irak

Les Etats-Unis n'accepteront « aucune interférence extérieure » dans l'établissement d'un gouvernement démocratique en Irak, a prévenu Ari Fleischer, porte-parole de la Maison Blanche, mercredi 23 avril. Washington réagissait aux informations publiées par le *New York Times* qui affirme que Téhéran aurait envoyé des agents auprès des chiites irakiens, sous couvert de pèlerinage à Kerbala, dans le but de promouvoir des leaders chiites pro-iraniens et favoriser l'installation d'un gouvernement islamique en Irak. Le quotidien, qui cite des responsables anonymes de l'administration américaine, précise que ces agents font partie de la brigade Al-Badr (chiites irakiens armés installés en Irak). M. Fleischer, qui a refusé de confirmer ces informations, a fait part de la « préoccupation » de Washington à ce sujet et indiqué que l'administration américaine en avait informé les autorités iraniennes.

est normal qu'il soit déçu ». « Si l'on admet, enchaîne-t-il, que les Irakiens se réjouissent de la fin de Saddam Hussein, on doit aussi penser à la possibilité que peut-être, ici aussi, les Iraniens feraient la fête à la fin de la République islamique. »

« POURQUOI PAS NOUS ? »

Si les réformateurs ont été beaucoup affaiblis par la décision de l'administration Bush de mettre l'Irak sur la liste des pays de l'« axe du Mal », beaucoup pensent que la « peur de l'Amérique » peut « être une fenêtre d'opportunité face à l'aile dure du régime, qui empêche le processus démocratique ». Les « durs », dit un membre du camp des réformateurs, « ont très peur. Ils sont prêts à faire des concessions ; ils savent que nous avons encore beaucoup plus de crédibilité qu'eux ».

Mais pour un architecte iranien qui demande instamment l'anonymat, « il n'y a désormais plus aucune différence entre réformateurs et conservateurs ». Exaspéré par la « corruption profonde » du régime, il veut sa fin. « C'est simple, nous dit-

les Américains de « ne pas serrer la main du régime ». Celui-ci ne veut parler de la reprise des relations que « parce qu'il a peur des Américains. L'anti-américanisme, ajoute cet étudiant, est le fonds de commerce du régime ».

Le président de la commission des affaires étrangères du Majlis, Mohsen Mirdamadi, ne croit pas aux menaces militaires américaines. « Un processus démocratique a été enclenché en Irak, dit-il. Un processus soutenu, peut-être plus par l'opinion publique mondiale que par l'opinion en Irak, mais qui empêchera toute ingérence militaire américaine dans notre pays. Il sera notre meilleure défense contre l'Amérique. » Ce qui, en revanche, l'inquiète est la « déception évidente » des Iraniens face aux réformateurs. La non-participation aux élections législatives de février - à Téhéran, seulement 12 % des électeurs ont voté - a été vécue par beaucoup, à Téhéran, comme « la fin de la période de grâce des réformateurs ».

Afsané Bassir Pour

Le Monde

VENDREDI 25 AVRIL 2003

du Parti social-démocratique kurde, seule la présence des Américains pourra assurer la stabilité du pays. « Je remercie les Américains d'être venus libérer notre pays de la dictature la plus brutale. Il est fondamen-

tal que les forces de la coalition restent ici jusqu'à ce que la paix soit complètement rétablie. Si elles partent trop tôt, cela risque de déboucher sur une violence ethnique et intercommunautaire », a-t-il déclaré à Jay Garner.

Sur cette question, l'ancien général américain s'est également voulu rassurant. « Nous envisageons de mettre en place un comité, composé d'une mosaïque de différents groupes ethniques, pour pouvoir média-

tiser ces disputes. Saddam Hussein est responsable de cette classification ethnique. Mais aujourd'hui, c'est un nouveau gouvernement et une nouvelle époque », a-t-il assuré à son auditoire kurde.

Ils ont manifesté hier, dans la capitale irakienne, pour réclamer davantage de pouvoir

Les chiites de Nadjaf boycottent la réunion de l'opposition

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

Le clergé chiite s'est livré hier à une démonstration de force dans les rues de Bagdad. Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé à l'appel des puissants chefs religieux de la ville sacrée de Nadjaf. Encadrés par un service d'ordre efficace, ils réclamaient un gouvernement indépendant et une constitution conforme à l'islam. Préparée depuis plusieurs jours, la manifestation est le premier ras-

semblement politique d'une telle ampleur depuis la chute de l'ancien régime. Signe d'un retour de la liberté d'expression mais aussi d'une crispation du dialogue, elle coïncide avec la date d'anniversaire de Saddam Hussein qui - s'il est toujours vivant - vient d'avoir 66 ans. Décrété jour férié par le dictateur, le 28 avril servait jusqu'à cette année de prétexte à des célébrations grandiloquentes en son honneur.

Le défilé correspond aussi et surtout au début de la conférence qui doit jeter les bases du nouvel Etat irakien. A cette occasion, les mollahs de Nadjaf tenaient à démontrer qu'ils dispo-

sent de soutiens populaires bien plus importants que ceux des diverses factions de l'ex-opposition en exil. Le Hawza, leur directoire, rejette la présence américaine sur le sol irakien. « Il se trame des choses en coulisses. On décide de notre avenir sans nous. Nous ne voulons pas d'une domination américaine. Nous voulons une vraie conférence nationale à laquelle nous serions associés », clame un religieux au turban noir irréprochable fraîchement débarqué de Nadjaf. Il parle devant le canon des deux tanks stationnés à l'une des entrées de l'hôtel

« Palestine ». Rédigées en arabe et en anglais, des banderoles aux slogans plutôt modérés sont brandies. « Oui à la liberté, non à l'ingérence », « l'islam refuse le terrorisme », « le pouvoir par

la démocratie ». De nombreux portraits de l'ayatollah Mohamed Bakr al Sadr, le « premier martyr » assassiné en 1980 par le régime irakien, émergent au-dessus de la marée humaine. D'une remarquable discipline, la foule se disperse dès que les organisateurs en donnent l'ordre.

Tous les chiites ne sont pas pour autant pour un boycott total de la conférence initiée par le

général Jay Garner, le proconsul de l'Irak. L'Assemblée suprême de la révolution islamique (AS-RIL), la principale organisation chiite de l'ex-opposition, a conservé jusqu'à présent un pied dans le processus lancé par les Etats-Unis dès l'été dernier en prévision de l'effondrement de l'ancien système après la guerre. Réfugié depuis 20 ans à Téhéran, son chef, l'ayatollah Mohamed Bakr al Hakim, rêve d'instaurer un régime d'inspiration khomeyniste. Sa stratégie est fluctuante. Elle varie en fonction de l'état des relations entre Téhéran et Washington et du rapport de force entre conserva-

LE FIGARO MARDI 29 AVRIL 2003



Rassemblement de manifestants à Bagdad, hier, devant l'hôtel Palestine, où s'ouvrirait en l'absence des chiites la conférence qui doit jeter les bases d'un nouvel Etat irakien. Des dizaines de milliers de personnes ont répondu à l'appel des chefs religieux. (Photo AFP.)

teurs et réformateurs iraniens. Bref, cet ayatollah à la barbe poivre et sel est une sorte de baromètre. Sur le fond, l'Asrii est plus que réticent à participer à une administration provisoire contrôlée par des militaires américains mais il tient à garder un fer au feu.

La rencontre de Bagdad réunit dans un palais des congrès sous haute protection environ 250 personnalités irakiennes de retour d'exil ainsi que des chefs de tribu et des membres de familles influentes. Certains portent l'habit traditionnel arabe, d'autres des costumes sans cravate. Pour les nouveaux ralliés, le 28 avril était l'occasion de rappeler leur allégeance au raïs. Cette fois, ils se soumettent à l'ami américain et espèrent en

retour des dividendes. « *Nous devons être humbles devant l'histoire de l'Irak, l'ancienne Mésopotamie, creuset des progrès de l'humanité. Nous voulons vous donner les outils et les moyens de créer la démocratie* », leur a promis Jay Garner.

En prélude à la conférence, le général avait mis fin à l'invraisemblable flottement des premiers jours de l'après-guerre : il a ordonné l'arrestation de Mohamed Mohssein Zubeidi, le gouverneur autoproclamé. Personnage surgi du néant politique, Zubeidi s'était fait élire le 13 avril, par une poignée de flics et d'ingénieurs, « régent » de Bagdad. Après un discours amplifié par le haut-parleur d'une moto de police. Il avait pris l'initiative de demander de l'argent aux banques pour, prétendait-il,

payer les fonctionnaires et recruter d'anciens dirigeants baasistes. Cela n'a pas plu au vrai patron Jay Garner. Surtout lorsqu'il a été question d'argent détourné.

Selon les plans préétablis, la conférence devrait déboucher sur la formation d'une assemblée constituante et d'un gouvernement de transition. Les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils n'accepteront pas un pouvoir théocratique et ont mis en garde l'Irak contre toute ingérence. Majoritaires dans le pays, les chiites ont été tenus à l'écart des postes de responsabilité et ont subi la répression de l'ex-pouvoir de plein fouet. Il paraît difficile de les maintenir hors du jeu dans le cadre d'un système ouvert.

Mais il n'y a pas que l'hypothèque chiite à lever pour garan-

tir l'avenir et organiser d'ici à un an des élections générales. A l'heure actuelle, les Américains n'ont pas sorti de leur chapeau un Karzaï irakien. Longtemps considéré comme le favori du Pentagone mais peu apprécié du département d'Etat, Ahmed Chalabi, le président du Conseil national irakien (CNI), un attelage de partis hétéroclites, ne parvient pas à s'imposer. Il végète au club de chasse, l'ancien centre de détente de la nomenclatura irakienne. Chérif Ali, l'héritier du trône hachémite et cousin du roi Fayçal II, est démonétisé. Les chefs kurdes n'ont pas d'audience nationale. Quant aux autres, ils tardent à sortir de l'anonymat. Ou, comme Zubeidi, passent de la lumière à l'ombre après un bref tour de piste.

Home town defies ban on Saddam birthday party

Ewen MacAskill in Tikrit

The street corners of Tikrit were decorated with home-made shrines to Saddam Hussein yesterday, small portraits decked with flowers lying on the pavements.

The US had banned all birthday celebrations at Saddam's birthplace and former power-base, but throughout the town residents marked the former dictator's 66th birthday with quiet defiance.

Some held parties at home, placing lighted candles next to his portrait. Others, unable to hold a mass demonstration, challenged the Americans with small protests all round the city.

In a more aggressive display of dissent, a dozen Iraqis confronted the US 4th Infantry Division.

Saddam's removal from power is a cause for celebration throughout most of Iraq but not in this city, made up mainly of Tikritis, Saddam's tribe, where support appears to be almost total. Many fervently expressed the hope that he will return to power.

On the outskirts of the town, two men marched at funeral pace the length of four blocks firing bursts from Kalashnikovs with one hand and clasp pictures of Saddam to their chests with the other.

In Medicine Street, demonstrators held pictures of Saddam and chanted his name. The 4th Infantry arrived in

force, with four armoured personnel carriers, seven Humvees and a score of soldiers.

One of the demonstrators, a student, Firaz Mohammed Zedan, 20, said he had travelled 30 miles from his home to join the celebrations. "We want our president back. We will kill anyone else who takes the presidency. We will have suicide bombers to make the US leave."

Through a loudhailer, the soldiers called in Arabic for the protesters to "leave the area immediately or we will use force against you".

Within a few minutes, an order was given to clear the street and the demonstrators were pushed aside, their Saddam pictures confiscated by the soldiers and torn up.

The presence of US troops marks a spectacular turnaround from a year ago when the Iraqi government organised an elaborate party in the city to mark Saddam reaching 65. Guests were invited from the few countries with which Saddam had relations, such as Serbia and Belarus, to watch a march-past of soldiers in the football stadium and dancing girls dressed as Palestinian suicide bombers.

The centrepiece was a golden statue of Saddam on a chariot, a gift from the city to the president, though he was not present because of assassination fears.

The residents of this city, on



Tikrit residents light birthday candles for Saddam

'We want our president back. We will kill anyone else who takes the presidency'

which Saddam lavished money, remember previous birthday celebrations as a festive time when there were street parties and feasting. Haji Hassan Khalaf, 65, leaning on the doorway of his fabric shop, said: "There were ribbons and banners and music and now we are standing watching the Americans patrol the streets."

Many streets around the city are covered with graffiti. One in praise of Saddam has been oversprayed with red letters proclaiming "Rock on USA". Other than this, it is almost

universally pro-Saddam, expressing sentiments such as "Great leader, we celebrate your birthday" and "Saddam is alive and will come back".

Many Tikritis are in a state of denial, not just about his downfall but his disastrous policies and the conduct of the

war. Nader Adday Ali Jela, 35, owner of a shoe-shop, said: "I do not think Saddam lost the battle. It is not that he did not fight. There was treason by our army. There were generals who did deals with the Americans." Saddam's birthplace is a few miles from Tikrit, in the village

of Owja, where Saddam built a lavish villa overlooking the site of his original home, said to have been a mud hut. The villa, hit by a US missile, is deserted, apart from occasional US patrols.

Even by the standards of the presidential palaces, it is extravagant. The bathroom has a whirlpool bath that could hold about 20 and an outhouse has

a marble swimming-pool.

Houses round about owned by members of his family or other members of the elite are also deserted. At the home of Saddam's half-brother Sabawi, a caretaker said he would not be celebrating Saddam's birthday but only because he was too sad at the loss of the leader. "He

was a good leader, otherwise God would not have protected him for so many years, through all the wars and assassination attempts, and the mighty force of the Americans."

The Tikritis are unanimous in rejecting as a new leader the Pentagon favourite, Ahmad Chalabi, and this Sunni city is

almost equally hostile to the idea of rule by one of the Shia clerics from the holy city of Najaf. For them, there remains only one leader: Saddam.

The Tikritis said they had no idea of his whereabouts.

Asked where Saddam was, Mohammed Abdullah, 55, a merchant, replied: "All over

Iraq. Every single one of us is Saddam. God willing, I hope he will come back and fight the Americans.

"Believe me, no Iraqi will ever accept the US forces, even if they filled every street with flowers. No matter what they do, we will never accept them."

La présence de nombreuses milices armées menace de plonger Mossoul dans le chaos

MOSSOUL

de notre envoyé spécial

Un sergent noir et costaud en tête, la cohorte de GI termine au pas de course sa patrouille dans le

REPORTAGE

« Les gens ne changent pas les fenêtres cassées. Ils craignent de nouveaux désordres »

centre de la troisième ville d'Irak. Fusil d'assaut sur la poitrine, les sept soldats n'apprécient guère qu'une nuée de jeunes curieux ne les lâchent pas d'une semelle. Ils s'engouffrent par la grille entrouverte de leur camp de base, installé dans l'ancienne préfecture de Mossoul. Enlevant son casque lourd, l'un des militaires s'éponge le front. « Rien à signaler » au rapport, dimanche 27 avril, de cette mission de « sécurisation ».

Devant la même grille, deux semaines plus tôt, les forces américaines ont ouvert le feu sur un attroupement. Quatorze civils ont été tués, selon les sources hospitalières locales (sept, selon les Américains), et des dizaines de personnes ont été blessées, dont une fillette de 10 ans désormais paralysée. Cet incident est le plus grave survenu depuis la chute du régime de Saddam Hussein à Mossoul, le 11 avril, dans cette ville que sa diversité ethnique et ses nombreuses milices menacent à tout moment de basculer dans le chaos.

Présent au moment des faits, un

architecte irakien, Ibrahim Shekho, raconte que des jeunes ont d'abord « crié des slogans hostiles ». A l'époque, l'ex-préfecture servait de quartier général au dirigeant du Parti patriotique, Muchaan Al-Jibori, également chef d'un groupe paramilitaire. Originaire de la région, mais exilé en Syrie ces dernières années, M. Al-Jibori « est sorti de son QG, où il rencontrait des Américains, pour calmer les jeunes », ajoute-t-il. Sans succès : « Ils ont lancé des cailloux » sur la préfecture. Puis les Américains ont « tiré en l'air quand les manifestants ont incendié une voiture ». L'US Army assure que ses soldats ont enfin riposté après avoir essuyé des coups de feu.

Depuis ce drame, l'état-major américain a décidé d'opérer une démonstration de force à Mossoul. Le 22 avril, quelque 2 000 hommes de la 101^e division aéroportée ont été envoyés pour renforcer les marines impliqués dans l'incident de l'ex-préfecture. Jour et nuit, ils s'affichent dans tous les quartiers, circulant dans leurs véhicules blindés ou postés aux points sensibles. Mossoul semble, depuis, avoir retrouvé sa quiétude. Les marchands des quatre-saisons poussent leurs plateaux, les enfants jouent dans les rues du centre, y compris la nuit, et il n'y a aucune coupure d'électricité.

VACANCE DU POUVOIR

Les embouteillages dénotent l'impuissance de policiers aux chemises blanches bien repassées. Tous les commerces épargnés par les pillards lors de la prise de la ville par les Américains et leurs alliés venus du Kurdistan « autonome », sont ouverts.

Mosaïque d'ethnies, de tribus, de religions et de rites sans équivalent en Irak, cette cité de près d'un million d'habitants est pourtant comme électrisée par le spectre d'affrontements armés en ces temps de vacance du pouvoir. Les statistiques sont incertaines, mais les Arabes (principalement sunnites) y seraient majoritaires. Dans certaines mosquées, les haut-parleurs ont appelé les fidèles « à ne pas affronter les Américains, mais à cacher leurs armes en prévision

d'éventuelles attaques de factions adverses », rapporte un responsable chrétien local qui demande l'anonymat. Les Kurdes formeraient la deuxième communauté, devant les chrétiens (chaldéens principalement) et les tribus (Juburi, Chammar). Et chacun d'observer avec inquiétude le jeu des factions politico-militaires, dont les soldats en armes sillonnent la ville à bord de pick-up surmontés d'une mitrailleuse.

Dans l'un des sièges du Baas réquisitionné par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, la principale force kurde à Mossoul), Abdullah Machakty Rikany affirme : « Trois

que irakienne.

Dans cette ville où la fin de la dictature a vu fleurir une dizaine de partis, les Américains sont à la recherche d'interlocuteurs et multiplient les réunions. Qui est en charge des affaires publiques à Mossoul ? « Je ne sais pas », dit un porte-parole de l'armée, le major Charmaine R. Means. Elle affirme que « les forces de la coalition ne paient pas les soldats des factions », mais admet qu'elles ont choisi de ne pas les désarmer.

Parallèlement, les forces occupantes ont réuni, jeudi, « une soixantaine des personnalités les plus influentes de la ville, au sein d'une Associa-

Paris aurait informé Bagdad, selon la presse anglaise

Dans son édition du lundi 28 avril, le quotidien britannique *Daily Telegraph* affirme que la France était en contact avec les services de renseignements irakiens, selon des documents découverts à Bagdad. Le journal cite, notamment, une lettre irakienne datée du 28 mars 2000 qui laisse entendre que, après une rencontre de « l'une de nos sources » avec « le porte-parole adjoint » du ministère des affaires étrangères, aucun visa français ne serait délivré à des dirigeants de l'opposition irakienne souhaitant se rendre à une réunion de l'organisation de défense des droits de l'homme Indict à Paris. La veille, le *Sunday Times*, citant des documents découverts dans les décombres du ministère irakien des affaires étrangères, rapportait que la France aurait régulièrement informé le régime irakien de ses discussions avec les Etats-Unis. En visite officielle à New Delhi, la ministre française de la défense, Michèle Alliot-Marie, a qualifié, dimanche, de « totalement ridicules » ces propos. « Cela fait partie du dénigrement systématique, des attaques infondées, qui, dans d'autres circonstances, donneraient lieu tout simplement à des procès en diffamation. »

mille de nos peshmergas sont entrés dans la ville peu après les Américains, puis l'ont quittée après deux journées ». « Nous n'avons plus ici que quelques centaines de soldats », précise-t-il.

A présent installé dans l'ancienne maison de vacances d'« Ali le chimique », Muchaan Al-Jibori est entré dans Mossoul à la tête de 150 soldats en provenance du Kurdistan « autonome » (nord de l'Irak). Issu de la tribu des Jibor, la plus puissante de la région, l'homme estime que « l'équilibre entre les différentes forces assuré la sécurité » et promet de « rendre les armes quand les Américains auront pris la décision de désarmer tous les groupes ». Formées hors d'Irak avec l'aide des Etats-Unis, les « Forces irakiennes libres » protègent, elles, le représentant local de la Conférence patrio-

tion pour des élections libres à Mossoul ». La quasi-totalité des participants ont reconnu qu'ils avaient « travaillé pour le régime de Saddam Hussein », confie un autre militaire américain, le sergent Ken Heller. « Cela fait soixante ans que je vis à Mossoul, et je ne connaissais pas la majorité des invités à cette réunion », dit le docteur Ahmed Al-Lawand, psychiatre et sunnite, en souhaitant que « les futures instances municipales représentent les diverses communautés et commentent par fonctionner sous l'égide des forces américaines, les seules à même de contrôler la situation ». Un vitrier, Rakan, est moins optimiste : « Les gens ne remplacent pas encore leurs fenêtres cassées ; ils craignent de nouveaux désordres. »

Erich Inciyan

Le Monde

29 AVRIL 2003

IRAK Plusieurs centaines de milliers de chiïtes ont achevé hier leur pèlerinage dans la ville sainte, ponctué par des manifestations antiaméricaines

Les chiïtes ont lancé à Kerbala la course au pouvoir

La Maison-Blanche a mis en garde l'Irak hier contre toute ingérence dans les affaires irakiennes, en exprimant sa « préoccupation » concernant la présence d'agents iraniens en Irak. « Nous avons clairement fait savoir à l'Irak que nous nous opposerions à toute ingérence extérieure dans la voie de l'Irak vers la démocratie », a déclaré le porte-parole présidentiel, Ari Fleischer. Selon le *New York Times*, citant hier des responsables américains, des agents entraînés en Iran sont infiltrés en Irak, notamment sous couvert du pèlerinage de Kerbala, pour promouvoir des leaders chiïtes pro-iraniens et l'instauration d'un régime islamique.

Kerbala :
de notre envoyé spécial
Philippe Gélie

Une grosse main aux doigts bagués, c'est tout ce qui dépasse de l'étroite fenêtre en verre fumé d'où le sayyed (1) Abdelaziz al-Hakim harangue la foule. Mais cela suffit aux milliers de chiïtes massés à ses pieds pour glorifier ce chef religieux tout juste revenu de vingt-trois ans d'exil en Iran : « Avec notre sang, avec notre âme, nous nous sacrifierons pour toi, al-Hakim ! »

Le pèlerinage de Kerbala a pris un tour franchement politique, hier, avec l'apparition du numéro deux du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (Sciri). Son frère aîné, l'ayatollah Mohammed Bakr al-Hakim, président dudit Conseil et émule des mollahs iraniens, ne fait pas mystère de ses prétentions politiques. Il entretient une armée de 20 000 à 30 000 hommes, la « légion Badr », du nom de la première bataille remportée par Mahomet, qui aurait franchi la fron-

tière iranienne pour se répartir dans tout le pays. Lui-même s'apprêterait à y revenir « dans quelques jours », promet Abdelaziz.

Protégé comme un joyau de la couronne par ses gardes du corps, le sayyed al-Hakim prend soin de s'exposer le moins possible. Le cheikh Khoei, autre autorité chiïte revenue d'exil, a été assassiné à Nadjaf il y a deux semaines. De l'intérieur de sa chambre, alors qu'on aperçoit seulement son profil barbu dans le reflet de la fenêtre, son filet de

voix grave parvient à faire taire la marée humaine. C'est le premier silence en trois jours d'effusions à la mémoire de l'imam Hussein, petit-fils du prophète, dont le deuil a pris fin hier au 40^e jour suivant son « martyre », il y a quatorze siècles.

Le seul nom d'al-Hakim impose le respect en Irak : son père, Muhsin, fut le chef de l'université islamique al-Hawza de Nadjaf et l'une des plus

grandes références dans le monde musulman. Cinq de ses frères et dix-sept membres de sa famille ont été exécutés par le régime de Saddam Hussein.

« C'est un politique, un religieux combattant », dit l'un de ses supporters à Kerbala.

De fait, la harangue du religieux enturbanné est plus militante que mystique : « Nous nous sommes sacrifiés pendant trois décennies, et nous connaissons enfin la victoire, s'exclame-t-il. Nous sommes déterminés à aller jusqu'à l'accomplissement de nos objectifs. Nous disons : Plus jamais d'indignité ! Nous voulons un gouvernement élu par le peuple, nous refuserons toute solution imposée par qui que ce soit. »

La foule chante : « Ô Dieu miséricordieux, fais de notre maître al-Hakim le vainqueur ! »

Pour celui qui veut sa part de pouvoir dans le nouvel Irak, la lutte est clairement engagée : « Dieu vous bénisse, vous qui portez cette lourde responsabilité, le pays repose sur vos épaules. Il est dit que nous devons suivre nos chefs religieux. Il faut garder cette ligne contre toutes les conspirations. Ô Hussein, ceci est ton peuple, et il n'aura de cesse d'avoir atteint tes buts sacrés ! » Les fidèles lui répondent : « Oui, oui à l'Islam ! » Quelques heures plus tard, pour sa première conférence de presse depuis son retour d'Iran, il y a une semaine, Abdelaziz al-Hakim offre le visage d'un dirigeant responsable et modéré : « Les Irakiens doivent choisir leur forme de gouvernement, ainsi que celui qui le dirigera. Nous sommes pour un Etat démocratique respectant les idéaux de l'Islam. » Pas question de s'engager publiquement en faveur d'un régime islamique sur le modèle iranien. « Le peuple doit rester soudé à la direction religieuse et politique de l'université al-Hawza », se borne à souligner



De retour après vingt-trois ans d'exil en Iran, le leader chiïte Abdelaziz al-Hakim s'est rendu à Kerbala, à l'occasion du pèlerinage de la ville sainte. « Les forces de la coalition n'ont plus aucune excuse pour rester en Irak », a affirmé le chef religieux. (Photo Sahib/AFP.)

un manifeste du Sciri.

Ses flèches les plus dures, le sayyed les réserve à l'occupant américain, implicitement désigné comme « l'ennemi qui tente de frapper l'Islam ». « L'exemple de Kerbala montre que les Irakiens sont capables de s'administrer eux-mêmes, souligne-t-il. Les forces de la coalition n'ont plus aucune ex-

cuse pour rester en Irak. Je ne vois pas la nécessité de la présence de Jay Garner », le général en retraite chargé par Washington de gérer l'après-guerre. Al-Hakim entend néanmoins participer à la prochaine réunion de l'opposition sous son égide, prévue dans quelques jours à Bagdad. Au-dehors, le pèlerinage de

l'Arba'iniyya se termine dans l'épuisement de ceux qui ont chanté, flagellé leur corps, parfois jusqu'au sang, cuit au soleil et dormi par terre depuis lundi. Les nerfs ont été mis à rude épreuve : des femmes pleurent, des enfants crient, des hommes se bousculent. Dans ce désordre à l'image du pays, difficile de discerner l'avenir. Les ayatol-

lahs peuvent peut-être revendiquer la première manche, mais la course au pouvoir n'est pas finie.

(1) titre donné aux descendants d'Ali, gendre et cousin de Mahomet, père d'Hussein.

L'« anti-américanisme » en Irak : les trois leçons du Sud chiite

Les foules religieuses de Kerbala ont fait peur : elles ne sont pas pour autant spontanément hostiles aux « libérateurs »

KERBALA, NADJAF

de notre envoyée spéciale

Faut-il croire, au vu de gros plans sur d'impétueux manifestants irakiens en colère, à un prochain échec

■ ANALYSE

Ceux qui dénoncent les « occupants » semblent bruyants, mais minoritaires

inéluctable des Américains en Irak ? Dans ce pays qui n'a connu que violences, puis totalitarisme, avant que toute trace d'Etat ne s'y volatilise subitement, gagner la paix est certes plus ardu que de gagner la guerre. Et les Etats-Unis semblent bien mal préparés à faire face au repli communautaire qui menace.

Dans ces conditions, l'impressionnante démonstration de force et de ferveur religieuse des chiïtes massés à Kerbala a fait peur. Cette véhémence chiïte continuera à faire peur aux autres communautés irakiennes, toutes largement minoritaires, et notamment à ceux des Arabes sunnites qui ont profité du régime de Saddam Hussein et craignent les vengeances. Elle a fait peur aux dirigeants religieux chiïtes eux-mêmes, laminés par les baassistes, et dont aucun n'émerge comme autorité politique incontestée. Surtout anxieux de prévenir une *fitna* (guerre interne), n'étaient-ils pas aux premières loges, le 10 avril, pour voir comment deux des leurs ont été lynchés par la foule, conduite sans doute par des malfrats locaux ayant pris le parti des plus « radicaux » d'entre eux ? Le crime étant, injure suprême à l'autorité de la Hawza (l'Assemblée des oulémas chiïtes d'Irak), commis devant son « saint des saints » : le tombeau d'Ali à Nadjaf.

DISCOURS RECYCLABLE

Le poids dominant des chiïtes fait peur aux Américains, toujours traumatisés par la révolution khomeïniste. Mais aussi à tous les « anti-américains » de par le monde, à en juger par leur mal à cacher une joie mauvaise à l'idée que George Bush n'aurait renversé Saddam Hussein que pour mettre en selle de nouveaux « islamistes anti-américains », chiïtes de surcroît.

Or, s'il est vrai que la peur est mauvaise conseillère, elle risque surtout ici de voiler trois constatations faites dans le Sud chiïte.

La première est l'absence de réel sentiment hostile aux « occupants » dans la grande masse de la population, surtout anxieuse d'avoir de l'eau à boire - et de connaître enfin le sort des innombrables « disparus » dans les geôles de Saddam. Il est exceptionnel, dans un pays arabe, d'entendre tant de jeunes et de vieux confier qu'ils « aiment George Bush », même si un tel aveu se fait plutôt dans les maisons que dans la rue. Lors du pèlerinage de Kerbala, qui aurait rassemblé plus d'un million de chiïtes, des journalistes ont aussi noté que seuls 3000 d'entre eux ont participé à la manifestation anti-américaine, alors qu'ils y avaient été conviés, la veille, par d'anonymes « leaders religieux ». Comme si, concentrés sur les rites retrouvés qui les unissent, les pèlerins voulaient ignorer ce qui les divise ou leur rappelle les manifestations obligatoires d'antan.

Autre constatation : ceux qui tenaient un discours baassiste quand il semblait que Saddam Hussein « pourrait encore revenir » se sont réfugiés ensuite derrière des slogans anti-américains. Un tel basculement ne demande aucun effort : il suffit d'éliminer les louanges à Saddam. Le reste - le discours nationaliste et antisioniste, devenu anti-occidental voire islamiste - est recyclable.

Cela permet aussi de se bercer de toutes sortes de théories du complot, véhiculées par les médias arabes. Et si « 25 % des Irakiens soutenaient Saddam, contre 75 % qui le haïssaient », comme on l'entendait souvent dans les villes du Sud, on peut supposer que ce quart de la population peut rejoindre, dans leur antiaméricanisme, ceux des dirigeants qui le professent par conviction, calcul ou obligation, étant réfugiés en Iran ou en Syrie.

Enfin, il y a la grande diversité des petits chefs locaux apparus en pays chiïte : cheikhs, sayyids et autres imams de mosquées ou simples laïcs - opposants à Saddam ayant survécu aux répressions ou ex-chefs baassistes plus ou moins reconvertis. Beaucoup sont souvent, et c'est peut-être le grand danger à venir, de simples chefs mafieux, tels qu'en a produits à foison un régime totalitaire, placé sous embargo et qui vivait sa fin de règne. Tous ces petits cadres locaux ont chacun leurs raisons pour se ranger derrière des leaders aux ambitions communautaires ou nationales qui professent soit leur volonté de « travailler avec les Américains le temps de mettre en place un gouvernement provisoire », soit de s'organiser seuls en boycottant les « occupants ».

Aujourd'hui, ces derniers semblent bruyants mais minoritaires. Prenant comme porte-drapeau le jeune Mouktada Al-Sadr, dans le but de capter l'immense prestige de son père, assassiné en 1999 pour avoir repris la lutte contre Saddam Hussein, ils prônent un rôle politique de la Hawza et une république islamique conduite par des religieux « de l'intérieur ». Mais on rencontre dans le Sud beaucoup d'autres partisans d'Al-Sadr père qui parlent des Américains avec gratitude.

TRAUMATISME MAJEUR

Les uns comme les autres recon-

naissent, du moins officiellement, la primauté du grand ayatollah Al-Sistani, principal *marja* (réfèrent à imiter) du monde chiïte, mais lui reprochent sa tiédeur et son refus, persistant malgré la chute de Saddam Hussein à se mêler de politique. Le problème est que ce courant activiste n'a ni orientation unique ni tête légitime, Mouktada étant loin d'avoir acquis les titres nécessaires dans le long cursus de la Hawza. Divers petits chefs s'engouffrent donc en son nom, comme en celui du silencieux Al-Sistani, dans le vide ainsi créé. Y compris sans doute ceux qui portent la responsabilité du sang versé le

10 avril à Nadjaf. Traumatisme majeur pour toute la communauté, ce crime semble pour l'instant lui avoir servi de douche froide. Divers hiérarques, de l'intérieur comme de l'extérieur, se font conciliants et assurent qu'ils ne chercheront pas, dans l'absolu ou « pour l'instant », à imposer leur loi aux communautés minoritaires de l'Irak.

Il faut noter aussi que les premières manifestations anti-américaines à Bagdad sont parties de mosquées non pas chiïtes, mais sunnites. Elles ont été conduites par Ahmed Oubeid Al-Koubeissy, un frère musulman irakien revenu une semaine plus tôt des Emirats arabes unis. Pourtant, même un proche d'un des ténors de ce mouvement, Youssouf Al-Kardaoui, a assuré que l'Irak « ne peut se dispenser pour l'instant des forces américaines », laissant comprendre qu'il s'agissait, surtout « pour les chefs religieux chiïtes », de remplacer comme interlocuteurs légitimes les opposants irakiens libéraux arrivés dans les fourgons des Américains. A ces derniers de tenter de recoudre tous ces morceaux et d'obtenir dans ce but le soutien international, de plus en plus indispensable, qu'ils n'ont pas su s'assurer plus tôt.

Le Monde
28 AVRIL 2003

Sophie Shihab

Turks smuggled weapons into north Iraq, U.S. says

By David Rohde

KIRKUK, Iraq: Turkish special forces soldiers have been trying to smuggle grenades, night-vision goggles and dozens of rifles into this oil-rich city in northern Iraq, U.S. military officials say. The officials say they believe that the weapons, which were hidden in an aid convoy, were bound for Turkmen living here.

Turkey has repeatedly said it may begin a military incursion into northern Iraq, citing what it says is abuse of Turkmen by both Arabs and Kurds inside Iraq. Turkmen make up less than 5 percent of the Iraqi population.

The weapons were discovered Wednesday when an aid convoy reached a U.S. checkpoint, officials said Saturday. U.S. soldiers, who had heard that Turkish special forces soldiers were trying to enter the city, questioned the men in the convoy.

"They were all in civilian clothes and they didn't produce anything that they were authorized to be in the area," said a U.S. military official. "They identified themselves as Turkish special forces."

The Americans seized and then searched a half dozen vehicles and found several dozen AK-47 assault rifles and other military gear, including a small number of U.S.-made M-4 rifles equipped with specialized sights and grenade launchers.

Night-vision goggles, radio scanners, pistols and banners and flags of the Iraqi Turkmen Front, the main Turkmen party in Iraq, were also found. About half of the roughly two dozen men in the convoy were found to be Turkish special forces soldiers. After being questioned, they were sent to the Turkish border by U.S. soldiers.

Turkmen representatives in Kirkuk said Saturday that the U.S. allegations were false. "That didn't happen," said an official outside their headquarters.

U.S. military officials, who have been



Ruth Fremson/The New York Times

Members of the Turkmen minority gathered in the northern Iraqi town of Kirkuk to obtain chits that can be exchanged for food at offices of the Turkmen Front.

trying to ease tensions in Kirkuk, reacted with frustration to the discovery. Kurds, Arabs and Turkmen all claim control of Kirkuk, a city that is believed to sit atop one of the largest oil reserves in the world. All of the groups are armed.

"As we are trying to maintain stability, we don't need an outside force coming in and stirring things up," one official said.

The official said the attempt to smuggle in the weapons came as the Turkmen presence appeared to be increasing in the city. Turkmen militia wearing new uniforms and carrying new Kalashnikov rifles have been seen in Kirkuk in recent days.

Colonel William Mayville, commander of U.S. forces in Kirkuk, said he had been urging Turkmen leaders to try to re-establish relations with the community around them.

Relations have been bitter between Turkmen and the Kurds, who have maintained self-rule in northern Iraq for more than a decade under U.S. protection.

Turkish officials accuse the Kurdistan Democratic Party, one of the two main Kurdish parties, of carrying out arson attacks against Turkmen residents. Party officials deny the charge.

In the weeks since Kirkuk fell to U.S.-led forces, freshly painted Turkmen political offices have sprung up across the city. A Turkmen group is building a radio and television station on the southern edge of the city.

"They were a group that was a minority that did suffer under Saddam Hussein," Mayville said. "I think it's time for the Turkmen here to re-evaluate their relationships."

The New York Times

The New York Times

Monday, April 28, 2003

U.S. is acting to stop Iranian moves in Iraq

By Michael R. Gordon

BAGHDAD: The U.S. military has begun to capture suspected Iranian agents and is planning to station military forces along the major routes from Iran to try to stop infiltration by Iranian-backed forces.

A group of fighters from the Badr Corps, Iraqi exiles backed by Iran, was recently apprehended by American forces in northern Iraq, American officials disclosed Tuesday. The forces were equipped with jeeps, rifles and other arms. They were detained in the process of moving to southern Iraq.

The White House has warned Iran not to try to take advantage of the power vacuum and general confusion following the ouster of the Saddam Hussein regime to meddle in Iraq's affairs.

The American military is now putting that warning into effect by trying to stop attempts by Iranian-based forces to sneak into Iraq and agitate in the country.

"We will take steps to suppress any threats to security and stability, and that includes Iranian forces that don't comply," said Major General William Webster, deputy commanding general of the allied land command. "We are going to increase our focus on routes from Iran. As the country becomes more stable we can structure ourselves to shift to the east."

In recent weeks, there has been a steady trickle of intelligence reports

about efforts by Iran to influence and shape events inside Iraq.

U.S. officials say that Iran does not welcome a strong American role in Iraq, which extends the United States political and military influence in the region. Nor does Iran want its neighbor, a rival with whom it fought a long and bloody war, to become powerful again.

Some groups with links to Iran have been peaceful. The Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a group of Iraqi Shiites that has been based in Tehran, has been careful not to publicly challenge the American role in Iraq.

But there have been repeated reports that Iraqis supported by Iran or Iranian agents have been slipping over the border north of Basra, as well as in the

north. Officials say that Iran-backed exiles have been slipping into Iraq, gathering arms and setting up headquarters in towns in southern Iraq, where they have been trying to recruit supporters and organize demonstrations.

Webster said that the U.S. military was not looking for a confrontation with Iran, but would not refrain from confronting Iranian-backed forces that venture into Iraq and undermine stability there.

Webster said that U.S. forces had already detained a small number of suspect agents who had slipped across the border.

Policing the porous Iraq-Iran border is very difficult, especially for a U.S.

force that is also trying to bring order to Baghdad and stabilize the cities in northern and southern Iraq. The U.S. military has been flying helicopters near the Iraqi border with Iran. But as Iraq becomes more stable, Webster said, U.S. forces will shift more of their attention to the east and focus on routes from Iran.

The Badr forces have long been a focus of U.S. concern. The organization is made up of Iraqi Shiites who took up arms against the Saddam Hussein government.

The Badr Corps can be broken roughly into three groups: fighters who have waged a guerrilla insurgency from within southern Iraq, fighters who have taken refuge in the northern part of the country and fighters now returning from Iran.

According to U.S. reports, between 1,500 and 5,000 Badr fighters have left Iran for northern Iraq in recent months. Iranian agents are believed to be among them, according to U.S. intelligence.

In addition to the Badr group, U.S. officials are concerned that officials from Iran's intelligence service and its Revolutionary Guard are meddling in Iraq. U.S. officials have also been concerned about the presence of Iranian agents in the area of Al Kut and Amara.

Badr Corps activity is being monitored in the Basra and As Zubar area. U.S. officials are especially worried about Iran's influence in the major Shiite cities of southern Iraq, like An Najaf and Karbala.

The New York Times

The New York Times

April 30, 2003

MENTOR

Derrière l'agitation, l'ombre de l'Iran

■ Pour contrer l'émergence du chiisme politique en Irak, notamment dans le sud du pays, "les Etats-Unis redoublent d'efforts pour promouvoir des dirigeants religieux et civils proaméricains, rapporte *The New York Times*. Des forces spéciales et des agents des services de renseignements américains tentent d'identifier des religieux dans les petites villes et de les encourager à lancer des fatwas soutenant l'administration américaine."

Parallèlement, et de manière plus ouverte, Washington multiplie les mises en garde contre l'Iran, accusé d'encourager en sous-main l'opposition chiite hostile à la présence américaine en Irak. "Des agents entraînés par les Iraniens auraient traversé la frontière

au sud de l'Irak après la chute de Saddam Hussein et travailleraient à Najaf, Kerbala et Bassorah pour aider des religieux chiites et favoriser les intérêts de Téhéran", assure *The New York Times*. D'après des responsables américains cités par le quotidien, des membres de la brigade Badr, la branche militaire du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), basé à Téhéran, ainsi que des Gardiens de la révolution, seraient particulièrement actifs dans ces villes.

"Les rapports des services de renseignements sur lesquels se fondent les officiels américains ne précisent pas ce que font exactement les agents iraniens, ni qui ils soutiennent dans le sud de l'Irak, précise cependant *The New York*

Times. Mais ces officiels attirent l'attention sur les liens qui unissent le gouvernement iranien et le CSRII - dont le dirigeant, Mohamed Baqer al-Hakim, est attendu d'un jour à l'autre à Bassorah. "Des soldats américains - parmi lesquels des membres des forces spéciales - essaient de surveiller la frontière entre l'Irak et l'Iran, poursuit le quotidien américain. Mais cette frontière est trop longue et trop poreuse pour être sécurisée. De plus, jusqu'à il y a une dizaine de jours, la brigade Badr était présente de manière visible à Baquba, près de la frontière, et à Kut. Mais, depuis que les forces américaines ont pris le contrôle de ces deux localités, ces hommes se sont dispersés."

DU 30 AVRIL AU 6 MAI 2003

Courrier INTERNATIONAL